

See discussions, stats, and author profiles for this publication at: <https://www.researchgate.net/publication/282360032>

Rapport au changement en société Pastorale (Ferlo Sénégal)

Thesis · December 2013

DOI: 10.13140/RG.2.1.3490.3521

CITATIONS

0

READS

40

1 author:



[Astou Diao Camara](#)

Institut Sénégalais de Recherches Agricoles

4 PUBLICATIONS 3 CITATIONS

SEE PROFILE

UNIVERSITE DE BOURGOGNE

UFR Sciences Humaines -École doctorales LISIT

THÈSE

Pour obtenir le grade de
Docteur de l'Université de Bourgogne
En Sociologie

par

Astou Sougou Diao Camara

le 20 décembre 2013

Le rapport au changement en société pastorale

Le cas des éleveurs du Ferlo et de Colonnat

Directeur de thèse

Bruno Lémery (secondé par Claude Compagnone)

Co-encadrement : Véronique Ancey

Jury

Jacques-Jouvenot, Dominique, Professeure Université de Franche Comté, Président du Jury

Deverre, Christian, Directeur de recherche INRA Agroparistech, Rapporteur

Hubert, Bernard, Directeur de recherche INRA Avignon, Rapporteur

Faye, Adama, Chercheur IPAR Sénégal, Membre

Ancey, Véronique, Chargée de recherche CIRAD, Membre

Compagnone, Claude, Maître de conférence INRA/Agrosup Dijon, Membre

©

*A Mansour, Bator et Penda,
A mes parents et ma famille
A Bruno Léméry, en lui souhaitant un meilleur rétablissement.*

Remerciements

Je partage entièrement l'avis que la thèse relève d'un processus collectif de génération de connaissances, les éclairages viennent des échanges avec les encadreurs, des collègues doctorants, des parents et amis qui, avec leur recul te soustraient du cercle abstrait de construction de l'objet ; par conséquent, j'adresse mes remerciements à toutes ces personnes qui ont contribué à ce processus.

A **Bruno Lémery**, c'est avec beaucoup de peine que j'ai repris le travail. Ses orientations ont guidé ce travail jusqu'à la fin. Je le remercie profondément et lui souhaite une bonne guérison. Toute ma reconnaissance à **Véronique Ancy**, pour la confiance qu'elle a placée en moi en m'encourageant à poursuivre en thèse, pour m'avoir transmis la passion de la recherche, sa rigueur scientifique m'a séduite et ses éclairages guident toujours mon chemin, j'espère que je ne t'ai pas déçu.

Mes sincères remerciements à **Claude Compagnone** pour avoir repris le flambeau, dirigé le travail et pris les dispositions nécessaires à la finalisation de la thèse malgré ses nombreuses responsabilités.

Je tiens à remercier les membres du jury qui ont accepté cette tâche : **Dominique Jacques-Jouvenot, Bernard Hubert, Christian Deverre, Adama Faye.**

Cette thèse a été financée en grande partie par le projet de recherche ANR ADDTRANS, coordonné par le Pôle Pastoralisme et Zones Sèches entre 2007 et 2009. Je remercie ainsi le CIRAD et les collègues membres du PPZS : **Abdrahmane, Ibra, Alexandre, Tamsir, Christian.** J'avais finalement honte de devoir répondre à la fameuse question : à quand la soutenance? Mes remerciements à **Guillaume**, facilitateur pour les procédures de bourse et visas et ses comptes-rendus rapides des premiers comités de thèse. Toute ma gratitude à **Fatima** toujours disponible pour rendre service, à **Moustapha**, compagnon hors pair de terrain, interprète, faiseur de miracle quand ça « foire ». A mes collègues doctorants et post-doctorants : **Claire, Sergio, Adeline** nos discussions m'ont donné du recul sur ce terrain.

Une pensée affective aux éleveurs de Boulal, de Tatki et de Colonnat, qui m'ont accueilli et considéré comme une des leurs, je remercie particulièrement : **Belal, Diari, Daouda, Coumba, Amadou, Alpha, Souédou, Arona, Omar, Mamadou, Ousseynou, Samba,...**

Aux collègues du Listo, **Nathalie, Sandrine**, merci pour l'accueil chaleureux dans le labo, pour les lectures des premiers jets et les discussions enrichissantes sur la thèse. A **Pierre Morlon**, toujours disposé à partager de la lecture et des documents inédits. A **Mireille** et **Marie Claire**, pour avoir à chaque fois diligenté les réservations à Sully. **Younes** et **Robin**, on se trouvera l'occasion d'un autre *yassa poulet*.

Je remercie **Bernadette Lémery** de m'avoir parfois accueilli chez elle et d'avoir aidé à l'acclimatation d'une sahélienne dans le froid dijonnais.

Merci aux collègues du Bame : **Djiby**, pour avoir facilité la fin de cette thèse ; **Amy, Katim, Sadibou, Moussa, Séréra, Yass, Mme Diop, NFFM, Jérémy, Frédérique, Assane, ...**

Mes remerciements à **Amadou Camara (Ama)**, relecteur précieux qui a pris de son temps pour relire le manuscrit.

A **Thiané** qui assure pendant les longues absences de *Mme*, je te remercie du fond du cœur.

Cette thèse n'aurait pu se faire sans le soutien infaillible de **Mansour**, merci d'avoir été là et d'être encore là, d'avoir compris les humeurs dépressives, et surtout de savoir me redonner confiance toutes les fois que j'en ai eu besoin. A **Bator** et **Penda** qui ont compris que ce n'est pas encore fini, maman s'absentera encore.

Cette thèse a été financée par le Projet ANR ADD Trans (Agriculture et développement durable : Transformations de l'élevage et dynamique des espaces), le département E&S (Environnement et Sociétés) du CIRAD le département SAD (Sciences pour l'Action et le Développement) de l'INRA et le Service de coopération et d'action culturelle de l'ambassade France au Sénégal.

Résumé

Les sociétés pastorales du Ferlo affichent les spécificités majeures des systèmes de production extensifs. D'une part, la constance de certaines pratiques conforte les préjugés tenaces sur l'irrationalité des choix économiques des pasteurs, leur archaïsme, et leur marginalité ; d'autre part, des modifications sont constatées dans les pratiques quotidiennes de gestion des risques, dans l'accès aux ressources, dans l'organisation du travail.

L'objectif de la thèse est de questionner le rapport au changement des acteurs de ce système d'organisation et d'adaptation qui à la fois est en profonde évolution et contingent à un environnement incertain. Le changement renvoie ici aux transformations sociales internes à la société et à des interventions de développement. Ce rapport au changement est appréhendé à travers une approche sociologique pour un triple objectif : d'abord, comprendre les bases durables et les adaptations du système ; ensuite mettre en évidence des dynamiques internes qui rendent compte des évolutions réelles du mode de vie des éleveurs, techniques (mode de conduite du troupeau, mobilité) et non techniques (rapport au marché, aux institutions, divergences des perceptions d'avenir...) et enfin dépasser une vision parfois culturaliste d'une société « traditionnelle » homogène face à un monde « moderne ». En effet, l'étude montre ce qui fonde les différences de rapport au changement, partant de l'hypothèse que la position familiale, professionnelle et sociale des acteurs, influence leur rapport au changement.

Cet objet est appréhendé à travers les « mondes » de développement de l'élevage au Sénégal renvoyant à l'espace des politiques publiques, d'une part, et au monde des éleveurs et de leurs organisations, d'autre part. L'analyse met en relief les tensions propres à chacun de ces mondes, les dynamiques qui s'y passent et des transactions qui existent entre eux. Le travail rend compte d'un développement de l'élevage qui pose question car les conceptions des acteurs concernés sont divergentes, les injonctions de changement sont de plus en plus prégnantes et les programmes de modernisation s'attèlent dans leurs pluralités à traduire les orientations politiques. Il apparaît dans ce contexte que l'identité professionnelle d'éleveur ne renvoie pas à la même chose chez les éleveurs et chez les prescripteurs. Pour ces derniers, l'éleveur professionnel est à « créer » et doit remplacer le pasteur qualifié d'irrationnel attaché à son bétail et insensible aux innovations techniques. L'étude révèle aussi un monde professionnel éleveur déconnecté des éleveurs, et loin de remplir les conditions définies par l'encadrement technique de l'élevage au Sénégal pour instaurer un dialogue constructif sur le développement de l'élevage. Nos analyses montrent enfin que dans le Ferlo, trois catégories d'acteurs ont des rapports différenciés au changement : des entrepreneurs du développement, des éleveurs conservateurs d'une identité sociale et des éleveurs par défaut.

Cette recherche interpelle l'encadrement technique de l'élevage sur la nécessité de considérer la diversité des positionnements professionnels des acteurs du monde de développement de l'élevage dans les politiques d'élevage.

Mots clés : pastoralisme, changement, identité sociale, identité professionnelle, développement.

Abstract

Pastoral societies in the Ferlo area display the main characteristics of extensive production systems. On the one hand, the persistence of traditional practices reinforces the myths of herders being irrational in terms of economic choices, archaic and marginal. On the other hand, day-to-day practices have evolved and changes have been observed in risk management, access to resources and organization of labor.

The aim of this thesis is to study the behavioral changes of local actors in an uncertain environment. The attitude towards change is analyzed through the lenses of social science with the triple goals of: understanding the resilience and adaptability of pastoral systems; highlighting internal dynamics to comprehend livelihood changes, evolution of pastoral practices and perspectives on markets, institutions, and possible futures; overcoming the romantic vision of pastoralism being a traditional and homogeneous practice disconnected from the modern world. This study underlines how local actors cope with change and highlights the diversity of local actors' postures in an uncertain environment. Here we hypothesize that the reaction of an actor to change is determined by his position in a family as well as his social and professional status.

Different representations of pastoralism can be found according to organizational level it is considered from. Two discourses can be considered : a thesis related to public policies; a thesis found in pastoral and herders organizations. The analysis highlights the tension that exist within and between these two levels as well as their current dynamics. Consequently, defining pastoralism's development is difficult as the main stakeholders usually have divergent conceptions of this livelihood. Moreover, desires of change and modernity are increasingly transcribe in public policies. For instances the professional status of pastoralist is not considered the same by herders and "prescripteurs" is who believe that professional herders do not exist and that this new category will replace current pastoralists, considered irrational and insensitive to technological innovations.

This piece of work also displays herders representatives at regional or national levels to be disconnected from local pastoralists and this, can hardly fulfill their mandate of leading discussion on the development of this activity un Senegal. The analyses displays that in the Ferlo area, three categories emerge with different positions towards changes: development practitioners, herders with a strong social status, and herders by default.

This research ambitions to reach out to the national authorities on livestock and stresses the urgency to consider a diversity form of professional identity in their public policies.

Keywords: Pastoralism, change, social identity, professional identity, development.

Table des matières

Remerciements	3
Résumé	5
Abstract	6
Table des matières	7
Liste des Cartes	12
Liste des tableaux	13
Liste des Schémas	14
Introduction Générale.....	15
Première partie : Le Pastoralisme à l'épreuve des politiques publiques	25
Chapitre 1: La remise en cause d'un modèle professionnel	26
I. Être éleveur pour les Peuls du Ferlo : la construction d'une identité sociale et professionnelle peule.....	27
1. Les conceptions de l'ethnicité	27
▪ L'ethnie, une substance	28
▪ L'ethnie, une altérité	29
▪ L'ethnie, une création coloniale	30
▪ L'ethnie, un instrument	31
1. Les marqueurs identitaires peuls	32
▪ La langue	32
▪ Le Pulaaku.....	33
▪ L'islam	35
▪ L'élevage.....	37
II. Conceptions des prescripteurs du bon élevage et injonctions de professionnalisation des éleveurs	42
1. Les représentations des prescripteurs du bon élevage.....	44
▪ Le bon élevage est sédentaire.....	45
▪ Le bon élevage doit répondre d'abord à une rationalité commerciale.	46
2. Les injonctions à la professionnalisation des éleveurs.....	50
▪ Des catégories « professionnelles » classiques d'agriculteurs	51

▪	Transposer ce modèle de professionnalisation ?	53
	Conclusion.....	56
Chapitre 2:	Cadre théorique et méthodologique	58
I.	Apport des théories sociologiques à la définition de l'identité.....	59
1.	De la socialisation à l'identité.....	60
▪	La dimension psychologique de la construction de l'identité.....	60
▪	Identité : construction objective des structures sociales.....	60
▪	Identité comme incorporation d'un habitus	61
▪	Identité comme construction sociale	61
▪	L'identité, à la charnière d'une transaction biographique et relationnelle.....	62
II.	La place des dynamiques identitaires dans le rapport au changement.....	66
1.	Lier le changement au développement des éleveurs	66
2.	Appréhender des formes identitaires.....	70
3.	Dans une démarche compréhensive	74
III.	La méthode de recherche.....	77
1.	Les outils mobilisés	78
▪	L'observation	78
▪	Les entretiens.....	80
2.	Le traitement et l'inscription des données.....	87
3.	L'analyse des données	87
	Conclusion.....	88
Deuxième partie :	Le développement de l'élevage en question.....	90
Chapitre 3 :	Le contexte sénégalais du développement de l'élevage.....	91
I.	L'élevage au Sénégal	91
1.	L'élevage en chiffres	92
2.	Les types d'élevages et leur répartition au Sénégal	96
▪	L'élevage intensif péri urbain	98
▪	L'agropastoralisme.....	99
▪	Le pastoralisme	100
II.	Les politiques sectorielles d'élevage.....	102
1.	La consolidation des acquis coloniaux.....	103
3.	La nouvelle politique agricole.....	106

4.	Faire de la modernisation de l'élevage le fer de lance du développement du sous-secteur.....	108
▪	Une gestion politicienne des portefeuilles	111
▪	La gouvernance des programmes pose question	113
▪	Le regard distancé des prescripteurs sur la politique sectorielle d'élevage nuance sa portée.....	114
	Conclusion.....	118
Chapitre 4 : Le développement de l'élevage : de nombreux acteurs, peu de débats.		121
I.	Les injonctions de développement dans un monde de l'élevage « segmenté ».....	122
1.	Un monde de l'élevage segmenté.	123
▪	L'ingérence de l'administration dans l'action collective	127
▪	Une faible représentativité des porte-parole.....	130
2.	La politique sectorielle entre rejet et approbation par les organisations d'éleveurs	136
II.	Un débat identitaire décalé.....	142
2.	La « neutre » voix officielle	143
3.	Deux figures d'éleveur défendues dans les organisations professionnelles.....	145
▪	Le métier d'éleveur « s'hérite »	146
▪	Défendre les éleveurs, aimer l'élevage fait l'éleveur	148
	Conclusion.....	150
Troisième partie : Adaptation ou Invention de nouvelles formes professionnelles ?		153
Chapitre 5: L'évolution des pratiques d'élevage dans le Ferlo		154
I.	Le Ferlo	155
1.	Une région pastorale.....	155
▪	Une occupation particulière de l'espace.....	158
▪	Le campement	162
2.	La diversité des lieux est un élément structurant entre Boulal, Tatki et Colonnat.	164
▪	Le site de Boulal dans le Ferlo Sud.....	164
▪	Le site de Tatki (Ferlo Nord).....	169
▪	Le site de Colonnat (Vallée du Fleuve).....	170
II.	Que reste-t-il des pratiques d'élevage dans le Ferlo ?.....	172
1.	Les changements globaux dans la gestion des troupeaux	173
▪	La réorganisation de la transhumance	173
▪	La restructuration des troupeaux et la pluriactivité.....	186

▪	La diversification des activités.....	190
2.	Les tendances actuelles sur les trois sites.....	190
▪	L'importance symbolique du bétail.....	191
▪	Des tensions familiales inhérentes au mode de gestion des moyens de production 193	
	Conclusion.....	197
Chapitre 6 : Logiques pratiques et conceptions d'élevage.....		200
I.	Une grille de présentation et une manière de typifier les élevages.....	201
1.	La grille de présentation des campements.....	201
2.	Les critères de la typologie.....	202
II.	La typologie de neuf exploitations.....	205
1.	La logique de spécialisation et d'investissement (Coumba et Alpha).....	206
▪	Coumba, spécialisée dans un élevage naisseur à Boulal.....	206
▪	Alpha, spécialisé dans la vente de lait à Colonnat.....	216
▪	Quels sens ces éleveurs donnent-ils à leur élevage?.....	224
2.	La logique de conservation (Kalidou, Oumar, Yoro et Salif).....	226
▪	Kalidou à Boulal.....	226
▪	Oumar à Tatki.....	233
▪	Yoro à Tatki.....	239
▪	Salif à Colonnat.....	243
▪	Quels sens ces éleveurs donnent-ils à leur élevage?.....	251
3.	Une logique du « faire avec » (Babacar, Demba et Abdou).....	252
▪	Babacar à Boulal.....	252
▪	Demba à Tatki.....	257
▪	Abdou à Colonnat.....	260
▪	Quels sens ces éleveurs donnent-ils à leur élevage?.....	266
	Conclusion.....	267
Chapitre 7 : Les styles de rapport des éleveurs au changement.....		269
I.	Les rapports des éleveurs à l'école.....	270
1.	L'école dans la sociologie.....	271
2.	L'école dans la littérature noire d'Afrique.....	272
3.	De la difficile coordination entre école et activités pastorales.....	274
4.	La diversité des rapports à l'école des éleveurs de Tatki, Boulal et Colonnat.....	275

L'école est nécessaire, mais... !	277
▪ École pour mieux pratiquer l'élevage et si possible.....	279
▪ L'utilité de la langue française pour capter des ressources.....	281
▪ École pour s'ouvrir à autre chose.....	281
II. Les éleveurs et le « projet » de développement.....	283
1. Le « projet », moyen d'analyser le rapport des éleveurs aux institutions de développement	283
2. L'opportunisme : seule réponse des éleveurs face au « Projet de développement ».	285
▪ Des éleveurs qui se sentent marginalisés	285
▪ Des éleveurs opportunistes.....	286
▪ Des éleveurs qui veulent se prendre en main localement.....	288
III. Les éleveurs du Ferlo et le marché.....	292
1. Quelle conception du marché ?	293
2. L'aversion des éleveurs aux échanges marchands : un préjugé.....	294
3. Les rapports des éleveurs au marché.....	296
▪ Le bétail.....	297
▪ Le marché du lait.....	299
<i>Le cas de Boulal et Tatki</i>	300
<i>Colonnat : une contractualisation de la vente du lait reconfigure les règles de gestion sociale et économique du lait</i>	301
▪ Un rapport au marché maîtrisé pour les éleveurs spécialisés et une frilosité des deux autres catégories	306
IV. Logiques d'élevage et rapports au changement	307
1. Des entrepreneurs du développement	309
2. Des conservateurs d'identité sociale	311
3. Des éleveurs par défaut	313
Conclusion.....	314
Conclusion Générale	316
Bibliographie.....	323
Annexes.....	339

Liste des Cartes

Carte 1 : Zonage des systèmes d'élevage dans le Sénégal	98
Carte 2 : Le Ferlo dans le Sénégal.....	156
Carte 3 : Localisation de Boula dans le Ferlo	165
Carte 4 : Matérialisation de la proximité du Centre de Recherche Zootechnique de Dahra par rapport à Boulal	167
Carte 5 : Localisation de Tatki dans le Ferlo	169
Carte 6 : Localisation de Colonnat dans le Ferlo	170
Carte 7 : Transhumance au Ferlo autour des années 1950	175
Carte 8 : Les transhumances dans le Ferlo dans les années 1970	178
Carte 9 : Les transhumances dans le Ferlo dans les années 2000	180

Liste des tableaux

Tableau 1: Paysan traditionnel Agriculteur moderne	53
Tableau 2: Évolution des effectifs de 2000 à 2007	93
Tableau 3 : Évolution de la production locale et des importations de viande et d'abats (en tonnes).....	94
Tableau 4 : Importations de produits laitiers (en kg)	95
Tableau 5 : Évolution de la production locale de lait et importations de lait (en millions de litres).....	96
Tableau 6°: Le sous-secteur de l'élevage dans les institutions administratives de 1960 à 2010	112
Tableau 7 : Récapitulatif de quelques caractéristiques d'élevage des « investisseurs »	223
Tableau 8 : Récapitulatif de quelques caractéristiques de ces éleveurs	249
Tableau 9 : Récapitulatif de quelques caractéristiques d'élevage des « précaires »	265
Tableau 10 : Logiques d'élevage par rapport à la fréquentation scolaire	278
Tableau 11 : Synthèse du croisement des logiques d'élevage et rapports aux institutions	308

Liste des Schémas

Schéma1 : Configuration schématique du monde du développement de l'élevage.....	125
Schéma 2 : Représentation schématique du forage en tant que pôle d'une communauté d'éleveurs	161
Schéma 3 : Carte schématique du positionnement 9 éleveurs selon les types de logiques.....	205
Schéma 4°: Campement Coumba.....	208
Schéma 5 : Le campement de Alpha.....	218
Schéma 6°: Campement Kalidou	229
Schéma 7 : Campement Oumar.....	235
Schéma 8 : Gallé Yoro dans grand campement	241
Schéma 9 : Campement Salif	245
Schéma 10 : Campement Babacar.....	254
Schéma 11 : Campement Demba	258
Schéma 12 : Campement Abdou.....	262

Introduction Générale

Introduction Générale

En 2000, nous découvrons le pastoralisme en préparant un mémoire de fin d'étude à l'École Nationale d'Économie Appliquée (ENEA) de Dakar afin d'obtenir le diplôme d'ingénieur des travaux en aménagement du territoire. L'étude menée au sein d'une institution de recherche¹, nous a fait découvrir le monde de la recherche en sciences sociales et le domaine particulier du pastoralisme sur lequel nous n'avions que des connaissances à la fois approximatives et chargées de préjugés.

Notre expérience d'enquête acquise dans l'ENEA, réputée proche des réalités agricoles, concernait l'agriculture au sens strict (la culture de la terre). Nous étions préparée à considérer les spécificités de l'organisation domestique des exploitations agricoles sénégalaises et à prendre de la distance vis-à-vis des catégories génériques de la socio-économie rurale occidentale, difficiles à transposer dans le contexte rural sénégalais. Nous découvrîmes toutefois qu'un travail de distanciation supplémentaire était nécessaire pour comprendre les formes d'organisation des sociétés pastorales, différentes des unités agricoles du monde rural sénégalais.

Notre premier travail sur les dynamiques socio-économiques des systèmes pastoraux au Ferlo (Diao, 2001) a été suivi par une autre recherche sur le thème de la circulation de l'information² entre éleveurs, mené au Sénégal et au Tchad dans le Kanem (Diao, 2003). Réalisées avec la même équipe, ces différentes recherches nous ont permis d'appréhender la complexité des réalités pastorales. Elles nous ont amenée à remettre en question un certain nombre de considérations liées à la méconnaissance de ce mode de vie et de production. Nous avons approfondi nos connaissances sur ces systèmes pastoraux à travers une réflexion sur les rapports de ces sociétés à l'environnement socioéconomique (systèmes agricoles, État, marché), ce qui nous a également permis de mieux apprécier d'importants résultats scientifiques sur les relations étroites entre des sociétés pastorales, autres que celles du Sahel, et leur environnement socio-économique (Barth 1969, 1973 ; Khazanov, 1984). Ces travaux ont montré une société à la fois adaptée à un milieu contraignant, et reliée à l'économie et la société environnantes.

¹ Le Pôle pastoral zones sèches (PPZS) est un groupement d'intérêt scientifique constitué en 2000 par quatre institutions : le Centre International de Coopération et de Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD), l'Institut Sénégalais de Recherche Agricole (ISRA), l'Université Cheikh Anta Diop, (UCAD) et le Centre de Suivi Écologique (CSE). Ce GIS a aujourd'hui 13 ans d'existence et mène des recherches sur l'élevage extensif dans le Ferlo (Sénégal) et sur d'autres terrains Sahéliens.

² Pour la préparation d'un mémoire de DEA

En 2007, lorsque l'opportunité de poursuivre nos questionnements sur les sociétés pastorales s'est présentée, nous n'avons pas hésité. Le thème sur le rapport au changement des éleveurs³ nous permettait de continuer notre réflexion, que nous savions inachevée sur les rapports des éleveurs au « développement » mais, nous offrait aussi la possibilité de conduire une thèse nous inscrivant dans la recherche agricole pour le développement.

L'élevage mobile semble être une pratique résiduelle qui ne perdure plus que dans de rares contrées dont le Sahel. La survivance du mode de vie qui lui est associé exprime la ténacité de groupes sociaux soumis continuellement à des injonctions de transformations techniques et sociales. Ces injonctions remettent perpétuellement en cause leur identité sociale et professionnelle. Cette forme d'exploitation extensive des ressources a été remplacée dans d'autres régions du monde par un mode intensif pour satisfaire les besoins grandissants de consommation des populations. L'intensification des méthodes de production appuyée par le progrès technique a participé à la transformation des rapports des individus à l'environnement, notamment à travers la pression qu'ils exercent sur les ressources naturelles, ou l'artificialisation du milieu. Les systèmes pastoraux, dont la survie repose sur la mobilité des troupeaux et des familles, sont fortement dépendants de l'exploitation de ces ressources naturelles. Ainsi, les élevages d'herbivores en général et sahéliens en particulier, se trouvent au cœur du débat sur la nécessité de mettre en œuvre des politiques agro-environnementales incitant les agriculteurs à mettre en œuvre des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement.

Cette forme extensive et mobile de l'élevage sahélien a alimenté et continue encore d'entretenir de nombreuses controverses. Pendant longtemps, le pastoralisme a été stigmatisé comme une activité contemplative, irrationnelle et compromettante pour l'environnement. Toutefois, des résultats d'études scientifiques ont aidé à reconsidérer l'écologie des parcours en permettant de relativiser le rôle de l'activité pastorale dans la dégradation de l'environnement mais également de reconsidérer la part des facteurs anthropiques dans la dégradation de l'environnement (Ellis et Swift, 1988 ; Westoby *et al*, 1989 ; Behnke et Scoones 1992, Behnke, Scoones et Kerven, 1993 ; Scoones, 1999 ; Ellis, 1999 ; Perrier,

³ En 2006, sur financement ANR (Agence Nationale de Recherche française), plusieurs équipes de recherche ((INRA, CIRAD, CEMAGREF, ENITAC, ISARA Lyon, Inst. Elevage, IPSARD Vietnam, IPA et Faculté d'Agronomie Uruguay, PPZS) sur plusieurs pays (Amazonie brésilienne, France, Pampa, Sénégal, Vietnam) ont entamé une réflexion sur les Transformations de l'élevage et les dynamiques des espaces (Trans), se donnant comme objectif le développement coordonné de recherches pluridisciplinaires visant à renouveler des savoirs et les cadres d'analyse et de modélisation des transformations de l'élevage et leur impact sur les dynamiques des ressources naturelles à l'échelle de territoires. Cette thèse était une opération de recherche de ce projet de recherche.

1999). Ces travaux, qui démontrent l'utilité de la mobilité et ses capacités à régénérer les parcours en zones sèches, sont devenus des références pour la recherche sur le pastoralisme.

La controverse est relancée en 2006 par un rapport de la FAO qui, en soulignant le rôle actif des bovins dans la production de méthane (gaz à effet de serre) replace l'élevage parmi les activités humaines qui dégradent significativement l'environnement (Steinfeld et al, 2006). Ainsi, la légitimité de l'élevage pastoral n'est pas totalement acquise. Au plan mondial, il est incriminé pour ses effets néfastes sur l'environnement. Au Sénégal, il souffre d'une marginalisation qui semble aujourd'hui « involontaire » : d'une part, les programmes de développement mis en œuvre envisagent de changer le système pastoral sans tenir compte des réalités. Ils provoquent donc l'incertitude des éleveurs. D'autre part, ces programmes sont simplement concomitants ou juxtaposés, manquant souvent de coordination (Diao, 2013). Dans la définition des orientations politiques et économiques au Sénégal, une certaine attention est accordée à l'élevage, des moyens considérables sont investis dans des programmes de développement sectoriel, mais les insatisfactions des éleveurs et de certains observateurs restent vives au sujet de la prise en compte des contraintes de développement de l'élevage pastoral. Alors que les pouvoirs publics mettent en œuvre des projets ambitieux de modernisation de l'élevage, les éleveurs doivent composer avec les incertitudes du milieu qui les maintiennent dans un régime constant de gestion des risques. Les risques les plus évidents sont climatiques et affectent directement la disponibilité des ressources fourragères, hydriques et par conséquent l'état des animaux. Un exemple de risque qui touche annuellement les éleveurs dans le Ferlo est l'irrégularité et le retard des pluies qui constituent une contrainte majeure. Les éleveurs redoutent la fin de la saison sèche (mai et juin) et la raréfaction des pâturages, ainsi que les longues heures d'attente pour l'abreuvement des animaux dans des forages souvent en proie à des pannes et des défauts de fonctionnement. Toutefois, ces contraintes, constantes et cycliques, sont intégrées dans les pratiques et dans l'organisation des éleveurs.

Ce tableau de sociétés pastorales, stigmatisées et sans cesse confrontées à des difficultés dans l'exercice de leur activité d'élevage, est souvent dépeint par la recherche sur le pastoralisme. On reconnaît aux éleveurs des capacités à s'adapter à un environnement incertain et mouvant, mais en même temps on leur attribue des résistances injustifiées aux innovations. Cette vision des sociétés pastorales amène à s'interroger sur le paradoxe entre la capacité des populations pastorales à maintenir à travers diverses stratégies un système de vie dans des conditions à la limite du soutenable et leur prétendue inertie au changement. Cette interrogation n'est pas

nouvelle, elle s'est plusieurs fois posée à la recherche sur l'évolution des sociétés pastorales (Pouillon, 1990 ; Bonfiglioli, 1990 ; Touré, 1997 ; Ancey, 1997 ; Manoli, 2012). Cependant, la multiplicité des études ponctuelles et géographiquement situées limite toute ambition de généralisation ; d'autre part, la pluralité des approches conduit à des résultats aussi divers que le nombre de recherches effectuées.

Les interrogations soulevées dans cette recherche s'inscrivent dans la continuité des questions sur les dynamiques des sociétés pastorales dans un contexte de remise en cause des positionnements professionnels des éleveurs. Cette recherche s'insère dans un questionnement sur les transformations des agricultures à une échelle plus large que le simple terrain sénégalais⁴.

Trois sites ont été choisis pour ce travail de recherche par leur représentativité de la diversité socioéconomique et géographique de la région agropastorale nord du Sénégal. Boulal et Tatki se trouvent dans le Ferlo, la région pastorale par excellence et le troisième site, Colonnat, plus au nord sur la vallée du Fleuve Sénégal.

L'enjeu de notre travail est de comprendre les logiques des transformations en cours dans les pratiques d'élevage, qui résulteraient de dynamiques propres aux groupes sociaux. Il se démarque des analyses culturalistes qui prennent ces systèmes socioéconomiques comme des entités homogènes, en contact avec d'autres systèmes qui impulseraient des changements de l'extérieur. Les facteurs exogènes ne sont pas négligés, mais ils ne constituent pas la ligne de démarcation à partir de laquelle on observe des dynamiques. L'aspect qui nous intéresse ici est celui du rapport au changement des éleveurs du Ferlo, donc la vision qu'ils se font de l'action qui convient au regard de paramètres techniques, sociaux, économiques, voire politiques, qui structurent le monde de l'élevage.

Nous nous situons dès lors dans le champ de l'étude du changement social qui peut englober l'ensemble des transformations sociétales. Cependant, quand nous parlons de rapport au changement nous ne prétendons pas recouvrir toutes les sortes de changements auxquels les éleveurs peuvent être confrontés. Nous ne nous sommes pas, par exemple, focalisés sur les conséquences du changement climatique, dont l'étude est aujourd'hui un champ de recherche très couru. Nous nous intéressons davantage aux raisons des changements qu'aux circuits de modifications techniques.

⁴ Amazonie brésilienne, France, Pampa, Sénégal, Vietnam dans le cadre projet AD Trans

En sciences sociales, une des manières de s'intéresser aux transformations de l'élevage consiste à interroger les conceptions que les éleveurs se font de leur métier ou activité, et leurs points de vue sur l'évolution de l'élevage, dans un contexte où ils sont confrontés à des injonctions au changement de modèle d'élevage et dans un environnement exposé à des contraintes variées. Ces contraintes sont climatiques et écologiques (irrégularité des pluies, pression sur les ressources fourragères, ...) mais aussi foncières (concurrence dans l'accès aux terres, espace pastoral continuellement en compression), économiques (dépendance au marché des biens consommés, et des produits de l'élevage, accès réduits aux services financiers) et politiques (marginalisation des éleveurs dans les instances de décisions, absence de débat professionnel).

Les modèles techniques de développement de l'élevage encouragent la modification des pratiques pastorales, pour augmenter la productivité des animaux, en vue d'accroître l'approvisionnement urbain en produits de l'élevage. Le développement du sous-secteur de l'élevage mobilise plusieurs types d'acteurs, dans les domaines de la recherche publique et privée (instituts nationaux de recherche, universités, bureaux d'études), de l'administration publique (direction de l'élevage et services techniques), dans la coopération internationale et les projets de développement. Ces entités développent des rapports différenciés avec les éleveurs. Si pour les chercheurs, les éleveurs sont un objet d'analyse, pour les fonctionnaires de la direction de l'élevage et les agents de projets, ils sont des citoyens sur qui portent des politiques publiques, un groupe de bénéficiaires à sensibiliser et/ou à préparer pour administrer un ensemble de solutions techniques et sociales allant de l'introduction de nouvelles pratiques aux renforcements de diverses « capacités »⁵.

Dans une perspective sociologique, l'étude du rapport au changement des éleveurs fait référence, dans une démarche compréhensive, à celle des positionnements des éleveurs vis-à-vis du changement qui leur est proposé ou imposé, voire de leur implication dans le changement social. Ce point de vue diffère de celui des zootechniciens, pour qui le rapport au changement correspond à une évaluation objective de l'adoption par les éleveurs des innovations techniques. Si notre approche interroge les éléments qui vont jouer sur

⁵ L'expression « renforcement de capacité » est devenue générique avec les divers programmes d'accompagnement des agriculteurs à la professionnalisation. Elle renvoie à des formations conçues pour améliorer les aptitudes des individus à une meilleure conduite de leurs activités. Il s'agit de modules thématiques selon le domaine d'activité ; l'alphabétisation est le module le plus répandu étant donné que la plupart des bénéficiaires de ces formations ne sont pas scolarisés. L'alphabétisation constitue ensuite un support pour faire passer d'autres enseignements comme la comptabilité, le droit foncier, etc.

l'orientation des pratiques des éleveurs et leur rapport aux institutions qui vont porter ce changement, elle ne concerne les pratiques qu'à travers le point de vue et les choix des éleveurs ; le sort des techniques est un objet marginal.

La démarche théorique que nous mobilisons privilégie une prise en compte des tensions qui traversent la société pastorale (Lémery et al., 1999). Elles sont le fruit de l'hétérogénéité des points de vue des éleveurs qui y vivent. Les éleveurs constituent un groupe social, objet de recherche à qui nous donnons la parole pour qu'ils nous disent qui ils sont et comment ils voient l'évolution de leur mode de vie. Le terme d'éleveur est utilisé ici suivant deux sens : il désigne tout d'abord tous les pratiquants de l'activité d'élevage sans distinction d'ethnie et de type d'élevage ; ensuite il renvoie plus précisément aux pasteurs et agropasteurs vivant dans le Ferlo et la vallée du fleuve Sénégal, où sont menées nos enquêtes.

Dans le contexte du développement de l'élevage au Sénégal, où des injonctions à la modernisation « exigent » de la part des éleveurs une évolution de leurs façons de concevoir leur métier, nous avons interrogé le rapport qu'ils entretiennent au changement, à travers la dynamique de leurs identités professionnelles. Or, nous sommes dans un contexte particulier où cette identité professionnelle est profondément « encastrée »⁶ dans une identité sociale ethnique. Un tel constat nécessite d'éclaircir les enjeux identitaires auxquels sont confrontés les éleveurs.

En effet, traiter de l'identité professionnelle dans le contexte des élevages pastoraux du Ferlo impose trois précautions :

- la professionnalisation, au sens de la coopération française, qui vise le renforcement des capacités d'organisation, de fonctionnement et de positionnement des organisations d'éleveurs en tant que producteurs, est une injonction qui mérite d'être questionnée.
- les liens entre l'identité d'éleveur et l'identité ethnique peuvent imposer de questionner l'instrumentalisation de l'ethnie qui biaise le débat professionnel entre les groupes professionnels et les pouvoirs publics.
- cette identité peut, construite à partir de marqueurs sociaux et économiques saisis, voire fixés par l'anthropologie et l'ethnologie, est susceptible d'évoluer.

⁶ Au sens de Grossetti (2006 ; Grossetti, 2010)

La thèse est composée de trois parties, subdivisées en chapitres, et structurées comme suit :

La première partie montre comment l'élevage extensif est remis en cause par les pouvoirs publics à travers des interventions de développement. Elle présente aussi le cadre théorique emprunté pour élucider la problématique du premier chapitre qui porte sur la remise en cause du modèle professionnel des éleveurs extensifs du Ferlo. Nous développons la question de l'identité des éleveurs en montrant comment elle est construite dans la société peule à partir d'éléments comme la langue, le Pulaku, l'islam, et la pratique de l'élevage. Notre questionnement intervient au moment où, au Sénégal, les pouvoirs publics ont entrepris une réorientation des objectifs de développement du sous-secteur de l'élevage et revu à la hausse la part du budget de l'État qui lui est allouée. Ce contexte mettant en scène plusieurs acteurs aux conceptions contrastées quant aux normes du « bon » élevage mérite d'être présenté, afin de montrer la nature des prescriptions de changement adressées aux éleveurs. Cette posture explicative nous conduit à une réflexion sur l'identité professionnelle des éleveurs en situant nos analyses par rapport aux débats théoriques sur la professionnalisation des métiers agricoles. Nous revisitons les typologies classiques d'agriculteurs qui ont été argumentées par la socio-économie rurale, avec pour objectif d'arriver à voir par la suite si les éleveurs s'inscrivent dans ces catégories et comment.

La démarche théorique de cette thèse est explicitée dans le deuxième chapitre. Nous y exposons comment les questions d'identité peuvent être traitées par la démarche sociologique et comment nous comptons saisir cette dimension identitaire pour appréhender le rapport au changement des éleveurs. La démarche méthodologique suivie, les outils utilisés pour l'analyse et le genre de traitement des matériaux que nous avons réalisé y sont également décrits.

- La deuxième partie de la thèse amorce la présentation des données empiriques dans le cadre théorique choisi. Elle est composée de deux chapitres. Le chapitre trois donne une vue large de l'élevage sénégalais dans toutes ses formes et explique les problèmes de cohérence des politiques publiques sectorielles. Le chapitre quatre rend compte des débats sur le développement de l'élevage et sur l'identité professionnelle entre les éleveurs et les pouvoirs publics.

Le chapitre trois permet de fixer l'objet qu'est le « développement de l'élevage ». Il aide à avoir une compréhension de la configuration du monde de l'élevage au Sénégal. Nous avons ainsi identifié un monde de l'élevage structuré en deux groupes d'acteurs, un groupe de

prescripteurs de modèles d'élevage et un groupe d'éleveurs. Ce groupe d'éleveurs se différencie lui-même en deux sous-groupes. Chacun de ces groupes est traversé par des contradictions et des tensions que nous essayerons d'explicitier. De la même façon, des formes d'interaction particulière relient ces groupes entre eux.

Le chapitre quatre montre la mise en débat du développement de l'élevage entre les éleveurs et les prescripteurs de changement . Celle-ci se déroule dans un monde de l'élevage segmenté, où des organisations d'éleveurs peinent à être crédibles et à jouer leur partition dans les processus de développement de l'élevage.

- La troisième partie de la thèse est constituée de trois chapitres.

Le chapitre cinq présente les types de changements survenus dans les pratiques d'élevages pastoraux depuis près de 40 ans ainsi que les sites sur lesquels nous avons enquêté. Il propose une description contextuelle du groupe social que nous étudions. Nous avons voulu faire un état des lieux des pratiques pastorales à partir des travaux sur les évolutions des pratiques d'élevage et sur l'organisation sociale liée à ces pratiques (Grosmaire, 1957 ; Dupire, 1970 ; Barral, 1982 ; Santoir, 1983 ; Touré, 1987 ; Bonfiglioli, 1990). Au-delà des modifications identifiées dans les conduites d'élevage, nos enquêtes approfondies nous ont permis d'observer le maintien de certaines valeurs sociales partagées, mais aussi l'existence de tensions au sein des familles d'éleveurs, à propos des choix de gestion des patrimoines (cheptel, autres ressources).

Le sixième chapitre caractérise les exploitations d'élevage que nous avons suivies. La construction d'une typologie constitue une partie essentielle du travail pour montrer la diversité des choix de conduite d'élevage des éleveurs. Cette analyse renseigne sur les logiques pratiques, les ressources sociales et économiques que les éleveurs mobilisent, les orientations qu'ils préfèrent ou se sentent obligés de prendre. L'identification de cette diversité fait apparaître une diversité des logiques d'élevage.

Le septième chapitre est dédié à la compréhension des styles de rapport au changement des éleveurs, à partir de l'étude des rapports des éleveurs aux institutions que sont l'école, le marché, le « projet de développement ». Ce chapitre complète notre compréhension des stratégies mises en œuvre par les éleveurs pour vivre dans la société pastorale du Ferlo, se projeter dans l'élevage et les autres activités économiques. Il décrit la nature des relations que les éleveurs entretiennent avec des institutions centrales dans l'orientation au changement et, de fait, dans les positionnements identitaires. L'école est un moyen d'ouverture et

d'émancipation capable d'influencer d'autres façons de se positionner par rapport au mode de vie, par rapport aussi aux prescriptions de changement de modèle d'élevage ; le marché⁷ est le support des relations économiques entre les éleveurs et l'extérieur ; enfin, le « projet de développement », qui s'est substitué⁸, dans les perceptions locales, à l'État depuis le redressement économique et financier imposé au Sénégal dans les années 80.

Cette réflexion sur le rapport au changement des éleveurs permet de préciser le devenir de l'élevage, dans un espace où les éleveurs sont tenus en tension par la nécessité de maintenir une identité sociale et l'obligation de répondre à des prescriptions. Une lecture fine des équilibres créés par les éleveurs entre ces deux éléments permet d'appréhender les postures professionnelles en présence. Ceci, à notre sens, constitue un enjeu de développement dans la mesure où le type d'accompagnement à envisager pourrait être raisonné en fonction de ces identités.

⁷ Le choix du rapport au marché comme objet analyseur des rapports des éleveurs au monde s'inscrit dans la problématique du rôle de l'internationalisation des marchés dans les processus de développement territorial en Afrique. Nous avons participé à cette recherche financée par le Cirad à travers un projet de recherche ICARE, en abordant la construction sociale des rapports marchands chez les éleveurs du Ferlo.

⁸ Légalement et juridiquement le projet ne se substitue pas à l'État, mais le désengagement de celui-ci dans certains services publics, désormais gérés par des projets, crée l'amalgame dans les perceptions locales.

Première partie : Le Pastoralisme à l'épreuve des politiques publiques

« L'image de bovins faméliques et cachectiques errant à la recherche d'hypothétiques pâturages et points d'eau à jamais doit disparaître du paysage agricole sénégalais ».
« Dans le secteur de l'élevage, nos efforts porteront surtout sur la stabulation en faveur des éleveurs pour leur éviter la traditionnelle transhumance à la recherche d'une herbe rare, et sur l'insémination artificielle pour améliorer les espèces en rendement et qualité. »

(Abdoulaye Wade, 31 décembre ; 2006)

Chapitre 1: La remise en cause d'un modèle professionnel

Quelles conceptions ont de l'élevage les éleveurs du Ferlo, dans un contexte où les pouvoirs publics considèrent que les pratiques d'élevage ne sont pas ce qu'elles devraient être ? Cette interrogation fait partie des questions qui structurent la problématique de ce travail. Elle renvoie d'une part à l'identité d'éleveur décrite par la littérature ethnologique et anthropologique, et d'autre part, au modèle professionnel des éleveurs, remis en cause par l'encadrement technique, ainsi qu'aux implications de ces prises de position.

Les prescripteurs d'un changement du modèle d'élevage pastoral constituent l'encadrement technique de l'élevage au Sénégal. Ils expriment d'une certaine manière leurs conceptions du métier d'éleveur à travers des interventions de développement. Or, face à cet encadrement technique, des éleveurs exercent une activité qui répond aussi à des impératifs d'identification sociale.

Deux dimensions structurantes de l'objet de recherche apparaissent : la construction d'une identité sociale et professionnelle d'un groupe social, et la remise en cause d'un modèle professionnel par l'encadrement. Pour comprendre les changements et les réactions des éleveurs face à cette visée de changement, nous posons comme première hypothèse que pour les prescripteurs, la manière appropriée de pratiquer l'élevage doit être vulgarisée auprès des éleveurs. La deuxième hypothèse considère que les éleveurs du Ferlo expriment à travers leurs pratiques d'élevage et leurs liens aux bétails des formes professionnelles contrastées.

Ce chapitre traite des éléments factuels de définition d'une identité professionnelle mise en avant par les éleveurs et l'encadrement. Dans le chapitre suivant nous interrogerons ces faits en nous basant sur la construction théorique des identités sociale et professionnelle.

Le présent chapitre est composé de deux sections : la première traite de la construction de l'identité sociale des Peuls, en montrant comment elle encadre leurs identités professionnelles ; la deuxième section présente les conceptions du métier d'éleveur par des prescripteurs. Dans la même section nous tenterons de montrer la manière dont cette conception du métier remet en cause le modèle professionnel des éleveurs du Ferlo et se traduit en politique d'intervention. La juxtaposition de ces deux dimensions de notre objet met en relief les divergences de positionnement par rapport au métier d'éleveur dans le contexte de développement de l'élevage au Sénégal entre les principaux acteurs que sont les pouvoirs publics et les éleveurs du Ferlo.

I. Être éleveur pour les Peuls du Ferlo : la construction d'une identité sociale et professionnelle peule

La pratique de l'élevage au Sénégal est reliée à un groupe ethnique qui considère cette activité comme une caractéristique de son identité sociale. Pour les éleveurs du Ferlo, être éleveur c'est se reconnaître comme peul. De ce fait, l'identité ethnique englobe l'identité professionnelle d'éleveur. Par conséquent, interroger l'identité des éleveurs au Sénégal conduit à prendre position par rapport à un débat scientifique sur l'ethnicité, dans un contexte où il est *a priori* difficile de dissocier une identité ethnique peule de l'identité professionnelle d'éleveur. L'analyse anthropologique de l'identité sociale des Peuls aide à éclairer la distinction entre les deux identités. Cette distinction n'est pas évidente car les principaux acteurs du monde de l'élevage « participent » à l'entretien de cette imbrication en intégrant les poncifs et les catégories extérieures.

Dans cette section, nous allons dans un premier temps, exposer les conceptions de l'ethnicité peule⁹ et, dans un deuxième temps, détailler les marqueurs identitaires utilisés par les Peuls, cités dans la littérature anthropologique.

1. Les conceptions de l'ethnicité

Le groupe ethnique peul correspond à l'un des plus grands groupes démographiques d'Afrique subsaharienne. Les Peuls sont présents dans une dizaine d'États (le Sénégal, la Gambie, le Mali, les deux Guinée, le Bénin, le Niger, le Nigéria, le Tchad, le Soudan, la République Centre Africaine, le Burkina, le Cameroun) ; cette dispersion dans des aires géographiques et des États souverains distincts a poussé certains anthropologues à parler d'« archipel peul » (Botte & Schmitz, 1994). Ethnologues et anthropologues se sont largement penchés sur la circonscription géographique de l'aire des Peuls. Le fond documentaire est ainsi abondant sur l'ethnicité et sur les marqueurs identitaires peuls ; l'élevage des bovidés y est récurrent.

De premiers éléments de caractérisation des groupes ethniques tiennent dans la définition suivante : « *une langue, un espace, des coutumes, des valeurs, un nom, une même*

⁹ Une synthèse critique réalisée par Anaïs Leblon sur la notion de Pulaaku a facilité cette partie de notre travail, cette étude nous a aidé à sélectionner dans l'abondante littérature sur l'ethnicité et le pulaaku et à orienter nos lectures. Étude publiée par le Centre d'Étude des Mondes Africains (CEMAF) MMSH – Aix-en-Provence ; collection « Clio en @frique » n° 20, automne 2006.

descendance et la conscience d'appartenir au même groupe » (Jean-Loup Amselle, 1999 :18). En revanche, des divergences existent sur les rôles et les statuts attribués à l'ethnie, et ces controverses sont édifiantes sur la complexité à définir l'ethnicité et sur les enjeux qu'elle soulève. Nous rappelons différentes conceptions de l'ethnie, pour montrer la difficulté de trouver l'unicité du monde peul et par conséquent interroger la tendance à fondre systématiquement l'identité d'éleveur dans l'identité sociale peule.

Dans la littérature ethnologique et anthropologique, nous avons relevé quatre conceptions de l'ethnicité. Les primordialistes consacrent le primat à l'appartenance au groupe et accordent une importance capitale au caractère immuable de ce lien au groupe. A l'encontre de ceux-ci, les partisans d'une approche interactionniste considèrent que l'ethnie est fondamentalement le fruit de l'interaction entre des groupes distincts. Une troisième acception stipule que les ethnies sont des créations coloniales. Une quatrième et dernière branche considère l'ethnie comme un instrument que les individus d'un groupe social mobilisent à des fins stratégiques. Dans un contexte où les éleveurs peuls associent à leur discours des revendications professionnelles et des considérations ethniques, ce détour par le débat sur l'ethnicité est utile pour mieux comprendre les enjeux des revendications ethniques.

- ***L'ethnie, une substance***

La conception de l'ethnie comme substance est portée par les premiers anthropologues et les colonisateurs en Afrique. Cette approche déterministe et substantive se caractérise par le fait de prendre l'ethnicité comme une donnée primordiale et immuable, qui exclut toute possibilité de changement. Pour les tenants de cette approche, l'identité est primaire, l'individu naît avec les éléments qui la caractérisent : caractéristiques physiques, nom, affiliation tribale ou religieuse, et l'identité est transmise de génération en génération. L'identité ethnique est fondamentale parce qu'elle serait l'identité de base de l'individu et du groupe. Elle est liée à la nécessité d'appartenir à un groupe défini, et aurait un fort pouvoir coercitif. C'est une ligne théorique qui paraît réductrice car même si ces caractéristiques d'appartenance de l'individu à son groupe social d'origine peuvent être déterminantes, elles ne sont pas les seuls éléments d'identification des individus, ceux-ci acquièrent d'autres caractéristiques au cours de leur trajectoire individuelle de vie, dans les différents lieux de socialisation secondaire (école, lieu de travail, ...). Selon l'anthropologue Bako-Arifari, cette vision substantialiste de l'identité peut être dangereuse car elle fait de l'ethnie « *une simple extension de la parenté, comme si les comportements ethniques étaient génétiquement programmés. La théorie sociobiologique rejoint le primordialisme en ce sens que, comme lui, elle voit dans l'ethnicité une donnée*

universelle et irréductible du comportement humain (...). Et pourtant l'ethnicité n'est pas une fatalité biologique mais un simple signe construit de différenciation » (Bako-Arifari, 1996). Cette critique rejoint d'autres conceptions plus ouvertes de l'ethnicité, mais elle nous permet plus généralement dans le cadre de cette thèse d'étayer notre volonté de nous démarquer des approches culturalistes de l'évolution des sociétés humaines et plus largement de leur appréhension du changement social. En réfléchissant sur le rapport au monde des pasteurs, nous nous éloignons des considérations qui figent les individus dans des catégories statiques d'action. Nous nous démarquons de toute prétention à justifier certaines options d'éleveurs par des comportements associés à un « donné » ethnique et stigmatisant. Nous tentons de comprendre comment et pourquoi l'identité ethnique est convoquée, utilisée par certains au sein des institutions structurantes de la société pastorale. Ainsi, s'intéresser aux significations de l'identité se démarque de ce que Appadurai appelle la « *primordialisation* », un néologisme qui consiste à « *indexer les représentations identitaires sur ce qui constituerait un fondement primitif et intangible : les liens de sang, l'ancrage au territoire, la langue. Cette réification aboutit à isoler les groupes, à les considérer chacun pour soi comme un empire dans un empire. Au point que certains d'entre eux finissent par être enfermés dans une représentation qui en fait d'inéluctables rétifs au changement, à toute modernité, voués à ramper à la traine de l'histoire. Le danger de cette vision culturaliste des sociétés et de leur rapport entre elles, est de légitimer dans certains contextes la stigmatisation de populations comme vouées à la violence, au terrorisme ethnique, car « culturellement » incapables d'accéder à la modernité* » (Appadurai, 2005). Ce commentaire rejoint la conclusion de Darré (1994) sur le manque d'arguments à expliquer les réelles causes d'un phénomène, que certains remplissent en convoquant la culture et l'idéologie. Et ceci pourrait être formulé à l'endroit des points de vue qui ont interprété les comportements des éleveurs dans une perspective similaire¹⁰.

▪ ***L'ethnie, une altérité***

Frederick Barth est le représentant le plus cité de la conception interactionniste de l'ethnie. Cette conception, née de la critique des approches primordialistes, considère l'ethnicité comme une forme d'interaction sociale. Pour lui, l'ethnicité résulte du processus subjectif d'identification au groupe. Une ethnie, prise en soi comme une entité isolée n'apporte pas grand-chose à la compréhension de ce qui fait sa spécificité. « *Les groupes ethniques*

¹⁰ Ou, plus politiquement, le point de vue d'un chef d'État Français à dénier à tout un continent l'entrée dans l'histoire... (Discours de Dakar de Nicolas Sarkozy en 2007).

n'existent que les uns par rapport aux autres et c'est l'analyse de leur rapport qui doit former le cadre des recherches anthropologiques sur l'ethnie (...) l'ethnie n'a pas de contenu intrinsèque » (Barth, 1969). Dans son analyse, il parle d'« *ethnics boundaries* », c'est-à-dire que les groupes ethniques se distinguent par leurs frontières ou limites, « *cette frontière est définie à l'aide de bornes qui font sens, de traits culturels en fonction desquels un individu va être rattaché à un groupe ou à un autre* » (Amselle, 1999 : 21). Cette dernière précision d'Amselle introduit la relativité de l'ethnicité sans remettre totalement en question l'essence des principaux traits qui permettent de regrouper des individus dans des groupes distincts.

▪ ***L'ethnie, une création coloniale***

Dans le sillage des analyses qui déconstruisent le concept d'ethnie en remettant en cause ses caractéristiques intrinsèques, Amselle va plus loin en considérant que même la notion de frontière si chère à Barth ne déconstruit pas suffisamment l'ethnie comme une essence : il considère qu'elle « *laisse intacts les groupes qui la traversent* » (1999 : 7). Pour lui, l'ethnie est une construction coloniale, « *il n'existe rien qui ressemble à une ethnie pendant la période précoloniale. Les ethnies ne procèdent que de l'action du colonisateur qui, dans sa volonté de territorialiser le continent africain, a découpé des entités ethniques qui ont été elles-mêmes ensuite réappropriées par les populations.* » (Amselle, 1999 : 23). Il est difficile d'adhérer à cette conception de l'ethnie comme création coloniale, car même si les découpages administratifs coloniaux ont apporté leur touche à la cristallisation des différences ethniques, il est clair que les langues, les coutumes, les valeurs, etc. ne sont pas une création coloniale. Ainsi, nous ne pouvons admettre l'unicité du monde africain, car il serait étonnant que les spécificités culturelles que l'on ressent aujourd'hui ne soient qu'une construction étrangère, ou qu'une réaction à cette assignation, d'autant plus qu'au sein des États créés par le colonisateur, il existe des groupes aux caractéristiques culturelles et sociales différentes. Cette façon de nier l'existence de l'ethnie ressemble à une provocation pour mettre l'accent sur le rôle de fixation qu'a joué la colonisation dans les cloisonnements ethniques. Elle conteste une façon de définir ce qui fait un groupe mais ne peut nier l'existence de groupes différenciés. Pour Amselle, dans la période précoloniale, le continent était structuré en « *chaines de sociétés* » organisées autour « *d'espaces linguistiques* », « *d'espaces d'échanges* », « *d'espace étatique, politiques et guerriers* », qui dépassent les particularités culturelles et linguistiques.

▪ *L'ethnie, un instrument*

A la différence des approches qui insistent sur le caractère essentiel de l'ethnie, s'est développée une autre vision qui stipule que l'ethnicité est une expression d'intérêts communs, une ressource mobilisable dans la conquête du pouvoir politique et des biens économiques. (Bako-Arifari, citant Glazer et Moynihan 1996). Il y aurait trois courants de pensée de ces approches « mobilisationnistes » de l'ethnicité. Selon la théorie du groupe d'intérêt développée par Glazer et Moynihan, dans le contexte conflictuel de discrimination raciale aux États Unis d'Amérique, l'ethnicité résulte de solidarités émergeant dans des situations conflictuelles (1963). La théorie du choix rationnel, inspirée de l'individualisme méthodologique, se centre sur les acteurs individuels qui mettent en avant des préférences ethniques de façon instrumentale pour viser un intérêt personnel : bénéfice économique, pouvoir politique ou tout autre avantage. Enfin la théorie du « colonialisme interne » de Hechter, se rapprochant de la théorie de la dépendance, considère une division culturelle du travail entre centre et périphérie à l'intérieur d'un même espace national (Bako-Arifari, 1996). De ce point de vue, les groupes ethniques sont définis comme des groupes instrumentaux, artificiellement créés et maintenus pour leur utilité pragmatique, ou comme des « armes » utilisées pour des avantages collectifs (Poutignat et Streiff – Fenart, 1995). Ces approches instrumentalistes sont pertinentes dans la mesure où elles nous permettent d'émettre des réserves sur la convocation de l'ethnicité par certains acteurs qui se considèrent être des éleveurs parce qu'ils sont des Peuls.

Toutes ces postures conceptuelles apportent, au-delà de leurs clivages, des manières d'expliquer le rassemblement d'individus au sein d'entités, sans nier les affinités culturelles. Elles nous permettent de prendre du recul pour mesurer les enjeux au cœur des revendications identitaires ethniques. Nous resterons attentif à ces enjeux, et à leurs dimensions (essentielle, interactionniste, «exogène», instrumentale,) dans nos analyses. Cette mise au point théorique sur l'ethnicité nous prépare à comprendre la diversité qui peut jouer dans une identité professionnelle, surtout quand elle se confond avec une identité sociale ethnique. Nous sommes également préparés à mesurer les enjeux au niveau des institutions et des organisations professionnelles dans la définition de cette identité. Les approches instrumentalistes des identités ethniques fournissent les clés de lecture de certaines stratégies développées par des individus dans ces instances pour mobiliser ou pour bénéficier d'avantages.

La présentation de la construction anthropologique des marqueurs identitaires peuls nous permettra de montrer comment l'identité professionnelle d'éleveur constitue un marqueur d'identité sociale à côté d'autres éléments.

1. Les marqueurs identitaires peuls

Les Peuls constituent l'un des groupes ethniques les plus étudiés de l'Afrique depuis le 19^{ème} siècle. Ils ont toujours fasciné les explorateurs et les colonisateurs (Bierschenk, 1997), comme le révèlent les études¹¹ conduites sur les Peuls ainsi que la création de groupes de recherche et d'associations.

S'entendre sur ce qui constitue l'identité peule n'a pas été simple pour les anthropologues. Les marqueurs identitaires cités sont nombreux : la langue, le Pulaaku, le pastoralisme, l'islam, la poésie orale et l'esthétique sont les éléments sur lesquels les observateurs du monde peul se sont basés pour définir l'identité ethnique peule. Les monographies se sont multipliées sur les sociétés peules, parlant toutes des caractéristiques d'identification des groupes étudiés. Issa & Labatut, au sujet des Fulbé nomades Dageeja du Nord Cameroun, citaient un serment qui, selon eux, en dit long sur leur foulanité : « *au nom de la sandale de cuir, du pulaaku et du fulfuldé* » (1974 : 61). Marguerite Dupire parle d'une technique liée à la domestication des bœufs et du zébu, d'une langue, le fulfuldé, d'un code social qui est aussi une éthique (le pulaaku- littéralement « *la manière de se comporter en Peul* »). Ces éléments essentiels caractérisent pour elle le Peul pasteur et, mise à part la sandale de cuir, le Peul tout court (Dupire, 1981 : 168-169).

Les marqueurs que sont la langue, le pulaaku, le pastoralisme, l'islam sont les quatre éléments les plus fréquemment cités sur lesquels nous allons nous pencher pour montrer la difficulté qu'il y a à circonscrire une entité unifiée porteuse de « l'identité peule ».

▪ *La langue*

La langue fulfuldé (ou sa variante le puular au Sénégal), premier élément d'identification, ne semblerait pas suffisant pour déterminer l'ethnicité peule. Anneke Breedveld et Mirjam de Bruijn soutiennent que « *la langue n'est pas un critère suffisant pour permettre de savoir si les Fulbé constituent un peuple, puisque certains Fulbé ne parlent pas le fulfuldé et les non fulbé parlent le fulfuldé* » (1996 : 813). Dans un ouvrage collectif sous la direction de Paul Eguchi et Victor Azarya (1993), le fulfuldé est présenté comme une langue non uniforme et

¹¹ Thomas Bierschenk parle du recensement bibliographique fait par Christiane Seydou en 1977 qui compte 2000 publications auxquelles devrait s'ajouter une centaine d'autres, certainement plus aujourd'hui en 2010.

unifiée, car il est parlé et pratiqué ailleurs et autrement, c'est-à-dire que la langue comporte des variantes selon des régions. Pour ces auteurs, c'est suffisant pour dire que la foulanité ne peut se réduire à cette langue. D'ailleurs au Sénégal plusieurs dictionnaires différents attestent de la diversité lexicale dans l'aire de peuplement peule en Afrique Subsaharienne. Le puular parlé par les Peuls du Ferlo et de toute la région nord du Sénégal n'est pas le même que celui parlé par les Peuls du Sud de la région de Kolda, même s'ils peuvent se comprendre. Jean Boutrais s'attellant à une nouvelle cartographie des Peuls disait ainsi que : « *des Peuls n'emploient plus, et ils l'ont parfois perdue, la connaissance de la langue (foulani du nord Nigéria, Fellata du Tchad et du Soudan), tout en continuant à revendiquer une identité peule. A l'extrême, certains groupes qui se disent peuls n'ont probablement jamais pratiqué cette langue (cas des Foula du Wasolon au Mali)* » (Boutrais, 1994). Ainsi la langue ne semble pas un élément déterminant pour la revendication de l'identité peule.

▪ **Le Pulaaku**

La notion de *pulaaku* apparaît la première fois avec Marguerite Dupire (1970) dans sa thèse intitulée « l'Organisation sociale des Peuls ». Elle considère que l'un des traits caractéristiques de la culture peule est l'importance des attitudes d'évitement qui sont régies par un code socio-moral appelé *pulaaku*, qui signifie selon elle, la manière de se comporter en peul (Dupire : 189). Le *pulaaku* serait un condensé d'attitudes garantissant le meilleur comportement du Peul en communauté. Depuis les travaux de Marguerite Dupire faisant référence à des valeurs comme la réserve, l'intelligence, le courage et la résignation, ces notions reviennent dans la presque totalité des études sur les Peuls. Mais il n'existe pas d'acception claire de ce qui constitue concrètement ce code moral. La plupart des auteurs s'accordent sur le fait que les règles qui composent ce code ne sont pas explicitement toutes citées et fixées. Paul Riesman dans son étude des Peuls Djelgobé fournit ces explications de la notion : « *Pulaaku est un nom abstrait formé sur la racine ful- dont dérivent également les autres termes (...) pullo, fulbé (un Peul, des Peuls), fulfuldé (la langue peule), et pulaade (agir comme un Peul). Dans une première tentative de définition, nous pourrions dire que pulaaku signifie « les qualités appropriées aux Peuls »*. Il ne cite pas ces qualités mais précise qu'elles représentent « *la liste des antonymes des termes définissant les stéréotypes de l'esclave* ». Dans le *pulaaku*, se trouve également selon lui la description physique du peul « *le Peul devrait être : clair, svelte, fin, rusé, responsable, cultivé, doté du sens de la pudeur et maître de ses besoins et de ses émotions* ». Heureusement, Riesman émet des réserves sur le caractère héréditaire des traits physiques des individus. « *Selon notre conception scientifique*

de l'hérédité, seuls la couleur de la peau et le type physique sont presque totalement déterminés par les gènes des parents, alors que les qualités morales ne le sont pas, mais dépendent plutôt de l'éducation et du milieu de l'individu pendant son enfance. » (Riesman, 1974 : 127). Il note également ce que nous pouvons considérer comme une contradiction quand les Peuls eux-mêmes ne différencient pas l'hérédité de l'environnement et qu'ils admettent l'existence d'un rôle peul, qu'on joue ou non selon les situations. Les comportements édictés par le pulaaku s'appliquent pour les « *beaux-parents, agnats lointains, la plupart des hommes et femmes de la génération du père* » (ibid : 126). La pertinence du pulaaku devant les parents alliés, c'est-à-dire ceux avec qui l'individu est lié par alliance, notamment par le mariage, est confortée par cette anecdote racontée par Amadou Hampâté Ba : « *Un jeune marié, hôte d'un jour de sa belle-famille, victime d'une rage de dent qui lui a arraché de bruyants gémissements toute la nuit, a jugé indigne de sa part de se plaindre le lendemain devant ses beaux-parents, « d'un simple mal de dent ». Aussi s'est-il crevé un œil au petit matin pour mieux justifier son manque de retenue. Mais quelle ne fut pas sa désolation, le matin, quand il entendit parmi les gens venus s'enquérir de son mal, ce chuchotement d'indignation : « Quel couard ! Toute une nuit de jérémiades pour un mal de l'œil ? Qu'aurait-il fait s'il avait été ravagé par un mal de dent ? » Ainsi a-t-il choisi de noyer sa honte dans un exil éternel, abandonnant épouse et belle-famille.* »¹². Le pulaaku n'est pas nécessaire devant « *la mère et la plupart de ses enfants surtout les sœurs, le frère de la mère, la plupart des agnats proches quelle que soit leur génération, les camarades d'âge* » 1974 : 126). Dans cette acception du pulaaku, Riesman pense que les Peuls croient fermement que c'est l'appartenance à la race peule qui rend l'homme capable de le jouer. « *C'est comme si ces qualités (pulaaku) étaient en quelques sorte innées et n'attendaient que les occasions de jouer le rôle du Peul pour se manifester et même pour s'épanouir.* » (1974 : 127).

L'existence du pulaaku comme un code moral ne pose pas de problème particulier dans le contexte des groupes sociaux africains, car la plupart de ces sociétés comptent le respect de ces valeurs dans leur organisation sociale. Ces valeurs sont ainsi fréquemment convoquées dans le discours sur les codes de comportements moraux sénégalais. Dans la société wolof, le groupe ethnique majoritaire du Sénégal, le terme *jom* désignant des valeurs de courage, de modestie, de contrôle de soi, de respect des anciens, et celui de *téranga* signifiant la capacité à accueillir les étrangers sont des notions fréquemment mises en avant (Ly, 1966). Il en existe d'autres comme le *kersa* (pudeur), le *soutoura* (discrétion), *fiit* (courage, la témérité), *ngor*

¹² tiré du blog (Que reste t-il du pulaaku ?, 2008), consulté le 18 octobre 2010

(loyauté et fidélité) qui se retrouvent dans la mémoire collective et sont actualisées dans les chansons, les contes, et les réprimandes au quotidien. Dans la société sérère, un autre groupe ethnique sénégalais, « *L'homme idéal y est en effet caractérisé par les vertus d'honnêteté, d'honneur, de courage, de sens de l'effort. O Koor, l'homme selon les Sérères, est courageux (O koor kaa sadaa : un homme doit être courageux), a le sens de l'honneur, (O koor kaa jegaa ke ta sedna : un homme doit avoir honte de certaines choses), est honnête (O kiin o paax nee guda : l'homme de bien ne vole pas)* » (Diouf, 1991). Ainsi, dans le contexte sénégalais, le fond des valeurs morales semble le même pour des groupes ethniques distincts. De ce fait, définir les Peuls par ces caractéristiques paraît simpliste.

Anneke Breedveld et Mirjam de Bruijn (1996) apportent d'autres dimensions à la critique de la construction de la notion de pulaaku en nous apprenant que sa signification anthropologique est différente de celle que lui confèrent les Peuls du Maasina et du Hayre au Mali central, pour qui le terme signifie simplement « *communauté ou société de Fulbé (Peul)* ». Cette observation attire l'attention sur l'extrême diversité du monde peul et sur la facilité qu'ont eu les ethnologues et les anthropologues à définir une identité peule basée sur des termes qu'ils ont eux mêmes parfois construits et qui biaisent toutes les études. « *Les travaux des premiers ethnologues et linguistes semblent avoir influencé leurs successeurs. Prétendre que le terme pulaaku est un code moral central pour les Fulbé biaise les questions qui leur sont posées et les réponses qu'ils donnent* » (Anneke Breedveld et Mirjam de Bruijn, *ibid.*).

▪ ***L'islam***

L'islam est quant à lui un marqueur qui divise le groupe peul en deux pôles distincts selon une certaine littérature anthropologique, qui le présente comme un élément d'acculturation et de sédentarisation. Les *Wodaabé* (un des nombreux sous-groupes peuls, qui sont appelés *fractions*) du Niger ont misé sur la mobilité pour échapper à l'acculturation imposée par l'islam et surtout à la sédentarisation, nous dit Bonfiglioli (1990). Les Peuls eux-mêmes emploient des expressions différentes pour distinguer les « Peuls de brousse » qui seraient nomades et païens et les « Peuls de ville » qui seraient sédentaires, musulmans et agriculteurs. Selon Botte et Schmitz, une double contradiction de l'identité peule et musulmane, résultat de la tension entre l'islam et la mobilité pastorale, aurait abouti « *en deux oppositions, musulmans/païens et éleveurs/cultivateurs car il faut mentionner le mépris général du pasteur pour le travail agricole (...). Sur le plan des représentations, l'un des principaux legs de ce*

paradigme islamique sera le clivage de la société peule en deux composantes, l'une nomade et l'autre musulmane. Cette dernière valorisée au détriment de l'autre, s'incarne dans l'opposition répétée ad nauseam de deux stéorotypes : « Peul de brousse » (fulbé laadé) vs Peuls citadins » (fulbé siir). Or il est clair que cette double identité pastorale et islamique renvoie à une incomplétude aux deux pôles : les Peuls de brousse sont de mauvais musulmans et les Peuls de villes n'ont plus de troupeaux (Botte et Schmitz, 1994). Il nous sera difficile de juger de la pratique religieuse des Peuls du Ferlo qui se déclarent être musulmans car nous n'avons pas les capacités d'évaluer leur manière de se conformer aux règles de cette religion, mais il est simple de constater que les Peuls des villes ne pratiquent pas l'élevage même si des liens étroits sont entretenus entre eux et ceux restés en brousse. Santoir (1994) fait sienne cette distinction entre ces deux types de Peuls mais il n'a pas mentionné la dimension religieuse : « Les Peuls de brousse de par leur mobilité, leur habitat démontable, leur organisation sociale en groupes lignagers, restent des pasteurs, et leurs activités agricoles sont subordonnées aux impératifs de l'élevage. Ils se distinguent ainsi nettement des Peuls sare¹³, c'est-à-dire des Peuls villageois, anciennement sédentarisés au bord de la vallée. Les Peuls sare représentent le dernier stade du pastoralisme, ils se situent à la marge du monde peul dont ils se réclament encore » (Santoir, ibid). Il existe un continuum entre les deux types de Peuls au delà de la dimension religieuse qui n'est pas toujours selon les auteurs le seul élément de distinction.

Suivant cette définition, on ne peut superposer l'identité ethnique à l'identité professionnelle, et la dichotomie *Fulbé laadé* (Peuls de brousse), *Fulbé siir* (Peuls de ville) faite ou appropriée par les Peuls remet en question tout lien exclusif Peul = éleveur. Des Peuls reconnus comme citadins ont substitué à l'élevage une autre activité (Schmitz et Botte, 1994). On connaît par ailleurs le mépris de certains Peuls éleveurs pour les autres activités et surtout du travail de la terre, à cause peut-être des « *interdits traditionnels*¹⁴ » frappant certains travaux manuels.

¹³ Certains auteurs disent siir et d'autres sare pour désigner la ville

¹⁴ *A propos de ces interdits traditionnels chez les Peuls du Bornou, Thomas Bierschenk parle d'une simple jurisprudence coloniale quand dans une économie faiblement monétarisée, le groupe peul qui contrôlait une ressource facilement négociable, les bovins, s'est libéré des corvées dues au pouvoir colonial. (...) Les Peuls comme les non Peuls ont traduit ce fait socio-économique en une constante anthropologique et les Peuls sont encore de nos jours considérés au Bénin et se considèrent comme des hommes qui, pour des raisons culturelles ou physiologiques, sont incapables d'effectuer des travaux physiques, alors même que la condition centrale de possibilité de refus du travail agricole, l'esclavage, a disparu » (Bierschenk & al, 1997).*

L'islam pourrait être considéré comme un marqueur identitaire peul, même s'il est difficile de démontrer cette affirmation. On sait que les groupes peuls ont fait partie des premiers à épouser cette religion en Afrique. L'islam a participé à faire ressortir pour les anthropologues l'existence de deux communautés : les peuls agriculteurs sédentaires, musulmans pratiquants, et les peuls nomades dont la pratique religieuse serait moins affirmée. Ces deux groupes se distinguent donc aussi par leur activité économique principale, les uns sont cultivateurs, les autres éleveurs. En dehors de cette catégorisation résultant de la pratique religieuse, les Peuls du Ferlo ne considèrent pas les Peuls des villes comme des éleveurs, on suppose également que ceux-ci non plus dans leur grande majorité ne se voient pas comme tels.

▪ *L'élevage*

L'élevage de bovidés est le dernier marqueur que nous examinons. Il constitue l'activité par laquelle l'identité sociale des Peuls coïncide avec l'identité professionnelle d'éleveur. La possession et l'entretien des animaux sont des critères de définition du «Peul». Cette possession du bétail permet presque systématiquement une revendication d'identification au groupe ethnique. L'identité professionnelle d'éleveur sert aux Peuls à prouver leur *foulanité*. Les liens étroits entre les Peuls et le bétail sont abondamment relatés dans la littérature anthropologique. Pour Oussouby Touré, «*Elever des animaux, c'est cela la tradition des fulbe*» (Toure, 1991). Paul Riesman (1974) parle de «*la vraie vie peule*», celle dont découlent certaines notions clés pour comprendre les valeurs de la société peule, où l'amour de la vache, l'interdépendance entre l'homme et l'animal, la surveillance du troupeau et des considérations en vue de son augmentation dominaient l'existence des peuls Jelgoobe de la Haute Volta. D'autres observateurs mettent l'accent de façon précise sur des pratiques concrètes qui révèlent le rôle du bovin dans les rapports sociaux. Les animaux peuvent avoir un rôle de fond de cérémonies sous forme de présents offerts à l'occasion de mariages et de circoncisions et lors de l'attribution de leur nom aux enfants ou pour fournir la viande des festins de cérémonie (Pointing et al, 1991). Santoir (1983) souligne que le bétail, en sus d'être un moyen de production, est investi d'une fonction sociale «*le bétail, médiateur des relations est le facteur capital de la reconstitution du tissu social, et sa circulation (par prêt, don, dot, héritage) est la condition nécessaire à la perpétuation de la société*». Bonfiglioli (1988) fait état des liens entre généalogies animales et généalogies humaines en soulignant l'identification profonde entre structure de parenté et relations de propriété, car «*dans une société pastorale comme celle des Wodaabe, ce qui compte en premier lieu c'est tout l'ensemble de droits et d'obligations qui rassemblent les individus par rapport à la plus*

importante forme de propriété, à savoir celle du bétail » (ibid.). Ces rôles sociaux sont corroborés par différentes légendes sur les liens de parenté ou mystiques entre les Peuls et les bœufs. « *Le Peul, frère jumeau de la vache ! Selon le Bambara, "Ni ye Flà ye i ma Flànan yè i ma Flà yè" ou "si tu dis que tu as vu un Peul mais que tu n'as vu son double [la vache] c'est que tu n'as pas vu un Peul.* » (Ba, 2009). Ce proverbe bambara marque le regard des autres groupes ethniques sur les Peuls. En effet, l'association du Peul à la vache n'est pas entretenue que par les Peuls, les autres groupes ethniques voient en tout Peul un compagnon de la vache. En suivant Barth, pour qui la définition des ethnies ne peut exister que par rapport à d'autres, on constate que les Peuls se différencient des autres par leurs liens au bétail. Ces représentations ancrées dans les croyances populaires des autres groupes ethniques restent aujourd'hui en vigueur dans la plupart des jugements et des considérations des autres agriculteurs vis-à-vis des Peuls.

Les Peuls eux-mêmes soulignent volontiers leur attachement aux bovidés. On retrouve dans la poésie et dans leurs incantations ce rapport à l'animal qui au-delà de simples justifications professionnelles, a des significations sociales et parfois ésotériques.

« Le Peul vit avec la vache

La vache vit avec le Peul

La bête passe la nuit dans l'enclos

Et la journée en pleine brousse

Le Peul passe la nuit dans la hutte

Et la journée en pleine brousse » (Dieng, 2005 : 361)

Ce poème tiré du « Fantang », titre d'un ouvrage de 1986 consacré aux poèmes mythiques des bergers peuls raconté par des griots de villages peuls du Sénégal, illustre la force des liens entre les Peuls et les bovidés. On peut insister davantage sur ces rapports en évoquant les origines du bétail et les mythes fondateurs du peuple peul. Dans Koumen, la parenté entre les Peuls et les bovidés est expliquée à travers le récit sur la création du monde par le *Geno* (Dieu) à partir d'une goutte de lait contenant les quatre robes de bovidés qui correspondent aux quatre clans peuls initiaux, aux quatre points cardinaux et aux quatre éléments essentiels de la vie (eau, air, terre et feu).

Jean-Loïc Le Quellec a fourni un recueil de mythes sur l'origine du bétail africain. On y retrouve des mythes Massai, Zulu, et des Fuli (des Peuls) « *Selon un récit Fulie, le Prophète Mhammed, désireux de convertir l'ouest de l'Afrique, y envoya six disciples, dont Yakuba destiné à devenir l'ancêtre des Fulie. Ce Yakuba se rendit à Melle, où il épousa Bajemongo la*

filles du roi. Il eut d'elle deux enfants légitimes, et deux de père inconnu. Aucun de ces enfants ne parlait l'arabe (langue de leur père) ou le Melle (langue de leur mère), car tous quatre parlaient un idiome qui leur était propre : le Fulbe. Un jour, Yakuba envoya du côté de la rivière ses deux enfants illégitimes ainsi que Bajemongo avec un talisman coranique attaché au cou, en disant à celle-ci que là-bas elle trouverait son amant. Elle se rendit à la rivière, et il en sortit effectivement un homme, auquel elle déclara : « Tiens, prends tes enfants » avant de les lui abandonner. Cet homme promit aux deux enfants de leur donner quelque chose qu'il appelait Nai (« vaches »), mais dont ils n'avaient aucune idée. Il ajouta qu'avec ce cadeau, il leur serait désormais impossible de reprendre la vie citadine, et qu'ils devraient toujours errer dans la brousse avec ces Nai, qui allaient sortir de la rivière pour les suivre » (Le Quellec, 2002).

De tous ces mythes, celui de *Ilo Yaladi* raconte l'histoire d'un personnage dont les Peuls du Sénégal se réclament être des descendants. L'histoire d'*Ilo* que nous avons trouvée dans une étude de l'ethnologue Amadou Sada Ba, nous a par ailleurs été racontée par un éleveur dans le Ferlo.

"Ilo YélaDi" est un jaarga¹⁵. Il perd sa mère à la naissance. Son père est mort trois mois avant. On lui donne une nourrice, la nourrice meurt. On le nourrit au lait de chèvre, la chèvre meurt. Une femme de chez Joomel le prend en charge, saalebasse remplie de lait se renverse par terre. Ilo était né porte-malheur (kiitaaDo)... (Ba, 1989).

Ce garçon né porte-malheur devient un homme riche en bétail par « la grâce du lait (barke kosam) », expression, avec une autre équivalente, « par la grâce des vaches » (barke na'i) « sont formulées sentencieusement, graves ou solennelles, dans des circonstances précises pour prendre une décision ou accomplir un acte ayant valeur de serment. Pour certains Peuls, elles ont la même valeur que l'expression spécifiquement islamique (par la grâce d'Allah) » (Ba, ibid).

« Ilo est élevé dans la maison de Joomel qui est très riche en bétail et il est un "savant". Le fils de Joomel et lui sont très liés et ils ont le même âge. Joomel, lui, cependant, n'aime pas Ilo. Il n'apprécie surtout pas de le voir toujours présent au parc à bétail. Et Ilo, comme intuitivement persuadé de cela, l'évite. Arrive un jour où Joomel se trouva seul au parc avec son fils. Apparemment du moins. Il lui dit : "Tu vois la génisse une telle, là-bas ? – Regarde-

¹⁵ Le *jaarga* est le titre de l'éleveur possédant un grand troupeau, c'est une marque de richesse qui ne porte que sur le gros bétail, les bovins, la taille de troupeau nécessaire pour porter ce titre peut être variable selon les groupes Peuls et les zones d'élevage. D'après nos enquêtes dans le Ferlo, est considéré comme *jaarga*, celui qui a plus d'une centaine de têtes de bovins.

la bien avec attention ; l'as-tu bien vue ?" Oui, répond l'enfant. Joomel continue : "Le jour où elle sera pleine et qu'elle mettra bas, la première personne qui boira son lait à ce moment là sera le plus grand parmi les plus grands de ce monde. M'as-tu entendu ?" L'enfant dit : "Oui!". "M'as-tu compris ?" "Oui !" Et Joomel d'ajouter : "Mais où est donc Ilo, il n'est pas là, j'espère ?" Le fils dit : "Non, il n'est pas là" Joomel insiste : "Tu es bien sûr, qu'il n'est pas là?" Le fils répond "Oui, je suis sûr". Joomel ajoute : "Ceci est un secret, n'en rapporte rien à personne et surtout pas à Ilo". L'enfant dit : "Oui !" » (Ba, ibid).

Plus rusé que le fils de Joomel, Ilo décide d'appliquer le conseil de celui-ci à la place de son fils, ce qu'il fit et récolta la colère de Joomel qui le répudie en ces termes *" Prends la vache et son petit, et emmène la avec toi où tu veux hors de mon parc, c'en est fini maintenant, je n'en veux plus". Ilo s'en alla avec son bétail. Chaque jour que Dieu faisait, la vache revenait de pâture avec de nouvelles vaches. Il en fut ainsi de multiplication en multiplication, jusqu'à ce que Ilo devint le plus grand des plus grands parmi les Peuls. On le surnomma Ilo Yeladi Jaasaa Di Joomel ou "celui qui ne passe pas la nuit et le jour là où les vaches ne passent pas la nuit et le jour ; et les vaches [de leur côté] ne passent pas la nuit et le jour là où Ilo ne passe pas la nuit et le jour" (Ba, ibid).*

L'histoire raconte qu'en tétant la vache comme l'enfant tète le sein de sa mère, Ilo a intégré le bovin dans le cercle de la parenté et a rendu sacré le lait de la vache. *« Cette intégration se définit dans une sorte de charte sociale qui, fondée sur l'acte primordial de Ilo Yeladi, pose les principes que voici : Le pis du bovin, divisé en deux quartiers, comporte quatre trayons. Ceux-ci, pour déterminer la position du trayeur, se subdivisent en [deux de] devant, dits cororDi et [deux de] derrière, jabitorDi. Les premiers sont ceux qu'on trait en premier et les autres ceux qu'on trait en dernier. Parmi les cororDi, le trayon nariindu est celui par lequel le trayeur doit entamer la traite ». (Ba, ibid).*

Dans nos observations de terrain nous n'avions pas prêté attention à ces précautions dans la traite, mais un jour alors que nous nous essayions à la traite, l'éleveuse nous a indiqué les trayons par lesquelles il fallait commencer, et la position à prendre pour mieux tirer le lait. De ces quatre trayons, l'auteur qui rapporte ce récit, en faisant référence à l'étude de Christiane Seydou portant sur la devise de la culture peule, précise qu'ils symbolisent les quatre groupes primordiaux fondateurs de la culture peule et que ces quatre groupes sont constitués par les quatre premiers fils de Ilo Yeladi.

Selon Amadou Sada Ba, la répartition du lait est faite suivant ces trayons et renvoie à la structuration de la société globale sur les plans social et politique *« le lait du premier est dit*

celui réservé au veau, le lait du second est destiné à la nourriture de la maison, le lait du troisième est destiné aux parents, le lait du dernier est destiné aux hôtes de passage » (Ba, *ibid*).

A travers ces récits et ces légendes peuls qui subliment la vache, la spécialisation professionnelle des groupes ethniques peuls, présentée comme une évidence, explique l'automatisme avec laquelle les Peuls du Ferlo s'approprient presque exclusivement l'identité professionnelle d'éleveur, même si certains d'entre eux dissocient bien l'ethnie de l'activité. Toutefois, assimiler tous les Peuls à des éleveurs reviendrait à dire que seuls les éleveurs et mieux les pasteurs nomades ou transhumants seraient représentatifs de l'ethnicité peule, alors qu'il y a des Peuls sédentaires (Bierschenk, 1997). De même, les liens entre les Peuls et le bétail ne signent pas l'exclusivité de la spécialisation dans l'élevage. Les Sérères au Sénégal, les Maures en Mauritanie, les Toubous au Tchad sont autant de groupes ethniques qui pratiquent l'élevage et la transhumance ou le nomadisme comme les Peuls. Cette précision est nécessaire car nous verrons dans les chapitres suivants comment cette dimension ethnique entre en jeu dans les revendications professionnelles et les positionnements dans les organisations syndicales d'éleveurs. D'un autre point de vue, les conditions d'exercice de l'élevage ne cessant de s'alourdir avec les sécheresses cycliques, les possibilités d'expansion de l'élevage pastoral s'amenuisant avec l'extension des terres agricoles (la montée des cultures arachidières dans le Ferlo sud et l'aménagement des terres hydro-agricoles au nord à partir de la vallée du fleuve), des éleveurs peuls abandonnent l'élevage au profit d'autres activités. Les Peuls se mettent à travailler la terre malgré leur mépris pour ce type d'activité (Botte & Schmitz, 1994). Les modifications des activités pastorales ou le remplacement de l'élevage par d'autres activités se fait en excluant certains éleveurs du système. En même temps, l'élevage est un secteur qui attire des investisseurs. Plusieurs études sur l'élevage au Sahel notent que de riches commerçants établis en ville prolétarisent les petits éleveurs leur confiant l'entretien de leur troupeau en échange d'un salaire (Faye, 2001; Corniaux et al, 2006). Autant de faits qui montrent que l'élevage n'est pas l'apanage des Peuls et que ces Peuls se voient aujourd'hui obligés de s'adonner à d'autres activités pour vivre, parfois ils les combinent à l'élevage, d'autre fois ils abandonnent simplement l'élevage.

Ainsi, l'imbrication entre l'identité sociale des peuls et l'identité professionnelle d'éleveur découle du fait que le métier est en même temps un marqueur social. La pratique de l'élevage par les Peuls au Sénégal répond à une double exigence : c'est une activité économique qui doit permettre à ses pratiquants de tirer des bénéfices économiques ; c'est aussi un mode de vie

dans lequel se reconnaissent les Peuls pour qui le bétail doit remplir des fonctions sociales. Pour atteindre ces deux exigences, les éleveurs peuls mettent en œuvre deux pratiques contestées par l'encadrement : l'accumulation du bétail et la mobilité des troupeaux et des familles. Ces contestations sont perceptibles dans les interventions de l'État que nous développerons dans la deuxième partie de la thèse.

Dans ce contexte social particulier, nous allons à présent voir ce que doit être l'élevage pour les acteurs qui ne sont pas éleveurs et veulent orienter cette activité.

II. Conceptions des prescripteurs du bon élevage et injonctions de professionnalisation des éleveurs

Sans verser dans la caricature, nous avons d'emblée, distingué deux types de logique d'acteurs dans le monde de l'élevage au Sénégal. Il s'agit du groupe des « éleveurs » et du groupe des « prescripteurs » constitués des fonctionnaires de l'État, des agents de la recherche publique et privée, des agents des organisations non gouvernementales. Bien entendu, cette distinction en deux groupes ne réduit en rien l'hétérogénéité à l'intérieur de chaque entité. Elle sert avant tout à faciliter la lecture des rapports des éleveurs aux autres acteurs. Ces deux entités sociales s'opposent d'abord par leur statut professionnel et parfois par leur positionnement sur les divers enjeux de développement de l'activité d'élevage. Dans le groupe des prescripteurs, les agents de la recherche, les consultants indépendants et les experts des bureaux d'études « réfléchissent » sur ce qu'il faut prescrire ; les fonctionnaires élaborent et appliquent les politiques sectorielles à partir d'orientations politiques en les traduisant en programme d'intervention ; les agents des services techniques exécutent les prescriptions. Les services de l'administration chargés de l'encadrement rapproché des éleveurs sont constitués d'inspections régionales des services vétérinaires qui dépendent de la Direction de l'élevage. Ces inspections régionales sont subdivisées en inspections départementales qui ont des démembrements jusqu'au niveau des arrondissements. Au Ferlo, du fait de l'importance de l'élevage, cette administration est représentée par un poste vétérinaire au niveau des villages d'éleveurs où travaille un agent d'élevage sorti d'une école de formation de techniciens en médecine vétérinaire. Ces services d'élevage sont tous dirigés par des vétérinaires. Ces fonctionnaires de l'État¹⁶, spécialistes de la santé animale, sont les

¹⁶ L'écrasante majorité de fonctionnaires de l'élevage sont des vétérinaires, l'ensemble des services d'élevage composés d'inspections régionales, départementales et de poste vétérinaires dans les circonscriptions administratives et territoriales (arrondissement, communautés rurales) sont administrés par des docteurs vétérinaires ou des agents techniques d'élevage.

acteurs les plus présents dans le développement de l'élevage, or, les dimensions du développement ne se résument pas à la santé.

Toutes les actions de la chaîne, allant des orientations de développement aux interventions en milieu éleveur, renvoient aux politiques publiques, définies comme « *le produit de l'activité d'une autorité investie de puissance publique et de légitimité gouvernementale* » (Meny et Thoenig, 1989 : 129) et qui correspondent à « *... un ensemble de décisions reliées entre elles, prises par un acteur ou un groupe d'acteurs, avec pour caractéristiques fondamentales de définir les buts à atteindre, ainsi que les moyens nécessaires pour remplir les objectifs fixés* » (Howlett et Ramesh, 1995). Ces politiques publiques ne sont pas neutres, elles sont la construction d'hommes qui, quel que soit leur statut institutionnel, portent en eux des représentations de la réalité du monde et de ce qu'elle doit être. Au Sénégal, ces acteurs portent, selon leur trajectoire biographique et professionnelle, et dans une moindre mesure leur appartenance ethnique, des jugements sur les pasteurs. Il serait difficile de mesurer le degré d'influence des stéréotypes des prescripteurs. Il serait également parfois incorrect de généraliser l'effet de ces considérations, culturelles, sociales et parfois ethniques sur les politiques, mais nous supposons qu'elles peuvent jouer un rôle dans le choix des mesures « correctives » prises en direction de l'élevage pastoral. Il est sans doute important de rappeler que dans le contexte de pays en développement comme le Sénégal, l'État organise ces interventions en fonction des opportunités de financements extérieurs, avec une autonomie réduite. Dans le contexte sénégalais, les processus d'ajustements structurels des années 1980 ont progressivement réduit les capacités de constructions propres des politiques publiques. La politique ici ne consiste pas à agencer des données, des visions, des moyens, (et des intérêts), mais à agencer des opportunités de financement extérieur avec des représentations de la situation, établies en l'absence à la fois de connaissances de base des réalités de terrain et de débat professionnel entre les éleveurs. Plus largement, « *l'improvisation économique* », (Nubukpo, 2011) pourrait caractériser la difficulté des États africains à planifier leur action sous la contrainte des pourvoyeurs de fonds que sont la Banque Mondiale (BM) et le Fonds Monétaire International (FMI) d'une part, et le système des Nations Unies d'autre part. Pour les deux premiers il s'agit de mettre en œuvre des politiques de déflation macroéconomique, et pour les derniers la lutte contre la pauvreté est un impératif. De l'avis de cet économiste, la mise en œuvre des politiques s'apparente à « *une pratique gestionnaire, à savoir l'ajustement structurel (ou ses raffinements sémantiques), [qui] ne peut en aucun cas se substituer durablement à un projet de société* » (Nubukpo, 2011 ; p10). Or c'est dans ce contexte qu'au

Sénégal des représentations subjectives qui prennent la forme de préjugés peuvent intervenir sur les orientations de développement.

On peut également transposer au Sénégal, avec prudence, l'analyse que Bruno Jobert (1992) a faite des controverses et débats entre acteurs dans les politiques publiques dans des contextes européens. Certes ces politiques y « existent » comme des programmes élaborés à l'échelle de la nation, répondant à une stratégie globale de développement de tous les secteurs d'activités, qui ne correspond pas à une « improvisation ». Un point commun cependant réside dans le rôle du système de représentations. Selon Bruno Jobert (ibid.), l'action publique se donnant comme objectif de corriger des défaillances est justifiée par un ensemble d'hypothèses causales construites en partie à partir de normes sociales, de valeurs et de symboles. L'auteur utilise la notion "*de référentiel des politiques publiques*" qui est l'ensemble des principes qui gouvernent la définition de la situation à corriger. Ces référentiels structurent l'action publique selon trois dimensions.

La première dimension est cognitive : « *les référentiels donnent des éléments d'interprétation causale des problèmes à résoudre* ». Une deuxième dimension est normative : « *les référentiels définissent les valeurs dont il faudrait assurer le respect pour le traitement de ces problèmes* ». Et enfin, une troisième dimension est instrumentale : « *les référentiels définissent les principes d'action qui doivent orienter l'action en fonctions de ce savoir et de ces valeurs* » (Jobert, ibid). Ces trois dimensions sont présentes dans le processus de définition des politiques, de l'élaboration à la mise en œuvre. Les États bâtissent leurs positions et justifient leur conduite à partir de référentiels constitués de représentations de la réalité.

En référence à cette analyse des processus d'élaboration des politiques publiques, nous pouvons réaffirmer que ces trois dimensions s'y retrouvent. Les « prescripteurs » construisent leurs référentiels à partir de leur conception de l'élevage, puis formulent des injonctions à travers différentes interventions. C'est la raison pour laquelle, nous allons aborder dans la section suivante les représentations des prescripteurs de l'élevage et les injonctions de changement qui émanent de leur conception de l'activité.

1. Les représentations des prescripteurs du bon élevage

Le bon élevage, selon les prescripteurs, doit être sédentaire et répondre à une rationalité commerciale. Ce point de vue apparaissait déjà dans les notes des administrateurs coloniaux (Landais, 1990). Nous faisons ici état de ce fait historique pour relever la continuité entre hier

et aujourd'hui dans les conceptions de « l'élevage qui convient » pour l'encadrement technique.

- ***Le bon élevage est sédentaire***

En 2004, le slogan de la Nouvelle Initiative pour le Développement de l'Élevage (NISDEL), document d'orientation des politiques d'élevage au Sénégal, était "*penser et agir autrement pour développer l'élevage...*". On ignore à quoi renvoie cet « *autrement* », si c'est à la méthode d'intervention ou aux pratiques d'élevage. Le Ferlo est la dernière région au Sénégal à avoir été conquise par le colonisateur. C'est seulement au début du 20^{ème} siècle que les intérêts de l'administration coloniale se sont tournés vers l'exploration et rapidement vers le développement de l'élevage, au regard des besoins accrus en viande pour nourrir les employés des grands chantiers de toute la sous-région (PAPF, 2005). Les administrateurs de la France coloniale ayant visité le Ferlo ont été les premiers à rapporter des informations qui décrivaient et portaient des jugements sur le mode de vie des éleveurs peuls du Ferlo. Monteil, l'un des plus cités, effectua ses missions au Sénégal entre 1878 et 1880 et décrivit le Ferlo dans ces termes : « *C'est en somme un pays sans productions, sans habitants, sans eau, en un mot sans ressources* ». Cependant, à cette époque, les éleveurs peuls habitaient la région avec des troupeaux en exploitant les ressources naturelles (pâturages et eau des mares) qui s'y trouvaient abondantes en hivernage. Dans les rapports de missions de ces administrateurs coloniaux, apparaît leur étonnement face à ces individus qui ne jurent que par leurs troupeaux. Autant leur étonnement était grand, autant leur besoin de contrôle, d'occupation territoriale et de civiliser était pressant : la sédentarisation des pasteurs du Ferlo est devenue un objectif de développement. Voilà donc une idée bien ancienne, le colonisateur ayant commencé à essayer de dominer cette population nomade difficilement contrôlable du fait de son mode de vie basé sur la mobilité. Les stratégies de contrôle mises en œuvres sont tout d'abord d'ordre militaire, en occupant l'espace à partir des voies fluviales du Sénégal pour s'approcher de cette région enclavée. Cependant le groupe peul ne s'est pas présenté comme un adversaire, tel qu'il l'était dans la diffusion de l'islam (Schmitz, 1994). La stratégie a consisté à assurer l'approvisionnement en eau des éleveurs. Des Brigades de puits de 1901 aux ASUFOR (Association des usagers du forage) de 2010, l'État n'a cessé de « veiller » à l'accessibilité de l'eau dans cette région. La disponibilité de l'eau dans la région enclavée du Ferlo signifiait pour les pouvoirs publics la fixation des éleveurs. Toutefois, loin de se sédentariser, les éleveurs ont réorganisé leur déplacement pour une exploitation optimale des pâturages (Barral, 1982). Aujourd'hui encore, le modèle d'élevage fixe, à effectif réduit, constitue la

solution aux problèmes de développement du secteur pour les institutions chargées de l'élevage. Nous reviendrons sur ces aspects dans les chapitres suivants avec des données de terrain pour démontrer comment le modèle d'élevage extensif des éleveurs peuls est remis en cause à travers des actions dites de développement.

- ***Le bon élevage doit répondre d'abord à une rationalité commerciale.***

Les Peuls sont-ils obligés de vivre aussi difficilement avec des troupeaux importants d'animaux à diriger sur des kilomètres pour les entretenir ? On imagine que l'une des préoccupations des administrateurs territoriaux coloniaux et des pouvoirs publics du Sénégal indépendant a été et est de trouver une réponse à ce type de question. L'abondante recherche ethnologique sur le groupe peul et les nombreuses études géographiques n'ont visiblement pas permis aux prescripteurs de comprendre que les éleveurs ne se déplacent pas uniquement pour contempler des paysages et qu'ils ne le font surtout pas de bon gré. Au regard de la ténacité des injonctions qui portent sur la mise en marché du bétail, la définition d'un bon élevage pour le prescripteur n'a pas beaucoup évolué. Le colonisateur fut le premier prescripteur officiel d'un changement de mode d'exploitation de la ressource animale dans le Ferlo. Les nombreuses missions de reconnaissance du milieu à cette époque fournissaient autant de données sur les ressources naturelles et animales, que d'observations sur la façon dont les gens vivaient dans le Ferlo. Voici un exemple illustratif de l'image que l'administration retient des éleveurs : *« Les Peul de cette région (...) possèdent de très nombreux troupeaux de bœufs, chèvres et moutons. Ils admettent très difficilement qu'on puisse en faire objet de trafic : ils ne se dessaisissent d'une tête de bétail que lorsqu'ils ne peuvent pas faire autrement : c'est alors pour acheter un peu de sel ou de la guinée pour se vêtir ; leurs troupeaux leur procurent par ailleurs tout ce dont ils ont besoin, vu la sobriété de leur existence (...). Lorsque le Peul élèvera son bétail en vue du commerce, sa vie, ses habitudes se trouveront forcément modifiées ; de nomade il deviendra sédentaire, son indépendance il la perdra, obligé de satisfaire les besoins que la civilisation lui aura créée. Malheureusement ces besoins il ne les a pas, et ce n'est pas du jour au lendemain qu'il les acquerra »* (rapport sur les Peulh du Ferlo, in Monteil 1882 (1968 : 1217-1218), (cité par Pouillon, 1990). Mollard écrivait : *« Quelle que soit la couleur de sa peau, est Peul celui qui a une passion tyrannique pour le bœuf inutile... »* (Cité par PAPF, 2005 Archives nationales d'outre-mer). Ceci résume bien la compréhension des Peuls qu'avaient ces premiers explorateurs. Dans ces citations, les auteurs semblent ne pas comprendre l'attachement au bétail qui pousse les pasteurs à ne pas vendre facilement leurs animaux. Ils trouvent malheureux que l'éleveur peul n'ait pas le

besoin de commercialiser son bétail. Aujourd'hui, dans les programmes de développement de l'élevage, l'encadrement insiste de la même façon sur la nécessité d'intégrer davantage les éleveurs au marché. C'est une injonction sur laquelle nous reviendrons plus loin avec des éléments d'enquête. On peut multiplier ce genre d'observations pour montrer l'extrême incompréhension qui existe entre les éleveurs et les acteurs de l'encadrement. La mise en marché dite "timide" du bétail chez les pasteurs est comprise par les prescripteurs comme un retard dans leur intégration aux échanges commerciaux, et par conséquent, à l'économie nationale. Plus profondément, le refus de commercialiser est attribué à des raisons non économiques (l'amour pour le bétail), par ignorance des formes plurielles de l'économie pastorale, où les liens au bétail sont affectifs certes, mais aussi sociaux et économiques (Vatin, 1996). Cette position minimise ainsi tous les rapports non marchands qui ont une place importante dans l'économie des sociétés pastorales dans lesquelles nous retrouvons les modes pluriels d'échange décrits par Polanyi (1944) pour qui le marché n'est pas la norme générale des échanges économiques.

Le constat sur lequel on débouche, à la lecture des représentations des prescripteurs de l'élevage, est qu'il y a une divergence entre leurs conceptions de l'élevage et celles des éleveurs. Les deux précédents points de vue émanent d'autorités administratives et de techniciens d'élevage. Ils ont en commun la stigmatisation d'un mode de production et de vie. Le mode de vie pastoral, comme système attardé d'exploitation de ressources, est la représentation la plus tenace pour l'encadrement, bien que les points de vue et les discours des développeurs à propos des sociétés pastorales aient depuis longtemps fait l'objet d'analyses critiques (Pouillon, 1990).

Aujourd'hui encore, les ambitions officielles des politiques sont d'importer et de reproduire les modèles d'élevage de l'occident, au risque de négliger les réalités du terrain. Dans les discours et les documents de projets, les orientations normatives et coûteuses pour la plupart des éleveurs sont masquées par la présence récurrente d'arguments sur la sécurisation du système pastoral, la gestion de ressources naturelles, l'accès à la sécurité alimentaire. Or, ces arguments justifiant un mode d'intervention ne doivent pas nous empêcher de nous interroger sur les fondements, les enjeux et les méthodes ainsi que sur la nature des moyens avancés pour parvenir aux résultats visés. Ce questionnement devrait nous permettre de comprendre les divergences de point de vue entre les éleveurs et les intervenants du développement.

Le décalage entre les visions des pasteurs et celles des prescripteurs de modèles productivistes s'expliquerait par les incompréhensions latentes entre les contraintes objectives qui pèsent sur les éleveurs et les ambitions modernisatrices des politiques. En effet, quand les premiers tentent d'assurer leur subsistance et de pallier les risques, les seconds adhèrent à la recherche de compétitivité en rapport au marché. L'attitude des éleveurs correspond pour les prescripteurs à un traditionalisme délibérément entretenu, mais on pourrait parler d'un « *traditionalisme du désespoir* » pour reprendre les termes de Bourdieu (1964) au sujet des agriculteurs algériens. Ces derniers se limitaient aux moyens et techniques traditionnels qu'ils maîtrisent pour assurer leur survie, ce qui signifie que ces agriculteurs ne refusaient pas d'embrasser les nouvelles techniques qu'on leur proposait juste pour se singulariser, mais les rejetaient pour leur inadéquation à leur façon de concevoir leurs pratiques. Cette lecture de la réaction des agriculteurs face aux techniques dites modernes a été faite sur les pasteurs par Bonfiglioli, cité dans Ancey et Monas (2005) : "*La réflexion de Bonfiglioli (1991) conserve sa pertinence*" : « (...) il y a un profond décalage entre cette situation pastorale telle qu'elle est vécue, et le discours de ceux qui ont la charge du développement économique et social des sociétés pastorales, à savoir les gouvernements et les organismes internationaux. Là où les éleveurs parlent de subsistance, le discours officiel fait appel aux notions d'accroissement de la productivité et là où la survie même est en jeu, il évoque la croissance de l'économie nationale ».

Le contexte de l'élevage au Sénégal se trouve donc caractérisé par des conceptions divergentes, voire opposées entre les divers acteurs. Ces conceptions pourraient faire l'objet de débats, de confrontation, voire d'imposition. Cette pluralité des conceptions de l'élevage extensif au Sénégal est donc interrogée dans ce travail pour saisir comment des actions sont déployées auprès des éleveurs, et ce qu'il en est d'un éventuel débat.

Plus largement, cette situation, où des visions entre les groupes sociaux « mobiles » et les États « sédentaires » s'opposent, semble « congénitale ». Ces oppositions classiques entre nomades et sédentaires sont souvent relatées dans la littérature sur l'élevage pastoral (Pouillon, 1994 ; Gallais, 1972). De nombreuses formulations caractérisent les distorsions fondamentales entre les représentations que se font les éleveurs de leur métier et les projections faites par les États. La littérature anthropologique sur les rapports entre l'État et les sociétés nomades bédouines, sans forcer la comparaison, pourrait éclairer certaines contraintes du développement de l'élevage pastoral au Sénégal. Les représentations politiques résultent en partie « *de l'opposition cardinale entre groupes sédentaires et nomades. D'un*

côté, la culture, l'urbanité, la science, la civilisation. De l'autre, un monde anémique et turbulent, inculte et parfois difforme qu'il importe de mater » (Pouillon, 1994). La volonté de sédentariser et de moderniser est un défi à relever, formulé explicitement par les institutions étatiques, qui n'ont aucune gêne à évoquer et justifier les actions normatives incitant à faire changer de mode de vie pastoral. C'est ainsi une situation d'emblée complexe où les conceptions des uns et des autres se heurtent, mais sans se rencontrer.

Bien plus que des tensions entre les façons de concevoir une activité socio-économique, les difficultés portent sur l'acceptation, par certaines populations sédentaires, d'un style de vie basé sur la mobilité. Les querelles incessantes entre plusieurs communautés nomades et les institutions publiques dans le monde témoignent de l'étendue des divergences. Le problème réside fondamentalement dans la conception de la manière dont on doit « habiter » le monde. Partout où ont existé et où existent encore les deux types d'appropriation de l'espace, à savoir la mobilité et la sédentarité, se manifestent des conflits et des préjugés entre les usagers des ressources. Au risque de faire une comparaison hâtive, les éleveurs mobiles du Ferlo et de toute la région du Sahel, les éleveurs mobiles bédouins du Moyen Orient au Maghreb, ainsi que les tsiganes en Europe (aussi loin que cela puisse paraître), font face à de farouches oppositions à leur mode d'occupation de l'espace. Bien au delà de ces conflits sur les modes de vie, au Sénégal, il y a aussi une divergence sur la fonction économique que doit jouer l'élevage.

De façon triviale, pour les prescripteurs, l'élevage doit être intensif, sédentaire au mieux pour être productif et compétitif sur les marchés. Ces deux principes « intensif » et « compétitif » dictent les orientations politiques dans l'élevage au Sénégal.

Ainsi, dans le discours des prescripteurs, la modernisation des systèmes de production est la seule voie pour développer l'élevage. Les domaines techniques permettant cette modernisation économique sont : la santé, avec l'assainissement de la production par la vaccination, la biologie avec l'amélioration génétique par insémination artificielle, un accès aux ressources alimentaires nécessaires au bétail « amélioré » fourni par les cultures fourragères, et la modernisation des infrastructures liées à la commercialisation des produits et sous-produits de l'activité (Dieye et al, 2004a). Les autres domaines concernent ce que l'encadrement appelle le renforcement des capacités des éleveurs. Toutes ces mesures s'expriment sous forme d'injonctions dans le cadre institutionnel de la « professionnalisation » des agriculteurs. Cette professionnalisation agricole se pose à l'État et

à ses partenaires du développement comme un défi à relever. C'est ce que nous abordons dans la partie suivante.

2. Les injonctions à la professionnalisation des éleveurs

La professionnalisation des éleveurs, dans le cadre des opérations de développement du secteur agricole au Sénégal, peut soulever plusieurs interrogations. Par rapport aux controverses scientifiques relatives à la notion de profession, cette section, traitera de l'injonction de professionnalisation adressée aux éleveurs, c'est-à-dire ce qu'ils doivent faire pour mériter, aux yeux des prescripteurs, d'être considérés comme des professionnels. Traiter de la professionnalisation d'un métier renvoie, en sociologie, au cadre théorique de la sociologie des professions. Aussi présenterons-nous, ici, comment s'affiche et se justifie l'injonction de professionnalisation, dans le cadre théorique que nous utilisons.

La "professionnalisation agricole", pour le sous-secteur de l'élevage, recoupe deux dimensions : d'une part, il s'agit de mettre en œuvre une politique de modernisation, sur laquelle nous reviendrons largement dans la deuxième partie de la thèse. D'autre part, un changement de méthode d'intervention publique s'impose pour parer le désengagement de l'État dans les services publics. En effet, le discours sur le développement de l'agriculture a beaucoup changé entre le milieu des années 1980 et les années 2000. De la "vulgarisation agricole" qui renvoyait à un transfert de technologies des services publics, on est passé au "conseil agricole" qui devrait signifier co-construction et co-gestion d'une agriculture compétitive. De ce fait, nous insistons ici sur la deuxième dimension des programmes de professionnalisation. En effet, depuis 2000 les partenaires du développement, notamment la Banque Mondiale et la coopération française, font la promotion de la "professionnalisation agricole", conçue comme le passage obligé pour asseoir un débat professionnel sur la modernisation de l'agriculture. Cette professionnalisation doit permettre aux agriculteurs de s'organiser en acteur collectif, d'avoir des porte-parole qui négocient en leur nom, et se positionnent sur les questions relatives à l'évolution de l'agriculture. Il s'agit pour eux de promouvoir *"une profession agricole capable de prendre le relais des fonctions abandonnées par les structures publiques"*¹⁷ (Rossin F. et Laura J,1992, cité par Pesche, 2003). Ce modèle

¹⁷ Nous avons délibérément pris la dernière partie de la citation qui reprenait les objectifs de la mission de la coopération française dans la professionnalisation.

qui a fait ses preuves en Occident et qui est en train de soulever d'autres interrogations¹⁸, est-il transposable dans le monde de l'élevage extensif au Sénégal ? Une transposition que l'appareil du développement semble minimiser entre des contextes différents.

Par ailleurs, les paysanneries ont été catégorisées. Cette typification permet de voir comment les exploitations agricoles ont évolué, en passant d'un modèle à un autre. Nous rappelons ces catégories et regarderons dans la suite du travail comment les exploitations élevages que nous avons suivies se situeraient par rapport à ces modèles.

- ***Des catégories « professionnelles » classiques d'agriculteurs***

Les études sur l'évolution des paysanneries dans le monde révèlent des passages d'un type d'agriculteur à un autre. Ces formes professionnelles distinctes, stylisées, renvoient toutefois à une réalité et à des positionnements par rapport à des paramètres significatifs pour la profession agricole : le statut octroyé au métier, les rapports familiaux dans l'organisation du travail, la place des nouvelles techniques de production et de la famille dans la gestion de l'exploitation. Deux catégories que nous retrouvons dans presque toutes les typologies d'agriculteurs, sont la figure du paysan traditionnel et celle de l'agriculteur professionnel. Elles ne sont pas les seules, la réalité des pratiques agricoles étant plus complexe, mais les critères de caractérisation de ces deux formes professionnelles permettent une forme de simplification des types.

- La figure du paysan traditionnel renvoie dans la plupart des analyses à un agriculteur attaché à un territoire, qui se donne comme mission de nourrir la population locale, et qui croit en des valeurs tournant autour du travail, de la protection des moyens de production pour la transmission aux jeunes générations, de la place de la famille dans l'organisation du travail (Malassis, 1957). Ce modèle du paysan traditionnel a dominé le monde agricole français avant la révolution agricole après la deuxième guerre, avant de laisser progressivement la place à une figure plus professionnelle. Ce passage d'une agriculture dite traditionnelle à une agriculture moderne qui a vu la disparition des paysans attachés à la terre et à certaines valeurs, a bien été décrite par Mendras (1967).

¹⁸ Aujourd'hui, alors que le productivisme qui a été le fer de lance de la syndicalisation agricole en France connaît ses limites, des préoccupations écologiques et économiques accrues mettent en question les modes de productions intensifs promus par l'agriculture industrielle. Une panoplie de nouveaux concepts traduit le malaise environnemental (développement durable, décroissance, intensification écologiques) et suscite la réflexion sur le transfert de certaines techniques de production des pays développés aux pays en développement.

- Le développement de l'agriculture productiviste facilite l'émergence d'un nouveau type d'agriculteur, qualifié de "professionnel" par l'encadrement. Les paysans sont devenus des professionnels, intégrés dans un système capitaliste (Mendras, *ibid.*). Ce modèle émerge grâce à l'investissement des capitaux dans l'agriculture, l'instruction des paysans et l'agrandissement des fermes (Malassis, 2004). Dans le modèle d'agriculteur professionnel, la famille et l'exploitation sont deux entités distinctes. Les innovations techniques, la recherche occupent une place importante, car le discours technique est valorisé. La recherche, la formation, le conseil agricole et la commercialisation sont organisés par les OPA. Les pratiques sont standardisées et apprises à l'école. Dans ce modèle l'agriculteur n'est qu'un maillon d'une filière de production.

Nous reprenons la typologie d'Estelle Deléage (2005) sur ce qui différencie le paysan traditionnel de l'agriculteur moderne en ce qui concerne leurs valeurs et leurs rationalités. Nous ne substantialisons pas ces deux catégories : elles constituent des types, donc des simplifications de la réalité et aucune n'a le monopole d'une quelconque rationalité ou valeur. La pertinence de ces catégories ne tient qu'à la question que l'on se pose.

Tableau 1: Paysan traditionnel Agriculteur moderne

	<i>Paysan traditionnel</i>	<i>Agriculteur moderne</i>
Valeurs	<i>Stabilité</i>	<i>Changement</i>
	<i>Enracinement</i>	<i>Déracinement</i>
	<i>Polyvalence</i>	<i>Spécialisation</i>
	<i>Rôle de la tradition</i>	<i>Rôle de la technique et du marché</i>
	<i>Économie de subsistance</i>	<i>Économie marchande et industrielle</i>
	Rationalité	<i>Sociale et morale</i>

Source : Estelle Deléage, 2005

Ces deux figures de paysan n'ont pas les mêmes valeurs, ni la même rationalité. Dans la plupart des contextes agricoles, ce sont les paysans traditionnels qui se sont convertis en agriculteurs modernes. Cette conception du passage de tradition à modernité est le modèle de développement « imposé » sur lequel l'appareil du développement se base pour promouvoir l'agriculture dans les pays du Sud¹⁹. Nous retrouverons certainement dans les récits des éleveurs que nous avons rencontrés des positionnements professionnels de ces deux catégories. Nous chercherons à voir comment ils se situent par rapport à elles.

A présent, nous regardons le processus par lequel la professionnalisation est initiée et mise en œuvre au Sénégal.

- ***Transposer ce modèle de professionnalisation ?***

En 1883 à Blois dans le Loir-et-Cher, un groupe d'agriculteurs s'organisait pour créer le premier syndicat agricole en France afin de faire face au coût des engrais et de lutter contre les engrais frauduleux vendus sur le marché. Ils se positionnèrent pour conseiller les agriculteurs sur la qualité de l'engrais. Ce mouvement spontané et illégal fut reconnu grâce à la loi Waldeck-Rousseau votée en 1884, qui permit désormais aux syndicats professionnels de se constituer librement sans l'autorisation du gouvernement Français (Loubache, 2004). Aujourd'hui, après un siècle et demi de transformations agricoles et industrielles, la profession agricole représentée principalement dans la Fédération Nationale des Syndicats

¹⁹ Des études ont montré les différences fondamentales entre les modes d'organisation des groupes domestiques des économies en Afrique rurale et celles d'Occident sur lesquelles cette typologie est basée. L'étude la plus emblématique reste celle de Gastellu (1980) qui montre que le concept d'exploitation agricole n'est pas adapté aux situations africaines car il masque l'existence de différents niveaux décisionnels au sein de la famille d'agriculteur qui reste une catégorie à déconstruire.

d'Exploitants Agricoles (FNSEA) a pris sa place dans le débat national sur les orientations majeures de l'agriculture et est incontournable dans la définition des politiques agricoles européennes. Ce syndicalisme agricole, totalement initié par des agriculteurs pour répondre à un enjeu économique, a par la suite donné naissance à un syndicalisme de défense de la profession agricole. Ce modèle de professionnalisation construit sur un temps long, dans un contexte d'industrialisation soutenue, est la référence des acteurs publics du développement au Sénégal. Il y a pourtant un contraste fort entre les conditions de l'émergence d'une profession agricole organisée et solidement soutenue par des organisations de producteurs dans ce contexte français et les conditions actuelles de formation et d'organisations collectives dans le domaine de l'élevage au Sénégal.

Ainsi, la professionnalisation se met en œuvre en s'appuyant sur des interventions variées. Les bailleurs de fonds et la coopération française jouent un rôle important dans le déploiement de moyens techniques et financiers. En effet, la coopération française par l'Agence Française de développement (AFD) a initié depuis le début des années 1990 une démarche visant à "programmer la professionnalisation agricole" dans les pays en développement grâce à l'accompagnement des agriculteurs français, à travers l'association Agriculteurs Français et Développement International (AFDI). Denis Pesche résume en trois points les caractéristiques de ce processus de professionnalisation que nous reprenons ici :

"Un processus identitaire²⁰ où le paysan devient un agriculteur pratiquant un métier qui doit être reconnu.

Un changement d'échelle avec la finalité affichée de contribuer à la structuration d'organisations de producteurs de niveau national.

La promotion d'un modèle d'agriculture cogérée, inspiré plus ou moins directement du modèle français²¹" (Pesche, 2003).

Concrètement, ce processus se matérialise par l'exécution de programmes de formation de masse des agriculteurs, de promotion de l'entrepreneuriat rural par le financement des projets de micro crédit, et de renforcement de capacités des organisations professionnelles agricoles par des séminaires de sensibilisation, des voyages des leaders d'organisations en France pour s'inspirer du modèle en place. La nécessité de renforcer les capacités d'organisation, de

²⁰ C'est l'auteur qui souligne des parties du texte

²¹ "Tous les témoignages d'acteurs impliqués dans ces programmes se défendent vigoureusement d'importer des modèles : la sincérité de ces témoignages n'est pas à mettre en doute mais il est évident que, malgré toute la bonne volonté que l'on peut avoir, des principes et des schémas issus de l'expérience française transparaissent dans les approches et les actions engagées. On pourra développer les caractéristiques principales de cette expérience française" (Pesche, 2003).

fonctionnement et de positionnement des producteurs est défendue avec insistance par les bailleurs de fond. Les textes réglementaires définissent les cadres d'intervention publique et formulent en ces termes la visée d'accompagnement : la LOASP (Loi d'Orientation Agrosylvo-pastorale) constitue le cadre légal du développement de l'agriculture sénégalaise pour les vingt prochaines années à travers la modernisation de l'exploitation familiale et la promotion de l'entrepreneuriat agricole et rural.

La Banque Mondiale qui finance le Projet des Services Agricoles et d'Appui aux Organisations de Producteurs (PSAOP) depuis 1999 au Sénégal, appuie la réforme de la vulgarisation agricole. C'est dans le cadre de ce programme qu'un nouveau type de fonctionnement du conseil agricole est promu à travers notamment l'Agence Nationale de Conseil Agricole et rural (ANCAR). Le rôle de cette agence est de regrouper et coordonner tous les acteurs autour du conseil agricole. Le capital de l'agence est détenu à 42% par l'État, 38% par les Organisations de Producteurs, 13.2% par des acteurs privés et 7% par les collectivités locales. Ce nouveau format impliquerait davantage les acteurs à des échelles différentes.

Cependant le conseil agricole en soi et où qu'il soit, est perpétuellement questionné dans sa capacité à répondre à la diversité des attentes, parfois contradictoires, des producteurs, des acteurs des filières agricoles des territoires, des États ou de la société. Une synthèse bibliographique effectuée par Guy Faure et al (2011) sur le conseil agricole dans le monde a permis de regrouper différentes réflexions sur ce domaine et a signalé certaines questions scientifiques que nous reprenons ici. Ces interrogations portent sur *« le renouvellement des méthodes d'accompagnement des producteurs, sur la gestion des compétences des acteurs fournissant du conseil, sur l'évolution des dispositifs d'intervention, sur les modifications des arrangements institutionnels entre acteurs du conseil et sur l'évolution des politiques publiques concernant le conseil. Les impacts du conseil sur les exploitations, les ménages mais aussi sur les territoires ou les filières sont interrogés. »* (Faure & al, 2011). Si ces questions portent sur le conseil, dans les pays où les paysans se sont fortement constitués en acteur collectif, où la recherche publique sur l'agriculture dispose de moyens et d'autonomie, où les filières des produits agricoles sont maîtrisées, où l'enseignement agricole est convainquant, on peut douter de leur effectivité au Sénégal, où les expériences de syndicalisme agricole sont encore récentes.

Toutefois, les promoteurs d'un tel modèle sont conscients de la complexité de la tâche. Les défis à relever sont nombreux et concernent *"l'adaptation à un environnement plus instable et*

plus concurrentiel, la nécessité de nouvelles règles de jeu et de nouveaux acteurs au regard du retrait de l'État, le besoin de limiter les asymétries entre acteurs" (Rapport Banque Mondiale, 2002). Ces « asymétries » se manifestent pleinement dans le monde de l'élevage au Sénégal, car les organisations y sont en réalité déconnectées du monde des éleveurs et ne sont pas représentatives. Les plus influentes sont basées à Dakar. Les membres les plus influents sont considérés par les éleveurs comme des "bureaucrates" chargés d'organiser des réunions et de chercher des financements. Nous reviendrons sur ce sujet quand nous aborderons le débat sur l'identité professionnelle au sein des organisations professionnelles dans le chapitre trois.

Parmi les « projets » qui interviennent dans le domaine de l'agriculture, certains sont essentiellement consacrés à l'élevage. Quatre projets de développement couvrent l'ensemble des zones d'élevage du Sénégal : le PAPEL (Projet d'Appui à l'Élevage) dans plusieurs communautés rurales du Sud du Ferlo, le PAPF (Projet d'Autopromotion Pastorale dans le Ferlo) dans le Centre Nord du Ferlo, le PRODAM (Projet de Développement Agricole de Matam) au Nord Est du Ferlo et le PDESO (Projet de Développement de l'Élevage au Sénégal Oriental et en Casamance). Chacun de ces projets a un volet dédié à la "professionnalisation" des éleveurs par des activités locales d'alphabétisation, l'apprentissage de méthodes de gestion de l'exploitation agricole, d'adoption de systèmes d'organisation collective, de mise en place de mutuelles de crédit, etc. Au-delà des ambitions de créer une profession agricole à l'image de la France, la professionnalisation agricole se traduit surtout par un ensemble d'initiatives de renforcement tous azimuts des capacités des organisations de producteurs, soutenues par des organismes *« utilisant les organisations comme de simples instruments au service d'objectifs qui leur sont propres et ont tendance à découper la réalité du monde agricole et rural par des approches thématiques (pauvreté, ressources naturelles, filières, genre...) »* (Rapport Banque Mondiale, *ibid.*).

Conclusion

Ces éléments permettent de situer les injonctions de remise en cause du modèle d'élevage extensif par les prescripteurs dans le contexte. Les divergences de points de vue seront évoquées en profondeur dans les chapitres suivants, à l'appui de résultats d'enquêtes. Les positions recensées ici mettent en relief l'écart entre l'expression d'une identité sociale des éleveurs peuls et la visée de modernisation des pouvoirs publics. Ainsi, les différents acteurs concernés par le développement du métier d'éleveur voient de manière différente la façon dont il devrait être mené et les modalités de son évolution. Ces écarts, à l'origine de nos

interrogations, nous ont conduit à expliquer la construction de cette identité sociale et dire à quoi correspond la prescription de changement du modèle d'élevage.

Pour analyser la construction de l'identité sociale des Peuls, nous nous sommes référés aux différentes conceptions de l'ethnicité, dans un contexte où des dimensions de cette ethnicité sont parfois utilisées pour se reconnaître dans le groupe social « des Peuls » avant d'être considéré comme éleveur. Les différentes acceptions de l'ethnicité font ressortir les enjeux des revendications identitaires. Que l'ethnie soit une substance, ou qu'elle évoque une altérité, qu'elle soit une création coloniale ou qu'elle relève d'une instrumentalisation, « l'acteur » s'en sert pour se positionner face à des enjeux sociaux, économiques et culturels. La dimension instrumentale des revendications identitaires ethnique, qui a particulièrement retenu notre attention, nous permet de mieux appréhender les logiques d'acteurs développées.

L'autre enjeu de cette analyse de l'identité sociale est d'explicitier les marqueurs identitaires utilisés par les Peuls. Un certain nombre d'éléments permettent de se reconnaître comme membre du groupe social peul : la langue est un élément essentiel même si certains auteurs le remettent en question (Paul Eguchi et Victor Azarya, 1993 ; Boutrais, 1994) ; le Pulaaku, de même que l'islam sont des marqueurs qui n'ont pas échappé à la critique pour leurs caractères essentialistes. Enfin, l'élevage bien que marqueur insuffisant en tant que tel pour définir l'identité sociale, constitue l'élément moteur qui nous intéresse particulièrement dans le sens où il relie l'identité sociale et l'identité professionnelle.

Chez les prescripteurs, les représentations sur les éleveurs et sur ce que doit être un élevage performant justifient l'injonction au changement de modèle d'élevage et à la "professionnalisation", qui renvoie dans une certaine mesure à un processus identitaire porté par les institutions publiques sénégalaises, appuyées essentiellement par la Coopération française et la Banque Mondiale. La professionnalisation prend une double forme dans le contexte du Sénégal : la création des acteurs collectifs se substituant à l'État qui se désengage de l'action publique ; la projection sur les éleveurs sénégalais d'un modèle d'évolution de la profession agricole qui a fonctionné ailleurs, où le paysan traditionnel a cédé la place à l'agriculteur professionnel pour une co-construction et une cogestion du développement agricole.

Chapitre 2: Cadre théorique et méthodologique

"(...) il y a une culture technique qui est indispensable pour éviter de faire autre chose que de l'enregistrement un peu naïf du donné tel qu'il se donne. L'importation de problématiques étrangères, internationales, donne une distance et une liberté : elle permet de ne pas être collé à la réalité, aux évidences, à l'intuition indigène qui fait qu'à la fois on comprend tout et qu'on ne comprend rien. C'est ce qui fait la différence entre l'ethnologie spontanée des amateurs et l'ethnologie professionnelle".

Extrait d'un entretien avec Pierre Bourdieu, par Mouloud Mammeri

Awal. Cahiers d'Études berbères, n° 1, 1985.

Le chapitre précédent a posé une partie de notre objet de recherche : nous voulons comprendre comment les éleveurs réagissent aux injonctions dont ils font l'objet. Ces injonctions émanent des politiques publiques pour le développement de l'élevage ; dans le contexte sénégalais, caractérisé par de fortes contraintes physiques et économiques à l'exploitation des ressources et par des prescriptions de changement du modèle de production, la recherche sur le pastoralisme s'est souvent attelée à mettre la lumière sur les stratégies d'adaptation développées par les pasteurs. Pouillon (1990) pense que *l'adaptabilité* est congénitale aux pasteurs appelés à exploiter un environnement contraignant. Il réfute la thèse de la *stagnation technique* selon laquelle les sociétés pastorales semblent être maintenues dans l'élevage extensif. On devrait selon lui remplacer cette notion par celle de système *multi-ressources* pour mieux rendre compte de la capacité des éleveurs à mobiliser leurs liens au marché, à la ville, à l'État, etc. Bonfiglioli (1990) a traité la manière dont les éleveurs s'impliquaient dans l'agriculture pour traverser une crise, pour reconstituer un troupeau ou simplement pour profiter davantage des opportunités agricoles des zones qu'ils exploitent. Il a ainsi parlé d'*agropastoralismes d'opportunité, de sécurité ou de passage*. Santoir (1994) a montré comment dans la vallée du Fleuve Sénégal les éleveurs ont remplacé le gros bétail par les petits ruminants et comment ils ont intégré d'autres activités non agricoles dans leurs stratégies de survie face aux crises climatiques. Ainsi, de multiples études au Sahel fournissent des éclairages sur l'évolution socioéconomique des sociétés pastorales. Notre projet est de voir ce que renferment ces stratégies d'adaptation des pasteurs mises en avant dans la littérature, parfois « sublimées » par les auteurs qui insistent sur la ténacité des acteurs des systèmes pastoraux à maintenir leur mode d'exploitation des ressources malgré l'ampleur

des contraintes auxquelles ils sont confrontés. Face à ce tableau de sociétés pastorales se débattant dans des conditions à la limite du tenable et sans cesse stigmatisées, voire persécutées, ou plus récemment stylisées par leurs capacités de « résilience », nous nous interrogeons sur la dynamique des identités professionnelles et sociales. Comment les logiques pratiques des éleveurs sont-elles l'expression de formes identitaires ? Comment renvoient-elles à des façons de se penser éleveur ? Comment prennent-elles la forme de revendications identitaires dans un contexte de professionnalisation du métier d'éleveur ? Ces interrogations ouvrent un débat sur l'identité des éleveurs du Ferlo. Cette notion d'identité a été évoquée dans le chapitre précédent, qui a également traité de la professionnalisation. Les approches sociologiques de l'identité nous aideront à appréhender les transactions identitaires et leurs significations en termes de changement.

Ce chapitre deux est organisé en trois parties : il aborde dans un premier temps les théories sociologiques de l'identité, dans un deuxième temps les liens entre la théorie de l'identité et celle du changement, et dans un troisième temps, notre dispositif d'enquête sera présenté.

I. Apport des théories sociologiques à la définition de l'identité

Les travaux en anthropologie insistent sur les marqueurs identitaires peuls, mais ils ne nous disent pas grand-chose sur les rapports des individus à ces marqueurs identitaires et sur la façon dont leur identité se construit. Pour appréhender le rapport aux changements dans les pratiques d'élevage des éleveurs peuls du Ferlo, nous avons besoin de connaître les liens qu'ils entretiennent avec le marqueur social emblématique qu'est l'élevage. Les approches sociologiques des identités sociales et professionnelles apportent des éléments de réponse. Nous mobiliserons l'approche des identités de Claude Dubar dans un premier temps pour comprendre comment se construit une identité, et celle de Touraine dans un deuxième temps, pour saisir les formes identitaires, à travers les rapports que les éleveurs entretiennent au "monde".

De manière basique, on peut définir l'identité comme les caractéristiques ou les attributs attachés à une personne qui permettent de savoir qui elle est, comment elle se différencie d'autres personnes. L'identité est d'abord sociale, acquise par l'individu dans la sphère familiale et plus largement dans son groupe social d'appartenance. L'identité est donc le produit de la socialisation, qui est conceptualisée de différentes manières en sociologie et en psychologie. A la lecture de Claude Dubar (2000), nous retenons trois manières de concevoir la construction d'une identité : la construction psychologique, la vision objective et l'identité

résultant d'une construction sociale. L'auteur fait ressortir deux dimensions fondamentales qui combinent visions subjectivistes et objectivistes sur la question de l'identité. La conception de l'identité comme fruit d'une construction psychologique (Piaget), l'identité résultant de l'incorporation d'habitus, vision objective portée par Durkheim et Bourdieu, enfin l'identité résultant d'une construction sociale de la réalité. L'intérêt de la réflexion de Dubar est d'articuler différentes conceptions théoriques et permet de questionner le rapport des individus à leur identité.

1. De la socialisation à l'identité

Nous reprenons ici les différentes théories de la socialisation de la sociologie, et nous examinons tour à tour les points de vue fonctionnalistes, constructivistes et la conception intégrée qu'en propose Dubar.

▪ ***La dimension psychologique de la construction de l'identité***

Selon Piaget (1932 ; 1964) (cité par Dubar, op.cit.), la socialisation de l'enfant lui donne son identité. Cette approche fonde son point de vue sur les caractères fondamentaux de la culture du groupe social d'appartenance, l'importance des premières relations et acquisitions. Selon Piaget, parler de socialisation équivaut à se référer à la psychologie génétique ; le développement mental de l'enfant suit un processus d'équilibration non linéaire, entre les formes d'organisation cognitives et affectives de l'activité mentale. Ainsi, le comportement de l'enfant résulte de l'interaction entre son organisme et son environnement social. Comme en prolongement de cette approche, l'anthropologie culturelle et le fonctionnalisme expliquent la socialisation à partir de l'étude des adultes en société. L'anthropologie culturelle conclut que la formation des personnalités individuelles vient d'une incorporation progressive par l'individu de la culture de sa société d'appartenance.

▪ ***Identité : construction objective des structures sociales***

Les points de vue de Durkheim (1911) se situent à un autre niveau : ils intègrent la dimension objective de la construction de l'identité. La socialisation correspond au conditionnement de l'individu par l'éducation, l'individu acquiert son identité par un processus de transmission. Durkheim parle « *d'éducation méthodique de la jeune génération* », l'enfant étant un être vierge et malléable, on lui transmet « *les modèles culturels* » des générations précédentes. La socialisation est donc un processus de transmission linéaire, qui se fait par l'éducation, comprise comme transmission par la contrainte d'un « *esprit de discipline* » et d'un

« *attachement aux groupes sociaux* ». C'est une vision proche de celle de Piaget, à la différence que ce dernier met plus l'accent sur la coopération que sur la contrainte.

- ***Identité comme incorporation d'un habitus***

La socialisation comme incorporation d'un habitus est le point de vue de Bourdieu, pour qui l'identité résulte de l'intériorisation de conditions objectives et d'extériorisation de dispositions subjectives. L'identité subjective de l'individu (identité pour soi) a un contenu socialement produit, et le monde extérieur est perçu comme une réalité qui impose ou attribue une réalité objective (identité pour autrui). Cette conception de l'identité résout partiellement les questions relatives à la reproduction des structures, car il semblerait dans sa définition que l'individu est conditionné de telle sorte qu'on pense exclure toute possibilité de changement social. Dubar précise d'ailleurs que Bourdieu prend la précaution de préciser que l'habitus ne reproduit les structures dont il est le produit que « *dans la mesure où les structures dans lesquelles il fonctionne sont identiques ou homologues aux structures objectives dont il est le produit* » (Dubar, 1991 :68 citant Bourdieu 1974). Dans cette conception, l'habitus d'un individu dépend de celui de ses parents et des conditions objectives dans lesquelles il a été élevé. La trajectoire des individus est déterminée par l'ensemble des dispositions subjectives capables de structurer des représentations et de générer des pratiques à travers des champs sociaux comme la famille, l'univers professionnel (ibid.).

- ***Identité comme construction sociale***

À contre courant des approches qui considèrent que l'identité de l'individu se constitue par l'incorporation des manières d'être de son groupe d'appartenance, les tenants d'un constructivisme formulent que l'individu ne cherche pas seulement à se conformer à la culture de son groupe, il est confronté à une double exigence qui le pousse à se faire reconnaître par les autres et à accomplir les meilleures performances possibles (ibid.). Dubar mobilise Habermas (1987), Hegel (1805), Max Weber (1964, 1965, 1971, 1946), pour théoriser la dualité du social, par opposition à l'unité du monde social pris comme un présupposé des approches culturelles et fonctionnalistes de la socialisation. Dans le même courant de pensée, Peter Berger et Thomas Luckmann (1966), traitent du lien entre la socialisation et le changement social. Ils considèrent que la socialisation primaire n'est pas achevée, que la socialisation secondaire correspond à "l'acquisition de savoirs spécifiques et de rôles directement ou indirectement enracinés dans la division du travail" et complète la construction

de l'identité (Berger et Luckmann, 1966 ; cité par Dubar, 1991) La socialisation permet ainsi le changement social et non seulement la reproduction de l'ordre social.

▪ ***L'identité, à la charnière d'une transaction biographique et relationnelle***

La difficulté de cerner l'identité résulte selon Dubar du fait qu'elle met en jeu objectivité et subjectivité, deux notions souvent abordées en sociologie dans une logique d'opposition. Il s'emploie à articuler ces différentes conceptions de la socialisation et propose de prendre en compte toutes les approches de la socialisation, processus par lequel l'identité se construit. L'identité est le résultat d'une double transaction. Les individus ayant acquis des schèmes de perceptions préalables épousent des formes identitaires qui ne sont pas mécaniquement déterminées par les appartenances sociales, mais résultent d'interactions entre dimensions biographiques et relationnelles. Les deux processus, acte d'attribution (« *l'image qu'autrui nous confère* ») et acte d'appartenance (« *image que nous nous octroyons* »), qui produisent l'identité sociale ne se transmettent pas de génération en génération. L'identité « *est construite par chaque génération sur la base des catégories et des positions héritées de la génération précédente mais aussi à travers les stratégies identitaires déployées dans les institutions que traversent les individus et qu'ils contribuent à transformer réellement.* » (Dubar, 2000 : 122). Par conséquent, l'espace de reconnaissance de l'identité sociale dépend très étroitement de la reconnaissance ou de la non-reconnaissance des savoirs, des compétences et des images de soi, noyaux durs des identités par les institutions (Dubar, ibid.). La transaction entre les individus porteurs de désirs d'identification et de reconnaissance, et les institutions offrant des statuts, des catégories et des formes diverses de reconnaissances, peut être conflictuelle. Nous supposons que c'est ce qui se passe dans le cas de l'identité professionnelle d'élèveur au Sénégal, où les rapports entre les éleveurs et leurs « partenaires » prennent des formes variées. Les partenaires de cette transaction peuvent être multiples : les collègues de travail (entre éleveurs), la hiérarchie de l'institution (si on considère le monde du développement de l'élevage comme une institution, les transactions identitaires se font entre les éleveurs et les prescripteurs), les représentants syndicaux (les organisations professionnelles), l'univers de la formation (les vulgarisateurs ou animateurs de projets), l'univers de la famille (à l'intérieur des familles d'éleveurs), etc. Les conséquences directes ou indirectes de ces processus seraient des changements dans les interactions avec le monde extérieur.

La distinction des dimensions temporelles/spatiales et biographique/relationnelle des formes identitaires est pertinente pour notre analyse. Elle s'inscrit en effet dans la logique de notre

approche, qui accorde de l'intérêt à la fois à la trajectoire (biographique et temporelle) des individus et à leurs réseaux d'appartenance (relationnelle et spatiale).

Une chose est de distinguer les formes identitaires et les processus qui les construisent, les conservent et les utilisent, une autre est de voir comment elles évoluent dans un contexte d'injonctions et de crise qui est une des caractéristiques de l'élevage au Sénégal. La difficulté à aborder l'identité professionnelle des Peuls réside dans le fait que dans les sociétés peules les deux processus par lesquels les individus acquièrent des identités à la fois sociale et professionnelle se déroulent dans les mêmes structures sociales. Mais au regard de la complexité de la construction des identités, et sachant que les ordres sociaux dans un contexte mouvant ne se reproduisent pas à l'identique, nous avons formulé l'hypothèse que les Peuls ne se définissent plus exclusivement comme des éleveurs. La référence à Dubar nous permet de déceler les mécanismes qui aideront à dire que les pratiques d'élevage ne se transmettent pas de génération en génération, et surtout à marquer la distance entre l'identité sociale (être peul) et l'identité professionnelle (être éleveur) que nous avons identifiée dans le chapitre précédent.

Nous interrogeons le rapport entre l'identité professionnelle et l'identité sociale peule, compte tenu de la dimension emblématique que l'élevage (« *gaynako* ») revêt pour les éleveurs peuls. « *Le terme gaynako est dérivé de gaynaawo qui signifie l'éleveur en puular. Il désigne à la fois celui qui est propriétaire et celui qui s'occupe du troupeau, il ne précise ni le lien au troupeau, ni le statut du travail. L'imprécision du statut expliquerait qu'il soit positivement connoté en milieu pastoral et empreint d'une certaine forme de noblesse. Cette appellation est d'autant plus appréciée dans une société se réclamant de l'Islam, qu'elle reflète l'image du prophète Mahomet qui a été berger. Elle est très fréquemment revendiquée et assumée par des éleveurs qui ont une haute opinion de leur métier* » (Wane et al., 2009). Nous avons montré dans le premier chapitre la relation forte entre l'activité professionnelle d'élevage et le marqueur social de « foulanéité ». La notion d'identité professionnelle avec un marqueur « emblématique » extériorisé, *gaynako*, est à présent mise en rapport avec les conceptions contemporaines que les acteurs ont de leur identité sociale. Nous prenons donc parti pour une approche moins culturaliste et plus interactionniste de l'identité professionnelle.

Pour interroger la dynamique des identités chez des acteurs qui voient leur identité professionnelle reconsidérée, leur rapport au travail questionné, un détour par la théorie sociologique des professions est utile.

La sociologie française des professions est née avec un retard sur la sociologie anglo-américaine dans laquelle, une « profession » se distingue d'une « occupation ». Dans cette sociologie, « profession » renvoie à un nombre limité d'activités légitimées par l'obtention de diplômes, l'existence de code d'éthique, un monopole légal et un ensemble de protections, contrairement aux « occupations » qui regroupent les métiers n'ayant pas ces caractéristiques. Ce retard explique en partie la difficulté d'utiliser le terme profession en France par les sociologues sans prendre en compte cette distinction qui cristallise quelque part un écart entre les professions libérales et les occupations des métiers.

Dans les productions scientifiques françaises, la notion de profession se structure (Dubar et Tripier, 2003) autour de deux axes : le premier d'ordre économique se centre sur la conduite d'une activité rémunératrice ; le second, identitaire, renvoie à une conception partagée du rapport au travail et, par conséquent, sur l'appartenance à un groupe se reconnaissant un même savoir-faire. Ces deux auteurs donnent les trois principaux sens du terme. Le premier sens renvoie à quelque chose qui s'énonce publiquement et qui est lié à des croyances politico-religieuses dans le sens de l'expression de profession de foi. Le deuxième sens est le travail que l'on fait dès lors qu'il permet d'en vivre grâce à un revenu. Le troisième sens désigne un ensemble de personnes exerçant un même métier.

Pourtant le débat autour de ce qu'est une profession est marqué par de sérieuses controverses entre fonctionnalistes et interactionnistes. Si la dimension économique ne pose pas de difficultés majeures, il n'en est pas de même pour le rapport au travail qui peut prendre des formes diverses selon le groupe professionnel concerné. Ces controverses ont été structurées autour de trois antinomies mises en relief et discutées par Champy (2009).

- L'antinomie de la spécificité explique le malentendu entre fonctionnalistes et interactionnistes. Pour les fonctionnalistes, seules les activités qui supposent la maîtrise de savoirs de haut niveau sont des professions ; les interactionnistes considèrent que des métiers non pris comme des professions utilisent des savoirs ésotériques. L'auteur considère qu'il n'existe pas réellement de différence entre les deux courants sur le rapport au travail au sens de profession ou de métier.

- L'antinomie de l'unité des professions. Selon les fonctionnalistes il y a une identité commune aux membres d'une profession alors que pour les interactionnistes la diversité est un élément fondamental au sein d'un même groupe professionnel.

- La dernière antinomie est relative aux statuts (les protections et l'autonomie des professionnels) des professions. Pour les fonctionnalistes, ces statuts sont nécessaires à la

conduite du travail, par exemple le travail des médecins ne peut être jugé que par des médecins. Pour les interactionnistes, ces protections et cette autonomie sont les résultats contingents de luttes motivées par la recherche de prestige et d'avantages économiques.

Champy apporte un regard critique sur l'approche interactionniste dans son insistance sur la diversité au sein des professions qui, pour lui, finit par nier la réalité d'une profession. Il renouvelle le besoin de revenir à une approche substantialiste qui insiste sur l'identité commune au sein d'un groupe professionnel.

En ce qui nous concerne toutefois, comme nous l'avons déjà spécifié, nous ne voulons pas nous enfermer dans une perspective culturaliste et déterministe sur l'identité professionnelle des éleveurs. Nous avons montré que ce risque menace toujours les travaux sur les sociétés pastorales. Il nous semble difficile à éviter avec le parti pris fonctionnaliste. Aussi choisissons-nous une approche interactionniste qui échappe à une supposée homogénéité des façons de voir.

Ces considérations sur les notions de métier et de profession ont installé un débat qui ne facilite pas la prise en compte des savoir-faire des individus. Les réflexions de Demazière et Gadea (2009) permettent d'étendre l'analyse sociologique des rapports au travail à toutes les activités des individus. Ils soulignent dans leur ouvrage sur les groupes professionnels, le passage d'une sociologie française du travail dans laquelle, les termes de profession et de groupe professionnel occupent une place marginale, à une production scientifique plus récente où ces termes ont une position plus centrale (Demazière et Gadea, *ibid.*). Les auteurs expliquent que la polysémie du terme profession a poussé certains sociologues à utiliser l'expression *groupe professionnel* pour élargir le champ d'utilisation au-delà des professions libérales, sans en réduire le sens essentiel. De ce point de vue, nous retenons cette expression à la place de profession pour désigner les éleveurs. Cette expression : *"désigne alors des ensembles de travailleurs exerçant une activité ayant le même nom, et par conséquent dotés d'une visibilité sociale, bénéficiant d'une identification et d'une reconnaissance, occupant une place différenciée dans la division sociale du travail, et caractérisé par une légitimité symbolique. Ils ne bénéficient pas nécessairement d'une reconnaissance juridique, mais du moins d'une reconnaissance de fait, largement partagée et symbolisée par leur nom, qui les différencie des autres activités professionnelles* ». Une telle acception permet de regarder « *les groupes professionnels non comme des ensembles protégés, fermés ou codifiés, mais comme des processus évolutifs, vulnérables, ouverts, instables. La consolidation de champ de recherches s'appuie alors de manière privilégiée sur l'exploration de dynamiques*

professionnelles, c'est à dire des processus d'émergence, de différenciation et d'autonomie d'activités professionnelles, et, plus largement, des mouvements diversifiés, ambigus et contradictoires de transformations des activités professionnelles » (ibid., p20).

Les dynamiques identitaires en cours dans le groupe professionnel des éleveurs pourraient se prêter ainsi au même type d'analyse.

La question de la construction théorique de l'identité sociale et professionnelle mise au clair, nous pouvons maintenant tenter de montrer la place des dynamiques identitaires dans l'analyse du rapport au changement des éleveurs.

II. La place des dynamiques identitaires dans le rapport au changement

1. Lier le changement au développement des éleveurs

Le rapport des éleveurs au changement est traité ici à travers la dynamique des identités professionnelles et sociales. Nous avons montré dans le chapitre précédent que l'élevage est soumis à des injonctions de changement centrées sur leur professionnalisation. Les éleveurs pratiquent leur métier dans un environnement d'interventions visant à changer les façons de faire, proposant de nouvelles formes d'organisation, l'institutionnalisation de rapports au travail, etc. Sans rentrer dans un débat sur le développement, nous en donnons une définition cohérente avec le présupposé sous-tendant le processus de professionnalisation exposé dans le chapitre 1. Le développement, selon Rist (2007), est devenu un « mot valise » porteur d'idéaux et d'imaginaires car reposant sur une croyance profondément ancrée dans l'imaginaire occidental, où la croissance économique est la pierre angulaire des actions capables d'assurer l'épanouissement et la prospérité aux individus. Cette définition donne une idée des controverses sur ce concept. Une autre définition abonde dans le même sens en s'érigeant en contre-modèle du développement tel que véhiculé par les institutions internationales de lutte contre la pauvreté. « *Le développement, c'est le passage de soi à soi-même à un niveau supérieur* » (Ki Zerbo, 1988). Ces définitions montrent que le développement est prôné contre le sous-développement, en mettant en exergue le passage d'un stade à un autre, par conséquent, des changements de toutes sortes.

Dans une perspective sociologique, il y a développement lorsque des individus et /ou des institutions sont capables de se constituer en tant qu'acteur de développement. Dès qu'on se positionne sur cet axe de recherche, le choix est fait de mobiliser une approche interactionniste. Ainsi, la sociologie d'Alain Touraine, bâtie autour de la notion d'historicité, considère que le fonctionnement des sociétés repose sur le travail qu'elles effectuent sur elles-

mêmes. Dans ce cadre, l'action sociale est l'expression d'une identité où l'acteur se définit en opposition à un adversaire pour un enjeu. Nous empruntons sa définition de l'historicité pour appréhender les dynamiques identitaires des éleveurs et pour comprendre les mécanismes au travers desquels la société pastorale du Ferlo travaille sur elle-même. *« J'appelle historicité cette distance que la société prend par rapport à son activité. La société n'est pas ce qu'elle est mais ce qu'elle se fait être : par la connaissance, qui crée un état des rapports entre la société et son environnement ; par l'accumulation, qui retire une partie du produit disponible du circuit aboutissant à la consommation, par le modèle culturel, qui saisit la créativité sous des formes qui dépendent de l'emprise pratique de la société sur son propre fonctionnement. Elle crée l'ensemble de ses orientations sociales et culturelles par une action historique qui est à la fois travail et sens. »* (Touraine, 1973 : p10). L'historicité est donc une prise de distance, qui permet à la société d'avoir une vue sur le type de connaissance que le modèle culturel oriente ou dirige, sur là où la société veut aller. On pourrait dire que le modèle culturel auquel se réfèrent les prescripteurs de l'élevage au Sénégal intègre la conception d'un élevage « moderne » occidental. Le type de connaissance nécessaire pour arriver à cette fin est celui mobilisé aujourd'hui dans les programmes de modernisation, menant par exemple à l'insémination artificielle, à la réduction des effectifs des troupeaux et donc à l'intensification de la production, à la sédentarisation et plus profondément à la professionnalisation des éleveurs.

Touraine parle de la société entière mais il est possible de raccrocher son modèle d'analyse à notre réflexion sur le sous-secteur de l'élevage. Le développement de l'élevage se joue à différents niveaux, conceptualisés dans notre dispositif de recherche, dans la section suivante, sous le nom de « mondes » de l'élevage. Le travail de la société sur elle-même dans ce contexte se fait au sein de ces mondes, aux dynamiques sociales propres où différentes formes identitaires cohabitent et alimentent l'action collective.

Ainsi, appréhender les dynamiques identitaires au regard de préoccupations de développement revient à voir dans quelle mesure les formes identitaires défendues par les éleveurs du Ferlo sont susceptibles de faire d'eux des acteurs de développement, c'est-à-dire des individus qui dans leur action, concertée ou non, contribuent à faire passer intentionnellement leur société d'un état à un autre, à travers leur posture professionnelle et les articulations entre ces postures.

Il ne s'agit pas de savoir si une identité professionnelle, à qualifier, est plus ou moins en phase avec l'idéologie du développement dans le sens que lui confèrent les institutions de

développement officielle. Nous cherchons ici dans quelle mesure les éleveurs ont des postures d'acteurs du développement, c'est-à-dire portant et défendant des façons de faire à même de répondre à des problèmes. Au Sénégal, l'idéologie du développement de l'élevage portée par les « prescripteurs » se démarque du modèle d'élevage éprouvé et « ancestral » des éleveurs peuls du Ferlo. Cette idéologie apparaît clairement dans le précédent chapitre sur les conceptions du bon élevage. Toutefois, il n'existe pas réellement de débat professionnel, puisque les pouvoirs publics « prescrivent » le développement et les éleveurs le « subissent », même s'ils en discutent entre eux et expriment leurs points de vue. Appréhender le rapport au changement des éleveurs du Ferlo revient donc à saisir les normes et les pratiques d'élevage actuelles ainsi que les changements opérés et ceux refusés. Mais c'est aussi regarder le rapport des éleveurs aux institutions de l'encadrement, de comprendre comment ces changements se réalisent et comment ils rendent compte du positionnement des éleveurs, face aux multiples injonctions et prescriptions de développement.

Nous interrogeons les articulations entre les conceptions de l'élevage et du métier d'éleveur dans la société pastorale pour comprendre si ces représentations forment une vision du développement de l'élevage. Nous supposons que les formes de connaissance développées par les éleveurs sont le résultat de leurs socialisations primaire et secondaire. Toutefois, elles sont consolidées et/ou soumises au mouvement par les échanges avec les pairs (Darré, 1994) et par l'évolution politique et socioéconomique de l'environnement. Ce type d'hypothèse, utilisé notamment par le Groupe d'Expérimentation et de Recherche pour un Développement et des Actions Localisées (Gerdal)²², dans son étude des réseaux de dialogues des agriculteurs, fournit un cadre de compréhension des mécanismes au travers desquels les agriculteurs changent leurs façons de faire et de penser, à partir d'interactions qu'ils entretiennent entre eux et avec leur environnement. En référence à ce cadre, nous considérons que les représentations que les éleveurs se font de leur activité dépendent des interactions présentes qu'ils entretiennent avec d'autres, qui leur permettent de redéfinir, de réorienter et ou maintenir leurs façons de faire. L'une des questions auxquelles nous tentons de répondre est celle de savoir dans quelle mesure ces relations produisent des changements.

Les espaces d'interactions constitutifs de représentations, de façons de faire, doivent être définis. Plusieurs lectures sont possibles, en sociologie et en anthropologie. Les notions de

²² Le Gerdal, une association créée en 1983, avait pour mission de conduire une expérimentation d'un dispositif de développement agricole, de conduire un ensemble de recherches associées et de faire connaître ses travaux et résultats. Il est né sur un projet soumis par Jean-Pierre Darré. En dehors des publications dans des revues scientifiques, le Gerdal a deux publications propres : Inter-gerdal et les cahiers du Gerdal (Cahiers n° 9, Février 1987).

« *champ* » de Bourdieu (1992), de « *groupe professionnel local* » de Darré (1986) ou d'« *arène* » de Thomas Bierschenk et Jean-Pierre Olivier de Sardan (1994) permettent de repérer ces espaces, et les processus de génération des formes de connaissances qui seraient à l'origine des normes du groupe. Une analyse en termes de champ semble pertinente en société pastorale, où l'organisation fortement hiérarchisée institue des positions sociales de groupes et d'individus. Chaque individu dispose d'un volume et d'une nature de « *capital*²³ » qui détermine sa place dans l'espace social. La crédibilité accordée aux idées et aux pratiques des uns et des autres sera certainement fonction de la position sociale occupée dans cet espace. La répartition des savoir-faire, comme celle de la majorité des ressources économiques, relationnelles..., obéit sans doute, dans ces milieux, dans une certaine mesure aux dispositions préétablies par la structure sociale. Nous faisons l'hypothèse qu'aujourd'hui, ces structures sociales peuvent être modifiées, avec l'apparition d'autres formes de capitaux. La pluriactivité, la flexibilité et les capacités individuelles à gérer des risques sont des ressources dont la possession ouvre des possibilités d'ascension sociale et économique, et peut remettre en cause un ordre social basé sur les castes et les lignages.

Le groupe professionnel local (G.P.L) représente, dans les travaux de Darré et de l'équipe du Gerdal, un espace de positionnement social et de construction de formes de connaissance défini par trois conditions : i) « *ses membres ont des activités semblables* », ii) « *ils ont des occasions fréquentes de dialogues et ils se voient travailler* », iii) « *ils font explicitement référence à ce groupe* » (Darré & al, 1989). La production de connaissance, qui ne peut avoir lieu qu'à l'issue d'échanges, est à l'origine de la transformation des façons de faire et de penser. Les agriculteurs, dans l'exercice de leur activité, produisent ainsi les normes du métier. Nous ferons référence à cette approche à propos du groupe professionnel, mais nous supposons qu'à côté de cette notion de GPL opératoire pour détecter la dynamique locale des normes de travail, il existe en milieu pastoral sénégalais d'autres formes de groupes organisés qui ne sont ni professionnels, ni locaux et jouent sur la façon d'être éleveur. Ces groupes dépassent en effet les liens professionnels et sont structurés autour de rapports familiaux, religieux, sociaux ou politiques. Nous faisons donc l'hypothèse qu'il existe plusieurs espaces ou champs constitués de façon explicite et implicite à travers lesquels les éleveurs s'expriment et confrontent leurs idées. Le propos n'est pas alors de chercher un groupe professionnel local

²³ Le capital social est un des concepts phares de la sociologie de Bourdieu (1964), pour lui, les individus possèdent des volumes et structures de capitaux de différentes sortes (culturel, financier, social, symbolique, ...). Ces capitaux déterminent la place qu'occupent des individus sur l'espace social qui est fait de rapports de domination.

correspondant textuellement à la définition de Darré, mais plutôt de faire attention aux différents réseaux de dialogues à travers lesquels les éleveurs échangent sur les conduites d'élevage. Dans le Ferlo, les échanges d'informations sur tous les domaines de la vie sont des moments privilégiés de dialogue sur les nouvelles pratiques et la disponibilité des ressources. Des espaces informels de rencontre existent dans les paysages pastoraux, sur les lieux des forages et les marchés, lieux de rencontre et de transactions économiques. Toutefois, les interactions où les normes sont discutées sont moins visibles et restent à identifier. Si nous sommes dans un milieu où presque tout le monde connaît tout le monde et où tout le monde se parle, tout le monde ne parle pas de tout à tout le monde (Ancey, 2004).

L'analyse des espaces de construction des normes d'élevage pourrait aussi se référer à la notion d'arène, définie par les anthropologues du développement comme *"un lieu de confrontations concrètes d'acteurs sociaux en interaction autour d'enjeux communs. Un projet de développement est une arène. Le pouvoir villageois est une arène. Une coopérative est une arène"* (Bierschenk et De Sardan, 1994). Dans cette lancée, nous pouvons considérer les différentes organisations d'éleveurs comme autant d'arènes où des acteurs négocient pour définir des enjeux communs.

2. Appréhender des formes identitaires

Pour appréhender les formes identitaires dans ces espaces sociaux, ou arènes, autrement dit articuler la question identitaire et les espaces sociaux (et de développement) nous faisons référence à l'approche de l'identité de Touraine. Au-delà de l'identité individuelle (Dubar), une identité collective se définit. Être acteur de développement renvoie à trois principes.

Il faut que quelqu'un puisse dire « Je », qui renvoie au **principe d'identité (I)**, c'est-à-dire à quelqu'un qui se positionne par rapport à une cause. Le principe d'identité a la particularité de fournir la définition que l'acteur donne de lui-même. Dans notre cas, ce serait la conception par l'éleveur de la posture professionnelle qu'il incarne. Il faut qu'il soit capable de s'opposer à quelque chose, ce qui introduit le **principe d'opposition (O)**.

Enfin un troisième principe nécessaire est d'être capable de défendre un point de vue concernant un enjeu culturel global, la **totalité (T)**.

A partir de ces trois principes, nous explorons le double rapport de l'identité à un adversaire (I-O) et de l'identité à un enjeu (I-T). Pour cela, nous étudierons les rapports des éleveurs à trois institutions qui les engagent dans une relation aux autres, tout en étant des lieux de ressources et de contraintes. Nous les utiliserons comme analyseurs de leurs positionnements

social, cognitif et pratique, en regardant comment ils s'y investissent et ce qu'ils en pensent. Ces institutions : l'école, le marché et le « projet de développement » constituent des lieux d'observation pertinents des changements en cours. Nous mettons ces changements en perspective avec ceux qui s'opèrent dans la manière de conduire l'activité pastorale.

- **Trois analyseurs de I – O et I – T**

L'étude des rapports des éleveurs aux institutions a sous-tendu la plus grande partie de notre enquête auprès des éleveurs du Ferlo. Elle se fonde sur les hypothèses que nous avons formulées vis-à-vis de ces analyseurs.

- i) l'école, représentant une institution de transfert de connaissances, un outil d'ouverture et d'acquisition d'identité, nous intéresse particulièrement. Nous interrogeons les positionnements des éleveurs par rapport à cette institution qui a longtemps été présentée et discutée en sociologie comme un outil de socialisation, de libération et de domination (Foucault, 1975 ; Bourdieu, 1970). L'école fournit en principe les moyens cognitifs et concrets d'intégrer des réseaux sociaux autres que ceux de la sphère de socialisation primaire. Elle offre également aux fils d'éleveurs une porte de sortie du système quand le niveau de ressources économiques est bas et lorsque les fondements sociaux et techniques sont trop ténus pour permettre aux éleveurs peuls de maintenir leur système social. Mais l'école, comme l'a développé Michel Foucault (ibid.), est avant tout pour l'État, un outil de domination et de contrôle social. Nous tenterons de montrer dans cette lignée comment à travers cette institution, l'idéologie dominante marque le territoire et les esprits.
- ii) Le marché au sens spatial, comme lieu d'échange de biens et services, est l'une des institutions à travers lesquelles nous pouvons saisir les controverses importantes autour de l'intégration des éleveurs pastoraux à l'économie nationale, comme l'annonce le discours officiel sur le développement de l'élevage. L'inscription dans le monde marchand met en jeu des ressources économiques et sociales déterminantes pour les positionnements des éleveurs dans l'espace social. Toutefois, les échanges marchands sont encadrés dans des rapports sociaux du fait des réseaux sociaux et des structures sociales dans lesquelles sont insérés les éleveurs, et de mécanismes de confiance et de réciprocité (Granovetter, 1985). Nous reviendrons plus loin sur la façon dont s'opère l'encastrement.

iii) Le « Projet de développement » doit être entendu comme un idéal-type du mode d'intervention d'acteurs promouvant le développement. Le désengagement de l'État à partir des années 1980 a laissé place à un type d'intervention institutionnalisée sous forme de « projet ». Le « Projet », porté par des ONG ou par d'autres structures, que les éleveurs assimilent aujourd'hui largement à toutes les interventions extérieures, et par extension, à celles des pouvoirs publics, traduit une certaine défaillance de l'État à porter sa politique d'élevage. Il se situe à une autre échelle que le marché et l'école, car les éleveurs capitalisent des ressources dans ces deux types d'institutions pour les faire valoir dans leur rapport au « projet ». Celui-ci incarne localement à la fois l'État et tout autre organisme intervenant en milieu pastoral, quel que soit le domaine. Les éleveurs restent aux aguets pour capter le plus de bénéfices possibles avec cette « institution » qui « apporte » assistance et avec qui il faut s'allier.

Les constructions et transactions identitaires ne se déroulent pas seulement dans les lieux d'interaction avec ces institutions, mais aussi dans le groupe professionnel, la famille, le groupe social d'appartenance. Au sein des familles d'éleveurs, différentes visions de l'activité d'élevage et de la façon d'être éleveur se composent ou se heurtent. L'analyse des évolutions des rapports au travail des éleveurs, surtout des plus jeunes, nous permet de mettre le doigt sur des tensions internes aux familles, sur les façons dont ils se définissent comme éleveur, puisque le travail pastoral est dans une certaine mesure une manière de remplir les critères d'appartenance au groupe social. Des *habitus* pastoraux rassemblent les façons pastorales de penser et d'agir, portées par les structures sociales, qui sont des forces diffuses assurant une reproduction de l'ordre social. Mais, penser que les individus ne sont que pris par des forces sociales qui les contraignent à agir de telle ou telle manière est une façon réductrice d'interpréter la réalité. Au sein des familles d'éleveurs, plusieurs formes identitaires divergentes rentrent en concurrence sur ce que doit être l'élevage, et par conséquent ce que doit être le métier d'éleveur. Il y a une pluralité dans la façon de se penser éleveur.

Ensuite, dans les organisations professionnelles, la façon de définir l'identité est décalée par rapport à celle des éleveurs. Dans le débat professionnel, il y a une disjonction sur la manière de penser l'élevage entre les éleveurs actifs au Ferlo, et leurs organisations qui se disent professionnelles. Ceci nous conduit à mener un double exercice : d'abord regarder l'identité d'éleveur telle qu'exprimée par les éleveurs du Ferlo eux-mêmes, ensuite regarder l'identité d'éleveur telle qu'elle se définit au sein de ces organisations. Les positionnements par rapport au changement des "acteurs collectifs" que sont les organisations de producteurs sont

importants à cerner, parce qu'ils occupent l'espace du débat social formalisé. Ils représentent également l'outil censé transmettre les revendications des éleveurs aux décideurs politiques. Existe-il une ou plusieurs formes identitaires, ou figure professionnelle, autour desquelles se reconnaissent les éleveurs, capables de propulser un développement de l'activité dans le contexte actuel ? Comment ces identités se situent par rapport à celles de l'éleveur moderne, promue par les politiques publiques dans le cadre d'une modernisation de la production, fondée sur l'intensification des productions, l'insémination artificielle et une professionnalisation des acteurs ?

Au regard de la configuration du monde de l'élevage au Sénégal et compte tenu du contexte de professionnalisation de l'élevage caractérisé par un monde de l'élevage "discontinu", deux échelles d'observation s'imposent, résultant de la disjonction entre les éleveurs à la base et leurs institutions représentatives. Cette discontinuité relève du fait qu'il y a d'un côté des « éleveurs pratiquants », « parqués » dans le Ferlo, *loin*²⁴ de la bureaucratie et des institutions administratives ; de l'autre, un réseau d'acteurs « intéressés », constitués d'un autre type d'éleveur²⁵ très au fait des politiques et des enjeux, et d'agents de développement représentant des structures d'interventions très diversifiées. De ce point de vue, une lecture de l'action collective est utile pour représenter les enjeux qui se discutent au sein des représentations syndicales. Ainsi, pour nous, il est utile de voir comment cette forme d'organisation collective se raccroche aux formes identitaires des éleveurs du Ferlo.

Diverses approches sociologiques ont conceptualisé l'action collective.

L'action collective comme résultant de l'agir ensemble non intentionnel, est conceptualisé par Boudon (Boudon, 1977 ; cité par Neveu, 2000) dans la notion « d'effets pervers » ou « d'effets émergents » résultant d'un agrégat de comportements individuels sans intention de coordination. Dans cette optique, le collectif est la conséquence d'actions non concertées, c'est en quelque sorte à travers la poursuite d'objectifs purement individuels que les actions des agents sociaux aboutissent à des effets non recherchés et qui peuvent avoir des conséquences néfastes pour les individus. Cette perspective sociologique réduit selon nous le

²⁴ La problématique des rapports des éleveurs au monde a été transformée par les études de Barth (1969, et 73) et de Khazanov (1984), et il paraît caricatural de présenter les éleveurs comme des gens qui vivent déconnectés du monde extérieur, mais nous faisons exprès de marquer d'une part, la relative particularité des éleveurs du Ferlo maintenus dans l'enclavement par le manque d'infrastructures de communication. D'autre part, les organisations d'éleveurs censées établir une forme de lien entre les éleveurs et les administrations ont manqué à leur mission car la distance déjà grande entre ces organisations et les éleveurs ne cesse de se creuser.

²⁵ Les « éleveurs du dimanche » ainsi nommés de manière laudative par les services publics regroupent un ensemble très hétérogène d'agents économiques motivés par des raisons diverses allant de positionnement politique à l'accapement d'aide aux éleveurs.

champ de réflexion aux rationalités individuelles car nous voulons donner de la consistance aux acteurs collectifs assermentés qui s'organisent et portent les revendications explicites d'autres acteurs. Néanmoins, elle nous permet d'expliquer que malgré l'existence de ces acteurs collectifs, les motivations individuelles des éleveurs leaders ou membres actifs restent déterminantes et constituent dans certains cas une contrainte au bon fonctionnement des collectifs. On est en situation où les « effets pervers » seraient la somme des conduites individuelles au sein d'une organisation. Nous choisisons ici d'insister sur les dérives de mouvements conçus dans une logique de captation de ressources et de culture de l'aide. Des situations similaires dans le contexte africain du développement sont largement traitées par des anthropologues (Association Euro Africaine pour l'Anthropologie du changement social et du Développement APAD) qui ont travaillé sur la notion de courtier du développement.

Alain Touraine parle de mouvement social résultant de l'action concertée en faveur d'une cause, qui est le contre-point de l'approche précédente. Il définit « l'agir ensemble intentionnel » comme une " *Forme d'action collective qui prend la forme d'une lutte contre la domination (exemples : le mouvement ouvrier, le mouvement lycéen). Dans un mouvement social, la revendication d'indépendance n'est pas seulement dirigée vers la définition d'une catégorie particulière, mais elle s'affirme dans le but de contrôler les orientations culturelles d'une société* " (Touraine, p.131 1997). Sa réflexion devrait nous permettre de juger si le mouvement produit ou non du changement.

Nous interrogerons les rapports des éleveurs à ces structures formellement instituées pour porter leurs revendications : est-ce que leurs formes actuelles et leurs modes de fonctionnement incarnent des postures de développement de l'élevage au Sénégal ?

3. Dans une démarche compréhensive

Pour cerner le contexte de développement de l'élevage au Sénégal et traduire sur le terrain nos questions de recherche, nous empruntons le cadre analytique proposé par Howard Becker (1988) pour une sociologie de l'art. Il considère que la production artistique est le résultat d'interactions entre l'artiste, ses pairs, son public, ses collaborateurs, ses commanditaires et ses critiques qui se construisent. Un ensemble d'acteurs sociaux coopèrent au travers de procédures conventionnelles à travers des espaces sociaux d'interactions, faits de réseaux, qu'il appelle « les mondes de l'art ». Ces mondes sont caractérisés par l'appartenance à un même monde vécu mais ils ne sont pas pour autant des dispositifs structurels qui définissent *a priori* la nature des interactions entre acteurs et les implications de ces interactions. En

référence à sa logique, nous considérons le contexte du développement de l'élevage comme un « monde » pour faire référence aux différents espaces sociaux où les acteurs de l'élevage au Sénégal interagissent.

Le monde de l'élevage au Sénégal est structuré en trois « mondes » en interaction, au sein desquels se pensent et se déroulent les transformations de l'élevage. Pour schématiser, le « *monde des prescripteurs de changement* » formule les injonctions de développement en fonction de ses propres attentes ; le « *monde des professionnels concernés* », entendu ici comme l'univers des éleveurs du Ferlo, est le lieu des pratiques d'élevage ; enfin, nous tiendrons compte de la disjonction entre les éleveurs pratiquants dans le Ferlo et les organisations dites professionnelles, en enquêtant sur la configuration des institutions qui constituent le troisième *monde des représentants professionnels agricoles*. Ces mondes sont des lieux de construction des façons de voir le métier d'éleveur. Dans le premier, les politiques publiques ou ce qui en tient lieu sont formulées ; dans le second, des pratiques d'élevage et le débat professionnel produisent des normes d'élevage ; entre ces deux niveaux, un troisième regroupe les organisations professionnelles. Le processus de professionnalisation des activités d'élevage n'en est pas au stade où l'on pourrait parler réellement de monde de professionnels dans un sens large, qui engloberait à la fois les éleveurs et leurs instances de représentation. Malgré les discours bienveillants sur l'utilité d'une représentation effective des éleveurs, la représentativité des structures actuelles n'est pas convaincante.

Il existe par ailleurs un univers de dispositif de développement fortement imbriqué, parfois superposé à celui des prescripteurs officiels de changement : il s'agit du dispositif des projets de développement. Phénomène particulier du contexte d'intervention publique et privée dans les pays en voie de développement, ces institutions sont rattachées au monde des prescripteurs, car leurs modèles d'intervention sont développés en référence à ceux du développement officiel même s'ils ne sont pas en totale conformité, l'État n'ayant pas les moyens de définir et mettre en œuvre une politique publique globale.

Nous tenterons de saisir les interactions entre ces trois mondes. Nous avons choisi de mener une analyse multi-niveaux pour comprendre les façons d'être éleveurs et les changements en cours dans la société pastorale du Ferlo, au lieu de nous limiter aux éleveurs du Ferlo. Il s'agit d'ouvrir la « boîte noire » des injonctions, et celle des réactions à ces prescriptions.

Il est nécessaire de revenir ici sur notre démarche.

Nous ne souhaitons pas ajouter de la matière à l'abondante littérature constituée de monographies ethnologiques et anthropologiques qui, par ailleurs, constituent la majorité des

références dans lesquelles nous puisons pour réinterroger des logiques déjà identifiées. Nous nous y référons également pour donner du poids aux observations que nous faisons.

Cependant, nous utilisons des outils anthropologiques dans notre dispositif de recherche : l'observation participante et l'ethnographie combinatoire. Les anthropologues et les ethnologues ont permis de comprendre l'organisation sociale des sociétés pastorales, les justifications socioéconomiques des pratiques, etc. Notre différenciation par rapport à ces recherches repose sur le fait que nous mettons à plat les dynamiques internes de la société pastorale que nous observons, pour comprendre les interactions entre les éleveurs, de la même façon que nous étudions les rapports des éleveurs aux autres « mondes » en mettant l'accent sur la diversité des façons de concevoir le métier d'éleveur. A partir de données empiriques, nous recherchons les logiques profondes et structurées à partir desquelles les éleveurs mobilisent des ressources plurielles pour faire face à un contexte d'injonctions et d'incertitude.

Avec une telle perspective, nous nous inscrivons donc dans une « *sociologie des pratiques du développement* » (Lémery, 1999) pour étudier les processus de changement de l'agriculture, sociologie de nature compréhensive. « *Ce qui caractérise une sociologie des pratiques du développement, c'est le souci de référer toute injonction au changement et toute action engagée pour cela et toute réponse à ce genre d'injonction et d'action, à la structure et aux tensions propres des mondes particuliers à partir desquels elles sont formulées* » (Lémery, *ibid.*). Nous examinons les tensions entre les trois mondes de l'élevage, telles qu'elles apparaissent dans les différents débats qui structurent les mondes du développement de l'élevage. L'analyse des débats au sein d'un monde professionnel fait ressortir les processus dialogiques, mais aussi les rapports de force, les impositions, les négociations et les coopérations entre les acteurs qui produisent les nouvelles normes de conduites. Actuellement, une manière propre à certains éleveurs d'exploiter des ressources et de s'intégrer à la vie économique est remise en cause par les prescripteurs, dans un contexte à la fois de risques et d'incertitudes climatiques, économiques qui affectent des ordres établis, et d'injonctions pour le changement d'un modèle de production éprouvé, qui renforcent et accentuent les contraintes intrinsèques aux systèmes pastoraux. Nous tentons ainsi de décrire « *les processus sociaux particuliers au travers desquels s'opère (dans des contextes de crises, lorsque se trouve en question le fond d'évidences sur lequel reposaient un ordre et une dynamique d'action considérés comme données) la production des catégories de jugement et*

des normes d'action qui conditionne la mise en place d'un nouveau régime de fonctionnement de cet ordre et de cette dynamique » (Lémery, ibid.).

Ainsi, cette problématique structurée autour des questions de conceptions de métier nous a conduit à nous appuyer sur les théories sociologiques de l'identité. Prendre l'identité comme découlant d'une double transaction entre acte d'attribution et acte d'appartenance permet d'appréhender la construction de l'identité sociale et professionnelle des éleveurs à travers leurs interactions, entre eux et avec les acteurs du monde de l'élevage au Sénégal. Dans ces interactions, les identités des éleveurs évoluent. Nous nous référons au cadre d'analyse d'Alain Touraine pour étudier la dynamique de ces identités et leur lien avec les changements pratiques. Nous avons par conséquent, mobilisé ces différents cadres théoriques pour interroger les logiques sociales observées lors de nos enquêtes. La démarche suivie est explicitée dans la section suivante.

III. La méthode de recherche

Rendre compte de la démarche suivie pour la thèse constitue un exercice de reconstruction des différentes étapes théoriques et empiriques par lesquelles nous sommes passée pour construire notre objet de recherche, le situer par rapport aux enjeux scientifiques et en rendre compte de manière raisonnée. La méthode ne précède pas entièrement le travail d'enquête et d'analyse mais correspond à la posture élaborée progressivement. Elle reflète également l'orientation initiale de cette réflexion fondée sur des acquis antérieurs à cette thèse.

Cette section est constituée de deux parties : la première explique comment nos données ont été produites ; la seconde explique la mise à plat, l'articulation et l'exploitation d'un matériau recueilli à des échelles variées.

Le recensement bibliographique des transformations du monde agricole a permis de préparer un premier protocole de recherche, révisé et réorienté à l'issue d'une première visite de terrain²⁶ dans le Ferlo afin d'élaborer la problématique.

Concrètement, la formulation de l'identité d'éleveur et de la professionnalisation du métier, au cœur de la problématique, prend forme à la charnière de deux chantiers distincts : l'observation des conduites et des systèmes de pensée des éleveurs, et les points de vue d'acteurs sur les questions d'identité et de professionnalisation.

²⁶ Mission de terrain avec le directeur de thèse du 27 janvier au 03 février 2008, avec la présence d'autres chercheurs participant aux travaux du programme de recherche ADD Trans (Agriculture et Développement Durable, Transformations de l'élevage et dynamiques des espaces)

1. Les outils mobilisés

Nous appréhendons les rapports au changement des éleveurs en confrontant l'évolution des pratiques et des façons de penser des éleveurs observées pendant nos enquêtes, aux conceptions des autres acteurs impliqués dans le développement de l'élevage. Pour saisir les transformations de l'élevage dans la complexité du monde du développement, nous avons combiné deux outils d'investigation, l'entretien et l'observation.

▪ *L'observation*

L'observation a commencé dès notre première formulation des questions : nous avons prêté attention en toute occasion à toutes les actions et à tout discours des acteurs du monde de l'élevage au Sénégal qui se rapprochaient de notre sujet. Du fait de notre posture professionnelle, l'observation participante a aussi été utilisée. Cette démarche a été mobilisée essentiellement dans les deux mondes des organisations professionnelles et des éleveurs du Ferlo. Lorsqu'il nous est arrivé de nous engager dans des dispositifs d'action auprès d'associations professionnelles, notre attention de chercheuse était mise en veille, en arrière-plan. L'observation participante permet d'être au cœur des débats et d'en saisir les enjeux, bien qu'elle puisse nous exposer à des biais interprétatifs par les prises de positions qu'elle entraîne.

Nous démarrions notre thèse au moment où la Maison Des Éleveurs (MDE), fédération des organisations d'éleveurs du Sénégal, renouvelait ses instances, redéfinissait ses méthodes de revendications et renforçait son plaidoyer sur l'importance de l'élevage pastoral auprès de l'État et des bailleurs de fonds. Ce processus fut conduit à travers l'organisation d'ateliers de réflexion pour susciter l'implication des acteurs de l'élevage. Ces séminaires sont des lieux où se rencontrent certains acteurs du développement de l'élevage. L'État y est représenté, ainsi que la recherche, les ONG, les bailleurs de fonds. Plusieurs rencontres officielles ont eu lieu entre 2007 et 2009. Nous avons eu l'occasion de participer à trois de ces rencontres et d'être impliquée dans les débats en tant qu'invité représentant un groupement de recherche²⁷.

- le premier atelier auquel nous avons participé concernait le renouvellement du bureau dirigeant de la Maison Des Éleveurs de Thiès les 12, 13 et 14 juin 2007 : trois jours de travail durant lesquels une bonne partie de toutes les organisations d'éleveurs du Sénégal ont été conviées. Cette rencontre de Thiès a été déterminante dans la mesure où le leader local était l'initiateur du renouvellement des instances des MDE au plan national. Il fut porté au

²⁷ Le Pôle Pastoral Zones Sèches (CIRAD, ISRA, CSE, UCAD)

devant de la scène par la plupart de ses pairs et il semblait avoir la « bénédiction » des institutions publiques principales initiatrices du concept de MDE. Cet atelier a été l'occasion pour ces organisations de réfléchir sur les politiques de développement en cours ; de rediscuter des enjeux de la Loi d'Orientation Agro-Sylvo-Pastorale et, pour nous, de commencer à saisir le point de vue de ces organisations éleveurs sur ces politiques, et de repérer d'autres organisations et leaders.

- La deuxième rencontre à laquelle nous avons participé était le forum tenu à Dakar en mars 2008, organisé par le Conseil national de la maison des éleveurs (CNMDE), fédération nationale des MDE régionaux. Cette rencontre s'est tenue sous la forme d'un séminaire de deux jours avec des ateliers de réflexion thématiques où les organisations d'éleveurs ont discuté de la manière dont ils devraient définir leurs positions vis-à-vis des politiques de développement. L'objectif de cet atelier était de préparer un forum consacré à la définition des orientations stratégiques du CNMDE, forum tenu en décembre 2008 à Saint Louis.

- La troisième rencontre, en janvier 2009, a marqué la mise en place officielle du Conseil National des MDE, qui constituerait l'instance de représentation nationale. Elle s'est tenue sur deux jours et a été l'occasion de proposer un projet de règlement intérieur ; de l'amender et de l'accepter. Elle a été également l'occasion de mettre sur la table « la déclaration de Dakar ».

Au cours de ces rencontres, nous nous sommes impliquée dans les réflexions, étant tantôt rapporteure, tantôt secrétaire de séance, ou simple membre de groupe de travail. Ceci a facilité notre intégration dans le milieu. Ces acteurs avec qui nous avons passé du temps à réfléchir étaient devenus faciles à aborder. Discuter avec eux en dehors d'un cadre d'entretien formel était possible et l'exercice s'est plusieurs fois produit. Ces rencontres et réunions d'organisations d'éleveurs sont les lieux où les dynamiques organisationnelles apparaissent. Nous avons été attentive aux points de vue, aux prises de décision et aux stratégies de positionnement exprimées.

Cette technique a aussi été utilisée dans le Ferlo dans les campements d'éleveurs où notre démarche d'immersion (explicitée plus bas) nous a permis de participer et de prendre position en dehors des entretiens formels dans les débats sur le devenir de l'élevage, les politiques en cours, etc. Nous avons surmonté le manque de maîtrise de la langue Puular en choisissant des galledji (pluriel de galled, notre unité d'observation, correspondant à l'unité de gestion du

troupeau, généralement bovin) où l'on parle aussi le wolof (notre langue maternelle), nombreux au Ferlo.

▪ *Les entretiens*

L'utilité et la pertinence des entretiens sont reconnues dans le milieu de la recherche en sciences sociales depuis que les méthodes qualitatives ont reconfiguré le recueil d'informations face à *l'industrialisation de la production de données*, pour reprendre les termes de Jean-Claude Kaufmann (1996). Celui-ci propose une méthode d'enquête compréhensive qui privilégie l'engagement du chercheur dans le processus de recueil. « *La démarche s'appuie sur la conviction que les hommes ne sont pas de simples agents porteurs de structures mais des producteurs actifs du social, donc des dépositaires d'un savoir important qu'il s'agit de saisir de l'intérieur, par le biais du système de valeurs des individus ; elle commence donc par l'intropathie. Le travail de sociologue toutefois ne se limite pas à cette phase : il consiste au contraire pour le chercheur à être capable d'interpréter et d'expliquer à partir des données recueillies. La compréhension de la personne n'est qu'un instrument : le but du sociologue est l'explication compréhensive du social* » (Kaufmann, 2001 : 23) Ainsi, ce type de démarche méthodologique s'attache à saisir et à apprécier l'agent dans son espace temporel, son histoire et sa trajectoire de vie pour observer à travers lui, les dynamiques du changement social. « *L'interviewé est appelé comme témoin de l'histoire, celle-ci ne se fait ni d'en haut, ni en dehors de lui, mais par lui et avec sa contribution* » (Blanchet et Gotman, 1997 : 17).

Les entretiens ont été utilisés dans les trois mondes sociaux évoqués précédemment qui correspondent à trois terrains, au cours de trois enquêtes. La démarche de terrain a consisté à travailler simultanément avec des groupes d'acteurs différents, sur des thématiques définies, dans une sorte de triangulation. On peut rattacher cette méthode d'enquête à celle de « *l'ethnographie combinatoire qui, en circulant sur différents terrains, réunit une jurisprudence de cas propre à identifier les différentes formes d'action dans lesquelles les personnes peuvent s'engager, ainsi que leur combinaisons possibles* » (Dodier et al, 1997). Cette méthode consiste à travailler sur des séries de cas particuliers et à les analyser comme une combinaison de différentes logiques. C'est ce que nous avons fait sur la scène du développement de l'élevage au Sénégal, pour comprendre les combinaisons d'enjeux au niveau de chacun de nos terrains. Le premier terrain est celui des arbitrages et des orientations de développement, par les pouvoirs publics (monde des prescripteurs). Le deuxième est celui des milieux où se définissent les choix et les stratégies adoptées par les éleveurs pour gérer les

moyens de productions et les contingences du contexte (monde des professionnels concernés). Le troisième correspond à l'espace des organisations dites professionnelles qui, dans leur mandat de porte-parole sont censées porter les revendications des éleveurs et les représenter dans les instances de décisions dans lesquelles elles sont conviées, c'est-à-dire mettre en liens les intérêts des éleveurs et les intérêts des prescripteurs (Callon, 1986). L'ethnographie combinatoire nous permet de saisir ces divers enjeux pour en produire une représentation.

Deux types d'entretiens sont mis en œuvre. Dans l'entretien individuel, dans chaque monde, nous nous entretenons avec les acteurs représentatifs de la diversité que nous présumons. Les « focus group » ou entretien collectif conduits dans le Ferlo permettent d'avoir l'expression d'un débat sur une thématique. Cet outil n'a été utilisé qu'en appoint aux entretiens individuels dans les campements d'éleveurs. Nous avons réuni des individus de couches socioéconomiques différentes, contrairement à ce qui se fait dans les études MARP²⁸ (Méthode Accélérée de Recherche Participative). Souvent, pour éviter certains conflits, ou l'écrasement de la diversité par une fraction dominante, les chercheurs ou agents de développement rencontrent les différents groupes homogènes séparément. Nous avons au contraire essayé de provoquer des discussions dans la mesure du possible avec des éleveurs, des femmes, des jeunes, des riches, et des moins riches pour observer certaines dynamiques de changement et la nature et les termes des débats. Nous avons choisi délibérément de tenir des rencontres avec les différentes catégories au sein des familles pour prendre en compte les réactions provoquées par cette approche, pour adapter les méthodes MARP à notre questionnement.

Trois terrains, trois guides d'entretiens

Dans les premiers mois de notre travail se sont dessinées des pistes d'investigation sur des questions pouvant faire « débat » dans le domaine du développement de l'élevage. De ce fait, nous avons élaboré des guides d'entretien autour des pratiques actuelles des éleveurs remises en cause par les prescriptions, pour comprendre comment les injonctions se formulent et comment les éleveurs y réagissent. Nous avons également cherché à créer la discussion dans chaque monde autour des tensions propres à chaque « monde ».

²⁸ La Marp est une méthode de recherche participative et un processus continu d'apprentissage pour une meilleure connaissance des conditions et problèmes des populations locales. Elle a été développée à partir de la fin des années 70 et au début des années 80 par différents spécialistes qui étaient arrivés à la conclusion que les méthodes habituelles de recherche ne permettaient pas une bonne compréhension des réalités locales (Gueye et al, 1991). Le principe repose sur des discussions avec des groupes de personnes appelés focus group au cours desquelles, le chercheur construit avec ses interlocuteurs des représentations diverses de la réalité (cartes, diagrammes, etc.).

Nonobstant les différences fondamentales entre les trois mondes, certaines questions figurent sur les trois guides d'entretien. Il s'agit des questions relatives à l'identité professionnelle d'éleveur, et celles liées aux critères de définition de ce qu'est un bon élevage.

Pour les prescripteurs et pour les organisations d'éleveurs

Au cours des entretiens avec les prescripteurs, nous avons mis l'accent sur les enjeux des interventions de développement. Le guide d'entretien est axé sur les justifications de leurs injonctions vis-à-vis des éleveurs et des normes qu'ils promeuvent, ainsi que sur leurs perceptions des organisations d'éleveurs avec qui ils collaborent. Parmi les acteurs considérés comme prescripteurs, nous avons enquêté à la Direction de l'Élevage du Sénégal, auprès des projets de développement qui interviennent dans le Ferlo, précisément le PAPEL (Projet d'autopromotion pastorale), selon nous le plus représentatif des dispositifs de développement déployés dans le Ferlo. Nous avons également rencontré des chercheurs expérimentés dans le domaine du pastoralisme et des experts impliqués dans la formulation et la mise en œuvre de projet de développement de l'élevage. Dans les organisations d'éleveurs, la dynamique organisationnelle issue des MDE, soutenue à la fin des années 2000 par le gouvernement, correspondant à un renouvellement des leaders, ressortait comme un enjeu crucial dès les premiers entretiens. Par ailleurs, une question a été le fil conducteur de tous les entretiens : le positionnement des organisations professionnelles dans les débats sur la modernisation de l'élevage et sur la politique foncière annonce-t-elle le début d'un nouveau type de partenariat entre les éleveurs et l'État ? Les enquêtes menées dans le monde des prescripteurs et dans les organisations de producteurs en juillet et Août 2007, ont servi de phase exploratoire pour caractériser la structure de ces espaces et repérer certains sujets de débats, ensuite discuter avec les éleveurs dans la deuxième phase d'enquête. Celle-ci s'est déroulée en deux étapes dans les trois sites du Ferlo.

Le dispositif de recherche dans le Ferlo

Cette étape fut la plus importante de notre travail. Elle s'est développée au sein de l'équipe du Pôle Pastoral Zones Sèches, qui a mené des recherches dans la région du Ferlo depuis 2000. Un certain nombre de forages avaient été choisis comme point de départ d'enquêtes pour leur représentativité écologique, économique et sociale dans la région. Ainsi, les échantillons de campements, les données d'enquête et les analyses faites sur ces zones en socio économie par cette équipe de recherche nous ont été utiles.

Nous avons retenu le principe de travailler sur les deux zones du Nord Ferlo et du Sud. Ces deux zones ont des particularités écologiques contrastées qui conduisent à des stratégies différentes des éleveurs. Au sud, plus agro-pastoral, nous avons enquêté à proximité du forage de Boulal et dans le Nord, deux sites d'enquêtes ont été choisis : Tatki, site en pleine zone pastorale, et Colonnat, plus proche de la vallée du fleuve Sénégal, dans la zone de collecte d'une petite entreprise laitière, la Laiterie du Berger.

Boulal est un forage à proximité de la route nationale à 20 km de Dahra. Nous avons fait l'hypothèse que la proximité de la route, et du plus grand marché de bétail de la région y favorisaient des dynamiques sociales et économiques intéressant l'analyse du changement social. La pluviosité moyenne y varie entre 300 et 500 mm par an.

Tatki est une petite agglomération représentative des activités pastorales. Il est situé à une quarantaine de kilomètres de piste au sud de la vallée du fleuve, reçoit environ 300 mm de pluie par an. Le mode de vie y reste pastoral et est marqué par la mobilité des troupeaux.

Colonnat est situé dans la vallée du fleuve au milieu de terres agricoles irriguées. Le site fait partie des zones de collecte d'une laiterie privée installée en 2006. Les relations de partenariat entre les éleveurs et la laiterie sont étudiées pour apporter de la matière à l'analyse du rapport au marché des éleveurs.

Une enquête par immersion chez les éleveurs

Nous avons privilégié le suivi d'un nombre restreint de campements par site : 9 au total. Nous avons limité le nombre de campement à trois par site pour concilier nos moyens matériels d'enquête et la méthode. Les campements ont été choisis suivant plusieurs critères. D'abord, nous nous sommes basée sur nos connaissances du terrain pour cibler les campements qui représentent le mieux la diversité des types d'éleveurs dans le Ferlo. Cette diversité concerne les moyens de production (cheptel), la diversification des activités. Nous avons été aidée dans ce choix par des personnes ressources²⁹ dans les trois sites.

Nous avons effectué deux séjours dans chacun d'entre eux, en saison sèche et en hivernage. Le terrain de cette recherche nous est familier pour y avoir effectué plusieurs enquêtes en 2000, 2001 et 2003 pour les besoins de nos mémoires de fin d'études (ENEA, DEA). Nous pensons pouvoir comprendre et expliquer des processus à partir d'une analyse précise de

²⁹ Nous avons eu recours dans certains sites à des personnes travaillant au niveau de la communauté rurale (CR). A partir d'un entretien avec des préposés aux données administrative de la CR, par exemple à Boulal, nous avons affiné notre choix. A Colonnat, le choix est fait à partir d'une mission de prospection dans la zone, complétée par un entretien avec le gestionnaire de la Laiterie du Berger et la consultation des registres de la laiterie, listant les fournisseurs de lait.

quelques unités de résidence. Nous ne prétendons pas retrouver toute la diversité des cas dans cet échantillon, mais nous avons l'ambition de bien comprendre les tendances observées.

La première phase d'immersion a eu lieu en saison sèche : trois missions de terrain de 10 jours chacune, à Boulal du 26 mars au 5 avril, à Tatki du 18 au 28 avril et enfin du 8 au 17 mai 2008. Cette séquence d'enquête a été reproduite en hivernage à partir du mois de juillet de la même année. Nous avons séjourné dans trois campements sur chaque site, choisis à partir de la base de données³⁰ recensant l'ensemble des campements de la zone. Ce choix a été conforté ou légèrement modifié après entretien avec les personnes ressources locales. Les trois chefs d'exploitation retenus sur ce site ont des profils différents. Ils ont été distingués par leurs activités économiques, leurs caractéristiques sociologiques et leurs niveaux de ressources (taille du troupeau). Ainsi le premier critère est la composition du troupeau, de sorte à rencontrer des éleveurs de petits et grands ruminants. Le deuxième critère est la taille de ce troupeau de manière à avoir des éleveurs de niveaux de ressources économiques variés. Pour ce deuxième critère, nous nous sommes basés sur la classification endogène des éleveurs, qui distingue les grands éleveurs, des éleveurs moyens et des éleveurs pauvres. Un troisième critère a concerné la diversification des activités. Un dernier élément pris en considération, concernait la disponibilité des éleveurs à accepter de recevoir au sein de leur famille une personne étrangère qui observe, discute et demande de l'attention à toutes les personnes de la famille.

A Tatki, nous connaissions certains éleveurs et nous avons déjà enquêté dans deux campements parmi les trois choisis. Ce n'était pas le cas pour Boulal et Colonnat et sur ces deux sites l'appui de tierces personnes a été sollicité.

La contrainte majeure dans cette immersion est « l'occupation » du temps des éleveurs qui nous recevaient. Cela entraîne le ralentissement des activités du chef de campement qui sursoit à certains de ses engagements pour se consacrer à nous. Aussi, leur désir de nous mettre à l'aise et de mettre à notre disposition le confort qu'ils pensent que nous attendons impérativement d'eux nous a préoccupé et a pu tronquer les faits observés.

³⁰ En 2000 le PPZS a initié un recensement exhaustif des campements sur des sites du Ferlo, auquel nous avons participé. Ce type de recueil a été effectué pour tous les sites sur lesquels l'équipe travaille. Des mises à jour ont été faites en 2006. L'équipe dispose ainsi d'une base de données complète qui renseigne sur les types de troupeaux, les motifs d'installations, les types d'activités, la fraction d'appartenance, le nombre de ménages. Cette base de données constitue le vivier dans lequel nous choisissons les unités d'observations. D'autres bases de données plus détaillées et plus thématiques ont été également élaborées à la suite des premières études sur les dynamiques des sociétés pastorales. Une méta base regroupe des données sur les dynamiques socioéconomiques, les dynamiques de la végétation et les dynamiques des paysages.

Dans une moindre mesure, la difficulté de rester motivée et concentrée plusieurs jours dans un environnement aux conditions climatiques rudes, peut être considérée comme une contrainte. Mais les avantages de cette démarche sont certains. A la différence d'une enquête ponctuelle durant deux à trois heures de temps, nous avons passé au total six jours dans chaque exploitation, pouvant observer directement les pratiques (en participant ou non), mener des entretiens directifs et non directifs, des discussions informelles avec plusieurs éleveurs. Un séjour de plusieurs jours dans le campement offre la possibilité d'amasser des données en quantité et en qualité bien meilleures que les entretiens ponctuels. Nous pensons avoir échappé aux réponses « politiquement correctes » en abordant une diversité de sujets au cours de discussions informelles. La durée du séjour permet également de revenir sur certains sujets après un recul de quelques heures, voire de quelques jours, et permet aussi d'interroger des personnes différentes sur le même thème pour creuser les informations et faire des recoupements.

La confiance s'est certainement installée entre nos interlocuteurs et nous au cours du temps, car nous nous sommes souvent rendue compte des contradictions entre les informations sur les tensions familiales et la répartition du troupeau entre les copropriétaires qui nous étaient livrées lors des premières enquêtes et celles obtenues pendant les séjours suivants.

A l'issue de six jours et cinq nuits d'observation auprès de chaque éleveur, de sa famille et de son voisinage, nous avons pu conclure que la démarche est beaucoup plus souple en termes de recueil d'informations sensibles (la taille et l'origine du troupeau, les arbitrages familiaux liés à la gestion du troupeau, etc). Elle permet également de vivre pendant ce temps les pratiques d'élevage au quotidien. En effet, au bout d'une journée de discussions informelles sur une diversité de sujets, nous avons senti une plus grande aisance chez nos interlocuteurs dans le dialogue.

Parfois, notre avis était sollicité par les éleveurs, sur leurs façons de voir et de faire l'élevage. Cet engagement dans le dialogue avec les éleveurs facilite les échanges. Nous avons rencontré les éleveurs une première fois pour nous présenter. Cette étape de prise de contact a été facilitée par la présence du chauffeur et interprète du PPZS qui est peul, connaît pratiquement toute la zone du Ferlo et la majorité des éleveurs. Ces derniers sont habitués à le voir accompagner des chercheurs ou étudiants et il a ainsi gagné leur confiance. Le regard que les éleveurs portent sur moi n'était pas différent au départ de celui qu'ils ont sur les « prescripteurs », mais au fil des discussions ils se sont rendu compte que nous cherchions à

comprendre. Toutefois, ils persistaient souvent à penser que cette étude était une étape d'une intervention de développement.

Trois thématiques d'enquête

L'unité d'enquête correspond à l'unité de gestion du troupeau, c'est à dire le campement familial (*galle*), abritant le plus souvent une famille d'un ou plusieurs ménages apparentés, vivant dans le même espace résidentiel et obéissant à un chef en général le plus âgé de la famille. Le détail de la réalité du campement et des rapports sociaux entre les membres d'un campement sont plus complexes et abordés dans le chapitre 5. Le guide d'entretien était organisé autour de trois thématiques :

- Le premier thème portait sur les « nouvelles » pratiques dites productives. Les prescriptions de changement à l'endroit de l'élevage concernent essentiellement deux pratiques : la mobilité et l'accumulation de bétail. Des techniques de remplacement sont proposées par l'encadrement : l'administration d'aliments du bétail dans la ration et l'adoption de nouvelles races d'animaux. Ces nouvelles pratiques sont pour la plupart prescrites par les projets mais elles peuvent aussi résulter de choix propres de l'éleveur. Nous avons cherché à comprendre les motivations et les répercussions de tels changements, lorsqu'ils sont adoptés.

- Le rapport au marché des éleveurs est le deuxième thème. Il nous conduisait à discuter avec les éleveurs de leur intégration au marché. Ces thèmes ont permis d'ouvrir le débat sur la controverse classique sur le mode de commercialisation de leurs produits et plus généralement sur la place que devraient prendre les échanges commerciaux dans les systèmes de productions pastorales. La monétarisation accrue des échanges économiques est un constat. Les expériences de commercialisation de lait ouvrent la perspective de mutations sociales et économiques ; les systèmes de collecte du lait organisés créent des réajustements dans le contrôle du lait par les propriétaires des vaches, rendant complexes les arbitrages au sein des familles (Corniaux, 2005). L'expérience de deux systèmes de collecte est abordée, l'ancienne zone de collecte de Nestlé, aux alentours de Dahra, et l'actuelle zone de collecte de la Laiterie du Berger autour de Richard Toll.

- Le rapport aux institutions du « développement » et à l'école est le troisième thème sur lequel nous nous sommes entretenue avec les éleveurs. Ces deux dernières thématiques reprennent les objets analyseurs choisis pour appréhender le positionnement des éleveurs par rapport au monde extérieur dans la définition de leur identité professionnelle.

2. Le traitement et l'inscription des données

Pour mieux rendre compte des résultats de cette enquête chez les éleveurs du Ferlo, nous avons fait un certain nombre d'arbitrages que nous explicitons ici. Ce travail a consisté à retranscrire les données d'enquête et les observations dans un premier temps, puis nous avons ensuite procédé à une mise à plat, organisée dans une grille d'analyse à partir des points synthétiques qui facilitent le repérage de profils d'élevages.

Toute recherche compréhensive un peu fine nécessite la conduite et la retranscription intégrale d'entretiens. Les spécificités de notre méthode d'enquête ont fait que nous avons obtenu des matériaux de différentes natures. La rédaction de ces compte rendus, c'est-à-dire la mise sur papier des observations, des bouts d'entretien formels et informels, de discours des éleveurs, d'impressions sur le mode de vie et les activités d'élevage fut une première étape nécessaire pour tirer sens de toutes les informations amassées. Ce travail s'est déroulé au retour de chaque phase d'enquête sur les trois sites. Nous nous sommes tenue à cette exigence méthodologique pour orienter et rendre pratique l'analyse de contenu.

Dans notre texte, les citations d'éleveurs sont entre guillemets. Précisons qu'il s'agit parfois de traductions du pular au wolof puis du wolof au français. Elles sembleront « lisses », débarrassées de tous les effets de langage comme les silences, les intonations, les hésitations etc. En revanche, nous garantissons la plus grande fidélité aux points de vue de nos interlocuteurs.

3. L'analyse des données

Cette deuxième étape de l'analyse a consisté à extraire du matériau tous les objets de débats, les points de différences et les différends entre les membres de chaque campement. Il s'agissait d'une part, de répertorier les débats et, d'autre part, de distinguer d'entrée de jeu ce qui nous posait question par rapport à la problématique du rapport au changement des éleveurs. Cela nous a permis de repérer les différences relevées dans les pratiques par rapport à celles décrites dans la littérature technique sur le pastoralisme et celles identifiées dans nos expériences passées de terrain. L'identification et l'organisation des points de débat est une étape décisive qui évite la présentation des résultats suivant une typologie simpliste par site, ou par saison. Les effets de sites et de saisons apparaîtront explicitement en filigrane dans les grands thèmes synthétiques identifiés. Ces grands thèmes sont donc définis empiriquement à partir de la problématique du rapport au changement. Ils portent sur : la conduite du troupeau, le système économique, l'ancrage au mode de vie pastoral, les éleveurs et les institutions.

Chaque grand thème couvre plusieurs objets d'analyse qui seront étayés dans la présentation des résultats. Nous avons identifié des profils d'éleveurs qui se dégagent sur les trois sites. Ce travail permet de comprendre les principes d'action qui guident les éleveurs dans leur choix de pratiques et d'orientation de leur système de vie et de production, à partir de données factuelles, de visions différenciées de l'élevage.

Les trois sites ayant des singularités, il est possible de faire une analyse site par site et de les comparer. Bien que plus simple, cette démarche n'est pas pour autant la plus pertinente pour cerner globalement le rapport au changement des éleveurs. Toutefois, nous avons prêté attention à des grandes tendances de changement internes à chaque campement. Cette démarche met en lumière les effets de structures et de sites qui ne sont pas négligeables. A côté des effets de site, il y a aussi les effets de saison, étant donné que le recueil des données s'est fait en deux temps. Mais ces effets saisonniers n'ont pas structuré l'analyse car les saisons représentent une donnée du contexte parmi d'autres, que les éleveurs intègrent.

Conclusion

Inscrire notre problématique de recherche ainsi que notre démarche dans des cadres théoriques connus était l'objectif de ce chapitre.

Nous avons tour à tour interrogé notre objet en nous référant aux réflexions dans le champ de la recherche sur les identités sociales et professionnelles, l'action collective, le mouvement social, et les méthodes de recherche en sciences sociales.

Certains apports des théories sociologiques de l'identité sont identifiés. Du point de vue fonctionnaliste, l'identité est le fruit des socialisations ou résulte d'une incorporation d'un habitus. Cette conception réduit partiellement le rôle des structures sociales à la reproduction de l'ordre social. L'approche qui remet le plus nettement en question ces points de vue met en relief l'incomplétude de la socialisation, développée en partie par Peter Berger et Thomas Luckmann ; cette approche insiste sur le rôle important joué par l'acquisition de savoirs par les individus déjà socialisés pouvant induire des changements dans les caractères institués par ces socialisations. Ce détour théorique a été bénéfique pour mesurer la portée d'une théorie qui synthétise et propose une acception de la construction des identités en puisant dans tous les points de vue des acteurs. Il s'agit de la définition de Dubar, pour qui l'identité est le résultat d'interactions entre dimensions biographiques et relationnelles de la vie des individus, point de vue dans lequel nous tentons d'inscrire notre compréhension de l'identité sociale et professionnelle des éleveurs.

Cette perspective théorique permet de centrer notre analyse sur la diversité des formes identitaires et leurs dynamiques, car les logiques qui déterminent les conduites d'élevage varient d'un éleveur à un autre, même si les contraintes et les opportunités semblent les mêmes.

Ce n'est pas la diversité en soi des formes identitaires qui nous intéresse, mais le repérage des positionnements et leur signification en termes de conception de métier et plus largement de changement social. C'est la raison pour laquelle nous nous sommes référée à Touraine, qui relie dans son cadre d'analyse les revendications identitaires et la capacité à se constituer en acteur de développement.

Ce cadre théorique ainsi présenté a guidé notre regard et facilité notre choix du dispositif de recherche pour appréhender le rapport au changement. Nous avons été guidée tout au long de la recherche par ce fil directeur théorique.

S'agissant des outils utilisés pour questionner notre objet de recherche, l'entretien et l'observation ont été utilisés. Ainsi, nous avons approché notre terrain en repérant les espaces porteurs et constitutifs de dynamiques de changement. Ces « lieux » d'interaction sociale appelés "monde" en référence à Becker (1988) ont été investis avec un regard que nous avons voulu distancé. Ceci nous a conduit à enquêter dans le monde des institutions publiques du secteur de l'élevage, dans le monde des organisations d'éleveurs et enfin dans le groupe professionnel des éleveurs du Ferlo. Les résultats tirés de ces enquêtes et l'analyse que nous en faisons sont traités dans la deuxième partie de thèse.

Deuxième partie : Le développement de l'élevage en question

Chapitre 3 : Le contexte sénégalais du développement de l'élevage

Dans le premier chapitre nous avons montré comment le développement de l'élevage extensif au Sénégal est encastré dans un univers social marqué par les préjugés des pouvoirs publics et d'autres acteurs de la vie économique sénégalaise sur les rationalités des pasteurs du Ferlo. L'irrationalité et la contemplation sont les deux préjugés les plus répandus auxquels sont confrontés les éleveurs, et sur la base desquels l'État du Sénégal a entrepris des actions "correctives" en direction des éleveurs pour les rendre plus rationnels et pour les intégrer davantage au marché.

Ces interventions dites de développement, visant l'amélioration des conditions de vie et d'exercice des éleveurs et l'accroissement de l'apport de leur activité dans l'économie nationale, ont occasionné d'autres effets que ceux attendus par les prescripteurs. Nous proposons dans ce chapitre une vue générale du contexte de l'élevage et du développement du secteur au Sénégal. Une première section décrit la place de l'activité d'élevage dans l'économie nationale et la typologie des systèmes d'élevage au Sénégal. Une seconde section présente les politiques publiques sous-sectorielles de l'élevage et leur perception par certains prescripteurs.

I. L'élevage au Sénégal

L'élevage est au Sénégal le deuxième sous-secteur du secteur primaire derrière l'agriculture. Il participe pour 7,5% à la formation du PIB national estimé à 14,16 milliards de dollars en 2012 (Data Bank, 2012) et pour 35,5% au secteur primaire. Sur une population nationale estimée en 2010 à 12 millions d'habitants, dont 55% vivent dans les villes, un tiers de la population sénégalaise s'adonne peu ou prou à des activités d'élevage. Le Sénégal est l'un des pays les plus urbanisés du Sahel et la capitale Dakar concentre à elle seule près de 3 millions d'habitants (population estimée à environ 2,7 millions pour l'année 2007). La croissance démographique urbaine pèse sur la demande de produits animaux et la satisfaction de cette demande constitue le leitmotiv des politiques d'élevage au Sénégal.

Les principaux produits d'élevage consommés au Sénégal sont la viande de ruminants (bœuf, mouton, chèvre), le lait, et la viande de volaille. L'élevage extensif autour duquel se construit l'objet de notre recherche, joue un rôle important dans la satisfaction de cette demande.

1. L'élevage en chiffres

Les données officielles disponibles sur les effectifs des troupeaux et sur la production présentent des lacunes. En effet, les conditions de production de données de base au Sénégal rendent les recensements peu fiables. Suite aux mesures de redressements des indicateurs macroéconomiques, appliquées depuis les années quatre-vingts, les services publics chargés de produire ces données sont confrontés à une insuffisance des moyens techniques et financiers pour accéder à des informations fiables et exhaustives (les recensements et suivis sont coûteux). Ainsi le suivi sanitaire du cheptel qui permettait d'ajuster l'information sur les effectifs n'est plus réalisé ; par conséquent les vétérinaires et les agents techniques en poste en zones rurales peuvent difficilement alimenter les bases de données nationales. A cela s'ajoute la difficulté d'enquêter sur les effectifs des troupeaux dans un contexte où les éleveurs ne sont pas très diserts sur leur patrimoine en bétail. Un autre obstacle à la production de données statistiques fiables est la proportion forte des activités informelles, c'est-à-dire des activités non répertoriées et non suivies par les services administratifs dans le secteur agricole sénégalais, qui ne facilite pas le recueil d'informations sur les marchés de produits d'élevage.

La Direction de l'Élevage estimait en 2007 le cheptel bovin du Sénégal à un peu plus de 3 millions de têtes, le cheptel ovin à environ 5 millions de têtes et le cheptel caprin à près de 4 millions. Des élevages équins, porcins, avicoles, existent aussi. Le tableau suivant retrace l'évolution des effectifs animaux entre 2000 et 2007 : il fait apparaître une progression relativement stable des affectifs, sauf en cas de sécheresse ou d'un autre risque climatique. Ainsi, la chute des effectifs entre 2001 et 2003 s'explique par des pluies diluviennes hors saison en janvier 2002, qui ont décimé les troupeaux.

Tableau 2: Évolution des effectifs de 2000 à 2007

Évolution annuelle des effectifs du cheptel au niveau national (en milliers de têtes)									
Année	Bovins	Ovins	Caprins	Porcins	Equins	Asins	Camélins	Vol. familiale	Vol. industrielle
2000	2 986	4 542	3 879	269	471	399	4,0	18 900	5 595
2001	3 061	4 678	3 995	280	492	407	4,0	19 543	6 115
2002	2 997	4 540	3 900	291	496	400	4,0	20 207	5 174
2003	3 018	4 614	3 969	303	500	400	4,0	20 549	5 100
2004	3 039	4 739	4 025	300	504	412	4,0	20 960	5 285
2005	3 091	4 863	4 144	309	514	413	4,1	21 527	6 135
2006	3 137	4 996	4 263	318	518	415	4,1	22 078	7 533
2007	3 163	5 109	4 353	319	518	438	4,6	22 141	12 787

Source : Direction de l'élevage (DIREL, 2007)

Le cheptel se répartit sur tout le territoire sénégalais, avec des concentrations importantes dans les zones rurales des régions du Nord (Saint-Louis, Louga et Matam) et du Sud-Est (Tamba et Kolda). L'élevage est à la fois une activité rurale et urbaine. En dehors des fermes périurbaines de Dakar, 90% des ménages ruraux et 52% des ménages urbains possèdent du bétail. On compte par exemple 20 710 bovins et 137 210 ovins dans la région de Dakar (Direl, 2007), dont 400 bovins et 31 650 ovins dans le département de Dakar, en pleine ville.

Malgré ces effectifs relativement importants, le Sénégal est importateur de viande, de produits laitiers et avicoles. Les deux principaux pays fournisseurs de produits d'élevage sont la France et le Brésil.

La production locale de viande ne couvre pas les besoins et les importations de viandes essentiellement composées de volaille et d'abats semblent négligeables. Le tableau suivant montre que depuis dix ans la progression de ces importations est beaucoup plus rapide que celle de la production locale.

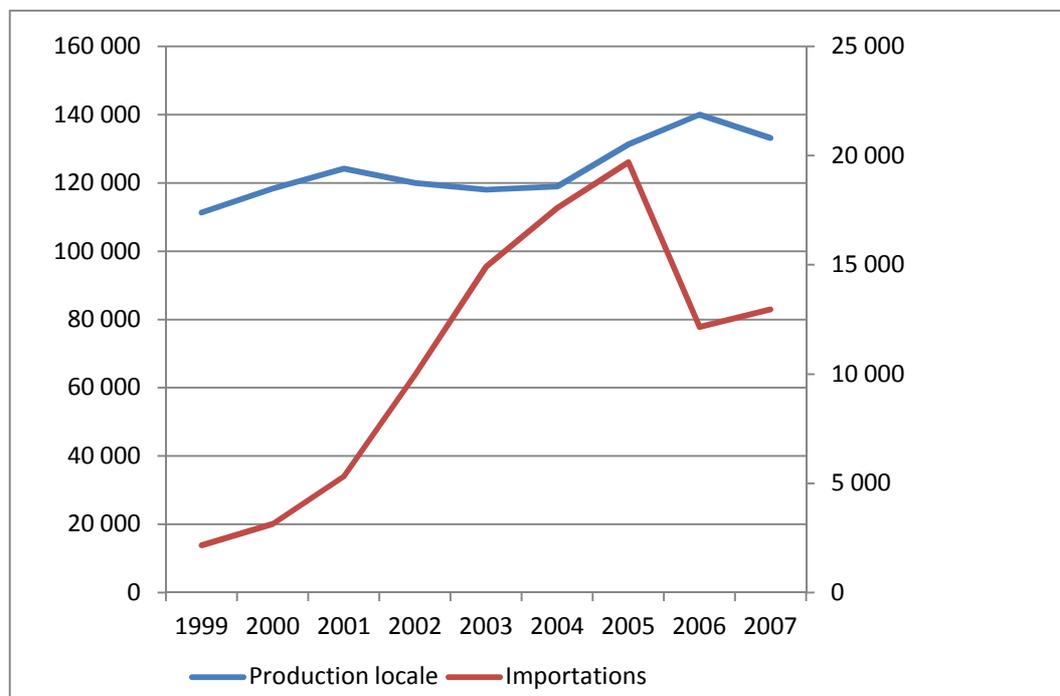
Tableau 3 : Évolution de la production locale et des importations de viande et d'abats (en tonnes)

Année	Bovins	Ovins	Caprins	Porcins	Camelins	Volaille	Production locale	Importations	Totale
1999	55 893	15 666	10 742	7 378	7	21 608	111 294	2 159	113 453
2000	57 696	15 192	11 985	10 185	9	23 239	118 307	3 141	121 448
2001	60 509	18 074	10 903	10 229	10	24 437	124 161	5 324	129 485
2002	56 319	17 160	10 272	12 318	11	23 852	119 933	9 960	129 893
2003	54 131	16 995	10 910	10 918	13	25 080	118 047	14 924	132 970
2004	53 913	17 511	11 331	10 196	17	25 980	118 948	17 613	136 561
2005	58 995	19 632	12 842	10 751	13	29 042	131 275	19 692	150 967
2006	62 505	21 476	12 993	11 348	10	31 647	139 980	12 163	152 143
2007	49 340	22 265	13 410	11 120	16	37 032	133 183	12 957	146 140

Source : DIREL, 2007

La comparaison des deux courbes ci-dessous illustre l'augmentation rapide des importations de viande par rapport à l'évolution de l'offre de viande locale.

Figure n°1 Évolution de la production locale et des importations de viande et d'abats (en tonnes)



Les systèmes extensifs d'élevage du Ferlo contribuent à plus de 60% à l'offre nationale de viande. A cela s'ajoute le bétail sur pied provenant des pays limitrophes du Sénégal (le Mali

et la Mauritanie) en fin de saison sèche et pendant la Tabaski³¹, non pris en compte dans les données sur les importations de viande.

La baisse significative des importations en 2005 s'explique par l'interdiction de l'importation de viande de volaille congelée, suite à la propagation de la grippe aviaire.

Les importations de produits laitiers sont par contre très élevées. Entre 2004 et 2007, la production locale correspondant en grande partie à l'autoconsommation des ménages ruraux a progressé en passant de 100 à 150 millions de litres mais elle ne couvre qu'environ un tiers de la demande nationale. A la même période, les importations de produits laitiers sont comprises entre 200 millions et un peu plus de 300 millions de litres (Cesaro et al, 2010).

Tableau 4 : Importations de produits laitiers (en kg)

Années	2004	2005	2006	2007
Concentré sucré	182	152	67	264
Concentré non sucré	637	815	300	1 202
Stérilisé	789	2 595	3 204	4 376
Poudre de lait	30 370	35 198	40 789	25 495
Beurre	367	1 858	1 808	2 365
Fromage	548	848	1 115	1 106
Crème et yaourts	138	158	205	272
Totaux	33 031	41 623	47 489	35 081

Source : Direl, 2007

En 2007, 72% des importations de produits laitiers sont constituées de poudre de lait que les entreprises de reconditionnement et des transformatrices artisanales reconstituent en divers produits laitiers (yaourt, lait concentré, lait caillé, etc.) et revendent sous différentes appellations.

³¹ Aid el kébir, fête musulmane à laquelle un mouton est sacrifié.

Tableau 5 : Évolution de la production locale de lait et importations de lait (en millions de litres)

Année	Production locale	Importation de lait
2004	114.2	238.37
2005	116.1	288.37
2006	120.2	331.05
2007	137.3	222.11

Source : Direl, 2007

La nécessité de réduire la facture des importations laitières est la justification la plus souvent évoquée par les pouvoirs publics dans la mise en œuvre de programmes de modernisation de l'élevage. Mais les tentatives de promotion de la production locale ont fait long feu, la collecte initiée par Nestlé au Sud du Ferlo dans les années 90 a très vite été confrontée à des obstacles. Ont joué notamment l'irrégularité de l'offre en saison sèche, le conditionnement du lait au regard des conditions climatiques dans lesquelles vivent les éleveurs du Ferlo, les modalités complexes de fixation des prix locaux. Les coûts fixes de la transformation du lait étaient rédhibitoires et le pouvoir d'attraction d'un marché de ce type insuffisant (Vatin, 1996). En 2006, la facture d'importation laitière est particulièrement élevée suite à une forte hausse des prix du lait sur les marchés internationaux. Une entreprise « La Laiterie du Berger » commence à collecter du lait dans les campements d'éleveurs sur un rayon de 45 km autour de Richard Toll, ville de la vallée du fleuve au nord du pays. Colonnat, une de nos zones d'enquête, fait alors partie du bassin de collecte. La laiterie achète du lait à 200 FCFA/le litre en toute saison et fournit à crédit des aliments de bétail. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce cas dans la suite de la réflexion.

2. Les types d'élevages et leur répartition au Sénégal

La nomenclature³² de l'Institut Sénégalais de Recherche Agricole (ISRA) sur les systèmes d'élevage et la filière laitière répertorie trois systèmes d'élevage bovins et ovins : l'élevage intensif péri-urbain, l'agro pastoralisme et le pastoralisme. Dans la réalité, certains éleveurs, surtout du monde rural, combinent plusieurs types d'élevages dans leurs pratiques.

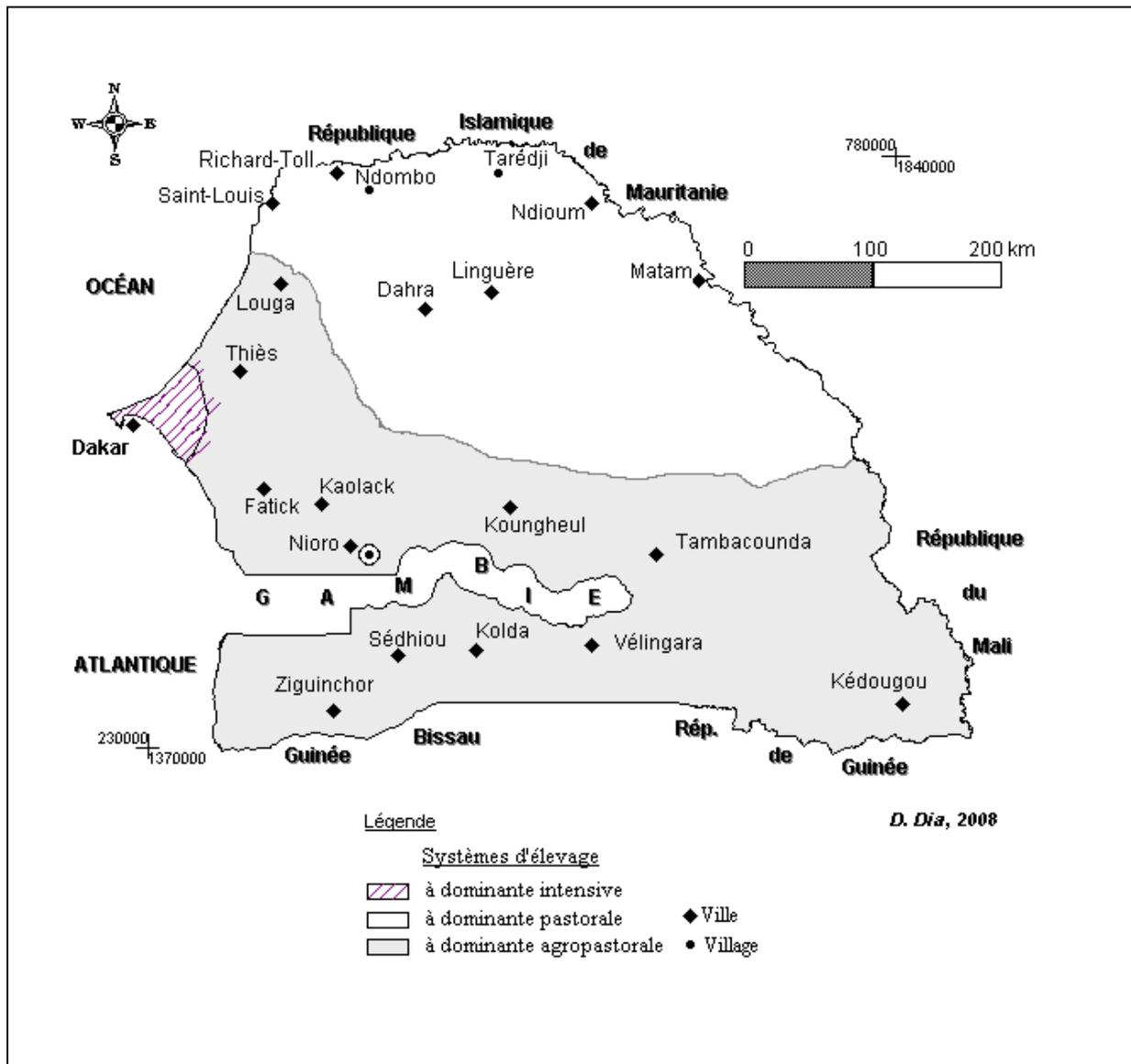
³² Il est difficile de trouver la première référence ayant fait allusion à cette nomenclature. Elle est reprise dans tous les documents officiels, les documents de projet et les travaux de recherche.

L'exploitation du cheptel est dominée par des modes extensifs de conduite des troupeaux. Au Sénégal, l'élevage est combiné à d'autres activités et pratiqué différemment selon le niveau de ressources de l'éleveur et sa situation géographique sur le territoire national.

La carte suivante représente le zonage des activités d'élevage selon l'ISRA : le système intensif est localisé dans la région de Dakar, le pastoralisme au Nord et à l'Est du pays et sur le reste du territoire les paysans s'adonnent à l'agropastoralisme. Cette représentation simplifiée d'ensembles apparemment homogènes, à la fois géographiques, techniques et sociaux, utilisée d'année en année par les praticiens du développement, renseigne assez mal sur les réalités agraires actuelles. Elle ne facilite pas la compréhension des interactions et des dynamiques, entre systèmes d'activités, entre éleveurs eux-mêmes et avec les institutions. En revanche elle donne une idée du matériel disponible pour l'élaboration des politiques et des représentations officielles récurrentes.

Notre recherche se propose de mettre en évidence une réalité pastorale moins homogène et figée.

Carte 1 : Zonage des systèmes d'élevage dans le Sénégal



Djiby Dia, 2009.

▪ ***L'élevage intensif péri urbain***

Les systèmes d'élevage péri-urbains, pour la plupart intensifs, localisés autour des principales agglomérations du pays, comptent pour moins de 1% du cheptel national (Dieye et al, 2004b). Ils reposent sur l'exploitation de troupeaux relativement réduits, à travers un ensemble de techniques combinées visant l'amélioration de la productivité laitière par rapport aux systèmes extensifs. C'est le cas des fermes laitières dans la périphérie de Dakar auxquelles s'ajoutent quelques élevages domestiques qui exploitent les marchés de lait de la capitale. Dans les fermes laitières de la zone périurbaine de Dakar on trouve des races laitières européennes, et plus fréquemment la Holstein. Ces fermes sont le fruit d'investissements

importants d'opérateurs économiques privés. Leur objectif est d'exploiter un marché urbain où la demande de produits frais croît.

Les premiers investissements dans le domaine datent des années 80. La Société Commerciale Agro-industrielle (SOCA) fut la première à s'installer en 1988 avec plus de 700 têtes, dont 300 productrices de lait importées du Danemark (des Holsteins, des Montbéliardes et des Jersiaises). Implantée sur une seule ferme, elle avait une capacité de 1.200 000 litres de lait par an. Suite à des difficultés financières, l'entreprise a été vendue. Actuellement trois grandes fermes et quelques unités de transformations artisanales installées dans la périphérie, à l'Est de la capitale approvisionnent Dakar en produits frais. La ferme Niacourab installée à 30 km de Dakar depuis 1990 possède un troupeau d'environ 700 têtes de races européennes, dont 300 laitières avec une capacité de 1000 litres /jour. En 2012³³, il ne restait qu'environ 200 vaches et l'activité de la ferme s'est beaucoup réduite après la mort du propriétaire. Une reprise des activités par ses enfants est annoncée. Pour le moment quelques vaches sont traitées et aucune transformation n'est faite, le lait étant vendu cru à Dakar. La ferme de Wayembam installée en 1995 avec des vaches importées d'Europe aurait une capacité de 700 000 litres par an (Broutin et al., 2000). En 2012, la ferme comptait 500 animaux, les quantités traitées s'élèvent entre 2000 et 6000 litres par jour et le lait est transformé en yaourt et vendu sous le nom de *lacta* à Dakar et ses alentours.

On retrouve ce type d'élevage intensif basé sur l'embouche bovine³⁴ dans le bassin arachidier, consistant à l'engraissement des animaux en enclos en leur fournissant de l'aliment de bétail constitué de concentrés alimentaires, de fourrages, de céréales, etc. Les races élevées sont majoritairement composées de zébus avec quelques races exotiques, produits des nombreuses campagnes d'inséminations artificielles.

▪ *L'agropastoralisme*

Le système agropastoral est dominant dans les terres de la vallée du fleuve Sénégal au Nord, et du bassin arachidier au Sud du pays. Il représente 67 % du cheptel bovin et les animaux exploitent à la fois les résidus de cultures (fânes d'arachides, pailles de riz, de mil, graines de cotons etc.) et des pâturages naturels. On trouve des zébus Gobra dans les troupeaux de bovins de la vallée et du centre, et la race Ndama dans les troupeaux du sud. La combinaison de l'agriculture et de l'élevage est une pratique ancestrale pour certains groupes ethniques.

³³ Ces données récentes de 2012 proviennent des données d'enquêtes de Serena Ferrari, stagiaire à l'ISRA qui prépare un master sur la compétitivité des systèmes d'élevage intensifs de la zone périurbaine de Dakar.

³⁴ Technique d'élevage consistant à engraisser les animaux au moyen d'aliments variés.

Chez les Sérères, groupe ethnique localisé au centre du pays, la pratique de l'élevage est impérative pour la perpétuation du système agricole constitué de jachères pâturées, alternant l'arachide et le mil (Pélissier, 1966). L'agriculture par contre a été adoptée par les Peuls pour des raisons diverses. Dans le Ferlo, l'agropastoralisme gagne du terrain depuis que des groupes allochtones bénéficiant de terres emblavent des superficies importantes. Les éleveurs autochtones se sont alors davantage mis à l'agriculture, pour des raisons de maîtrise du territoire. Plus précisément, la pratique de l'agriculture chez les éleveurs renvoie, selon la littérature anthropologique, à des stratégies économiques identifiées chez les éleveurs nomades (Bonfiglioli, 1990) comme une « *agriculture d'opportunisme* », mise en œuvre pour éviter le déstockage (vente) massif de troupeau et/ou pour reconstituer le troupeau. L'agriculture est progressivement devenue pour certains pasteurs une pratique qui permet le maintien ou/et la récupération du capital animal grâce aux revenus agricoles (vente d'arachide) et surtout par la possibilité de disposer de céréales (mil) et autres produits autoconsommés qui évitent aux éleveurs les ventes excessives de bétail pour pourvoir à leurs besoins. C'est parfois aussi une stratégie foncière comme dans le sud du Ferlo, où le front agricole ne cesse d'avancer et où les éleveurs s'impliquent dans l'agriculture pour marquer leur territoire

Les tensions d'accès aux ressources entre agriculteurs et éleveurs, et entre agro-éleveurs sont récurrents dans les zones d'agropastoralisme et s'accroissent quand ils concernent deux communautés ethniques distinctes compte tenu de l'amplification délibérée des divergences basée sur les préjugés des uns envers les autres. Ces conflits se manifestent par des rixes entre groupes d'acteurs. Les conflits entre agriculteurs et éleveurs dans les zones d'agropastoralisme opposent le plus souvent des groupes ethniques différents, par exemple les Peuls et les Wolofs ou les Peuls et les Sérères au Sénégal, les Toubous et les Kanembous ou les Arabes et les Kanembous au Tchad. Il existe des conflits d'accès internes aux groupes ethniques, mais ils ne sont pas autant médiatisés. On peut supposer un mode de règlement par la négociation à l'intérieur d'un même groupe ethnique.

- ***Le pastoralisme***

Dans notre recherche, nous nous sommes centrée sur ce système d'élevage, par conséquent, l'essentiel des analyses concerne le pastoralisme et la notion d'éleveurs fait référence le plus souvent dans ce texte aux pasteurs du Ferlo.

L'élevage pastoral concerne 32 % du cheptel bovin national (Ba-Diao, 2005)³⁵. Les animaux sont conduits sur de grands espaces où ils exploitent des pâturages naturels. Ce mode d'exploitation du cheptel ruminant monopolise la zone sylvo pastorale (Ferlo). Cet élevage transhumant de bovins et de petits ruminants concerne des tailles de troupeaux en moyenne nettement plus importantes que dans les autres systèmes d'élevage. L'alimentation des animaux est prioritairement assurée par des parcours naturels, herbacées et ligneux, ces derniers jouant un rôle stratégique en saison sèche, contribuant parfois à 30% de la ration. Des compléments alimentaires sous des formes diverses (granulés, graines de coton, résidus de cultures, fanes d'arachide, sont de plus en plus systématiquement administrés en période de soudure c'est-à-dire la période transitoire entre la saison sèche et le début de l'hivernage, où les pâturages se raréfient. Si les premières pluies commencent à tomber, les premières herbes sont insuffisantes pour rassasier les troupeaux. Aujourd'hui avec l'irrégularité des pluies et le retard dans l'installation de l'hivernage, les soudures sont plus longues. En effet, ces dix dernières années ont été marquées par des cycles de sécheresse dans tout le Sahel, occasionnant des crises alimentaires auxquelles les populations pastorales sont particulièrement exposées (Ickowicz et al, 2010). La mobilité, principal moyen d'exploitation des ressources naturelles dispersées dans la région, a beaucoup évolué. Les premières caractérisations (Grosmaire, 1956 ; Barral, 1982 ; Santoir, 1983) avaient identifié des déplacements pendulaires du sud du Ferlo vers le nord du Sénégal. Les éleveurs partaient vers le Walo (vallée du fleuve Sénégal) en saison sèche quand les mares du Ferlo étaient tarées et retournaient dans le Dieri (centre du Ferlo) en hivernage. Depuis l'implantation des forages dans le Ferlo dans les années cinquante, la transhumance s'organise autour des forages d'eau du Ferlo et vers les autres régions comme le Sénégal oriental ou le bassin arachidier, pour des raisons à la fois écologiques et commerciales. Nous reviendrons dans le chapitre 5 sur les évolutions de cette stratégie.

Cette présentation de l'élevage à partir des statistiques disponibles permet de comprendre les enjeux du développement de cette activité au Sénégal. La typologie des élevages et les particularités du pastoralisme permettent de saisir la place de l'élevage extensif dans les

³⁵ Synthèse bibliographique dans le cadre du Réseau et d'échange sur le politiques laitières (REPOL) publiée dans la série « Documents de travail » avec la Coordination : Papa Nuhine DIEYE (ISRA/CRZ KOLDA), et les contributions de Cécile BROUTIN (GRET), Maty Bâ DIAO (ISRA/LNERV), Papa Nuhine DIEYE (ISRA), Guillaume DUTEURTRE (ISRA/BAME), Cheikh LY (EISMV)

stratégies de développement de l'élevage. La partie suivante fait un inventaire historique des programmes qui composent la politique sectorielle.

II. Les politiques sectorielles d'élevage

Un inventaire des programmes structurant la politique de développement de l'élevage au Sénégal montre comment les visées de changement du modèle d'élevage extensif se traduisent en actions, permet de saisir le détail des interventions sur l'élevage et comment le sous-secteur de l'élevage est relégué au second plan derrière l'agriculture au sens strict de la culture de la terre. Notre hypothèse est que ces programmes sectoriels se fondent sur une logique de partage de la superficie foncière, de distribution des ressources, et de respect des prérogatives administratives concurrentes. Ils conçoivent rarement les possibilités économiques et écologiques d'interactions et d'intégration entre la culture et l'élevage ; comme si le développement de l'un constituait un frein au développement de l'autre. De fait, certaines actions en direction des agriculteurs entravent de façon évidente les activités d'élevage. De même des incohérences et le manque de coordination dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes pour l'élevage apparaissent.

Les politiques sectorielles d'élevage se déclinent dans un ensemble de mesures institutionnelles et d'actions successives dans une logique continue d'intervention depuis la colonisation. Il est difficile de marquer des ruptures dans les orientations de développement du secteur depuis 1960, voire depuis la période coloniale, jusqu'à aujourd'hui : l'orientation retenue par l'État du Sénégal a toujours été la modernisation de l'élevage par l'intensification de la production.

Toutefois, trois périodes peuvent être identifiées selon l'importance des moyens financiers mis en œuvre et le rôle des intervenants. Durant la première période, de 1960 à 1980, l'État du Sénégal opte pour une Politique Agricole en continuité par rapport à la période coloniale. Durant la deuxième période, de 1981 à 1998, le Sénégal, soumis par le Fonds Monétaire International (FMI) à un Programme de Redressement Économique et financier, (communément appelé Plan d'Ajustement Structurel (PAS)) consistant à réduire les dépenses publiques, initie la Nouvelle Politique Agricole correspondant à un désengagement de l'État de certains services publics. La dernière période commence en 1998, avec la fin des PAS. Elle est marquée par l'annonce des Lettres et Déclarations de Politique de Développement Agricole dressant l'ensemble des mesures sectorielles. Deux ans plus tard, l'alternance du

pouvoir marque l'arrivée d'un nouveau discours politique volontariste pour le développement de l'élevage.

L'ensemble des mesures institutionnelles et des programmes de développement de l'élevage sont exposés dans des documents officiels ou des documents de projet que nous avons exploités. Les sources sont principalement les administrations publiques (Ministères, Directions Nationales et instituts de recherche à l'exemple de l'Institut Sénégalais de Recherche Agricole), et les administrations des projets de développement.

Un bref rappel des interventions coloniales est toutefois utile car des actions d'envergure ont été initiées et poursuivies jusqu'après l'indépendance en 1960. Le 30 avril 1946 est promulguée la loi portant création du Fonds d'Investissement pour le Développement des Territoires d'Outre Mer (FIDES) consacrant des investissements pour l'agriculture et l'élevage. Les principales actions de développement de l'élevage ont concerné la santé animale et l'hydraulique. Ainsi, par des campagnes de vaccination exhaustives, certaines affections ont été vaincues. Mais, un peu avant la mise en place de ce fonds, dans la zone du Ferlo, la découverte de la nappe phréatique maestrichtienne en 1938 a été la clé d'exploitation de cette vaste zone fermée et enclavée. En 1948, les premiers puits sont forés (celui de Dodji par exemple) et au milieu des années 50 un maillage relativement dense de forages permet l'ouverture du Kooya (la zone plus fermée du Ferlo). Trente cinq forages d'eau assurent l'abreuvement des animaux et entraînent la réorganisation de la mobilité des éleveurs. Ces interventions dans le secteur de l'élevage étaient bien particulières. D'aucuns soutiennent que l'objectif du colonisateur était de contrôler cette population mobile immaîtrisable : il fallait alors les sédentariser. Toutes les mesures prises ont amélioré les conditions sanitaires, accru les effectifs des troupeaux, ouvert des pâturages inaccessibles en périodes sèches, mais n'ont pas pour autant fixé les éleveurs. Elles ont seulement entraîné des changements dans les motifs et les axes de déplacement.

1. La consolidation des acquis coloniaux

De 1960 à 1980, les politiques agricoles du gouvernement du Sénégal mettent en place de nouvelles initiatives dans la continuité des interventions coloniales de développement. Durant cette période, ces politiques ont consolidé les acquis de la période coloniale à travers un engagement permanent de l'État dans l'appui au monde rural.

En 1962, la Société d'Exploitation des Ressources Animales du Sénégal (SERAS) est créée. En 1964 est promulguée la loi 64-46 relative à la création du Domaine national, régissant

l'appropriation par les agriculteurs des terres agricoles. Un ensemble de dispositions octroie la terre à toute personne pouvant la mettre en valeur, sachant que seule la culture est considérée comme forme de mise en valeur. Les éleveurs qui ne marquent pas leur territoire par des haies se voient « expropriés » par des agriculteurs à la houe et la hilaire³⁶. Cette loi définit des délimitations territoriales administratives (terroir, communauté rurale) qui sont vides de sens pour les éleveurs car l'espace pastoral ne se retrouve pas dans le maillage de communautés rurales. L'espace pastoral opératoire (des éleveurs eux-mêmes) distingue habituellement des transects de parcours, de faible emprise et des points aux enjeux plus concentrés : points d'eau, voire bourgoutière³⁷ (Thébaud, 2005). Au Ferlo, la notion de *houroum* antérieure aux aménagements hydraulique identifiait des zones de droits prioritaires (Pouillon, 1990). Les pasteurs perçoivent aussi l'espace comme une étendue sur laquelle ils peuvent conduire leurs troupeaux. Il s'agit, pour eux, de se déplacer avec les animaux pour trouver les ressources fourragères là où elles sont. Cette loi et les programmes de gestion des terroirs concomitants militent donc en faveur de l'agriculture et comportent un risque d'exclusion de l'élevage transhumant (Marty, 1993).

Les années 70 sont marquées par la création des sociétés publiques de développement, dont la mission était d'exécuter les projets de développement agricole. Cette création répond à une logique de stratification zonale, une dizaine de sociétés devant s'implanter dans des régions écologiquement homogènes. Deux sociétés de développement étaient expressément consacrées à l'élevage : la Société de Développement de l'Élevage dans la Zone Sylvo-Pastorale (SODESP) et le Projet de Développement de l'Élevage au Sénégal Oriental (PDESO). Ce furent les premières opérations d'envergure entreprises pour l'élevage dans le cadre d'une politique de « promotion de l'éleveur » qui consistait à moderniser le milieu pastoral par la fixation des éleveurs transhumants, le déstockage des animaux, la spécialisation des productions par zone, etc.

L'expérience de la SODESP mérite d'être détaillée car ce programme était le plus important pour l'élevage extensif et il continue encore aujourd'hui de marquer les esprits des acteurs concernés par les questions d'élevage. Les objectifs visés étaient d'organiser une filière performante basée sur une stratification régionale de la production de la viande. Le Ferlo avait vocation à devenir une zone de « naissage » : les veaux achetés par la société aux éleveurs du Ferlo devaient être élevés dans le ranch de Doli, au sud de la zone pastorale, spécialement conçu à ces fins. La SODESP passa des séries de contrats avec les éleveurs résidents près des

³⁶Matériel rudimentaire de travail de la terre pour la culture

³⁷ Plaine inondable par les fleuves sahéliens comme le Sénégal ou le Niger

forages pastoraux. Un premier type de contrat visait les éleveurs naisseurs qui payaient le service d'assistance technique fourni par la société correspondant à un suivi vétérinaire rapproché des animaux (contrat d'assistance pour le développement de l'élevage naisseur : CADEN). Un autre type de contrat liait la SODESP aux éleveurs ré-éleveurs, chez qui étaient placés les animaux issus des naisseurs (un CADER : contrat d'assistance pour le développement du ré-élevage). Ces derniers s'engageaient à vendre à la SODESP des animaux pesant entre 350 et 400 kg, qui étaient ensuite acheminés à la ferme de Keur Massar pour finition, avant d'être livrés à la boucherie.

L'un des objectifs de la SODESP était d'organiser une filière moderne de viande. Dans les zones de naissage, l'idéal était de transformer la structure des troupeaux traditionnels en structure de troupeaux de type naisseur. Par exemple, les animaux improductifs devaient être réformés et envoyés dans les zones de ré-élevages (Doli) puis acheminés trois ans plus tard à Keur Massar dans la banlieue de Dakar pour y être engraisés (NDione, 1993).

Des études ont tenté de mesurer l'impact des actions de la SODESP (Ndione, ibid ; Ly, 1989). Le constat est que cette expérience n'a pas atteint ses objectifs d'inscrire les éleveurs du Ferlo dans une logique spécialisée de production de viande à travers une filière modernisée. Cependant la SODESP a été créée à un moment où les éleveurs, en proie à une rude sécheresse, n'avaient d'autre choix que d'accepter l'appui d'une société qui leur assurait une certaine survie par l'octroi d'aliments de bétail à crédit. Elle a contribué à la résistance des systèmes traditionnels aux perturbations écologiques et à la protection des éleveurs. Entre 1975 et 1981, le nombre d'éleveurs encadrés est passé de 17 à 793 (Ly, ibid.). Cette période faste est vite passée quand « *les éleveurs se sont rendus compte que leurs troupeaux étaient écrémés des meilleurs taurillons qu'ils avaient élevés dans la phase la plus délicate pour ensuite les confier à la société pour des kilos faciles et plus rémunérateurs pour elle* » (Dia, 2005 : 30).

Pour Ly (1989), diverses raisons expliquent les résultats mitigés. Le choix de satisfaire les demandes urbaines en produits d'élevage par une augmentation de la production commercialisée exigeait une mutation des producteurs traditionnels en « *commercial ranchers* ». Ce choix devrait impérativement passer par des transferts de technologies transformant les élevages traditionnels de subsistance en élevages modernes et une transformation des éleveurs eux-mêmes. Ces techniques ont concerné l'exploitation des ressources naturelles par des méthodes dites de gestion rationnelle. Ainsi, « *il y eut des schémas d'intervention dirigistes faisant abstraction des contraintes et processus de prises de*

décision des producteurs dits traditionnels. (...) Des erreurs de conception limitèrent les interventions aux animaux et à l'environnement sans y inclure les populations d'éleveurs » (Ly, 1989). Les stratégies de ces éleveurs face aux subventions et aux incitations à commercialiser allaient à l'encontre des objectifs visés par « *ces interventions qui étaient jugées aptes à induire des transformations sociales et un nouveau comportement économique* » (Ly, *ibid.*). Ainsi, les réactions des éleveurs qui manifestent un désintérêt vis-à-vis de cette intervention surprennent les intervenants et empêchent d'atteindre le succès escompté. « L'ingénierie sociale » alors mise en œuvre, qui consiste en la réalisation d'études censées comprendre les réalités pastorales pour pouvoir faire passer des innovations, n'a pu jouer le rôle espéré. Ly explique les échecs par une mauvaise intégration des interactions agriculture – élevage, qui résultait d'un choix unilatéral centré sur une production maximale de bétail et de viande, au détriment de résultats plus globaux. La dernière raison évoquée par l'auteur est le peu d'intérêt porté au développement de l'élevage des petits ruminants, malgré les rotations rapides que ce type d'élevage permet. En effet, les ovins et caprins sont des espèces à cycle court, donc se reproduisent plus rapidement et leur commercialisation plus simple facilite la récupération du capital investi.

La crise climatique des années 70 instaure une situation alimentaire catastrophique dans le monde paysan, la sécheresse de 70-73 décimant des troupeaux entiers. La baisse continue des prix des matières premières et la crise de l'endettement international justifient pour les programmes d'Ajustement Structurel une politique de redressement des indicateurs macro économiques à partir du début des années 80.

Des opérations de sauvegarde du bétail (OSB) sont mises en œuvre pour parer aux conséquences de la sécheresse à travers la fourniture aux éleveurs d'aliments de bétail en plus de services sanitaires. Elles durent jusqu'au milieu des années 80.

3. La nouvelle politique agricole

Les vingt dernières années du XXème siècle sont marquées par les plans d'ajustement structurels mis en œuvre de la fin des années 70 jusqu'à la fin des années 90. Ils se caractérisent par le désengagement de l'État dans la Nouvelle Politique Agricole. Des projets de développement à court et moyen terme se substituent aux grands programmes de développement. Le projet d'appui à l'élevage (PAPEL) est, pour cette période, une intervention qui marque le Ferlo. Les subventions à la production sont arrêtées ; les services publics sont privatisés. Des mesures institutionnelles sont prises pour contraindre davantage

les éleveurs à la sédentarisation et à la réduction des troupeaux. L'arrêté n° 5180 de 1985 distingue les usagers non-résidents des usagers résidents pour l'utilisation des forages pastoraux (est considérée comme résidente toute personne vivant sur un rayon de 15 km depuis au moins un an), une distinction qui fait payer un prix de l'eau plus importants aux transhumants.

Dans le domaine du foncier, d'autres mesures prises durant cette période concourent au rétrécissement de l'espace pastoral au profit de l'agriculture . « En 1991, la forêt classée de Khelkom, de 45 000 ha, appartenant à une réserve Sylvopastorale qui comptait 70 000 ha dans le Saloum, est mise à la disposition du Khalif général des Mourides par le Président de la république du Sénégal pour sa mise en valeur. *« Son déboisement expéditif par des nuées de fidèles exaltés a fait place à l'installation de Dara³⁸ dont la première tâche a été de chasser sans ménagement les éleveurs : un territoire pastoral sur lequel les Peuls détenaient des droits immémoriaux (qu'avait d'ailleurs reconnus le pouvoir colonial en classant la forêt au début du siècle) s'est mue soudain, à la suite d'un choix politique insouciant de toute réglementation foncière, en champ d'expansion de la confrérie mouride, en propriété du Khalif »* (Pelissier, 1995).

Les sociétés publiques de développement comme la SODESP perdant de leur consistance, les projets de développement les remplacent incomplètement. Le Projet d'appui à l'élevage (PAPEL) prend la relève dans la zone du Ferlo en 1992 et se déroule sur une période d'environ 12 ans. Il organise la gestion des ressources naturelles suivant le principe de l'unité pastorale. A travers ce projet, une prescription de modernisation a été adjointe à l'activité pastorale dans le Centre et Sud Ferlo, avec pour principal objectif une gestion contractualisée entre les éleveurs et l'administration du projet, des ressources naturelles à travers la limitation de la transhumance (Wane et al., 2006). Cette expérience basée sur la définition et la délimitation d'aire de desserte d'un forage avec des zones de pâtures appelées unités pastorales est appliquée dans plusieurs forages du Ferlo. Cette approche avait d'abord été mise en œuvre dans l'est du pays à travers le Projet de Développement de l'Élevage au Sénégal Oriental (PDESO) en 1979, et fut reproduite dans d'autres zones d'agro élevage sous d'autres formes. C'est le cas du Projet de Développement de Matam (PRODAM) à Matam, et le Projet d'Autopromotion Pastoral (PAPF) dans la zone des six forages au nord du Ferlo, dont fait partie Tatki, un de nos sites d'enquête.

³⁸ École coranique traditionnelle

A côté de cette composante phare destinée à restreindre la mobilité, les activités du projet PAPEL comprenaient aussi des interventions d'insémination artificielle intégrées à la politique nationale d'amélioration génétique. Celle-ci vise, au-delà des objectifs de production laitière, à restreindre l'accumulation du bétail, pratique jugée irrationnelle.

Or, ces deux modes d'organisation que sont la mobilité des troupeaux et l'accumulation du bétail constituent les piliers de gestion du cheptel face aux risques auxquels les éleveurs sont confrontés. Les injonctions passent par la mise en œuvre de programmes de développement qui ne cachent pas leurs objectifs d'intensifier la production et de sédentariser les populations. Ces programmes qui véhiculent des figures de modernité ne font que reproduire, en définitive, les premières interventions publiques dans le domaine de l'élevage. Ils poursuivent l'idée de changer un système jugé « *archaïque et improductif, méprisant ainsi toute la contribution du secteur dans l'économie nationale* » (Ancy et al, 2005).

Aujourd'hui, les termes changent mais les objectifs restent les mêmes. On parle encore abusivement de modernisation mais en lui adjoignant la notion de sécurisation. D'une manière générale, le constat est que les enjeux du développement de l'élevage ne sont que partiellement pris en considération dans les programmes de développement.

4. Faire de la modernisation de l'élevage le fer de lance du développement du sous-secteur.

A partir de 1998, la troisième période est caractérisée par un discours qui manifeste un regain d'intérêt pour le sous-secteur de l'élevage. En effet, en 1998, la Lettre de Politique de Développement de l'Agriculture (LPDA) affiche pour principaux objectifs d'atteindre une croissance agricole de 4% par an, d'améliorer la sécurité alimentaire des populations, d'assurer une meilleure gestion des ressources naturelles et une sécurité foncière pour tous les producteurs, de générer des emplois et d'accroître les revenus en milieu rural, de promouvoir l'investissement privé et l'efficacité des dépenses publiques.

La Lettre de Politique de Développement de l'Élevage prévoyait, entre autres, la privatisation de la SERAS et des activités de production du Centre National d'Aviculture de Mbaou, la mise en vente de la SODESP, le désengagement de l'État des activités de médecine et de pharmacie vétérinaires au bénéfice de vétérinaires privés, installés grâce, notamment, à des fonds de garantie mis en place à la Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal (CNCAS), la libéralisation des prix des produits d'origine animale, en particulier la viande, le renforcement des organisations d'éleveurs. En 1998, le sous-secteur de l'élevage qui relevait du ministère de l'agriculture, a été érigé en un ministère de plein exercice. Par cette décision,

le gouvernement du Sénégal signifiait sa détermination à intensifier les productions animales en vue de contribuer à la satisfaction des besoins des populations, de promouvoir les exportations et de faire de l'élevage un secteur de croissance très forte.

En mars 2000, le Sénégal connaît la première alternance politique depuis son indépendance en 1960. La « rupture » politique marque l'arrivée d'une nouvelle équipe gouvernementale. Si les actions traduisent une certaine continuité des options prises dans la LPDE de 1998, le changement réside dans le discours et la mobilisation de moyens financiers importants pour le déploiement de plusieurs programmes concomitants. Des programmes ambitieux de modernisation sont lancés : la Nouvelle Initiative Sectorielle pour le Développement de l'Élevage (NISDEL) en 2001, le Programme National de Développement de l'Élevage (PNDE) en 2006, le Programme de Développement de la filière Laitière (PRODLAIT), intégré à la Grande Offensive pour la Nourriture et l'Abondance (GOANA) initiée en 2008 et qui a fini de dérouler sa deuxième phase en 2010.

Les extraits suivants du rapport économique et financier, en annexe au projet de loi des finances 2010, présenté à l'assemblée nationale en octobre 2009, montrent comment les politiques sectorielles dans le domaine de l'élevage s'organisent et donnent un aperçu des objectifs de l'État et la voie choisie pour y arriver.

« S'agissant de l'Élevage, la politique du Gouvernement s'articule autour des axes prioritaires suivants :

- *la sécurisation de l'élevage pastoral et agro-pastoral ;*
- *l'accroissement de la productivité du secteur en vue de garantir la sécurité alimentaire et diversifier les sources de revenus ;*
- *l'amélioration des conditions de mise en marché des produits et des sous produits animaux ainsi que le développement d'une nouvelle dynamique pour l'accès aux marchés extérieurs et ;*
- *la modernisation et la diversification des systèmes durables de production des ressources naturelles.*

La stratégie repose sur le Plan National de Développement de l'Élevage (PNDE), en cours d'élaboration en 2008, destiné à être le document de référence pour le développement socio-économique du sous-secteur. Une deuxième phase de ce plan est en cours d'exécution en 2012.

Le discours de lancement du PNDE affichait la volonté de donner aux éleveurs le choix de définir ce qui leur convient en matière de développement. Si les séances de travail avec ces

représentants des éleveurs ont eu lieu en 2006 au niveau des communautés rurales (circonscriptions administratives décentralisées constituées de plusieurs villages ou forage en milieu pastorale où se gère le foncier et se définissent certains programmes agricoles), les axes prioritaires semblaient déjà fixés. Les conclusions avaient été tirées alors que les principaux bénéficiaires censés établir leurs priorités de développement ne s'étaient pas encore prononcés. Le texte de projet de loi des finances annonce clairement les actions à mettre en œuvre au moment où le PNDE était en cours d'élaboration. La pertinence des approches participatives est depuis plus de deux décennies soutenue par l'industrie du développement. Par conséquent les institutions publiques n'émettent aucun doute sur l'efficacité des approches bottom-up comparées aux démarches top down, la participation et l'implication des populations étant brandies comme une panacée, ignorant tous les défauts d'application des méthodes participatives (Gueye, 1999 ; Lavigne Delville, 2000). Au-delà des limites de la méthode, il s'agit aussi d'incohérence dans les choix de politique.

D'autres initiatives non citées dans ce document officiel existent, tel le Plan Retour Vers l'Agriculture (REVA) qui compte un volet élevage dans lequel est promue la mise en place de fermes agropastorales.

La dernière mesure proposée par le gouvernement est la Révolution Rurale qui vise à transformer « radicalement » les conditions de vie et de travail des agriculteurs, éleveurs et pêcheurs. *«Il s'agira, en fait, de procéder à un véritable changement de paradigme qui placerait les producteurs du monde rural au centre du dispositif de prise de décisions pour toutes les activités de développement les concernant, grâce à leur organisation, leur professionnalisation et la mise en place de la Banque Agricole du Sénégal (BAS)»* (Ministre de l'élevage, 2009). La syndicalisation des ruraux devant accompagner cette réforme n'a toutefois pas l'agrément du Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux (CNCR) cadre unique et très influent rassemblant les organisations professionnelles des métiers de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche.

La loi d'orientation agro-sylvo-pastorale promulguée en 2004 est la mesure institutionnelle la plus récente au moment de cette recherche. La politique de développement de l'élevage est le sixième axe stratégique de cette loi, qui promeut la sécurisation des activités d'élevage par la reconnaissance juridique de l'activité des éleveurs comme forme de mise en valeur agricole. Les organisations d'éleveurs reconnaissent ce progrès dans le processus d'assouplissement des règles de gestion du foncier agropastoral. Cependant cette disposition réglementaire tarde à être appliquée. Si les premières lois foncières étaient critiquées pour leur inadéquation au

système d'exploitation des ressources, en l'occurrence la loi sur le domaine national de 1964, la loi actuelle d'orientation agro-sylvopastorale (LOASP) peine à prendre effet, surtout en milieu pastoral, où d'une part, la mise en œuvre agricole nécessite une représentation des éleveurs dans le conseil rural qui délibère et attribue les terres, d'autre part parce que les décrets d'application tardent à être signés.

Nos difficultés à restituer une cohérence chronologique et logique des interventions de développement de l'élevage témoignent peut-être des incohérences et d'un bouillonnement tous azimuts autour de la modernisation de l'élevage où des programmes se chevauchent, des mesures juridiques vont à l'encontre des objectifs annoncés, des options de développement se contredisent, notamment en ce qui concerne la sécurisation du pastoralisme et la modernisation de l'élevage. Le lancement de plusieurs initiatives de développement peut signifier une réelle dynamique de changement social, cependant la profusion de programmes présentant les mêmes objectifs, en déphasage avec les réalités du domaine visé, avec des approches différentes peut témoigner d'une incohérence globale des orientations de développement.

Par ailleurs trois facteurs peuvent constituer des freins à une meilleure prise en charge de ces enjeux. Ils relèvent de l'organisation politique des départements administratifs, de la gouvernance des programmes, et de la priorité accordée au foncier agricole au détriment de l'élevage. Nous développons ces trois points et terminons cette section en commentant le regard critique que certains prescripteurs portent sur les politiques sectorielles et qui pourrait témoigner d'un discrédit de l'action publique.

- ***Une gestion politicienne des portefeuilles***

Le sous-secteur de l'élevage a depuis l'indépendance été intégré dans différents départements ministériels. Il fut incorporé dans le Ministère du Développement Rural juste après l'indépendance en 1960, puis incorporé au Ministère de l'Agriculture, et enfin émancipé comme ministère à part entière. Un bref rappel de l'évolution de l'organisation de l'administration publique permet de comprendre l'instabilité administrative dans laquelle ont fonctionné les départements ministériels et les Directions Nationales dans le domaine de l'agriculture et du développement rural au Sénégal depuis l'indépendance.

Tableau 6°: Le sous-secteur de l'élevage dans les institutions administratives de 1960 à 2010

Date ou période	Intitulé poste
De 1960 à 1968	Ministère de l'Économie Rurale
1968	Économie rurale devient Développement rural
1986	Développement rural concerne l'agriculture et action coopérative, l'élevage n'est pas explicitement mentionné
1993	Développement rural devient ministère de l'agriculture
1998	Création ministère de l'élevage, puis suppression la même année
2000	Réintégration élevage dans le ministère de l'Agriculture
Depuis 2004	Scission en deux : ministère de l'agriculture et ministère de l'élevage

L'érection d'un ministère de l'élevage de plein exercice en 1998 signifiait pour l'État du Sénégal une option forte « *pour montrer sa détermination à intensifier les productions animales en vue de contribuer à la satisfaction des besoins des populations, de promouvoir les exportations et de faire de l'élevage un secteur de croissance très forte.* » (LPDE, 1998).

L'évolution des missions administratives montre l'instabilité des fonctions. Cette instabilité tout au long des alternances politiques du Sénégal témoigne d'un mode de composition et recomposition de gouvernement résultant de la volonté politique de gérer différentes composantes présentes dans l'arène politique. Cette récurrence des remaniements ministériels entraîne une instabilité et une incohérence dans l'agencement des missions administratives, pouvant entraîner un allongement du temps de traitement des dossiers et par conséquent des retards dans l'exécution des projets (Diop, 2002). Entre 2004 et 2012, la longévité de la ministre de l'élevage n'a pas empêché l'instabilité des Directions Nationales, plusieurs fois remaniées, une situation qui entrave le bon fonctionnement du département de l'élevage dans son ensemble.

En 2009, le ministère de l'Élevage est réorganisé en trois Directions : la Direction de l'Élevage, la Direction de l'Élevage équin et la Direction des Services Vétérinaires. Une analyse sociologique des institutions permettrait à travers les profils et les trajectoires des individus en charge des responsabilités dans les services de l'État, d'éclairer la conception que ces acteurs ont de leurs missions et des pratiques des éleveurs³⁹ et la gestion des décisions publiques en général.

▪ ***La gouvernance des programmes pose question***

Le manque de coordination entre les institutions chargées du développement de l'élevage et tous les programmes en cours est un constat partagé par la plupart des acteurs du monde des prescripteurs que nous avons interviewés. En 2010 coexistent trois programmes de développement de l'élevage : la Nouvelle Initiative Sectorielle pour le Développement de l'Élevage, le Programme National de Développement de l'Élevage, un programme de mise en place de Fermes dans le Plan Retour vers l'Agriculture. Ils sont pilotés respectivement par le Ministère de l'élevage, la Direction de l'élevage et le Ministère de l'Agriculture. La Direction de l'élevage en charge du PNDE⁴⁰ avoue ne pas maîtriser ce qui se passe dans les autres programmes et défend son programme qui marquerait le réel changement de méthode d'intervention.

« C'est le seul qui, depuis le Plan d'action pour l'élevage de 1988, jusqu'à la Lettre de Politique de Développement de l'Élevage de 1999, s'élabore avec les éleveurs à travers leurs organisations professionnelles et les collectivités locales. » (Directeur de l'élevage en 2007).

Ce type de déclaration d'un directeur de l'élevage qui met en valeur le programme piloté par sa direction, programme qui répondrait de façon plus efficace que les autres interventions publiques aux enjeux de développement de l'élevage a l'air de répondre, au delà de la pertinence et de l'efficacité de ses méthodes, à un besoin de positionnement et de démarcation. Ceci nous conduit à soulever la question des concurrences et différends entre hommes politiques ayant des responsabilités administratives sur les politiques publiques. La situation de rivalité des responsables d'institutions impliqués dans l'exécution des programmes ne facilite pas l'harmonisation et la coordination des politiques d'élevage. Ces querelles de positionnement envahissent l'environnement des institutions de développement et nuisent à

³⁹ Nous n'avons, cependant pas effectué une étude complète du monde de l'élevage, des enquêtes ont été menées au près de quelques acteurs au sein des institutions de l'élevage.

⁴⁰ Nous avons appris fin 2010 que toutes les activités relatives à l'élaboration de ce Programme ont été bloquées.

l'efficacité de la mise en œuvre des politiques publiques. La situation particulière des deux institutions concernées par ce type de problème au moment de nos enquêtes que sont le Ministère de l'élevage et la Direction de l'élevage mérite d'être exposée dans une réflexion sur l'efficacité des méthodes d'interventions publiques. En effet, à la question de l'articulation entre les deux plus grands programmes en cours, la réponse du directeur de l'élevage est sans équivoque.

« Aucune articulation entre les deux, l'un (PNDE) est piloté par la direction de l'élevage, sur du long terme, l'autre (NISDEL) est géré directement par le ministère sur du court terme, qui lui ne visait que l'élevage intensif avec la mise en place de centres d'impulsion pour la modernisation de l'élevage dans toutes les régions du pays. C'est bien après que la sécurisation pastorale a été ajoutée ».

Deux grands programmes d'envergure nationale sont en cours en même temps, séparément, mobilisant sans doute les mêmes acteurs (la direction dépend du ministère), les mêmes organisations d'éleveurs. Au regard de ce type d'interactions, on est tenté de nuancer les avancées possibles vers une harmonisation des politiques sectorielles d'élevage. Plus généralement, les incohérences dans l'élaboration des politiques publiques et les situations structurelles de rivalités politiques renvoient à des formes de gouvernance pouvant discréditer la gestion de l'État du Sénégal. Pourtant, depuis la Déclaration de Paris en 2005, il est acté dans le milieu international que des projets plus ou moins coordonnés entre eux ne suffisent pas à constituer une politique et qu'il est nécessaire aux États –et aux bailleurs- de s'appuyer sur une politique de programmes. Nous avons signalé plus haut la profusion des programmes de développement qui se fixent les mêmes objectifs et sont mis en exécution sans aucune articulation. D'autre part, une politique de « modernisation » basée sur un seul modèle technique, a fortiori peu représenté dans la société rurale, ne peut remplacer les interventions dans d'autres domaines nécessaires au développement humain, d'autant que cette modernisation est un foisonnement d'initiatives qui accroissent les incertitudes auxquelles les éleveurs sont confrontés. (Diao, 2013)

- ***Le regard distancé des prescripteurs sur la politique sectorielle d'élevage nuance sa portée***

Lors de nos enquêtes dans le monde des prescripteurs, nous avons été marquée par la distance prise par la plupart de nos interlocuteurs vis-à-vis des orientations des politiques d'élevage.

A l'évocation du bilan des politiques entreprises par les pouvoirs publics au sujet de la sédentarisation, des acteurs critiquent ces politiques en jugeant les objectifs peu réalistes, ou les approches inadéquates.

Les impacts mitigés des politiques sectorielles d'élevage interpellent tous les acteurs du secteur, en l'occurrence les fonctionnaires en charge des programmes et les chercheurs. Les points sur lesquels nos interlocuteurs ont émis des réserves concernent la vision tenace de modernisation et les méthodes d'intervention de l'État.

Ce décalage entre le discours officiel sur le devoir « *d'exécuter la volonté du chef de l'État* » et certains points de vue personnels exprimés en aparté par des chercheurs, des cadres dans les institutions publiques, des agents de projet de développement mérite d'être expliqué.

Malgré les difficultés de mise en œuvre et de coordination sous-sectorielle, et malgré les insuffisances du point de vue du développement, la continuité des orientations politiques en 2007 est sans équivoque. L'avis d'un chercheur sénégalais impliqué dans l'élaboration et le suivi de programmes est éclairant :

« Je pense que le vœu de moderniser est toujours prégnant, mais il est important de signaler la capacité des éleveurs à détourner les objectifs. En exemple dans le document de présentation de la NISDEL au delà du slogan, l'initiative avait été proposée sans aucune prise en compte de l'élevage extensif. C'est bien après qu'une proposition d'intégrer le pastoralisme est formulée, et là encore, au lieu de parler de développement de l'élevage extensif, on parle de « sécurisation » du pastoralisme, terme qui pour moi est très chargé et signifie « cantonner » ce type d'élevage que nous avons du mal à changer quelque part et développer en parallèle un « élevage productif » » (M. D. chercheur ISRA 2007).

Le discours de justification politique atténue l'impact des discours modernisateurs en évoquant la sécurisation des pasteurs et des espaces pastoraux, mais les interventions concrètes de développement restent fidèles à la représentation d'un bon élevage.

Ceci donne à réfléchir sur la nature actuelle des liens entre la recherche publique et le développement et pose plus largement des questions sur le rôle que devrait jouer cette recherche, et sur la baisse⁴¹ considérable des moyens attribués à la recherche publique, sur l'autonomie des chercheurs qui concourt plus profondément à un mutisme de la recherche sur le développement, que nos enquêtés dans ce domaine expliquent par un manque de marge de

⁴¹ Une étude réalisée par l'Institut sénégalais de recherches agricoles (Isra) avec l'initiative des Indicateurs relatifs aux sciences et technologies agricoles ou Agricultural Science and Technology Indicators (Asti) et en 2010, montre la régression des financements de la recherche publique, le budget de la recherche agricole a été divisé par trois en vingt ans.

manœuvre par rapport aux décisions. Tous les fonctionnaires rencontrés à la Direction de l'Élevage ou à l'ISRA ont tenu à marquer leur distance par rapport aux injonctions de l'État, les interventions passées ayant déjà montré leurs limites, et sur les actions entreprises aujourd'hui. Cet écart entre l'orientation de la politique d'élevage et leur point de vue semble structurel, puisque malgré l'alternance politique, il n'y a pas eu de changement majeur dans la gouvernance, ni dans les orientations en matière de développement. Les chercheurs comme certains fonctionnaires de la Direction de l'Élevage et agents de projet de développement tiennent à souligner et à insister sur les échecs passés et à réitérer leur réticence sur les fondements des injonctions actuelles. Malgré cette distance revendiquée, nous supposons que dans le domaine de l'élevage pastoral, les « prescripteurs » chargés d'exécuter les programmes partagent d'une certaine façon les visions énoncées dans la politique d'élevage, même si dans le fonctionnement descendant de la conception des programmes, les techniciens ont très peu d'autonomie de décision et d'action. On peut s'interroger sur la façon dont les fonctionnaires peuvent exprimer leurs compétences?

Quelle valeur peut-on attribuer à un point de vue qui s'autocensure ? L'action publique suit son cours selon cette logique qui ne laisse pas de place à l'expression des points de vue des différents acteurs, multipliant ainsi les écueils. Sur les objectifs de sédentarisation, un agent du PAPEL dit ceci :

« je suis contre l'idée de vouloir les sédentariser ; sur le plan écologique c'est un désastre, ce mode extensif est une forme très adaptée aux écosystèmes du Sahel »,

alors que le projet dans lequel il intervient applique une forme d'exploitation des ressources qui compromettra la mobilité si elle est généralisée dans le Ferlo (Wane et al., *ibid.*). Sur le sujet de l'élaboration des programmes, le même constat est fait par ce fonctionnaire.

« Difficile de faire un bilan, mais notons quand même qu'il y a un effort à faire dans l'élaboration des programmes, les autorités ne prennent pas tout le temps nécessaire à la réflexion d'un programme (Agent du projet Papel en 2007).

Les méthodes utilisées jusque là ont aussi été jugées non adéquates par certains acteurs. Le directeur de l'élevage lui-même en 2007 disait ceci :

« On est actuellement à un tournant, les politiques précédentes dans le domaine de l'élevage étaient toutes élaborées et réfléchies sans l'implication des éleveurs. Depuis le plan d'action pour l'élevage de 1988, jusqu'à la Lettre de Politique de Développement de l'Élevage de 1999, les techniciens du ministère étaient les principaux acteurs. C'est

d'ailleurs après cette époque que l'on s'est rendu compte que les éleveurs ne s'y reconnaissaient pas ». (Directeur de l'élevage en 2007)

Ce point de vue du directeur de l'élevage sur « l'échec » des politiques ne fait allusion qu'aux méthodes d'intervention. De notre point de vue, au-delà du protocole de mise en œuvre, c'est également la vision politique privilégiant un seul modèle de production qu'il faut remettre en question. Les noms de programmes changent, l'illusion d'un renouvellement d'approches de type participatif « entretient » les espoirs de certains acteurs du monde de l'élevage, mais les bilans des politiques publiques restent « décevants ». Malgré les discours sur la nécessité d'impliquer les éleveurs, le dirigisme est toujours de rigueur.

Le discours de ces prescripteurs montre qu'ils sont conscients de toutes les réalités objectives du pastoralisme, mais en même temps il laisse apparaître une relative impuissance devant certains manquements. Ces différences de points de vue confortent l'idée que nous annonçons sur les tensions internes à chaque groupe d'acteurs. Des logiques d'actions coexistent, confrontant plusieurs rationalités sans débat et au risque de répercussions négatives sur les actions de développement.

L'élevage est l'habituel parent pauvre de la politique agricole.

Au Sénégal, les activités d'élevage sont souvent présentées en concurrence avec les activités agricoles comme partout ailleurs en Afrique de l'Ouest (Gallais, 1972). Certes, l'agriculture occupe plus des deux tiers de la population active, mais une part croissante des agriculteurs investit dans l'élevage pour diversifier ses revenus. L'attribution et l'appropriation des terres à usage agropastoral est un enjeu majeur où le rapport de force favorise jusqu'ici les agriculteurs, certains observateurs parlant même d'un « État partial » au sujet de la distribution du foncier (Lavigne Delville et al., 2000). Dans les documents officiels distinguant le sous-secteur de l'élevage, les enjeux du développement de l'élevage sont mesurés par rapport à la contribution de l'agriculture à l'économie nationale et par conséquent, les éleveurs sont comparés aux agriculteurs avec qui ils partagent le statut de paysans chargés de nourrir le pays. Cette séparation rhétorique contribue à cristalliser le discours de deux communautés parfois complémentaires, parfois concurrentielles, produisant des préjugés qui investissent l'espace des politiques publiques. En effet, des prescriptions de changement remettent en cause les méthodes d'élevage et les modes de vie éprouvés par des générations d'éleveurs. *« La question de l'élevage pastoral au Sénégal illustre bien les difficultés qu'ont parfois les politiques à prendre en compte certaines réalités. Si ces politiques sont promptes à mobiliser certains concepts récents (souveraineté alimentaire) ou*

à proposer des approches modernisantes pour les filières, les discours véhiculent encore souvent des clichés anciens sur l'atavisme ou l'irrationalité des éleveurs avec une méconnaissance des réalités locales, économiques, agro-écologiques et sociétales.» (Ancy et al., 2005).

Ainsi, les trois périodes que nous avons distinguées pour rendre compte des politiques sectorielles sont caractérisées par des décisions et des actions de modernisation de l'élevage. Jusqu'au début des années 80, l'État maintient les acquis des interventions coloniales et initie d'autres opérations d'envergure comme la mise sur pied de la SODESP pour organiser une filière viande modernisée. Ensuite, les politiques d'ajustement structurel réduisent les financements publics dans l'agriculture et le secteur de l'élevage le ressent considérablement quand l'État se désengage de la santé animale et de l'approvisionnement en eau. Lors de ces dernières années, l'élevage occupe une place importante dans le budget public agricole pour appuyer la professionnalisation des éleveurs. Ces années ont occasionné des situations contraignantes pour les éleveurs : nous voulons signaler la vision et le cadre conceptuel des politiques publiques, le décalage qu'il y a entre cette vision et celle des éleveurs, mais également la mise en œuvre des politiques qui participent à la construction de l'incertitude (Diao, 2013).

Conclusion

L'élevage intensif périurbain, l'agropastoralisme et le pastoralisme sont les trois types d'élevage répertoriés dans les nomenclatures officielles, censés répondre chacun à des exigences spécifiques. Les systèmes intensifs périurbains devraient répondre aux besoins urbains de consommation en produits laitiers frais, les systèmes mixtes agropastoraux et pastoraux assurent l'approvisionnement en viande. Cependant les politiques sous-sectorielles se structurent aussi autour d'une modernisation qui vise plus précisément à transformer les systèmes d'élevage extensif en systèmes intensifs et, via l'insémination artificielle et la sédentarisation, transformer l'élevage pastoral en élevage laitier. L'orientation de développement se décline explicitement dans l'inventaire des interventions depuis la période coloniale. Il s'agit pour le pastoralisme de passer du modèle archaïque improductif à un modèle moderne compétitif.

A travers tous les programmes, on retient globalement le glissement du « Tout-État », où de façon linéaire et descendante les structures de l'État prenaient en charge des techniques et les diffusaient à la masse rurale, à une approche dite participative où ces structures réduites par

les PAS se veulent interagir avec les paysans à travers des organisations paysannes représentatives créées à ces fins. Ce passage d'un type de politique à un autre s'est passé dans pratiquement tous les pays du sud et marque le début des injonctions de professionnalisation des agriculteurs abordées dans la première partie de la thèse.

L'analyse des politiques sectorielles montre une prégnance des injonctions de l'État envers des éleveurs éprouvés par des incertitudes climatiques. Les interventions actuelles de développement ont pour visée de remplacer un modèle d'élevage par un autre pensé plus productif. Les institutions publiques contestent les pratiques des éleveurs qui soutiennent le mode de production traditionnel, en l'occurrence la mobilité et l'accumulation de bétail. Pour agir sur ces pratiques, l'intensification des productions animales est la mesure évoquée pour faire face au besoin d'assurer une autosuffisance en lait, car la facture d'importation laitière du Sénégal est importante et elle est brandie comme motif suffisant pour agir sur la production.

Le contexte institutionnel dans lequel se définissent et se déroulent les activités d'élevage est ainsi fait de dysfonctionnements de différentes natures à des échelles distinctes. L'une des contraintes à la mise en œuvre de programmes cohérents provient du manque de données exhaustives et fiables sur l'activité. Cette situation de carence entretient des représentations simplistes et figées sur les systèmes d'activités en élevage, dont les contraintes, les interactions et les dynamiques sont largement méconnues. Elle biaise les rapports entre prescripteurs et éleveurs et facilite les incompréhensions entre ces acteurs pour une élaboration de politiques d'élevage efficaces. Un autre frein à la mise sur pied d'actions de développement concertées et efficaces est la multiplicité des initiatives. Les programmes ambitieux continuent de se substituer les uns aux autres sans apporter les solutions idoines aux problèmes récurrents de l'accès aux ressources pour les éleveurs, et de sécurité alimentaire pour les produits et sous produits d'élevage, en l'occurrence le lait. La configuration du monde de l'élevage pose ainsi question car les conceptions des acteurs concernés par le développement de l'élevage sont divergentes, les injonctions de changement sont de plus en plus prégnantes et les programmes de modernisation s'attèlent dans leurs pluralités à traduire les orientations politiques.

L'identité professionnelle d'éleveur ne renvoie pas à la même chose chez les éleveurs et chez les prescripteurs. Pour ces derniers, l'éleveur professionnel est à « créer » et doit remplacer le pasteur qualifié d'irrationnel attaché à son bétail et d'insensible aux innovations techniques. Le référentiel évolutionniste tenace conduit les développeurs à projeter les paysanneries d'Afrique dans la même logique de transformation que les paysanneries d'occident, c'est-à-

dire passer de la tradition à la modernité. Au moment où ce modèle productiviste montre ses limites, que la recherche se tourne vers des modèles agro écologiques (Wezel et al, 2009), les politiques publiques au Sénégal font feu de tout bois pour répliquer le processus de modernisation agricole qui fut à l'œuvre en Europe.

Chapitre 4 : Le développement de l'élevage : de nombreux acteurs, peu de débats.

Nous avons choisi d'étudier le rapport des éleveurs au changement à travers les dimensions *pratiques* et *argumentatives* (Compagnone, 2004) qui s'expriment vis-à-vis de trois institutions (l'école, le marché, le projet de développement), choisies parce qu'elles « concentrent » différentes injonctions au changement adressées aux pasteurs dans l'espace national économique et public. Ce choix d'analyser l'articulation entre les pasteurs et leur société se veut complémentaire des nombreuses recherches sur les adaptations pastorales techniques et sociales à l'environnement, par la mobilité, les pratiques foncières, la diversification des activités, l'alimentation etc.

Or, pour enquêter sur la manière dont les pasteurs se situent pratiquement, socialement et professionnellement dans les débats sur leur développement, il fallait auparavant identifier ces débats, comprendre comment les diverses opinions/injonctions (administratives, institutionnelles, professionnelles, sociales) recensées sur le pastoralisme contribuent – ou non – à un débat sur son avenir. L'enquête sur le monde du développement de l'élevage devait repérer les enjeux et les débats publics sur les processus de reproduction et de transformation de ces systèmes de production et ces rapports sociaux, dans un contexte d'émergence rapide d'organisations professionnelles favorisée par les pouvoirs publics.

Ce chapitre présente les résultats de cette enquête. Nous nous intéressons aux transactions sociales entre les éleveurs et les autres acteurs, produisant ou reproduisant des "*compromis de coexistence*" avec par moment des négociations explicites (Remy et al, 1978 ; Remy, 2005).

Dans le monde du développement de l'élevage se déroulent des transactions de différentes natures entre les acteurs de statuts divers. Le développement de l'élevage est défini par les prescripteurs comme l'ensemble et le résultat des actions publiques sous-sectorielles qui visent à faire passer le système d'élevage extensif à un système intégré dans l'économie nationale. Schématiquement, des prescripteurs interviennent auprès des éleveurs pour promouvoir une forme de modernisation. Les actions et/ou expressions des éleveurs envers les prescripteurs suivent d'autres logiques.

Dès les premières enquêtes sur la configuration du monde de l'élevage, ont émergé des positions contrastées sur l'identité professionnelle d'éleveur. Nous nous sommes également rendu compte que la question de l'identité n'est pas portée ni caractérisée de la même manière

par les éleveurs du Ferlo et les organisations d'éleveurs. Si dans les organisations d'éleveurs, l'identité d'éleveur est un statut mis en avant pour légitimer des positions sociales, dans le Ferlo en revanche ces formes identitaires s'expriment à travers des pratiques d'élevages, que nous aborderons en profondeur dans les chapitres suivants. Introduire la question identitaire à ce stade du travail visait à se donner les moyens de faire ressortir l'écart dans la façon de concevoir l'activité d'éleveur, entre les éleveurs du Ferlo et les collectifs formés pour les représenter au niveau national.

Ce chapitre rend compte de la disjonction entre le monde des éleveurs et le monde du développement de l'élevage, en analysant comment les injonctions de développement présentées dans le chapitre précédent sont perçues par les représentants des éleveurs. Il présente les conditions sociales et politiques qui limitent le débat professionnel malgré l'existence de nombreux représentants officiels. Dans un deuxième temps, il expose les raisons prudentes de la définition juridique de l'identité d'éleveur, puis la manière dont s'en sont emparées les organisations.

I. Les injonctions de développement dans un monde de l'élevage « segmenté »

Le schéma de développement de l'élevage se construit sans les éleveurs, dans un contexte administratif où assurer la promotion des activités d'élevage équivaut à remplacer le modèle pratiqué par les pasteurs du Ferlo, jugé archaïque et irrationnel. Cette formulation qui résume la nature des liens entre les prescripteurs et les éleveurs met en relief la distance entre ces deux types d'acteurs. Quelles interactions s'opèrent entre eux ? Interroger la nature de ces interactions, montrer ce qui fait objet de débat et discuter la disjonction du monde des éleveurs est l'objectif de cette section. Les interactions entre les prescripteurs et les éleveurs relèvent de la négociation, interprétée comme « *une confrontation d'une pluralité d'acteurs en relation partiellement conflictuelle et en négociation pour déterminer des zones d'accord en fonction de leur capacité de pression respective* » (Remy et al., 1978). Les négociations autour du développement de l'élevage se passent dans la perspective de la professionnalisation du sous-secteur, invoquée depuis les années 90 et abordée dans le chapitre 1. Cette politique de professionnalisation a légitimé la "création" d'acteurs collectifs au sein desquels des porte-parole sont mandatés pour interagir avec les prescripteurs ou les « partenaires de développement ».

On peut parler formellement de débat dans la mesure où les acteurs se rencontrent lors d'occasions de concertation, de participation, de validation d'interventions publiques sur le

développement de l'élevage, créées par le renouvellement des approches du développement, c'est-à-dire le passage des méthodes « top down » à celles dites « bottom up ». Ce modèle d'échange entre acteurs n'est pas l'apanage du secteur de l'élevage : tous les secteurs économiques du pays sont concernés par ce format de « travail ensemble ». Ainsi, dans le secteur de l'agriculture, des ateliers dits participatifs multiples organisés, soit par l'administration, soit par les organisations paysannes ou à l'initiative des organismes internationaux de développement, ont pour objectif de mettre en débat les programmes et projets. Sans tomber dans l'exagération, il ne se passe guère de semaine sans qu'un atelier ou un séminaire de réflexion réunisse les acteurs du monde du développement de l'élevage. Ces rencontres sont saisies par les leaders d'organisation et les acteurs de l'administration comme tribune pour faire passer des points de vue. Depuis 2004, date de promulgation de la Loi d'Orientation Agro Sylvio Pastorale (LOASP), une série d'ateliers participatifs est tenue pour susciter la promulgation des décrets d'application de cette loi. En 2007, l'élaboration du Programme National de Développement de l'Élevage (PNDE) suscitait des rencontres dites participatives, en 2008 la mise en œuvre de la Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance (GOANA) et la restitution du bilan de ce programme ont occasionné des séminaires. La plateforme des organisations paysannes, le Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux (CNCR) organise également des réunions autour de sujets d'actualités. Toutes ces rencontres sont médiatisées et les leaders d'organisations d'éleveurs saisissent la presse, en marge des débats entre eux et avec les prescripteurs. Les points de vue que nous avons récoltés lors de nos entretiens avec les leaders d'OP et certains prescripteurs reflètent ces positions.

1. Un monde de l'élevage segmenté.

Entre le groupe professionnel des éleveurs et les prescripteurs de changement circulent des injonctions (adressées par les prescripteurs aux éleveurs) et des stratégies d'adoption, de rejet et de détournement (par les éleveurs) des techniques préconisées. Les injonctions signifient, pour ceux qui les formulent, l'attribution d'une identité d'éleveur peul attardé, dans des rapports affectifs au bétail et ne faisant preuve d'aucune rationalité économique. Toutefois, d'autres interactions s'opèrent entre les éleveurs au sein de leurs organisations, entre les organisations d'éleveurs et les prescripteurs. Chaque entité est traversée par ses tensions et ses logiques propres. Nous insistons ici sur les tensions qui animent le monde des organisations professionnelles d'éleveurs, dont la structuration pose question dans la mesure où, leurs

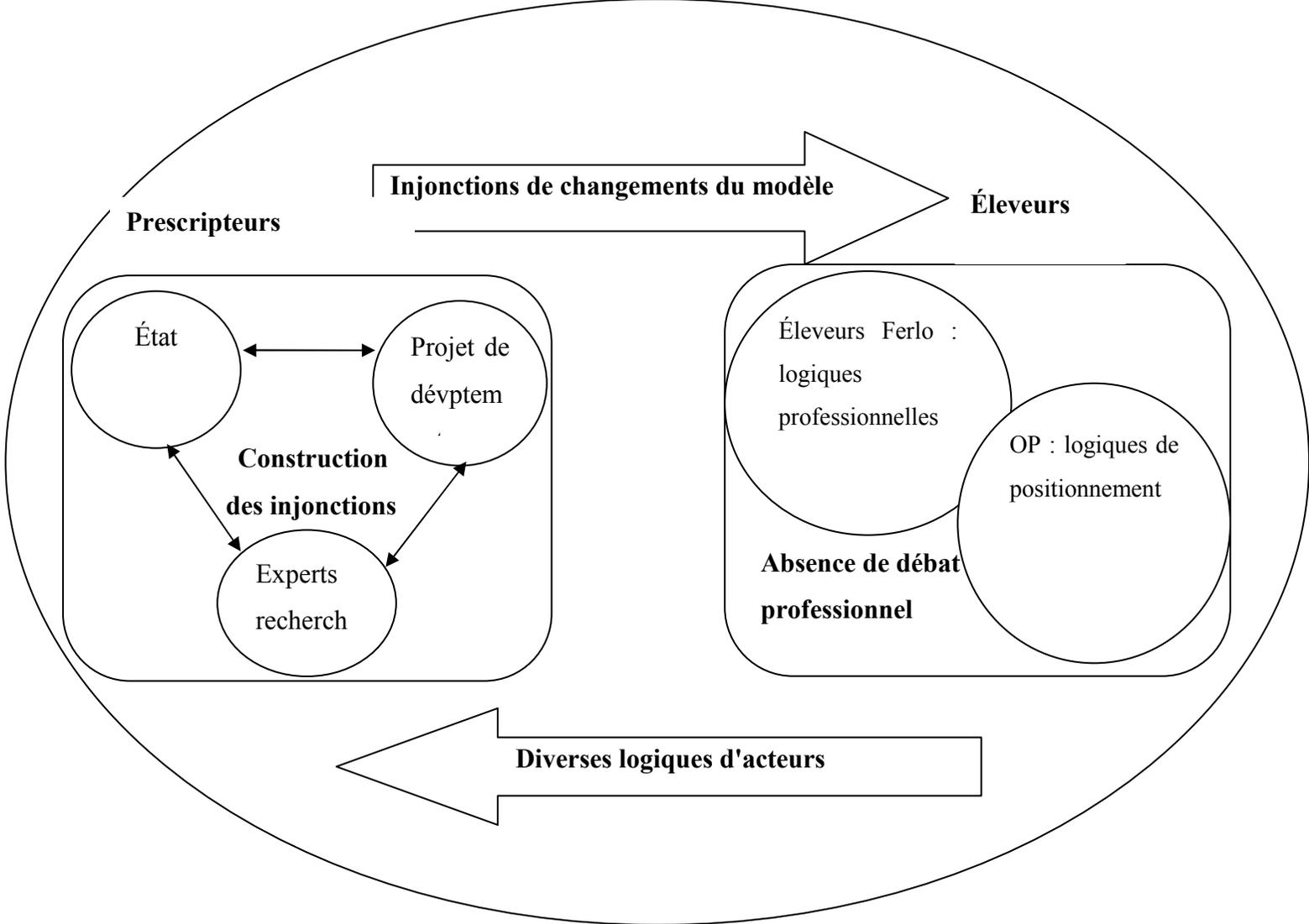
représentants ou porte-parole ressemblent à des "*courtiers du développement*" (Olivier de Sardan et Bierschenk, 1993) « éloignés » des éleveurs.

Le schéma ci-dessous de la configuration du monde du développement de l'élevage rend compte d'une sorte de désajustement entre acteurs (Boltanski & Thevenot, 1991) à deux niveaux. Au sein du monde des éleveurs, le désajustement résulte du processus volontariste et formel de professionnalisation de l'activité, qui a incité les éleveurs à adhérer à des organisations collectives et promu l'émergence de porte-parole peu représentatifs des intérêts des acteurs. Entre l'État et les éleveurs, un désajustement existe dans le sens où, à travers des relations asymétriques, des actions sont prescrites aux éleveurs et les éleveurs font feu de tout bois pour bénéficier des avantages des interventions sans pour autant adhérer effectivement aux principes d'action.

Cette interprétation se fonde sur les entretiens réalisés auprès des personnes représentant la diversité des acteurs du monde du développement de l'élevage : les présidents des Maisons des Éleveurs de Thiès et Saint-louis, les présidentes des Directoires Nationaux des Femmes en Élevage de Dakar, Saint-louis et Thiès ; les présidents de l'Union des coopératives d'éleveurs, de la fédération des Groupements d'Intérêt Économique d'éleveurs du Sénégal ; le secrétaire général du syndicat unique des éleveurs. En outre nous avons discuté de façon informelle avec des membres de ces organisations en marge des rencontres auxquelles nous avons participé.

Chez les prescripteurs, nous avons interviewé le Directeur de l'élevage en 2007, le responsable de la composante Environnement et Gestion des Ressources Naturelles du PAPEL, le chef du bureau d'étude Sen Ingénierie (alors responsable de l'élaboration du PNDE), l'inspecteur régional d'élevage (IRSV) de la région de Saint-Louis et trois chercheurs de l'Institut Sénégalais de Recherche Agricole dans le sous secteur de l'élevage.

Schéma1 : Configuration schématique du monde du développement de l'élevage



Sur ce schéma, les deux grandes flèches traduisent les transactions sociales (Rémy, 2005) le monde des prescripteurs et celui des éleveurs. Dans l'espace des prescripteurs, les tensions internes autour de la construction des injonctions entre la recherche, le projet de développement et les experts ne sont pas visualisées, bien qu'elles soient présentes comme nous l'avons évoqué dans le chapitre précédent.

Dans le cercle des éleveurs, il existe schématiquement deux lieux sociaux différents : à une échelle nationale, des organisations fédérales siègent la plupart à Dakar et sont les lieux de construction de position officielle des éleveurs transmises aux autorités. A une échelle locale (Ferlo), de petites organisations d'éleveurs construites sur une base d'apparement tentent de faire face collectivement aux difficultés inhérentes à l'activité d'élevage. La distance entre les deux niveaux de représentation est signalée dans le schéma par la superposition partielle des cercles. A partir des entretiens conduits, nous tenterons d'en montrer les facteurs : l'ingérence de l'administration dans l'action collective professionnelle, la faible représentativité des OP vis-à-vis des éleveurs, et les conflits de positionnement entre membres au sein de ces organisations.

Un rappel est ici utile sur les processus de mise en place des organisations paysannes, leur fonctionnement et leur mode de désignation des porte-paroles.

Le désengagement de l'État sénégalais des services aux producteurs a été accompagné par une politique de promotion d'une société civile, sollicitée en tant qu'acteur de développement. L'État du Sénégal par la même occasion entendait satisfaire les exigences démocratiques de ses partenaires internationaux (Bayart, 1989). Ainsi, des formes d'organisation collectives pouvant servir d'exemple ont été promues par l'État.

Juste après les indépendances, en milieu rural, l'encadrement et l'animation du monde rural par les services administratifs, reposait sur les Centres d'Expansion Rurale (CER), les Coopératives, les Maisons Familiales Rurales (MFR), qui ont accompagné, voire institué la constitution d'organisation de producteurs. Cette administration rurale a convaincu les paysans de s'organiser pour mieux bénéficier de l'encadrement des services de l'État. Vers la fin des années 1970 des associations paysannes ont commencé à émerger (Faye et Ndiaye, 1998) à la suite de sécheresses répétées, pour s'ériger contre la main-mise de l'administration sur les coopératives, en réponse au besoin d'émancipation des jeunes ruraux vis-à-vis des anciens et des notables, mais aussi pour mettre en œuvre des alternatives aux schémas de développement proposés par les sociétés publiques de vulgarisation. A l'échelle nationale, ce mouvement a donné naissance en 1976 à la Fédération des ONG (FONGs) du Sénégal, qui se

fixe comme objectif de coordonner les mouvements paysans en leur servant de porte voix pour influencer les politiques rurales (Floridi et al., 2008). La FONG compte 31 associations, réparties dans les différentes régions du Sénégal. Elle existe toujours et est membre d'une plateforme qu'elle a créée en 1993 : le Conseil National de Concertation des Ruraux (CNCR), structure faîtière de 22 fédérations d'organisations paysannes ayant des démembrements dans toutes les régions du Sénégal.

Le processus d'organisation professionnelle du monde paysan a concerné tous les secteurs d'activités de l'agriculture (agriculture, horticulture, élevage) de la pêche et de la foresterie. Mais il n'a pas eu la même ampleur partout (Castaneda, 2005). Le premier mouvement initié par l'État visait implicitement les cultivateurs : il s'agissait de créer des coopératives pour la distribution d'intrants agricoles en particulier des semences et des engrais. Les éleveurs ont été les derniers acteurs à se constituer en organisation professionnelle.

En dehors des coopératives d'éleveurs mises en place juste après l'indépendance, les deux organisations nationales les plus en vue ont été créées à la fin des années 90 par la Direction de l'Élevage. Il s'agit de "Gallé Aynabé" terme peul qui signifie littéralement "Maison des Éleveurs" (MDE) et le Directoire des femmes en élevage DINFEL. Cette dernière organisation est consacrée à fédérer les groupements de promotion féminine (GPF) nés de la dynamique de promotion des droits des femmes dans le milieu des années 80. Le ministère chargé de l'action sociale avait à cette époque engagé les femmes rurales et urbaines à s'organiser en groupement pour bénéficier de financements publics et développer des « activités génératrices de revenus »⁴². En 2008, diverses associations existaient autour des filières (lait, viande, cuirs et peaux), ainsi que des syndicats, des groupements d'intérêts économiques (GIE), des groupements de promotion féminine, des coopératives.

▪ *L'ingérence de l'administration dans l'action collective*

Les leaders des organisations sont désignés par la Direction de l'Élevage. Le premier président de la MDE était un vétérinaire à la retraite. Ainsi, l'encadrement contrôle l'organisation en éditant et vendant les cartes de membre, qui étaient même signées par le directeur de l'élevage jusqu'à une période assez récente.

Une étude spécifiquement consacrée à l'analyse des organisations professionnelles d'éleveurs (Castaneda, 2005) dresse un bilan de plusieurs années de constitution et de fonctionnement de

⁴² "Activités génératrices de revenus" est une expression typiquement forgée par les politiques d'ajustement structurelles (PAS), s'inscrivant dans une politique et une idéologie précise ; même si on l'emploie désormais dans le sens courant.

ces organisations que confortent nos résultats d'enquêtes dans les OP d'éleveurs rencontrées quatre ans plus tard.

A propos de l'ingérence de la Direction de l'Elevage dans les organisations professionnelles, Castaneda écrit « *Les inspecteurs régionaux exercent une grande influence sur la conformation et démarche des OPf. Ceci peut être considéré normal étant donné que l'État s'étant appuyé sur eux pour encourager l'action collective rurale. Cependant, de l'avis de plusieurs interviewés, leur marge d'action dépasse largement leurs compétences et a empêché la prise de responsabilité de la part de la population. Le cas le plus commenté est celui des MDE. L'audit réalisé en 2001 signale que les IRSV en binôme avec le président de la MDE, exercent un contrôle parfois préjudiciable sur les ressources financières de la plupart des MDE* (Castaneda, *ibid.*, p44).

En 2007, participant à l'assemblée générale de renouvellement du bureau de la MDE de Thiès, nous avons remarqué la présence active de l'IRSV de la région qui présidait la rencontre. Le président nouvellement élu à cette assemblée soulignait l'immixtion forte des inspecteurs dans leurs organisations. Selon lui, ils étaient parfois encombrants et autoritaires dans leur manière d'appuyer le fonctionnement des MDE. Ce leader, qui est par la suite devenu le président de la fédération des MDE du Sénégal, déclarait vouloir rendre aux éleveurs cet outil que constituent les MDE, c'est-à-dire, réduire le pouvoir de la direction de l'élevage, tout en le comptant comme un allié incontournable. Il disait que « *gallé aynabé (MDE) est un terme peul, avec un fonctionnement bureaucratique qui nous est très étranger, il faut qu'on se l'approprie, nous devons nous renseigner, nous éduquer, nous informer et nous ouvrir à l'extérieur* ». Président de la MDE de Thiès.

Ce porte-parole exprime dans ce point de vue le besoin d'apprentissage qu'ils éprouvent pour s'approprier un système organisationnel qui leur est étranger. On peut supposer que les failles notées dans le fonctionnement des organisations professionnelles résultent de ces difficultés d'appropriation des systèmes organisationnels exogènes, car ceux-ci (fonctionnement et mode de désignation des portes paroles) sont « importés » et régis par un ensemble de textes règlementaires imposé par la législation sénégalaise. Le respect de ces règles nécessite un apprentissage collectif des éleveurs et pose souvent problème. Toutes les organisations disposent de textes qui instituent leur fonctionnement (un règlement intérieur, et des statuts de fonctionnements). Ces textes sont souvent rédigés par des juristes à la demande des organisations mais ils ne sont pas appliqués. Ils existent pour être montrés à l'administration et pour légaliser leur existence aux yeux de celle-ci.

Certains leaders d'organisations ont pris conscience de la place trop importante occupée par les services vétérinaires administratifs dans la marche de leurs organisations, mais également du manque de démocratie en leur sein. Des personnes relativement jeunes ont commencé à se positionner dans des organisations comme la MDE et le Syndicat Unique des Éleveurs du Sénégal (SUES)⁴³. Ce mouvement de protestation a été initié par un groupe d'éleveurs en 2001 à l'annonce de l'attribution par l'État du Ranch de Doli (ancien site de la SODESP de 90 000 ha, actuellement zone de repli des éleveurs en saison sèche dans le Sud du Ferlo) à un marabout pour usage agricole. Ces deux organisations prônent de nouvelles façons de revendiquer. En effet, à partir de 2000, deux ans après l'alternance politique du Sénégal, émergent de nouveaux leaders qui tiennent un discours conflictuel contre d'anciens leaders et qui se tiennent, disent-ils, à distance de l'administration pour s'autonomiser. En effet, le début des années 2000 est marqué par une certaine euphorie démocratique, les sénégalais ayant renversé un régime politique de 40 années de mandat. Le nouveau président de la République est une figure emblématique de l'opposition sénégalaise, élue après 26 ans de « lutte ». Cet environnement politique suscite le renouvellement de la plupart des instances des collectifs organisés et le mouvement paysan sénégalais fortement politisé n'échappe pas à cette vague démocratique. Dans le domaine des OP d'éleveurs, les leaders à la tête de cette initiative ne sont pas étrangers au milieu. L'un d'eux milite à la tête d'une association de jeunes pour la promotion de l'élevage (ANAPES) depuis une dizaine d'année et sa mère est une militante reconnue par les autres leaders d'organisation. Cette vague de contestation intervient au moment où dans le milieu du développement de l'élevage, les bailleurs de fonds soulignent le manque de renouvellement des bureaux. En conséquence, ces bailleurs apportent un soutien financier aux rencontres organisées par certains jeunes leaders.⁴⁴

La contestation met en relief les divergences internes à ces organisations, avec une dimension de conflit générationnel car il implique des jeunes et des personnes âgées « accrochées » aux titres de porte-parole et déconnectées de leur public : depuis la création de la MDE, il n'y pas eu de renouvellement même si les textes statutaires les prévoient. Les jeunes leaders des organisations d'éleveurs pensent que les difficultés de renouvellement et de désignation transparente des porte-parole peuvent être surmontées, et ont l'objectif de consolider le crédit

⁴³ L'usage du terme unique ne signifie pas qu'il est le seul syndicat, au contraire marque son opposition à un autre syndicat qui se désigne Syndicat Unique des Éleveurs du Sénégal / Force du Changement (SUES/FC). Celui-ci existe pour s'opposer au premier. Il est accusé d'être instrumentalisé par le parti politique au pouvoir pour contre carter les revendications de l'autre syndicat.

⁴⁴ Ainsi, l'AFD concède un financement de 10 000 euros au nouveau Conseil national de la MDE Pour une tournée de sensibilisation au renouvellement des bureaux des MDE, dans les années 2000.

auprès des éleveurs des principales organisations nationales, comme la Maison des Éleveurs. Pour eux, l'enjeu est de peser sur les arbitrages au moment de l'élaboration de projets de développement. Cela signifie plusieurs choses : d'abord, ils veulent changer les formes de dialogue entre les organisations, de même que les types d'échanges avec les autorités publiques. Par exemple, un projet de règlement intérieur et de statut propose que les MDE se détachent de la tutelle de la direction de l'élevage, ce qui leur conférerait une autonomie d'action et peut-être des marges de manœuvre plus étendues sur les questions de développement. La démarche repose pour le moment sur l'adhésion négociée des présidents de MDE par des moyens subtils : en même temps que le discours sur le besoin de renouvellement se poursuit, un dialogue parallèle avec les anciens dirigeants est en cours pour les inciter à laisser leur place à des jeunes en évitant toute confrontation. Des postes honorifiques, comme celui de la présidence d'honneur de la MDE, leur sont proposés.

Nous ignorons si les tentatives de ces organisations relèvent de la concurrence fréquente entre leaders d'éleveurs ou constituent une nouvelle vision constructive d'une action collective. Nous pouvons mettre en perspective ces constats sur les dysfonctionnements qui gangrènent l'action collective dans le domaine de l'élevage en abordant le mode de désignation des porte-parole.

- ***Une faible représentativité des porte-parole.***

Le démantèlement par les politiques d'ajustements structurels des anciennes structures d'encadrement a permis l'émergence, en milieu paysan, d'acteurs issus en général des élites locales qui ont servi d'interlocuteurs aux intervenants du développement. Ces intermédiaires locaux, s'ils ne sont pas de la hiérarchie sociale dominante, disposent d'autres ressources (principalement être scolarisé) leur permettant d'être cooptés par l'appareil du développement (Olivier de Sardan et Bierschenk, 1993).

A cette situation s'ajoute la surpolitisation des mouvements paysans (Chauveau et al., 2001 ; Castaneda, 2005) qui influe fortement sur la désignation des porte-parole. La plupart des leaders d'organisation professionnelle sont également des responsables politiques locaux. Ces politiciens se servent des instances et des moyens des organisations professionnelles pour faire de la politique, de la même manière qu'ils se servent de leur influence politique pour peser sur les décisions au sein de ces OP. Parfois l'appartenance des leaders à des partis politiques concurrents crée des conflits au sein des OP car ils y transfèrent leurs différends. A titre d'exemple, deux présidents de communautés rurales d'une région du Ferlo se disputaient

la présidence de la MDE de Louga, les deux étant membres de partis politiques rivaux et se revendiquant légitimement élu par une assemblée générale. Nous n'avons pas réussi à comprendre comment le représentant de l'encadrement technique parvenait à interagir avec les deux leaders à la fois.

Le même scénario se passe au sein du DINFEL, où deux femmes réclament la présidence nationale du directoire. L'une est reconnue par le CNCR, l'autre semble être reconnue par le ministère de l'élevage qui la convie à ses rencontres ; un poste de conseillère au Conseil économique et social est en jeu. Les différends au sein de cette organisation sont liés au partage des postes accessibles et aux stratégies de positionnement des autres membres, désireux de remplacer la présidente à son poste du directoire. Enfin, la rivalité entre ces deux femmes leaders a un soubassement politique : l'une était de la mouvance du parti au pouvoir et l'autre est membre actif d'un parti d'opposition.

Ainsi, même si différentes lois structurent les formes d'organisations collectives, sous la forme d'une association, d'un GIE ou d'un syndicat⁴⁵, le mode de fonctionnement et la désignation des porte-parole obéissent plus aux normes de la hiérarchie sociale en vigueur en milieu paysan qu'à une démocratie participative. Cette dernière, tant galvaudée par l'appareil du développement, n'a pas su s'imposer face aux formes d'organisation politiques traditionnelles reposant sur la domination par les élites localement prééminentes. Dans ces conditions, où finalement la désignation se fait suivant des processus d'organisation locaux, on s'attendrait à ce que les porte parole soient jugés représentatifs par leurs adhérents. Or ils sont largement critiqués.

L'horizon de l'action collective se borne souvent au « projet », à l'échelle du terrain d'intervention. Dans les discours des leaders d'organisations locales n'apparaît pas, par exemple, l'enjeu de la législation ou de politiques de développement, ce qui est révélateur d'une ambition limitée à inter-agir avec l'intervenant local.

L'opinion d'une éleveuse expérimentée et anciennement impliquée dans les OP caractérise la situation chaotique dans laquelle les OP se trouvent : *« il faut reconnaître qu'un manque d'esprit d'ouverture des porte-parole a fait que les organisations d'éleveurs sont les plus difficiles à démocratiser, tout le monde veut être leader, tout le monde se prend pour un éleveur, et par conséquent peut un jour ou l'autre s'autoproclamer représentant d'éleveurs »*. La

⁴⁵ Respectivement Loi 1901 sur les associations de droit commun, Loi n° 84-37, et convention n° 98 sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949, adoptée par les États membres de l'Organisation internationale du Travail en 1949, entrée en vigueur au Sénégal le 18 juillet 1951.

responsabilité de l'État, en particulier le service de l'élevage, se situe sur la création des maisons d'éleveurs. Le premier handicap est le fait d'utiliser un terme peul « Gallé aynabé » pour penser rassembler tous les éleveurs qui ne sont pas tous des Peuls, parce que, dans l'entendement de la direction de l'élevage qui est l'instigateur des MDE, cette institution devrait s'adresser à tous les éleveurs (pasteurs, aviculteurs,...). Le deuxième est que le système de fonctionnement des MDE est complètement une bureaucratie « à la direction de l'élevage », c'est-à-dire une horde de vétérinaires fonctionnaires qui veulent « mettre les éleveurs dans leurs poches » et décider de tout ce qui doit se faire. Les vétérinaires se cachent derrière le manque d'instruction des éleveurs pour justifier tous leurs agissements ». Éleveuse, membre fondateur du Conseil National de Concertation des Ruraux, 2008.

Au-delà du constat selon lequel l'encadrement use de son pouvoir et de ses moyens pour influencer le fonctionnement des OP, cette éleveuse souligne la rapidité avec laquelle les collectifs se mettent en place. En effet, pour se constituer en acteur collectif, un groupe de personnes parlant peul se constituent en association, mobilisent quelques personnes du monde rural avec qui ils ont des liens familiaux ou amicaux et les instrumentalisent en leur fournissant des cartes de membres, mobilisant la presse privée pour être vus et entendus, légitimés. Plus largement, des individus créent ou suscitent la création de collectif en convoquant une réunion, rassemblant des signatures puis les déposent aux bureaux des administrations pour reconnaissance. De ce fait, la mobilisation de parents, amis ou voisins par des personnes qui disposent de capital symbolique important est fréquente dans les quartiers des villes et les villages du Sénégal.

Les critiques et la suspicion dont les leaders d'OP sont l'objet renvoient davantage aux objectifs propres des leaders qu'à leur mode de désignation.

La prolifération des OP renvoie à plusieurs stratégies coexistantes. D'abord la frénésie organisationnelle renvoie à la facilité avec laquelle des personnes se proclament responsables d'organisations, créées pour bénéficier des aides au développement. En effet le partenariat entre l'encadrement et les "projets de développement" pourvoyeurs de moyens matériels et financiers, suscite les intérêts particuliers de leaders d'organisation. Nous n'avons pas enquêté sur l'usage et le contrôle des fonds et des moyens des organisations d'éleveurs, mais le débat sur les détournements à des fins personnelles par les leaders est présent dans le monde des organisations professionnelles et la plupart des acteurs en lien avec elles insinuent ce type d'agissement des leaders, les positionnant d'office dans une stratégie de « politique du

ventre » (Bayart, 1989). L'expression désigne une conception de l'appareil d'État (ou, ici, des projets de développement, comme forme dominante d'action publique) comme lieu d'accès aux richesses, aux privilèges, au pouvoir et au prestige pour soi et pour les membres de son clan.

D'autre part la prolifération des OP répond à une tactique de gestion politique interne. Chaque leader ou membre affaibli au sein d'une organisation dont il est membre peut créer un collectif, instrumentaliser quelques individus en leur fournissant les moyens de s'organiser. Un nouveau syndicat apparaît et concurrence l'influence du syndicat unique des éleveurs qui commençait à gagner de l'espace par la médiatisation d'un point de vue contradictoire avec la politique foncière vis-à-vis de l'élevage. L'État crée et soutient un nouveau collectif paysan dirigé par un leader politique pour contrer les prises de position du CNCR vis-à-vis de la politique agricole. Ces faits répétés nous permettent de dire que la multiplicité des organisations professionnelles est moins liée à la défense d'intérêts collectifs antagoniques qu'aux motivations des individus qui investissent ces instances, et des acteurs politiques qui les instrumentalisent. Aujourd'hui à Dakar pas moins de 34 organisations liées à l'élevage revendiquent le statut de fédération nationale. 484 organisations professionnelles liées au sous-secteur ont été répertoriées dans le Ferlo par le Projet d'Appui à l'Élevage (PAPEL). Une bonne partie de ces organisations sont des coquilles vides où on ne trouve qu'un président et un trésorier. La structuration des organisations d'élevage a vu le jour en ville là où des Peuls, encore « attachés » à la pratique d'élevage mais vivant en ville depuis au moins une génération ont investi les organisations naissantes pour ensuite aller gagner la confiance des éleveurs du monde rural. La reconnaissance officielle est ensuite aisément obtenue grâce au nombre de cartes distribuées et aux discours médiatisés dans la presse. Toutefois la plupart des prescripteurs dénonce cette situation pléthorique d'organisations fantômes ainsi que les dysfonctionnements.

Le Directeur de l'Élevage en 2007 regrettait cette situation qui échappe finalement au contrôle et empêche une action collective efficace :

« S'il y a un problème de développement de l'élevage, c'est bien là qu'il faut le trouver. Il y a énormément d'organisations, des syndicats, des vendeurs de lait, des bouchers (spécialiste de la viande), tous se prennent pour des éleveurs. Ensuite, il y a la direction de l'élevage qui au lieu d'appuyer les organisations qui existent, en crée une autre qui n'a pas de sens pour moi. La MDE ne signifie rien, dans leur entendement c'est le regroupement des organisations d'éleveurs, c'est donc normalement une instance de concertation et non une organisation en

tant que telle. Les GIE et les coopératives suffisaient à elles seules pour représenter les éleveurs, toutes les autres organisations sont des outils de détournement. Il y a actuellement 34 organisations professionnelles d'éleveurs, et qu'est ce que vous croyez ? Qu'elles fonctionnent toutes ? Non ! » Directeur de l'élevage en 2008.

Ce point de vue du Directeur de l'Institution pourtant à l'origine de cette structuration montre que les organisations pléthoriques, non seulement échappent au contrôle de l'administration qui a favorisé leur création, mais empêchent la structuration professionnelle, limitent l'action collective et l'organisation ou la conduite d'un débat sur le développement.

Le mode de désignation ou d'auto-proclamation des porte-parole et le fonctionnement peu démocratique des organisations, marqué par des querelles incessantes au sein d'une même organisation et entre organisations, ont des conséquences négatives sur la perception des éleveurs de l'action collective. La majorité de nos interlocuteurs manifeste un manque d'engouement à épouser les formes d'organisations collectives reconnues par l'encadrement. Le fonctionnaire qui tient ce discours est présenté comme un expert du pastoralisme. Cet acteur déclare être conscient que c'est avec ce monde des éleveurs *désajusté* que l'encadrement collabore.

« Nous sommes très conscient des dysfonctionnements au sein de ces organisations, mais nous n'avons pas le choix, nous sommes tenus de travailler avec ce qui existe. Nous savons qu'il existe un réel problème de représentativité, de querelles de positionnement entre représentants d'éleveurs ». (Directeur de l'élevage en 2008).

Ceci renvoie aux logiques de la négociation que nous cherchions à identifier en début de chapitre. Les interactions entre les acteurs du monde de l'élevage se font dans cet environnement désorganisé où les liens entre les types d'acteurs sont distendus, et où il est difficile d'identifier des enjeux communs de négociation et un projet de changement social. Nous avons vu que dans la perspective tourainienne, parler de mouvement social suppose une forme de protestation qui identifie ses cibles, ses adversaires et qui a des revendications propres et qui est porté par un groupe d'acteurs qui veut en mobiliser un plus grand nombre et parler en leur nom. Aujourd'hui, dans la pléthore d'organisations créées rapidement par l'administration, soutenues par l'aide au développement, mues par des stratégies diverses, n'émergent pas d'acteurs collectifs porteurs d'intérêts sectoriels ou sociétaux. Au plan national, la situation est ambiguë, le jeu des alliances entre acteurs engagés dans les transactions sociales pour le développement de l'élevage est instable, dépendant fortement des

positionnements politiques et d'enjeux de captation des ressources (foncières, financières), davantage que des visions d'avenir ou des perceptions à l'œuvre dans la société pastorale du Ferlo. Après un demi-siècle de « constitution » et d'actions, le mouvement social éleveur est peu constitué. "*L'agir ensemble intentionnel*" (Neveu, 1996) est orienté ou habité par des stratégies relevant plus de la défense de mêmes intérêts individuels que d'un projet de propulser un changement social. Quand les actions individuelles des leaders d'OP ou les logiques politiques d'acteurs institutionnels inhibent les possibles retombées d'une concertation et d'une action collective, on ne peut parler de mouvement social, encore moins de projet de changement social.

Ces contraintes à une action collective efficace, perceptibles à l'échelle fédérale des organisations, existent aussi à l'échelle locale du Ferlo. Les problèmes apparaissent mieux au niveau fédéral car les divergences sont médiatisées dans la presse nationale ; par exemple, le conflit entre les deux présidents des MDE de la région de Louga comme celui entre les deux femmes présidentes de la DINFEL fait l'objet d'articles et d'interviews. Mais en fin de compte, le fonctionnement des organisations se trouve handicapé par ces tiraillements qui finissent par prendre le dessus sur les questions fondamentales de promotion de la profession. Les conséquences sont désastreuses du point de vue des prescripteurs, car les éleveurs manifestent désormais un désintérêt pour toute forme d'action collective. Le mépris de certains éleveurs envers toutes les formes instituées officiellement par l'État ou toute autre structure assimilée à une administration politique et institutionnelle est frappant. On a remarqué chez les éleveurs du Ferlo une sorte de refus poli de toute invitation de la part de l'encadrement ou d'initiateurs locaux à une action collective quelle qu'elle soit. Leur stratégie d'évitement est courtoise, ils écoutent les propositions, adhèrent en achetant une carte de membre si on la leur propose et leur participation se limite à cela. Cette adhésion facile s'explique par un prix dérisoire des cartes et par le fait que les intermédiaires qui vendent les cartes sont souvent issus du village où les liens familiaux et cordiaux priment parfois et guident les affiliations. Ce type de réponse est courant envers une démarche exogène qui n'ajoute à leurs préoccupations habituelles qu'un surplus de bureaucratie et de réunions ou rencontres « politiques ». Ceci est un constat global et un condensé de la pensée des « éleveurs ». Nous signalons néanmoins, comme nous avons tenté de le montrer tout au long de la réflexion, qu'il n'existe pas de groupe d'acteurs qui auraient les mêmes aspirations ni les mêmes dispositions à s'engager dans une action collective.

Ainsi, les dysfonctionnements des organisations professionnelles s'expliquent en large partie par les conditions politiques de leur genèse, la façon dont les éleveurs les constituent et par les enjeux matériels qu'elles représentent. Au-delà, on peut se demander à quelles conditions des collectifs de type professionnel, agissant au nom d'une communauté plus large, pourraient exister. L'action collective suppose la reconnaissance de pairs, une revendication identitaire conforme aux préoccupations majeures de pairs, ce qui semble compromis dans un mouvement désajusté. Les échecs récurrents des opérations de développement nous interpellent profondément sur les relations entre l'État dans toutes ses fonctions et des éleveurs qui essaient de se constituer en une communauté par rapport à l'État et plus largement aux organismes de développement.

2. La politique sectorielle entre rejet et approbation par les organisations d'éleveurs

Les organisations de producteurs se positionnent de manières diverses par rapport aux prescriptions de développement, montrant ainsi qu'il existe une diversité de postures dans le monde des éleveurs sur ce que doit être l'élevage, ce qui est différent d'un débat.

Les rejets concernent explicitement toutes les remises en cause de la mobilité et de l'accumulation du bétail. Le chapitre précédent montre le type d'intervention phare qui s'attaque à ces deux pratiques. Pour rappel, la NISDEL et la GOANA sont les deux derniers grands programmes de modernisation. Le premier incite à la mise en place de fermes d'élevage et le deuxième propose l'amélioration génétique de la race zébu par l'insémination artificielle. Plusieurs points de vue tirés de nos entretiens et de discours publics de leaders d'OP témoignent du rejet de ces politiques.

Les leaders des organisations que nous avons rencontrés rejettent ces deux voies techniques de modernisation de l'élevage, à l'exception de la présidente du DINFEL. En effet, le directoire des femmes en élevage approuve la politique de modernisation. La présidente s'est ainsi exprimée :

« Les éleveurs doivent changer de mode d'élevage, ils doivent passer à l'intensif, à la stabulation. Le système extensif est un système démodé, il est prenant en temps et n'est pas très productif. Par exemple, chez nous le vieux (elle parle de son mari) met toutes les économies de la famille dans le troupeau qui est en brousse en période de soudure.

La modernisation est le seul moyen de rentabiliser notre élevage, il est temps de se départir de ces grands troupeaux qui sont difficiles à entretenir, il faudra que le système de ferme soit adopté si nous voulons aspirer à un élevage moderne »

Présidente Directoire national des femmes en élevage, membre du CNCR.

La perception portée par ce leader n'est pas étonnante pour deux raisons : d'abord, parce que c'est une organisation regroupant des femmes transformatrices de lait, le plus souvent installées autour des villes pour acheter, transformer et commercialiser le lait. Une politique prônant l'augmentation de la production laitière soutient leurs intérêts, mais seulement dans la mesure étroite où elles sont acheteuses-revendeuses de lait. En revanche, les coûts de l'intensification laitière en soins et en alimentation assumés par le chef de famille, du campement, et de l'unité de production, ne sont pas explicités ; et les arbitrages entre les ayant-droits sur le troupeau, hommes et femmes, à propos des spécialisations du bétail, des tâches familiales, des coûts de production et des recettes des ventes, ne sont ici pas pris en compte.

D'autre part, la personne leader de cette organisation, cooptée par l'encadrement, est simultanément membre d'un parti politique au pouvoir qui lui fait miroiter un poste de conseillère au Conseil Économique et Social, ce qui compromet son autonomie de parole.

Cette organisation est membre de la plateforme des organisations paysannes, le CNCR, qui, au même moment était en discorde avec le gouvernement. Cette situation suscitait des échanges houleux entre OP membres de la plateforme au sujet de l'attitude à avoir vis-à-vis de l'État, qui avait commencé à s'adresser à d'autres organisations créées par lui pour affaiblir cette plateforme.

Ces divergences font que la plupart des leaders traitent leurs pairs de corrompus ou d'inexpérimentés. A ce sujet, la présidente du DINFEL juge les autres de la sorte « *les organisations professionnelles d'éleveurs ne parlent pas le même langage, ce sont des leaders qui manquent d'expérience, d'instruction et qui se laissent instrumentaliser par les politiques. C'est un milieu assez complexe à qualifier, il y a énormément d'organisations, chaque leader veut prouver que son organisation est la meilleure* ». Présidente du DINFEL 2008

Cette conception qui s'accorde avec les prescriptions de modernisation est néanmoins contrebalancée par le point de vue d'autres organisations d'éleveurs. Nous exposons cinq opinions de leaders qui apportent chacun un élément au débat sur leur perception des injonctions.

- a. Un leader de la filière laitière s'insurge contre le programme de développement laitier (PRODLAIT), composante de la GOANA. Il s'exprimait ainsi publiquement dans un journal pour répondre à une question sur l'impact de l'amélioration génétique initiée par l'État depuis plusieurs années et remise au goût du jour en 2008.

"L'amélioration génétique du cheptel ne nous a rien apporté. Le projet, tel qu'il a été conçu, exclue les producteurs locaux. Il vise à créer un nouvel éleveur dit moderne. Et ce genre de modernisation que veulent nous imposer les autorités, pose problème. Nous avons établi une conception de la modernisation de l'élevage avec une certaine amélioration du système qui répond au contexte actuel (socio-économique, écologique, climatique..). Ce qui nous fait penser que nous sommes dans une dynamique de modernisation. Cependant, l'État persiste à vouloir nous faire adopter une autre forme de production que nous n'arrivons pas à maîtriser, car elle ne convient pas aux facteurs de production dans le Sahel. Parce que nos domaines d'élevage restent marqués par le climat sahélien incontrôlable, le pâturage est tantôt abondant, tantôt rare et l'eau n'est pas encore maîtrisée. Mais l'État nous propose de créer des fermes autour desquelles nous allons faire des cultures fourragères. Cependant, ces cultures auront un problème d'accès à l'eau. Parce que même au niveau de la vallée où nous pensons que l'eau est abondante, nous éprouvons des difficultés pour faire de la production. C'est dire que, dans la zone sylvo-pastorale où la nappe est beaucoup plus profonde, nous n'arriverons jamais à faire ce genre de culture. Nous considérons ces propositions comme des rêves irréalisables.

Il existe des solutions plus adaptées à notre système pour développer l'élevage au Sénégal. Nous nous opposons catégoriquement à l'importation des races exotiques qui ne s'adapteront jamais à notre climat et à nos conditions d'élevage du fait de la rareté de l'eau. En dehors de cela, il y a le côté financier qui pose problème. La génisse européenne nous revient à un million de francs Cfa (1500 Euros) là où la génisse sénégalaise ne peut pas dépasser cent cinquante mille francs (200 Euros). Les modes de modernisation préconisés par l'État sont irrationnels pour des éleveurs qui ont des moyens limités. C'est une expérience qui est en vigueur depuis plus de quarante ans et qui n'a rien apporté. Parce que nos conditions climatiques ne le permettent pas. A cause de cela, les sujets animaux européens perdent beaucoup de leur qualité en arrivant dans le pays. Et à partir de ce moment, ils ne valent pas mieux que ceux d'ici. Notre race de cheptel est apte à la transhumance, à la faim et à la soif. Nos bovins

peuvent rester plus de deux jours sans paître, encore moins s'abreuver, contrairement à la race européenne qui mange toutes les heures. Pour ce qui nous concerne, nous avons décidé de nous baser sur les moyens du bord pour développer l'élevage, sans pour autant faire appel à l'exportation de technologie et de cheptel étranger. Avec les réalités de notre milieu, nous sommes aptes à améliorer notre système d'élevage.

Président des acteurs de la filière lait

(Walfadjiri du 1 avril 2008 Dakar)

Ce long extrait soulève l'inadaptation des mesures préconisées aux conditions climatiques et leur infaisabilité du fait de contraintes financières pour les éleveurs. Ces deux éléments semblent être des facteurs objectifs limitants pour cet éleveur, mais ils ne freinent pas pour autant les visées de changement des prescripteurs. Ce point de vue semble reprendre toutes les réserves émises par les études qui ont abordé les interventions de modernisation de l'élevage extensif au Sahel (Scoones, 1999 ; Ellis, 1999 ; Touré, 1997, Wane et al, 2006). Ceci témoigne encore une fois, à côté de l'apport marginal de la recherche publique, de l'inexistence d'un débat constructif sur le développement de l'élevage entre les différents acteurs concernés.

b. Une éleveuse membre du CNCR abonde dans le même sens.

« L'État ne sait que parler, et quand il parle c'est sur la santé. Dites leur que nous n'espérons pas avoir besoin d'un vétérinaire si tout se passe bien, et aujourd'hui ces vétérinaires qu'il nous envoie ne sont plus aussi experts que nous sur ce qu'ils savent faire... Vacciner, les éleveurs achètent les vaccins et vaccinent eux mêmes leur animaux. Quand nos animaux ont faim, ils nous proposent des programmes sanitaires, quand ils (les prescripteurs) doivent sécuriser les parcours pour les animaux, ils nous proposent des pratiques coûteuses, absurdes et inadaptées à nos systèmes d'élevage »

Éleveuse, membre fondateur du Conseil national de concertation des ruraux, 2008

Dans cet extrait, l'éleveuse donne un point de vue critique général sur la politique d'élevage sans se focaliser sur un programme donné, mais on y perçoit la réticence des éleveurs vis-à-vis des vétérinaires qui constituent l'encadrement rapproché des éleveurs sur les questions d'élevage. Pour cette éleveuse, cette situation où l'encadrement technique croit trouver toutes les solutions dans les paramètres sanitaires sans prendre en compte les réalités relevant d'autres domaines de la vie des éleveurs est préjudiciable à l'élevage.

c. Une troisième opinion émanant de l'union des coopératives conforte la position précédente sur les vétérinaires et plus largement sur l'encadrement technique. Par

ailleurs, l'organisation citée ci-dessous est contestée par certains leaders et par l'encadrement qui la considère comme insignifiante, car restreinte à Dakar, mais ils interagissent avec elle.

«Ce sont ces gens (les vétérinaires) qui jugent mal notre système et qui causent le plus de dommage à l'élevage. Ils ne connaissent rien de rien et ils sont grandes gueules, (...) les éleveurs font ce qu'ils peuvent bien faire, c'est de s'occuper de leur troupeau et de se donner corps et âmes pour l'entretenir, l'État par contre manque de volonté et veut se voiler la face avec leurs éternelles modernisation, réduction des troupeaux, sédentarisation ». Président de l'Union des coopératives d'éleveurs du Sénégal, 2008

- d. Une autre opinion dénonce l'inadaptation de l'insémination artificielle aux pratiques des éleveurs qui ne comptent presque que sur des parcours naturels pour nourrir leurs animaux.

« La modernisation est de la mascarade, ces gens qui le proposent le savent, c'est juste des moyens d'avoir de l'argent, et de dépenser les budgets qu'ils se fixent. Nous savons que les pratiques qu'ils nous proposent ne sont en rien rentables, les exemples qui le confirment sont multiples, le Président de la communauté rurale de Keur Momar Sarr a fait partie des éleveurs choisis pour un test de l'insémination, il a été obligé de mettre ses vaches inséminées dans le troupeau parce que s'étant rendu compte que ça lui coûtait cher et qu'il ne pouvait pas les vendre à un prix qui lui rende tous les frais occasionnés ». (Président de la fédération des GIE éleveurs du Sénégal).

Ce point de vue apporte un élément sur le genre d'interactions existant entre les représentants des éleveurs et les intervenants. Il semble sous-entendre que tous les acteurs comprennent que la modernisation telle que proposée par l'encadrement est un simulacre.

- e. Le cadre national de concertation des ruraux (CNCR) a manifesté courant 2009 un désaccord avec la décision de l'État du Sénégal de conduire une campagne d'insémination artificielle. Le point de vue de cette organisation de producteurs fédérale se durcit au courant du mois mars 2010, avec la publication d'une note dans une revue électronique diffusée depuis la France (Inter réseaux) dans laquelle il fait part de la nécessité de marquer explicitement sa position par rapport aux politiques gouvernementales en matière de développement agricole. Les échecs de tous les programmes initiés par le gouvernement depuis 2000 y sont mentionnés et une réserve majeure est formulée à l'endroit de la révolution rurale, qui selon le CNCR fut annoncée

sans aucune consultation préalable des différents acteurs du secteur. « *Depuis 2000, il n'y a plus de politique agricole cohérente et on note une totale perte de maîtrise du processus d'élaboration des programmes agricoles aussi bien par les fonctionnaires du Ministère de l'Agriculture que par les autres acteurs du secteur. On n'arrive plus à ces programmes consensuels qu'on avait connus avant 2000. Chaque année, au mois d'avril/mai, un programme est défini par la présidence et devient le programme du ministère qui cherche difficilement à lui donner un contenu et à convaincre le monde rural.* » CNCR, 2010. Au sein de ce collectif, tous les membres ne sont pas unanimes, comme le montre le premier point de vue du DINFEL. Mais, revendications et opposition sont exprimées. Toutefois, les orientations majeures du développement agricole étant les mêmes depuis 40 ans, l'opposition exprimée en 2010 s'explique sans doute surtout par l'appui que l'État a accordé (de 2004 à la fin 2012) à un mouvement paysan concurrent, mené par des porte-parole appartenant à la mouvance du parti politique au pouvoir. Ceci confirme l'influence de la gestion politicienne dans les interactions entre mouvement paysan et l'État.

Les rapports entre l'État et les organisations, du moins leurs leaders, sont ambigus, entre l'obligation des leaders de rester légitime auprès de leurs groupes tout en tirant bénéfice d'une collaboration avec l'Etat et les bailleurs de fonds, et, du côté de l'Etat, le souci d'afficher l'existence de point de vue professionnel face aux bailleurs de fonds et aux services de coopération au développement et l'ambition de la maîtrise des processus. Cet extrait d'entretien donne un exemple des types d'interactions entre l'État et les leaders d'organisation. Il montre comment ces leaders sont conscients de la faiblesse de leur pouvoir.

« L'État ne s'adresse pas à qui il devrait s'adresser, et quand il essaie de le faire, il nous invite, nous prend en charge (per diem, etc.) mais ne prend pas en compte notre point de vue, c'est toujours pour valider des propositions déjà approuvées [...] L'État n'intervient que pour ses intérêts, les intérêts des éleveurs ne figurent pas dans ses priorités, ils font semblant d'impliquer les éleveurs alors qu'ils n'adoptent que ce qui leur semble bien. J'ai tellement donné mon point de vue dans des réunions, séminaires, ateliers qu'aujourd'hui je suis fatigué de m'y rendre encore, je sais que nos avis qui sont contradictoires avec ce qu'ils veulent faire ne sont jamais considérés ».

Président de la fédération des GIE éleveurs du Sénégal en 2007

Face à la continuité affirmée des projets et des initiatives de l'administration sectorielle, ces propos semblent témoigner d'un discrédit de l'État et de ses représentants aux yeux des représentants d'éleveurs et, plus encore, aux yeux des éleveurs.

Les tensions et les différends sur la modernisation de l'élevage sont loin d'être réglés. D'une part, les contestations par les syndicats de la stratégie de modernisation de l'État n'arrivent pas à convaincre, dans la mesure où les leaders qui les dénoncent font souvent preuve d'ambiguïté en adoptant des comportements opportunistes devant les moyens déployés.

Par ailleurs, un mutisme de la recherche publique résulte de ce que nous appelons l'autocensure des compétences intellectuelles d'une part, de la diminution des moyens de la recherche et de la faible prise en compte de ses résultats d'autre part. Cette situation, combinée aux difficultés pour les éleveurs de se retrouver dans des mouvements sociaux capables de porter des revendications constructives au-delà des stratégies individuelles opportunistes d'occupation des postes, maintient le monde du développement de l'élevage pastoral sénégalais dans un cercle vicieux, malgré l'augmentation des moyens financiers injectés dans le sous-secteur et la virulence du discours pour créer de meilleures conditions de production des éleveurs. Enfin, le soutien public et privé à l'émergence accélérée d'organisations professionnelles a provoqué une multiplication d'organisations souvent peu représentatives et peu efficaces, sur lesquelles l'État n'a pas d'autre moyen de contrôle que de composer désormais en combinant les pressions extérieures et les compromis internes. .

II. Un débat identitaire décalé

Nous avons souligné la complexité à parler d'identité d'éleveur dans une société pastorale peule où l'activité d'élevage est un marqueur social. Cette dimension ethnique de l'identité d'éleveur, fortement entretenue par les Peuls éleveurs, accroît la difficulté de créer des organisations professionnelles légitimes vis-à-vis des éleveurs et de l'encadrement. Nous parlons de débat identitaire décalé car deux espaces sociaux sont identifiés dans le monde des éleveurs. Pour appréhender les transactions identitaires entre les institutions publiques et les organisations professionnelles, nous proposons de montrer en quoi cette identité est objet de débat dans ces deux mondes. Nous distinguerons la position officielle de l'État des prises de positions des organisations professionnelles d'éleveurs.

Cette partie décrit les deux processus parallèles de caractérisation de l'identité professionnelle d'éleveur selon les types d'acteurs. Nous analyserons d'abord la position officielle de l'État qui se veut neutre car elle est interpellée pour arbitrer le débat entre éleveurs. Nous montrerons

ensuite les caractéristiques convoquées par les porte-parole des éleveurs que nous avons interrogés.

2. La « neutre » voix officielle

Dans leur mission d'administrer le développement et d'élaborer des politiques d'appui, les pouvoirs publics sont les premiers à devoir définir l'identité ou les caractéristiques des acteurs avec qui ils collaborent. Or, dans le cadre du partenariat avec les OP, les pouvoirs publics affrontent des logiques complexes au sein des associations, l'usage ou l'instrumentalisation combinée de l'identité ethnique et professionnelle, en jeu dans les conflits entre les leaders d'OP sur l'occupation des postes de direction. L'élevage est pratiqué au Sénégal par d'autres groupes ethniques que les Peuls et la monopolisation des collectifs par les Peuls au nom des éleveurs interpelle l'encadrement. Ainsi, selon la loi d'orientation agro-sylvo-pastorale (LOASP) a-t-elle prudemment défini les métiers et les statuts de l'agriculture au sens large : *« Les métiers de l'agriculture au sens large (agriculteurs, éleveurs, exploitants forestiers, pêcheurs, artisans ruraux, etc.), et les organisations professionnelles agricoles bénéficient d'un statut reconnu et protégé. Ce statut est conféré de façon identique aux hommes, aux femmes et aux jeunes en âge de travailler qui exercent les métiers de l'agriculture. Toute personne exerçant un métier de l'agriculture peut bénéficier des mesures définies par la politique et les programmes de développement agricole et rural de l'État »* (Texte de loi LOASP, article 9).

La loi se veut non exclusive, les métiers de l'agriculture étant ouverts à toute personne. Il n'y est toutefois pas spécifié ce que veut dire « exercer », et l'on peut déceler des points faibles dans cette définition des métiers de l'agriculture. En élevage où existent des propriétaires qui font entretenir leur bétail par d'autres, le terme ne permet pas de distinguer la gestion, la possession d'un troupeau, et le travail ; la question se pose de savoir qui peut se réclamer du métier d'éleveur. Si «exercer» veut dire assumer les tâches d'entretien ou de gestion du troupeau, les investisseurs qui ne détiennent que le capital ne sont pas considérés comme des éleveurs. Il n'est donc pas évident qu'une loi puisse prendre en compte tous les enjeux d'une construction d'une identité professionnelle superposée à une identité sociale. La neutralité que requiert le statut du législateur n'est pas compatible avec le système de marqueur social qui fait que le statut d'éleveur revient de fait aux Peuls.

La position officielle qui se dégage des entretiens avec les fonctionnaires de l'État, en l'occurrence les agents de la direction de l'élevage, et les chercheurs de l'Institut Sénégalais de Recherche Agricole, est en adéquation générale avec la loi instaurée dans la LOASP. Cette position commune se justifie par le fait qu'ils sont tenus d'avoir une objectivité vis-à-vis des citoyens qui décident de leurs activités et ne veulent pas s'immiscer dans des débats à caractère ethnique.

« Est éleveur, sans distinction d'ethnie, de caractère d'activité principale ou secondaire, toute personne qui élève des animaux (bovins, petits ruminants, volailles, porcins, etc.) »

Directeur de l'élevage propos recueillis en 2007

Cette définition semble répondre à plusieurs préoccupations : d'abord elle prévient toute tentative de monopolisation de la profession par une ethnie ; ensuite elle ne spécifie pas de hiérarchie entre les activités, c'est-à-dire que le statut d'éleveur n'est pas seulement octroyé à ceux pour qui l'élevage est l'activité principale ; enfin, elle met à mal l'exclusivité du titre d'éleveur que veulent garder les détenteurs de gros animaux au détriment des éleveurs de volailles ; et certainement se mettre en porte à faux avec les préjugés à caractère stigmatisant⁴⁶ des éleveurs de porcs dans une société à majorité musulmane. A travers ce point de vue, on entrevoit le souci de neutralité des acteurs publics. Leur définition de l'éleveur englobe largement aussi bien les types d'animaux élevés que les aspects de l'activité. Cette définition permet à certains de s'approprier le statut d'éleveur uniquement dans un but instrumental. Comme nous l'avons soulevé, certains citoyens se reconnaissent dans l'identité ethnique peule et se donnent les moyens de mettre en place des collectifs d'éleveurs pour se voir attribuer la qualification d'éleveur. Les autorités représentant l'État sont alors sollicitées pour les différends opposant les Peuls éleveurs et les Peuls qualifiés d'« imposteurs » ; la question de la légitimité est centrale.

Cependant, si la législation ne discrimine pas, les interactions entre les acteurs font ressortir une certaine vision du groupe professionnel de la part des agents publics.

« Est éleveur celui qui élève des animaux, un animal domestique, un éleveur de volaille, les pasteurs. Et la difficulté est que les pasteurs pensent qu'ils sont les seuls à être

⁴⁶ Les éleveurs de porcs sont confrontés à deux préjugés qui ne facilitent pas leur cohabitation avec d'autres éleveurs, d'abord parce qu'ils sont minoritaires en pays où la religion musulmane est dominante ensuite parce que l'élevage de porc comme celui de volaille est stigmatisé et n'est pas considéré par la plupart des éleveurs peuls comme un vrai métier.

éleveur, non ! Pour nous, Gallé aynabé (maison des éleveurs) c'est pour toute la filière ».

Agent du projet d'appui à l'élevage Papel

Ce point de vue introduit explicitement la légitimité d'une organisation professionnelle qui, dans son appellation s'adresse d'abord aux Peuls. En choisissant un terme peular « Gallé aynabé » pour désigner la « Maison des éleveurs », les fonctionnaires de la Direction de l'élevage ont fait le choix de s'adresser à une certaine catégorie d'éleveurs en priorité. Ils ont donc participé à l'amalgame faisant de tout éleveur un Peul et de tout Peul un éleveur. Certains éleveurs dans le Ferlo leur reprochent de s'allier à des "imposteurs" (leaders d'OP éloignés du milieu de l'élevage et courtiers du développement) pour définir certaines actions de développement. Ce propos d'un agent du Papel confirme l'opinion de ces éleveurs :

« Un éleveur nous a dit à Tessekré (un forage du Ferlo) : ces gens qui se disent éleveurs et qui sont soit à Dakar entre deux réunions, ou entre deux avions, ne sont pas des éleveurs, ils ne peuvent être aussi imprégnés que nous de nos difficultés ».

Ainsi le débat sur l'identité prend de l'ampleur au sein des organisations professionnelles interlocutrices de l'État et des projets de développement. En déconstruisant le discours des leaders d'organisations sur ce qu'est un éleveur, nous identifions les formes identitaires revendiquées dans ces organisations. A travers la voix de leurs leaders, nous décelons les enjeux de cette revendication.

3. Deux figures d'éleveur défendues dans les organisations professionnelles

Les formes professionnelles traitées ici sont identifiées à partir du discours des leaders des organisations les plus en vue, sur ce qui fait qu'une personne est un éleveur. Il s'agit du président des MDE, de celui la fédération des GIE d'éleveurs, du secrétaire général du Syndicat Unique des Éleveurs du Sénégal, de la présidente du Directoire National des Femmes en Élevage, et du président de l'Union des Coopératives d'Éleveurs du Sénégal.

Deux types d'identité professionnelle peuvent être caractérisés par des attributs qui leur sont associés. Ces attributs vont de la possibilité d'investir en élevage, c'est-à-dire de la possession d'animaux, à la « défense des intérêts » des éleveurs en passant par l'héritage du statut qui sous-entend la continuité du système social.

Dans ces définitions des leaders, nous apercevons les jeux stratégiques de leur positionnement dans le monde de l'élevage par rapport aux autres acteurs.

Cette réflexion nous permet de faire le lien entre identité et action collective. En effet, les leaders sont des porte-parole de collectifs constitués pour défendre des intérêts communs. Ce qui pose la question de la confusion que les leaders d'organisations font entre leurs intérêts propres et l'intérêt de leurs mandants.

Les deux convictions portées par les OP à travers leurs porte-parole sont que le métier d'éleveur s'hérite, et qu'avoir les capacités de défendre les intérêts des éleveurs suffit pour se déclarer éleveur quand on est peul, même si on sait que l'héritage n'est pas la seule manière d'acquérir du bétail.

▪ ***Le métier d'éleveur « s'hérite »***

Pour les partisans (principalement les responsables de la MDE et du SUES) de cette définition d'une forme identitaire professionnelle, l'élevage s'inscrit d'abord dans la continuité sociale d'une communauté d'individus. Pour eux, sans le dire explicitement, les éleveurs peuls sont censés être, dans l'entendement de la plupart des sénégalais, ceux qui héritent du métier.

« Est éleveur celui qui a hérité d'un troupeau et de pratiques pour entretenir ce troupeau et en vivre ».

Président de la Mde de Thiès

Ceux qui partagent ce point de vue prennent pour acquis le savoir-faire, dès lors que la personne est issue d'une famille détentrice de ce savoir.

« Est éleveur tout propriétaire de troupeau qui connaît les bonnes pratiques en élevage »

Président de l'union des coopératives d'éleveurs et de la MDE national

Par bonnes pratiques, notre interlocuteur sous-entend celles qui sont transmises dans les structures familiales pastorales, les secrets de la transhumance, des pratiques sanitaires des éleveurs peuls reliées à des savoirs ésotériques propres au groupe ethnique. Pendant notre entretien avec cet éleveur et porte-parole, il a tenu à nous faire visiter son troupeau, en nous montrant comment il est capable, en tant qu'éleveur vivant à Dakar, de continuer son activité d'élevage dans la zone périurbaine de Dakar sur des terres de parcours comme cela se fait dans le Ferlo, et à nous dire qu'il détient ce savoir de ses parents, qui lui ont légué à la fois le savoir faire et le troupeau.

« Moi, je suis un vrai éleveur, j'ai un troupeau, je peux toujours partir en transhumance si le besoin se fait sentir, (...) pour prouver qu'on est fils d'un homme blanc, on n'a pas besoin de le clamer, on montre sa peau »

Ces propos montrent les tiraillements entre leaders d'organisation pour se justifier et plus largement définir l'identité d'éleveur. Il poursuit :

« Il y a par contre une confusion à éviter, tous les Peuls ne sont pas des éleveurs, par exemple ma femme ».

Il parle de la présidente du Directoire Régional des Femmes en Élevage de Dakar et Directoire National des Femmes en Élevage : *«elle est peule mais elle ne connaît pas grand-chose de l'élevage ».*

Cette parenthèse dans l'entretien était une pique lancée à l'endroit de son épouse, avec qui il ne s'entend pas sur les orientations de l'élevage, alors que tous les deux sont des porte-parole de collectifs d'éleveurs.

Dans ces extraits, le leader transpose les conflits qui l'opposent à la fois aux nouveaux leaders qui envisagent de le faire démissionner de ses postes cumulés de président des MDE et des coopératives, et aux organisations féminines qui commencent à gagner de l'ampleur, et dans lesquelles une de ses épouses est fortement impliquée.

D'autres s'y prennent autrement et partagent la même perception du métier comme fruit de l'héritage du groupe social d'appartenance.

« Est éleveur, toute personne qui entretient un troupeau de bovins et de petits ruminants et qui est entretenu par ce troupeau »

Président du Syndicat Unique des Éleveurs du Sénégal

Ce point de vue définit le métier d'éleveur comme étant une mono activité d'entretien de bovins et de petits ruminants, pratique qui correspond à celle des éleveurs peuls. Cette pratique exclusive de l'élevage n'est observée que chez les Peuls. L'orateur exclut donc les autres formes d'élevage, et veut exclure par la même occasion tous les porte-parole qui se disent éleveurs et qui ne sont pas peuls. Cette conception est portée par le président du SUES, collectif autoproclamé syndicat unique des éleveurs du Sénégal, qui a étendu son champ d'action à toutes les revendications des éleveurs du Sénégal quelque temps après le soulèvement contre la mesure du déclassement du Ranch de Doli évoqué plus haut. Des éleveurs du Ferlo en sont membres mais disent par ailleurs ne pas se sentir impliqués dans la mise en place de ce syndicat. En 2009, un autre syndicat affilié à une centrale proche du parti au pouvoir a vu le jour et se présente comme concurrent du premier.

On voit qu'au delà d'une dimension ethnique implicite, les leaders fixent d'autres objectifs d'actions qui répondent plus à des préoccupations stratégiques de positionnement dans le champ des organisations et de l'espace politique qu'à la défense des éleveurs.

« Il faut distinguer l'éleveur de l'investisseur en élevage. Ils sont différents car n'ont pas les mêmes moyens, ni les mêmes objectifs »

Président de la Mde de Thiès

Ce leader se trouvait à un moment donné au centre d'une bataille de positionnement face à un adversaire décrit comme un fonctionnaire à la retraite, se consacrant *marginale*ment à des activités d'élevage, désireux d'occuper le poste de la présidence de la MDE. Ces raisons justifient également cette définition restrictive de l'identité d'éleveur. On peut le prendre comme une position contextuelle variable selon les enjeux, mais cela montre les enjeux sociaux, ethniques et politiques sous-jacents dans les expressions individuelles sur l'identité professionnelle.

Le deuxième attribut identifié dans les entretiens correspond à une justification de la part des acteurs dont la position de porte-parole est contestée. Il mérite d'être présenté car celui qui le porte est à la tête d'une organisation reconnue par l'encadrement, son président siégeant aux instances nationales de la profession agricole (CNCR).

▪ ***Défendre les éleveurs, aimer l'élevage fait l'éleveur***

Cette conception étrange, qui consiste à légitimer l'appartenance au groupe professionnel par le fait de défendre les éleveurs, illustre bien l'accaparement de certaines organisations par ceux que les éleveurs considèrent comme des imposteurs.

« Est éleveur toute personne qui a du bétail, peut aussi être considéré comme éleveur toute personne qui défend les intérêts des éleveurs, celui qui aime l'élevage et qui veut élever est un éleveur ; par contre, le vendeur de lait et le vendeur de viande, ne sont pas des éleveurs. »

Président Fédération nationale des GIE d'éleveurs

Le leader qui s'exprime ainsi est considéré par la plupart des leaders d'organisations comme n'étant pas éleveur.

« Il était chauffeur à l'assemblée nationale », « il n'a pas d'animaux, même s'il a une famille éloignée qui vit encore dans le Ferlo »,

Président MDE Thiès

Telles sont les remarques faites à son égard par d'autres leaders, les porte-parole de la MDE principalement. Conscients de la légèreté avec laquelle certaines organisations sont mises sur pied et administrées, les pasteurs du Ferlo émettent des réserves sur tous les individus qui se revendiquent du métier et qui ne sont ni éleveurs, ni résidents en milieu rural. Surnommés

« *les éleveurs de cartables* », ces représentants sont militants dans de nombreuses organisations d'éleveurs, et pour la plupart n'ont d'éleveurs que l'appartenance au groupe ethnique peul, selon les éleveurs rencontrés en milieu rural lors de nos enquêtes dans le Ferlo. Conscients de cette critique, ces « imposteurs » intègrent dans leurs discours des éléments de revendications et d'appartenance pour se justifier.

Dans sa définition de l'éleveur, ce leader (Président de la fédération des GIE) pointé du doigt par ses pairs, met des limites quand il dit « *par contre le vendeur de lait et de viande ne sont pas des éleveurs* ». Il faut comprendre par là que le monde des organisations professionnelles d'éleveurs est marqué actuellement par la forte présence de ces associations de commerçants, qui exercent d'un très fort degré de lobbying et profitent de toutes les subventions et exonérations de taxes obtenues sur les importations de lait en poudre.

L'argument d'adopter la position de défenseur de l'élevage paraît léger à nos yeux pour constituer un attribut d'une identité professionnelle, car l'exercice du métier d'éleveur est occulté, seule la dimension de statut du « bon » porte-parole est mise en relief.

Ces figures identitaires montrent que tous les leaders rencontrés se prononcent sur ce que doit être l'éleveur en s'opposant à d'autres, et en justifiant leur légitimité à parler au nom des éleveurs. Nous ne les avons pas suivis dans l'exercice de l'activité d'élevage pour savoir à quelles pratiques correspondent leurs discours. A propos des leaders, le discours reste donc ici notre seul élément d'analyse, contrairement à ce que nous pourrions dire par la suite sur les formes identitaires des éleveurs rencontrés dans le Ferlo dont nous avons observé les pratiques.

Ces déclarations émanant de leaders d'organisations d'éleveurs éclairent les controverses autour de l'identité d'éleveur. On y retrouve des positions variées sur qui doit être considéré comme éleveur et par conséquent sur ce que doit être l'élevage. Les opinions divergentes au sein de la profession renseignent sur les enjeux réels du débat pour les leaders, en dehors de l'opinion des éleveurs de la base censés être représentés. Ces divergences contredisent l'apparence de dialogue et d'interaction positive affichée entre OP lors des rencontres officielles. Plus précisément, la question de l'identité d'éleveur intervient à la fois vis-à-vis des injonctions à la modernisation des acteurs du développement, des nouveaux investisseurs en élevage, mais également dans la course au positionnement entre les organisations professionnelles et au sein de celles-ci.

Aussi, on peut se demander si les formes identitaires qui s'expriment dans le Ferlo pourraient trouver un écho en dehors des limites géographiques de cette zone, étant donné la distance

entre ces éleveurs et ceux qui portent leurs paroles. Nous voulons souligner par là que l'une des implications possibles de la disjonction entre les éleveurs et les organisations professionnelles est l'absence de position des éleveurs sur les mots d'ordre en vigueur dans le monde de l'élevage car les éleveurs ne sont pas réellement informés en retour par leur porte-parole.

Ainsi, nous pouvons considérer que les organisations d'éleveurs sont loin d'être des porteurs de changement social, car ils n'ont pas beaucoup d'influence au niveau national, se soucient peu d'un débat avec leur base et ne parviennent donc pas à articuler leurs revendications avec celles des éleveurs dans le Ferlo. Pourtant, dans leurs discours, elles prétendent défendre une identité professionnelle forte. Les identités professionnelles revendiquées par des leaders laissent entrevoir des luttes de pouvoir entre individus. Leur distance avec les éleveurs qu'ils représentent, l'histoire de la constitution des organisations d'éleveurs (Castaneda, 2005) et le comportement des porte-parole vis-à-vis des acteurs responsables d'autres d'organisations montrent : qu'il n'y a pas de points de vue collectif constitué autour d'un projet ; qu'autour de ce projet, le collectif ne mobilise pas un nombre plus grand d'éleveurs pour parler en leur nom, que ne s'instaure pas un rapport d'opposition avec d'autres collectifs portant des points de vue différents. Pour revenir à la trilogie tourainienne Identité-Opposition- Totalité, il serait difficile d'assimiler ce qui se passe dans le monde des organisations d'éleveurs qui s'expriment à l'échelle nationale à un mouvement social tel que défini par Touraine, au sens d'une *action collective organisée* et par laquelle *un acteur lutte pour la direction sociale de l'historicité dans un ensemble historique concret*. (Touraine, 1978).

Conclusion

Le tableau dépeint par ce chapitre montre comment les différents acteurs sont en interaction pour former le monde de l'élevage. Ce monde est ainsi fait de rapports où l'encadrement prescrit ce qui convient, les éleveurs répondant en ordre dispersé sur des échelles différentes et presque déconnectées l'une de l'autre. Quand les éleveurs du Ferlo se débrouillent pour s'ajuster à des facteurs climatiques difficilement maîtrisables et subissent des injonctions de changement de leur mode d'exploitation et de gestion des ressources, les organisations d'éleveurs, censées porter le « manteau » d'acteur collectif, se battent pour des intérêts individuels et spécifiques. C'est dans ce cadre désorganisé que des *transactions sociales* se déroulent entre l'État, les partenaires du développement de l'élevage et les éleveurs et que les politiques sectorielles sont mises en débat.

Les éleveurs sont exhortés à se constituer en acteur collectif dynamique, capable de porter les revendications d'une profession agricole, selon les canons de la professionnalisation pour les prescripteurs de développement. Les éleveurs sont appelés à développer des capacités organisationnelles, managériales, démocratiques et cognitives pour faire fonctionner des institutions suivant un modèle de bureaucratie importé de pays dont le secteur agricole s'est largement industrialisé. Ils sont également appelés à prendre en considération et à répondre aux enjeux économiques de la profession face au retrait de l'État.

Cependant, on retient surtout qu'après quarante années de vulgarisation agricole et un peu plus d'une décennie de conseil agricole, c'est à dire d'une vulgarisation réformée sur la base du partenariat et de la co-construction entre acteurs, le monde professionnel éleveur est loin de remplir les conditions définies par l'encadrement pour instaurer un dialogue constructif sur le développement de l'élevage. Le mouvement est traversé par des tensions politiques, des querelles de positionnement qui entravent la dimension collective des revendications.

Pour en revenir à l'analyse de Touraine du mouvement social, on peut affirmer que les organisations d'éleveurs dans leur forme actuelle ne font pas montre d'une capacité à répondre aux trois principes qui caractérisent une action collective efficace. Ce collectif peine à convaincre d'un minimum d'unicité pour se positionner en tant acteur. Dans ce sens une identité commune reste à construire.

La dimension d'opposition à un adversaire reste également floue dans la mesure où une certaine légèreté se ressent dans les oppositions aux différentes injonctions de modernisation, car au-delà du rejet de la politique sectorielle il n'y a aucune alternative construite et négociée. Nous supposons que les propos des éleveurs rencontrés sont adressés implicitement aux prescripteurs. Cependant les éleveurs semblent, dans la négociation, ne pas peser fortement sur les orientations de développement étant donné que les composantes principales de la modernisation de l'élevage bovin, principalement la sédentarisation et l'insémination artificielle, structurent encore aujourd'hui la politique sectorielle.

Quant à la dimension de la totalité, elle semble volatile au regard de la prédominance des stratégies propres à chaque organisation et de l'ambiguïté de leurs leaders entre la défense des intérêts collectifs et les arrangements officieux pour bénéficier d'avantages individuels. En somme, le monde des éleveurs se caractérise par une juxtaposition de deux entités qui portent

des regards distanciés sur ce qui constitue l'identité d'éleveur. Si pour des éleveurs du Ferlo, l'appartenance au groupe socioprofessionnel va de soi, elle est moins évidente au sein des organes de représentation où certains arguments avancés pour légitimer les statuts de mandataires paraissent assez opportunistes. L'ethnie reste un critère essentiel auquel la plupart des leaders d'organisations se raccrochent pour se réclamer de la profession d'éleveur. Le manque de légitimité de certains délégués affaiblit leurs organisations et participe à la déliquescence d'un débat professionnel. Ainsi, comme nous l'annonçons dans la partie théorique, réfléchir sur l'identité professionnelle des éleveurs peuls est délicat, car celle-ci fait débat au plan théorique, social et institutionnel. La réflexion sur le débat autour de l'identité sociale peule et les controverses sur l'identité professionnelle ont néanmoins permis de mettre le jeu des organisations en perspective dans la politique nationale.

Troisième partie : Adaptation ou Invention de nouvelles formes professionnelles ?

Chapitre 5: L'évolution des pratiques d'élevage dans le Ferlo

La région sylvo-pastorale du Sénégal a longtemps fasciné les observateurs par la rusticité des conditions de vie, par la particularité des modes de vie et d'occupation des territoires des éleveurs. Ce chapitre introduit les premiers résultats de nos enquêtes dans le Ferlo. Il se veut être un aperçu de la zone et de ses dynamiques. Nous présentons donc ici les caractéristiques de l'élevage au Ferlo à partir de la littérature sur les systèmes pastoraux de la zone et de nos propres observations de terrain.

Rendre compte des changements qui se sont opérés dans les conduites d'élevage renvoie en particulier à l'implantation des forages au Ferlo et aux interventions de développement destinées à transformer les modes de gestion et d'accès aux ressources pastorales, notamment l'eau et les pâturages. Les études sur lesquelles nous nous appuyons sont souvent localisées autour de quelques forages, mais les tendances qu'elles relèvent peuvent être étendues à l'ensemble de la région du Ferlo, car ces forages sont représentatifs de la diversité écologique et socioéconomique des zones du Ferlo et de la Vallée du Fleuve Sénégal. Les travaux de Barral (1982 et 1983) dans le centre du Ferlo autour du département de Linguère, de Santoir (1976, 1983, 1994) dans la vallée du Fleuve Sénégal et le Diéri (précisément dans les départements de Matam et Podor et les arrondissement de Mbane et de Thillé Boubacar), de Thébaud (1995), Shaeffer (1994) et Tyc (1994) dans la zone dite des six forages (Widou, Tatki, Tessékéré, Amali, Labgar, Ganina) au Nord du Ferlo, ont montré les répercussions des interventions de l'État et l'impact des sécheresses sur les systèmes d'élevage du Ferlo. Les aménagements hydrauliques des années cinquantes, les vaccinations systématiques, ainsi que les cycles de sécheresse auraient amené les éleveurs à modifier leurs pratiques d'élevage. Les éleveurs ont modifié la structuration des troupeaux, réorganisé la mobilité, diversifié leurs activités. Parler ici de ces changements globaux nous permet de nous concentrer, dans les chapitres suivants, sur les logiques pratiques des éleveurs.

La première section de ce chapitre présente le Ferlo en mettant l'accent sur les spécificités de la région comme les formes d'occupation de l'espace et l'hétérogénéité des entités socio-spatiales qui la composent. La seconde expose, d'une part, les tendances fortes en termes de dynamiques sociales et économiques ; et montre d'autre part, à partir de nos observations dans trois sites (Boulal, Tatki et Colonnat), un aperçu général de l'évolution des rapports au bétail et des rapports sociaux, que nous détaillerons dans le chapitre suivant.

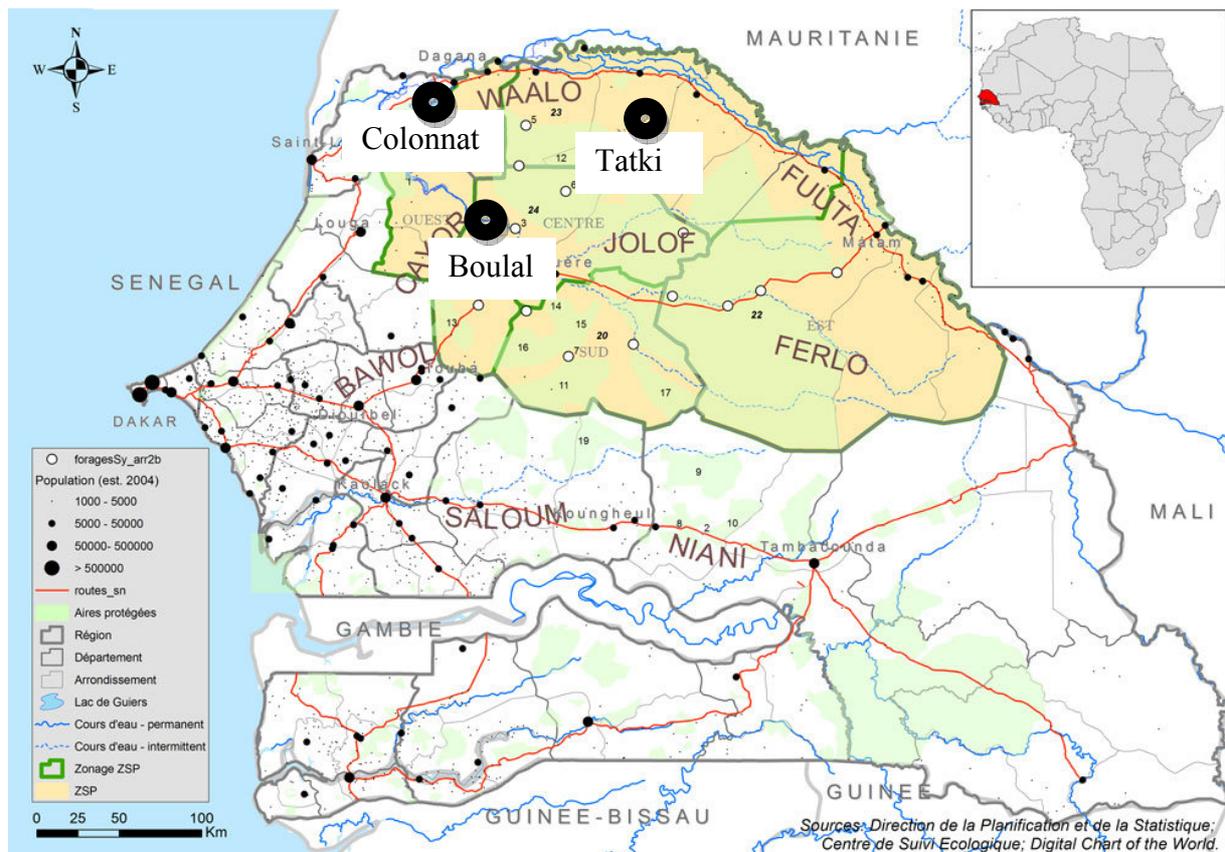
I. Le Ferlo

1. Une région pastorale

Il est devenu tautologique de dire que le Ferlo est une région pastorale, l'élevage étant associé à cette région parce qu'elle reste la meilleure activité pour en valoriser les ressources. Il a été démontré que la productivité financière par hectare de terrains pastoraux au Ferlo ne peut être concurrencée par aucune autre activité (Tyc, 1994). D'autre part cette zone n'est presque habitée que par des Peuls, pour qui l'activité d'élevage remplit des fonctions économiques et sociales centrales. Le Ferlo s'étend sur quatre régions administratives du Sénégal. C'est une zone éco-géographique peu homogène, que ce soit par son peuplement (même si les Peuls constituent la population majoritaire), son écologie (plusieurs écosystèmes y sont répertoriés) ou ses paysages.

Les délimitations citées le plus souvent sont celles de Le Houerou (1988) qui estime l'étendue du Ferlo à 30.000 km² et celles de Ndione (1982) qui parle lui de 75.000 km², pour Oussouby Touré (1997), « *le Ferlo correspond à une vaste région comprise à l'intérieur de la boucle du Fleuve Sénégal, à l'Est et au Sud du Lac de Guiers* ». Les auteurs ne s'accordent donc pas sur l'étendue du Ferlo. Il n'y a pas de controverse sur les limites Nord, Ouest et Est du Ferlo, bordées respectivement par le Fleuve Sénégal, le Lac de Guiers et la frontière malienne ; en revanche, les avis divergent sur les limites sud. Nous nous référons à la carte suivante qui prend en compte les forages du Sud du Ferlo alors qu'ils ne sont pas pris en compte par les délimitations de ces trois auteurs. Ainsi, le Ferlo est une zone qui embrasse d'anciens royaumes du Sénégal : le Djolof, une bonne partie du Waalo, et du Fuuta, et une infime partie du Cayor.

Carte 2 : Le Ferlo dans le Sénégal



Source : Leclerc et Sy 2011

Les caractéristiques marquantes de la région restent l'enclavement entre deux axes goudronnés : la route nationale de Dakar à Matam passant par Saint-Louis et la route de Dakar à Matam qui passe par Linguère. Ainsi, le Ferlo n'est accessible que de ces principales routes. Pour y pénétrer il faut emprunter des pistes sablonneuses et parfois latéritiques. Ces deux routes goudronnées matérialisées en rouge sur la carte ceinturent une partie du Ferlo.

Un régime foncier particulier de réserve nationale sylvo-pastorale couvre la grande majorité des terres de la région. Ce régime foncier consacre cette réserve exclusivement à l'exploitation de produits forestiers (cueillette) et à l'élevage. Pour autant les droits d'usage des ressources ne sont pas très explicites : le droit coutumier et le droit positif se superposent. Au Sénégal, l'accès au sol et aux ressources qui lui sont liées, comme l'eau et les ressources végétales, est soumis à une gestion traditionnelle. Le droit de propriété, ou de maîtrise plus ou moins exclusive (Leroy et al., 1996, Lavigne Delville, 1998), revient de fait aux premiers occupants. C'est dire que les populations autochtones d'une zone ont un droit absolu sur les ressources foncières de la zone. Ceci est la règle dans la plupart des zones rurales en Afrique

même s'il y a des différences contextuelles et que ces droits évoluent et s'adaptent aux pressions démographiques et foncières (Paré, 2001 ; Koné. 2001). La mise en œuvre d'un droit institutionnel a occasionné l'application simultanée de deux modes de gestion sans pour autant régler les problèmes d'accès aux ressources des populations pastorales. L'activité d'élevage peine à être considérée par les autres usagers, et parfois par l'administration étatique, comme une forme de mise en valeur de la terre. La Loi d'Orientation Agro Sylvopastorale promulguée en 2004 légalise l'activité d'élevage, en son article 44, à la condition que l'élevage ne concurrence pas l'agriculture. Les éleveurs du Ferlo sont donc exposés à ce flou. L'accès aux pâturages est régi par le droit positif sénégalais qui érige toutes les terres en domaine national et octroie à toute personne qui veut la mettre en valeur une parcelle, étant entendu que la seule forme de mise en valeur reconnue pour le moment est la culture. Depuis la réforme de régionalisation en 1992, la gestion des terres rurales est une compétence transférée aux communautés rurales, qui sont l'unité de base administrative, administrées par des conseils ruraux, regroupant plusieurs villages ou lieux-dits. Face à la prégnance du droit coutumier, les conseillers des communautés rurales en zone pastorale ont parfois des difficultés à s'approprier les textes de lois et à les appliquer, pour attribuer aux éleveurs les parcours qu'ils exploitent (Diao, 2003). La récente initiative agricole (GOANA) a parfois servi de prétexte pour exproprier⁴⁷ des éleveurs au profit de « grands » agriculteurs capables de mettre en valeur des centaines d'hectares pour augmenter la production agricole. Le transfert de certaines compétences aux collectivités locales comme la gestion du foncier facilite l'accaparement des terres par les cultivateurs dans les communautés où les éleveurs sont peu ou pas représentés au conseil rural. Par contre, il n'y a pas d'appropriation privée de terres par les éleveurs comme c'est le cas pour les agriculteurs. Pour les éleveurs, la brousse n'appartient à personne même si le droit coutumier leur octroie d'office ce titre de propriétaire car ils sont les premiers installés dans cette région du Ferlo. Au moment où le droit foncier sénégalais permet de demander une affectation de terre au conseil rural, les pasteurs arrivent difficilement à prouver leur activité de mise en valeur et sont obligés parfois de demander des parcelles pour la culture, afin d'assurer leur maîtrise foncière sans pour autant s'adonner à une véritable agriculture. En nous entretenant à Boulal avec l'assistant communautaire (fonctionnaire travaillant à la communauté rurale), nous apprenons que des éleveurs déposent

⁴⁷ Juste après le lancement de la Goana, le conseil de rural de Mbane (au nord du Ferlo) a attribué des terres d'une superficie équivalente à la communauté rurale à plusieurs membres du gouvernement sous prétexte qu'ils ont les moyens de les mettre en valeur. La presse a médiatisé l'affaire et après une année de revendication, ces terres ont été ré-octroyées à la communauté rurale.

ainsi des demandes de terres au conseil rural et que des délibérations se font dans ce sens. Nous avons déjà remarqué cette stratégie lors de nos enquêtes antérieures (Diao, 2000, 2003) à Thieul. Aussi, au plan politique, l'idée d'un code pastoral qui garantirait aux éleveurs un accès sécurisé aux parcours est avancée par les pouvoirs publics à la suite de fortes revendications des éleveurs.

Au sud, la communauté rurale de Boulal située à la frontière de régions de grandes cultures connaît des conflits d'usage des ressources entre agriculteurs et éleveurs, des agriculteurs se plaignant de la divagation des animaux dans leurs champs. Nous avons été témoin de séances de réconciliation entre usagers des ressources organisées à la maison de la communauté rurale. . Au nord, dans la vallée du fleuve, la zone de Colonnat est aussi fortement marquée par la concurrence sur les ressources, et les conflits y sont plus présents car les terres sont exploitées en hivernage comme en saison sèche grâce à l'irrigation. Le village d'agriculteurs wolofs le plus proche des campements d'éleveurs est à environ 1 km de distance, et les deux communautés entretiennent des rapports très tendus, dont l'origine remonte à un conflit entre agriculteurs et bergers peuls de Colonnat. A Tatki, ce type de conflits est moins fréquent car les terres se prêtent moins à des activités de culture à cause de leur statut de réserve sylvopastorale et de la pluviosité inférieure à 300 mm par an.

Les sociétés pastorales d'Afrique ont une manière singulière de marquer les territoires qu'elles occupent. Nous voulons expliciter la particularité de cette occupation.

- *Une occupation particulière de l'espace*

L'utilisation de l'espace au Ferlo marque la différence entre le mode de vie pastoral mobile et le mode de vie agraire sédentaire. Une exploitation agricole dispose en général d'un espace délimité sur lequel les activités de culture sont menées. Dans les zones pastorales, il n'existe pas d'appropriation individuelle visible des espaces de production. Le village d'agriculteurs ou d'éleveurs sédentaires est souvent une petite agglomération de concessions. La concession est une unité collective d'habitat appelée aussi carré agricole, elle regroupe les membres d'une famille plus ou moins vaste sous la direction du plus ancien dénommé le chef de famille (Bouquillion-Vaugelade et al., 1972). Depuis les travaux⁴⁸ des économistes et anthropologues africanistes sur leurs catégories et leurs méthodes, l'unité d'habitat est identifiée à une unité

⁴⁸ Ces travaux interrogeaient déjà le lien entre unités de production, de consommation et d'accumulation, ce lien est plus fortement ébranlé par les transformations structurelles actuelles.

d'organisation de l'économie familiale (Gastellu, 1983). Dans les villages, les concessions sont entourées des champs. Le village d'éleveurs transhumants est, en revanche, en général, constitué de campements (hameaux), qui sont éloignés les uns des autres à des distances variables pouvant aller d'un kilomètre à deux ou trois, voire plus.

Ce type d'habitat répond à des besoins d'exploitation et de gestion des ressources. Les tailles importantes des troupeaux imposent la nécessité de marquer des zones tampon entre les campements. Celles-ci, appelées autrefois « houroum »⁴⁹, étaient « *des unités territoriales juxtaposées dont un ensemble constituait un « dieï » (du verbe peul signifiant posséder), c'est-à-dire une zone de vie par opposition à la brousse inhabitée. Chaque « houroum » constituait donc l'espace agropastoral correspondant à un campement d'hivernage et était réservé à l'usage exclusif des habitants et du cheptel du campement considéré.* » (Grosmaire, 1957). La singularité de l'habitat en milieu pastoral est étroitement liée au mode de vie. La mobilité explique traditionnellement le type d'habitat léger des populations pastorales et l'utilisation de ressources sur des parcours relativement étendus, en plus de l'entretien de troupeaux importants par campements qui nécessite la dispersion des unités d'habitation. Le mode d'occupation de l'espace épars donne l'impression d'un espace vide car il n'y a pas de véritables agglomérations. Cependant, l'espace est fini, les traces de troupeaux et les rencontres d'individus à tous les coins du Ferlo suggèrent que tout l'espace est parcouru.

Le Ferlo compte aujourd'hui une cinquantaine de forages (Ancy et al., 2008), infrastructures imposantes implantées dans la région à intervalles réguliers de trente kilomètres. L'impact de l'implantation des forages en milieu pastoral est considérable, et permet de drainer des troupeaux importants. Ces équipements à exhaure mécanique au débit élevé ont favorisé des abreuvements de masse, et, par conséquent, le rassemblement des éleveurs autour d'un point d'eau. Ces forages désignés par un nom de site polarisent un certain nombre de campements. Le plus souvent, la zone de desserte d'un forage correspond à une communauté rurale. Dans la réalité de l'occupation spatiale pastorale, il n'existe presque pas d'agglomération répondant au nom de village comme en zone sédentaire, mais plusieurs campements distants se rattachent à ces lieux-dits que les éleveurs appellent « *nokku* ». Le terme de campement est aujourd'hui

⁴⁹ Cette règle relative au Houroum rappelle celle de « hamra » correspondant à des espaces interdits, au Maghreb selon Germaine Tillion (1966). Dans son ouvrage « *Le harem et les cousins* », G. Tillion écrit qu'au paléolithique moyen, le nombre des hommes augmenta et il y avait une pénurie du gibier ; pour assurer leur survie, les hommes ont senti la nécessité de respecter les terrains de parcours des voisins, et d'établir avec eux des traités jusque dans l'organisation sociale avec des mariages endogamiques.

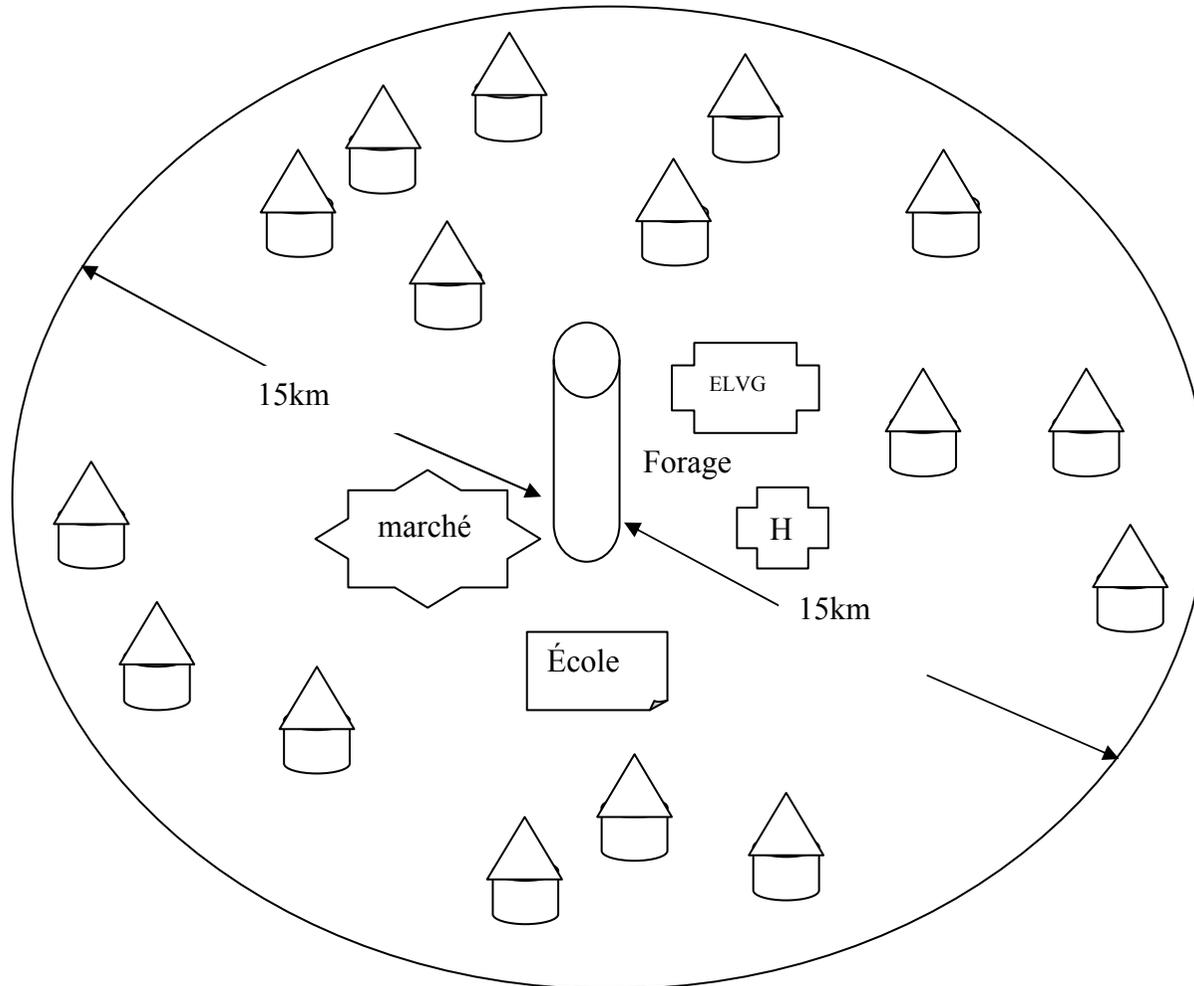
retenu par le monde du pastoralisme pour désigner une unité résidentielle typique des pasteurs nomades ou transhumants du Sahel.

L'organisation spatiale variable de ces unités de résidence, tantôt rassemblées tantôt dispersées, est sous-tendue par une organisation sociale. .

L'agglomération autour du forage ressemble schématiquement à la représentation ci-dessous.

Il est difficile, ici, pour des questions d'échelle de représenter la petite concentration de concessions aux alentours du forage, sur les 100 -500 premiers mètres de celui-ci.

Schéma 2 : Représentation schématique du forage en tant que pôle d'une communauté d'éleveurs



▪ *Le campement*



Photo n°1 : Vue extérieure d'un campement. Photo n°2: vue d'une cour au sein d'un campement. (Clichés Manoli)

Les structures familiales pastorales s'organisent autour des galledji (singulier : galle), unités de résidence . Les décisions relatives à la consommation se prennent à ce niveau : la gestion de l'eau potable, des greniers. Un galle peut réunir plusieurs unités familiales élémentaires, ménages (*foyre*) d'un homme marié à un ou plusieurs épouses. Ce ménage comme base élémentaire de gestion domestique, dans le cas d'un homme polygame peut se subdiviser en autant d'unités de consommation que d'épouses. En milieu pastoral, la première échelle de gestion renvoie à l'espace de la femme, matérialisé par sa case (*suudu* « Jom suudu » signifie au sens strict la maîtresse de maison).

« A la base du campement est l'habitation (suudu) d'un ménage (foyré) isolé. Le suudu est le siège de la famille monogynique, socialement, économiquement et spatialement, c'est la maison maternelle regroupant l'épouse et ses enfants. Le suudu est le noyau élémentaire de cristallisation et de circulation du bétail et des biens annexes, il est à ce titre une unité de consommation de produits d'élevage dont le lait constitue l'élément principal. » (André, 2008). Précisons que l'unité *suudu* décrite ci-dessus est associée à la notion de « hirandé », ce qui signifie repas du soir, et par extension « la cuisine », lieu qui matérialise la gestion et le siège de la famille monogynique. Le « foyré », ménage, peut regrouper donc plusieurs « hirandé » dans un ménage polygame autour d'un homme marié, ses femmes, leurs enfants non mariés, et éventuellement un ou des parents isolés (frère non marié, parents âgés...), si toutes les femmes décident de former une unité de consommation. Les individus de plusieurs

foyré habitent ensemble : une ou plusieurs cours, concessions ou *legué* (sing legal) forment un *galle* ou plusieurs *galledji*. Par exemple une fratrie d'hommes mariés, leurs femmes et leurs enfants, ou un homme âgé avec ses fils et leurs ménages, partagent la même unité de résidence. Tout le monde y reconnaît un *jom galle* (chef de famille), (souvent l'aîné des ménages) comme chef de famille. Les décisions relatives à la gestion du troupeau (l'héritage, la vente, le suivi, la mobilité) et à la gestion des parcelles de cultures, mais aussi les décisions relatives aux mariages se prennent à ce niveau collectif sous l'autorité du chef (*jom gallé*). Plusieurs *galledji* forment un *wuro* qui regroupe donc des *galledji* spatialement groupés ou dispersés. Les critères distinctifs d'un *wuro* pour les éleveurs sont la reconnaissance d'une autorité, et l'existence d'entente et d'organisation pour l'accès à certaines ressources communes comme les mares, certaines cérémonies, etc.

A cause de la réalité palpable du *gallé*, et de l'autonomie progressivement accrue des *jom gallé* vis-à-vis de l'aîné *jom wuro*, cette unité de résidence tend à s'imposer localement comme campement par rapport au *wuro*. C'est le niveau que nous avons retenu comme base d'observation. Le *gallé* correspond de surcroît au carré agricole dans les recensements administratifs. Les *galleji* sont également des unités de perception fiscale ; administrativement, ils appartiennent à un village, où le chef (chef de village) est responsable localement de la collecte des impôts.

Les campements étudiés présentent des caractéristiques correspondant aux descriptions antérieures de la structure résidentielle dans le Ferlo (Touré, 1986). Il n'y a pas eu de transformations majeures en une dizaine d'années dans les formes d'organisation par rapport à celles observées en 2001. La singularité de l'habitat pastoral par rapport aux autres façons d'habiter en zones rurales au Sénégal attire l'attention ; ce n'est que dans le Ferlo que ce mode d'habitat dispersé dans la « brousse » existe. Ce style d'habitat peut donner l'impression que les rapports sociaux sont distants, mais renvoie surtout à une organisation sociale et logistique particulière.

Si les principes d'organisation sociale sont homogènes et relativement stables, en revanche les configurations spatiales sont multiples et évoluent en fonction des contraintes de pâturage, de la démographie humaine, de la situation dans le cycle des générations familiales, et de divers arrangements entre membres d'une même famille sur la gestion des ressources.

Après avoir présenté les caractéristiques générales de la région, nous montrerons la diversité entre les sites sur lesquels porte notre étude.

2. La diversité des lieux est un élément structurant entre Boulal, Tatki et Colonnat.

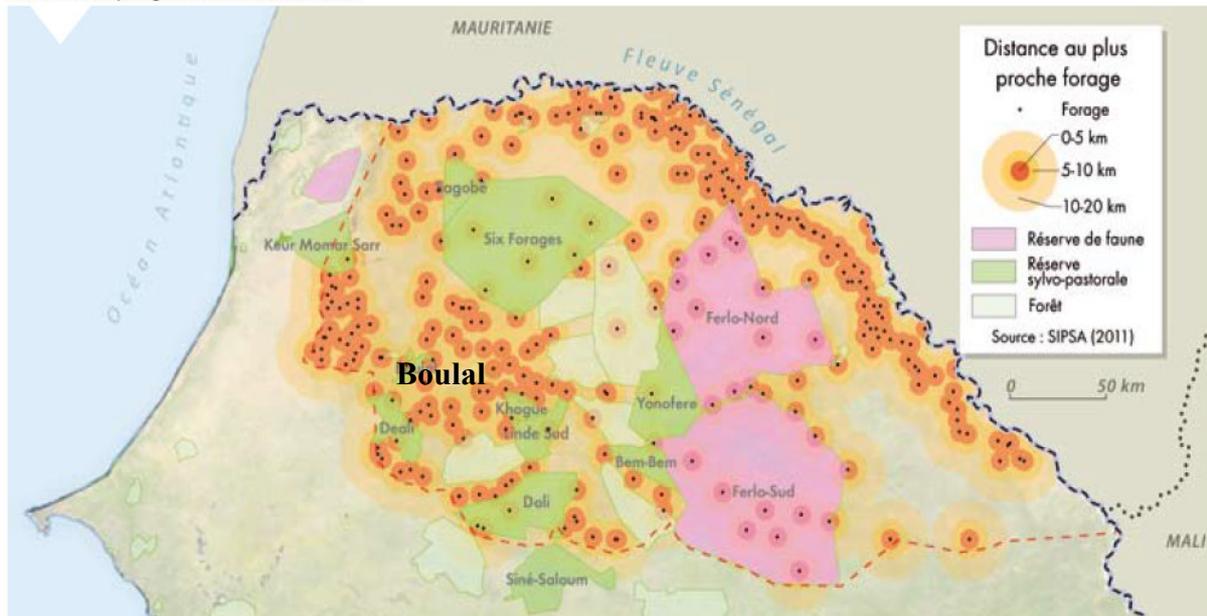
Les trois sites de nos enquêtes sont représentatifs de la diversité du Ferlo, en termes de systèmes d'élevage. Notre travail a porté sur les éleveurs résidents au Ferlo, y compris les transhumants, dont les activités d'élevage sont parfois combinées à d'autres activités locales selon les opportunités géographiques (voir carte n°3, 5, 6). Nous n'avons pas étudié en revanche les migrations temporaires ou permanentes motivées par la diversification des activités à distance. Tatki est représentatif du système d'élevage du nord du Ferlo où l'activité locale est totalement pastorale avec d'importants troupeaux de bovins et de petits ruminants. Boulal, dans le Ferlo Sud, à proximité des zones de cultures wolofs du Djolof et de grands marchés comme celui de Darha ou de Touba, est caractérisé par un élevage combiné à une petite agriculture de mil/d'arachide et à de petites transhumances. Colonnat est représentatif des systèmes d'élevage de la vallée du Fleuve, combinés à la riziculture et à l'existence de marché du lait.

Le choix de ces trois sites est motivé par leurs localisation contrastées par rapport à des infrastructures structurantes comme la route goudronnée, le marché ou des aménagements hydro-agricoles et à des conditions climatiques particulières. Une hypothèse était que ces effets de sites jouent sur les opportunités des éleveurs à mobiliser les différentes ressources dont dispose chaque territoire. La présentation de ces sites met en relief leurs caractéristiques socio-économiques et les ressources pastorales. Nous montrons aussi comment l'élevage s'y déroule et comment il y côtoie d'autres activités.

- ***Le site de Boulal dans le Ferlo Sud***

Carte 3 : Localisation de Boulal dans le Ferlo

Desserte des forages dans le Ferlo en 2001



PPZS 2011

La communauté rurale de Boulal dépend de la région administrative de Louga, au centre du Sénégal qui englobe une bonne partie de la zone éco géographique du Ferlo. La communauté rurale compte 268 campements (recensement du PPZS, 2004). La configuration spatiale est typique du Ferlo, avec une petite agglomération regroupant les services administratifs (école, services techniques vétérinaires et forestiers, centre de santé) et des petits commerces, le forage, lieu d'abreuvement des animaux. Les alentours du forage constituent de ce fait un espace de rencontre où se tient le marché hebdomadaire. Contrairement à la plupart des forages pastoraux, Boulal est relativement désenclavé, il est situé (carte 3) sur la route nationale entre Dahra (20 km à l'est), le plus grand marché de bétail du Sénégal et Touba (à 80 km au sud Ouest), ville sainte de la confrérie mouride, communauté rurale la plus urbanisée et la plus peuplée du pays. La ville de Touba est ce qu'il convient d'appeler un marché ouvert de produits d'élevage (viande et lait), mais est aussi dotée d'une vaste zone rurale de culture d'arachides et de céréales, principalement le mil. Les marabouts⁵⁰, influents ont des liens avec les éleveurs des alentours de Dahra, à travers le

⁵⁰ Le marabout est un homme (rarement une femme), se réclamant de la religion musulmane et considéré comme un sage voire un saint qui détient le savoir et la spiritualité lui permettant d'être vénéré. Au Sénégal, il existe des confréries religieuses dont les principaux guides ont laissé l'héritage à leur descendance, et qui fait que le statut de marabout est accordé aujourd'hui à tous les hommes descendants de ses familles religieuses. Peut également être appelé marabout toute personne (homme) ayant acquis des connaissances religieuses et mystiques sans pour autant être descendant de khalifes des principales confréries. Les marabouts de Touba sont les descendants de Cheikh Amadou Bamba, fondateur du *mouridisme*, l'une des quatre confréries représentées au Sénégal. Ils

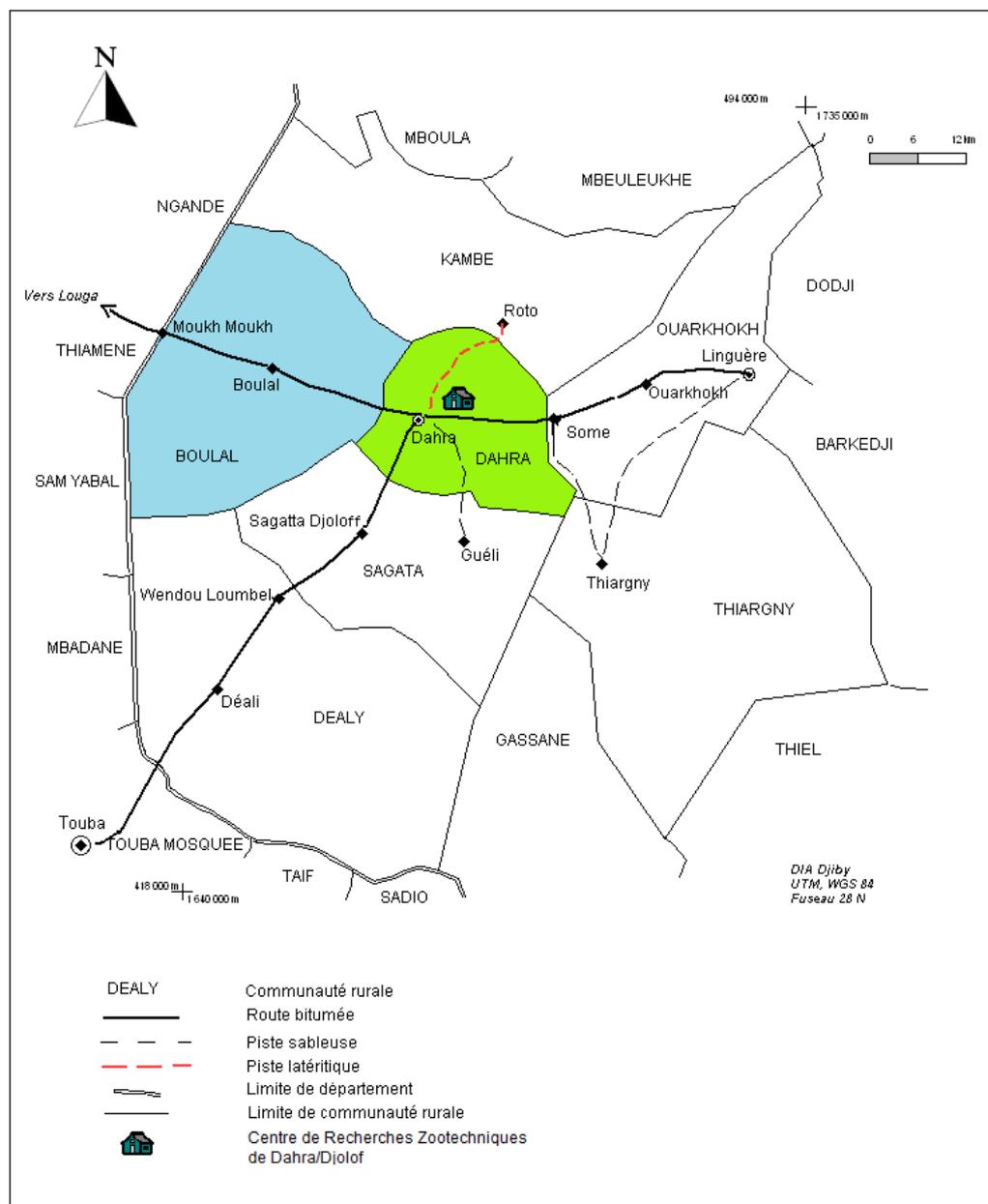
confiage de bétail, consistant à faire garder du bétail à un éleveur dans le cadre d'un contrat souvent oral, ou à travers des rapports commerciaux réguliers. Les fêtes religieuses comme le Magal⁵¹ sont des opportunités certaines pour les éleveurs de Boulal d'échanges commerciaux. Au cours de cette cérémonie du Magal, les familles de la ville de Touba reçoivent des milliers d'hôtes (pèlerins) et achètent beaucoup d'animaux (bovins, ovins et caprins) pour célébrer la fête. L'une des caractéristiques de cette cérémonie est l'abondance de la nourriture en viande, les familles hôtes rivalisant entre elles pour incarner celle qui dépense le plus pour le Magal : pour elles c'est une façon de montrer leur attachement au guide religieux et d'accroître leur capital symbolique par la conversion de leur capital économique (Bourdieu, 1980). Certains éleveurs de Boulal préparent le Magal en constituant une offre de bétail à cette occasion. La représentation administrative officielle de Touba, (statutairement une communauté rurale) sous-estime fortement le poids démographique et le rôle économique réels de cette ville en train de devenir un pôle sous-régional.

D'autre part la proximité avec le Centre de Recherche Zootechnique (CRZ) de Dahra, dépendant de l'Institut Sénégalais de Recherche Agricole (ISRA), offre aux éleveurs un accès aux informations sur les programmes de recherche et de développement de l'élevage. Depuis 2007, ce laboratoire abrite le Centre National d'Amélioration Génétique sur des races exotiques d'origine européenne (Holstein) et brésilienne (Nélor). Ce laboratoire fait partie du dispositif de la NISDEL présenté dans le chapitre 3.

bénéficient d'une grande influence et de pouvoir avérés sur leurs fidèles qui leur confèrent une importance économique, sociale et politique incontestée. Touba est administrativement une communauté rurale et est la cité religieuse du Mouridisme. Son extension et son urbanisation lui donnent les caractéristiques d'une ville qui côtoie démographiquement Dakar et constitue un véritable marché de tous les produits alimentaires comme non alimentaires. Sa proximité avec la région du Ferlo polarise des bourgades pastorales autour de son important marché de consommation.

⁵¹ La commémoration du départ en exil de Cheikh Ahmadou Bamba est un événement annuel religieux qui se déroule à Touba, un moment important de prière pour les mourides. A cette occasion des centaines de milliers de personnes venant de tout le Sénégal et de l'étranger se retrouvent à Touba. En 2010, certains avançaient le chiffre de 3 millions de pèlerins.

Carte 4 : Matérialisation de la proximité du Centre de Recherche Zootechnique de Dahra par rapport à Boulal



Dans la localité de Boulal, les éleveurs parlent de « élewasse » pour nommer ce centre, déformation de « élevage », qui signifie, pour eux, le lieu de promotion d'un type d'élevage moderne basé sur la stabulation⁵² et l'intensification de la production. Certains n'ont jamais mis les pieds dans ce centre, d'autres plus curieux s'y intéressent et le visitent à chaque fois

⁵² La stabulation est une technique qui consiste à garder les animaux dans un enclos. En stabulation libre les animaux ne sont pas attachés mais gardés ensemble en enclos ; en stabulation en stalle chaque animal a sa loge.

que l'occasion se présente. L'introduction de la race guzérat⁵³ au Ferlo, zébu de race indienne exportée au Brésil, s'est faite à partir de là, et la forte dynamique de métissage que nous avons observée dans les troupeaux des éleveurs de Boulal est certainement liée à la proximité du centre. Les programmes en cours dans ce centre impliquent des éleveurs de la zone de Dahra, de la même manière que les autres procédures d'insémination et les campagnes de sensibilisation antérieures les ont assez souvent mobilisés. En effet, Dahra est une ville pastorale du Ferlo, ceinturée par un ensemble de communautés rurales où la majorité de la population est éleveur, ce qui en fait une zone d'essai de techniques d'élevage. C'est un carrefour pour le commerce de bétail, ce qui la rend incontournable dans les interventions de développement de l'élevage. Une pratique marchande est apparue à propos de l'insémination de vaches, chez un éleveur wolof à Dahra, qui a investi dans un taureau Nélor. Pour la somme de 30 000 fcfa, une vache peut être « stabulée » chez cet opérateur privé puis fécondée avec l'appui d'un vétérinaire rémunéré par une partie du montant versé par l'éleveur. Certains éleveurs de Boulal affirment être au courant de cette pratique mais attendent de voir des résultats sûrs avant de s'y engager. Ainsi, au moment où l'État peine à imposer l'amélioration génétique, les éleveurs se laissent tenter par cette pratique lorsqu'elle est initiée par quelqu'un qui leur est proche. Les éleveurs ne sont donc pas rétifs à l'amélioration génétique de la race zébu, mais à l'insémination artificielle telle que proposée par l'État, qui cible parfois des races laitières qui n'intéressent pas les éleveurs comme la Holstein. Cet acteur privé propose, lui des zébus exotiques, races à viande, par une monte naturelle.

A côté des avantages liés à la position géographique de Boulal, l'avancée des terres cultivées est une contrainte à l'élevage dans la région, qui pèse sur tous les éleveurs de la région sud du Ferlo, même si les ressources et les stratégies développées diffèrent d'une exploitation à une autre. La mobilité du gros bétail est limitée autour des forages, avec des conflits entre éleveurs et agriculteurs qui s'accroissent (Touré, 1997). La transhumance de polinaaji⁵⁴ est systématique. « *On ne peut pas ne pas le faire, les vaches s'en vont toutes seules, on a l'impression qu'elles arrivent à sentir l'odeur de l'herbe fraîche à des centaines de kilomètres, dès qu'il commence à pleuvoir ailleurs elles partent d'elles-mêmes* » (éleveur 3 Boulal). Ce déplacement pose une partie de la famille, en général les jeunes encore sous la tutelle de leurs parents, à partir avec les bovins. Il débute le plus souvent au mois de juin, les

⁵³ le nom proviendrait de Goudjerate une région située à la frontière de l'Inde et du Pakistan.

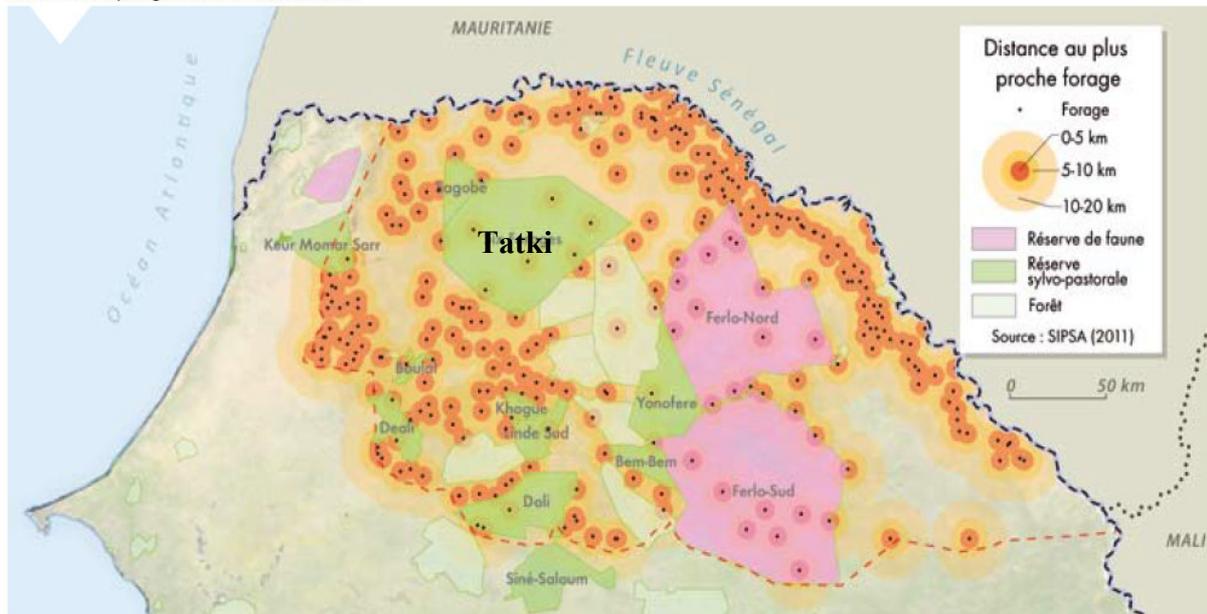
⁵⁴ Petite transhumance des bovins signifiant « aller à la rencontre des pluies » qui a lieu en fin de saison sèche, lorsque les premières pluies commencent à tomber dans les régions plus méridionales.

distances parcourues pouvant être relativement grandes, jusqu'à 100 km, en fonction de la progression de l'hivernage, car celui-ci arrive avec le front intertropical⁵⁵ du sud vers le nord du Sénégal.

- **Le site de Tatki (Ferlo Nord)**

Carte 5 : Localisation de Tatki dans le Ferlo

Desserte des forages dans le Ferlo en 2001



PPZS 2011

Les éleveurs de Tatki ont l'avantage de ne pas subir sur le peu de ressources disponibles une concurrence de la part d'autres activités, telles que l'agriculture au sud et les aménagements hydro agricoles au nord. La zone du forage de Tatki dans le Ferlo Nord, située à une quarantaine de kilomètres au sud de la vallée du fleuve, à l'aplomb de Dagana, est rattachée à trois communautés rurales distinctes : celle de Fanaye, de Ndiayene Pendaw et de Mbane. Cette ancienne zone de parcours d'hivernage des éleveurs est devenue une aire pastorale habitable toute l'année après l'implantation du forage en 1953. Le forage de Tatki regroupe environ 120 campements, essentiellement des pasteurs peuls issus majoritairement de la fraction Wodaabé. Le nord du Ferlo est caractérisé, entre autres, par une pluviosité annuelle dépassant rarement 300 mm et un substrat sablonneux. A proximité du forage sont installés les

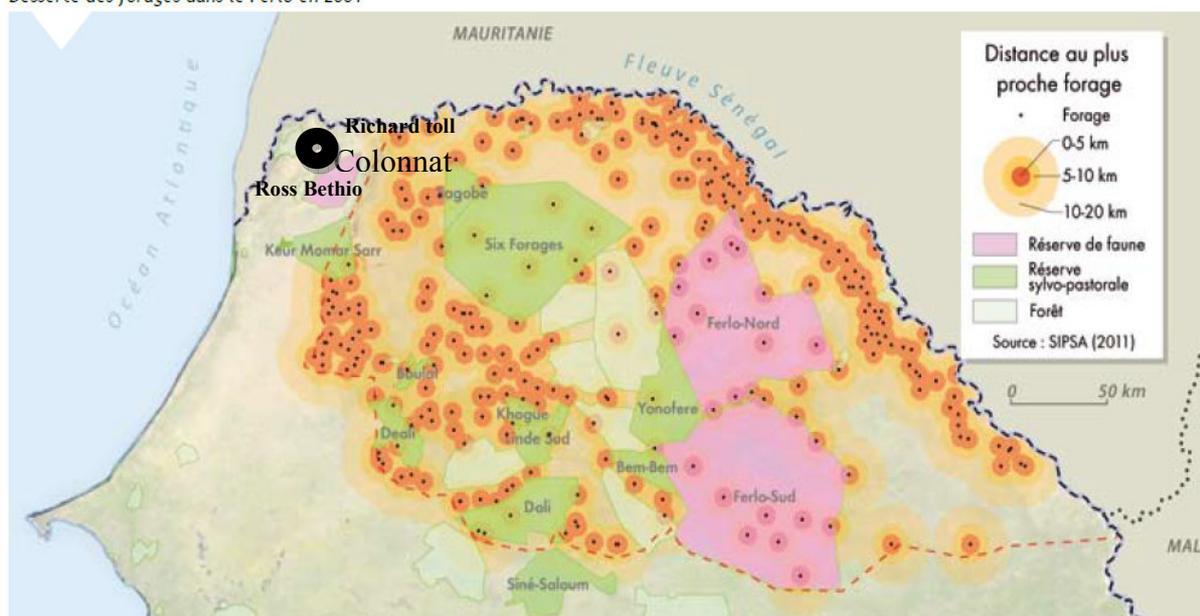
⁵⁵ Le front intertropical est un phénomène climatique dans les régions voisines de l'équateur. Au cours de l'année, ce front intertropical passe progressivement de l'hémisphère nord (où il se trouve en été) vers l'hémisphère sud (où il se trouve en hiver). Il est dû à la convergence des vents alizés provenant de l'hémisphère nord et des vents alizés de l'hémisphère sud. En s'élevant l'air se refroidit et donne des pluies de fin de journée.

services locaux et leurs logements de fonction (dispensaire, école, eaux et forêts, élevage...), une mosquée, quelques boutiques, une banque de céréales installée par un projet sénégal-allemand d'appui au pastoralisme, ainsi qu'un bâtiment abritant une bibliothèque. Mais on peut difficilement parler d'une agglomération qui attirerait les installations permanentes et créerait de l'animation. En saison sèche, c'est au large des bâtiments, près de l'abreuvoir du forage qu'on remarque le plus de mouvements, avec le va et vient des troupeaux de zébus blancs. La zone est classée réserve sylvopastorale depuis 1952, ce qui la met hors de portée des cultures qui concurrenceraient l'élevage, de toute manière improbables avec une pluviosité inférieure à 300 mm annuels. Ainsi l'élevage n'y est pas contraint par une concurrence dans l'usage des terres, mais par la rareté des ressources aussi bien en eau qu'en pâturages. Le forage, seule source d'eau pérenne après l'épuisement de plus en plus précoce des mares d'eau d'hivernage, est en proie à des pannes régulières dues à des défauts de maintenance de l'équipement et au déficit récurrent d'énergie (gasoil) (Ancey et al., 2008).

- ***Le site de Colonnat (Vallée du Fleuve)***

Carte 6 : Localisation de Colonnat dans le Ferlo

Desserte des forages dans le Ferlo en 2001



PPZS 2011

Colonnat ne correspond pas à une communauté rurale comme les autres sites. Le nom de Colonnat provient d'un projet de développement sur des périmètres hydro-agricoles financé par la coopération taïwanaise. Ce projet a fini par donner son nom à toute la zone

correspondant à l'aire d'intervention. Elle se situe sur la vallée du Fleuve Sénégal à mi chemin entre Ross Bethio et Richard Toll, deux communes de la région de Saint Louis, au cœur des terres aménagées par la Compagnie Sucrière Sénégalaise (CSS) et des casiers rizicoles des villages wolof des alentours.

La présence de systèmes d'élevages dans la région date de longtemps. Christian Corniaux cite dans sa thèse (2005) les études qui ont retracé l'histoire du peuplement de la vallée du fleuve Sénégal. « *Les peuples pasteurs nomades apparaissent sur la scène de l'histoire à l'époque médiévale sur le territoire de l'ancien royaume du Ghana-Wagadu (qui s'étendait du fleuve Sénégal au fleuve Niger)* » (Touré, 1986, p. 13). « *La vallée du fleuve Sénégal à la fois grenier à mil et zone par excellence d'élevage a constitué au cours des âges un lieu privilégié de convergence de divers peuples nomades ou sédentaires* » (Barry, 1984, p. 45). L'implantation des populations peules à Colonnat ne semble pas aussi ancienne. Les éleveurs de Colonnat ne s'entendent d'ailleurs pas sur l'histoire de leur installation sur ce site. Quand certains soutiennent s'y être installés à la suite des déplacements de leur troupeau de l'intérieur des terres du Ferlo vers la vallée dans les années 1950, d'autres pensent être autochtones de la région. Ces derniers racontent leur survie après les tentatives de regroupement⁵⁶ et de sédentarisation de l'Etat dans les années 1960. Les Peuls de Colonnat sont des Peuls Waloo du nom de la région de la vallée du Fleuve où ils se sont installés. Ils pratiquent à part égale l'élevage et l'agriculture. La combinaison des deux activités, élevage et agriculture, semble être une réalité pérenne, et l'élevage a survécu dans cette région à la colonisation et aux travaux d'aménagement agricole de 1960 à 1990. A Colonnat, la pluriactivité est systématique. L'élevage et l'agriculture subviennent aux besoins des agriculteurs et les occupent en temps de travail.

L'installation de la Société d'Aménagement et d'Exploitation des terres du Delta et de la Compagnie Sucrière Sénégalaise marquait dans les années 80 l'ambition du Sénégal de faire de cette zone une région de grandes cultures (riz sur les exploitations agricoles familiales et canne à sucre sur les terres de la CSS) et cette ambition est toujours d'actualité (Santoir, 1984; 1994).

Le bovin est la seule espèce élevée à Colonnat, les petits ruminants ne pouvant évoluer dans ce milieu humide où ils sont sujets à des infections dues aux microbes et germes vivant dans

⁵⁶ L'aménagement des périmètres irrigués dans la vallée par l'Etat dans les années 1960 suggérait implicitement la sédentarisation des éleveurs que nous avons enquêtés. Les règles d'organisation imposées par l'Etat pour bénéficier de parcelles nécessitaient la mise en place de villages sédentaires à qui étaient octroyés des parcelles collectives.

les eaux d'irrigation. Ces eaux auraient également une forte teneur en pesticides et engrais issus du traitement de la canne à sucre et des rizières.

La proximité de la route goudronnée facilite l'accès des éleveurs aux marchés de la région, de tailles différentes et de produits diversifiés : le marché frontalier de la Mauritanie, un marché urbain à Richard Toll et un marché rural où ils troquent des produits d'élevage (essentiellement le lait) contre des produits agricoles (le riz). Il existe un autre type de marché, plus aléatoire, mais lucratif : il s'agit du marché de lait frais et de lait caillé sur la route goudronnée. Des acheteurs venant des villes de passage sur la route de Saint-Louis à Richard Toll s'approvisionnent chez les éleveurs de la zone pour aller revendre sur les marchés urbains de la région de Saint-Louis.

Ainsi, le Ferlo reste la région du pastoralisme au Sénégal, tous les habitants s'adonnent à l'élevage, toutes ethnies confondues car les Wolofs et les Sérères qui y vivent possèdent comme les Peuls des troupeaux relativement importants. Dans les écrits de Santoir (1994), c'est une région où tout le monde fait peu ou prou de l'élevage ; les éleveurs y vivent en symbiose avec le bétail ; le pastoralisme domine la vie par le temps de travail qui lui est consacré, les revenus qu'il procure, la couverture des besoins alimentaires et l'insertion dans le tissu social qu'il permet ; il détermine l'habitat, le type d'alimentation, les formes d'organisation sociale et politique. Notre propos est d'interroger ce qu'il reste de ce tableau mis à l'épreuve par les transformations des trente dernières années, les systèmes sociaux ne se reproduisant pas à l'identique, l'environnement à la fois physique, économique et politique étant également changeant.

II. Que reste-t-il des pratiques d'élevage dans le Ferlo ?

Cette partie du travail présente les transformations de la pratique de l'élevage et de l'activité d'éleveur. L'objet de notre recherche est de traiter du rapport au changement des éleveurs, alors que ces derniers sont considérés par les prescripteurs comme rétifs au changement. Or, dans les sociétés pastorales les pratiques changent parce que l'environnement évolue, parce que des injonctions de développement influencent les façons de faire, parce que les structures sociales dans leur dynamique naturelle se transforment. Nous allons présenter et expliquer des changements des pratiques d'élevage que nous jugeons importants car touchant à deux pratiques fondamentales pour les pasteurs du Ferlo : la mobilité des familles et des troupeaux, et la composition de ces troupeaux en termes de gros ou petits ruminants.

Pour ce faire, nous nous basons sur des études citées au début de ce chapitre (Barral (1982 et 1983) Santoir (1976, 1983, 1994); de Thébaud (1995) Shaeffer (1994) et Tyc (1994), sur les informations de terrain recueillies antérieurement à cette recherche (Mémoire ENEA 2000, DEA 2003) et sur les enquêtes menées dans le cadre de la thèse.

1. Les changements globaux dans la gestion des troupeaux

Christian Santoir notait qu'en 2000, l'élevage peul a survécu à vingt ans de « mauvaises » années. On peut faire l'hypothèse que ces périodes difficiles ont entraîné pour les éleveurs du Ferlo la nécessité de réviser certaines composantes de la conduite des exploitations sans pour autant remettre en cause tous les fondements sociaux de leurs pratiques. Rendre compte de quelques changements phares produits depuis la période d'implantation des forages donne une vue large de la situation de l'élevage dans le Ferlo et permet de mettre en perspective le rapport des éleveurs au changement. L'identification de ces modifications remet en cause la prétendue inertie des pasteurs du Ferlo face au changement, et fait apparaître les raisons sociales de certaines évolutions.

▪ *La réorganisation de la transhumance*

Avant de décrire l'évolution de cette transhumance, il est utile de dire à quoi cette pratique emblématique du pastoralisme renvoie, les motivations des éleveurs qui la pratiquent, les modalités qui sont les siennes et les contraintes qu'elle induit pour ces éleveurs.

La transhumance comme le nomadisme sont des pratiques de mobilité organisée des troupeaux et des éleveurs. Ces deux pratiques sont mises en œuvre dans le Sahel par trois principaux groupes ethniques que sont les Peuls, les Touaregs et les Arabes ou Maures (arabes de la Mauritanie). La transhumance est différente du nomadisme dans le sens où les éleveurs qui la pratiquent reviennent sur leur territoire d'attache avec leurs troupeaux après chaque saison de mobilité. La mobilité que pratiquent les éleveurs peuls du Ferlo répond précisément à la définition de la transhumance. Le mouvement consiste à quitter, en début ou en fin de saison sèche, une région d'attache où les ressources sont saisonnièrement raréfiées, pour chercher ailleurs des pâturages relativement plus abondants, avant de regagner le point d'attache dans le Ferlo quand l'hivernage s'installe.

Les raisons de la transhumance peuvent être multiples, la raison la plus connue et la plus avancée par les éleveurs étant la recherche de pâturages et d'eau. Mais d'autres raisons

importantes font que les éleveurs renonceraient difficilement à partir même quand sur place les pâturages sont abondants et l'eau disponible et accessible. Pour des éleveurs de Boulal et de Tatki, les déplacements sont utiles aux animaux pour trouver la bonne herbe favorable à l'embonpoint des animaux et à leur reproduction. Ainsi, selon les éleveurs de Tatki, des espèces dans le Saloum sont propices à la fertilité des brebis. Dès la fin de l'hivernage, les herbes appréciées par les petits ruminants s'assèchent et deviennent peu digestes pour ces types d'animaux, au moment où dans le Saloum, ces herbes sont encore fraîches car l'hivernage y est plus long. D'autres éleveurs évoquent la possibilité de fréquenter des marchés laitiers autour des villes du Saloum où la vente de lait est lucrative. Une dernière raison d'ordre social est que la transhumance permet de créer du lien avec les populations sédentaires des zones d'accueil et d'entretenir une zone de repli en cas de crise.

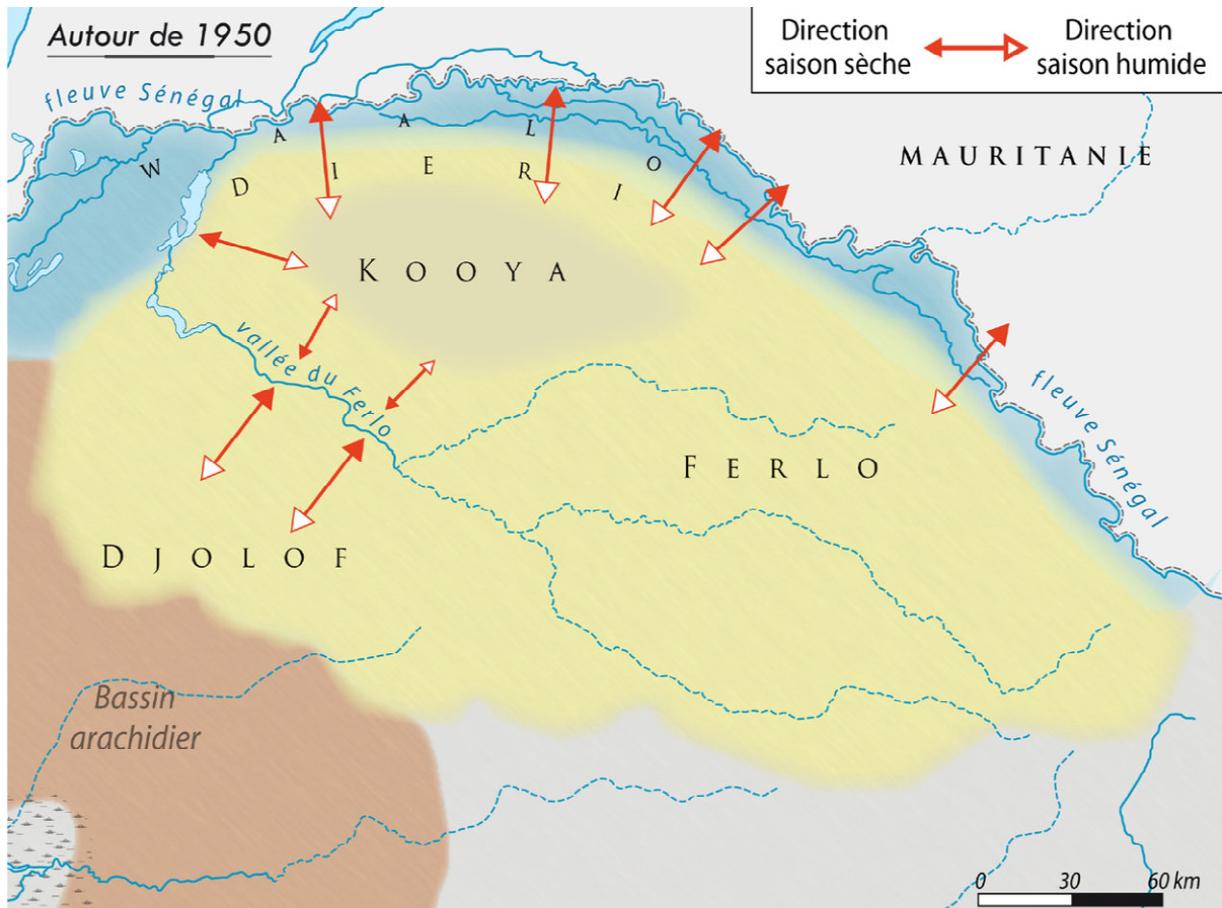
Au même moment, des mouvements de transhumance d'éleveurs étrangers et d'ethnies variées (peul, maure, bambara) se font à partir des pays limitrophes du Sénégal, en l'occurrence le Mali et la Mauritanie, vers la zone du fleuve Sénégal.

Le mouvement global se fait sur plusieurs semaines selon l'amplitude de la distance. La famille ou le groupe part à bord de charrettes à chevaux ou à ânes avec tout le matériel (lit, matelas, chambre à air d'eau, ustensiles de cuisine,...). Des arrêts sont programmés dans des gîtes d'étape. Ces gîtes correspondent en général à des zones où le troupeau peut passer quelques jours et où l'équipage se repose, non loin d'une ville ou d'une bourgade (à l'entrée d'une agglomération). Les éleveurs s'approvisionnent sur les marchés, consultent au poste de santé en cas de besoin et repartent quelques jours après. Ce gîte peut aussi être plus éphémère, lorsque le groupe dort sous un arbre sans défaire l'équipage.

Avant le maillage de la région du Ferlo par les forages, l'exploitation des ressources reposait sur une logique binaire de déplacement aux deux grandes saisons : l'hivernage et la saison sèche. En hivernage, les familles d'éleveurs et les troupeaux exploitaient les mares naturelles et les pâturages annuels (l'herbe fraîche). En saison sèche, où la vie est presque impossible dans l'intérieur des terres du Ferlo, les éleveurs entamaient leurs mouvements qui pouvaient aller jusqu'à 150 km environ (la distance entre Podor vallée du fleuve et Linguère au sud du Ferlo fait 140 km) à la recherche des pâturages de décrue sur la vallée du fleuve Sénégal, ou des jachères et des résidus de récoltes dans les régions du Djolof, du Sine et du Saloum (Barral, 1982 ; Touré, 1990 ; Sy, 2010). Les cartes suivantes sont tirées de l'étude de Cesaro

(2011). La première représenté les mouvements pendulaires entre l'intérieur du Ferlo et les vallées du Fleuve ou du Ferlo.

Carte 7 : Transhumance au Ferlo autour des années 1950



Céraso et al, 2011

Ainsi, les éleveurs ont deux espaces de vie, une habitation de saison des pluies, le *rumano*, et une de saison sèche, le *sedano*. Ces *rumanos* sont considérés comme le lieu d'habitation permanent, le territoire d'attache, bien que la durée que les éleveurs y passent soit relativement courte ou égale à la durée passée en dehors. Le *rumano* est généralement installé près d'une mare et le retour vers ces campements correspond pour les éleveurs à des « vacances », la recherche de pâturages ne rythme plus la vie, l'herbe fraîche étant abondante, les éleveurs peuvent se libérer pour d'autres occupations. C'est la période où se tiennent les cérémonies les plus importantes en l'occurrence les mariages. En saison sèche, l'emplacement et la pérennité du campement habité (*sedano*), dépendent de la qualité des ressources, des liens et des opportunités d'échange (pouvant être de l'ordre de la vente d'un sous-produit

d'élevage, d'achat de céréales ou de services comme le travail de berger pour les éleveurs sédentaires), entretenus avec les populations des zones d'accueil.

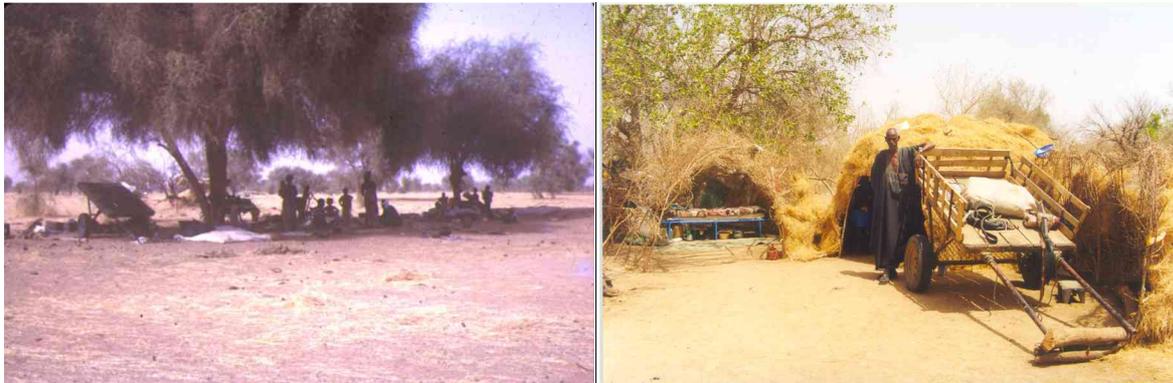


Photo n°3 : campement de saison sèche (*sédano*) éphémère, Photo n°4 : gîte de plusieurs semaines (Ancey)



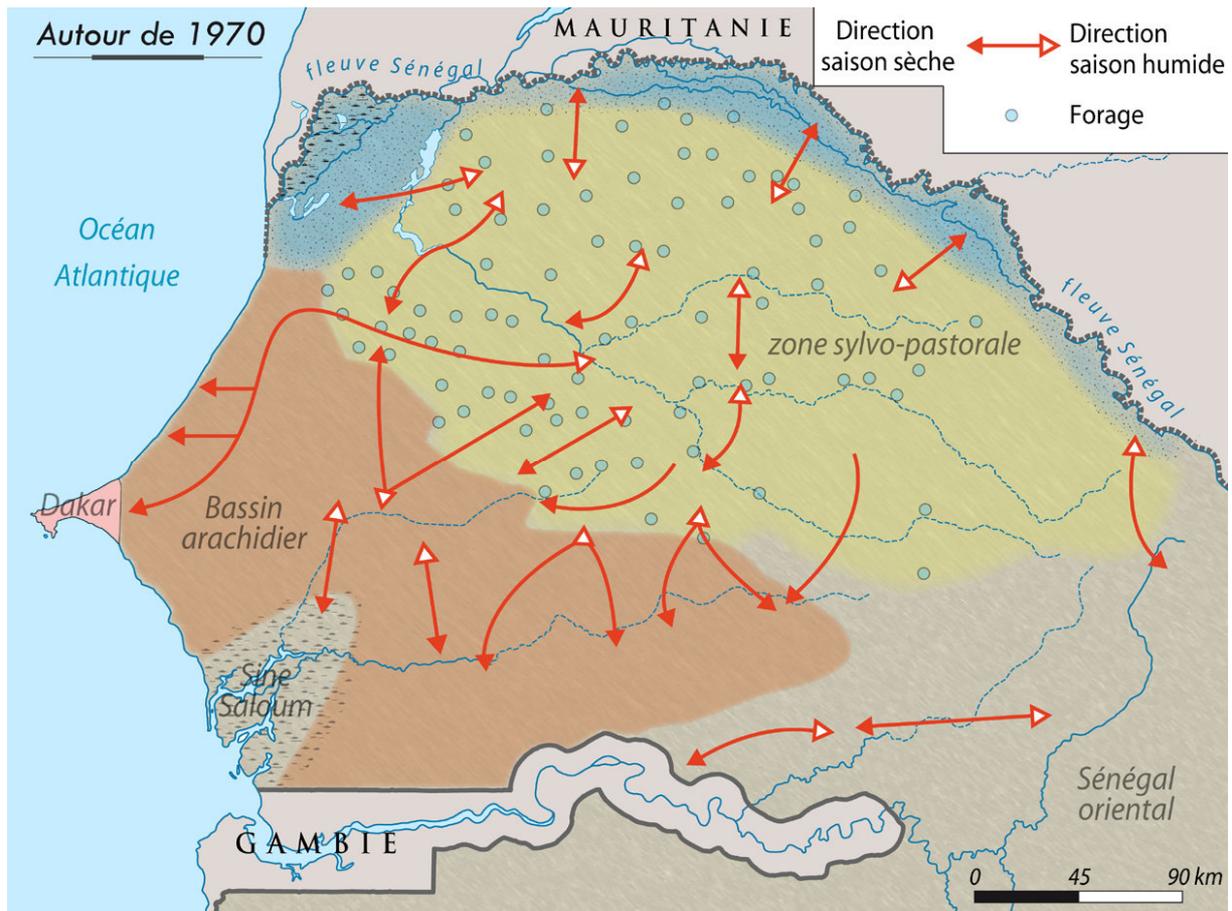
Photo n°6 Un campement permanent (rumano) (clichés Ancey)

Les grands déplacements pendulaires entre le Diéri (intérieur des terres) et la vallée du fleuve Sénégal n'ont pas perduré avec l'arrivée des forages à la fin des années cinquante et les politiques de développement de la culture rizicole sur la vallée. Ils ont laissé la place à un autre régime de mobilité fait de longs trajets vers le sud du pays. Les politiques d'hydraulique pastorale et les aménagements agricoles marquent donc la réorganisation d'un modèle de déplacement sans faire disparaître la mobilité des animaux qui répond à l'exploitation saisonnière des ressources. La disponibilité en eau toute l'année grâce au forage permet l'exploitation prolongée de pâturages inaccessibles sans la présence de l'eau. Celle-ci facilite l'accès à ces ressources végétales les plus enclavées par rapport à l'eau. A l'opposé, les

aménagements sur la vallée du fleuve restreignent l'espace pastoral et rendent difficile l'accès du fleuve aux troupeaux des éleveurs. Des aspects réglementaires viennent aussi s'y ajouter. En 1964, la loi sur le domaine national de 1964 versant toutes les terres non appropriées dans le domaine de l'Etat remet en cause les *houroum* . Cette loi est toujours en vigueur au Sénégal. En effet, des groupes peuls se sentant lésés par ce modèle de gestion basé sur les *houroum*, qui, selon eux, facilitait un accaparement de l'espace par de grandes aristocraties, ont profité de ce décret pour accéder à la terre (Guibert, 2008). Face à tous ces bouleversements dans l'exploitation des ressources, les éleveurs ont inventé d'autres façons d'exploiter et de s'approprier les ressources. La grande transhumance est remplacée par des mouvements plus réduits et organisés autour des forages sur des distances allant d'environ 25 à 60 km. « *Les Peuls ont inventé de nouveaux systèmes pastoraux d'exploitations, basés sur l'imbrication de plusieurs transhumances poly-centrées correspondant à autant de forages régulièrement visités*» (Guibert, *ibid.*).

La carte suivante représente schématiquement la mobilité réorganisée autour des années 70.

Carte 8 : Les transhumances dans le Ferlo dans les années 1970



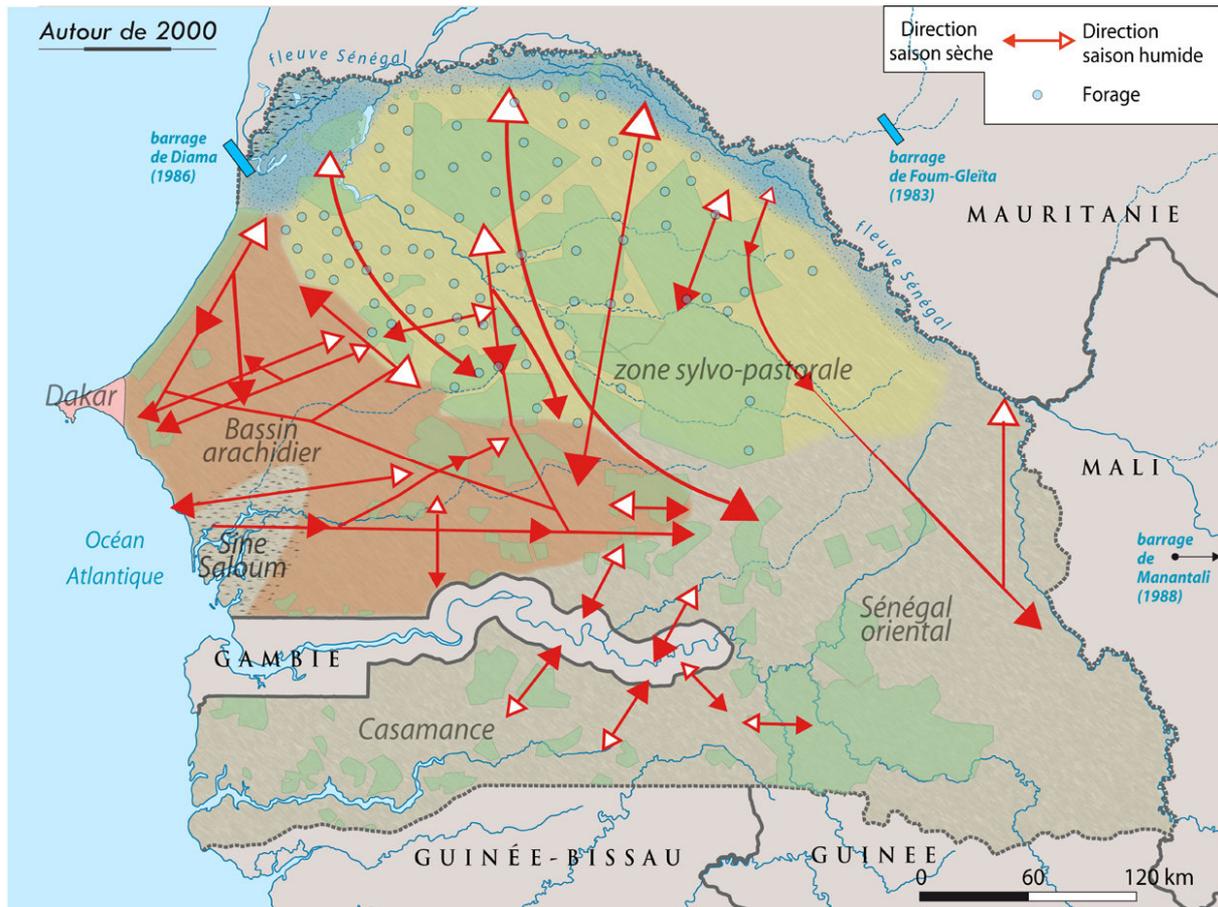
Céraso et al, 2011.

Les éleveurs du Ferlo ont continué de pratiquer la transhumance sous une autre forme malgré la disponibilité de l'eau, ce qui montre que la transhumance répond à des contraintes et des raisons plus complexes.

Ce type de déplacement à l'intérieur du Ferlo concerne plus les bovins que les petits ruminants. Ces derniers (ovins et caprins) sont déplacés systématiquement du Ferlo vers la région du Saloum. Les mouvements des bovins sont plus tardifs que ceux des petits ruminants, ils démarrent en milieu de saison sèche vers le mois d'avril jusqu'à l'arrivée des premières pluies en juillet-août. Les éleveurs qui ne trouvent plus de pâturages dans le territoire de leurs communautés rurales se renseignent sur l'état des ressources ailleurs dans le Ferlo et entament leur déplacement. L'intérêt de disposer de ressources fourragères sans être en rivalité avec d'autres éleveurs rend stratégique l'information sur la localisation de ces ressources. Les ressources fourragères ne sont pas payantes, mais pour dissuader l'afflux des transhumants venus d'autres forages, les éleveurs des forages ou zones d'accueil leur imposent

un prix de l'eau plus élevé (Ancy et al., 2008). Le partage et la diffusion des informations relatives à la localisation des ressources se font de manière contrôlée. Sur l'élevage, c'est la seule information stratégique au point d'être cachée. On ne parle pas avec tout le monde de son information, surtout quand il s'agit de partir en transhumance. Ce type d'information ne se partage qu'à l'échelle de l'unité de gestion du troupeau. Les éclaireurs partis sur les zones susceptibles de contenir encore des ressources le font discrètement. Il n'y a pas de désignation d'éclaireur fixe dans les campements dans le Ferlo contrairement à d'autres pays d'élevage transhumant comme le Tchad (Diao, 2003). C'est une action volontaire au sein du campement, cependant réservée aux seuls éleveurs dont l'expérience et le savoir-faire sont reconnus par les membres de la famille. Bien que cette pratique existe toujours, il est aujourd'hui possible de s'informer aussi par téléphone. Les zones précises d'accueil peuvent changer d'une année à l'autre selon la pluviosité et la fréquence des feux de brousse qui affectent la disponibilité des ressources. Les conditions du milieu sont identiques pour tous les éleveurs mais les moyens matériels et cognitifs mobilisés par chacun pour se tirer d'affaire sont inégalement répartis. Le partage d'informations sur les ressources n'obéit pas aux règles de la solidarité communautaire instituée à l'échelle du territoire et revendiquée par les éleveurs (Ancy et al, 2004). Dans ce contexte incertain, les éleveurs d'un même campement deviennent des associés-rivaux (Lazéga et al, 2002), qui coopèrent sur certains aspects et sont des concurrents sur d'autres, ici il s'agit de l'information sur les bons endroits (Alter, 2009). D'autres stratégies concernent l'accès à l'eau, autre enjeu pour lequel les éleveurs mobilisent des ressources financières et sociales. Les réglementations instituées sur le paiement de l'eau dans les forages sont loin d'être appliquées uniformément : les prétextes des usagers pour se soustraire au paiement de l'eau sont fréquents et les inégalités dans la distribution de l'eau et son coût réel sont constatées dans la plupart des forages du Ferlo (Ancy et al, 2008). Depuis les années 2000, il existe de grands axes de mobilité suivis en masse par les éleveurs du Ferlo, majoritairement les éleveurs de petits ruminants. Les principales zones d'accueil au sud sont le bassin arachidier, les régions du Sine Saloum. La carte ci-dessous donne un aperçu de ces directions, les distances peuvent être estimées à 300 km en moyenne.

Carte 9 : Les transhumances dans le Ferlo dans les années 2000



Céraso et al, 2011

Ainsi, la mobilité des éleveurs a beaucoup changé du fait d'incitations multiples à la sédentarisation. Principalement, l'implantation d'infrastructures hydrauliques dans le Ferlo et les aménagements hydro agricoles sur la Vallée du Fleuve Sénégal ont poussé les éleveurs à redéfinir leur mobilité. Celle-ci ne s'est pas pour autant réduite, les types et l'ampleur des déplacements sont sériés selon les types d'animaux. Les bovins restent dans la région du Ferlo et les petits ruminants suivent une mobilité systématique du nord du Ferlo vers le centre du pays.

Après cet aperçu de l'évolution de la transhumance dans le Ferlo, la description de l'organisation domestique et des modes de gestion des troupeaux montre comment se passe la vie ordinaire d'un campement, comment la transhumance s'organise et comment nous l'avons perçue pendant nos enquêtes.

La vie ordinaire d'un campement

Trois tâches fondamentales structurent les activités journalières des éleveurs dans le Ferlo : l'abreuvement du gros bétail, la conduite du troupeau sur les parcours et la corvée d'eau. Chaque tâche est spécifiquement dévolue à une catégorie de la famille. Généralement les hommes adultes s'occupent de l'abreuvement des bovins, les femmes se consacrent à la corvée d'eau en plus des tâches domestiques de préparation de la nourriture et les adolescents et jeunes enfants se chargent de la conduite du bétail sur les parcours (Touré, 1986). Nos observations confirment ces références anciennes.

La vie ordinaire pastorale est rythmée globalement par deux saisons contrastées, même si les éleveurs distinguent plus finement 5 saisons et inter-saisons. En hivernage, les différentes tâches sont significativement réduites et en saison sèche, elles occupent tout le temps des membres de la famille. Les différences saisonnières entre les paysages sont spectaculaires (Photos n°7 et 8). Sur la photo n° 7 de saison sèche, il n'y a aucune herbe visible, les vaches se promènent sur des parcours de sable et elles y consomment en ce moment de l'année de la végétation ligneuse et des restes d'herbes cachées sous les arbustes. Sur photo n° 8 d'hivernage, un troupeau de moutons pâture un tapis herbacé relativement bien garni.



Photo n°7 : saison sèche et Photo n° 8 : l'hivernage

Les familles d'éleveurs forment des unités domestiques de gestion pour le maintien de l'activité d'élevage. Dans la plupart des cas, un campement compte autant de troupeaux de petits ruminants que de gallédji et un troupeau de bovin collectif. Mais il existe aussi des campements où les unités domestiques ne regroupent pas les troupeaux.

Le bétail est déclaré en général par les éleveurs comme majoritairement issu d'héritage, même si les reconstitutions de troupeau à partir d'achat sont fréquentes. Selon les choix de conduite

d'élevage et les niveaux de ressources, certains éleveurs, en plus du troupeau hérité, investissent dans l'achat d'animaux. La composition des troupeaux en termes d'espèces répond d'abord aux conditions physiques du milieu proche, aux choix d'une plus ou moins grande autonomie de gestion par les chefs de la famille, responsables du troupeau bovin familial, mais aussi par les femmes et les cadets, qui élèvent souvent des petits ruminants personnels, et enfin, aux possibilités d'accès aux ressources fourragères et hydriques distantes. Les capacités des éleveurs à agir sur leur environnement et à mettre en œuvre des stratégies s'entrevoient à partir de leur mode d'organisation pour la conduite de leurs troupeaux. Au moment où partout dans le Ferlo, les éleveurs soutiennent que « *la brousse est finie* », et qu'au plan national et international les prescripteurs argumentent la nécessité de la protection des ressources végétales, les éleveurs du Ferlo déploient des moyens considérables pour faire face à la rareté des pâturages tout en répondant à des injonctions de protection des ressources.

L'exploitation des ressources en milieu pastoral reposait avant l'implantation des forages sur des règles endogènes que nous avons déjà évoquées (*Houroum*). Aujourd'hui, ces règles d'accès aux ressources ont changé, les éleveurs du Ferlo, toutes zones confondues, reconnaissent que la brousse est finie. Les troupeaux se sont multipliés grâce aux avancées de la médecine vétérinaire qui a participé à l'éradication de certaines épizooties (Touré, 1986). D'un autre côté, l'accroissement démographique et l'éclatement des unités résidentielles et de gestion des troupeaux ont accru la pression sur les ressources, il y a donc plus d'empreinte sur l'espace ; les nouvelles unités s'installent sur de nouveaux espaces. Les éleveurs remarquent cette dégradation et ils en font état. L'un d'entre eux parle ainsi : « ... *regarde bien, il n'y a plus de houroum, il n'existe plus de brousse, ici si tu fais le tour, tu verras un campement tous les 100 ou 200 mètres, les points d'eau se multiplient, il n'est plus possible de conduire et d'entretenir de grands effectifs dans ces conditions...* » (éleveur n°1 : Coumba). Pour cette éleveuse de Boulal, l'augmentation des unités domestiques qui pourraient résulter de l'autonomisation croissante de nouveaux éleveurs concourt à la pression croissante sur les pâturages. La multiplication des points d'eau est le deuxième élément évoqué. Cette multiplication est liée aux interventions des projets de développement. Les populations pastorales insistent toujours au moment des diagnostics des projets de développement sur la nécessité d'alléger les conditions d'abreuvement. C'est un constat que nous avons fait : les éleveurs soulignent pratiquement face à un intervenant extérieur, en premier lieu, le besoin de densifier les infrastructures d'eau. Les contraintes d'accès à l'eau sont réelles, mais leur prise

en compte isolée masque certainement l'équilibre essentiel à entretenir entre les ressources en eau et en fourrage. Ce type de contradiction rend difficile les arbitrages des intervenants, État ou projets de développement, qui sont soucieux de limiter la pression animale sur les pâturages, tout en répondant aux besoins des bénéficiaires dans un contexte dit « participatif » où la prise en compte des préoccupations exprimées par ces derniers est un défi.

C'est dans ce cadre que les familles d'éleveurs que nous avons rencontrées vivent en exerçant différentes activités. Nous retraçons une journée ordinaire d'un de nos éleveurs pour donner à voir comment se passent les choses.

Une journée de saison sèche chez l'éleveur Babacar à Boulal :

A notre réveil, juste après le lever du soleil, Babacar était déjà parti en brousse pour chercher des fruits d'acacia⁵⁷ pour les moutons. Il est parfois secondé dans cette tâche par sa mère et sa tante. La femme de tour⁵⁸ réchauffe les restes du repas de la veille pour les enfants. Elle a préparé du thé vert à la menthe pour les adultes qui le prennent avec des arachides et du pain à base de farine de blé fait artisanalement au forage. Ce petit déjeuner se prend en famille, c'est au retour de Babacar que le thé est servi.

Après ce repas, les enfants vont à l'école à une dizaine de kilomètres du campement (près du forage) avec d'autres enfants des campements voisins, sur une charrette affrétée par un des parents. Babacar distribue les graines d'acacia aux moutons, remplit les bassines d'eau pour leur abreuvement, à partir du reste de l'eau puisée la veille au forage par un des enfants âgés de 12 ans chargé de cette tâche quand il n'est pas à l'école.

Après s'être occupé des moutons, Babacar entretient son cheval, il lui donne des céréales (du mil) et de l'eau avant d'aller se reposer. Il vient de finir une partie de sa journée de travail qui est composé de deux grands moments : les travaux d'entretien du troupeau le matin et l'abreuvement des bovins au forage en milieu de journée. Avant de préparer la charrette pour aller au forage, il se repose, refait du thé et en profite pour discuter avec nous. Les petits ruminants seront conduits aux pâturages par sa mère ce jour là, car cette tâche incombe le plus souvent aux enfants. Au retour de l'école à 13 h, ils relaient leur grand-mère.

⁵⁷ Une espèce ligneuse dont les fruits très appréciés par les animaux sont riches en éléments nutritifs pour eux.

⁵⁸ Le temps à passer avec chaque épouse est appelé «tour», c'est le partage équitable du temps du mari entre ses épouses, la femme qui est de tour s'occupe de la cuisine et des tâches domestiques et passe la nuit avec mari.

La première femme de Babacar prépare une autre charrette attelée à des ânes pour se rendre au forage où elle tient une gargote. La deuxième femme se met aux travaux domestiques : vaisselle, nettoyage des cases et préparation du repas de midi.

Vers midi, Babacar prépare son attelage pour se rendre au forage où il retrouvera normalement les bovins qui y arrivent seuls, pour veiller sur leur abreuvement, c'est-à-dire surveiller et vérifier l'effectif du troupeau. Ces bêtes ne reviennent pas tous les soirs au campement et peuvent passer toute la nuit à paître. Dans ce campement, chaque soir vers 18 heures, l'une des deux vieilles dames (la mère ou la tante de Babacar) va vérifier qu'elles sont à l'endroit prévu pour être sûre qu'elles ne se sont pas égarées ou n'ont pas été volées. Les éleveurs expliquent que les vaches sont autonomes, contrairement aux moutons : dès qu'on les conduit pendant deux jours sur un site, elles y retournent toujours seules jusqu'à ce qu'on leur indique une autre direction. Elles vont au forage un jour sur deux.

Quand les enfants reviennent de l'école vers 14 heures, le déjeuner est prêt et c'est le deuxième repas de la journée. Il réunit moins de monde, une bonne partie de la famille étant prise par des activités d'entretien du troupeau, ou d'occupation personnelle.

Vers 15 h, Babacar est de retour au campement et a terminé sa journée de travail. Il ne lui reste qu'à vérifier le soir, quand les moutons reviennent au campement, qu'ils sont au complet et en bonne santé.

Après 17 h, la première épouse revient du forage avec les chambres à air qu'elle a remplies d'eau. Elle a effectué cette tâche avant de s'occuper de sa gargote. Cette eau sera utilisée jusqu'au lendemain à la même heure par les membres de la famille pour se doucher et remplir les canaris pour la boisson.

Les deux femmes accompagnées de leurs filles vont chercher le bois de chauffe en fin de journée, quand il ne fait plus très chaud. Elles en profitent en général pour ramasser les fruits de saison (fruits de baobab appelé pain de singe, jujube, gomme arabique, etc.) qui seront stockés puis vendus sur le marché hebdomadaire.

En hivernage, la journée est moins chargée, la corvée d'eau est allégée, l'abreuvement des animaux et leur alimentation ne demandent aucun effort, car à moins d'un kilomètre du campement, les mares sont remplies d'eau et les pâturages sont abondants. Seule la traite des vaches effectuée par les femmes le soir et/ou le matin s'ajoute à ces différentes activités.

Les éleveurs et la transhumance

Sur les sites de notre enquête, les formes de mobilité sont différentes, les amplitudes aussi, c'est à Tatki dans la zone Nord du Ferlo que la mobilité est plus marquée.

A Tatki, dès le mois de novembre les éleveurs commencent à partir en transhumance, la majorité des troupeaux de petits ruminants quitte la zone pour rejoindre le Saloum, dans le centre du Sénégal à la frontière de la Gambie, avant le mois de janvier pour revenir en juillet-août. Au moment de notre première phase d'enquête en avril 2008, il n'y avait donc plus beaucoup de troupeaux de petits ruminants à Tatki. Seuls les éleveurs ne faisant pas confiance à leurs fils ou neveux pour surveiller le bétail et ceux qui manquent de main d'œuvre en gardaient encore sur place. Les campements étaient calmes, la tristesse de ceux dont une partie de la famille est partie se ressentait quand le sujet de la transhumance était évoqué dans l'enquête. Avant d'aborder d'une manière informelle, personnelle et approfondie le sujet de la transhumance, nous l'imaginions à tort comme une partie de plaisir, ou du moins une pratique nécessaire et utile ancrée dans un mode de vie qui n'avait rien de triste. Mais à Tatki, chez l'éleveur Demba, sa femme s'est exprimée les larmes aux yeux au sujet de ses propres années de transhumance pour dire le côté éprouvant d'une telle pratique. Elle partait avec son fils alors que son mari travaillait à la Compagnie Sucrière Sénégalaise (CSS) et ne pouvait s'occuper du troupeau, elle dit ceci :

«La transhumance est une pratique triste et éprouvante, nous sommes toujours triste de devoir quitter nos familles pour aller à l'aventure, on est jamais sûr de retrouver sa famille laissée derrière nous, et on y reste presque toute l'année, (...) chaque année c'est 10 mois de transhumance ».

La démocratisation du téléphone portable a réduit cet écart entre les familles, les nouvelles s'échangent aisément : de part et d'autre on s'appelle pour s'enquérir de la situation de l'autre. A Yilo, un campement de Tatki, chez Amadou, trois fils sont partis. L'un est parti seul avec ses moutons jusqu'à Kaffrine dans le bassin arachidier, les deux autres s'en sont allés de leur côté et se sont arrêtés à Fass, une localité de la région de Kaolack, également dans le bassin arachidier, à environ 250 km.

A Boulal, au Sud du Ferlo, à la même période, certains éleveurs étaient en déplacement, parmi nos enquêtés, l'un (Kalidou) était parti en transhumance, mais dans le même département. Il était à moins de 20 km de Boulal sur des champs d'agriculteurs, pour utiliser les résidus de récolte.

A Colonnat, également à la même période, l'un des éleveurs (Alpha) a envoyé ses animaux dans une autre partie du Ferlo, autour de Keur Momar Sarr à (environ 80), avec des bergers salariés.

En hivernage, pendant notre deuxième séjour sur les sites, l'atmosphère était totalement différente ; particulièrement à Tatki. Les campements ont retrouvé leur animation, les jeunes se retrouvent sous les arbres ou dans les cases pour se raconter leurs aventures de transhumance. Dans les discussions entre les éleveurs, on note une controverse autour de l'état des animaux : ils comparent ceux revenus du Saloum et ceux restés à Tatki. L'impact positif de la transhumance des petits ruminants dans le sud par rapport aux autres restés au Ferlo sur l'état des moutons est remis en cause par de nombreux éleveurs, ainsi que par des femmes. Certains éleveurs ne sont pas convaincus que les animaux qui reviennent du Saloum dans le centre du Sénégal, à environ 250 km, ont un meilleur embonpoint. Ils n'hésitent pas à confronter les animaux de deux troupeaux, en les mettant côte à côte pour mieux les comparer en nous prenant parfois à témoin. Certains soutiennent avec assurance que les moutons qui restent à Tatki sont en meilleur état, par rapport à ceux conduits dans le Saloum, parce que le peu d'herbes qui s'y trouve est de meilleure qualité. Les partisans du déplacement systématique vers le sud tiennent un discours contraire.

Au-delà des critères purement pastoraux, notamment la qualité de l'eau et de l'herbe, une controverse naît de la gestion économique du troupeau en transhumance, principalement les ventes d'animaux. Des conflits entre ayant-droits des animaux apparaissent sur des ventes pour satisfaire des achats futiles selon les éleveurs. Plusieurs fois, des parents déplorent les ventes abusives des jeunes quand ils sont seuls dans le Saloum.

« Ils vont passer tout le temps à faire les marchés et à acheter des gadgets ».

Nous nous demandons ce que deviendra l'élevage de petits ruminants à Tatki si la mobilité des troupeaux, l'un des éléments de sécurisation de l'élevage extensif en saison sèche, est remise en question. Car ce débat sur l'utilité de la transhumance semble plus se fonder ici sur la justification des ventes opérées par les jeunes qui vendent les animaux quand ils partent avec les troupeaux, que sur des raisons zootechniques⁵⁹. Les effectifs des troupeaux de petits ruminants qui ne cessent de croître auraient nécessairement un impact sur la pression exercée sur les ressources locales à la fois végétales et hydriques.

▪ ***La restructuration des troupeaux et la pluriactivité***

Le passage de troupeaux de gros bétail à celui de petits ruminants, la complexification du système d'activités, constituent une autre entrée pour étudier l'évolution des pratiques

⁵⁹ Même si nous n'avons pas les arguments zootechniques adéquats pour juger de cela. Il serait d'ailleurs intéressant d'effectuer les études nécessaires.

d'élevage. La taille des troupeaux de petits ruminants (ovins et caprins) tend à s'accroître. Selon Tyc⁶⁰ (1994), le nombre des bovins par *gallé* est resté stable et celui des petits ruminants a été multiplié par quatre entre 1981 et 1995. Pour Brigitte Thébaud (1994)⁶¹ les ovins représentent 2.8 fois l'effectif des bovins. Si les troupeaux de bovins n'ont pas beaucoup progressé, ils restent encore un élément important de distinction sociale, car posséder des vaches c'est représenter plus parfaitement la figure du Peul bon éleveur. En effet, la vache garde un statut symbolique d'animal sacré qui témoigne des liens étroits entre les peuls et le bovin (Dupire, 1970 ; Bonfiglioli, 1990).

L'élevage des petits ruminants n'est pas lié à une reconversion pour tous les éleveurs mais à une stratégie pour compenser la perte d'une partie, sinon de l'ensemble des bovins (Santoir, 1994). L'élevage de petits ruminants a longtemps été considéré comme un moyen de faire face à l'impact des chocs climatiques ou de situations économiques difficiles qui déciment les troupeaux de bovins. Les petits ruminants permettent de reconstituer plus rapidement un troupeau car ils se commercialisent facilement. En plus d'être une stratégie de reconstitution du troupeau après une crise, ils permettent une meilleure intégration au marché et la facilité de commercialisation de ces animaux permet l'autonomie des cadets sociaux (Ancy et al., 2009). Ces derniers, des femmes et des jeunes ont trouvé dans l'élevage de petits ruminants le moyen le plus rapide et le plus facile d'avoir une autonomie financière. Cette stratégie semble courante dans la zone, dans tous les campements où les jeunes et les femmes sont propriétaires de ces troupeaux de petits ruminants.

L'acquisition de petits ruminants est facile pour un éleveur qui a déjà des bovins, une vache pouvant s'échanger contre plusieurs⁶² petits ruminants. En saison sèche, quand les prix du bétail sont bas parce que les ressources pour les animaux sont rares, que les stocks de céréales sont épuisés et que leur prix augmente, les éleveurs vendent beaucoup plus d'animaux qu'en hivernage. Sur les marchés de brousse, le prix d'un petit ruminant est de 15 000 f cfa (environ 22 euros) et celui d'une vache ou un taureau est de 100 000 cfa (150 euros). Les éleveurs qui investissent dans des troupeaux de petits ruminants le font à cette période. A Tatki, nous avons assisté à la constitution d'un tel troupeau. Le fils d'un éleveur a travaillé comme berger salarié dans la région du Saloum où il a accompagné son grand frère en transhumance. En pleine saison sèche, il rapporte ses salaires accumulés pour acquérir quelques moutons sur le

⁶⁰ Sur une comparaison des effectifs des animaux des six forages sur deux décennies successives

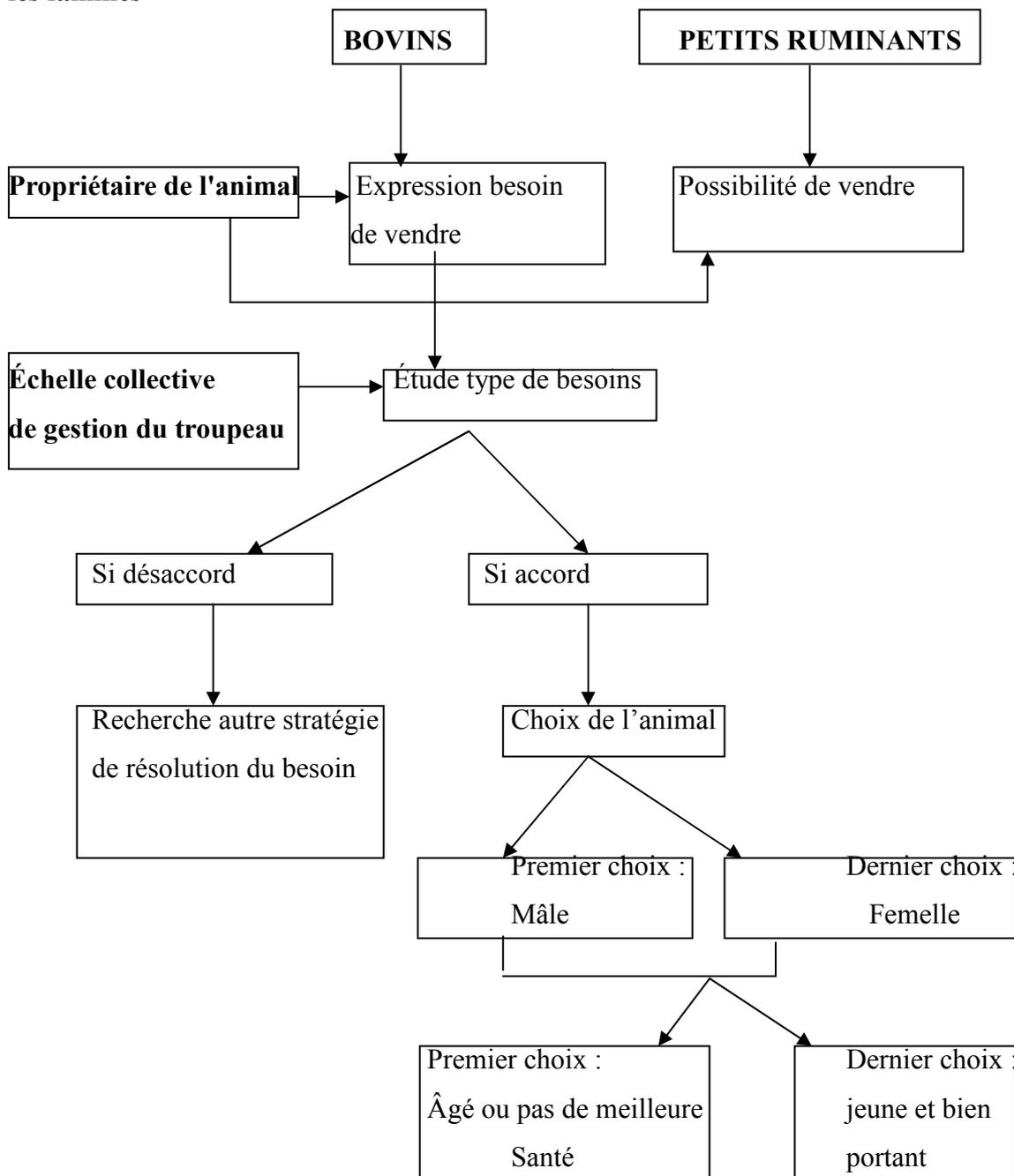
⁶¹ L'étude porte sur la même zone

⁶² Le nombre dépend de l'état d'embonpoint de la vache et des prix sur le marché, au moins 4 moutons ou chèvres.

marché hebdomadaire de Tatki. Son père l'aide dans la tâche. Le jour du marché ils rentrent au campement avec 5 moutons.

La décision de vendre des petits ruminants se prend plus facilement que celle d'un bovin, on peut schématiser le processus de prise de décision dans le campement pour la vente d'animaux de la façon suivante (Diao, 2000). Pour les petits ruminants, le propriétaire de l'animal peut vendre sans se justifier, ce qui n'est pas le cas pour les bovins.

Schéma n° 3 : Représentation processus de prise de décision pour la vente de bétail dans les familles



Ce schéma montre comment le contrôle de la vente du gros bétail permet aux « aînés sociaux » de garder la main mise sur ces animaux. La gestion des bovins échappe ainsi aux cadets sociaux, qui tentent de transformer leur part de bovins dans le troupeau en petits ruminants pour en assurer la gestion. Nous pouvons effectivement avancer que cette stratégie a une visée de changement social pour leur permettre d'être autonome mais aussi d'être dans un rapport plus égalitaire, pour les femmes avec les hommes, pour les jeunes avec les plus âgés. Aussi, au-delà du manque d'autonomie des ayants droits du troupeau de bovins, apparaît la stratégie des éleveurs de privilégier un troupeau de vaches reproductrices, les mâles étant vendus en premier.

Cette tendance qui a commencé après la sécheresse de 1983 à acquérir des petits ruminants dans le Ferlo a entraîné beaucoup de changements. Les petits ruminants, moins robustes et ne supportant pas les longues distances pour l'abreuvement, ont d'abord obligé les éleveurs à apporter l'eau jusqu'au campement se trouvant en moyenne à 15 km des forages, avec des moyens parfois rudimentaires. Les éleveurs se sont équipés en charrettes, récipients et en animaux de trait (ânes et chevaux). En 1975, le nombre de charrettes était de 1 pour 24 foyers, en 1991, on en comptait 1 dans un foyer sur deux (Santoir, 1994). Ces charrettes sont équipées de chambres à air pouvant contenir 600 l d'eau ou de réservoirs pouvant aller jusqu'à 1000 l. Les chambres à air sont les récipients les plus répandus dans le Ferlo, tous les campements en sont pourvus avec des ânes comme animaux de trait. Christine Juul (1996) parlait ainsi du « triomphe de la chambre à air ».

Ce transport de l'eau occupe la majorité du temps des femmes chargées de cette tâche. Le trajet est effectué chaque jour du campement au forage et occupe jusqu'à la moitié de la journée. L'eau est gérée à l'échelle de l'unité de consommation décrite plus haut. Elle est répartie entre la boisson et les usages humains, et l'abreuvement des animaux faibles restés aux campements qui ne peuvent effectuer le déplacement jusqu'au forage (les chèvres et vaches avec veau).



Photo n° 9 : Charrette à quatre ânes avec réservoir d'eau (Manoli), Photo n° 10 Chambres à air remplies sur des charrettes (Ancy)

- ***La diversification des activités***

Les éleveurs diversifient leurs activités structurellement, en cas de besoin. L'une de ces activités les plus répandues dans le Ferlo en dehors de l'élevage, est le métier de *Dioula* qui consiste à être un marchand d'animaux pour d'autres éleveurs et celui de *téfanké* correspondant au rôle d'intermédiaire sur les marchés de bétail. Le *dioula* rassemble à crédit un lot d'animaux auprès de différents éleveurs chez eux ou au marché local, puis il va les vendre sur les marchés, récupère son bénéfice et paie les éleveurs. Il peut exercer sur un forage ou un ensemble de forages. Il peut aussi acheter directement aux éleveurs avant de revendre. Le *téfanké* officie sur des marchés où il met en relation des dioulas et des éleveurs et des dioulas de marchés différents, moyennant une rémunération par animal vendu. Les éleveurs ayant pu accumuler un capital investissent dans le transport de passagers et de marchandises en achetant un véhicule. Ces taxis relient les forages entre eux et les villes les plus proches. A côté de ces activités, beaucoup d'éleveurs se revendiquent marabouts. Selon ceux qui s'adonnent à cette activité, elle consiste soit à soigner des maladies, soit à protéger du mauvais sort, mais procure aussi des revenus.

Ainsi la réorganisation de la mobilité, les restructurations des troupeaux et la diversification des activités sont les trois stratégies locales principales déployées par les éleveurs pour faire face à l'évolution de l'environnement.

2. Les tendances actuelles sur les trois sites

Les pratiques d'élevage ont pris des formes nouvelles depuis une trentaine d'années. Autant il nous a semblé utile de donner un aperçu des transformations phares dans les stratégies de

conduite des troupeaux, autant il est maintenant nécessaire de présenter les dynamiques de changement dans les liens symboliques des éleveurs au bétail et dans les relations sociales.

Une vue d'ensemble de neuf campements donne des caractéristiques générales des élevages et fait ressortir des tendances dans les pratiques et les normes sociales entre les différents sites. Il existe un fond commun de situation de vie, une pratique propre à un groupe social dont les membres partagent et entretiennent une vision culturelle et identitaire. Cependant, nous avons remarqué dans ces familles des tensions entre les membres, que nous supposons être relatives soit au mode de gestion des troupeaux, soit au désengagement des jeunes dans leur conduite. A côté de ces différends entre les membres d'une même famille, nous avons également identifié un malaise chez certains éleveurs, qui, face à la précarité des conditions de vie en milieu pastoral et le manque de moyens de subsistance, ne semblent pas avoir d'issue.

Cette partie montre dans un premier temps que les animaux gardent leur place symbolique dans la vie quotidienne des éleveurs des trois sites, bien que l'élevage ne remplisse plus totalement les fonctions économiques que lui avaient assignées les éleveurs peuls. Dans un deuxième temps, nous montrons que des tensions familiales mettent à l'épreuve la place de la vache dans les structures sociales, traditionnellement au centre de l'organisation sociale des éleveurs Peuls.

- ***L'importance symbolique du bétail***

L'enquête dans les campements confirme la valeur sociale, économique et symbolique conférée à la propriété d'un troupeau et à son entretien. Chez la plupart des éleveurs que nous avons enquêtés, les animaux constituent la principale richesse. Le style de vie apparent donne l'impression que rien n'a changé par rapport à certaines descriptions ethnographiques (Dupire, 1970 ; Reisman, op.cit. ; Bonfiglioli, 1990) : En 2009, l'organisation sociale dans les campements est en grande partie centrée autour de la possession et l'entretien du bétail. L'élevage ne constitue pas pour autant l'activité qui fait vivre, mais il est le lieu de liens et d'échanges fondamentaux entre les personnes et donc de cohésion sociale. Même quand cette cohésion perd de la consistance dans les faits, elle est tenue vis-à-vis des autres groupes. On sait que certaines transactions qui s'effectuaient jadis en bétail ont été remplacées par d'autres types de biens. La transaction traditionnelle consistant à doter la future épouse de plusieurs vaches existe toujours, mais de l'argent s'y substitue dans certains endroits. En 2001, les femmes d'un campement de Wodaabé à Rewane, un forage dans l'Est du Ferlo, nous ont

expliqué que leur Imam avait recommandé aux hommes de remplacer le bétail de dot (*tengué*) offert par le marié à la mariée, par une somme d'argent (20.000 f, environ 30 euros) qui n'équivaldrait pas à la valeur des animaux, pour éviter la dilapidation des animaux du troupeau familial, géré par le chef de famille. Cette mesure témoigne de la fragilité des droits féminins de propriété sur le bétail et encourage la concentration du troupeau entre les mains du chef de famille, en même temps qu'elle signale peut-être une monétarisation et une dépréciation des prestations matrimoniales (Diao, op.cit.). Il en est de même pour l'aide en argent, en céréales ou en lait qui se substitue au bétail donné ou confié à des parents ou alliés en difficulté. Malgré ces transformations, le bétail a encore une bonne place dans les transactions sociales. C'est le cas des présents offerts sous forme de bétail aux griots lors des cérémonies familiales comme le mariage et le baptême. C'est également le cas des prêts de bétail aux parents ou alliés démunis encore pratiqués par les éleveurs les mieux assis économiquement. Nous avons eu l'occasion d'assister dans un des campements à Boulal au retour d'une vache prêtée à un parent, et d'un taureau métis guzérat prêté à un ami pour les besoins de la reproduction. Certaines de ces pratiques n'ont pas survécu aux difficultés de la vie évoquées un peu partout. Des pratiques sociales des *Jaarga* (éleveur ayant une taille importante de bétail) sont encore en vigueur dans certains endroits mais elles sont jugées aujourd'hui par les éleveurs comme ostentatoires, commentées comme renvoyant plus à une démonstration de pouvoir qu'au respect de normes sociales, actuellement renégociées. Il s'agit en l'occurrence de l'action de doter la mariée d'un nombre important d'animaux, et des concours de séduction entre plusieurs prétendants de jeunes femmes au cours desquels le pouvoir de séduction est jugé en fonction de la capacité des prétendants à offrir des cadeaux des plus ostentatoires à l'entourage de la fille sous forme de bétail ou d'autres choses.

Plusieurs fois, les éleveurs enquêtés ont fait référence à un âge d'or où la vache était tout. Les éleveurs vivaient mieux, avec des troupeaux facilement entretenus, du lait en abondance et une brousse infinie. Période où la détention d'un troupeau de bovins suffisait à garantir tout le bien être des familles. Aujourd'hui, cette propriété n'apporte plus de garantie, l'entretien des troupeaux est devenu plus problématique et ces dimensions symboliques ne suffisent plus à justifier l'attachement au mode de production et au milieu. Cette tension entre dimension symbolique et dimension économique est source de malaise chez certains éleveurs, en l'occurrence les plus jeunes et les « cas marginaux », qui se trouvent parfois obligés de satisfaire les deux dimensions pour être reconnus par les autres. Dans les trois sites, des

exemples qui marquent ces liens symboliques peuvent être fournis. Les éleveurs, jeunes et moins jeunes, parlent de rituels qui expriment les liens étroits entre les Peuls et le bétail. Nous pensons que la plupart de ces rituels ne sont plus que des souvenirs rappelés et repris dans les discussions avec fierté. Il s'agit par exemple de démonstration de liens privilégiés entre berger et troupeau, à travers des séances populaires où les jeunes bergers montrent qu'ils communiquent avec leurs animaux qui se comportent comme s'ils avaient été dressés. Par exemple, les bergers se regroupent et mélangent leurs animaux. Chacun des bergers fait faire à ses animaux dans le lot un mouvement. Il peut se lever et courir dans une direction et ses animaux se détacheront du troupeau pour le suivre. Ce type de rituel ou de jeu se fait en milieu d'hivernage, c'est-à-dire la saison des vacances. Nous n'y avons jamais assisté mais il nous est conté par des jeunes de Tatki. Ces rituels sont rappelés par certains jeunes qui peuvent être par ailleurs dans des postures de dénigrement du mode de vie d'éleveur, mais qui se désolent de la disparition de ces rituels face à l'évolution socioéconomique de l'élevage. Ainsi, les pratiques étroitement liées à la possession du bétail ne rythment plus la vie les éleveurs, qui évoquent, au-delà des conditions économiques difficiles, la religion et la proximité avec d'autres cultures ethniques comme celle des Wolofs. Pour les éleveurs, la religion musulmane proscrit une bonne partie des rituels et des pratiques liés au mode de vie pastoral. Il s'agit par exemple de la concurrence entre prétendants pour une femme. Les éleveurs ont mentionné l'influence de la culture wolof sur les cérémonies familiales. Chez les Wolofs, les transactions sociales lors d'un mariage ou d'un baptême sont presque totalement basées sur des échanges monétaires. Nous avons assisté à Boulal à un mariage en milieu peul où nous avons reconnu un ensemble de transactions sociales pratiquées chez les Wolofs. C'est le cas des présents que les parents de la mariée offrent à la belle-famille de leur fille pour que celle-ci soit respectée et honorée, ou du choix d'une belle-sœur préférée parmi les sœurs et cousines de son mari, qui jouera le rôle de porte-parole de la mariée auprès sa belle-famille, qui sera convoquée lors d'une dispute pour apaiser le conflit et qui bénéficiera d'un traitement de faveur de la part de la mariée.

▪ ***Des tensions familiales inhérentes au mode de gestion des moyens de production***

Les tensions qui naissent dans les campements sont la plupart du temps liées à des tentatives d'autonomisation. Dans un campement, l'autorité revient au chef de campement qui est le plus âgé. En dehors de cette autorité reconnue, l'autorité parentale et le droit d'aînesse régissent généralement les rapports individuels. De plus, des ententes explicites, des droits et devoirs

découlent des normes traditionnelles ou d'arrangements dans les campements, limitent les tensions et confortent la cohésion familiale indispensable à la fois au maintien de la structuration sociale et du collectif de travail.

Du fait de la multi-propriété du cheptel, et parce que les responsabilités ne sont pas équitablement réparties entre les ayants-droits, des inégalités de genre d'abord, et de génération ensuite, se ressentent dans les arbitrages entre les différents propriétaires. Le chef de campement détient officiellement la responsabilité de la gestion du troupeau ; il décide de partir en transhumance et a également un droit de regard sur les ventes. Il n'a pas pour autant tous les droits sur les biens et son pouvoir est de plus en plus discuté.

L'autonomisation des cadets sociaux, évoquée plus haut, par l'élevage de petits ruminants, entraîne des reconfigurations sociales pour les jeunes hommes qui peuvent fonder de nouvelles familles. Cette autonomisation peut se faire dans le cadre du respect de la tradition de tutelle à laquelle les jeunes sont soumis. Les nouveaux ménages de jeunes mariés restent aussi assez souvent sous la tutelle du chef ou du parent le plus âgé dans le campement, si celui-ci compte plusieurs ménages. Les jeunes ne deviennent donc pas systématiquement autonomes au mariage. Ils peuvent vivre longtemps sous tutelle, en ayant des droits limités sur leur troupeau, et cette tutelle se traduit d'abord dans le mode de résidence. Du côté féminin, la tutelle d'une génération sur l'autre s'exerce aussi, et ce doublement : d'abord dans la famille maternelle des petites filles, avec leur apprentissage de la gestion domestique, puis dans la belle-famille, à travers la manière dont la famille du mari (surtout la belle-mère) intègre et forme les jeunes épouses. La jeune mariée rejoint son foyer conjugal généralement très jeune. Souvent entre 9 et 13 ans, elle est confiée à sa belle-mère qui se charge de son apprentissage jusqu'à ce qu'elle la considère apte à s'affirmer en tant qu'épouse. Elle rejoint alors sa case (suudu) et son époux, qui est bien souvent beaucoup plus âgé qu'elle. Les garçons se marient à partir de 18 ans (Dupire, 1970). Cette organisation sociale va de pair avec la distribution des biens économiques dont disposent les membres de la famille.

Au cas où le processus d'autonomisation ne se déroule pas comme sus mentionné, les reconfigurations familiales se font dans le conflit et peuvent altérer la cohésion familiale et avoir un impact sur le mode de gestion du troupeau. On a pu écrire que la nécessité pratique de mutualiser les moyens de production justifie la copropriété du bétail et la structure familiale (Bonfiglioli, 1984) mais il est également certain que celle-ci pose partout des difficultés d'arbitrage. Les différends entre membres propriétaires de troupeaux remettent en question les hiérarchies familiales et confèrent plus d'autonomie et un meilleur statut aux

cadets sociaux. Ces reconfigurations passent par le mariage, le « confiage » d'une partie du bétail de la femme à sa famille, l'éclatement du campement en plusieurs unités après la mort du chef de campement. On a toujours vu relater (Dupire, 1970) que des jeunes quittent le campement familial, pour former leur propre campement ou simplement retirent leur troupeau du collectif familial pour en assurer une pleine gestion. Le mariage est parfois l'occasion pour certains jeunes hommes de redéfinir leur projet de vie. Nous avons plus récemment entendu des femmes raconter qu'elles laissent chez leurs parents le troupeau dont elles ont hérité pour pouvoir en disposer plus facilement que chez leur époux. .

L'émancipation des cadets sociaux, rendue possible par leur reconversion ou leur spécialisation dans l'élevage de petits ruminants, montre le changement de la norme qui permettait d'exister socialement à travers la possession et l'élevage des vaches. C'est une dynamique identitaire dans la mesure où l'identité sociale d'éleveur peut dépendre uniquement de la possession et de l'entretien du gros bétail a tendance à s'effriter, en laissant la place à d'autres attributs d'identification professionnelle et sociale.

Ainsi, sous l'apparence de familles unies qui mutualisent les moyens de production, partagent espace résidentiel et repas, se cachent parfois des relations tendues. En effet, des tensions existent entre époux, entre frères, entre parents et enfants, et entre coépouses. Ces tensions sont fondées, sur des différends, sur des arbitrages de ventes d'animaux, sur des mésententes dans l'organisation du travail (l'implication des plus jeunes aux tâches), débouchant parfois sur une perte d'autorité du chef ou du plus âgé. Des exemples peuvent être cités dans chacun de ces cas. A Tatki dans un campement, deux frères ont fini par scinder leur troupeau en deux, suite à un conflit sur les ventes jugées trop impulsives par l'un des frères. A Colonnat, nous avons assisté à une dispute âpre entre époux au sujet de la vente par le mari d'une vache de sa femme sans son accord. A Boulal, un conflit entre deux frères aboutit à une agression à l'arme blanche et au procès au tribunal quand l'un des deux décida de vendre un animal appartenant à leur mère qui ne pouvait réagir. A Tatki, pour maintenir l'entente familiale entre trois frères d'un même campement, une distinction nette entre les biens économiques et les obligations socio familiales a été faite suite à de multiples malentendus à propos de la gestion du troupeau collectif : chacun gère son troupeau et on reste ensemble dans la même unité résidentielle.

L'impact de l'utilisation des téléphones portable mérite d'être creusé. De jeunes éleveurs des trois sites ayant acquis une autonomie économique partielle grâce à la spécialisation dans les petits ruminants (Boulal et Tatki), ou dans la riziculture (Colonnat), investissent presque tous dans l'achat de téléphones portables, magnétophones et autres gadgets, comme les accessoires

de beauté. Ce goût des jeunes éleveurs pour les nouvelles technologies entraîne des tensions dans les familles. A Tatki, l'une des conséquences est une crise de confiance entre ces jeunes et leurs parents qui leur confiaient la transhumance des petits ruminants. Dans les campements suivis dans cette zone, des débats et des conflits ont éclaté au retour de ces transhumants du Saloum. Dans plusieurs cas, des femmes ou d'autres personnes âgées ont ainsi renoncé à « *confier leur bétail à ces jeunes inconscients qui passent tout le temps à sillonner les marchés hebdomadaires à la recherche du dernier portable à la mode* » (une femme à Tatki). Ainsi, l'attrait des jeunes pour le gadget qui constitue une mode dans ce milieu pastoral, est porteur de différends entre les moins âgés et les plus âgés. De ce fait, la possession d'un téléphone est une forme de distinction controversée dans la mesure où il améliore les informations entre parents durant la transhumance, mais il est également source de conflit au sein des familles. Le partage de l'information sur la gestion de ressources devient plus facile, notamment la prise en charge des vols de bétail, les renseignements sur les prix sur les marchés, etc.

Ces tensions familiales montrent que les choses bougent à l'intérieur des familles au-delà d'une apparente continuité. Des discontinuités apparaissent dans les trajectoires des gens. A l'intérieur des familles d'éleveurs, les parcours de vie individuels sont diversifiés. Pour certains, ils se caractérisent par une continuité : ils naissent éleveurs et restent éleveurs dans leur milieu social conformément aux théories de la reproduction sociale (Durkheim, 1922), Bourdieu (1964, 1970) ; pour d'autres des bifurcations surviennent et ils prennent des directions irréversibles (Grossetti, 2010) ; d'autres encore connaissent des ruptures et se voient contraints de revenir à l'élevage. Dans les enquêtes, c'est à Tatki, le site le plus enclavé et le plus soumis à la pénurie saisonnière des ressources, que les discontinuités sont les plus marquées. Il faut préciser d'abord qu'il y a une dimension de genre dans les possibilités de partir ou de rester dans le Ferlo. En milieu pastoral, ce sont les hommes qui partent en premier. Les femmes ne quittent souvent le joug familial que pour aller se placer sous un autre ordre, celui du mari. Les hommes à l'âge adolescent peuvent avoir le choix, soit de partir à l'aventure, « voir ailleurs », avant de revenir, de leur propre gré ou sous une forte pression familiale, soit de rester.

Visiblement, c'est à Tatki que les éleveurs « craquent » le plus, jeunes et vieux. L'élevage y est encore largement pastoral, la recherche d'eau encore problématique, la disponibilité de pâturages compromise par l'irrégularité de la pluviométrie. « *Je me pose énormément de*

questions et je peine à trouver mon sommeil chaque soir, tellement l'avenir me semble incertain ici. Il n'y a pas plus fatigué que l'éleveur du Ferlo. Aujourd'hui je reste ici pour mes parents qui ne songent pas une seconde quitter cet endroit. Mon grand frère avec qui je partage le troupeau est établi à Dakar avec sa femme et ses enfants et a trouvé un autre métier (boutiquier). Chaque jour au téléphone je le menace de vendre tout le troupeau pour m'investir ailleurs. » Cet exemple illustre le désespoir de certains jeunes quant à l'avenir de l'élevage pastoral dans ces conditions. Pour ce jeune, l'élevage n'est pas le métier dans lequel il s'épanouit, seul le lien familial le retient encore dans le milieu, pour soutenir ses parents et entretenir le troupeau de son frère. On sent également la charge psychologique qui est la sienne face à l'incertitude de l'élevage dans cette région. Au moment où nous tenions cette discussion, le forage était en panne, faute de carburant. Ce jeune qui est actif dans le comité de gestion du forage, avait passé toute la journée à faire le compte des cotisations des éleveurs pour la facture de gas-oil, à trouver un crédit pour payer cette facture et à chercher de l'eau pour sa famille et pour ses vaches assoiffées, vu le peu d'eau qui restait dans la cuve du forage et la longue file d'attente des éleveurs qui voulaient en profiter. Le lien familial l'oblige à s'occuper du troupeau au lieu de partir mais on suppose que l'envie de s'essayer à autre chose prendra le dessus, comme il aime à le répéter à son frère. Nous avons senti ce type de désespoir chez d'autres jeunes découragés par les contraintes matérielles et économiques d'exercice de l'activité. Ainsi, la dynamique des rapports sociaux à Tatki peut prendre des formes compromettantes pour le développement de l'élevage tel qu'envisagé et pratiqué jusqu'ici par les familles. Pour d'autres éleveurs, l'élevage semble représenter soit un refuge quand les tentatives d'expression dans d'autres activités ne réussissent pas, soit une obligation quand le cours de la vie les contraint à s'y consacrer. Pour ceux qui reviennent, il ne s'agit pas uniquement d'entretenir du bétail, mais entretenir aussi une famille. Le retour et l'ancrage se justifient plus sur un registre social et affectif familial que par un lien affectif au troupeau ou par un positionnement professionnel par rapport à l'activité d'élevage.

Conclusion

La présentation du contexte et l'état des lieux des pratiques pastorales dans cette région montrent la structure et les dynamiques des formes d'organisation de l'élevage pratiquées dans le Ferlo. La structure et la gestion du troupeau sont étroitement reliées à l'organisation domestique et à la structure résidentielle. A chaque cellule domestique correspond un troupeau à gérer. Dans le Ferlo, les animaux élevés sont pour la plupart des bovins (zébus) et

des petits ruminants (moutons et chèvres). A Colonnat, l'élevage de petits ruminants est difficile à pratiquer à cause de la pollution de l'eau qui entraîne des problèmes sanitaires. A Boulal, la gestion d'un troupeau de petits ruminants est conditionnée par les usages concurrentiels des pâturages entre éleveurs. La proximité des champs des agriculteurs impose un suivi rigoureux des animaux et exige par conséquent plus de main d'œuvre. A Tatki, il n'existe pas d'obstacle sanitaire à l'élevage, ni de concurrence avec d'autres usagers agriculteurs. L'attraction de certains éleveurs, et en particulier des jeunes pour les petits ruminants aboutit à une spécialisation dans ce type de production.

L'exploitation des parcours répond aux besoins des systèmes pastoraux mobiles, fortement dépendants de la disponibilité des ressources naturelles que sont l'eau et les pâturages. Ce mode d'exploitation qui semble libre, car public et officiellement loin de toute appropriation privée et exclusive, repose néanmoins sur des règles endogènes qui sont parfois en contradiction avec les dispositions réglementaires du droit foncier sénégalais. C'est ainsi que la zone sylvopastorale du Ferlo est réservée aux activités sylvicoles et pastorales dans les textes officiels mais cette réglementation s'est vue régulièrement redéfinie par le déclassement de terres au profit d'agriculteurs ou de personnes influentes.

Ce contexte de négociation permanente des règles d'accès aux ressources dans lequel évoluent les activités d'élevage participe à la réorganisation, voire la redéfinition continue, des pratiques pastorales. Les dynamiques socio économiques de l'élevage pastoral influent également sur la configuration des activités. Les axes de transhumance ont été modifiés, des changements se sont opérés dans la structure des troupeaux.

Malgré ces modifications apparentes dans la conduite des activités d'élevage, des considérations sociales, culturelles et pratiques se maintiennent. Ces invariants sont relatifs à la valeur symbolique de la vache et à sa place dans les échanges sociaux alors que l'élevage est par endroit de moins en moins pourvoyeur de ressources pour la satisfaction des besoins.

Le mode d'organisation et de fonctionnement social lié à l'élevage perdure bien qu'apparaissent des tensions familiales et des discontinuités dans les trajectoires des fils d'éleveurs. Ces conflits familiaux se traduisent aussi bien dans les rapports au travail pastoral, que dans les arbitrages sur la gestion des ventes. L'existence de ces tensions confirme en partie notre hypothèse sur la diversité des points de vue des éleveurs sur l'élevage. Ces désaccords traduisent une tendance à la différenciation sociale et culturelle, malgré l'uniformité apparente des pratiques dans les systèmes pastoraux face aux difficultés techniques et économiques.

Si le pastoralisme continue d'exister dans ce contexte c'est bien au prix d'ajustements pluriels. Ces ajustements traduisent la dynamique des identités sociales et professionnelles. On peut alors s'interroger sur les mécanismes sur lesquels les éleveurs s'appuient pour durer.

Chapitre 6 : Logiques pratiques et conceptions d'élevage

Le chapitre précédent donne un aperçu des transformations en cours dans les sociétés pastorales : les pratiques d'élevage sont continuellement redéfinies par les éleveurs du Ferlo. Les grandes tendances observées globalement dans la région reflètent des modifications à l'échelle des campements, avec des effets de site sur les formes d'élevage et les combinaisons d'activités. Ainsi, se dessine une forme d'élevage « modernisée » à Boulal sous l'influence du Centre de Recherche Zootechnique de Dahra⁶³ et des marchés de Dahra et de Touba. À Tatki, le mode de vie reste le plus pastoral entre les trois sites, l'élevage a une forme plus traditionnelle. À Colonnat, où les aménagements hydro agricoles permettent le développement de la culture irriguée et une exploitation des terres en toutes saisons, nous retrouvons l'élevage sous une forme interstitielle entre d'autres activités. Nous supposons cependant que ces effets de site, malgré leur poids, ne déterminent pas complètement les logiques d'élevage. C'est ce que nous nous attelons à voir dans ce chapitre.

Dans le Ferlo, une apparente similitude des façons de faire l'élevage saute aux yeux. Les troupeaux bovins sont identiquement structurés avec plus de femelles que de mâles. Ces mâles sont exploités en priorité, c'est-à-dire qu'ils sont vendus de façon précoce. Ces mâles représentent 4 à 6 % des animaux adultes des troupeaux dans le Ferlo (Jorat, 2011). Les éleveurs sélectionnent un mâle reproducteur, les autres sont vendus avant les vaches dès leur jeune âge. Ce constat avait été fait par Jean Tyc dans la zone des six forages (Tyc, 1994). Toutefois, cette composition des troupeaux masque des différences locales dans les orientations techniques. Ainsi pour appréhender la diversité des raisons qui guident les pratiques d'élevage, nous avons écouté les éleveurs sur leurs choix de conduites technico-économiques.

Nous voulons comprendre comment leurs choix de conduite et d'investissement dans l'élevage s'articulent avec leur positionnement dans l'espace social de construction des normes d'élevage. Nous avons donc établi une typologie des pratiques d'élevage qui nous renseigne sur les façons de faire et les façons de voir l'élevage, par les éleveurs.

⁶³Nous n'avons pas mesuré cette influence, mais d'après les entretiens réalisés avec des éleveurs et des agents du CRZ, les éleveurs suivis et impliqués dans les activités du centre sont concentrés autour de Dahra. Les éleveurs de Boulal sont plus au courant que ceux des autres sites des programmes d'amélioration génétiques et par conséquent, les plus ouverts à le tester. L'un des premiers éleveurs à avoir essayé, adopté et investi dans le Guzérat est de Boulal.

Ce chapitre s'organise en deux points. Le premier présente notre méthode et nos critères pour élaborer notre typologie des logiques d'élevage ; le deuxième analyse cette typologie des neuf élevages. Ces logiques d'élevage expriment les stratégies des éleveurs et les formes professionnelles qui se construisent à partir des pratiques et du sens que les éleveurs leur donnent.

I. Une grille de présentation et une manière de typifier les élevages

Pour rendre compte de la vie des éleveurs suivant un canevas commun, nous avons établi une grille de présentation des campements de manière à les caractériser et les comparer. Cette présentation fait ressortir les similitudes et les différences entre les stratégies des éleveurs.

1. La grille de présentation des campements

Les éléments choisis pour rendre compte de la combinaison des activités et des ressources dans un système d'élevage pastoral sont regroupés dans trois thèmes synthétiques :

a) Le premier thème porte sur l'organisation du collectif familial autour des moyens de production, pour assurer un accès aux ressources sécurisé aux animaux. A travers ce thème, nous exposons la structuration familiale et résidentielle ainsi que la division du travail. Pour chaque campement, nous présentons le collectif familial à l'aide d'un schéma de la structure résidentielle. Nous parlerons ainsi de la diversité de l'organisation de la main d'œuvre dans les campements suivis. Nous présentons aussi les interactions entre les membres d'une famille gérant un troupeau en partage, et le rôle que joue cette répartition même du troupeau entre les membres de la famille. Nous aborderons ici la différence fondamentale entre une opération de « partage » d'un bien, qui change la nature de ce bien et laisse « quitte » les individus, et la gestion partagée d'un troupeau.

b) Le deuxième thème concerne la gestion du troupeau, qui à travers les choix de conduite technique et économique, traduit les orientations que se donne l'éleveur. Cette gestion désigne l'ensemble des opérations d'entretien des animaux en termes d'alimentation, de santé, de reproduction et de commercialisation. Elle est déterminante pour la maîtrise des activités et permet de percevoir les différentes stratégies d'élevage de l'éleveur ou du collectif familial. Les éleveurs disent ne plus pouvoir compter, pour nourrir les troupeaux, sur des pâturages abondants à proximité. Cette proximité correspond à l'aire de desserte du forage sur un rayon de 15 km. La combinaison des pratiques constitue une stratégie de gestion du

troupeau. D'un éleveur à l'autre, ces stratégies changent en fonction des moyens de production, de leurs ressources cognitives, de leur capacité à s'accommoder des conditions climatiques et des opportunités. Un élément central de stratégie des éleveurs est la transhumance. Presque tous ceux que nous avons rencontrés pratiquent cette mobilité des troupeaux, à des degrés différents. Le recours à l'achat, sous des formes variées, d'aliments du bétail en constitue un autre. Pour certains éleveurs, c'est une pratique systématique au milieu de la saison sèche ; pour d'autres, elle est occasionnelle quand le déplacement vers le front des pluies (polinaaji) au début de l'hivernage est compromis faute de main-d'œuvre.

c) Les différentes ressources dont disposent les éleveurs constituent enfin un dernier thème qui permet de compter les moyens à la fois matériels, sociaux, relationnels et cognitifs qu'utilisent les éleveurs pour mettre en œuvre leurs stratégies. Le bétail, le savoir-faire et le savoir-être éleveur sont des ressources principales pour les éleveurs car, en général, c'est à partir d'un troupeau et de moyens cognitifs hérités que le système d'élevage prend forme. Ceci fait du capital social, au sens de Putnam (1993 ; 1999) un élément important pour s'affirmer localement. Les éleveurs que nous avons enquêtés s'appuient tous sur ce type de ressources économiques et symboliques. D'autres moyens peuvent cependant être utilisés pour permettre à des individus de se constituer un capital. La pluriactivité en fait partie pour la plupart des éleveurs.

Ces trois thèmes permettent de définir des critères de catégorisation et rendent visibles les stratégies déployées par les éleveurs à travers une typologie.

2. Les critères de la typologie

Notre typologie est bâtie à partir du sens que les éleveurs donnent à ce qu'ils font. Toutefois, la construction de cette typologie pose la question des modalités de désignation d'individus à partir d'éléments synthétiques. La difficile correspondance entre les désignations d'autrui et celles émanant des individus concernés par la désignation a été soulevée dans les analyses sociologiques. Sacks (1974) distingue deux modalités de désignation : dans la première, la convergence des termes utilisés par celui qui désigne et celui qui se désigne est forte, c'est-à-dire que les façons de se définir soi-même correspondent aux façons dont les autres vous définissent ; dans la seconde, il n'y a pas de correspondance, les termes de désignation ne sont utilisés qu'à la troisième personne par les uns et les autres. Nous ne cherchons pas ici à faire

coïncider la façon dont les éleveurs par eux-mêmes se définissent avec celle que nous élaborons. Mais à partir de leur façon de pratiquer l'élevage et leur représentation de l'activité, nous faisons émerger différents types de logiques.

Nous classons ainsi les éleveurs par type de logique pratique :

- ✓ A partir des stratégies de conduite et les ressources auxquelles ont accès les éleveurs, les choix de certains éleveurs s'inscrivent dans une logique plus ou moins de spécialisation de la production animale. Ce critère basé sur la gestion du troupeau a permis de distinguer deux groupes : un premier groupe plutôt spécialisé qui adopte des techniques modernes proposées par l'encadrement. Les membres de ce groupe ont en commun la possibilité de mobiliser des ressources matérielles et sociales importantes. Un deuxième groupe est composé d'éleveurs qui ne sont pas sur une voie explicite de spécialisation. L'élevage de petits ruminants, précisément les moutons, que le marché de Tabaski a ouvert semble se dégager comme choix mais cette pratique presque unanimement suivie par tous les éleveurs du Ferlo ne permet pas de catégoriser des éleveurs qui ont des conceptions différentes de l'élevage. Elle est largement décrite par Claire Manoli dans sa thèse sur les moyens de sécurisation des élevages du Ferlo (2012). Pour affiner notre analyse, nous avons alors introduit un deuxième critère de typologie qui est le sens que ces éleveurs donnent à cette pratique d'élevage.
- ✓ A partir du discours que les éleveurs tiennent sur leur élevage et l'élevage en général, nous avons détaillé la catégorie des éleveurs « moins spécialisés ». En plus des données concrètes sur les façons de faire, le discours des éleveurs sur l'élevage permet de saisir leur positionnement par rapport aux mots d'ordres en vigueur, aux injonctions de l'encadrement technique et aux normes élaborées par l'encadrement ou la profession sur ce qu'est le bon élevage. C'est également à partir de leur discours que nous pouvons saisir les subtilités qui existent entre les types d'éleveurs, les pratiques identifiées ne permettant pas de comprendre certaines décisions. Il ne s'agit pas de faire apparaître seulement des formes d'adaptation aux contraintes économiques et écologiques mais de saisir la perception que l'éleveur a de son activité pour saisir sa visée, la façon dont il aimerait la conduire. Dans le discours des éleveurs, des éléments renvoient aux conditions matérielles et économiques d'exercice de l'élevage, d'autres à leur cadre de référence ethno-professionnelle, et d'autres, encore, aux injonctions

au changement auxquelles ils sont soumis. Ces éléments donnent des indications sur leur ancrage dans le milieu pastoral et dans un milieu plus large et peuvent nous montrer jusqu'où les individus sont liés au territoire Ferlo et au genre de vie pastoral. Au-delà de la « résilience⁶⁴ » de l'élevage pastoral avérée par leur simple présence et leurs adaptations, l'expression des éleveurs est nécessaire pour comprendre leur rapport au changement en tant qu'acteur et citoyen.

Dans cette façon de typifier les éleveurs, nous retrouvons trois angles d'analyse qu'évoquait Claude Compagnone à propos des dynamiques de changement en viticulture dans la région de Bourgogne face à un contexte d'injonctions de l'encadrement pour une agriculture raisonnée. Cette *triple position pratique, argumentative et sociale* permet de comprendre, au delà du décompte de ce que les agriculteurs changent, la façon dont ces agriculteurs conçoivent leur activité et son évolution (Compagnone, 2004). Son analyse met en relief les dynamiques de changement à partir des rapports que les viticulteurs ont à travers leurs réseaux de dialogue. Nous utilisons cette triple position pour rendre compte de la manière dont chaque éleveur ou chaque collectif familial combine les dimensions pratique, sociale et argumentative pour exprimer son identité professionnelle et/ou sociale. Notre typologie basée sur les stratégies de gestion du troupeau, sur les ressources des éleveurs et sur leur discours nous permettra de voir les dynamiques de changement en cours dans ce contexte où les éleveurs sont appelés à remplacer leurs pratiques traditionnelles par d'autres proposées par l'encadrement.

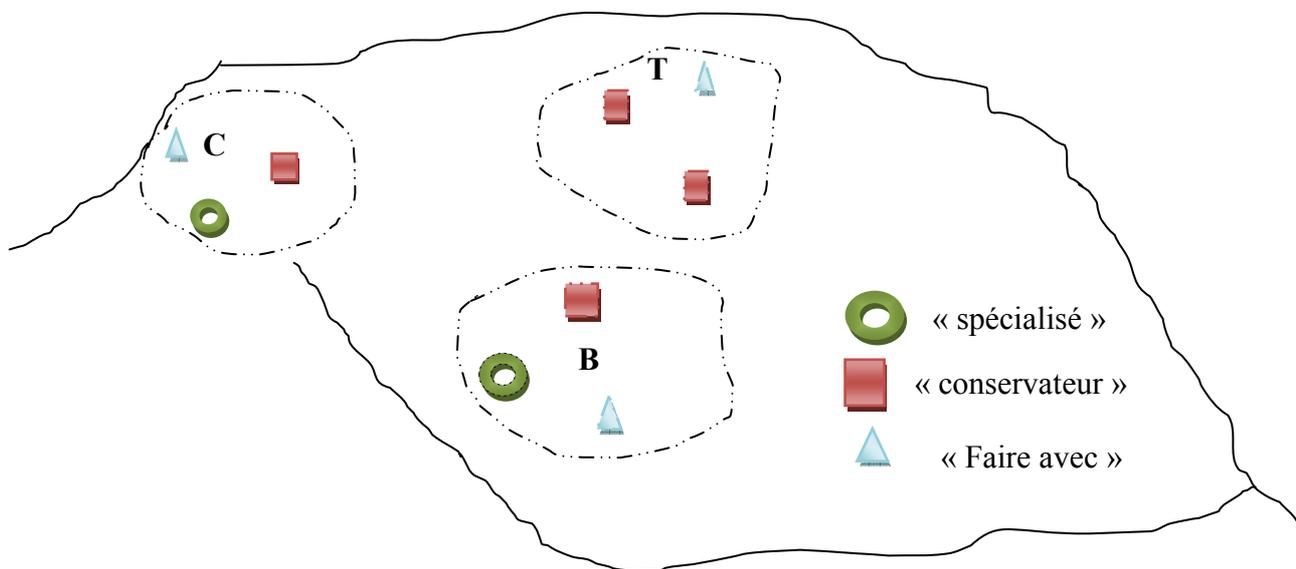
Les trois logiques identifiées renvoient à des orientations. Dans un premier groupe d'éleveurs une logique tournée vers le marché prédomine, un deuxième groupe se caractérise par le maintien d'une pratique sociale et l'attachement au mode de vie et aux pratiques pastorales. Enfin, dans le troisième groupe d'éleveurs, les pratiques traduisent une logique de « faire avec » sans que cela ne se ressente dans l'agencement des stratégies et du discours sur l'élevage.

⁶⁴ La résilience renvoie à la capacité à se remettre d'un choc. Notion de plus en plus utilisée dans le cadre des recherches sur le développement durable. Nous retenons cette définition de la FAO « La capacité à prévenir les catastrophes et les crises ainsi qu'à anticiper, absorber les chocs et adapter ou rétablir la situation d'une manière rapide, efficace et durable. Cela comprend la protection, la restauration et l'amélioration des systèmes des moyens d'existence face à des menaces ayant un impact sur l'agriculture, la sécurité nutritionnelle et alimentaire et la sécurité des aliments». <http://www.fao.org/emergencies/comment-nous-travaillons/fr/#sthash.pMpXUqq7.dpuf>

II. La typologie de neuf exploitations

Cette section présente les éleveurs de chaque type. Les trois logiques (marché, conservation, « faire avec ») seront présentées à travers les pratiques (organisation domestique, gestion du troupeau, gestion des ressources), depuis l'éleveur le plus spécialisé et professionnellement le plus impliqué au moins spécialisé et moins impliqué. Nous utilisons des pseudonymes pour identifier les éleveurs. Les différences entre les pratiques sont parfois marquées à l'intérieur même des familles, entre membres copropriétaires de troupeaux, et entre les campements. Elles résultent de divergences de stratégies de conduites dans leur mode de production. La troisième section développera les différences en termes d'identité professionnelle et sociale au sein de chaque type, en fondant l'analyse sur le discours propre des éleveurs.

Schéma 3 : Carte schématique du positionnement 9 éleveurs selon les types de logiques



1. La logique de spécialisation et d'investissement (Coumba et Alpha)

La logique de spécialisation regroupe les éleveurs misant sur des stratégies de conduite qui les positionnent sur les marchés de produits d'élevage, particulièrement les taurillons reproducteurs, les animaux de boucherie et le lait. Deux éleveurs présentent des caractéristiques similaires : une éleveuse à Boulal (Coumba) et un agro éleveur à Colonnat (Alpha). Ils mettent en œuvre des techniques dites modernes pour se spécialiser. Ils mobilisent les moyens financiers importants et sociaux pour mieux affirmer leurs choix d'élevage. Ils tirent profit de l'élevage pour investir dans d'autres activités. Ces éleveurs sont présentés suivant la grille définie au début de ce chapitre, à partir de l'organisation domestique, la gestion du troupeau et les ressources sur lesquelles ils s'appuient.

▪ *Coumba, spécialisée dans un élevage naisseur à Boulal*

Le campement se trouve à environ 5 km du forage de Boulal. À partir de Boulal une piste latéritique quitte la route goudronnée pour conduire aux communautés rurales à l'intérieur des terres. En empruntant cette piste, au bout de 5 km on aperçoit à 200 m de la piste, sur la droite un mur en dur cachant des cases construites en béton. L'unité de résidence correspond à une concession clôturée d'environ 800 m². Son style est particulier en milieu pastoral, le seul du genre dans la zone. On remarque des équipements inhabituels dans le campement, une adduction d'eau potable privée signalée par le robinet et un panneau solaire, ce qui constitue un autre fait marquant, unique dans la zone. Cependant c'est bien un campement car en dehors de l'aspect particulier du type d'habitat, d'équipement et de confort relativement moderne, le mode de vie et de production ressemble fortement à ceux des autres éleveurs de la zone. Coumba est veuve depuis environ huit ans. Elle est le chef de campement, ce qui est rare dans le Ferlo.

L'organisation domestique

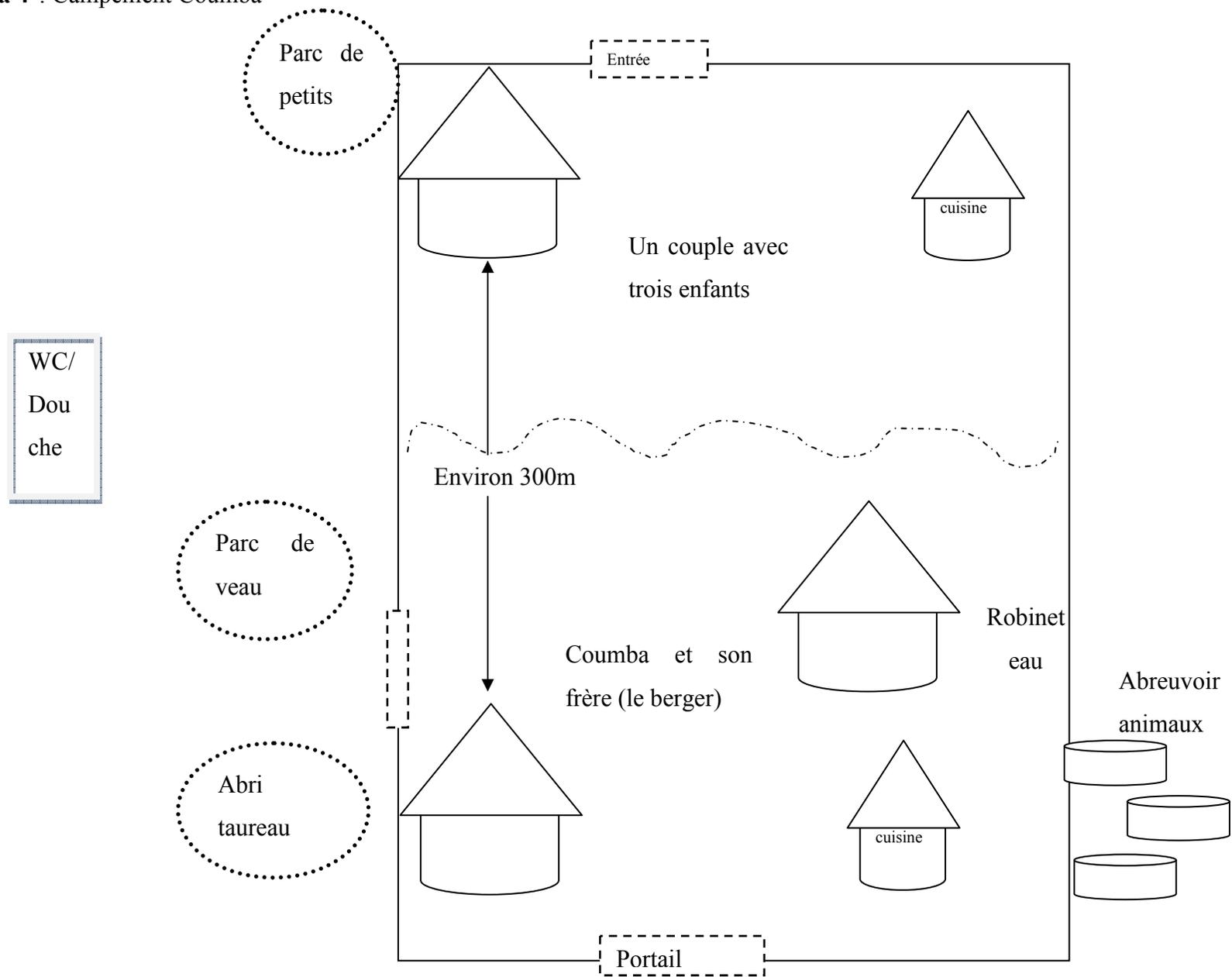
Le campement compte deux *gallédji*, deux unités domestiques distinctes de gestion de troupeau. Le premier *gallé* abrite deux personnes adultes : Coumba, son jeune frère célibataire et ses deux petits-enfants, de sa seconde fille ; l'autre *gallé* est celui de son gendre, marié à la fille aînée et leurs trois enfants, *gallé* devenu récemment « autonome », suite à un conflit lié à la gestion du troupeau selon les informations données par Coumba.

Le croquis suivant (schéma n°4) reproduit la forme du campement. L'enceinte est rectangulaire, deux petites portes permettent d'accéder aux deux *gallédji*, et un portail en fer

du côté du *gallé* de Coumba permet de faire entrer la charrette et le cheval de temps en temps. La ligne courbe en pointillés sur le croquis ne représente pas une séparation matérielle des deux *gallédji*, elle montre que ces deux unités de gestion de troupeau et de consommation sont distinctes. Les membres des deux *gallédji* circulent librement d'un *gallé* à l'autre. Le robinet d'eau est libre d'accès à la famille du gendre de Coumba. Les campements les plus proches de celui-ci sont à 1 km de distance. Lors de notre premier passage en saison sèche, la deuxième famille, celle du couple de sa fille était partie en transhumance et leurs trois enfants qui vont à l'école sont restés dans le campement avec leur grand-mère.

La mère de Coumba habite au centre de Boulal où elle a une maison construite selon le modèle urbain. Les petits enfants de Coumba y vont à l'école et passent aussi la journée chez leur arrière-grand-mère.

Schéma 4°: Campement Coumba



Coumba possède un important troupeau de bovins estimé à 260⁶⁵ têtes. Elle disposerait⁶⁶ également d'un autre troupeau estimé aujourd'hui à une centaine de têtes, hérité de son père et confié à son frère aîné. Fille d'un riche éleveur de la localité, son père était un *jaarga* (un homme riche). Elle était mariée à un riche éleveur. Elle a hérité, avec ses deux filles, d'un nombre important de zébus à la mort de son mari. Ce dernier était polygame et nous ignorons le nombre exact de femmes et d'enfants qu'il a eus. Il est donc difficile de dire comment le partage du troupeau s'est réalisé et nous ne savons pas quelle part est revenue à chaque épouse. Cependant quand la règle islamique d'héritage est appliquée, il revient à chaque épouse du défunt 1/8 des biens. Le partage n'est pas égal entre fils et fille : à chaque garçon revient deux fois la part d'une fille.

En pratique dans ce campement, la femme est la gestionnaire attitrée du troupeau mais elle reconnaît ne pas être totalement maîtresse de tout ; dans une discussion qu'elle entretient avec ses filles en notre présence, elle nous dit ceci en nous prenant à partie : « *Il faut que je profite maintenant pour m'acheter une voiture et investir dans mes projets personnels avant qu'elles ne me retirent tout ce que j'ai* ». Cette déclaration formulée sous forme humoristique est une façon de montrer que tous les animaux ne lui appartiennent pas, même si elle en assure l'entretien, mais elle fait aussi référence à la récente tension entre elle et son gendre sur la gestion du troupeau de bovin. Selon Coumba, Ali, son gendre, n'apprécie pas qu'elle n'investisse pas dans un élevage de petits ruminants. Il semble toutefois que les raisons de leur dispute sont d'ordre plus familial, ce que nous apprendrons lors de nos passages dans les autres campements.

De plus, elle craint de voir sa fille aînée récupérer ses parts. Ses deux filles sont majeures et mariées, la cadette vit dans un campement non loin du sien avec son mari. Confier à leur mère la gestion de leur troupeau confirme la stratégie de sécurisation des biens que nous évoquions plus haut pour la majorité des femmes peules : ainsi, selon elles, elles ont la possibilité d'en disposer quand elles veulent et les animaux ne risquent pas d'être « dilapidés » par leur époux. Il est également rare de voir un homme rejoindre sa belle-famille. En milieu pastoral comme le plus souvent en milieu rural africain, le système virilocal est largement dominant ; ici l'inverse résulte d'une stratégie de Coumba, qui n'a que des filles, pour avoir une main

⁶⁵ Nous avons essayé de compter nous même son troupeau

⁶⁶ On nous apprend dans un autre campement qu'elle a confié à son frère un troupeau estimé à environ 100 têtes, elle a confirmé l'existence de ce troupeau mais n'a pas voulu se prononcer sur l'effectif avancé par notre informateur.

d'œuvre et un œil masculin dans son exploitation. Toutefois, cette tentative d'allier son autonomie avec une présence masculine qui veille sur le troupeau est compromise par les tensions que nous évoquions précédemment. Par conséquent, il y a deux troupeaux dans le campement, celui du chef et celui du beau-fils. Lors de nos enquêtes, nous nous focalisons sur les activités du chef de campement et de son troupeau. Les membres de l'autre gallé étaient en transhumance lors de notre premier passage. Toutes les cases sont fermées dans cette partie de la concession ; le couple a confié les enfants à Coumba et est parti avec leurs petits ruminants dans le Saloum.

La gestion du troupeau

La gestion du troupeau en termes de reproduction repose sur trois éléments : l'accumulation des femelles, la vente précoce des veaux et la castration de certains mâles destinés à la vente pour la viande. Un seul mâle reproducteur est gardé dans le troupeau. Il s'agit d'un guzérat pur sang, une race brésilienne de zébu introduite au Sénégal par des programmes d'amélioration génétique. Les autres mâles non castrés sont vendus avant l'âge de 3 ans à d'autres éleveurs. Il n'y a pas dans le troupeau de reproducteur de race Gobra. L'éleveuse sélectionne dans son troupeau les vaches particulièrement performantes en production laitière, un état général meilleur que les autres, ce qui favorise les fécondations et les vêlages de métisses. Ces bêtes sont maintenues dans le troupeau et ne sont pas rapidement réformées⁶⁷.

Nous avons enquêté au moment où l'éleveuse réorganisait son exploitation et révisait la stratégie de gestion de son troupeau. Coumba a renoncé à la pratique de la grande transhumance qu'elle faisait systématiquement jusqu'en 2007. Cette décision a été précipitée par les relations tendues avec son gendre qui s'impliquait dans cette tâche, secondé par un salarié. Pour remplacer la mobilité systématique à laquelle elle s'était habituée, elle a fait venir son frère pour l'entretien du troupeau sur place tout en investissant dans l'achat d'aliments du bétail. Coumba remet en cause la nécessité de la transhumance dans la mesure où, selon elle, les dépenses se compensent entre les coûts de la transhumance et les coûts de l'aliment du bétail. Ainsi, la main d'œuvre est depuis lors, composée de l'éleveuse, de son frère et de salariés occasionnels. Pendant nos deux séjours chez elle, il y avait un salarié.

⁶⁷ Les vaches destinées à la boucherie quand elles sont en phase terminale de production laitière et de reproduction.

Trois éléments de sa stratégie de production se dessinent et structurent donc les pratiques de cette éleveuse.

Elle a spécialisé son élevage de bovins avec l'adoption d'une race à viande, le guzérat. Les croisements entre la race guzérat et la race locale Gobra donnent des animaux plus massifs que le Gobra du Ferlo (caractéristique de la guzérat) et plus endurants (caractéristique du zébu Gobra). Nous avons identifié trois degrés de métissage guzérat dans le troupeau de Coumba. Les derniers nés sont considérés par celle-ci comme des purs sangs, étant issus de géniteur pur sang et de vache métisse guzérat à 75%.



Photo n°11 Métis Guzérat, troupeau Coumba (cliché Manoli) Photo n°12 le même troupeau avec le berger

Coumba juge rentable l'investissement dans le guzérat car le troupeau a un niveau de métissage relativement élevé, elle s'en félicite. L'orientation du troupeau vers un élevage naisseur, consistant à garder les veaux jusqu'à ce qu'ils commencent à engraisser pour les vendre ensuite à d'autres éleveurs, se dessine après plusieurs années de pratique du métissage. Cette orientation a fini par convaincre les autres éleveurs de son village en particulier, de Boulal en général, de la portée économique qu'offre cette race.

La proximité de marchés importants comme ceux de Dahra et de Touba est déterminante. Les ventes sont fréquentes. Les mâles adultes castrés sont achetés pour le marché de viande, les femelles pour les troupeaux d'autres éleveurs. Coumba met en vente des animaux de tous les âges même si les vaches réformées sont d'habitude les premières vendues. Le surplus rapporté par la vente des animaux métis permet à l'éleveuse de négliger la vente de lait qui, selon elle, est insignifiante. Il n'y a pas d'orientation vers la production laitière pour le moment, même si elle est consciente du potentiel que son troupeau représente. Le lait est destiné en priorité à l'autoconsommation tant qu'il n'y a pas de marché

suffisamment lucratif pour ce produit. En saison sèche, deux vaches étaient traites et nous remarquions tous les matins qu'une quantité de lait tirée de cette traite du matin (le soir il n'y avait pas de traite), environ 2 litres, était utilisée pour accompagner la bouillie de mil avec du beurre de vache que Coumba prépare elle-même. En hivernage, il y avait plus de lait consommé sous différentes formes (frais, caillé, beurre).



Photo n° 13 : Traite d'une vache par l'éleveuse en saison sèche, derrière on aperçoit une partie du muret de clôture du campement

Ce premier élément de sa stratégie de production relativement réussie au regard de son niveau de ressources, conforte son autre choix : renoncer à l'élevage de petits ruminants. Elle n'élève plus d'ovins et de caprins depuis 2001, date à laquelle des pluies diluviennes, hors saison, ont décimé la plupart des troupeaux de petits ruminants du Ferlo. Ce choix étonne son gendre et les éleveurs de la zone qui trouvent en cette espèce un moyen sûr de faire face aux besoins de trésorerie courants. Pour Coumba, investir dans l'élevage de petits ruminants équivaldrait à engager davantage de salariés pour assurer leur surveillance. Pour son élevage de bovin, elle a un berger salarié saisonnier et son frère qui s'occupent de ce troupeau à temps plein. Même si l'élevage de petits ruminants peut être rentable, elle n'est pas prête à se lancer dans cette option.

Le troisième élément de la stratégie de Coumba est de s'assurer d'une conduite adéquate de son troupeau. Elle supervise tous les jours le déroulement des opérations d'entretien. La conduite des bovins semble une activité moins lourde que celles des petits ruminants, car il n'est pas nécessaire de suivre les animaux tout le temps. Ils sont plus autonomes que les moutons, ils connaissent les chemins et prennent l'habitude d'aller seuls à l'abreuvement dans la zone. Le travail consiste alors en une veille continue sur le troupeau pour détecter les éventuels vols fréquents dans la zone, une prospection des ressources et une surveillance de l'abreuvement. Ces tâches sont assurées en ce moment dans le campement par le frère de Coumba avec son appui et celui du salarié.

L'entretien consiste d'abord à suivre les animaux sur les pâturages : en saison sèche, les animaux sont guidés sur les zones où il y a du fourrage, sur un rayon d'environ 15 km autour de la zone de desserte du Forage. Un jour sur deux, ils vont seuls s'abreuver au forage et tous les soirs, ils rentrent au campement. Vers la fin de la saison sèche, la prospection des pâturages prend de plus en plus du temps dans le travail de conduite du troupeau. Il s'agit de trouver régulièrement l'information sur l'état des ressources fourragères auprès d'autres éleveurs, lors des marchés hebdomadaire où les éleveurs de différentes zones se rencontrent, ou à l'occasion de cérémonies qui rassemblent plusieurs éleveurs de la communauté rurale. Il s'agit aussi de faire des visites de sites en y allant à pied ou avec une charrette, quand la saison sèche tire à sa fin et que les pâturages sont épuisés. Quand l'hivernage s'installe réellement, c'est à dire que les mares sont remplies d'eau et que les parcours ont assez reverdi, la conduite est simple : les animaux peuvent rester en brousse plusieurs jours sans rentrer, le berger ira seulement les chercher sur les parcours habituels qu'ils exploitent pour vérifier si le troupeau est complet. Cette tâche du berger est, sans doute, facilitée par les marques de bétail qui sont apposées sur le corps de la vache à l'aide de fer rouge et qui sont spécifiques au troupeau de Coumba. Une étude de Marguerite Dupire (1957) aborde largement ce sujet sur les marques de bétail des Maures, des Touaregs et des Peuls.

L'entretien consiste également à contrôler l'abreuvement au forage. Le frère de Coumba se rend au forage tous les deux jours au rythme du troupeau, il trouvera les animaux à leur place habituelle sous l'ombre d'un arbre. On ignore comment ce dressage est fait pour que les animaux une fois au forage, se regroupent sous un arbre. Il vérifiera que le troupeau est complet. Ce comptage est nécessaire dans cette zone où le vol de bétail est fréquemment évoqué. Puis, il veillera à ce que les animaux soient normalement abreuvés, car il est fréquent

que les animaux arrivent en masse et provoquent de longues files d'attentes à côté des abreuvoirs. La disponibilité de l'eau au campement permet de prendre en charge l'abreuvement des animaux faibles, des vaches allaitantes et du taureau guzérat.

La dernière opération d'entretien du troupeau consiste à suivre les animaux qui bénéficient d'une conduite séparée. Le taureau guzérat et les vaches suitées et traites, qui ne suivent pas le grand troupeau sur les parcours, reçoivent des aliments en complément de ce qu'elles ramassent autour du campement dans la journée. Le taureau n'a pas quitté le campement quand nous y étions. Il ne supporte pas les longues marches à la recherche de pâturages et des soins particuliers lui sont procurés. Il est nourri au son de blé, de riz et au mélange « Jarga » (mélange de céréales maïs, blé, tourteau d'arachide...) de l'usine dakaroise « Sanders » que les éleveurs jugent comme le meilleur des compléments alimentaires vendu sur le marché. Deux rations sont administrées chaque jour à ces animaux, quand les autres animaux du troupeau sont dirigés sur les parcours naturels. Ainsi, cette activité nécessite de plus en plus d'attention depuis la décision de suspendre la transhumance. Nous avons pu noter l'enthousiasme du frère qui s'occupe de cette tâche, qui en fin de saison sèche peinait à assurer la bonne alimentation de tout le troupeau. Avant l'arrivée de l'hivernage une bonne dizaine de vaches allaitantes étaient retenues au campement pour être complémentées. Coumba achète de l'aliment de bétail sur le marché de Dahra. Nous avons comptabilisé toutes les semaines entre avril et juillet 2008, deux sacs de 40 kg de concentré (coûtant 8000 f l'unité) et deux sacs de graines de cotons pour 5000 f l'unité. Visiblement les rations sont justes pour prendre en charge l'alimentation de tout le troupeau, mais il ne s'agit pas pour l'éleveuse de rassasier les animaux, encore moins de les engraisser. L'objectif est de les maintenir en état pour attendre la poussée des herbes d'hivernage.

Les ressources mobilisées par Coumba

Coumba mobilise des ressources diverses pour conduire son élevage. Elle a hérité de bétail à la mort de son père, puis de son mari. Ces deux hommes étaient des personnes influentes, possédaient de grands troupeaux, et appartenaient à la fraction de *Jengelbe*⁶⁸, et de la lignée du fondateur du village avant que Boulal ne devienne une communauté rurale (ce qui en milieu pastoral confère un statut social confortable pour se positionner et peser sur les

⁶⁸ Les fractions sont des communautés de familles appartenant au même lignage, c'est-à-dire, ayant le même ancêtre

décisions collectives). Ces deux hommes incarnaient ainsi des figures de réussite par rapport à l'identité sociale peule. Ce statut social a sans doute permis à ces deux hommes d'être des personnalités reconnues dans la zone et tous les deux ont été chef de village. Coumba bénéficie de ce transfert de réputation qui constitue un capital symbolique. Sa mère vit encore à Boulal et a conservé aussi ce statut. Ainsi, le choix de Coumba est certainement influencé par l'environnement dans lequel elle a évolué. Ses pratiques d'élevage s'inscrivent dans la continuité de celles de ses parents et de son époux : A Boulal, ce dernier fut le premier à introduire dans son troupeau une race exotique (Guzérat), au moment où tous les autres éleveurs pensaient que c'était un investissement risqué. Il était ainsi un pionnier sur l'échelle des adoptants des innovations selon la typologie de Rogers (1969). La possession de ce type d'animal d'entretien coûteux et qui ne s'adapte pas facilement aux conditions physiques du Ferlo fait aujourd'hui la fierté de Coumba. Cela fait d'elle une éleveuse modèle que tout le monde envie, épie et suit. Elle cherche à s'affirmer en tant que femme éleveuse dans un environnement où les hommes sont seuls à s'imposer, ce qui fait d'elle une innovatrice. Sa logique et ses choix de conduite ont débuté quand elle a décidé de quitter le campement conjugal où sont restées ses coépouses, à la mort de leur mari en 2000, pour créer son campement à moins d'un kilomètre. Cette stratégie rare lui a permis d'acquérir une autonomie de gestion de son troupeau, et une autonomie de vie car elle a échappé au lévirat qui consiste à maintenir la veuve dans un lien conjugal avec sa belle-famille en la mariant à un frère du défunt. Elle a donc décliné cette proposition. En tant que femme, elle n'hésite pas à agir individuellement en démontrant à tous ses pairs éleveurs qu'elle est une bonne éleveuse capable de maintenir un troupeau de taille importante, et réalise des investissements visibles : achat d'un pur sang exotique, drainage de l'eau potable du forage à son campement, construction en dur d'un campement confortable avec de l'énergie solaire. Bref, des signes extérieurs de richesse et de différenciation sociale qu'elle acquiert à partir de l'activité d'élevage. Sa position de grande éleveuse lui donne aussi la possibilité d'occuper des postes dans les instances de gestion des ressources dans la communauté rurale : elle est adjointe du président du comité de gestion du forage. Ceci conforte une position sociale dans un espace fortement hiérarchisé où la femme n'a souvent pas droit à la parole, et encore moins de s'affirmer en modèle pour des hommes. Elle est représentée dans les instances de gestion des biens communautaires et aspire à un statut d'élue locale prochainement.

- *Alpha, spécialisé dans la vente de lait à Colonnat*

Le campement d'Alpha se trouve à proximité de la route goudronnée de la zone de Colonnat. Le campement est constitué de trois gallédji indépendants. Alpha partage avec ses deux frères plus âgés le même espace résidentiel depuis la mort de leur père. L'installation dans cet emplacement date de 1965, quand ils ont quitté la zone de Boundou plus à l'intérieur pour s'écarter des villages wolofs où les cultures commençaient à gêner les troupeaux. C'est à cette époque que les grandes cultures ont commencé avec les aménagements publics ; auparavant, les éleveurs peuls pratiquaient de la culture de décrue sur les abords du fleuve Sénégal.

L'organisation domestique

L'habitation d'Alpha ne ressemble en rien aux campements des autres éleveurs de la zone enquêtés. Il est également très différent de celui de ses frères du même campement. Il a construit une maison en dur de plusieurs pièces, équipées en mobilier moderne et alimentées en énergie par un système photovoltaïque. C'est un pavillon de 6 pièces avec un séjour, 4 chambres, dont une équipée d'une salle de bain, et un bureau. Le campement n'est pas enclavé contrairement aux autres de la même localité, situés à plus cinq kilomètres du goudron. Il se trouve sur la route nationale reliant Saint Louis à Rosso et à Richard Toll.

L'enclos des animaux est un enclos en dur d'environ 1 ha, pourvu d'une adduction d'eau potable, dans lequel sont gardées quelques vaches allaitantes régulièrement suivies par un vétérinaire.

De l'autre côté du pavillon se trouve un magasin de stockage du riz récolté dans ses champs.

Alpha est un agro-éleveur très occupé. Pendant tous nos séjours, nous nous entretenons avec lui, le soir et le matin tôt, dans son bureau pendant qu'il faisait ses comptes. L'accompagner dans ses activités quotidiennes sur plusieurs espaces distants de plusieurs kilomètres nous a permis de voir comment il arbitrait son temps entre la gestion du troupeau (en termes de suivi sanitaire et de gestion de la main d'œuvre) dont une partie est en transhumance lors de notre passage, la gestion des parcelles de riz (main d'œuvre, suivi du pompage de l'eau, progression des cultures), la comptabilité (compte d'exploitation, ses relations avec la banque (caisse nationale de crédit agricole) et ses engagements dans la coopérative des riziculteurs de la zone.

Alpha se définit d'abord comme un riziculteur. Il possède 50 ha en parcelles aménagées qu'il exploite pour la culture du riz. Il a suivi des études jusqu'à l'obtention du brevet de fin

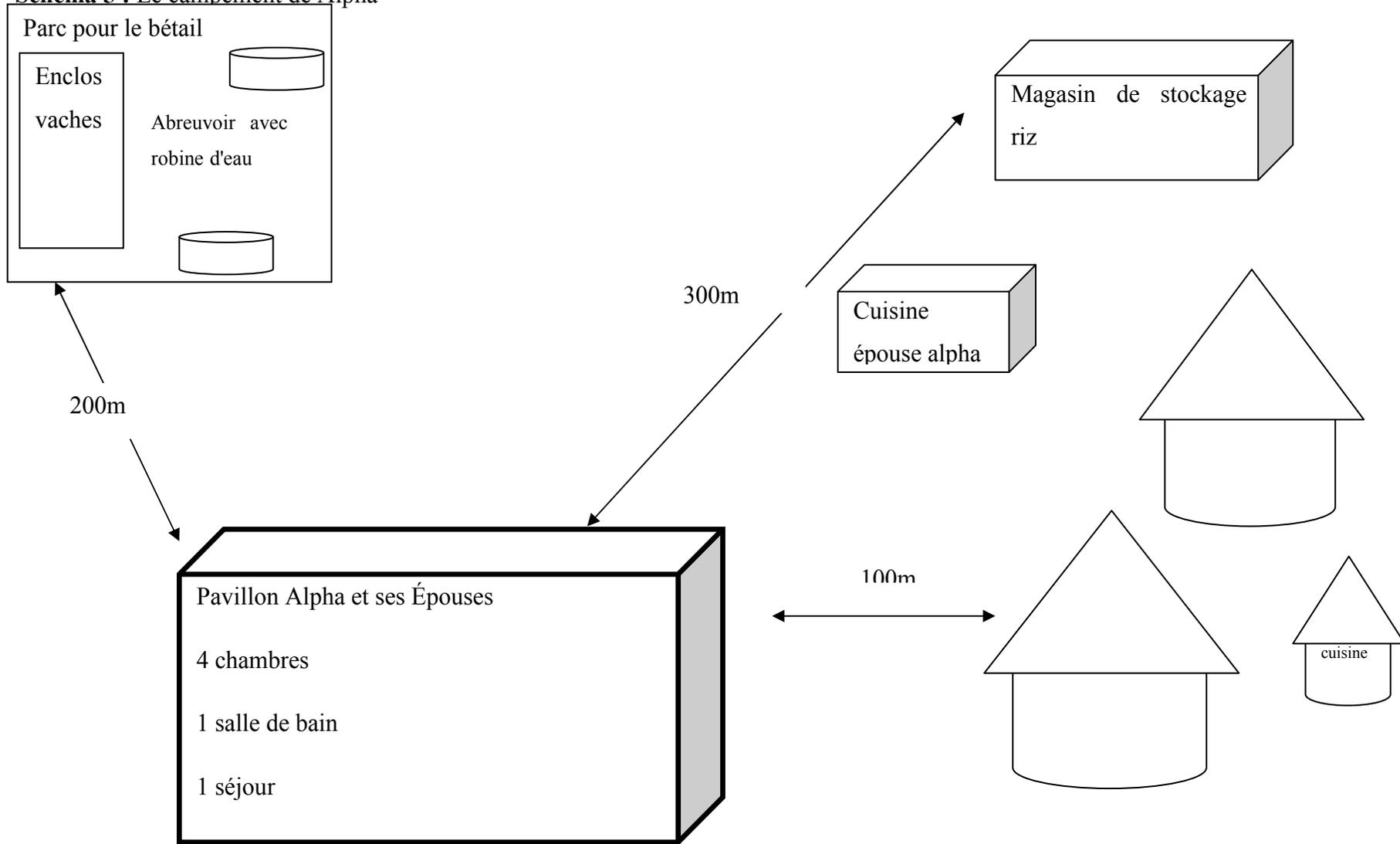
d'études moyennes au collège de Dagana, avant d'abandonner les études au moment où le système scolaire sénégalais traversait une crise parce que les étudiants avaient entamé une grève. Cette année 1989 étant considérée comme année nulle, tous les collégiens ont dû reprendre l'année. C'est à ce moment qu'il a décidé de quitter l'école pour appuyer son père dans les travaux d'élevage et de riziculture.

Le père était un éleveur qui faisait un peu de riziculture. Il a laissé un troupeau d'environ 60 têtes à ses deux épouses et leurs enfants. La famille s'est ainsi scindée en trois *gallédji*, les moyens de production sont gérés distinctement et nous avons suivi un de ces *gallédji*.

Alpha a trois femmes, toutes les trois sont peules, mais elles ne sont pas issues de familles d'éleveurs. Nous ne connaissons pas le nombre d'enfants qu'il a ; certains sont au collège et d'autres, plus jeunes, en primaire. Sa première épouse vit en ville dans une de ses maisons avec les enfants collégiens.

Les deux autres épouses habitent avec lui et forment un *galle* avec sa mère. Ses femmes ne participent pas aux activités d'élevage et agricole. Elles ne sont pas non plus impliquées dans les décisions de gestion des moyens de production.

Schéma 5 : Le campement de Alpha



Alpha a hérité, avec sa mère, d'une soixantaine de têtes de zébu Gobra à la mort de son père. Le troupeau est en phase de reconstitution, il est aujourd'hui formé des parts héritées par Alpha, des parts attribuées à ses trois femmes en cadeau de mariage (*tengue*) et des parts de sa sœur et de sa mère. Il compte environ 200 têtes de bovins, dont 100 têtes appartiennent à Alpha. Parmi ses parts, figure une majorité de Gobra et quelques espèces exotiques guzérat et mauritaniennes acquises en 2009. Même si sa mère et ses femmes ont des parts dans le troupeau, il est le seul responsable de la gestion. Il prend seul les décisions de conduite technique mais se défend d'abuser des biens des femmes. Celles-ci lui font confiance ce qui est confirmé par les discussions que nous avons eues avec elles. Mais il faut surtout signaler qu'elles ne sont pas des éleveuses, ne font pas la traite et ne se sont jamais occupées d'animaux.

La gestion du troupeau

Seule sa mère s'intéresse à la gestion du troupeau et a un droit de regard car elle compte des parts dans le troupeau. Son rôle dans la gestion du troupeau n'est pas négligeable comparé aux rôles des femmes de Alpha. Elle ne suit pas le troupeau, ne participe pas financièrement à l'entretien mais elle se considère comme une éleveuse qui connaît les pratiques d'élevage.

Deux éléments permettent de caractériser la stratégie d'élevage visé d'Alpha :

Il a décidé de se spécialiser dans l'introduction de races exotiques pour accroître sa production de viande et de lait. Pour cet éleveur, les choix sont orientés vers l'amélioration génétique tout en restant dans un système extensif. Ce choix répond aux besoins de répondre à la concurrence naissante entre la race locale et la race à viande brésilienne sur le marché. Il a acheté l'année dernière un pur sang guzérat et un métis de 50 %. Convaincu des vertus de l'élevage extensif, il emploie des bergers salariés qui conduisent les bêtes loin dans les terres du Ferlo. Aujourd'hui, grâce à des achats de guzérats et de races maures, il espère mieux se positionner sur les marchés. Il ne pense pas rentabiliser ses investissements maintenant, son but étant d'investir des moyens considérables dans l'élevage, dans l'attente de l'ouverture de marché lucratifs de lait ou de viande. Le marché du lait est plus développé dans sa région, la vallée du Fleuve, qu'au Ferlo du fait de la proximité des villes comme Richard Toll, Rosso, Ross Bethio et de l'existence dans ces villes de laiteries et d'unités artisanales de transformation de lait. Ce marché du lait pourrait s'élargir avec l'arrivée d'une laiterie

industrielle qui affiche les capacités de production de 3 500 litres par jour. Le marché de la viande de bovins guzérats s'ouvre ponctuellement lors des cérémonies religieuses, en l'occurrence le Magal de Touba. Le projet de mettre sur pied une « *petite entreprise* » unité de vente de lait et de viande est visée pour le moyen terme. Une première tentative en 2005 a échoué faute de l'existence d'un marché régulier.

Le deuxième élément de la stratégie est d'assurer au troupeau un suivi régulier à la fois sanitaire et une bonne alimentation avec l'embauche d'un personnel qualifié. Le troupeau est suivi par des bergers peuls issus de familles d'éleveurs, dont l'un est son neveu et deux autres sont salariés. Le neveu n'est pas rémunéré, ils se sont entendus pour qu'il reçoive des animaux qui constitueront son propre troupeau. Nous ne connaissons pas les détails de cette entente qu'il n'a pas voulu expliciter. Quelques animaux nécessitant des soins sont gardés dans le campement. Une transhumance systématique est assurée par des bergers salariés. C'est une option centrale. « *Dans cette région de riziculture, il est difficile d'entretenir des bovins uniquement sur des pâturages locaux* » (Alpha). Le principal handicap dans cette zone pour un élevage extensif reste l'inexistence de parcours libres, les zones de cultures couvrant l'essentiel des terres. « *La transhumance est utile et irremplaçable. J'ai eu l'occasion de tenter autre chose et j'ai vu que nos animaux se portent mieux dans un système extensif.* » Alpha dit connaître les pratiques pastorales étant fils d'éleveur, et il a eu l'occasion de tenter autre chose qui n'a pas fonctionné comme il espérait. En 2005, il voulait mettre en place une ferme laitière, il décida de « stabuler » (maintenir au piquet et engraisser) des vaches, et a fait construire le parc de 1 ha clôturé en béton à côté du pavillon. Il a investi 1,6 millions de francs (environ 2500 euros) pour le bâtiment et les annexes (enclos des animaux, réservoirs d'eau). L'idée était de vendre du lait frais aux revendeurs qui passent tous les jours sur le goudron. C'est sa mère qui s'occupait de la vente. Il ne parvint pas à rentrer dans ses fonds, car l'aliment du bétail coûtait cher. Il mentionne des dépenses totales de 2,5 millions de francs (4000 euros). Il a vendu les animaux pour rentrer dans ses frais, car malgré les ventes, les coûts d'une stabulation d'animaux sont élevés pour un marché aussi petit. Ce projet n'était rien moins qu'un essai d'élevage intensif, qui n'aboutit pas ; il est retourné au système extensif.

Les bergers sont en transhumance dans le Ferlo pratiquement toute l'année. Au moment de notre premier passage en avril, ils étaient déjà partis vers Keur Momar Sarr près du Lac de Guiers à environ 80 km et ils allaient continuer leur progression dans le Ferlo. Alpha administre aux animaux des concentrés alimentaires au besoin. Les bergers ont un budget

prévu pour acheter des aliments s'ils sont confrontés à des difficultés à faire paître le troupeau dans les zones d'accueil des transhumants. Le troupeau qui est sur place est libéré la journée sur les jachères et les champs, où ils exploitent des résidus de cultures. Les bovins sont suivis par son neveu. Le soir, ce troupeau est parqué dans l'enclos où les animaux s'abreuvent et reçoivent des compléments alimentaires sous formes de granulés de céréales. Cette alimentation est alternée avec la consommation d'herbes fauchées sur les rizières par les autres salariés qui travaillent sur ces champs.

Cette stratégie technique est guidée par son dialogue avec le vétérinaire en poste dans la zone qui est en même temps son ami. Avec l'appui du vétérinaire, il choisit ses croisements de race et investit dans un suivi sanitaire régulier. Des soins sanitaires sont régulièrement apportés aux animaux. Ces soins occupent une bonne partie du budget de l'exploitation, le vétérinaire faisant un suivi régulier des animaux avant qu'ils ne partent en transhumance. Il effectue un contrôle du troupeau au retour. Quelques animaux faibles et malades sont retenus dans le campement et le vétérinaire les suit régulièrement. Il passe tous les samedis.

Les ressources mobilisées par Alpha

Pour Alpha, le troupeau ne constitue ni le grenier, ni l'épargne sur lesquels il compte pour vivre en ce moment. L'élevage n'est donc pas pour le moment l'activité qui le fait vivre, c'est l'agriculture qui pourvoit aux besoins de la famille. La riziculture est considérée comme l'activité principale qui procure les revenus nécessaires pour vivre et pouvoir investir dans l'élevage.

Tout comme Coumba, il mobilise aussi des ressources sociales et symboliques. Il est fils d'un ancien dignitaire de la zone. Son père était le président de la coopérative des peuls producteurs de riz de 1965 à 1996. Sa mère est une personne influente dans la zone dans les activités d'élevage. Elle nous a elle-même raconté son cursus. En tant que femme de notable, elle avait saisi l'occasion offerte aux femmes en zones rurales de participer à des initiatives de développement. C'est l'époque (milieu des années 80) où les services d'animation rurale du Ministère de la femme initiaient les activités d'émancipations des femmes rurales en les organisant en groupements de promotion féminine évoqués dans le chapitre 4. Elle fut élue présidente du groupement des femmes peules et leurs activités étaient orientées vers la promotion de l'élevage. Son dynamisme personnel lié à son caractère de leader, qu'on ressent quand on lui parle, lui a certainement permis d'avoir ce statut. Elle est encore membre active

dans les organisations d'éleveurs au moment de notre enquête. Elle est conviée à toutes les réunions qui concernent les activités d'élevage dans la zone de Richard Toll et Dagana. Elle a voyagé en Europe dans le cadre de la coopération décentralisée et elle a visité des élevages en France. Elle conseille son fils et l'a convaincu de combiner la riziculture et l'élevage.

Alpha, en plus de ces deux types de ressources économiques (revenus agricoles), sociales et symboliques (réputation et conseils de ses parents), a, de plus, un réseau informel d'amis (vétérinaire, banquier), la plupart, promotionnaires d'école, et des personnes qu'il rencontre dans son milieu professionnel et avec qui il entretient des rapports de conseiller. Il est particulièrement lié à un agriculteur wolof qui a suivi des études supérieures. Les deux sont tout le temps ensemble et échangent sur leurs projets. Nous pensons que c'est l'ensemble de ces ressources qui permettent à Alpha de mieux se positionner dans l'espace social.

Pour faciliter la visibilité des deux éleveurs de ce groupe, un tableau récapitulatif synthétise quelques caractéristiques relatives à leur situation géographique, le nombre de ménages qu'il compte, le type de troupeau, la taille de ce troupeau, les stratégies de conduite qui les distinguent des autres, les activités dans lesquelles ils s'investissent. Le même tableau sera reproduit pour les autres types d'éleveurs identifiés.

Tableau 7 : Récapitulatif de quelques caractéristiques d'élevage des « investisseurs »

Campement	Coumba	Alpha
Site	Boulal	Colonnat
Nbre de ménages	2	1
Type de troupeau	Monotype bovins	Monotype bovins
Taille troupeau	260	100
Stratégie	Spécialisation dans races exotiques, Élevage naisseur Renoncer aux petits ruminants Suivi rigoureux, complémentation individualisée, Arrêt de la grande transhumance	Spécialisation dans races exotiques et investissement pour préparer une offre de produits d'élevage Suivi sanitaire régulier Transhumance systématique, complémentation
Autres activités ou engagements	Adjointe Président Comité de gestion forage	Riziculteur, membre coopérative des riziculteurs

Ces deux éleveurs qui portent cette vision d'investissement ont des ressources qui facilitent de tels choix. Les moyens de production dont ils disposent sont relativement élevés, respectivement 260 bovins dont un taureau pur sang guzérat et trois quart de métis pour Coumba ; 100 bovins dont un taureau pur sang guzérat et des vaches de race mauritanienne pour Alpha. Tous les deux ont hérité de ressources sociales, symboliques et économiques confortables qui leur confèrent une position confortable qu'ils ont su maintenir.

En résumé, nous considérons Coumba et Alpha comme des éleveurs ayant une logique de spécialisation de l'élevage. Ils se distinguent des autres par leur spécialisation dans la production de races exotiques. C'est un élément déterminant de différenciation des choix de conduite d'élevage car il semble être en conformité avec un des mots d'ordre de la modernisation de l'élevage portée par les politiques publiques. Cependant leurs raisons ne sont pas totalement en phase avec le paquet technique qui accompagne cette injonction de

modernisation par l'intensification. Le système d'élevage reste extensif car les troupeaux sont mobiles, la transhumance est pratiquée par les deux éleveurs à des degrés différents. Pour Coumba, la grande transhumance est coûteuse, et elle est en train de voir comment utiliser les moyens dont elle dispose pour s'en passer. Cette décision est encore récente ; il n'y a qu'un an que son troupeau de bovins n'est pas parti en grande transhumance, mais il partira en *polinaaji* à la place de la grande transhumance (à la rencontre des premières pluies). Pour Alpha, il n'est pas question de renoncer à la grande transhumance, il ne peut entretenir un troupeau aussi important à Colonnat. Ses animaux sont conduits sur les parcours du Diéri (le centre Ferlo) par des bergers salariés à qui il n'hésite pas à envoyer l'argent nécessaire pour s'approvisionner en aliments du bétail en cas de rupture ou de concurrence importante sur les parcours qu'ils exploitent dans le Ferlo. Les stratégies de conduite du troupeau sont hybrides et induisent des dépenses importantes. Ils allient mode extensif, administration systématique d'aliments de bétail et suivi sanitaire rigoureux.

La clé de réussite pour ces deux éleveurs se trouve dans la bonne association entre les pratiques traditionnelles et certaines composantes techniques modernes. Pour ce faire, il faut déjà avoir atteint un certain niveau d'accumulation de ressources économiques, cognitives et sociales.

- ***Quels sens ces éleveurs donnent-ils à leur élevage?***

Le discours qu'ils tiennent sur leur activité concorde avec leurs choix de conduite de troupeau. Coumba et Alpha laissent comprendre que l'une des meilleures façons de faire l'élevage est d'investir dans l'adoption de techniques modernes compatibles avec le système extensif. Pour eux, allier les deux est impératif pour faire face aux conditions du milieu, continuer d'exister comme éleveur et pouvoir se réaliser ailleurs.

Pour Alpha, il ne s'agit plus « *d'entretenir un troupeau pour le plaisir de rester éleveur et pour la subsistance comme le faisaient les parents* ». Son élevage, même s'il s'inscrit dans une logique de reconnaissance sociale, n'est guidé ni par un besoin d'affirmation d'appartenance à son groupe social, ni par un quelconque impératif de survie. « *En ce moment je suis en train de me remettre à l'élevage, car j'avais commencé à le délaisser au profit de la riziculture. L'année dernière j'ai acheté de nouvelles races : 2 Guzerats, 6 vaches mauritaniennes et une trentaine de vaches de race locale* » (Alpha).

Pour Coumba, le système d'élevage basé sur l'accumulation de grands troupeaux n'a pas d'avenir face aux contraintes d'accès aux ressources. Elle pense que les éleveurs envisageront

une autre alternative. *« Je crois que tôt ou tard, les gens finiront par se concentrer sur de petits effectifs gérables, car actuellement les tailles de troupeaux sont très importantes et cela compromet la disponibilité des ressources. Le vol de bétail constitue également une contrainte majeure dans cette zone »* (Coumba).

Cependant, ce pronostic général contredit leur refus personnel de réduire la taille des troupeaux. Face à l'incertitude, les éleveurs, conscients de la nécessité de cette réduction de la pression sur les ressources fourragères, ne se sentent pas assez sécurisés pour renoncer à ce type d'élevage. L'accumulation d'animaux garantit une autonomie financière et de gestion des troupeaux dans un contexte incertain. D'aucuns avanceraient le prestige social lié à la détention d'un grand troupeau, comme motivation à la possession de grand troupeaux, sauf que ce prestige s'octroie aujourd'hui aussi par l'accumulation d'autres biens comme l'immobilier, les moyens de transports (voitures).

Dans le discours de ces éleveurs, l'attachement à un mode de vie ou au collectif n'est pas mis en avant pour justifier leur positionnement, contrairement aux tenants culturalistes du modèle extensif dans sa version « authentiquement peule », et aux tenants de modèles intensifs productivistes. Toutefois, on peut supposer que cet attachement au mode de vie, s'il n'est pas affirmé en tant que tel, est présent malgré tout puisqu'ils reconnaissent la nécessité de maintenir un système extensif mobile.

« Ceux qui pensent que le système d'élevage tel que nous le pratiquons est primitif et insensé n'ont rien compris. Moi qui pensais comme eux à un moment donné, j'ai bien fait de m'y remettre » (Alpha). Il fait allusion à la tentative de faire de l'élevage intensif que nous avons expliqué dans ses stratégies et qui a échoué.

La justification de leur positionnement pratique ne s'appuie pas sur le registre de la conservation de traditions léguées par des ancêtres mais plutôt sur des considérations pratiques et rationnelles. Les investissements dans d'autres domaines comme la riziculture pour Alpha et le projet de s'essayer au transport pour Coumba confirment leurs postures d'investisseurs prompts à s'engager dans d'autres créneaux qui marchent. Ils transforment d'une certaine façon, les pratiques locales traditionnelles.

En même temps qu'ils suivent, voire anticipent l'injonction d'amélioration génétique, ils réfutent la nécessité de réduire la taille des troupeaux. L'accumulation du bétail est pratiquée. Ils n'ont pas l'objectif de réduire leurs effectifs même s'ils déstockent pour profiter du marché. Le croisement de la race zébu locale avec celle du zébu brésilien ou une autre race permet de répondre aux contraintes du milieu naturel et aux exigences du marché. La race

locale assure la robustesse et l'endurance nécessaires pour s'adapter aux conditions climatiques et la race exotique fournit le potentiel génétique d'une meilleure productivité en viande et/ ou en lait. Ce potentiel est exploité par les pratiques commerciales spécifiques : Coumba est positionnée localement comme la pourvoyeuse officielle de taurillons métis ; Alpha prépare une réponse à l'ouverture des marchés de lait et de la viande. Pour Coumba, l'idée d'acheter un véhicule pour vendre un service de transport commun pourrait se comprendre par la difficulté que les éleveurs dans sa zone ont pour faire acheminer des marchandises et circuler. Le moyen de transport le plus utilisé par les éleveurs est la charrette. Ce type d'investissement des éleveurs nantis devient courant dans les forages enclavés du Ferlo. Pour Alpha, c'est le contexte qui le pousse à se projeter de cette façon.

Ces éleveurs, tels des « entrepreneurs », rationalisent et valorisent un savoir-faire, articulent logique professionnelle et logique sociale. Cette combinaison de paramètres pluriels pour assumer une position professionnelle qualifiée d'entrepreneuriale est assez souvent identifiée dans des typologies faites pour appréhender les formes professionnelles que les agriculteurs construisent dès lors qu'ils sont confrontés à de nouvelles demandes de l'environnement social auxquelles ils doivent s'adapter (Lémery, 2003 ; Dufour et al., 2003).

2. La logique de conservation (Kalidou, Oumar, Yoro et Salif)

Contrairement aux deux éleveurs précédents, les quatre éleveurs présentés ici n'ont pas une logique de spécialisation affirmée, même s'il y a pour certains une timide spécialisation dans l'élevage de petits ruminants. Ils sont, en outre, professionnellement impliqués car ils mettent en œuvre un ensemble d'éléments de conduite nécessaires au maintien de l'élevage sous sa forme traditionnelle. Ces éleveurs mettent en avant le savoir-faire pastoral acquis et transmis, dans une logique de conservation. Kalidou, Oumar, Yoro et Salif semblent avoir des stratégies et un discours qui traduisent la même logique d'élevage et la même façon de voir et de projeter l'élevage.

Ces éleveurs sont présentés suivant la même grille que les précédents et par campement.

▪ *Kalidou à Boulal*

Le campement permanent (rumano) de Kalidou se trouve à Boulal, à environ 5 km de chez Coumba et à 10 km du forage. A notre arrivée à Boulal il est déjà parti en transhumance avec toute sa famille. Les cases étaient fermées. Chez Coumba, où nous nous sommes renseignés,

on nous a dit qu'il est certainement parti mais qu'il n'est pas loin d'ici car ils se sont rencontrés au marché de Boulal la veille de notre arrivée. Nous décidons alors de rester chez elle et de commencer notre enquête en attendant d'avoir l'information juste. Coumba nous parle de la zone où Kalidou va chaque année à cette période et nous suggère d'aller jusqu'au village pour nous renseigner auprès des villageois. Le soir même, des personnes sont venues boire le thé avec nous, nous ne savons pas exactement d'où elles viennent, car Coumba n'a pas de voisins proches, mais notre présence avec un véhicule dans la zone ne passe pas inaperçue. La présence de personnes étrangères attire souvent les éleveurs voisins qui viennent aux nouvelles et engagent des discussions. Ces visiteurs nous ont confirmé le site d'accueil de Kalidou en nous donnant le numéro de téléphone de son fils sur lequel nous pouvons le joindre. Quand nous avons terminé notre premier séjour chez Coumba, nous nous sommes rendus à Niandoul (une dizaine de km), le village dans lequel Kalidou est accueilli en transhumance. Ce village est un hameau d'un autre village du nom de Mboussobé qui se trouve sur la route goudronnée à 12 km entre Boulal et la commune de Dahra, où se trouvent le grand marché de bétail et le Centre de Recherche Zootechnique. Ce sont deux villages habités par des wolofs agriculteurs. Kalidou est accueilli dans ce village mais ne campe pas dans l'agglomération du village, il est à 1 km du village à l'intérieur des champs de mil.

L'organisation domestique

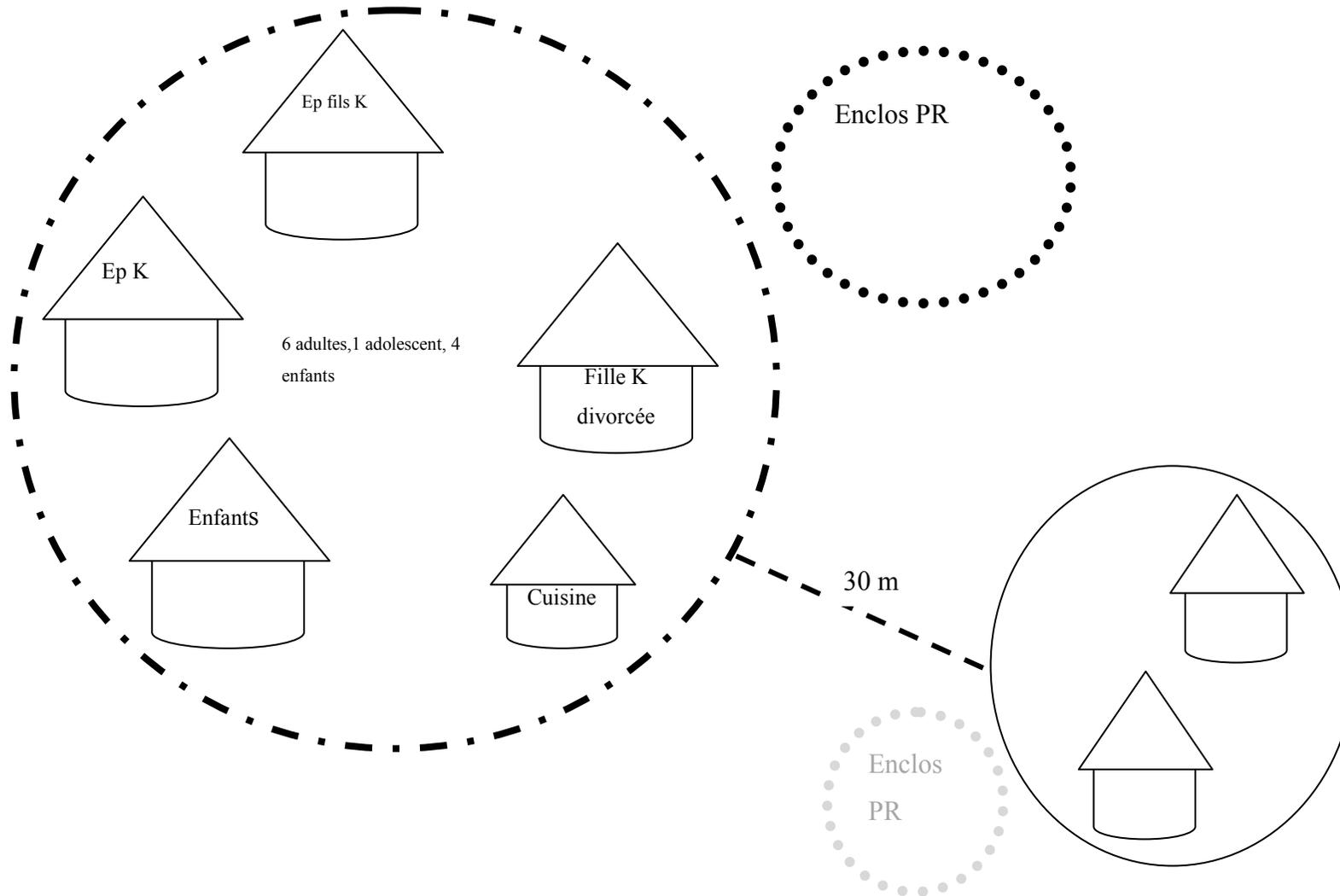
Quand nous sommes arrivés, nous avons remarqué un habitat sommaire et beaucoup moins confortable que son *rumano*, campement permanent. Le *sedano*, campement de saison sèche est installé avec à peu près la même configuration que le campement permanent, et la même organisation résidentielle est reproduite. Ils sont là depuis 11 jours. Trois huttes font usage de chambre, l'une occupée par lui, son fils marié dans la deuxième, sa fille divorcée occupe la troisième. A 30 mètres, deux autres cases, pour son neveu et sa femme. Le campement compte deux *gallédji*. Le *gallé* de Kalidou compte 5 adultes et trois enfants.

Dans le *gallé* du chef, Kalidou, vivent ses deux fils, dont l'un est marié mais encore sous sa tutelle. L'autre *gallé* est celui de son neveu.

Kalidou nous explique qu'il vient ici tous les ans à la même période, du mois d'avril jusqu'à l'arrivée des pluies. Il est connu par tout le monde dans le village car sa famille a entretenu avec les notables du village des rapports cordiaux et des services réciproques. Son père était proche des gens du village et pratiquait avant lui ce type de déplacement. Il venait en saison

sèche, son troupeau fumait les champs en s'alimentant avec les résidus des récoltes de mil et s'abreuvait à l'eau du puits du village. Ce contrat implicite de fumure est toujours en vigueur. Chacun des contractuels essaie de remplir sa part du contrat. Les agriculteurs lui laissent le privilège de s'installer à l'intérieur de leur champ, espace approprié de façon privée. Quant à lui, il amène son troupeau et reste le temps que les animaux fertilisent le sol par leurs déjections.

Schéma 6°: Campement Kalidou



Kalidou a un troupeau de bovins et un troupeau de petits ruminants. Le troupeau de bovins du *gallé* du chef de campement compte une vingtaine de têtes et les deux troupeaux de petits ruminants une centaine de têtes chacun.

Les bovins sont en grande partie de race locale et deux vaches métisses à 25% de guzérat. Il dit avoir voulu faire comme tout le monde en essayant de métisser son troupeau. Il est de la génération du défunt mari de Coumba et n'a jamais été intéressé par cette race exotique. Cependant, il explique que cela ne lui coûte rien d'essayer maintenant. Une de ses vaches a été saillie par un taureau métis et il a dans son troupeau des vaches qui ont des traces de Guzérat. Quand on regarde les troupeaux de Boulal au forage à l'heure de l'abreuvement, on relève des traces de guzérat un peu partout. Pour Kalidou, c'est avec la permission de Coumba que cette fécondation a eu lieu. Elle n'est pas la seule à Boulal en ce moment à avoir un pur sang dans le troupeau et le contrôle des saillies n'est pas simple pour des animaux qui sont laissés à la divagation.

L'entretien du troupeau est assuré par la main d'œuvre familiale. Kalidou, ses deux fils adultes, ses deux fils plus jeunes et son neveu s'occupent des animaux. Le neveu a son *gallé* autonome, il ne possède pas de bovins mais il entretient de bons rapports avec son oncle, et l'aide pour la conduite du troupeau. Les bovins s'abreuvent depuis leur arrivée au puits qui est à 1 km du campement. L'eau est gratuite, mais le travail d'exhaure nécessite de la main d'œuvre. Dans le campement ce sont les deux fils adultes qui s'occupent de cela pour la consommation domestique quotidienne et pour les animaux, un jour sur deux. Le neveu nous dit que si on ne les surveille pas de près, les vaches ont tendance à retourner sur le campement permanent, qui n'est pas loin d'ici. Il dit être allé en chercher quelques unes là bas deux fois depuis leur arrivée sur ce site. Les petits ruminants sont tous les jours conduits sur d'autres champs du village par les enfants, deux jeunes garçons de 8 ans environ.

La gestion du troupeau

Les éléments de la stratégie de conduite sont de deux ordres :

Un premier élément consiste à entretenir une petite mobilité pour conduire son élevage tout en s'adonnant à une autre activité lucrative, celle d'intermédiaire (*téfanké*) sur les marchés de bétail de la région. L'éleveur développe son réseau de relations avec les agriculteurs de la zone de Dahra pour exploiter en exclusivité les bons endroits. Il ne s'éloigne pas des marchés sur lesquels il officie (Dahra, Boulal, et Thiamène, une communauté rurale à 30 kilomètres de

Boulal). L'éleveur a changé de régime de mobilité : il a remplacé les longs déplacements qu'il effectuait au sud du bassin arachidier par un mouvement annuel entre son campement permanent et une zone d'accueil où il met à profit une entente entretenue avec des agriculteurs. « *Mon père était un grand marabout respecté et qui était lié d'amitié avec la plupart des gens des villages de toute la région.* » Au-delà de ces rapports sociaux, la zone est réputée bonne pour les animaux ; l'eau du puits est de meilleure qualité que l'eau du forage selon l'éleveur, « *les vaches qui s'abreuvent de cette eau ne ramassent pas les matières plastiques et elles sont plus aptes à la reproduction* ». Il pratique ainsi la vaine pâture que les peuls appellent « *niangal* » qui consiste à avoir un droit d'usage sur des ressources fourragères sur des parcours, des champs, pour y faire paître ses animaux. Ces accords informels étant tissés avec plusieurs agriculteurs du même village, l'éleveur se déplace ainsi par étape dans les champs des uns et des autres. Les agriculteurs veillent de leur côté à ce que les résidus ne soient pas exploités par d'autres éleveurs transhumants passants. Ainsi la conduite repose essentiellement sur l'exploitation des pâturages disponibles. Kalidou n'a pas commencé à compléter l'alimentation de ses animaux quand nous y étions. Il ne complète avec des concentrés que quand il n'a pas d'autre choix. Quand il n'y a plus rien à manger et pour éviter que les animaux ne meurent de faim, il leur administre de petites rations servant plus de coupe faim que de vraie alimentation, « *si dans les mois qui viennent il n'y a pas de feux de brousse ou de transhumants là où je suis, je pourrai me passer de la complémentation* ». Ce qui veut dire que la paille séchée qui est sur les champs devrait suffire à nourrir ses animaux, sauf en cas de feu, ce qui est fréquent à cette période.

Le deuxième élément de la stratégie de Kalidou est d'investir dans l'embouche de petits ruminants pour des « opérations tabaski ». Il sélectionne les moutons de son troupeau susceptibles de remplir les conditions exigées par la règle islamique pour le sacrifice : ils doivent être des mâles ne souffrant d'aucune maladie et d'aucune malformation, ils ne doivent pas être borgne et ne doivent avoir aucun signe physique de blessure, ils doivent avoir au moins 1 an révolu. Il cible ainsi dans son troupeau les futurs béliers à engraisser sur une période d'à peu près 8 mois pour les vendre sur les marchés de bétail à quelques jours de la célébration de la fête de l'Aïd. Kalidou parle ainsi de cette activité : « *Chaque année j'engraisse une bonne quantité de béliers (84 cette année) que je vends à Pire, Toubatoul, Khombole,* (des communes se situant dans des régions du centre du Sénégal qui sont des marchés intermédiaires entre les marchés de brousse et le marché de Dakar). *J'engage pour*

deux mois deux salariés qui conduisent les bédiers sur ces marchés et je les y retrouve » (Kalidou). Ces salariés sont appelés des convoyeurs de bétail, ils sont chargés de conduire les animaux à pied jusqu'au marché final. Les zones citées par Kalidou sont à environ 150 km de Boulal. Ces revenus tirés de la vente des bédiers lui permettent de vivre sans déstocker beaucoup d'animaux du troupeau familial. Ainsi, dans le campement, les ventes de produits d'élevage sont séquencées et calculées, et les produits vendus sont variés : bétail, lait, beurre et volaille. Kalidou réforme une ou deux vaches par année pour assurer les grandes dépenses et il compte sur d'autres revenus moins réguliers tirés de son activité d'intermédiaire pour prendre en charge certaines dépenses quotidiennes. Les autres membres de la famille appuient cette stratégie en s'impliquant dans la vente des produits laitiers. La femme de Kalidou supervise et pilote cette partie de la gestion du troupeau du campement. Elle est seule à avoir un droit sur le lait, sa belle-fille dotée en vaches, n'y a pas droit car elle n'a pas encore d'enfants. Elle ne peut donc pas vendre mais après la traite, quand il y a abondance de lait, sa belle-mère peut lui en donner. Au moment de notre passage, en période sèche où les quantités traites étaient réduites, elle n'en avait pas. La femme de Kalidou préfère vendre au détail le lait caillé et non le lait frais, moins avantageux. *« Je vais vendre le lait caillé à la louche à Dahra les dimanches, et comme ça je ne perds pas le beurre qui rapporte bien. »* Une autre activité qui procure des revenus au campement est l'élevage et la vente de volaille. Elle occupe la femme du chef de campement et son neveu qui explorent ce créneau depuis 2 ans. Ils disent que c'est une activité rentable dans la zone.

Les ressources mobilisées par Kalidou

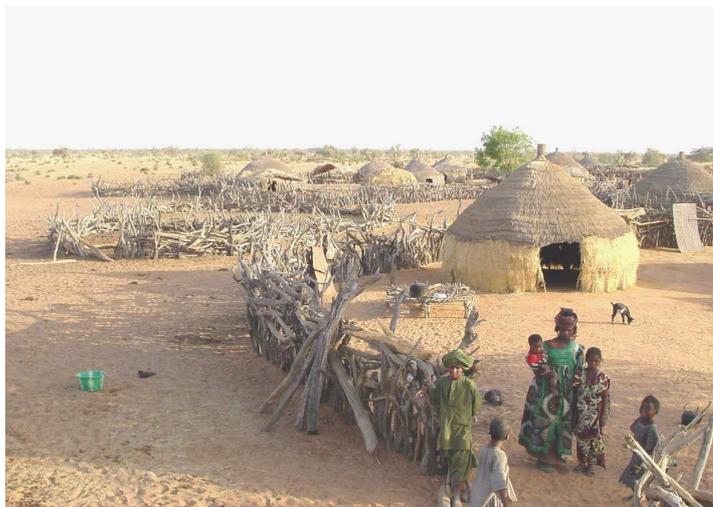
Pour Kalidou, il est indispensable de connaître les bons endroits pour y conduire ses animaux. *« Le bien des animaux et des éleveurs est le mode extensif, mais il faut savoir s'y prendre »*. Les moyens à mettre en œuvre pour pallier les contraintes du milieu sont certes économiques mais également immatériels pour cet éleveur pour qui la conduite de troupeau repose surtout sur la mobilisation de savoir-faire pastoraux. *« Je n'ai pas un grand troupeau, je ne suis pas riche, mais je rends grâce à Dieu, je vis relativement bien de mon élevage, en tout cas, j'assure bien ce qui dépend de moi et ce que mes parents m'ont légué ... »* (Kalidou). Il ne lui faut pas seulement connaître les bons endroits, il faut aussi savoir compter sur des liens sociaux dans une région presque totalement appropriée pour accéder à des niches inexploitées par d'autres éleveurs. Il développe ainsi son réseau de relations avec les agriculteurs de la

région à partir de ressources sociales et symboliques héritées de son père. Ces relations sociales lui permettent d'assurer une mobilité locale.

- ***Oumar à Tatki***

Le campement de Oumar se trouve à 8 km du forage. Tatki est à 45 km de la route goudronnée la plus proche sur la vallée du fleuve Sénégal, donc tous les campements connaissent à peu près le même enclavement par rapport aux villes.

Le campement, de grande taille, ressemble à un village. Aussi le croquis schématise sa configuration, sans toutefois représenter toutes les unités domestiques. Ce type de campement est répandu dans la zone de Tatki, comparé aux autres sites de l'enquête.



Sur cette photo, une partie d'un campement comme celui de Oumar (cliché Ancey)

Oumar est le chef de village et conseiller rural dans la communauté rurale.

L'organisation domestique

Le campement est composé de trois *gallédji* autonomes de trois frères qui vivent ensemble depuis le décès de leur père. L'un des frères est décédé il y a 8 mois et sa famille (ses épouses et ses enfants) est restée sur place, sous l'autorité des autres frères, plutôt que de fonder un autre campement ailleurs. C'est un grand campement, car dans chaque *gallé*, on compte plusieurs ménages. Nous avons suivi de près un des *gallédji*, celui du chef de campement, Oumar, l'aîné des frères, qui compte quatre ménages. Le chef de campement a deux femmes qui ne partagent pas les repas, chacune a son unité de consommation (foyré). Parmi les fils du

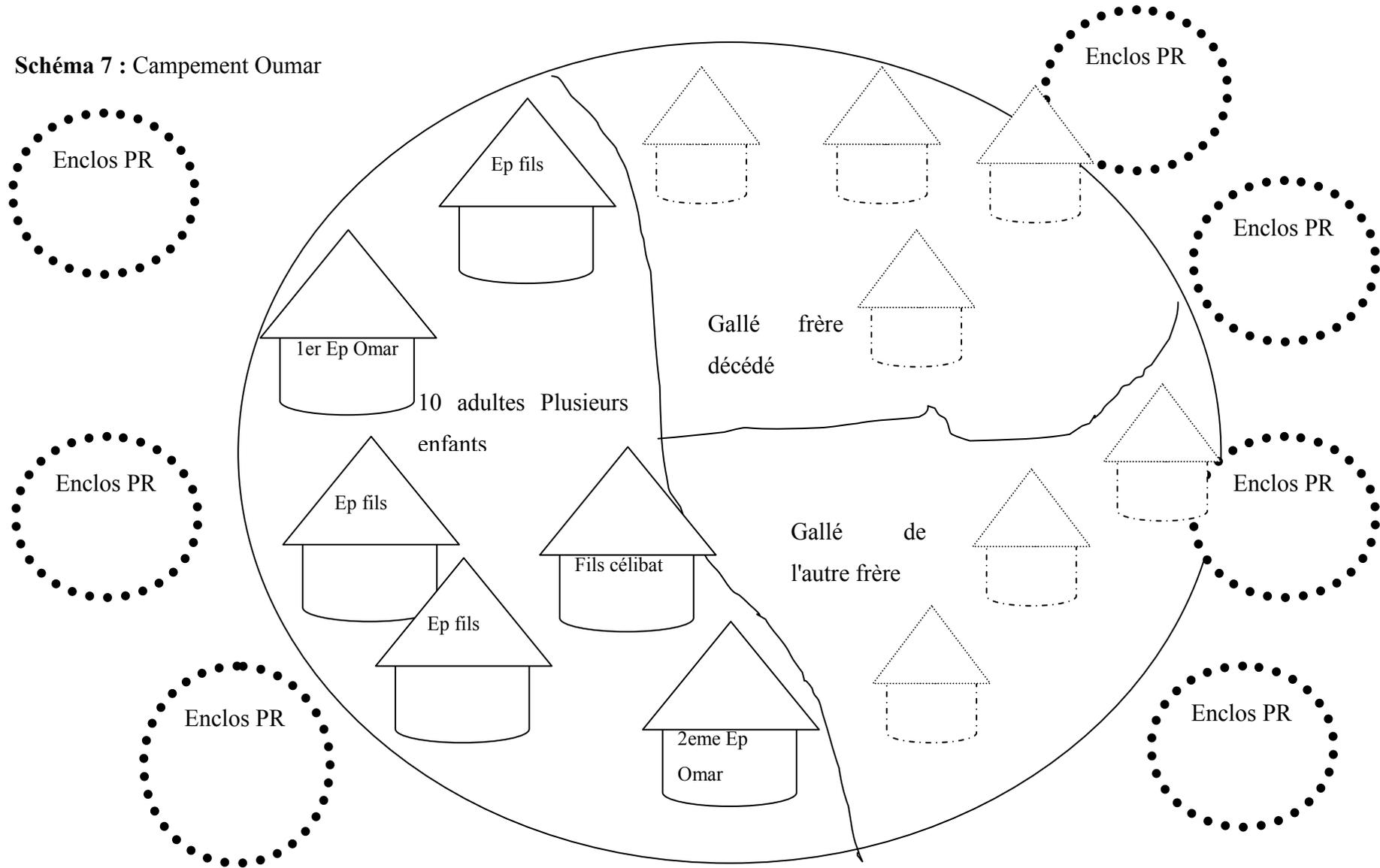
chef de campement, trois sont mariés et vivent dans le gallé : deux ont chacun un ménage et le troisième est encore sous la tutelle de ses parents.

La famille possède une maison dans l'agglomération du forage. C'est une construction de deux chambres en dur clôturées par une palissade à quelques centaines de mètres du forage, près des commerces. Les habitants du campement passent la journée dans cette maison le jour du marché hebdomadaire de Tatki où ils servent du thé toute la journée, sous un abri de paille, avec souvent d'autres éleveurs de Tatki qui viennent profiter de l'ombre aux heures chaudes de la journée. Quand nous avons accompagné Omar et sa famille le jour du marché en saison sèche, nous y avons passé la journée. Cette maison est l'objet de conflit dans la famille, car la femme de leur grand frère décédé en réclame la possession, en disant que c'est son mari qui l'a construite. Ce n'est pas un conflit ouvert : je n'ai pas entendu parler de cela lors de mes passages. Cependant, une des femmes de Oumar m'a confié que son mari a confisqué les clés de la maison à la veuve de son frère. Celle-ci n'a plus un accès libre à cette maison. Pour le moment, seul le chef de campement a le droit de décider de ce qu'il adviendra de cette maison.

La schématisation du campement est compliquée du fait de sa taille et du nombre d'unités domestiques qui le composent. Dans le croquis, une ligne de démarcation entre les cases signifie qu'il y a trois gallédji des trois familles. Il y a aussi plusieurs enclos de petits ruminants et de veaux tout autour du campement. Les bovins n'ont pas d'enclos.

Les enclos servant de cuisine ne sont pas matérialisés pour ne pas surcharger la représentation.

Schéma 7 : Campement Oumar



Le gallé du chef a l'autorité sur un troupeau collectif de bovins d'environ 40 têtes dans lequel il y a les parts de ses enfants et de ses épouses. Ce gallé compte trois troupeaux de petits ruminants, d'une centaine de têtes chacun. Comme nous n'avons pas pu voir le troupeau bovin pour le compter ou l'estimer, nous nous basons sur les déclarations des propriétaires. Dans le troupeau de bovins il y aurait quatre vaches métisses guzérat car l'un des frères (celui qui est décédé) avait acheté un taureau métis à Dahra, marché sur lequel il travaillait comme *Dioula*. Des alliances se sont formées entre certains membres du *gallé* pour la constitution et la conduite des troupeaux de petits ruminants. La première femme du chef a regroupé son troupeau de moutons avec ceux de ses beau-fils (les fils de son mari et de sa coépouse décédée). Elle considère ses beau-fils comme les plus sérieux du campement car ils n'abusent pas de ses biens, ne vendent pas sans raisons valables ses moutons quand ils sont en transhumance et ne manifestent pas de désaccord avec leur père sur les décisions de conduite des troupeaux bovins. Deux autres jeunes hommes du *gallé*, fils du chef et de cette femme, ont chacun de leur côté un troupeau de moutons. Le chef n'élève pas des petits ruminants comme ses fils, il en a juste quelques uns pour assurer certaines dépenses quotidiennes dit-il, comme acheter du thé, du sucre ou faire face à une dépense imprévue.

C'est une exploitation où certains membres sont en désaccord sur les choix d'orientation et sur les projets d'avenir des plus jeunes. Plus précisément, des contradictions existent entre époux (le chef et l'une de ses femmes) sur la gestion du troupeau et les arbitrages liés à la gestion de la consommation alimentaire (céréales et autres condiments), et entre frères sur les choix de conduite. Ces désaccords ne sont pas flagrants et n'altèrent pas la cohésion du groupe mais déterminent la gestion des troupeaux. Le troupeau de bovins a fini par être scindé en deux entre le chef de campement et son plus jeune frère car ils ne s'entendaient pas sur les décisions à prendre : le désaccord portait sur la nécessité de transhumer. Chacun accuse l'autre de ne pas être réaliste à propos des choix de conduite. Oumar, le frère aîné considère son cadet comme quelqu'un d'instable dans ses choix par rapport à l'élevage et paresseux. Selon Oumar, c'est pour cette raison qu'il ne veut pas aller en transhumance, d'autant que ses enfants ne lui vouent pas assez de respect pour qu'il leur confie cette tâche. Et Oumar croit d'autant plus avoir raison que son jeune frère a perdu la moitié de son troupeau depuis qu'ils ont séparé leur gestion. Il l'accuse aussi d'être un bon vivant, parce qu'il aurait plusieurs fois vendu des vaches pour aller faire la fête avec ses amis en ville. Le jeune frère de son côté pense que son aîné est traditionaliste et nostalgique. Il dit que les temps ont changé, que les ressources fourragères

ne sont plus abondantes, que les troupeaux sont importants à Tatki et que sa manière de conduire les animaux est pénible. Lui n'est plus disposé à suivre les animaux dans la brousse et en conditions trop précaires. Pour nous, le jeune frère décrit bien les conditions d'élevage d'aujourd'hui. Il se base sur cette situation objective pour justifier son manque d'entrain à s'occuper de son troupeau, mais n'est pas convaincant face à Oumar qui lui rétorque qu'à ce rythme dans peu de temps il va tout perdre, et lui dit en plaisantant "*prépare toi à être marabout*".

Entre les fils d'Oumar, une scission se prépare, car le plus jeune accuse l'aîné de vendre plus qu'il ne faut. Les deux étaient partis ensemble avec leurs animaux dans le Saloum à environ 300 km de Tatki. Il s'agit pourtant des frères présentés en modèles par rapport aux autres jeunes du campement. C'est une des épouses de Oumar qui nous a parlé de ce problème entre les deux frères que nous n'avons pu confirmer avec aucun des deux. Ils semblent soudés et n'ont pas voulu aborder ce sujet avec nous.

La gestion du troupeau

Au sein de cette famille, les opinions sont contrastées sur la façon dont il faut pratiquer l'élevage et sur le fait même de rester éleveur. Si dans la génération du chef de campement, tous sont éleveurs comme l'ont été leurs parents, dans celle des fils en revanche, certains voudraient ne plus l'être. Entre le vœu des pères de voir leurs fils hériter des exploitations, et les souhaits des jeunes de devenir boutiquier ou simplement autre chose qu'éleveur, il y a un profond écart. Ces jeunes qui veulent devenir autre chose, disent en avoir assez du type d'élevage qui les contraint à vivre en brousse et à être derrière les animaux. Ils aiment les animaux et aimeraient faire de l'élevage autrement, sans dire exactement comment. Le troupeau se reconfigure sans cesse : des scissions entre membres d'un collectif de travail apparaissent. Un des fils d'Oumar manifeste son désaccord en refusant de participer aux travaux d'entretien du bétail, c'est-à-dire de chercher là où se trouve de l'herbe, surveiller le troupeau aux pâturages pour éviter les vols, abreuver les animaux au forage... Son cousin, fils du frère du chef de campement a « fugué » du campement et a refusé d'accepter un mariage qui le contraindrait à y rester. Nous avons eu la possibilité de nous entretenir avec eux, ils ne se voient pas « *faire le berger* » (fils du frère d'Oumar).

Malgré les désaccords, les tenants du mode d'élevage extensif sont les plus nombreux et semblent savoir ce qu'ils veulent faire, contrairement aux autres qui donnent tous les arguments contre et n'expriment pas clairement l'alternative qu'ils recherchent.

Deux éléments de la stratégie qui ressemblent à celle du campement précédent peuvent être décelés. Mais les stratégies sont moins affirmées à cause des conflits larvés.

Dans ce campement, la stratégie la plus marquée consiste à maîtriser l'accès aux *bons coins (modji joofde)*. Le chef de campement fait des prospections de pâturages. Lors de notre passage en saison sèche, le troupeau de bovins était conduit sur les parcours de la zone. Nous avons été témoins d'une prospection réussie, où le chef de campement est allé à cheval chercher de l'herbe à 10 km du campement vers le sud de Yilo (un lieu-dit). Il y trouve ce qu'il cherche : « *il y a beaucoup d'herbe là bas, je crois qu'on conduira les animaux sur ces pâturages* ». Les animaux sont suivis par le chef de campement qui dit n'avoir pas souvent recours au vétérinaire. Il sait détecter lui-même les infections et avec son expérience, il parvient à les traiter. L'organisation du travail repose sur la main d'œuvre familiale volontaire. Celle-ci est considérable pour le nombre de têtes de bovins déclaré par Oumar et son frère. Nous avons compté sept personnes aptes et disposées à s'impliquer dans les tâches quotidiennes de conduite. Ils administrent des compléments alimentaires aux animaux les plus faibles du troupeau à la fin de la saison sèche, la stratégie consistant à maintenir en état les animaux jusqu'à l'arrivée de l'hivernage dans la région sud du Ferlo où ils partiront en *polinadji*.

Le deuxième élément de la stratégie est commercial : il s'agit de vendre au bon moment pour tenir la famille et sauvegarder le troupeau. Les revenus du campement sont essentiellement tirés de l'élevage. Il n'existe pas d'autres activités qui apporteraient des revenus supplémentaires. Il n'existe pas non plus de marché local de lait. Seuls le bétail et le beurre (à une importance négligeable) se vendent. Cela nécessite parfois d'anticiper sur certaines ventes et d'épargner l'argent. L'élevage de petits ruminants est le moyen choisi pour réduire le déstockage des bovins. Ainsi, dans le campement, chaque unité de gestion de stock, c'est-à-dire chaque ménage, gère son troupeau de petits ruminants, une gestion qui diffère d'une unité à une autre. Certains transhument, d'autres non ; certains investissent dans l'achat de moutons à engraisser chaque année, d'autres misent sur la reproduction naturelle.

Mais tous visent le même objectif qui consiste à profiter de la période de forte demande comme lors de la fête de la Tabaski pour vendre au meilleur prix des béliers.

- **Les ressources mobilisées par Oumar**

Nous avons vu que la main d'œuvre est importante ici, ainsi que les capacités à utiliser les savoir-faire, nécessaires selon Oumar pour le suivi sanitaire du troupeau et pour trouver les bons endroits pour le bétail. Oumar, en tant que chef de village et conseiller rural, a une position sociale remarquable, mais nous n'avons pas senti le lien entre cette position et ses performances dans l'élevage. D'autres éleveurs de Tatki qui n'ont pas ses responsabilités sont de grands éleveurs et sont aussi respectés que lui.

- ***Yoro à Tatki***

Nous avons enquêté dans un gallé qui se trouve dans un campement de plus de 10 gallédji, comptant au total une vingtaine de ménages. C'est une grande famille, plus grande encore que celle d'Oumar que nous venons de voir. Le campement est à environ à 12 km du forage.

L'organisation domestique

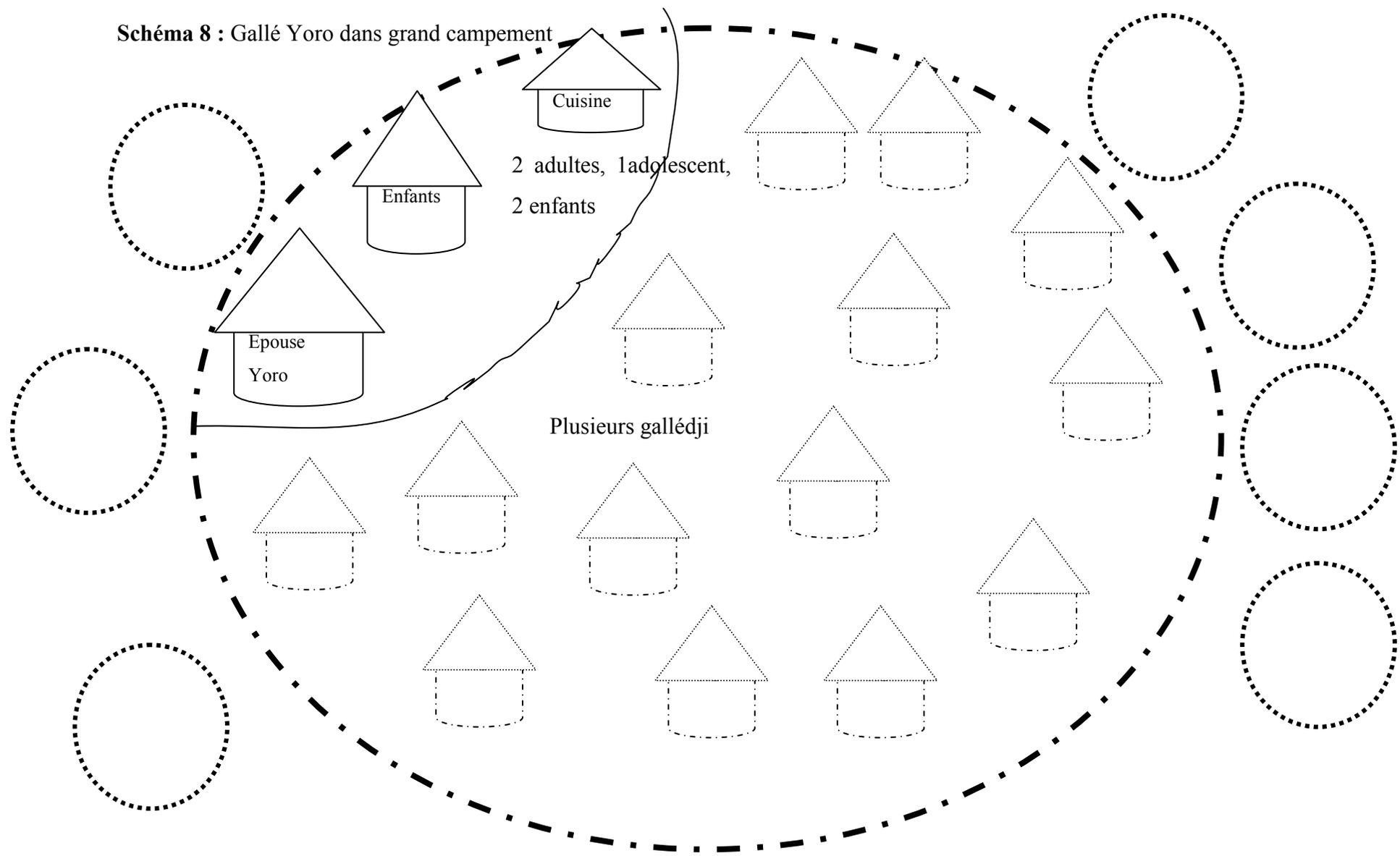
Le gallé que nous avons suivi n'est pas celui du chef, mais de son neveu, un éleveur qui vit indépendamment de la grande famille avec sa femme, son fils de 13 ans et ses deux filles plus jeunes. Dans le campement cohabitent des éleveurs qui ont des niveaux de vie différents, tous apparentés. Yoro, l'éleveur sur lequel nous avons porté notre attention, fait partie des moins dotés en ressources matérielles. Son oncle est le chef de campement, il venait prendre des nouvelles de Yoro tous les matins quand nous y étions et discutait avec nous. Nous le voyions s'entretenir avec Yoro, ils parlaient des animaux, de la disponibilité de l'eau au forage et de questions diverses.

Dans ce campement, Yoro a son espace dédié où il a une case, et sa femme a un coin pour sa cuisine. En dehors du campement, à une vingtaine de mètres, il a son enclos de petits ruminants. Il n'y a pas de séparation visible de l'espace, tous les ménages de ce campement sont à l'intérieur d'une cour clôturée par des fagots de bois.

Le gallé de Yoro semble être le point de ralliement des jeunes éleveurs de tout le campement. Ils jouent à la belote avec Yoro aux heures de repos. Les jeunes femmes du campement aussi viennent discuter avec Binta la femme de Yoro sous un arbre à côté de sa case, après leurs travaux ménagers.

A notre passage en saison sèche, le campement n'était pas très animé, beaucoup d'éleveurs était partis en transhumance dans le Saloum avec les petits ruminants. Mais lors de notre deuxième passage en hivernage, tous les jours ressemblaient à des cérémonies. A l'heure des repas, chaque femme qui termine la première sa cuisine appelle les autres membres du campement. Nous étions invités par tous les ménages à déjeuner ou à dîner. Chaque matin on nous envoyait aussi des tasses de thé pour notre petit déjeuner.

Schéma 8 : Gallé Yoro dans grand campement



Yoro détient un troupeau de petits ruminants de moins de cent têtes et sa femme a quatre bovins placés chez ses parents. Le ménage vit des revenus d'élevage et d'autres activités. Yoro n'a pas hérité de gros bétail de ses parents et le sujet est lourd à aborder avec lui. Les quatre bœufs qu'il « possède » et qu'il a donnés à sa femme comme dot lors de leur mariage ont été acquis à partir de ses salaires de convoyeur de bétail, une activité qui consiste à acheminer dans les villes le bétail de grands commerçants d'animaux et qu'il a exercée pendant 7 ans.

Dans le campement, chaque jour de saison sèche, il faut aller au forage chercher de l'eau. Les femmes le font l'après midi, car c'est une corvée qui peut être longue : en y allant le matin, elles perdraient toute la matinée et ne pourraient pas accomplir d'autres travaux domestiques. En début d'après midi, Binta, la femme de Yoro, prépare les ânes pour la charrette et va au forage avec les autres femmes du campement ; elles reviennent vers 18 h avec de l'eau dans des chambres à air si le forage n'est pas tombé en panne.

La gestion du troupeau

La stratégie de Yoro est presque similaire à celle des autres éleveurs de ce groupe. Il compte sur la combinaison de deux éléments.

Yoro n'a que des petits ruminants, et l'entretien du troupeau repose uniquement sur l'exploitation des pâturages de la zone. Il se base sur son savoir-faire et est fier de lui quand il parle de ses connaissances en termes d'élevage pastoral. Il considère que l'élevage est la seule activité qui peut lui donner satisfaction, même si nous remarquons qu'il compte sur d'autres moyens pour assurer sa survie. Il ne fait pas de transhumance : une option peu courante dans Tatki, où tous les troupeaux de petits ruminants partent vers le sud dès le mois de novembre. Yoro dit être sûr que les pâturages sont meilleurs ici que dans le Saloum, mais reconnaît tout de même que la concurrence serait énorme si tout le monde restait. Sa main d'œuvre semble insuffisante pour transhumer. Il est seul avec sa femme à accomplir le travail, car son fils âgé de 13 ans ne s'intéresse pas à l'élevage « ... *les enfants de son âge peuvent aider et surveiller les animaux. Ça ne l'intéresse pas et il fait toujours des erreurs, je ne lui fais pas confiance* ». Le manque de main d'œuvre et ses réserves sur la qualité de l'herbe ailleurs le poussent donc à rester quand la majeure partie des troupeaux de petits ruminants partent en direction du sud. Yoro n'est pas pour autant assuré de pouvoir nourrir ses animaux à partir des parcours naturels toute la saison sèche. Il cultive chaque année des céréales (le mil, le sorgho), du niébé

(haricot) et de la pastèque pour sa consommation et pour alimenter les bêtes à partir des résidus. Cette agriculture, qui n'est pas évidente dans la zone où les pluies atteignent rarement 400 mm, est une des orientations sur laquelle il compte pour assurer un stock de quelques mois dans l'année. Au pire, il en tire du fourrage pour les animaux.

La diversification de ses activités peut être considérée comme un deuxième élément stratégique. Il exerçait le métier de convoyeur et s'appuyait sur ce salaire pour assurer le quotidien. Il cherche actuellement une autre occupation qui puisse suppléer l'élevage. La vente d'animaux, qu'il effectue timidement au regard de son faible niveau de ressources est actuellement sa seule source de revenus monétaires. Bien que désireux de rester éleveur, il est obligé de déstocker plus qu'il ne voudrait, *« sans sous depuis l'arrêt de mon travail, je suis obligé de vendre tout le temps pour satisfaire les besoins quotidiens, et pour éviter de vendre tout mon troupeau, cette année j'ai vendu un taureau pour constituer une réserve de céréales (riz) et quelques condiments (huile et sucre) »*. Cet animal vendu devait être le seul bovin qu'il possédait.

Les ressources mobilisées.

Jusqu'à une période assez récente, Yoro avait une autre activité qui lui permettait de vivre en plus de son élevage. Il a perdu cet emploi et en cherche un autre. Une ressource que nous voyons et qu'il n'a pas évoqué est le soutien familial dont il bénéficie en vivant dans un collectif familial où nous avons sentis des liens forts entre les membres du campement, même si les unités sont gérées de façon autonome. Son oncle et tuteur, le chef de campement qui l'a fait venir pour habiter avec lui, garde un œil paternel sur lui. Yoro entretient des relations très cordiales avec les membres du campement, c'est ce qui explique que son "appartement" est le lieu de rencontre et de discussion. En plus de ces ressources, comme les autres éleveurs de sa catégorie, il fait appel à son savoir-faire pour conduire son élevage. Il déclare pouvoir s'en sortir avec ses compétences en élevage pour faire vivre une famille peu nombreuse (une femme et trois enfants) par rapport à la taille des familles de la plupart des éleveurs.

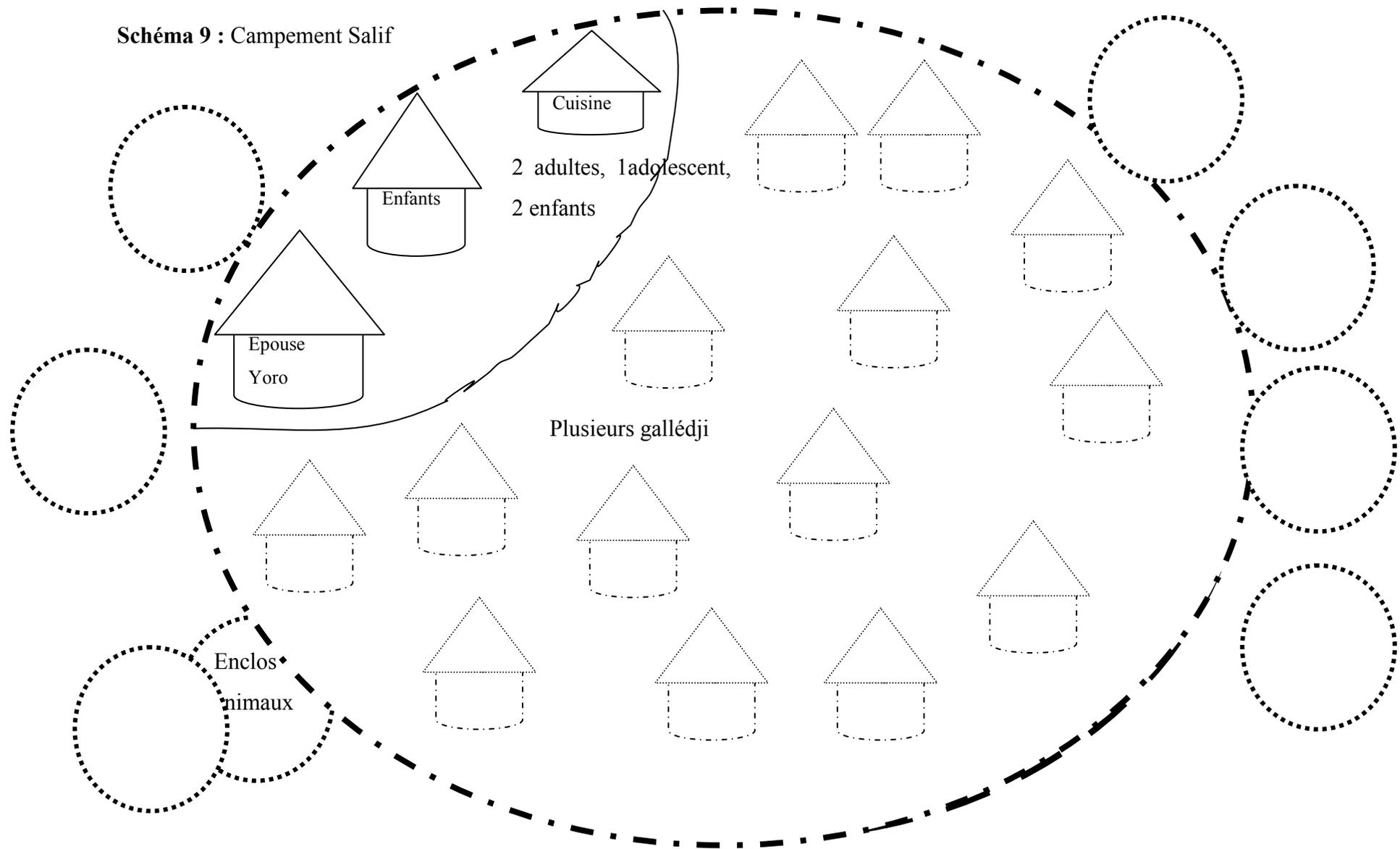
▪ **Salif à Colonnat**

Salif, dernier éleveur du type « conservation » habite à Colonnat. Son campement est à 5 km de la route goudronnée qui va à Richard Toll. Le campement est un regroupement de deux frères, deux *gallédji*. Le chef, Salif, a trois femmes et son frère en a une. Les deux unités sont

autonomes en termes de gestions de stocks alimentaires et de toutes les rubriques de la vie, mais le troupeau de bovins est mis en commun pour la gestion de la main d'œuvre.

Sur la page suivante est représenté un croquis du campement qui n'est pas clôturé. Les animaux ont un enclos, mais passent la nuit dispersés autour du campement.

Schéma 9 : Campement Salif



L'organisation domestique

Le troupeau compte environ 250 têtes et chaque frère est libre de la gestion de ses animaux. Les deux hommes sont chacun gestionnaire du point de vue économique des animaux de son *gallé*. Ici, face à l'impératif de mutualiser les moyens pour surveiller de nombreux animaux dans un environnement où les champs d'agriculteurs occupent l'espace, Salif et son frère ont mis ensemble leurs animaux dans lesquels figurent quelques bœufs de leur sœur et les parts de leurs femmes. Les trois femmes de Salif comptent chacune à peu près une dizaine de vaches dans le troupeau et la femme de son frère, Aliou, possède aussi à peu près le même nombre. Leur sœur non mariée vit dans le campement et a quelques vaches dans le troupeau. Nous sommes en face d'une exception, car les unités de gestion de troupeaux se superposent le plus souvent aux unités domestiques dans lesquelles la responsabilité des décisions est conférée à un des copropriétaires du troupeau.

Contrairement à l'intérieur du Ferlo, ici, il n'y a pas de forage, les animaux s'abreuvent sur les canaux de drainage installés par la CSS pour les éleveurs. Le village d'agriculteurs wolofs qui se trouve à moins de 3 km a une borne fontaine où les femmes vont chercher l'eau potable.

La gestion du troupeau

Parmi les éleveurs que nous avons rencontrés, Salif était le plus pris par son troupeau. Toutes les fois que nous discutons avec lui, il était en train de réparer l'enclos des animaux quand ceux-ci étaient conduits aux pâturages, ou il prodiguait un soin aux animaux malades. Pendant notre premier séjour, une vache qui venait de mettre bas était retenue dans le campement et Salif passait la journée à lui donner à manger, ou à nettoyer la robe de l'animal.

Salif et son frère sont d'accord sur la stratégie à mettre en œuvre pour soutenir un élevage de grands troupeaux, dans une région où les contraintes d'accès aux ressources pour le bétail sont importantes. L'élément phare porte sur une conduite extensive avec un accent mis sur la mobilisation de tous les membres de la famille et de toutes les autres activités pour soutenir l'élevage. Les deux stratégies identifiées dans l'élevage de Salif et de son frère sont les suivantes :

Pour assurer l'alimentation du bétail, un suivi rigoureux journalier du troupeau est instauré. A la différence des zones où les troupeaux de bovins sont laissés en libre pâture, ici les éleveurs suivent quotidiennement leurs animaux. Salif considère que le meilleur éleveur est celui qui est toujours derrière ses animaux. Ils évitent aussi la divagation dans les champs

d'autrui. Il astreint ainsi tous les membres de la famille à s'investir dans la recherche d'herbes et la surveillance. Tous les jours, ses deux fils conduisent les bêtes sur les champs en jachère de riz et de légumes. Lors de notre premier passage au mois de mai 2008, les animaux étaient conduits dans les champs en jachère, mais comme il n'y avait plus beaucoup d'herbe dans ces champs, dans le campement, tout le monde partait à la recherche d'herbes. Les hommes allaient trouver les résidus de la canne sur les plantations de la CSS, les femmes allaient chercher de l'herbe fraîche dans les rizières. Par exemple, un jour dans le campement, les vaches de retour vers 10 h broutaient de l'herbe en groupes distincts derrière la case de chaque femme. Chacune des femmes nourrissait ses vaches allaitantes avec l'herbe ramassée la veille. On comprend mieux l'implication des femmes dans ces tâches si l'on sait qu'elles fournissent du lait à une laiterie semi-industrielle, la « Laiterie du berger ». A ces tâches de suivi journalier, s'ajoute une petite transhumance systématiquement observée, (le *polinaaji* qui signifie « aller à la rencontre des pluies » et consiste à amener les animaux chaque année vers le Diéri à partir du mois de juillet, au moment où il commence à pleuvoir dans cette partie sud du Ferlo. Salif a toujours transhumé avec ses animaux. Il dit être nostalgique de cette époque où il passait son temps à sillonner le Ferlo, « *je connais tous les bons coins du Diéri, je ne dormais pas deux fois dans le même lieu-dit avec mes animaux, ils étaient admirés dans tous les forages...* » (Salif).

Salif et son frère s'adonnent à la riziculture et au maraîchage. Ils cultivent du riz en contre-saison sur les terres inondées en hivernage. « *Les autres activités sont pratiquées pour soutenir l'élevage. L'agriculture est un héritage, nos parents et grands-parents ont toujours cultivé* » dit ainsi Salif. Actuellement les deux frères font des démarches auprès de la communauté rurale pour se faire attribuer 10 ha en zones non inondables, pour des cultures d'hivernage. A côté de cette activité agricole qui soutient l'élevage, les deux frères sont des commerçants d'animaux (*dioulas*). Toutes ces activités sont parfois délaissées au profit de l'élevage à chaque fois que les besoins de main en œuvre se font plus pressants pour l'entretien des animaux. Au moment de notre passage, en fin de saison sèche, le jeune frère avait interrompu ses activités de dioula pour se consacrer aux animaux. Ils engagent un salarié saisonnier qui assure les travaux maraichers, pour qu'eux puissent s'occuper des troupeaux. Ces choix stratégiques de mobiliser d'autres ressources pour pourvoir aux besoins des familles permettent à Salif et à son frère de ne pas puiser dans le troupeau abusivement. Les ventes de bétail ne sont pas très fréquentes, et ne sont pas destinées aux dépenses

alimentaires ; les récoltes assurent l'autoconsommation en céréales et le troupeau fournit le lait nécessaire pour la famille. Seuls les surplus sont commercialisés au marché du village wolof voisin et à la laiterie. Avec l'ouverture récente d'un marché local du lait et des opportunités offertes en termes d'alimentation du bétail, -la laiterie fournit de l'aliment du bétail en guise de rémunération d'une partie du lait acheté-, les hommes du campement s'intéressent à ce produit et veulent influencer sur les décisions de consommation et de vente (nous y reviendrons dans le chapitre suivant). A une moindre ampleur, les femmes du campement font de l'aviculture. La première femme de Salif possède un poulailler d'une vingtaine de poulets. Un revendeur de volaille passe fréquemment s'approvisionner, ou elle amène elle-même ses volailles au marché de Rosso, une ville à la frontière avec la Mauritanie à une trentaine de kilomètres. Bien qu'étant une activité marginale elle montre la capacité des membres de ce campement à saisir toutes les opportunités offertes par l'environnement.

Les ressources mobilisées

Dans ce campement, on compte sur deux ressources principales : le savoir-faire pastoral, la cohésion sociale qui permet de mutualiser la main d'œuvre et la pluriactivité. Les autres activités permettent de subvenir aux besoins d'alimentation et de trésorerie courante. Chaque personne du campement a un revenu supplémentaire tiré soit de l'agriculture, soit de la vente de sous-produits d'élevage (lait et beurre), soit encore du commerce de bétail. Les ressources cognitives « pastorales » sont utilisées pour partir quand il faut, amener les animaux aux endroits qu'il faut.

Ces quatre familles ont en commun de compter d'abord dans leurs activités sur la mobilisation des savoir-faire pastoraux ; ensuite chacun exploite les opportunités qui s'offrent à lui. Les éleveurs enquêtés pratiquent tous un élevage exclusivement extensif. Le type de conduite du troupeau ressemble dans les faits à celui des éleveurs plus précaires. Il n'y a pas de complémentation alimentaire, l'entretien des animaux repose presque essentiellement sur l'exploitation de parcours, sauf pour l'un d'entre eux qui peut disposer de résidus de cannes. La transhumance n'est pas défendue par les quatre, la conduite du troupeau est pour certains délibérément basée sur l'exploitation de parcours même si la complémentation alimentaire est envisageable. Ils s'opposent vigoureusement aux injonctions de modernisation et d'intensification.

Tableau 8 : Récapitulatif de quelques caractéristiques de ces éleveurs

Campement	Kalidou	Oumar	Yoro	Salif
Site	Boulal	Tatki	Tatki	Colonnat
Nombre ménages	3	3	1	4
Type troupeau	Mixte	Mixte	Monotype petits ruminants	Monotype bovins
Taille troupeau	20bov et 150 petits ruminants	40bov et 250 petits ruminants	100 petits ruminants	250bov
Stratégies d'élevage	Compter sur le savoir-faire pastoral Investir dans l'embouche de petits ruminants	mobiliser savoir faire pastoral, mobilité Anticiper sur le marché	Pluriactivité Compter sur le savoir-faire pastoral	Suivi rigoureux avec complémentation Pluriactivité
Autres activités, engagements	Intermédiaire marché Téfanké	Conseiller rural bétail,	Convoyeur	Riziculteur, dioula

Pour ces éleveurs, le système d'élevage extensif est le meilleur moyen d'entretenir des troupeaux et de vivre d'élevage.

« Les autres façons de faire montrent toujours leurs limites, surtout quand on n'est pas doté de moyens économiques importants. Les modèles proposés par l'État sont pour les riches » (Salif).

La notion de « riche » utilisée par cet éleveur ne renvoie pas aux niveaux individuels de ressources qui peuvent être relativement importants, elle s'oppose à un modèle d'élevage jugé inadéquat au contexte ; pour lui le contexte de l'élevage pastoral au Sénégal est

structurellement dénué de ressources capables de soutenir des pratiques qui réussissent dans des pays riches, car c'est la région du Ferlo même qui semble marqué du sceau de vulnérabilité au regard des incertitudes des conditions climatiques et de l'accès aux ressources.

Parmi les éleveurs partisans de cette logique de conservation, certains ont eu l'occasion de bénéficier de formation ou de visites de centre d'insémination initiées par l'Etat pour les intéresser. Cela leur a permis au contraire de conforter leurs opinions vis-à-vis de cette technique coûteuse et qui ne marche pas dans la plupart des cas.

« Sur l'insémination artificielle, les techniciens sont venus jusqu'ici, mais sur 8 vaches inséminées, une seule a réussi. J'avais introduit une vache, juste par conformisme et curiosité, et cela n'a pas marché » (Oumar).

Ces éleveurs veulent conserver tout ce qui leur est reproché : l'accumulation du bétail, un taux d'exploitation du troupeau qui serait faible, voire nul, si seulement ils n'avaient pas besoin de vendre dans le troupeau pour vivre. Cette logique de conservation n'est cependant pas en contradiction avec les logiques des autres éleveurs.

Dans ce deuxième groupe (Kalidou, Oumar, Yoro, Salif) il y a des disparités dans les niveaux de ressources économiques des éleveurs. Certains sont dotés de grands troupeaux, d'autres ont des troupeaux de taille moyenne, voire très petite. Ce groupe a la particularité de réunir des éleveurs qui ont des profils différents par leur niveau de ressources économiques et symboliques, leur zone d'élevage et leurs structures familiales. Ils partagent cependant la référence aux savoir-faire pastoraux. Pour eux l'élevage est un métier qui s'hérite, et qui se maintient par la sauvegarde des connaissances traditionnelles sur la qualité des pâturages, la prévention des maladies.

Parmi ces éleveurs, Kalidou et Oumar présentent des profils similaires. Ils comptent sur des troupeaux de moins de 50 têtes de bovins qu'ils essaient de sauvegarder, l'élevage de petits ruminants étant mis en œuvre et développé pour investir dans les bovins. Un troisième, Yoro, est le moins doté en bétail, il n'a presque pas de bovins. Par contre, Salif, le quatrième a un grand troupeau de bovins d'environ 250 têtes, équivalent à celui des deux premiers éleveurs qui incarnent des positions d'investisseurs et d'ouverture dans les techniques de « modernisation ». Mais ses choix de conduite sont orientés exclusivement sur les techniques d'élevage extensives, sans adoption d'aucune prescription de changement de l'encadrement technique.

▪ ***Quels sens ces éleveurs donnent-ils à leur élevage?***

Le discours de ce groupe d'éleveurs conforte leurs choix de conduite. Les registres auxquels ce discours fait référence sont relatifs aux liens affectifs au bétail, aux connaissances sanitaires leur permettant d'entretenir ces animaux et aux savoirs nécessaires pour trouver les ressources pastorales naturelles (eau et pâturages) dans un contexte d'aridité et d'incertitude.

« Je suis éleveur depuis que je suis né, c'est tout ce que je sais faire et je le fais bien et quand je serai vieux je passerai le flambeau à mon fils, qui je pense fera pareil » (Kalidou).

Ce discours de continuité sociale est partagé par tous les éleveurs de ce groupe, l'héritage est à la fois utile et précieux et il faut le léguer à la jeune génération.

« Il ne faut pas sous-estimer nos compétences en matière d'entretien du bétail, les techniques modernes sont certainement bonnes, j'ai participé à plusieurs sessions de formation et j'ai accepté d'inséminer deux vaches mais cela ne me convainc pas. » (Oumar).

Défendre l'héritage pastoral ne les confine pas à chercher, voire à comparer leurs habitudes traditionnelles aux nouvelles méthodes modernes de gestion et d'amélioration de l'élevage prônées par l'encadrement. En revanche, ils ne sont pas pour autant convaincus que leur façon de faire suffira pour maintenir et perpétuer ce mode d'élevage, au regard de paramètres qu'ils ne maîtrisent pas. Ils sont comme *« héritiers d'une culture agricole menacée »* pour reprendre les termes de Dufour et al (op.cit.).

« Ce type d'élevage que nous pratiquons ne tiendra plus longtemps car rien que pour entretenir le troupeau, les frais nécessaires concourent à tuer le système. Les choix ne sont pas larges quand on n'a pas de moyens financiers à investir dans le troupeau et les moyens physiques (main d'œuvre) pour transhumier ; si le bétail doit s'entretenir seul, cela ne durera pas. Si on devait intervenir ce serait dans l'amélioration de la nourriture des animaux. On entend parler de formation pour la constitution de réserve et de cultures fourragères mais on n'en a pas bénéficié » (Yoro). Dans cet extrait on voit que l'éleveur est conscient qu'il ne suffit pas d'avoir une opinion traditionnelle sur la manière de mener l'élevage, mais il est nécessaire d'avoir des moyens, à la fois économiques et cognitifs, de défendre cette position. Les besoins de formations dont parle cet éleveur ne sont pas citées en référence aux nombreuses formations *« non pertinentes et tous azimuts »* (Yoro) qui leur sont destinées sans être efficaces. Il s'attend à des mesures d'accompagnement ciblées pour chaque contexte pour sécuriser l'élevage tel qu'il le conçoit.

Ce discours qui sublime le savoir-faire ne fait pas pour autant abstraction de la pénibilité du travail, de l'investissement humain que cela nécessite, surtout quand on se croit obligé de s'en tenir à cette identité sociale et professionnelle d'éleveur peul, comme l'illustre l'extrait suivant.

« Le métier de pasteur est dur, il ne ressemble à aucun autre. On peut être agriculteur et se reposer après les récoltes pour savourer les fruits de ses récoltes, on peut prendre congé si c'est un autre métier formalisé ; mais en élevage pastoral on ne se repose jamais, à la vieillesse on laisse les plus jeunes s'occuper du troupeau qu'ils doivent eux également laisser à leur progéniture » (Kalidou).

Ces éleveurs défendent vigoureusement le système extensif et certaines pratiques critiquées comme l'accumulation du bétail et la mobilité ; les préjugés d'irrationalité et d'archaïsme pèsent sur eux. Leur mode de vie est resté presque inchangé par rapport à celui de leurs parents. S'ils partagent avec d'autres éleveurs, par exemple les investisseurs, quelques caractéristiques économiques, ils n'ont pas les mêmes objets d'investissements. S'ils partagent également les mêmes pratiques de conduites avec les éleveurs qui sont en situation de précarité, ils défendent et assument leurs choix.

3. Une logique du « faire avec » (Babacar, Demba et Abdou)

Trois éleveurs de Boulal, Tatki et Colonnat semblent avoir pour nous, une logique du « faire avec » et du maintien d'une intégration sociale pour ne pas être marginalisés localement. Ce qui les différencie fondamentalement des précédents, c'est le sens qu'ils donnent à l'élevage. Ainsi leurs pratiques ne laissent pas apparaître une implication forte dans des stratégies qui assureraient la pérennité de l'activité d'élevage. Ils ont tous l'air de « faire avec les moyens du bord » pour garder des animaux.

▪ Babacar à Boulal

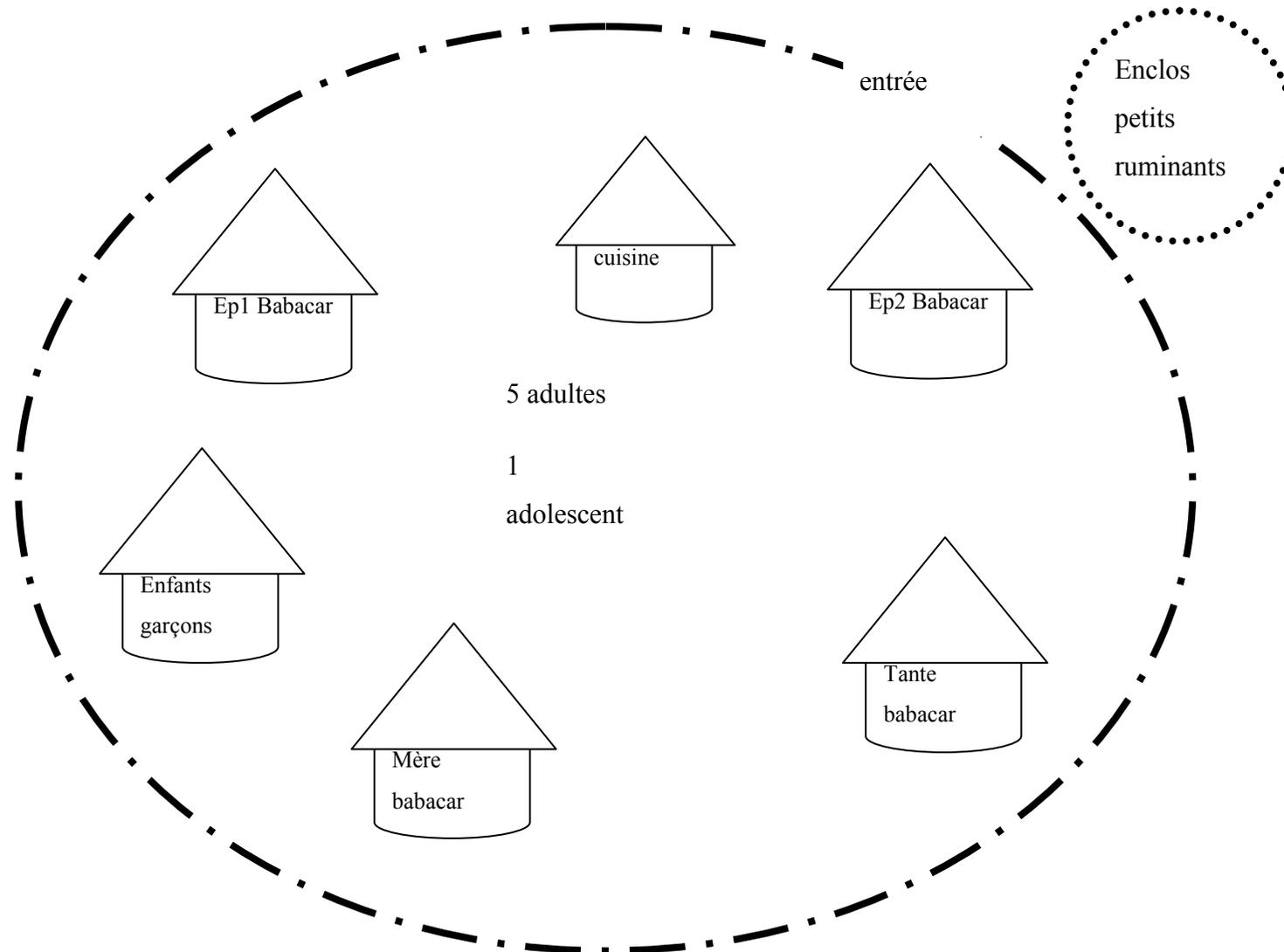
Le campement de Babacar se trouve à une dizaine de kilomètres de Boulal, un village de plusieurs campements distants d'à peu près 1 km chacun. Le père de Babacar était chef de village, il est décédé en 2000. C'est le petit frère de son père qui assure cette responsabilité maintenant. Babacar a son *gallé*, isolé des autres habitations de la famille élargie (oncles et cousins) comme campement à part, avec ses femmes, ses parents et ses enfants. Trois

génération vivent dans le campement de Babacar : la mère et la tante paternelle de Babacar, celui-ci, ses deux épouses et leurs enfants. La famille semble soudée : alors qu'en milieu pastoral peul, ce type de regroupement familial s'organise souvent en plusieurs unités de consommations distinctes, ici tout le monde est concentré autour d'une seule unité de gestion du troupeau et de consommation. Cela n'évite pas les divergences dans la gestion du troupeau dans lequel chaque adulte compte une part. Les arbitrages pour la vente de bétail se font sur la base de négociations entre le chef de campement et les copropriétaires du troupeau.

La première femme de Babacar n'a pas d'enfants, elle est très amie avec Coumba, l'éleveuse de notre premier groupe. Elles sont amies d'enfance et se voient régulièrement. Elle a eu plus de 20 ans de mariage avec Babacar avant que celui-ci ne prenne une deuxième épouse, qui lui a donné deux filles. Cette première femme élève un garçon de 12 ans et une fille de 10, des enfants de ses sœurs qu'elle a adoptés.

La co-épouse est relativement jeune et nous remarquons que les deux femmes s'entendent bien, ce que nous n'avons pas senti dans les autres campements où les hommes étaient polygames.

Schéma 10 : Campement Babacar



L'organisation domestique et la gestion du troupeau

Les membres du campement partagent un troupeau de bovins de 15 têtes et le chef possède un troupeau de petits ruminants de 130 têtes, dans lequel quelques moutons appartiennent à ses épouses. Le gros du troupeau est la propriété de ses femmes et de sa mère : deux vaches appartiennent à sa mère ; deux autres vaches appartiennent à sa tante ; sa première femme possède 5 vaches ; la deuxième femme a 1 vache et sa génisse. Une seule race existe dans le troupeau. On ne peut parler de métissage dans ce cas, même s'il existe des traces de guzérats dans le troupeau, ce qui tranche avec le fort métissage des troupeaux du forage.

Les deux femmes de Babacar partagent la même cuisine et préparent les repas de la famille à tour de rôle. Ils sont servis sur un plat unique autour duquel tout le monde s'installe.

Une des particularités du campement est son ouverture à l'extérieur sur plusieurs plans. La première femme de Babacar s'active dans la mise en place de projets locaux de renforcement de capacités des femmes, tient un restaurant à Boulal le jour du marché et a suivi une formation en alphabétisation pour obtenir une attestation de formatrice en alphabétisation. Sa deuxième femme est alphabétisée. Les enfants du campement vont à l'école et Babacar est exigeant par rapport à leur enseignement.

La gestion du troupeau

La stratégie mise en œuvre tient plus de la survie dans ce milieu que du développement de l'activité d'élevage. Babacar ne semble pas convaincu par la nécessité d'élever pour réussir sa vie. Il y a une distance importante entre les pratiques réelles et le discours sur ce que Babacar veut et doit faire. Il voudrait tout tenter sans pour autant disposer des moyens adéquats de le faire. L'adoption de race guzérat très en vogue à Boulal l'intéresse sans qu'il ne le fasse. L'élevage ne l'intéresse peut-être pas : un des chefs de campements à Tatki (Yoro) qui présente des caractéristiques similaires, voire une situation de précarité plus prononcée, n'a pas le même discours et s'active différemment pour le maintien de l'existant. Ce que nous pouvons considérer comme stratégie de gestion du troupeau se structure autour de deux pratiques.

L'entretien du troupeau repose sur l'exploitation des ressources locales disponibles, la transhumance étant arrêtée faute de main d'œuvre. *« Je n'ai pas transhumé depuis plusieurs années, ce n'est pas parce qu'on a en pas besoin, mais parce que je ne peux plus me le permettre avec des personnes âgées et une main d'œuvre essentiellement féminine, ce n'est*

pas facile ». Mais cette année, vu le manque prématuré de pâturages, « *je crois qu'on ira voir du côté de la réserve d'Asyla⁶⁹ avec toute la famille* ». Tout le monde participe aux travaux de conduite du troupeau, ses femmes, et les personnes âgées (sa mère et sa tante) qui constituent une main d'œuvre importante, surtout en période de soudure où tout le monde participe à la recherche de fourrage pour les moutons. La main d'œuvre infantile est à prendre en compte dans ce campement. Le fils de 12 ans s'occupe de la corvée d'eau destinée à la consommation domestique et à celle des petits ruminants qui sont abreuvés au campement. Les petits ruminants rendent plus difficile cette tâche. Il va chercher l'eau à 7 km un jour sur deux, participe activement aux divers travaux et abreuve les moutons. Les moyens de production étant limités, la recherche de pâturages prend beaucoup de temps, ainsi que la corvée d'eau en saison sèche. Visiblement Babacar ne complémente pas ses animaux, « *c'est trop cher* ». Il va chercher chaque jour des graines d'acacia, (qui produit des graines appréciées par le bétail) pour les moutons ; les vaches sont conduites sur les parcours dans la zone de desserte du forage, même les vaches allaitantes traites pour la consommation domestique de lait. « *Je suis vraiment à plaindre : j'ai suivi une formation qui aurait dû me servir, mais je n'ai pas appliqué ce que j'ai appris. On nous a montré comment garder l'herbe fraîche d'une saison à une autre. Je ne l'ai pas fait car en hivernage, quand on voit que les espaces sont bien couverts d'herbes, on croit que cela ne finit jamais, et là je fais les frais d'une surestimation visuelle du disponible fourrager, l'hivernage prochain, je le ferai, j'en garderai au moins pour les petits ruminants* » (Babacar).

Babacar fait avec les moyens du bord pour survivre avec sa famille. L'élevage de petits ruminants qui permet d'assurer les dépenses alimentaires et ponctuelles est affiché comme la voie à suivre. Babacar n'hésite pas à vendre des bovins. Il ne fait preuve d'aucune fébrilité, contrairement à certains éleveurs, face au déstockage même si le troupeau est menu. De ce fait, il lui en reste très peu. La taille du troupeau de moutons s'est considérablement réduite par rapport à l'effectif dont il déclare avoir hérité (300 têtes environs). Ses moyens ne lui permettent pas de faire des investissements matériels importants. Ses pratiques sont donc orientées vers des actes timides de sauvegarde du troupeau. Les autres activités qui lui permettent de faire vivre sa famille sont une agriculture marginale, et un travail d'intermédiaire sur les marchés locaux. La pluriactivité ne sert pas à investir dans l'élevage,

⁶⁹ Asyla est le nom d'un projet saoudien de plantation de gommaraie (gomme arabique). La communauté rurale de Boulal a octroyé à ses initiateurs une superficie de plusieurs hectares clôturée, sauf en fin de saison sèche où il est permis aux éleveurs d'introduire leurs animaux pendant une période donnée décidée par le conseil rural.

toutes les activités permettent juste de « tenir ». Dans cette exploitation, tous les produits de l'élevage sont commercialisés : les animaux, le lait, le beurre. Et à côté de ces produits, les membres de la famille proposent d'autres services au marché (restauration, intermédiation dans la vente d'animaux). Tout le monde dans le campement, homme et femmes, s'investit dans les petits ruminants, les béliers de tabaski. Cette année, « *j'ai vendu une cinquantaine de têtes et j'ai fait un bénéfice de 400 000 f cfa que je n'ai pas pu réinvestir dans le troupeau* ». Ces petits ruminants constituent la réserve majeure. Le travail semble se concentrer autour de la gestion de ce type de bétail.

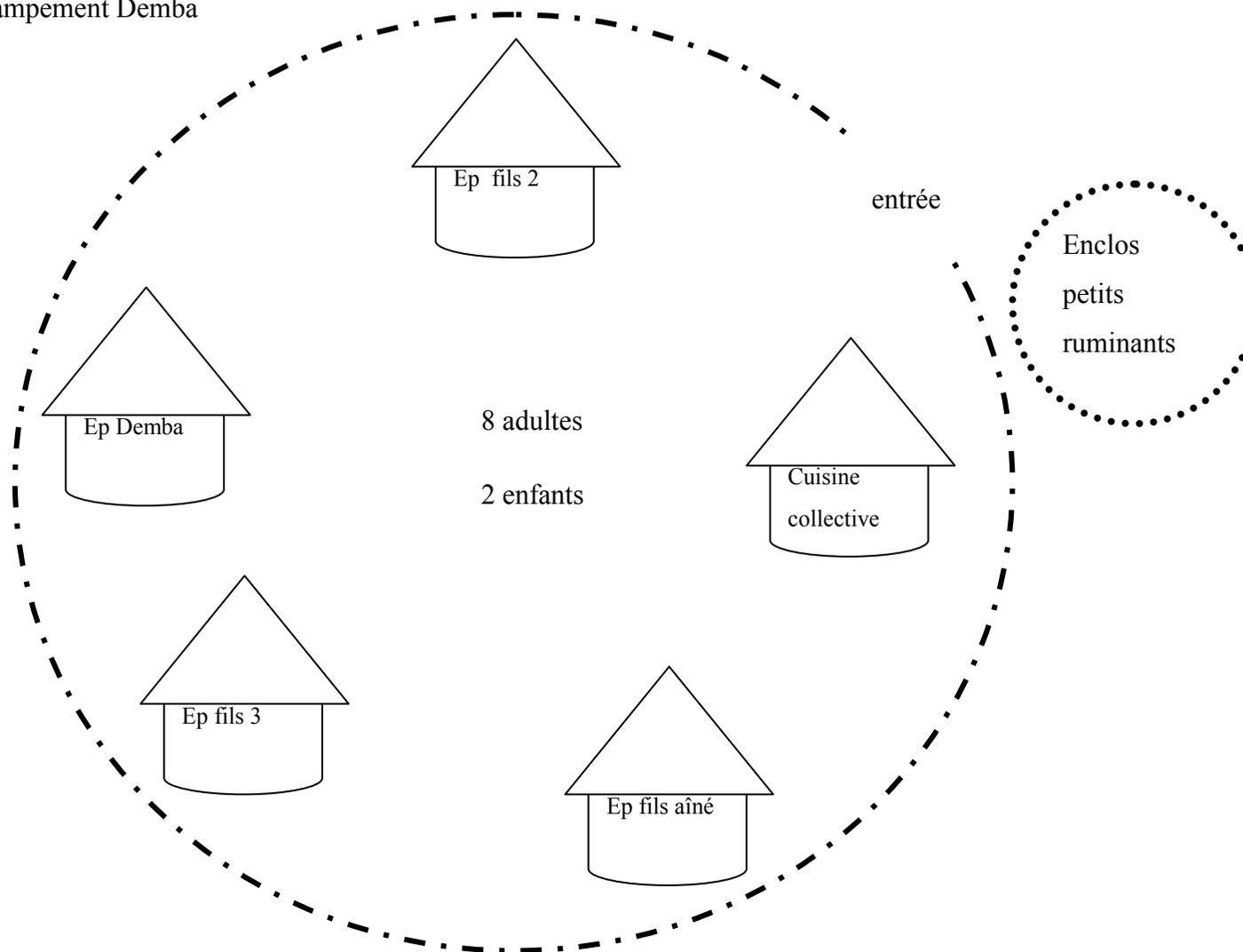
▪ ***Demba à Tatki***

Le campement se trouve à 5 km du forage de Tatki. C'est un campement permanent mais la famille est arrivée sur ce site il y a moins d'un an. Elle était un peu plus loin dans le même lieu-dit à une dizaine de kilomètres du Forage. Demba explique ce déménagement par le besoin de s'approcher du forage pour limiter le temps des trajets. Demba passe toutes ses journées au forage. Quand nous étions chez lui, il y allait le matin et rentrait en début d'après midi pour nous consacrer du temps. Avec d'autres éleveurs de Tatki, ils se rencontrent chez un ami boutiquier à l'agglomération du forage. Il dit qu'ils consacrent la journée à discuter de l'actualité politique et à passer le temps. Demba est depuis 2000 retraité de la compagnie sucrière sénégalaise, après 35 ans de service. Pendant ses années de travail salarié, son implication dans l'élevage est restée financière. Il embauchait un salarié pour effectuer le suivi du troupeau sous le contrôle de sa femme et d'une partie de ses enfants. Nous pensons que ses habitudes de travailleur dans une entreprise l'ont éloigné du mode de vie pastoral.

L'organisation domestique

Le campement compte deux *gallédji* constitués de quatre ménages : le *gallé* du chef de campement Demba et sa femme, ses deux fils mariés qui ne sont pas encore autonomes et le *gallé* du fils aîné autonome et marié. Un autre fils est parti vivre à Richard Toll avec sa femme et ses enfants, où il travaille dans les plantations de canne à sucre de la CSS. Parmi les fils qui sont sous sa tutelle, l'un n'est pas impliqué dans les activités d'élevage : il tente de s'inscrire à l'école Nationale de Formation d'instituteur et ses parts dans le troupeau collectif sont minimes.

Schéma 11 : Campement Demba



Le campement compte deux troupeaux de petits ruminants et un petit troupeau de bovins « collectif » de race locale. Le troupeau a été fortement éprouvé par des événements climatiques hors normes, les pluies hors saisons de 2001 et la sécheresse de 2002 : il a diminué de 200 petits ruminants et de quatre vaches. Entre les conditions climatiques et les ventes fréquentes, on ne saurait dire lequel de ces événements a le plus frappé le troupeau de bovins. Ce choc climatique a concerné tous les éleveurs du Ferlo et en particulier ceux du Nord de Tatki, mais Demba parle plus de cet événement que les autres éleveurs rencontrés près du même forage. Demba évoque aussi bien cette crise que les ventes "obligées" pour répondre aux besoins fondamentaux de la famille. Actuellement les seuls dans le campement à acheter des bovins sont ses deux fils éleveurs de petits ruminants pour maintenir un seuil minimum dans ce type d'animaux. Lors de notre premier passage, son fils aîné était parti en transhumance avec sa femme et ses enfants. Ils ont amené leur troupeau de petits ruminants dans le Saloum comme la majorité des éleveurs de moutons de Tatki.

Ses deux belles-filles font la cuisine à tour de rôle sous la supervision de leur belle-mère. En hivernage, quand la première belle-fille est rentrée avec son mari et sa fille, la même organisation des tâches domestiques était en vigueur. Dans le campement, celles qui ne sont pas de tour à la cuisine s'occupent de la corvée d'eau domestique. Elles sont épaulées par leurs maris pour abreuver les petits ruminants au campement.

La gestion du troupeau

Nous avons l'impression que l'exploitation traverse une période de transition car le chef de campement commence à se désengager de la gestion du troupeau sans pour autant laisser à ses fils une totale autonomie de gestion. Demba, loin d'être convaincu par les lendemains de l'élevage, ne cache pas son pessimisme vis-à-vis des conditions d'élevage.

Ses deux fils qui se sont orientés vers l'élevage tentent chacun de mobiliser des ressources pour entretenir le troupeau bovin collectif et investir dans l'élevage de moutons. L'aîné tente de sauvegarder l'existant en limitant les déstockages et en faisant des investissements tâtonnants dans les bovins à partir de la vente de petits ruminants. Le cadet assume plus nettement l'option de s'engager dans les petits ruminants : il dit être motivé par ce type d'élevage ; il entretient son troupeau de moutons et de chèvres avec soin. N'étant pas en transhumance, il les conduit sur les parcours et leur coupe des feuilles d'arbres en saison sèche. Il les vaccine et veut, quand il aura les moyens, acheter une race de mouton maure, plus imposante que la race appelée peul-peul du Ferlo, élevée par la plupart des éleveurs. Nous

voyons dans ce campement des logiques plutôt diverses qui s'articulent tant que le collectif familial gère encore ensemble son patrimoine. Quelques divergences sont notées, mais nous retenons globalement ceci, en ce qui concerne la stratégie de gestion.

L'entretien des troupeaux collectif de bovin repose essentiellement sur l'exploitation de parcours et la main d'œuvre familiale. Le troupeau de bovins reste autour du campement, suivi par le deuxième fils de Demba qui semble ne pas avoir le choix entre rester au campement s'occuper du troupeau familial et partir en transhumance avec son troupeau de petits ruminants. Alors, son père nous dit qu'il a décidé délibérément de rester à Tatki avec son troupeau de petits ruminants, tandis que l'ainé part systématiquement en transhumance avec sa femme et ses petits ruminants tous les ans. Cependant, nous remarquons que s'il partait il n'y aurait personne pour s'occuper du troupeau, son plus jeune frère ne voulant pas le faire, pas plus que Demba. Nous n'avons jamais vu ce dernier entretenir les animaux pendant tous nos séjours. Les animaux ne sont pas complémentés.

Les ventes d'animaux n'ont pas été fréquentes l'année de notre enquête, même si Demba nous dit que son troupeau est éprouvé par des ventes importantes et obligatoires. Demba dispose d'une pension de retraite et d'autres revenus (une maison en location dans la ville de Richard Toll) qui permettent certainement de limiter les ventes.

Le troupeau bovin du campement est entretenu par ses deux fils, ces animaux transhument chaque année. Comme nous l'avions indiqué, Demba ne participe apparemment pas aux travaux mais il critique tout et tout le monde, et ses fils et ses pairs et le gouvernement. Cependant, deux de ses fils qui ne sont pas encore autonomes pour prendre les décisions de conduite semblent vouloir s'inscrire en faux par rapport à lui. Mais leurs initiatives sont encore timides et nous ne remarquons pas de conflits ouverts. Les divergences apparaissent toujours au détour des discussions dans la rigolade. Ils dépendent en partie de lui, de sa pension de retraite et des revenus tirés de la location de sa maison à Richard Toll.

- *Abdou à Colonnat*

Le campement se trouve à Colonnat, il n'est pas loin de celui de Salif que nous avons déjà décrit et typé parmi les éleveurs conservateurs d'un système exclusivement extensif. Il doit être à 3 km de ce dernier.

L'organisation domestique

Dans le campement vivent Abdou et ses deux frères. La femme d'Abdou et celle d'Amadou son cadet, vivent aussi dans le campement, tandis que la femme du benjamin Birame vit encore chez ses parents dans un autre village à 15 km d'ici. Abdou a un fils âgé de 16 ans et une fille mariée qui a rejoint son mari. Amadou a deux garçons de jeune âge qui ont entre 4 et 6 ans. Les trois s'organisent donc autour d'un seul galle, une seule unité de consommation et un seul troupeau de bovins hérité de leur père. Abdou, a travaillé 26 ans à la CSS comme gardien de parcelle et il est en retraite anticipée suite à une réduction des effectifs. Les trois sont riziculteurs sur de petites parcelles et s'adonnent aux cultures maraichères ; l'un d'entre eux exerce le métier de *dioula*.

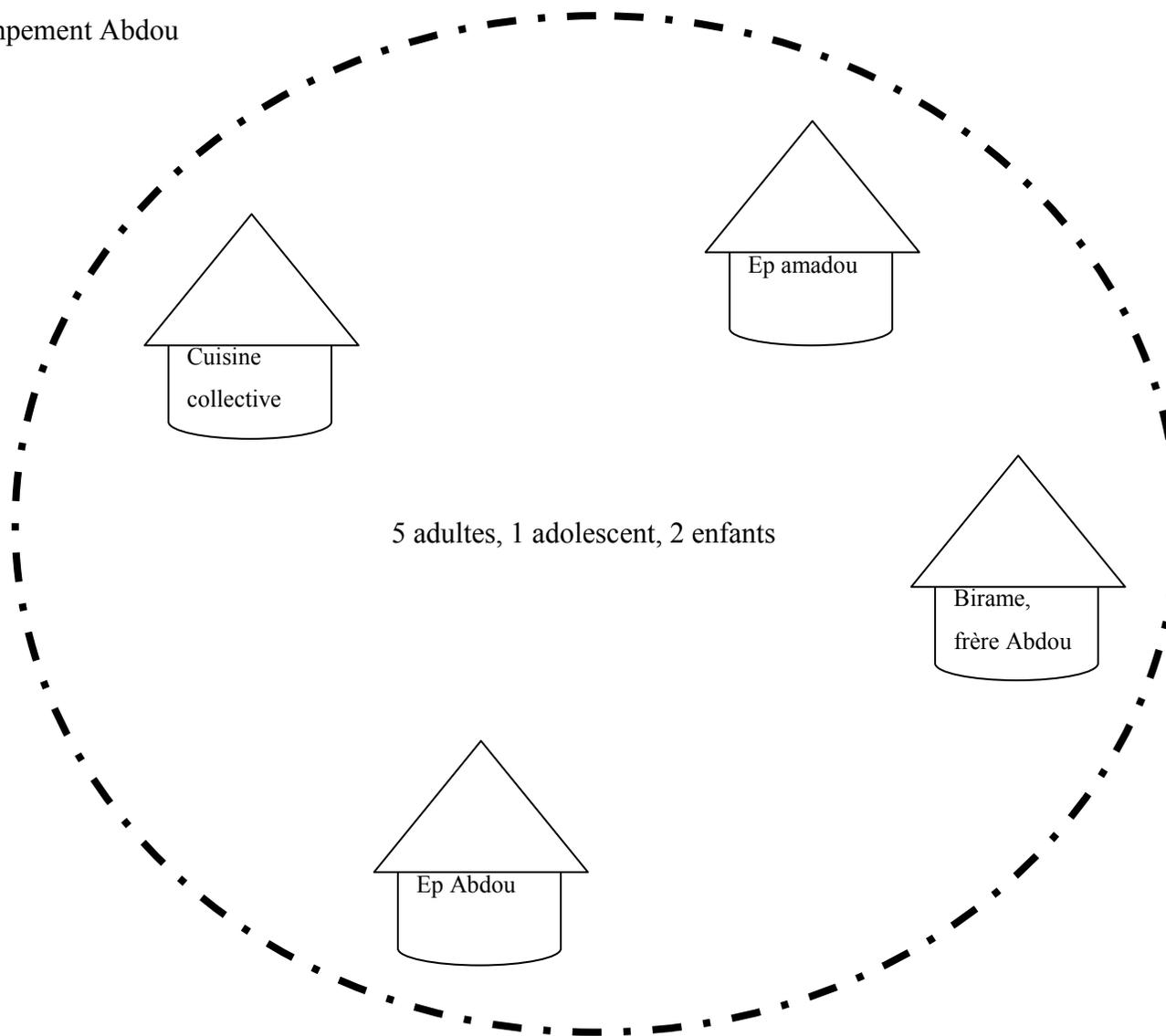
Comme dans le précédent campement, l'unité de gestion du troupeau correspond à l'unité de consommation. Les deux femmes d'Abdou et d'Amadou s'occupent de la cuisine à tour de rôle. Elles ont aussi de petites parcelles pour la culture maraichère.

Les femmes de Colonnat, contrairement aux femmes des autres sites, travaillent dans les champs en plus de leurs activités d'élevage et font du riz et des légumes.

Dans ce campement, les deux femmes ne s'occupent pas d'animaux mais elles sont intéressées par le lait, qu'elles vendent ou échangent contre du mil aux femmes du village wolof voisin, quand il y a des surplus. Certains éleveurs de Colonnat vendent leur lait prioritairement à la Laiterie du Berger et de manière journalière.

Dans ce campement les animaux n'ont pas d'enclos, ils se regroupent sous un arbre à côté des cases.

Schéma 12 : Campement Abdou



Le troupeau collectif compte actuellement 45 têtes de bovins, toutes provenant de leur héritage. Chacun a un droit de regard sur la gestion du troupeau, tandis que les activités de culture sont gérées séparément. Les trois frères n'ont jamais acheté d'animaux et n'en parlent pas. Ils semblent plus intéressés par la culture que par l'élevage.

La gestion du troupeau

Il ne semble pas exister d'engouement manifeste dans le campement à investir dans l'élevage. Au contraire, on utilise l'élevage pour investir dans la culture du riz et le maraichage. Depuis plus de dix ans, le troupeau ne cesse de diminuer. Aucune acquisition d'animaux n'a été faite, ni n'est envisagée. Les éleveurs semblent abdiquer à faire de l'élevage devant « l'hostilité » de l'environnement. En effet, dans cette zone d'aménagement hydro-agricole, les conditions de l'espace, dans lequel l'élevage est confiné, sont difficiles. Entourés par des parcelles de riz et des champs de patates et d'oignons d'agriculteurs wolofs et de peuls, les éleveurs sont fréquemment accusés de ne pas surveiller suffisamment leurs animaux qui divaguent dans les champs des voisins agriculteurs. Les produits agricoles d'un côté, les revenus du commerce de produits divers et la pension de retraite d'Abdou, de l'autre, assurent la survie de la famille. La consommation est basique par rapport aux deux autres éleveurs que nous avons suivis dans la même zone (Salif dans les « conservateurs » et Alpha dans les « spécialisés »). Les dépenses consacrées à celle-ci sont donc très faibles. Comme chez le précédent éleveur, les tâches effectuées et l'implication des membres de la famille pour entretenir les animaux ne semblent pas traduire une stratégie bien pensée, nous y voyons plutôt une pratique d'élevage « délaissée ».

La conduite du troupeau n'est pas sophistiquée. Mais, contrairement au centre du Ferlo, il faut toujours quelqu'un derrière les bêtes. Le fils du chef de campement, âgé de 16 ans, s'en charge à contrecœur, menaçant de ne plus s'en occuper. Comme il n'existe pas de parcours pour les animaux, ils exploitent les résidus de récoltes dans les parcelles de la zone et la paille de canne à sucre. Les vaches sont conduites le soir dans les champs déjà récoltés, ou bien le jeune responsable de cette tâche va chercher sur une charrette les herbes sauvages fraîches dans les champs et ramasse en même temps des pailles de riz et de canne qu'il apporte au campement. Des compléments alimentaires sont administrés depuis le début du partenariat avec La laiterie du Berger qui propose un package dans lequel est inclus de l'aliment du bétail. La création du marché local du lait par la laiterie, assorti d'un partenariat à la fois social (en permettant la survie du troupeau en fournissant les aliments d'animaux) et financier

(en proposant un achat régulier du lait), offre aux éleveurs de Colonnat en général, et à ceux de ce campement en particulier, la possibilité d'écouler le lait plus régulièrement. Abdou est le chef du village et son campement a été choisi comme point de collecte de la laiterie. Il est l'interlocuteur local de la laiterie à Colonnat, bien que le troupeau de sa famille ne fournisse pas beaucoup de lait à cette dernière.

Les ressources mobilisées:

Dans ce campement, au lieu que des ressources économiques, cognitives, sociales et symboliques soient mobilisées pour soutenir l'élevage, on puise dans le troupeau pour investir dans la culture contrairement à la plupart des autres campements. Les deux frères aînés sont actifs dans les organisations locales pour l'amélioration des conditions d'aménagement de parcelles hydro-agricoles. En tant que chef de village, Abdou était l'interlocuteur privilégié de la laiterie, mais le troupeau de sa famille ne fournit pas beaucoup de lait à cette laiterie.

Les trois éleveurs (**Babacar, Demba, Abdou**) qui représentent ce troisième profil-type d'éleveurs ont des niveaux de vie bas ; ils ne disposent que de petits troupeaux. Contrairement aux éleveurs spécialisés et investisseurs, on ne peut pas réellement parler d'héritage en termes de ressources économiques qui leur servent à se positionner localement. Leur profil se rapproche de certains des éleveurs conservateurs mais leurs discours sur l'élevage diffèrent largement. Parmi les trois, deux sont retraités et comptent en partie sur des pensions. Tous les trois sont également pluriactifs. L'élevage auquel ils ont, pendant un moment, consacré leur vie a été délaissé pour d'autres activités qui ont été la roue de secours ; ces éleveurs relèguent l'élevage à un second plan parce qu'il ne fait plus vivre les familles. Cependant, l'identité d'éleveur reste revendiquée devant les pairs et les autres acteurs du monde du développement de l'élevage.

Tableau 9 : Récapitulatif de quelques caractéristiques d'élevage des « précaires »

Camp	Babacar	Demba	Abdou
Site	Boulal	Tatki	Colonnat
Nombre de ménages	1	3	2
Type troupeau	Mixte	Mixte	Monotype bovin
Taille troupeau	15bov 130 p.r	10bov 200p r	45bov
Stratégies d'élevage	Faire avec les moyens du bord en comptant sur le savoir faire Pluriactifs Ouverture extérieur	Faire avec les moyens du bord en comptant sur le savoir faire	Faire avec Pluriactifs Investissement dans agriculture
Autres activités ou responsabilités	Téfanké	Retraité CSS, Trésorier comité de santé	Retraité CSS, riziculteur, chef de village

Ce groupe d'éleveurs n'affiche pas un positionnement clair par rapport aux modèles d'élevage extensif et intensif. Tous les trois conduisent leur troupeau de manière plus tactique que stratégique en adaptant leur choix au gré des saisons et des programmes de développement en cours. La conduite du troupeau repose essentiellement sur l'exploitation de parcours avec des moyens limités pour parer aux difficultés récurrentes du milieu. Ils ne sont pas pour autant défenseurs du mode extensif, qu'ils jugent tous les trois comme archaïque, même s'ils le pratiquent d'une certaine manière. Ils ne rejettent pas non plus les prescriptions de changement sans y adhérer concrètement non plus.

La mobilité, l'une des principales stratégies d'exploitation des pâturages, n'est pas pratiquée par deux de ces éleveurs. Pour Babacar, le déplacement n'est pas possible car il ne dispose pas de main d'œuvre suffisante pour conduire le troupeau en transhumance. Il envisage un essai de réserve de fourrages : *« l'année prochaine, rien ne m'empêchera d'essayer la technique de réserve fourragère, les autres éleveurs n'y croient pas du tout, mais moi j'ai vu et je n'ai rien à perdre, je le ferai »*. Nous ne sommes pas convaincue de son réel engagement dans cet essai par cette déclaration qui semble nous être destinée en tant que personne étrangère, considérée comme un missionnaire de l'État ou d'un projet de développement. Abdou ne transhume plus depuis 30 ans : *« j'aimerais bien pouvoir conduire le troupeau dans le Diéri où se trouve la meilleure nourriture pour les bêtes, mais mes autres occupations ne*

me le permettent pas et mon fils refuse de partir ». Ces trente dernières années, il était en activité à la CSS, ses frères avec qui il partage le troupeau s'investissaient plus dans d'autres activités que dans l'élevage. Aujourd'hui, dans ce campement l'élevage vient en complément aux autres activités.

Pour ce type d'éleveurs, c'est le discours sur l'élevage qui les caractérise le mieux car leurs pratiques de gestion ressemblent à celles du groupe précédent.

- ***Quels sens ces éleveurs donnent-ils à leur élevage?***

L'obligation de s'adonner à l'élevage est un élément marquant dans leur discours. L'élevage est une activité qu'ils effectuent dans la contrainte. L'un d'eux s'exprime ainsi :

« C'est uniquement par manque de choix qu'on continue de pratiquer ce type d'élevage On est dans d'autres activités pour tenir. La brousse est actuellement dégradée, nos parents et grands parents ne se fatiguaient pas autant pour entretenir les troupeaux. Aujourd'hui les pâturages finissent tôt, l'aliment de bétail coûte cher, on ne sait pas où on va. J'ai été contraint de rester après le décès de mes parents. Je suis le seul homme de la famille, ma mère ne pouvait s'occuper du troupeau et là j'ai été piégé, je ne peux plus repartir avec deux épouses et de jeunes enfants » (Babacar).

Un autre renchérit :

« Le système extensif à outrance est appelé à disparaître en premier lieu. L'espace nécessaire à une bonne conduite des pratiques est compromis et les éleveurs dans leur majorité ne disposent pas de moyens financiers pour nourrir les animaux autrement » (Demba).

Ces extraits montrent la lassitude des éleveurs. Ils ne pensent pas pouvoir assurer leur survie avec des moyens traditionnels. Ils sont conscients qu'ils n'ont pas les ressources nécessaires pour épouser les autres façons de faire qui marchent, ni pour continuer d'entretenir un élevage de manière traditionnelle comme le soutiennent les éleveurs partisans d'une conservation du mode de vie. Les éleveurs de ce dernier groupe, qui sont dans le « faire avec », entretiennent tous des troupeaux réduits et hérités ; la pratique de l'élevage est une activité résiduelle sur un troupeau qui diminue d'année en année. Les pratiques de conduite telles que nous les avons vues et les conceptions de l'élevage qui apparaissent dans les discours de ces éleveurs, semblent difficilement garantir la reproduction du système.

La pratique de cultures, en plus de constituer un frein pour l'exploitation de pâturages, entre également en concurrence avec l'élevage dans les choix professionnels des jeunes : *« nous*

n'investissons pas dans le troupeau, je vieillis et mon fils ne veut pas entendre parler d'élevage. Cela ne sert à rien d'investir dans un troupeau qui ne sera pas entretenu» (Abdou).

L'élevage tel que pratiqué par ces éleveurs ne survivra pas longtemps car un manque d'engagement vis-à-vis de l'activité est évident dans les pratiques d'élevage et dans le discours. Jusqu'où ces éleveurs resteront en conformité pratique avec l'identité sociale?

Cette situation économique catastrophique, l'incapacité à définir une ligne de conduite porteuse et à s'y tenir poussent certains à la révolte. Ils adressent des reproches aux pouvoirs publics *« au lieu de nous sensibiliser et de permettre une exploitation optimale des ressources d'élevage, ils se contentent des « grâce à... », jusqu'à quand ? Toutes ces ressources déployées dans les politiques d'élevage servent à enrichir ceux qui les exécutent »* (Demba).

Dans ce groupe, le recours aux autres activités est fortement affiché, les éleveurs semblent tous être capables de troquer leur identité d'éleveurs pour toute autre activité acceptée socialement, capable d'assurer la survie de la famille sans renoncer à l'identité sociale.

La typologie débouche sur trois logiques d'élevage. La première logique de spécialisation est portée par des éleveurs bien positionnés sur l'espace social en termes de ressources à la fois économiques, sociales et symboliques. La deuxième logique dite de conservation est portée par des éleveurs hétérogènes. Dans ce groupe d'éleveurs qui véhiculent cette logique d'élevage, certains ont des ressources économiques et sociales importantes, d'autres ne disposent pas de beaucoup de ressources, mais ils partagent le même projet de perpétuer la pratique d'élevage telle qu'ils l'ont apprise et reçue de leurs parents. Enfin, une troisième catégorie d'éleveurs se trouve dans une situation sociale et économique précaire, ils pratiquent des tâches d'élevage sans les relier à une identité professionnelle ou sociale.

Conclusion

La description des 9 exploitations laisse apparaître des logiques d'élevage propres à différents types d'éleveurs. Ces monographies de campements nous apprennent aussi que des manières de pratiquer l'élevage sont distribuées dans les trois sites de façon presque aléatoire, et, au-delà de façons de voir l'élevage, nous sommes en face d'acteurs qui mettent en œuvre des projets de vie dans un contexte où leur identité sociale est profondément liée à leur activité d'élevage.

Le discours sur l'élevage et ce qu'il doit être a permis l'identification de trois logiques d'élevage : une tendance à la spécialisation dans certaines productions d'élevage et à rester ouvert sur d'autres activités potentiellement rémunératrices. L'élevage n'est pas sublimé au

point de monopoliser les investissements. Une deuxième logique consiste pour certains éleveurs à se battre pour sauvegarder une certaine identité de la profession, celle qui porte une considération élevée au savoir-faire et aux habitus pastoraux. Cette position est la plus virulente vis-à-vis des injonctions et elle représente également la forme la plus résiduelle de l'activité pour les décideurs publics. Une troisième tendance consiste à s'accrocher à l'activité pour résister et se reconnaître dans l'identité sociale peule.

Comme on pouvait s'y attendre, il n'existe pas une façon unifiée d'orienter les pratiques d'élevage chez les éleveurs que nous avons suivis. Des raisons d'agir différentes sont identifiées entre des éleveurs confrontés aux mêmes prescriptions extérieures et aux mêmes contraintes écologiques. Les disparités économiques sont importantes et les choix de certains éleveurs sont irrévocablement justifiés par la place des ressources économiques. Il s'agit notamment des éleveurs porteurs d'une logique de spécialisation. En revanche, des éleveurs de toutes les couches socioéconomiques sont indifféremment distribués dans la logique de conservation de l'identité sociale peule. Ainsi, la dimension économique n'est pas le déterminant des logiques d'élevage.

De ce fait, la prise en considération du discours des éleveurs et son interprétation sur le choix de conduite des animaux, sur ce qu'elle sera dans le futur, a permis de dissocier des raisons différentes. Ces contrastes dans les stratégies de conduites et les choix d'avenir suggèrent des rapports au changement différents. Les raisons d'agir distinctes, non réductibles aux moyens économiques, permettent dès à présent d'avancer quelques éléments de rapport au changement des éleveurs à partir de ces logiques d'élevage.

Ainsi, ces trois logiques pourraient suggérer des rapports au changement qui ne se superposeraient pas au standard véhiculé par les politiques publiques. En effet, selon ces standards, le changement se structure autour d'injonctions à la modernisation de la production par l'abandon du modèle extensif. En revanche, en marge d'une batterie de mesures initiées par l'appareil du développement et susceptibles de propulser des manières de produire jugées plus rationnelles et plus compétitives, les éleveurs que nous avons suivis répondent diversement au travers des conduites pastorales qui, mêmes si elles paraissent identiques, laissent de la place à l'expression d'exigences sociales et professionnelles.

Ces éléments de discours présentent des styles de rapport au changement qui peuvent être affinés, reliés à l'analyse du rapport des éleveurs aux institutions que sont le marché, l'école et le projet. La façon dont les éleveurs interagissent avec l'extérieur est intéressante à observer pour éclairer leur positionnement par rapport au changement social global, surtout par rapport aux figures de modernité. C'est l'objet du chapitre suivant.

Chapitre 7 : Les styles de rapport des éleveurs au changement

Au-delà des pratiques pastorales, nous nous intéressons ici à la manière dont les éleveurs s'intègrent et se définissent dans un contexte social plus large que celui de leur groupe professionnel. Le constat établi que les éleveurs ne vivent pas en autarcie (Barth, 1969 ; Khazanov, 1984) a permis de contester les préjugés sur la marginalité des éleveurs par rapport aux autres groupes sociaux. Cependant, les considérations sur l'inertie des éleveurs au changement restent encore en vigueur.

Après avoir montré que les éleveurs du Ferlo expriment diversement leurs positions par rapport aux mots d'ordre sur ce que doit être le bon élevage, nous nous proposons d'aborder leur rapport au changement en montrant comment ils se positionnent par rapport à trois institutions porteuses d'intégration dans une formation sociale et économique plus large. Ces institutions sont l'École, le Projet de développement et le Marché.

Une institution renvoie à des réalités très hétérogènes selon les disciplines. Elle désigne des entités concrètes telles que les organisations ou les entreprises. En économie, pour Gustav Schmoller (1905), une institution est *«un arrangement pris sur un point particulier de la vie en communauté, servant à des buts donnés, arrivé à une existence et à un développement propres, qui sert de cadre, de moule à l'action des générations successives pour des centaines ou des milliers d'années : la propriété, l'esclavage, le servage, le mariage, la tutelle, le marché, la monnaie, la liberté industrielle, voilà des exemples d'institutions »* (Principes d'économie politique, 1905 p. 149).

En droit, *« une institution est une idée d'œuvre ou d'entreprise qui se réalise et dure juridiquement dans un milieu social ; pour la réalisation de cette idée, un pouvoir s'organise qui lui procure des organes ; d'autre part, entre les membres du groupe social intéressé à la réalisation d'une idée, il se produit des manifestations de communion dirigées par les organes du pouvoir et réglées par des procédures »* (Hauriou, 1925 : p 10).

En sociologie, les définitions et les sens de l'institution sont nombreux et variés. Dans la tradition durkheimienne, l'institution renvoie à toutes les formes sociales constituées qui précèdent les individus et qui leur résistent, ce sont *« des manières collectives d'agir et de penser »* (Durkheim, 1895). Elles peuvent renvoyer à des formes juridiques, des conventions et à des coutumes. La généralité de la notion lui confère un usage répandu. Nous l'utilisons dans son sens sociologique pour trois éléments à partir desquels peuvent s'opérer l'intégration

sociale des agriculteurs : l'École (Dubet, 2002), le « Projet de développement » et le Marché (Grossetti et Bès, 2001).

Il y a un point commun dans ces acceptions de la notion, dans les trois cas que nous voulons étudier. L'école, le projet et le marché ne sont pas des institutions de même nature, elles arborent des formes différentes par leur statut, leur mode d'organisation et leur constitution. Elles représentent des réalités objectives qui ont une identité propre. Elles constituent des champs d'observation palpables et pertinents du changement. L'école, tout d'abord, représente une institution de transfert de connaissance, un outil d'ouverture et d'acquisition d'identité, mais aussi d'imposition de certaines valeurs et d'un certain ordre social aux personnes « éduquées ». Elle discipline (Foucault, 1975) et elle nous intéresse particulièrement. Nous avons interrogé les positionnements des éleveurs par rapport à cette institution qui a longtemps été présentée et discutée en sociologie comme un outil de socialisation, donc d'intégration sociale, de libération mais aussi de domination. A travers le « projet » (de développement) on entrevoit le rapport à l'encadrement technique de l'élevage, donc l'État qui, depuis sa politique de désengagement a laissé sa place à cette forme d'action publique nommée « projet », selon le processus décrit dans les premiers chapitres sur la professionnalisation agricole. Le marché, dans son sens le plus large, quant à lui, est l'une des institutions à travers laquelle nous pourrions revisiter les controverses importantes autour de l'intégration des éleveurs pastoraux à l'économie. Cette controverse est reliée à un enjeu de politique nationale, dans la mesure où pour certains acteurs, les problèmes de développement de l'élevage s'expliquent par un défaut d'intégration au marché. Nous tenterons de montrer le rôle du marché physique dans la socialisation (Grossetti et Bès, 2001).

Ce chapitre est composé de quatre sections : trois sections traiteront respectivement des rapports aux trois institutions que sont l'école, le projet de développement et le marché. La quatrième section propose une lecture croisée de ces interactions et des logiques d'élevage construites dans le chapitre précédent, pour y lire des styles de rapport au changement et les formes identitaires qui se dégagent de cette combinaison de logiques.

I. Les rapports des éleveurs à l'école

L'école renvoie ici à l'établissement scolaire où les enseignements sont diffusés en langue française. L'école est publique et laïque, l'infrastructure est construite par l'État, les enseignants sont des fonctionnaires. Il existe, par ailleurs, des écoles privées au Sénégal. L'école rurale dont nous allons parler ici se limite au cycle primaire : elle accueille les filles et les garçons âgés de 7 à 12 ans.

Pour caractériser les rapports des éleveurs à l'école, nous examinons d'abord comment cette institution est comprise dans les analyses sociologiques. Nous rappelons ensuite la littérature africaine, véhicule de conscience collective. Dans un troisième temps nous montrons la complexité pratique d'articuler la fréquentation de l'école et la poursuite d'une activité d'élevage pastoral. Dans un quatrième et dernier temps, nous présenterons les rapports à l'école des éleveurs que nous avons suivis.

1. L'école dans la sociologie

On attribue à l'école des fonctions diverses, parfois complémentaires, parfois antagoniques. Le rôle de l'école dans la socialisation apparaît d'abord chez Durkheim qui considère que celle-ci participe à l'élaboration de la personnalité sociale (Durkheim, 1922). L'école, comme outil de socialisation, joue un rôle dans la transmission des savoirs et de connaissances à l'individu pour l'acquisition d'une citoyenneté, pour son insertion professionnelle, bref, pour sa vie future dans la société. Les apprenants s'approprient les normes et les valeurs véhiculées dans l'institution en sus des normes sociales acquises dans la cellule familiale.

L'école a été également pensée comme moyen de libération des individus en leur procurant une culture universelle, leur offrant l'autonomie personnelle, dans la mesure où l'institution est pensée comme étant régie par des lois neutres et démocratiques, dépourvues de toute forme de domination. De la même manière que le travail est apparu comme moyen d'émancipation des femmes (Ricci-Lempen, 2007), l'école peut être considérée comme moyen d'émancipation des peuples. Ces principes font partie de l'idéologie républicaine en France et post indépendance au Sénégal, où l'école est un moyen d'intégration sociale qui permet l'uniformisation des valeurs en limitant l'expression des appartenances culturelles, religieuses.

Par ailleurs, de toutes les interprétations sociologiques du rôle ou de l'effet de l'école dans les rapports sociaux, la théorie de la reproduction des ordres dominants de Bourdieu est la plus saillante. Dans de nombreux travaux (Bourdieu et Passeron, 1970), Bourdieu s'attaque d'abord à l'idée dominante que l'école est une institution neutre qui véhicule des valeurs indépendantes des rapports de classe et de domination. Dans ses analyses, l'école est le lieu où s'inculque la culture bourgeoise ; les valeurs culturelles de la classe dominante constituent le référentiel de base à travers lequel les apprenants sont sélectionnés. Ainsi, l'école légitime la culture des classes dominantes auprès de classes populaires et reproduit les inégalités sociales. Un autre courant de la sociologie française, traditionnellement cité en opposition ou

en alternative à la sociologie de la reproduction de Bourdieu, propose une autre grille de lecture à partir d'une théorie de l'acteur rationnel. Cette dernière stipule que les inégalités sociales résultent d'une juxtaposition de stratégies consciemment adoptées par des familles en fonction de leur information sur le système éducatif et à partir également de leur évaluation des coûts et avantages d'une poursuite d'études (Boudon, 1973). La reproduction chère à Bourdieu ne serait que l'effet d'une accumulation de choix rationnels individuels. Cette vision alternative a suscité des études qui se sont proposé de dépasser la théorie de la reproduction, en interrogeant les pratiques des acteurs en jeu. Les études visant à mieux articuler ces approches (Perrenoud et Montandon, 1988 ; Dubet, 1991 ; Dubet et Martuccelli 1996) ne proposent pas de théories générales aussi englobantes que celle de Bourdieu.

Si le contexte dans lequel ces théories sont nées est différent de celui des pays africains, cela ne les empêche pas d'être opérationnelles pour interpréter les influences des enseignements dans les situations africaines. L'école, dans le rôle qui lui est dévolu, de faire émerger une culture universelle chez des individus quel que soit leur milieu social d'origine à travers un système d'enseignement unique, pourrait être vue comme une autre forme d'injonction au changement qui s'applique aux populations pastorales, déjà soumises à des injonctions de changement de leur modèle socioéconomique.

2. L'école dans la littérature noire d'Afrique

Un regard historique sur l'introduction de l'école française en Afrique Occidentale Française permet de mieux comprendre les perceptions que les élèves du Ferlo peuvent avoir de cette institution. En effet, l'école française a été introduite de force dans les colonies, d'abord pour fournir une élite de fonctionnaires à l'administration coloniale, ensuite pour former les populations africaines pour des raisons diverses. Plus précisément, des débats eurent pour objet l'ampleur et le niveau "utile" et non "dangereux" de la scolarisation des populations colonisées ; avec comme visée de véhiculer la culture et la langue française aux populations colonisées pour assurer la "*mission civilisatrice*" de la France (Suret-Canale, 1977). Les processus d'adhésion des populations furent variables, entre les villes et les campagnes d'une part, et entre les groupes sociaux, d'autre part. En Occident, la socialisation scolaire pouvait apparaître comme un continuum de la socialisation familiale ; la problématique de l'éducation et de la scolarisation ne se posait pas de la même façon en Afrique où les valeurs culturelles religieuses locales et le rapport politique aux colonisateurs ont pu concourir au rejet de l'école

française. Les sociétés islamisées d'Afrique voyaient ainsi du même œil la colonisation et l'arrivée de l'école française.

La littérature d'Afrique francophone présente l'école de façon ambiguë, tantôt comme moyen d'émancipation et de promotion sociale, tantôt comme outil d'aliénation et d'acculturation. Dans « l'Enfant noir » de Camara Laye (1953), tout comme dans « l'Aventure ambiguë » de Cheik Hamidou Kane (1961), l'école présente à la fois les deux visages. L'un positif d'émancipation, permet d'acquérir les moyens matériels de survie et de positionnement dans la hiérarchie sociale, dans la mesure où l'école est la seule institution habilitée à donner aux individus les positions confortables dans la société (Dubet, 2002). L'autre visage négatif, est celui de la domination (Boltanski, 2009), acculturant les apprenants, les coupant de leurs racines et les laissant à la recherche de leur identité propre perdue ou entachée par une culture occidentale. Le questionnement des héros de ces romans montre à quel point les enseignements de l'école française sont vécues comme une acculturation et la perte d'identité. Ces deux conceptions de l'école rendent bien compte des rapports historiques entre l'école française et les populations indigènes que cette institution prétendait intégrer à la nation.

L'ambiguïté du rôle de l'école notée dans cette littérature africaine est retrouvée au sein des familles enquêtées qui comptent des scolarisés. Le discours d'après indépendance n'a plus aujourd'hui le même écho. L'école est obligatoire depuis 2004 et la massification des effectifs des élèves et la promotion de l'enseignement des filles devient un leitmotiv des politiques publiques. En Afrique, cinquante années après les indépendances, les administrations publiques n'absorbent pas tous les effectifs de diplômés, le chômage est important, l'école n'est plus totalement perçue comme voie de réussite exclusive dans les familles (Proteau, 2002). L'école n'est plus également ce «*sanctuaire*» où émergeait l'homme cultivé et rempli de valeurs sociales justes. Ce *déclin de l'institution* pour reprendre les termes de François Dubet, caractérise l'école (Dubet, 2002). Pour ce sociologue de l'éducation, différents facteurs gangrènent cette institution : la massification de l'enseignement, les objectifs éparpillés de l'institution, la mosaïque des filières, la concurrence entre les différents segments de l'institution (Dubet, *ibid.*). Ces mêmes facteurs affectent l'institution au Sénégal ; de plus, s'y ajoutent les difficultés de l'État à arbitrer entre différents postes budgétaires des ressources financières limitées dont il dispose. Aussi, ces cinq dernières années, l'école publique sénégalaise traverse une crise inquiétante suite aux revendications syndicales des enseignants de tous les niveaux (primaire, secondaire et universitaire) qui plombent son fonctionnement, perturbant les calendriers scolaires et altérant la qualité des enseignements.

3. De la difficile coordination entre école et activités pastorales

Qu'en est-il du rapport à l'école des éleveurs du Ferlo? Les Peuls furent de ceux qui refusèrent catégoriquement l'insertion à l'école française du fait de leur qualité de nomades, musulmans de surcroît. Aujourd'hui, les sociétés pastorales sont toujours relativement à l'écart des autres groupes ethniques ayant participé à la massification des effectifs scolaires. Les pasteurs du Ferlo ont toujours du mal à envoyer leurs fils et filles à l'école et surtout à les y laisser pendant un cycle scolaire complet. Il serait réducteur d'imputer cette situation à la seule réticence des éleveurs vis-à-vis de cette institution ; en effet, les zones d'élevage sont enclavées et la dispersion de l'habitat ne facilite pas l'implantation des établissements scolaires dans toutes les zones d'habitation. Ainsi, quand les écoles essaïmaient sur le territoire et gagnaient de la place dans les communautés wolofs, sérères et autres, chez les Peuls éleveurs, les scolarisés restaient peu nombreux. Le taux de scolarisation au plan national est de 82 % en 2005 (DPRE). Une étude fait état des effectifs minimales d'enfants scolarisés dans le Ferlo sans avancer de chiffres (PAPF, 2008). Une autre a montré que les enfants pasteurs sont restés à la marge de l'évolution du système scolaire au Niger (Hammel, 2008).

En sus de ces raisons géographiques, sociales et religieuses, l'accès des éleveurs nomades à l'école est entravé par la difficile articulation entre le calendrier scolaire et les activités d'élevage qui mobilisent la main d'œuvre jeune. Il est ainsi fréquent de voir derrière un troupeau des enfants en âge d'être à l'école. Par exemple, dans la zone nord du Ferlo, une enquête réalisée par le PAPF autour de 11 forages fait ressortir des taux de scolarisation variant entre 17 % à Wendou-Oldou et 40 % à Tatki. La moyenne globale du taux de scolarisation autour de ces 11 forages est située autour de 29 % contre 45 % pour le taux net national (EPS 2005-2006). Dans les villages à majorité Wolof agriculteurs de cette zone, les taux de scolarisation sont beaucoup plus élevés. L'abandon scolaire, mesuré dans le cadre de cette enquête, pour la proportion des élèves qui ont quitté l'école au cours de l'année scolaire, est de 29 %.

Pour pallier les difficultés d'accès des pasteurs à l'école, les autorités publiques ont proposé la sédentarisation des éleveurs. Cette solution semble être la panacée pour les pouvoirs publics face aux diverses difficultés de l'élevage et de l'intégration sociale des éleveurs. La mobilité des éleveurs est décrite comme l'obstacle à combattre et ce type de solution ressemble à une énième tentative de combattre l'archaïsme du mode de vie nomade. Cependant, aujourd'hui, les éleveurs du Ferlo ne sont plus des nomades. La mobilité des troupeaux n'entraîne plus forcément celle des populations, bien que les travaux d'élevage absorbent toujours beaucoup

de main d'œuvre jeune, surtout masculine. Le mariage des jeunes filles en âge d'aller à l'école est encore observé dans la plupart des familles de pasteurs.

Dans le Ferlo, l'école fait désormais partie du décor, dans chaque forage, un bâtiment de plusieurs classes donne accès à l'éducation mais symbolise aussi la présence de l'État à travers ces bâtiments imposants qui incarnent selon Foucault (op. cit.) « la discipline » imposée par l'État: « *quoi d'étonnant, si la prison ressemble aux usines, aux écoles, aux casernes, aux hôpitaux qui ressemblent tous aux prisons* ». Dans son acception, l'école exerce sur l'individu une *coercition par le contrôle des opérations du corps* : les individus sont répartis dans l'espace ; il leur est assigné des endroits cernés ; ils sont contrôlés par les emplois du temps, le travail obligatoire, la notation, la surveillance hiérarchique. Entre l'existence de ce bâtiment imposant, dont l'architecture contraste ostensiblement avec le milieu pastoral dans lequel il reste l'infrastructure la plus en vue quand elle y existe, et la fréquentation réelle de cette école, il y a un fossé.

4. La diversité des rapports à l'école des éleveurs de Tatki, Boulal et Colonnat

Nos observations de terrain sur la scolarisation des enfants d'éleveurs montrent qu'il n'y a pas de relation entre le niveau de vie des éleveurs et leur propension à scolariser leurs enfants. Certains éleveurs semblent ne pas être prêts à courir le risque de sacrifier le troupeau pour une éducation qui ne garantit pas la réussite sociale et matérielle. Cependant, le recours au salariat, en disposant d'une main d'œuvre externe rémunérée, permet d'affranchir les jeunes des travaux et de les scolariser, selon le discours d'éleveurs (Wane et al, 2009).

Les distances à parcourir par les enfants restent élevées et peuvent atteindre 15 kms (le rayon de desserte des forages), alors que les moyens de transport dans les campements servent d'abord aux activités prioritaires, en l'occurrence, la corvée d'eau.

Dans les sites où nous avons enquêté, les écoles en tant que bâtiment imposant sont présentes. Chaque site a une situation particulière, avec un dénominateur commun : un taux faible de fréquentation. Au-delà de la question de savoir ce qui explique cela, on voudrait interroger les perceptions que les éleveurs ont de l'école, les attentes de ceux qui y envoient leurs enfants et les raisons de ceux qui ne le font pas.

Boulal est décrit comme l'une des premières communautés rurales de la région du Ferlo où l'école française s'est implantée. La communauté rurale compte actuellement 8 écoles et des classes dans certains hameaux grâce à un projet de développement (PADV : Projet d'Aménagement et de Développement Villageois) qui finance et apporte un appui technique

autour des activités agricoles. Boulal se distingue sur ce point des autres sites de nos enquêtes : l'école est ancienne, et en 2008 un financement pour la construction d'un collège était acquis par l'inspection d'académie régionale. Des enfants d'éleveurs scolarisés dans cette école sont devenus fonctionnaires aujourd'hui. A Boulal, au mois d'avril, en pleine saison sèche et au milieu de l'année scolaire, beaucoup de classes ne sont pas fonctionnelles. Les raisons en sont variées, entre autres des ennuis de santé des instituteurs.

L'école de Tatki n'est pas aussi ancienne que celle de Boulal. Le PAPF (Programme d'Auto Promotion Pastorale) a appuyé les investissements, cependant la fréquentation est faible et le taux d'abandon reste élevé. Nous n'avons cependant pas les données statistiques qui pourraient étayer ce constat. C'est également à Tatki que des tensions existent au sein des familles d'éleveurs. *« Amadou n'a pas la volonté de faire les démarches pour qu'on ait quelques classes comme dans les autres villages, s'il le voulait, il le ferait »* (frère de Oumar). *« À chaque fois qu'on l'interpelle sur la question de l'école, il promet de s'y mettre, mais on comprend maintenant qu'il ne veut tout simplement pas »* (belle-sœur de Oumar).

La situation est différente à Colonnat, suite à un conflit entre éleveurs peuls et agriculteurs wolof. Les premiers ont cessé depuis un an d'envoyer leurs enfants à l'école du village wolof qui se situe à moins d'un kilomètre des campements d'éleveurs. Par ailleurs, sur le goudron à une dizaine de kilomètres se trouve une autre école dont l'implantation a été suscitée par un éleveur parmi ceux que nous avons enquêtés. Il s'agit de Alpha qui a procédé à des démarches auprès de l'administration scolaire de la région de Saint-Louis pour que son village ait une école du fait de l'éloignement de l'école la plus proche du village (10 km). Cet éleveur, après acceptation des autorités scolaires d'affecter un instituteur, a pris sur ses propres moyens financiers pour faciliter la construction de l'école qui comptait deux classes au moment de nos enquêtes. Il participe à la prise en charge du personnel enseignant. L'institutrice est logée et nourrie par lui gratuitement et l'éleveur s'active à convaincre ses pairs et les membres de sa famille élargie pour qu'ils scolarisent leurs enfants.

Cependant la diversité des perceptions est frappante, autant à l'intérieur des familles qu'entre les types d'éleveurs. À l'unanimité, les éleveurs que nous avons interrogés déclarent que l'instruction est une nécessité pour l'éveil de l'esprit. Pour autant, derrière ce discours commun sur l'école en général, les pratiques réelles de scolarisation des éleveurs font apparaître trois façons différentes de concevoir l'école. Ainsi, le discours sur la nécessité de l'école renvoie à plusieurs éléments différents. Pour les éleveurs « spécialisés », l'école permet à l'éleveur de

développer des capacités cognitives utiles pour son activité d'élevage. Pour les éleveurs « conservateurs », la nécessité de l'école se limite à faciliter les échanges avec le monde de l'encadrement technique d'élevage. Pour la troisième catégorie d'éleveurs du « faire avec », l'école est un moyen de réalisation quand les ressources à la fois économiques, sociales et relationnelles sont trop ténues pour acquérir un statut social permettant à l'éleveur de s'épanouir. C'est donc pour ceux-là un moyen d'ascension sociale. Avant de détailler ces différents types d'attentes des éleveurs vis-à-vis de l'école, nous exposons d'abord ce que déclarent les éleveurs.

L'école est nécessaire, mais... !

Tous les éleveurs s'accordent sur l'importance d'acquérir des compétences scolaires car le rôle de l'écriture dans le contexte actuel de développement est avéré. « *Le français est la langue des projets, il faut savoir lire et écrire pour mieux comprendre la logique des interventions de développement* » (Oumar). « *On est ignorant parce qu'on n'a pas été à l'école, une personne non instruite est vide* » (Coumba). « *Tout notre retard s'explique par notre manque d'éducation* » (Babacar). « *Un homme qui n'écrit pas ou qui ne sait pas écrire, ne peut rien garder en mémoire* » (frère éleveur d'Abdou). Tels sont les commentaires qui fusent partout quand on s'entretient sur la question de l'école. L'utilité de l'instruction est revendiquée pour des motifs très différents. Entre le besoin d'acquérir des compétences cognitives pour saisir les opportunités du monde et le besoin de manipuler un téléphone portable, il y a une différence énorme. Plusieurs fois lors de nos discussions sur l'école ce genre de jugement a été fait : « *un tel ne sait pas composer un numéro de téléphone, alors qu'un tel le sait, lui, il est instruit* ».

L'idée que l'école est un moyen d'émancipation sociale et d'ouverture d'esprit est partagée par les éleveurs du Ferlo, cependant elle ne se traduit guère dans la fréquentation et le fonctionnement réels des écoles locales. La nécessité de l'école ressort dans le discours de tous les éleveurs, même si ce point de vue ne se traduit pas dans les logiques de scolarisation des enfants d'éleveurs. Le tableau suivant donne un aperçu de la fréquentation de l'école par les enfants : il met en lien la logique pratique d'élevage et la scolarisation.

Tableau 10 : Logiques d'élevage par rapport à la fréquentation scolaire

Éleveurs enquêtés	Logiques d'élevage	Nombre d'enfants	Enfants scolarisés
Coumba	Spécialisé	3 petits enfants	3 (élémentaire
Alpha	Spécialisé	Plus de 6 enfants	Tous (élémentaire et collège)
Kalidou	Conservation	4 enfants	2 qui ont abandonné
Oumar	Conservation	Plus de 10	0
Yoro	Conservation	2 enfants	0
Salif	Conservation	Plus de 10	Abandon
Babacar	« faire avec »	4 enfants	Tous les 4
Demba	« faire avec »	2 enfants	Les 2, parents scolarisés
Abdou	« faire avec »	2 enfants	Abandon

Ce tableau fait apparaître une corrélation entre la logique pratique d'élevage et le rapport à l'école des éleveurs que nous avons enquêtés. Les trois types éleveurs, même s'ils partagent l'avis dans leurs discours que l'école est utile, n'adoptent pas la même attitude vis-à-vis d'elle. Les éleveurs de type « conservateur » en particulier n'ont pas scolarisé leurs enfants ou les ont déscolarisés rapidement. En revanche, les pratiques de scolarisation des « spécialisés » et de ceux qui « font avec » sont conformes à leur discours sur l'école. Nous détaillons cette analyse dans les paragraphes suivants.

On sait que les difficultés d'insertion des diplômés, couplées aux abandons volontaires des élèves, n'encouragent pas certains éleveurs à instruire leurs enfants. La question du rôle que doit jouer l'école dans une société pastorale refait surface quand les éleveurs y envoient leurs enfants pour des raisons autres que celles classiquement évoquées. Dans les croyances populaires sénégalaises, l'anecdote du Peul qui ne respecte pas les règles de l'école revient assez souvent. On le raconte en résumé comme ceci :

« Il était une fois un Peul éleveur qui avait deux enfants, Samba et Thierno. Samba était l'aîné et fréquentait l'école du village. Un jour, le père se présenta à l'instituteur et lui proposa de lui rendre Samba qui doit conduire le troupeau. Thierno le remplacerait dans la classe ». Cette anecdote met en relief l'indifférence des éleveurs peuls vis-à-vis de l'école. On voit dans cette « histoire » l'insouciance avec laquelle, le parent inter-change des élèves d'âges différents, donc de niveau scolaire différent, comme s'il s'agissait juste d'un décompte

de présence des enfants scolarisés, quel que soit leur niveau. Cette institution qui exige le respect de règles presque universelles est banalisée par cette manière de procéder. Ce n'est pas qu'une simple anecdote, à Colonnat, l'institutrice s'est plainte de ces pratiques. *« Ici, j'ai eu du mal au début à comprendre comment fonctionnaient les gens. En pleine classe une femme peut appeler sa fille pour qu'elle l'aide dans les travaux domestiques ou qu'une fille te demande la permission d'aller chercher du bois »* (institutrice à Colonnat). Par ailleurs, cette attitude de certains éleveurs vis-à-vis de l'école est une façon de montrer délibérément leur insatisfaction vis-à-vis d'une école qui n'est dotée d'aucun moyen adéquat pour enseigner aux enfants, qui est caractérisée par l'absentéisme des instituteurs, parfois leur faible niveau de formation et leur manque de volonté manifeste à transmettre des connaissances et à retenir les enfants en classe. L'avis d'un parent d'élève *« Je doute de la capacité et de la volonté des enseignants transférés chez nous. Toutes les occasions sont bonnes pour retourner à la ville, le week-end commence le jeudi soir ou le vendredi matin et la semaine ne reprend que le mardi. Leur jeune âge laisse supposer un manque d'expérience... »* (Frère de Alpha).

Donc l'école sous cette forme ne convient pas aux éleveurs. Cette situation crée une tension entre les attentes des éleveurs mobiles et cette forme d'école. Cette tension est soulignée à travers une étude consacrée à la scolarisation des pasteurs au Niger. C'est un ensemble de questions qui peuvent s'appliquer à la réalité pastorale du Ferlo. L'auteur se demande *« si tout simplement, le seul et grand but de l'école en milieu pastoral était de voir émerger une nouvelle génération de pasteurs fiers de l'être, sachant lire, écrire et parler cette langue qui nous rassemble plus et dans laquelle les textes de loi sont rédigés. Est-ce que l'école doit seulement permettre à l'enfant de sortir de sa condition de pasteur ? Est ce que ça le destine à devenir fonctionnaire ? Est ce que ça doit permettre qu'il sache « faire des dossiers » au profit de la communauté ? Espère-t-on avoir engendré un futur Ministre ou un Président de la république ? »* (Hammel, 2008)

Cette série d'interrogations est d'autant plus intéressante que les pratiques et le discours des éleveurs laissent apparaître des attentes diverses. Pour certains il s'agit juste de savoir lire et écrire le français, pour d'autres, il s'agit de poursuivre jusqu'à l'obtention de diplômes, pour d'autres encore les motivations ne sont pas précises.

- ***École pour mieux pratiquer l'élevage et si possible...***

Les partisans de ce choix sont ceux pour qui l'élevage est une activité à maintenir et à parfaire, il s'agit des éleveurs spécialisés. Ce sont des éleveurs qui saisissent toutes les occasions pour acquérir une formation. Coumba et Alpha investissent financièrement dans le

maintien de l'école, ils y envoient leurs enfants, sensibilisent les autres parents et leurs pairs éleveurs. Nous évoquons en début de chapitre, les démarches effectuées par Alpha pour doter son village d'une école. Coumba, quant à elle, s'inscrit à des sessions de formation pour adultes quand l'occasion se présente. Elle n'a plus d'enfant en âge d'être scolarisé, mais elle insiste auprès de ses filles pour qu'elles inscrivent leurs enfants. Elle a retenu ses petites filles dans le campement en saison sèche quand leurs parents partaient en transhumance et les dépose à l'école de Boulal avec sa charrette.

Coumba se félicite, et est félicitée par ses pairs d'avoir participé à une session de formation à l'alphabétisation à Boulal, soulignant en même temps le manque d'engouement des personnes adultes à la scolarisation. *« Je suis fière aujourd'hui de pouvoir tenir mes comptes personnellement, de pouvoir utiliser mon téléphone et les services de téléphones publics (cabine téléphonique) sans demander de l'aide à qui que ce soit, contrairement à la plupart des gens d'ici. Et à la prochaine occasion je n'hésiterai pas »* (Coumba). Une femme d'un campement voisin regrette de ne pas avoir participé à cette formation. Elle dit : *« elle (Coumba) avait bien vu, aujourd'hui nous l'envions nous toutes et ferons comme elle la prochaine fois qu'on nous proposera une alphabétisation »*. Ce qui montre que les deux éleveurs ont un statut social particulier dans leur zone.

Tout comme Coumba, Alpha est conquis par la nécessité de s'ouvrir à l'école. Il se considère comme une référence grâce à son instruction et se compare à ses pairs éleveurs. Il pense que son niveau d'instruction lui permet de mieux mettre en œuvre ses stratégies économiques. Il n'envisage pas de laisser ses enfants dans cette école de brousse où les autres enfants sont retirés par leurs parents pour se substituer à la main d'œuvre adulte. Son projet est de leur offrir une instruction plus sérieuse dans de meilleurs établissements.

« L'école, c'est moi qui l'ai créée ici et les gens n'ont pas été solidaires, ni dans les démarches, ni en œuvrant pour la bonne marche de l'école une fois qu'elle a été mise en place. Ils ne sont pas convaincus par le rôle de l'école, parce qu'ils ne laissent pas les enfants continuer » (Alpha).

Ses enfants les plus grands sont aujourd'hui au collège de Pal à quelques kilomètres de Saint-Louis avec leur maman, installée là-bas uniquement pour cette raison.

Ces éleveurs n'adhèrent pas à l'école dans le seul but de mieux capter des ressources de « projet » ou d'être capable de comprendre et manipuler les nouvelles technologies, mais pour se donner les moyens cognitifs nécessaires pour appréhender l'environnement dans lequel leurs activités évoluent. Les connaissances acquises à l'école permettent de mieux comprendre les tenants et les aboutissants des politiques d'élevage, elles leur permettent de

prendre du recul par rapport à leurs habitudes dans les manières de faire, car ce sont de nouveaux horizons qui sont ouverts. Mais elle est aussi sans aucun doute un moyen de différenciation sociale, de gagner un capital culturel par rapport aux autres éleveurs.

▪ *L'utilité de la langue française pour capter des ressources*

Les éleveurs que nous caractérisons par une logique de conservation du métier de pasteur, en opposition aux injonctions de modernisation, considèrent l'instruction comme un moyen de maîtriser la langue des « projets de développement ». L'usage de la langue française est supposé leur permettre de mieux tirer parti des avantages matériels des projets. Pour ces éleveurs, il faut savoir répondre à un appel à financement en rédigeant un projet suivant un canevas défini par l'encadrement. Schématiquement, ce canevas vise à agencer les justifications d'un besoin d'appui. Nous avons remarqué que dans les campements des éleveurs de cette catégorie, les adultes sont ouverts aux formations fournies par l'encadrement pour ce type de compétences, qui concernent le renforcement de leur capacité à savoir lire et écrire en français et dans leur langue. Cependant, chez ces mêmes éleveurs, la scolarisation des enfants est négligée. Ils n'espèrent pas tirer d'autres profits des enseignements que l'apprentissage de la langue et l'acquisition de quelques rudiments pour mieux bénéficier des avantages de l'écrit. A Colonnat, par exemple, l'ouverture d'un marché du lait basé sur un contrat nécessitant la tenue de registres de ventes transparents a soulevé le débat sur la scolarisation des enfants. Il est devenu problématique que tous les fournisseurs de lait de la zone dépendent du seul collecteur qui sait lire et tenir une comptabilité. Une classe est mise en place dans un des campements et toutes les femmes, de même que leurs enfants, suivent en même temps des cours de lecture et de calcul.

Au delà de cette attente précise, ces éleveurs ne voient en l'école qu'une injonction de plus de l'État pour accélérer leur changement de mode de vie. C'est la raison pour laquelle les enfants qui sont envoyés à l'école en sont retirés dès qu'ils savent lire. L'école dans son format actuel constituerait un frein à l'exercice de l'activité d'élevage. Ils ne sont pas prêts à compromettre leur élevage pour une prétendue importance de l'école dans la réussite sociale de leurs fils même si la nécessité de celle-ci est irréfutable.

▪ *École pour s'ouvrir à autre chose*

Chez les éleveurs enquêtés en situation précaire, l'école au même titre que la pluriactivité est pensée comme le moyen de passer à autre chose. Un des éleveurs de ce groupe (Babacar)

consacre beaucoup d'efforts et de moyens à la scolarisation de ses enfants. Il « motive » l'instituteur matériellement en lui offrant des « cadeaux » et propose à ses voisins un système de ramassage des enfants par charrette, affrétée à tour de rôle par les campements d'où viennent les enfants. Sa femme, qui est formatrice en alphabétisation, sensibilise les autres femmes à la réduction des mariages précoces des filles avec l'aide de l'instituteur. Demba, dans la même catégorie que Babacar, dit avoir offert à tous ses enfants le choix de faire autre chose que l'élevage, en les inscrivant à l'école au prix de moyens colossaux : « *je les ai tous amenés à Richard Toll à l'école, ils sont libres de faire ce qu'ils veulent* ». Parmi ses quatre enfants, deux ont préféré revenir à l'élevage, un autre est resté à la ville travailler après l'obtention de son brevet de fin d'étude moyen (BFEM), le dernier cherche toujours un emploi dans l'enseignement. Ainsi, l'école fournit les ressources d'intégrer d'autres espaces sociaux et professionnels. Elle pourrait faciliter également la sortie de l'individu de ce milieu en lui permettant d'intégrer un autre corps de métier quand le niveau de ressources est bas pour permettre le maintien dans le système social.

La diversité des rapports des éleveurs à l'école montre encore une fois l'hétérogénéité des logiques des éleveurs en tant qu'acteur d'un monde social dans lequel ils se positionnent, malgré la vision stéréotypée d'individus à la marge, rétifs au changement et à la modernité. Nous avons vu des acteurs qui développent des logiques en adéquation avec leurs attentes et leurs intérêts : trois logiques d'élevage différentes correspondent à trois manières de se positionner par rapport à l'école. Pour les éleveurs ouverts à la modernisation de l'élevage, l'école est le moyen d'acquérir plus de capacités d'action ; pour des éleveurs rétifs aux prescriptions de modernisation de l'élevage, l'instruction scolaire ne sert qu'à maîtriser un langage de l'encadrement ; pour les membres de la société pastorale du Ferlo qui « font avec », l'école est la voie de salut pour s'intégrer dans un système social plus vaste et accéder à un autre modèle de réussite. D'abord, le préjugé que les éleveurs peuls sont à la marge du changement ne se confirme pas. Ensuite, les attentes différentes vis-à-vis de l'école présagent de rapports au changement différenciés selon la logique d'élevage, qui dénote un positionnement identitaire. Toutefois, combiner les logiques d'élevage et les rapports des éleveurs à l'école ne peut déterminer que partiellement le rapport au changement. Ainsi, de la même manière que nous avons procédé avec l'école, nous abordons les logiques développées par ces éleveurs pour se positionner par rapport à l'encadrement dénommé ici « le projet de développement ».

II. Les éleveurs et le « projet » de développement

Le projet est un autre moyen d'intégration sociale, il fait entrer les éleveurs dans un espace de coordination plus large que celui initial, il participe à la circulation d'injonctions de changement. En ce sens, il a une visée de changement telle que l'école. Ainsi, le « projet » de développement est un moyen d'interroger les interactions entre les éleveurs du Ferlo et les « dispositifs de développement », étant donné qu'il représente l'idéaltype du dispositif de développement parce qu'il est la structure d'intervention assimilée à l'action publique la plus répandue dans les pays du Sud, pratiquement « substituée » à l'intervention de l'État depuis le désengagement de celui-ci (De Sardan, op.cit.). Nous avons vu que les liens des éleveurs aux interventions de développement se structurent autour de la dimension que l'on peut nommer « d'attente ». L'analyse de ces liens débouche sur trois registres d'attente partagés par les éleveurs rencontrés dans les trois sites du Ferlo, quelles que soient leurs logiques d'élevage. Il n'y a aucune contradiction dans les déclarations des éleveurs, ils abondent tous dans le même sens : ils se sentent marginalisés par les pouvoirs publics mais ils jouent le jeu pour bénéficier des avantages matériels et non matériels qu'apportent ces interventions, sans adhérer forcément aux propositions faites par ces projets.

1. Le « projet », moyen d'analyser le rapport des éleveurs aux institutions de développement

Il est utile de rappeler ici le cadrage officiel des interventions des institutions de développement depuis la déclaration de Paris de 2005, pour souligner la prise en compte par les bailleurs et les pays bénéficiaires de l'impératif de construire des interventions de développement cohérentes. En 2005, les ministres de pays développés et de pays en développement, les responsables d'organismes bilatéraux et multilatéraux d'aide au développement se sont réunis à Paris pour prendre des résolutions visant à réformer les modalités d'acheminement et de gestion de l'Aide Publique au Développement. L'ensemble des mesures prises à cette rencontre sont mentionnées dans une charte appelée « la Déclaration de Paris ».

La mesure phare de cette déclaration définit des principes d'actions et de partenariat entre pays donateurs et pays du Sud en recadrant les interventions de développement autour de programmes intégrés aux politiques nationales de développement. Ce principe, celui de l'approche-programme, renvoie à « *un processus qui permet aux gouvernements d'articuler les priorités nationales et de réaliser les objectifs de développement humain durable dans un*

cadre cohérent et participatif. L'approche programme est bien plus qu'un simple moyen de réunir des projets exécutés en un lieu donné dans un "programme", c'est une approche logique qui intègre les processus de planification et de gestion de tout effort de développement national, aux niveaux macro-économique, méso-économique et micro-économique » (PNUD, 1997). Cette approche se substitue à une politique par projets. En effet, le projet qui correspond à « *une série d'activités avec des objectifs précis, conçus pour produire des résultats spécifiques dans un délai donné* » (CE, 2001) s'inscrit dans une logique d'action sectorielle, souvent très peu intégrée aux objectifs nationaux car bien souvent les priorités sont axées sur celles des partenaires internationaux à la marge des plans nationaux (PNUD, 1997). Une approche programme, plus globale, prend en compte plusieurs secteurs de la vie des populations et répond mieux à des enjeux de réduction de la pauvreté, l'objectif visé par toutes les interventions de développement.

Pour autant, en parallèle à ces changements de cadrage des dispositifs d'intervention, les éleveurs ne voient ni la différence conceptuelle entre les deux termes, ni le glissement d'une approche sectorielle à une approche globale censée être plus cohérente. Cette situation nous pousse à parler de projet pour désigner les dispositifs d'intervention dans le domaine de l'élevage et plus largement l'encadrement technique.

Nous ne confondons pas dans notre réflexion toutes les structures, administratives ou non, qui interviennent en milieu pastoral sous le terme « projet ». Cependant, les éleveurs assimilent d'une manière frappante au « projet » toutes les structures qui arrivent de l'extérieur avec une visée d'intervention sur le territoire et avec les emblèmes du « Projet » (crayon, papier, véhicules 4x4, « toubab⁷⁰ »). En effet, pour les éleveurs, ce terme désigne toute organisation qui arrive de l'extérieur avec des moyens techniques, financiers et humains pour intervenir dans des actions, quelles qu'elles soient. Le paquet « projet » désigne les organismes de développement étatiques, les organismes de recherches, les organisations non gouvernementales. De manière grossière, dans le Ferlo toute personne qui passe avec les « emblèmes administratifs » est considérée comme porteuse de projet, les chercheurs, les enquêteurs étant placés dans cette catégorie. Les guillemets qui encerclent ce terme servent à spécifier que nous référons alors au sens générique que lui donnent les éleveurs.

Le « projet de développement », dans le contexte des pays en voie de développement comme le Sénégal, est né avec la mouvance des interventions de développement au début des années 80, quand l'État s'est désengagé, ses structures laissant la place aux initiatives locales souvent

⁷⁰ Mot wolof dérivé de l'arabe désignant une personne de race blanche

appuyées par des organisations non gouvernementales et un financement étranger. Ce dispositif d'intervention a toute sa pertinence dans l'espace des actions de développement de l'élevage extensif. Cependant, la perception de cette institution en milieu dépourvu d'équipements, de moyens et d'infrastructures, où tout apport de moyens quel qu'il soit est toujours bienvenu, lui octroie, aux yeux des bénéficiaires, un rôle exclusif de pourvoyeur de moyens financiers.

L'arrivée du projet en milieu pastoral avec l'ère du développement endogène dans les années 80 reposant sur la participation accrue des populations pose d'une certaine manière la problématique de l'action collective dans ce milieu. Car, ce nouveau paradigme de développement induit des changements dans la conduite des projets, en plaçant les paysans et les organisations d'agriculteurs au centre des dispositifs d'appui pour une implication forte, afin officiellement de renforcer leur autonomie. Ces changements dépassent la restructuration des démarches de conseil agricole (Pichot et Faure, 2010 ; Faure et Compagnone, 2011). Ces nouvelles dispositions impliquent que les formes d'organisation collective soient en capacité de parer aux insuffisances « *des démarches de diffusion de paquets techniques mal adaptées aux besoins* » (Pichot et Faure, *ibid*).

2. L'opportunisme : seule réponse des éleveurs face au « Projet de développement ».

Les éleveurs semblent ne développer qu'une attitude opportuniste face au projet. Ils considèrent être à la marge des préoccupations des pouvoirs publics et adoptent des postures stratégiques pour bénéficier de l'appui financier des actions de développement en leur direction, tout en comptant sur leur propres ressources pour faire face aux contraintes de l'élevage et de la vie en général en milieu défavorisé. Ce type de comportements montre que les logiques de « sélection » et de « détournement », de même que les logiques de « sécurité », « d'assistancialisme » et « d'accaparement » observés par Olivier de Sardan (1995) sont toujours en vigueur.

▪ *Des éleveurs qui se sentent marginalisés*

« *L'état ne nous considère pas, on ne pense à nous qu'à la veille d'élections* » (Alpha).

Ce point de vue est unanimement partagé dans le Ferlo même s'il n'est pas exprimé avec la même virulence. En effet, les éleveurs constatent qu'ils n'intéressent les autorités chargées des politiques qui s'adressent à eux qu'en période de campagne électorale. La politique partisane que nous soulignons dans le chapitre 1 est ressentie par les éleveurs qui se sentent

marginalisés par rapport aux agriculteurs. Ce parti pris se traduit notamment dans les politiques foncières, affaiblissant les droits d'usage pastoral des ressources (pâturages et eau), les éleveurs ne jouissant pas de garantie suffisante comme les agriculteurs qui disposent d'un droit sur le foncier.

« Si seulement on nous traitait comme les agriculteurs, tous les efforts qui sont faits pour l'agriculture ne sont pas faits pour l'élevage » (Salif).

Frustrations et colère sont les sentiments les plus partagés par les éleveurs du Ferlo quand il s'agit de juger le rôle de l'État vis-à-vis d'eux. Ces sentiments ne sont pas exprimés de la même manière par les éleveurs selon leur appartenance politique et leur degré d'implication dans des partis politiques ou leur niveau d'adhésion à des « Projets ». Les éleveurs localement impliqués dans des « Projets » ont un discours moins critique vis-à-vis de l'encadrement, même si le sentiment d'être laissé-pour-compte est manifesté par tous. Ceux qui sont localement déconnectés des dispositifs sont plus virulents. De la même manière, ceux qui sont désignés comme des politiciens, car étant des membres actifs de partis politiques, sont moins durs. Mais ce que nous retenons le plus des entretiens et des discussions informelles de groupes d'éleveurs, c'est le découragement vis-à-vis du discours et de l'action publique.

« S'il n'existait pas d'éleveurs, les sénégalais mourraient de faim, cet élevage qui est tant décrié est celui qui nourrit tout le Sénégal, à toutes les cérémonies familiales, religieuses, festives et malheureuses, les béliers ou les taureaux sont convoités. S'il n'y avait pas de gens pour sauvegarder et entretenir ces bêtes, les gens seraient fatigués. Et pourtant, nous ne sommes pas considérés. Nous les éleveurs nous manquons de poigne, on n'a qu'à tout boycotter, faire la grève, revendiquer comme les autres. Ces gens qui sont à la tête des institutions, on ne les voit qu'à la veille des élections, ils viennent avec les mêmes promesses toutes les fois, mais comme nous nous laissons faire, personne ne se battra à notre place. » (Mère d'Alpha).

Ce mépris envers l'État est dangereux dans la mesure où cela peut déteindre sur la mise en œuvre d'actions collectives, car à travers ce mépris, nous apercevons le discrédit sur toutes les formes d'organisations institutionnelles publiques. Les éleveurs voient un opportunisme politicien dans toutes les déclarations de prise en compte de leur préoccupation, et répondent par un autre type d'opportunisme.

▪ ***Des éleveurs opportunistes***

La captation des ressources à travers les actions de développement est une pratique observée dans le monde des éleveurs. Au regard de la configuration des liens entre éleveurs et les

organisations en place, la souscription en masse des éleveurs aux activités des « Projets » auxquels ils ne croient pas conforte l'idée bien entretenue sur les attitudes opportunistes des éleveurs (Baudrillard 1981 ; Alter, 2000). De même, la recherche de partenaires de développement par les éleveurs est une stratégie correspondant à de nombreuses requêtes adressées à tous les intervenants potentiels pour bénéficier d'appuis financiers. Il s'agit pour eux de se constituer en acteur collectif pour remplir l'une des exigences des « projets » mais plus largement des bailleurs de fonds du développement, pour prétendre à un appui financier ou technique. Ces regroupements de personnes dans les sites dépassent rarement le cadre familial, nous y reviendrons dans le paragraphe suivant sur le troisième registre d'interactions entre éleveurs et institutions du développement. Les logiques opportunistes sont apparues à l'annonce de la Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance (Goana) en 2009. Le lancement de cette initiative par l'État a eu un effet immédiat sur la mobilisation des éleveurs pour capter les retombées des actions de développement. Lors de notre séjour d'hivernage, dans tout le Ferlo, aussi bien dans les sites d'enquête que dans les autres forages, on apercevait des champs clôturés auprès des campements. L'étendue et la quantité de ces espaces clôturés étaient très visibles et changeaient le décor du paysage du Ferlo que l'on avait l'habitude de voir. Pour la plupart des éleveurs c'était une stratégie presque unanime et non concertée de captation de ressources. La rumeur courait d'un financement d'appui pouvant participer à l'autosuffisance alimentaire de toute personne ayant entrepris une activité agricole. Pour les éleveurs, il s'agissait juste de marquer concrètement l'espace par des champs. L'un d'eux s'exprime ainsi : parce qu'il a été informé de la Goana « *si Abdoulaye Wade⁷¹ vient ici, moi j'aurai déjà mon champ, je lui montrerai que je suis agriculteur* » (Oumar). C'est la première fois qu'il envisage de cultiver, et dans ce champ où il a déjà semé du mil et du niébé, il a aussi parqué une génisse et un veau.

Le jeu local est assez édifiant sur ce qui peut être qualifié de tentative d'influence et de résistance de part et d'autre. Les représentants locaux de lobbying (organisations « professionnelles ») ou de partis politiques font des discours accrocheurs sur l'intérêt qu'ils accordent au développement de l'élevage, et les éleveurs, tout en comprenant ce discours, semblent complices de ce discours en offrant du crédit à ces acteurs qui mélangent l'action de développement et l'action politique. Ils les écoutent, répondent à leur invitation et ne leur signifient pas explicitement leur méfiance. Convoqué à une réunion de mise en place d'une association pour le développement de l'élevage dans le Djolof, l'éleveur Coumba nous livre

⁷¹ Président de la république du Sénégal de 1998 à 2012

sa compréhension de ces invitations tous azimuts : « *on nous fatigue avec ces organisations qui sont toutes l'œuvre de politiciens. Celle-ci qui nous a encore réunis aujourd'hui est pilotée par des membres localement actifs pour le compte d'un parti politique* ». On peut se demander pourquoi ils se sentent obligés d'y participer ? Sans doute parce que cela participe à entretenir les liens sociaux.

Cette situation complexe où chacun compte sur ses capacités individuelles avant tout, et collectives ensuite, pour mieux se positionner et bénéficier des apports publics ou privés, pousse certains éleveurs à chercher à nouer des partenariats, c'est à dire à trouver des alliés dans la sphère des ONG et d'autres acteurs du développement publics ou privés. Ces stratégies en tous sens peuvent créer des tensions entre individus et autorités locales représentantes de l'État quand elles mettent en jeu des ressources de la communauté comme le foncier. Par exemple, à Boulal, un éleveur Kalidou (chef de village) a été contacté par un bailleur qui voudrait investir dans un ranch dans le village. Il a reçu deux fois les agents du bailleur et indique qu'un espace sur lequel il dit avoir un droit coutumier est choisi et une proposition de partenariat économique esquissée : il fournira des vaches qui seront *stabulées* à l'intérieur des parcelles et empochera 50 % de l'argent du lait vendu. Par contre, la communauté rurale n'est pas au courant de cette affaire. Le secrétaire administratif de la commune parle d'une série de rumeurs sur ce genre d'investissement, il pense que des privés contournent les autorités administratives locales pour tisser des contrats avec des éleveurs. La contractualisation entre des acteurs privés n'est en rien répréhensible, mais le droit d'octroyer de la terre à un acteur privé n'incombe qu'à la communauté rurale.

Malgré leur méfiance vis-à-vis du discours du développement, les éleveurs mobilisent leur capacité d'action pour tirer le profit maximal des intervenants extérieurs. Pour cela, la constitution de collectifs factices pour capter des ressources liées à des interventions constitue la stratégie des éleveurs. Ceci renvoie au débat sur l'incitation à une action collective par la prescription de professionnalisation, abordée dans la première partie de ce travail. La réponse du groupe des éleveurs témoigne d'un monde des éleveurs disjoint, où se jouent des processus distincts de construction identitaire. Les éleveurs du Ferlo, face à l'incomplétude de l'action de développement et à celle de l'action organisée de la profession, s'arrangent collectivement pour faire face aux situations auxquelles ils sont confrontés.

▪ *Des éleveurs qui veulent se prendre en main localement*

Sur les trois sites, les processus collectifs de mise en œuvre d'actions de développement suivent des dynamiques organisationnelles contrastées.

A Colonnat, les éleveurs se regroupent avec des objectifs précis dans des domaines ciblés. Trois organisations co-existent : un Groupement d'Intérêt Économique (GIE) de producteurs de riz, une coopérative laitière en cours de constitution et un groupement de promotion féminine. Tous les éleveurs participent à ces processus et cela semble fonctionner malgré quelques malentendus qui n'altèrent pas la vision globale des membres sur le mode de fonctionnement. La cohésion sociale est forte localement. On recense une seule fraction, toutes les familles sont des Peuls du lignage Ndurunajo, c'est-à-dire qu'ils ont le même ancêtre et ils sont peu nombreux en comparaison des éleveurs de Tatki et de Boulal, où différents lignages sont représentés. Le groupement des femmes d'éleveurs a investi le domaine de la riziculture, a réussi à se faire octroyer un champ de 3 ha par la communauté rurale, l'a exploité pendant une campagne et se trouve actuellement dans l'attente de financement privé pour mieux le mettre en valeur. Une demande de prêt a été introduite auprès de la Banque agricole. Ces femmes s'étaient par ailleurs cotisées pour obtenir des fonds de départ d'une caisse commune et les ont partagés pour faire du petit commerce (acheter des légumes et du riz chez les agriculteurs et les revendre sur le marché de Richard Toll et de Rosso). Les hommes éleveurs de Colonnat se sont constitués en groupement de riziculteurs et bénéficient du financement de la coopération taïwanaise. Ces actions collectives permettent à ces éleveurs de mettre en commun leurs ressources sociales et cognitives pour exploiter des ressources communes (ici la terre), en bénéficiant d'appuis subordonnés à ce type de coordination collective.

A Tatki et à Boulal, les organisations se multiplient depuis la fin des années 90 sous l'impulsion de projets de développement. Le projet d'autopromotion pastorale (PAPF), financé par la coopérative allemande, a fonctionné de 1995 à 2010. Pendant 15 ans, ce dispositif de développement a accompagné les éleveurs de Tatki, promu la mise en place de différents collectifs structurés autour de la gestion des ressources comme l'eau du forage, de thèmes comme l'élevage, la promotion « d'activités génératrices de revenus » pour les femmes et l'alphabétisation. Ce projet a aidé les éleveurs à former une union des éleveurs, une union des femmes, une association des alphabétiseurs. Ces unions regroupent des éleveurs, des femmes de la zone d'intervention. Au même moment, la constitution en GIE et GPF des acteurs du monde rural, initiée par les pouvoirs publics, avait commencé à marquer le milieu pastoral. Les animateurs du projet ont formé les hommes et les femmes au moyen de divers modules de « renforcement de capacités », comme la tenue de comptes d'exploitation, l'alphabétisation fonctionnelle, les techniques de lutte anti-érosive. Tous les éleveurs que nous avons enquêtés dans ce site ont participé à ces formations et ont été membres de ces collectifs. Toutes ces

organisations mises en place ont peiné à se pérenniser à la fin du projet. Au moment de nos enquêtes, seul le comité de gestion du forage assurait un minimum de gestion collective de ressources, avec beaucoup de difficultés concernant la gestion financière, ce qui compromet la maintenance de l'équipement et l'approvisionnement en gasoil. Pourtant, dans chaque campement il y a un GIE, ou un GPF dont nous ne pouvons pas décrire précisément les activités. Ils ressemblent plus à des rassemblements familiaux supplantant les autres collectifs locaux. Les tentatives de constitution d'actions collectives avortées sont nombreuses. Néanmoins dans la zone d'intervention du PAPF, les seules initiatives qui ont marché sont l'œuvre de ce programme.

La situation semble plus organisée à Boulal qu'à Tatki. Les éleveurs accompagnés par un autre projet PADV au moment de nos enquêtes, arrivent à préserver le fonctionnement de certaines organisations. Les organisations féminines semblent mieux fonctionner. Ce projet a réussi à assainir la comptabilité du comité de gestion du forage et appuie les éleveurs du Sud du Ferlo comme le PAPF a appuyé dans la zone nord du Ferlo en réfectionnant les pistes, en participant dans les frais de fonctionnement des écoles, etc.

Les problèmes de durabilité des processus d'actions collectives se posent partout dans le Ferlo. Nous avons interpellé les éleveurs sur cette question et voici une explication qui nous semble pertinente : *« Je considère, d'après l'expérience que j'ai des organisations d'agriculteurs et d'éleveurs, que les difficultés sont liées aux motivations des gens, aussi bien les responsables d'organisation que les simples adhérents. On y est car on veut se positionner par rapport à des enjeux sociaux (prestige), économiques (intérêt financier). On achète une carte de membre parce qu'on se solidarise avec un parent, un ami qui veut se positionner par rapport à ces enjeux que je viens de citer. Les actions sur des objectifs de développement ne vont généralement pas plus loin que les deux premières années de démarrage des activités. L'exemple que je peux vous donner, c'est ce qui se passe ici, presque toutes les organisations nationales ont des représentants, et ce sont les mêmes gens que l'on retrouve dans les instances »* (Alpha).

Au-delà des logiques opportunistes, ce témoignage montre la logique sociale de solidarité qui pousse les éleveurs à adhérer à des mouvements collectifs. Tous les éleveurs que nous avons enquêtés sont membres de plusieurs organisations nationales, même si celles-ci sont concurrentes, par exemple les deux syndicats des éleveurs qui réclament chacun la légitimité d'être considéré comme le seul syndicat représentatif. Certains éleveurs choisissent de ne pas s'impliquer dans les querelles partisans pour préserver une certaine cohésion sociale, d'autres ont un avis contraire.

Malgré ces logiques, les éleveurs disent comprendre que le seul moyen de s'en sortir est de conduire des actions concertées, en même temps qu'ils reconnaissent leurs difficultés récurrentes à fédérer leurs points de vue. La nécessité de mutualiser les forces est devenue évidente face à l'absence ou l'insuffisance de services publics garants d'une sécurisation des activités d'élevage. Les caisses d'entraide tentent de remplacer les actions publiques face aux situations d'urgences telles que le vol de bétail ou les feux de brousse. *« Je fais partie du groupement des éleveurs du village wallalé. On était 6 chefs de famille et chacun avait donné 200 000 FCFA pour acheter des moutons et les revendre. Ces animaux ont été vendus après quelques mois (à l'Aid el kebir 2007). Chaque éleveur a pu récupérer son placement et les bénéfices sont restés dans une caisse qui sert à l'entraide. Nous sommes dans une zone où le vol de bétail est fréquent, cet argent a servi plusieurs fois à louer une voiture pour sillonner les marchés à la recherche des animaux volés. S'il y a une catastrophe qui tombe sur quelqu'un, on lui donne de l'argent ».*

En dehors de ce type de mobilisation collective, l'adhésion à des mouvements n'est pas toujours orientée par une volonté de s'impliquer dans la défense de points de vue construits collectivement pour se positionner par rapport à un enjeu de développement, mais par des motifs qui sont guidés par une logique de sécurisation. Dans cette logique, l'appartenance à de multiples réseaux donne des ressources relationnelles multiples qui permettent de résoudre des problèmes ponctuels.

Les formes collectives locales d'organisation que nous avons vues dans le Ferlo sont des réponses à l'injonction de professionnalisation par l'État. Elles existent en dehors des organisations collectives nationales d'éleveurs censées relayer les points de vue sur les débats à propos du développement de l'élevage à l'échelle nationale.

Les éleveurs, dans leurs interactions avec le « Projet » en tant qu'institution d'appui, ne semblent pas construire de positionnement professionnel unifié. Quelle que soit la forme professionnelle véhiculée par leurs logiques d'élevage, ils développent des logiques opportunistes vis-à-vis des dispositifs de développement. Nous voyons ainsi une dynamique de réponse à des interventions et non une construction de formes professionnelles dans leur rapport au « Projet ». Si, vis-à-vis de l'école, les éleveurs se positionnent en rapport avec leur conception de l'élevage, vis-à-vis du projet tout se passe comme si les éleveurs s'étaient donnés le mot d'ordre de mettre en avant la quête d'intérêts matériels immédiats en reléguant en second plan, voire en occultant, tout débat sur les objectifs de modernisation et de changement de cette forme d'intervention, avec tout ce que cela englobe comme mise en cause de leur modèle social et professionnel. Nous allons à présent examiner comment le

marché, la troisième institution choisie pour interroger l'intégration des éleveurs à un univers plus large que le leur, se structure et structure les liens entre les éleveurs et les autres acteurs.

III. Les éleveurs du Ferlo et le marché

Dans le contexte de développement de l'élevage au Sénégal, l'intégration des éleveurs au marché est toujours apparue aux pouvoirs publics comme un thème d'intervention prioritaire. Ce choix politique répond comme nous l'avons montré dans le chapitre 3 au double besoin de l'État de répondre à la demande urbaine grandissante en produits animaux (lait et viande) et de réduire la part des importations de poudre de lait dans le déficit de la balance commerciale. Ce choix est par ailleurs entretenu par un fort préjugé des prescripteurs, qui imaginent les éleveurs idéologiquement et pratiquement très éloignés des échanges marchands. Ils considèrent par conséquent qu'il existe une importante marge de manœuvre ou un important potentiel d'intensification de la production et d'exploitation commerciale. Ainsi, depuis plusieurs décennies, plusieurs dispositifs d'intervention tentent de mieux intégrer les éleveurs sénégalais au marché. Il serait intéressant de mesurer l'impact de ces a priori sur les politiques sectorielles de l'élevage, pour mettre en relation ces considérations sur l'aversion des éleveurs à déstocker leur troupeau et les choix stratégiques des politiques sectorielles des années 70 (comme celles de la SODESP) et des années 2000 (comme la NISDEL qui promeut à côté de l'élevage pastoral « contemplatif », un élevage intensif dans des fermes qui visent le marché pour l'approvisionnement en viande et lait). Mais, ceci n'est pas l'objectif de ce travail. Ce qui apparaît clairement, c'est que les politiques sectorielles de l'élevage visent peu ou prou une meilleure intégration des éleveurs au marché. Nous avons largement exposé dans le chapitre 3 l'action de la SODESP, institution sectorielle et action publique du milieu des années 80 qui avait comme objectif phare d'augmenter la part de bétail commercialisée par les éleveurs du Ferlo. Depuis, toutes les autres initiatives prises pour le développement de l'élevage gardent l'intégration des éleveurs au marché comme visée. La dernière en date est la GOANA qui affichait comme objectif d'augmenter l'offre de lait sur le marché national. De ce point de vue, l'intégration au marché est présentée par l'État comme un moyen de changement radical de l'élevage pastoral. Aussi cette section s'attache à montrer comment se structurent les rapports entre les pasteurs et le marché, et comment ils évoluent.

L'analyse du rapport au marché des éleveurs dans ce travail se base spécifiquement sur les logiques sociales et économiques mises en avant par les éleveurs pour le marché de bétail.

Dans cette troisième section du chapitre, nous nous attelons à exposer les types de rapports au marché entretenus par les éleveurs au regard des incitations d'intégration au marché de l'encadrement. Mais auparavant, nous aimerions rappeler d'une part, les conceptions sociologiques du marché sur lesquelles nous fondons notre analyse et, d'autre part, la construction sociale de la représentation, par les « autres » acteurs de la société sénégalaise en général, d'une aversion des éleveurs au marché qui semble bien coïncider avec les choix d'orientation de politiques sectorielles d'élevage.

1. Quelle conception du marché ?

Parler de marché dans une réflexion sur le rapport au changement d'un groupe professionnel implique de revisiter les analyses sociologiques sur la notion. Le marché tel que circonscrit par la théorie économique standard a suscité des analyses critiques en sociologie économique. La critique de la notion d'échanges marchands déconnectés des relations sociales permet de développer la notion d'encastrement social des échanges (Polanyi, op.cit. ; Granovetter, 1985). Selon d'autres analyses, le marché touche l'ensemble des relations d'échanges entre acteurs ou réseaux d'acteurs, recouvrant un ensemble de règles qui instituent les échanges économiques, faisant qu'il existe autant de marchés que de produits ou autant de marchés que de rencontres d'offre et de demande (Grossetti et Bès, 2001). Ainsi, la définition du marché correspond à une réalité économique virtuelle comme la rencontre abstraite d'une offre et d'une demande, et plus largement une rencontre d'une chaîne d'acteurs et de réseaux d'acteurs. Il n'en demeure pas moins que le lieu de rencontre physique où des individus proposent leur production et où d'autres viennent s'approvisionner reste une compréhension communément partagée. Ce marché, lieu physique, représente une réalité concrète dans le Ferlo où s'expriment divers échanges, commerciaux ou non, entre individus. Nous nous intéressons à la dynamique des rapports sociaux pour savoir comment, dans un groupe social dans lequel l'identité sociale se superpose pour certains à l'identité professionnelle, les échanges marchands se structurent et comment ils agissent sur les normes sociales.

Dans le Ferlo, un marché hebdomadaire de brousse fréquenté par les éleveurs (*louma*) est organisé dans chaque forage. Des commerçants spécialisés dans ce type de marché sillonnent le Ferlo, venus d'un peu partout du Sénégal et proposent des produits variés. Bétail et aliments du bétail, céréales, habillement, cosmétiques représentent le gros de l'offre. D'autres marchés plus importants dans la région approvisionnent ces marchés de brousse, c'est le cas du marché du dimanche de Dahra au sud du Ferlo, de Richard Toll ou de Rosso sur la vallée du Fleuve

Sénégal. Quand nous parlons ici de marché, nous désignons ces marchés hebdomadaires de brousse, mais aussi d'autres échanges marchands entre les éleveurs et d'autres acteurs.

Le marché de brousse peut être pris comme un lieu d'intégration sociale dans la mesure où les éleveurs y rencontrent des pairs et échangent des informations sur l'état des ressources d'élevage. Ils y rencontrent aussi des agents de l'encadrement, qui profitent de ce jour pour communiquer avec les éleveurs, et les commerçants venus d'ailleurs et surtout de la ville la plus proche où se constitue la première demande de produits animaux et, par conséquent, l'expression des exigences de consommateurs.

La diversité des liens marchands et des lieux d'échanges marchands pour les éleveurs du Ferlo et de la vallée du Fleuve Sénégal contredit la critique de la majorité des acteurs du monde du développement sur le comportement des éleveurs.

2. L'aversion des éleveurs aux échanges marchands : un préjugé

« *Peul dou jayy ndiour* », cette phrase en wolof signifie : « le Peul ne vend pas son bétail ».

Cette assertion wolof sort de presque toutes les bouches des étrangers au Ferlo dès qu'on leur parle de Peuls et de marché du bétail. Elle n'est ni une hypothèse, ni une question, mais une certitude émanant de jugements factuels de certains individus et groupes ethniques (du moins des wolofs) sur les comportements des Peuls éleveurs vis-à-vis du marché. Ce regard des autres⁷² sur les rapports des éleveurs à leur bétail et plus largement au marché est un préjugé ancré. Toutefois, cette considération relève plus d'un jugement que d'un attribut avéré des éleveurs peuls. Car contrairement à l'assertion wolof « le Peul ne vend pas son bétail », dans une famille d'éleveurs chaque ayant-droit est un vendeur potentiel, chaque personne détenant une part dans le troupeau peut se prévaloir de son droit sur son bien, même si la propriété n'entraîne pas systématiquement une totale autonomie de gestion. Par exemple, nous avons pu rencontrer dans un campement une fillette (fille de Kalidou à Boulal) de 9 ans disposer de sa part de lait qu'elle allait vendre au marché. Le fait qu'un enfant (donc encore sous la tutelle de ses parents) qui plus est de sexe féminin (supposée avoir des droits limités pour la vente d'un produit d'élevage) expérimente l'échange marchand, nuance le manque d'autonomie de certains ayants-droit du troupeau (les jeunes et les femmes).

Le besoin de mieux cerner les recours au marché des pasteurs reste un enjeu, tant que les controverses au sujet de la faible intégration des économies pastorales au marché structurent

⁷² Nous l'avons éprouvé en tant que sénégalaise et wolof avant de nous engager dans la recherche sur le pastoralisme. Nous avons donc été amenée à questionner ces considérations dans une posture sociologique, dépassant les préjugés sur les pratiques et logiques des individus sur lesquels nous portons notre regard.

les questions scientifiques sur le développement du pastoralisme. Souvent les décideurs estiment que les rapports des éleveurs au marché ne sont pas suffisamment cernés pour qu'ils puissent définir des pratiques. La recherche nationale est interpellée pour éclairer les logiques commerciales et économiques des pasteurs. La présentation des rationalités des échanges de produits d'élevage chez les pasteurs du Ferlo s'inscrit donc dans le cadre de notre questionnement général sur le rapport au changement des éleveurs peuls et leur identité professionnelle.

Des observations ethnographiques de terrains ont souvent conclu à la supériorité de la valeur symbolique du troupeau sur sa valeur marchande. En milieu nomade chez les pasteurs WodaaBe nigériens, « *Le nomade ne s'adonne pas à l'élevage pour la valeur marchande de l'exploitation de la viande de son bétail, il laisse plus d'une bête mourir de vieillesse. Il vit de l'usufruit de son troupeau et ne se résigne à vendre un animal que lorsqu'il envisage une dépense urgente et indispensable* » (Dupire, 1996, p :128). Ce genre d'observation tend à cristalliser la perception que la possession d'un grand nombre ne sert qu'à prétendre à un certain statut social. Ces images des nomades ont été généralisées à tous les pasteurs transhumants. Cependant des études zootechniques en milieu pastoral sénégalais ont montré, au contraire, qu'on ne trouve pas ou peu de bêtes de réforme (animal en fin de carrière) dans les troupeaux, c'est-à-dire que le taux d'exploitation des troupeaux est relativement élevé (Tyc, 1994). La visée de la reconnaissance sociale n'empêche pas le recours au marché et n'implique pas l'absence de logique économique.

Le marché, souvent hebdomadaire, lieu physique de diverses transactions, tient une place centrale dans le quotidien des éleveurs. C'est un événement qui se prépare pendant une semaine dans les campements. Toute l'organisation des déplacements, ainsi que le calendrier des individus, sont fixés par rapport au jour du marché. Le marché remplit des fonctions autres qu'économiques. Lieu de rencontre, on y tisse des relations de tous genres ; on y entretient des liens sociaux autorisés et d'autres proscrits comme l'adultère et la consommation d'alcool. Certains éleveurs y consomment de la viande de *dibiterie*⁷³ étant donné que les animaux des troupeaux familiaux se prêtent moins à ce type de festin.

Le lieu du marché suscite des craintes chez certains éleveurs, car ils sont vus comme un lieu de débauche pour les jeunes à la recherche de plaisirs (on y apprend à boire de l'alcool et à fumer du chanvre).

⁷³ Sorte de gargote où l'on grille de la viande de mouton ou de chèvre

On peut dire également qu'à côté des transactions sociales, le marché est un lieu de recherche d'opportunités de travail pour les plus pauvres. Parmi les campements suivis, ce sont les éleveurs les moins pourvus en ressources financières qui fréquentent plus le marché. Il s'agit de Babacar, de Demba et d'Abdou qui y vont pour chercher du travail en échangeant des compétences de « bon vendeur d'animaux » contre de l'argent à d'autres éleveurs au marché de bétail. Ils ne le ratent jamais, et sillonnent ceux qui sont dans les alentours de leur zone. La plupart se réclamant dioulas ou *tefanké*, le marché constitue le lieu privilégié pour faire une affaire. « *Chaque jour de marché hebdomadaire, j'arrive à rentrer chez moi avec en moyenne 5000 f, de quoi assurer la dépense pendant une semaine et m'éviter de vendre un petit ruminant pendant un bon moment* » (Babacar).

Les marchés sont des lieux stratégiques de rassemblement, d'activités et d'information dans toute la région rurale sous-équipée du Ferlo ; aussi les échanges marchands et sociaux qui s'y tiennent occupent une place importante dans la vie des éleveurs. Décrivons maintenant les pratiques marchandes ainsi que les logiques sociales qui les sous-tendent.

3. Les rapports des éleveurs au marché

Nous avons essayé de comprendre, dans chaque campement, les raisons et les règles qui président au commerce, en assistant aux échanges marchands se déroulant dans les campements et en accompagnant les éleveurs au marché hebdomadaire.

Nos observations au sein de chaque *gallé* recensent des points de vue divers sur les conceptions économiques et la place du marché dans les conceptions des éleveurs. Il peut y avoir autant de perceptions du marché que d'individus dans le *gallé*. Il existe en revanche des discours plus ou moins homogènes et affirmés sur certaines questions comme le refus d'un déstockage massif des animaux qui s'oppose à la visée d'intégration au marché mise en avant par l'encadrement.

Nous expliquons la configuration des marchés du bétail et du lait dans chaque site d'enquête.

Bétail et lait : marché par essence des éleveurs du Ferlo

L'éloignement des zones d'élevage par rapport aux grands marchés urbains et l'inexistence de marchés suffisamment attractifs atténuent pour les éleveurs certaines incitations d'intégration du marché venant de l'extérieur. De ce point de vue, on peut considérer que l'évolution des échanges de produits d'élevage dépend de la demande. Quand il existe un marché, l'offre prend forme. Bien entendu, cette vision purement adaptative ne saurait expliquer les logiques économiques des éleveurs, mais la plupart des éleveurs du Ferlo se trouvent dans des

situations de précarité qui les prédisposent à cette position d'adaptation. Nous avons remarqué que selon les sites, les éleveurs se spécialisent dans la fourniture de produits pour lesquels la demande est forte et régulière. Les tentatives d'investissement dans des troupeaux naisseurs et dans l'élevage de volailles à Boulal, la forte spécialisation dans les petits ruminants à Tatki et l'amélioration de la production laitière à Colonnat sont les réponses des éleveurs à la configuration locale des marchés et de l'environnement.

▪ *Le bétail*

Les ventes d'animaux ne sont pas impulsives. Assez souvent, à la question « comment faites vous pour satisfaire vos besoins quotidiens ? », la réponse est : « on vend un animal ». Dans nos travaux antérieurs⁷⁴, nous avons noté qu'un animal était vendu toutes les semaines par *gallé*. Ces animaux sont vendus certes, mais les revenus de base des familles sont variés selon les zones. L'immersion d'une dizaine de jours dans les campements nous a montré qu'il existe une diversité dans les motifs et raisonnements qui conduisent à la vente d'animaux au sein de chaque campement, indépendamment du site, même si des effets de site jouent de façon déterminante sur les opportunités d'échange.

Notre première phase d'enquête de terrain a coïncidé avec la crise des prix alimentaires de 2008 : la forte hausse mondiale et locale des denrées de première nécessité s'est produite en avril-mai 2008 en milieu de saison sèche, le moment le plus dur dans les zones arides. Les plaintes des éleveurs étaient fréquentes et la même phrase sortait de toutes les bouches : « *les temps sont durs* ». Les pratiques marchandes occupaient une place importante dans les discussions, les éleveurs ressentaient la détérioration des termes de l'échange, ils soulignaient que la valeur actuelle d'un petit ruminant ne pouvait plus payer un sac de riz, une certaine panique se sentait sur les marchés car la hausse du prix des céréales remettait en cause l'équivalence précédente : une chèvre pour acheter un sac de riz. « *Aujourd'hui avec une chèvre tu ne peux acheter que du sucre* » (Oumar). Les débats devenaient de plus en plus nombreux au sujet de la vente. Nous avons assisté dans tous les campements à des discussions familiales pour s'entendre sur la nécessité de la vente d'un animal. Ces arbitrages prenaient des formes différentes selon le degré d'entente familiale et l'urgence des besoins. En guise d'exemple, un dimanche matin à Boulal, tout le monde s'apprêtait à rejoindre Dahra jour de marché. Dans l'enclos des petits ruminants de la famille du gendre de Coumba où se trouvait le jeune couple, le mari procède au choix des animaux à vendre ce jour. Quand celui-ci

⁷⁴Les notes d'entretiens sur l'étude des dynamiques socioéconomiques du pastoralisme dans le Ferlo en 2000 et 2001.

indique un animal, la femme s'oppose en riant. L'atmosphère est détendue, elle essaie de s'opposer à la vente des animaux qui lui appartiennent avec beaucoup de tact. À la fin le mari dit : « *tu vois Astou cette femme refuse de participer aux dépenses du campement, pourtant elle devrait comprendre qu'elle est le chef, elle détient plus que moi dans le troupeau, mais n'accepte jamais que je touche à ses animaux* » (jeune couple dans le campement de Coumba). A quelques kilomètres, dans la même zone, Babacar fait feu de tout bois pour convaincre sa mère et l'une de ses épouses de le laisser vendre une vache ; toutes deux refusent, il finit par abandonner. Plus loin, à Colonnat, le ton monte. Salif essaie de justifier la vente d'une vache appartenant à une de ses épouses qui refuse catégoriquement, jusqu'à le menacer de quitter le campement s'il la vend. Vendre un animal, surtout une vache, ne se fait pas toujours facilement, surtout quand la nécessité n'est pas évidente pour toutes les parties concernées. Ces refus récurrents ne traduisent pas uniquement un attachement fort au bétail, mais résultent de calculs qui peuvent être d'ordre financier, social (c'est à l'homme de pourvoir au besoin de sa famille), ou purement stratégique car ils considèrent qu'on vend en premier la part des membres les plus souples ou des plus vulnérables dans la famille. Le débat sur la vente concerne autant la décision de vendre, que le choix de l'animal, comme nous l'avons expliqué dans le chapitre 5, à propos des échelles d'arbitrage entre l'individu et l'unité sociale collective de gestion du troupeau.

En dehors de ces tensions pour arbitrer les ventes, les éleveurs ont des manières différentes d'agir sur le marché du bétail selon leur niveau de ressources. Des éleveurs spécialisés arrivent à profiter des échanges marchands au marché hebdomadaire, qui ne constitue pas pour ces éleveurs le seul espace où ils peuvent commercer, et sur les autres marchés de bétail nationaux (Dahra, Touba). Coumba détient une position économique qui lui permet de maîtriser le marché du *guzérat* dans la zone de Boulal. La presque totalité de ses ventes ont lieu dans le campement : « *il y a longtemps que je ne suis pas allée vendre un animal à Dahra, les éleveurs et d'autres acheteurs viennent jusqu'ici* ». Pour cette éleveuse, la vente de taurillons métis est très fréquente, ainsi que celle des vieilles vaches et des taureaux métis castrés. Autant on note son enthousiasme à la vente de bovins, autant elle manifeste un désintérêt pour les petits ruminants et la vente de lait : « *Il n'existe pas de marché de lait ici à Boulal, ce serait me fatiguer et épuiser mes vaches de les traire pour des miettes* » explique-t-elle. La plupart des ventes d'animaux ayant lieu chez elle, elle satisfait à des demandes exigeantes en animal de boucherie pour des villes comme Touba et Dakar. Répondre à ces demandes ne l'empêche pourtant pas de satisfaire à une autre exigence sociale d'accumulation du troupeau. La reconnaissance sociale s'opère sur deux critères : ancien (la possession d'

animaux), nouveau (le pouvoir économique). Coumba joue sur les deux à la fois. Nous ne pouvons pas en dire autant d'Alpha bien qu'il soit dans la même catégorie que Coumba, car il est en train de construire son élevage pour agir, comme elle, sur ce type de marché. Il vit d'autres ressources et son positionnement sur le marché des animaux n'est pas encore effectif, mais son objectif est de faire comme cette éleveuse, sinon mieux, car il envisage de se construire à la fois une offre d'animaux de boucherie et du lait.

Les éleveurs des deux autres catégories, c'est-à-dire les conservateurs du modèle dit traditionnel et les éleveurs en situation précaire et transitoire n'ont pas les mêmes comportements vis-à-vis du marché d'animaux. Même ceux qui ont un niveau de ressources confortable abordent ces échanges différemment. C'est dans ces campements que nous avons observé le plus de difficultés à décider de la vente des animaux (exemple chez Babacar, Salif). Chez les pasteurs dits « conservateurs » nous attribuons ces réticences à une logique de préservation de statut social. Ils s'appuient sur un critère normatif ancien ; chez les pasteurs en situation précaire nous l'expliquerions plutôt par une logique de sécurisation économique. Ces éleveurs sont limités à un type de marché hebdomadaire sur lequel la concurrence de l'offre est importante car beaucoup d'autres éleveurs offrent les mêmes produits qu'eux.

Ainsi, les logiques aperçues dans les arbitrages pour la vente d'un animal répondent à un besoin de préservation du bétail en tant que moyen de sécurisation des conditions de vie, aussi bien du point de vue économique que du point de vue social. La logique d'élevage est un élément déterminant des échanges, même si le niveau de ressources économiques est un élément discriminant. Voyons ce que le marché du lait révèle de ces logiques sociales et économiques des éleveurs.

▪ *Le marché du lait*

Nous nous sommes intéressée au rapport au marché des éleveurs, dans le cas particulier du marché du lait au Sénégal. C'est un enjeu politique dans la mesure où le projet national d'amélioration génétique des races bovines, évoqué dans le premier chapitre, est justifié par la volonté affichée d'augmenter une production laitière locale en mesure de réduire la facture des importations de poudre.

L'initiative de Nestlé dans les années 90 de collecter du lait frais autour de la zone de Dahra pour l'acheminer à Dakar s'inscrivait dans une stratégie de partenariat développemental et fut la première tentative du groupe en Afrique (Vatin, 1996). Ce projet n'a pas eu les effets escomptés et continue de nourrir des débats. Au bout de quelques années de collecte de lait dans des centres de collecte où étaient installés des tanks réfrigérés, l'entreprise s'est retirée

car les coûts de transports ajoutés au coût d'achat du lait empêchaient toute rentabilité. Nestlé a arrêté la collecte en 2002. Les équipements ont été récupérés par un GIE d'éleveurs qui a tenté de poursuivre la collecte du lait dans la zone de Dahra et ses alentours pour vendre sur place à des acheteurs et revendeurs de marchés locaux et régionaux. Boulal faisait partie de ces centres de collecte, mais au moment de notre enquête, le centre était fermé.

En 2006, une entreprise privée, « Laiterie du Berger », a démarré dans la vallée du Fleuve Sénégal en suivant d'autres modalités que l'expérience de Nestlé en termes d'organisation des éleveurs. Notre enquête dans les zones où ces expériences se poursuivent actuellement nous permet de faire une lecture des logiques sociales et marchandes à l'œuvre autour du lait. Nous présenterons la configuration du marché du lait en regroupant Boulal et Tatki car ils présentent au moment de l'enquête le même statut de zones sans marché organisé de lait, contrairement à Colonnat où les éleveurs avaient déjà fait l'expérience d'une contractualisation avec un industriel.

Le cas de Boulal et Tatki

Dans ces deux sites, les enjeux économiques ne semblent pas se jouer autour du lait. Il n'y a pas de marché formel organisé malgré une offre potentielle. En revanche, des ventes locales et peu importantes de lait et autres produits dérivés du lait (beurre et huile) existent. Elles ne provoquent ni conflit, ni engouement chez certaines femmes qui vendent, et les hommes ne s'y intéressent pas.

Ancien bastion de la production et de la collecte de lait pour Nestlé-Sénégal, Boulal était le centre de collecte qui fournissait les plus grandes quantités de lait. Le centre de collecte de Boulal ne propose aujourd'hui pratiquement plus de lait au marché. Cette « époque Nestlé » est vécue et présentée par les éleveurs avec nostalgie et regret. C'était l'âge d'or. Les récipients de collecte du lait offerts par Nestlé servent toujours à stocker d'autres denrées dans les campements. Plusieurs fois, en cours d'entretien, les femmes les ont exhibés pour magnifier et regretter à la fois les quantités importantes qu'elles arrivaient à écouler par jour. Plusieurs fois également, des femmes ont tenté d'évaluer et de se souvenir des sommes d'argent amassées tout les quinze jours au point de collecte qui se trouve au forage.

Ce point de collecte aujourd'hui nourrit beaucoup de commentaires de la part des femmes de Boulal qui considèrent que c'est un gâchis, une opportunité non saisie, de laisser inutilisés des équipements de cette valeur. Des tentatives d'organisation collective pour récupérer et entretenir le matériel ont échoué, mais les femmes affirment qu'elles ne sont pas découragées,

d'autant qu'aujourd'hui Boulal est au centre d'une dynamique d'adoption d'une race à viande (guzérat) et que les femmes vantent les qualités de ces vaches métis dans la production laitière. Le guzérat, très prisé par les éleveurs de Boulal, est présent dans presque tous les troupeaux. Ces femmes déplorent le manque de débouchés laitiers dans la région. Le bassin laitier de la ville de Touba s'élargit petit à petit mais les collecteurs ou acheteurs de cette ville rurale n'arrivent pas à Boulal.

A Tatki, le marché du lait n'existe pas et n'a jamais existé. Le lait ne se vend pas. Tatki se trouvant à plus de 40 km de Richard Toll est trop éloigné de la laiterie du Berger qui avait tenté, à ses débuts, d'y collecter le lait. Seul le beurre, produit de longue conservation, se vend. L'absence de débouchés pour le lait pousse les femmes à mépriser le marché hebdomadaire : « *je ne vends pas de lait, car le prix du lait caillé est très bas, le lait frais ne s'achète pas ici* » (Femme de Demba). D'autres évoquent le manque d'habitude de commercialisation du lait : « *chez nous le lait ne se vend pas, on n'a pas l'habitude de vendre du lait* » (femme de Oumar).

Colonnat : une contractualisation de la vente du lait reconfigure les règles de gestion sociale et économique du lait

La « Laiterie du Berger » est une entreprise commerciale. Elle ne cache pas ses objectifs de rentabilité économique mais instaure un partenariat économique et social avec les éleveurs. C'est un acteur qui mise sur ses fortes « *capacités à mobiliser* » les ressources à la fois économiques, relationnelles et cognitives. En effet, les promoteurs de cette entreprise invoquent leur proximité au groupe social (ils sont issus du groupe ethnique peul), la mise en valeur d'une compétence vétérinaire et leur patriotisme, pour la relance d'une économie locale qui favorise la consommation de produits sénégalais ; ils ont su mobiliser d'importants fonds privés⁷⁵, bénéficient de garanties de la coopération française, à travers l'AFD et du fonds de promotion de Wallonie qui appuie l'élevage. L'entreprise fait appel également à une expertise scientifique pour se positionner sur ce marché. On ne peut que reconnaître l'intelligence des milieux dont fait montre la LDB pour se faire une place au soleil. Localement, elle propose un package comprenant l'achat du lait à prix constant, un appui vétérinaire, la fourniture à crédit d'aliment de bétail sous forme de concentrés à base de céréales et l'entretien des liens personnels avec les producteurs. Le partenariat économique et social comprend des subventions à creuser des puits, la fourniture d'aliments du bétail à travers une coopérative

⁷⁵ Prêt d'une banque commerciale, un appui de Danone Communities un peu plus tard

encouragée par la LDB sur une base sociale locale d'appartenance. La laiterie incite chaque groupe de campements proches et partageant des liens familiaux ou sociaux à constituer une unité de collecte de lait. Le système de collecte est innovant par rapport à celui de Nestlé qui réceptionnait le lait au centre de collecte, car la LDB collecte à domicile. Ici les liens sont personnalisés à travers un relais, collecteur « homme clé », choisi en accord avec les éleveurs. La laiterie a une capacité de 2500 l/jour mais elle fonctionne avec moins de 1000 l. La collecte journalière du lait est établie sur des axes d'un rayon de 40 kms entre Richard Toll et les campements d'éleveurs fournisseurs. Colonnat est un axe de collecte. L'ensemble des fournisseurs de la laiterie sont regroupés autour de 200 familles d'éleveurs réparties sur la vallée du fleuve et une partie du Ferlo. Au moment de nos enquêtes, la laiterie commercialise ses produits finis (lait pasteurisé, yaourt, fromage, crème) à Dakar où elle compte 120 points de vente, ainsi que dans d'autres villes comme Richard Toll, Saint Louis.

De ce fait, à Colonnat, le marché du lait a une toute autre allure. Analyser les liens entre les éleveurs et cette entreprise est un moyen d'interroger le rapport au marché des éleveurs, et plus largement le rapport au changement, car le lait est un produit qui a une valeur économique, une valeur nutritionnelle et une valeur symbolique. L'extrait d'un entretien à Tatki explique ces trois dimensions de la valeur du lait pour les éleveurs peuls. Et, même si le marché du lait ne se présente pas de la même manière, nous remarquons ce même type de considérations chez les éleveurs de Tatki et Boulal. « *Nous, on peut vivre du lait et de ses dérivés* » me dit une personne âgée au cours d'une discussion. Il le raconte ainsi « ... *j'avais invité un Wolof ici à Tatki pendant un hivernage, nous prenions du lait frais au petit déjeuner, du lait caillé au déjeuner, et du lait avec un peu de céréales au diner. Mon invité après avoir ingurgité un bol de lait frais le matin ne put rien manger jusqu'au soir et il s'émerveillait tout à coup et commença à croire ce que je lui disais du lait, je préfère du lait à un bon « Thiebou dieun »*⁷⁶. *Si le Peul mange autre chose c'est parce qu'il n'a pas de lait* ». Pour une famille d'éleveurs peuls, le lait de la vache nourricière représente un symbole. Plusieurs fois dans le discours des éleveurs, le lait est présenté comme un aliment complet. Quand il s'agit de le vendre à une entreprise qui le transforme en produits variés, les éleveurs confortent leur haute opinion vis-à-vis de ce produit.

Le lait échappe aux femmes dans un groupe social peul

A Boulal et à Tatki, le lait est encore une affaire de femmes : aucune tension visible sur l'usage et la vente de lait, ni entre les femmes d'une même unité domestique, ni entre hommes

⁷⁶ Riz gras au poisson, un des repas emblématiques du Sénégal

et femmes. En revanche à Colonnat, le contrôle du lait échappe aux femmes comme l'avait déjà constaté Christian Corniaux (2006) dans des élevages de la vallée du Fleuve Sénégal à partir du moment où il devient un enjeu financier de transformation du système d'élevage. A Colonnat, la contractualisation entre un industriel et les éleveurs change les règles domestiques de gestion du lait. Les termes du contrat s'établissent comme suit : les éleveurs s'engagent à fournir du lait de bonne qualité matin et soir, au prix de 200 fefa le litre ; un système de contrôle de la qualité est instauré et le lait défectueux est refusé. La laiterie fournit à crédit aux éleveurs de l'aliment pour les vaches traites. Ceci d'une part maintient ces vaches au campement, à la différence du troupeau qui peut partir en transhumance, et d'autre part, leur permet de produire assez de lait en saison sèche quand il n'y a plus d'herbe. Les éleveurs se disent intéressés par ces aliments du bétail en période sèche. Et c'est peut-être surtout l'opportunité de sécuriser le troupeau en disposant de nourriture au moment où l'herbe est rare, qui attise l'intérêt des hommes pour le lait, produit réservé aux femmes tant qu'il ne faisait pas l'objet de ce type de contrat commercial. Les hommes recherchent donc l'écoulement du lait sur ce marché contractuel et sécurisé. Cette dynamique observée à Colonnat s'opère sur les autres sites de collecte de la laiterie. A Niassanté, dans un forage du Ferlo, les éleveurs se sont organisés en coopérative d'éleveurs fournisseurs de lait à la laiterie, et les éleveurs de Colonnat nous ont parlé de cette coopérative qu'ils veulent initier. Salif s'exprime ainsi à ce sujet : « *cela nous permettra de travailler avec la laiterie et d'avoir de l'aliment de bétail* ».

Ce changement dans la distribution des rôles marque une évolution dans l'organisation sociale, particulièrement dans la division du travail, puisque la traite était faite par les femmes. Cette redéfinition des positions met en exergue l'influence des échanges marchands sur les relations sociales et témoigne d'un type de rapport au changement qui montre la capacité des acteurs dominants de collectifs familiaux à faire bouger les règles pour les faire correspondre aux contextes socioéconomiques globaux dans lesquels ils sont inscrits. Mais plus spécifiquement les dynamiques en cours sur le marché du lait confortent ici la conception Polanyienne du marché comme moteur de reconsidération des rapports sociaux.

Tous les éleveurs que nous avons interviewés fournissent du lait à la laiterie. La vente du lait par les femmes est bien antérieure au partenariat avec la laiterie. Cette dernière change la donne en instaurant une contractualisation avec des revenus réguliers et un système d'organisation de la collecte et de la rémunération, que les familles doivent suivre. Aujourd'hui la collecte est organisée par les hommes ; à titre d'exemple, le campement

d'Abdou est un point de collecte, les cinq campements qui se situent à moins d'un km y amènent leur lait. Les hommes font la traite, répartissent le lait entre la laiterie et la consommation domestique. Ils récupèrent la rémunération qu'ils gèrent comme ils l'entendent également. Cette manière de procéder est en vigueur dans tous les campements de Colonnat. Cette organisation de la mise en valeur du lait implique une négociation au sein des collectifs familiaux où il faut désigner quelle vache traire, quelle quantité fournir et où vendre le lait, car des points de vue peuvent diverger entre les hommes et les femmes sur le lieu de vente, dans la mesure où vendre à la laiterie prive les femmes du contrôle sur les revenus tirés du lait. Elles trouvent que le prix n'est pas intéressant comparé aux prix du marché. Le litre de lait vendu à la laiterie à 200 fcfa vaudrait davantage sur le marché. Certes, avec un litre de lait, on ne peut vendre que 8 louches vendues habituellement à 25 fcfa l'unité au marché, ce qui équivaut au prix proposé par la laiterie, mais sur ce circuit de vente directe, l'éleveuse retire le beurre qu'elle valorise à part. Elle en retire deux avantages : disposer du beurre et obtenir des revenus supplémentaires, mais également contrôler la vente du lait. Une autre raison avancée par certains éleveurs est qu'en hivernage il devient difficile d'écouler des quantités importantes de lait sur le marché : vendre sur le marché local informel en période sèche leur fermerait les portes de la laiterie en hivernage. Leur stratégie consiste donc à figurer parmi les fournisseurs fidèles de la laiterie pour bénéficier de débouchés garantis en période d'abondance de lait. Cependant, cette raison n'est pas partagée par la majorité des femmes qui disent que même au cours de l'hivernage, la vente du lait ne pose pas de problème. Selon elles, il est possible d'écouler leur lait facilement et à un prix beaucoup plus élevé que celui proposé par la laiterie « sur le goudron » à un peu plus de 5 kms de l'endroit de la collecte, ou à Richard Toll sur le marché de la ville. Ce dernier argument nous semble plus un prétexte pour se repositionner sur la gestion du lait, car ce marché évoqué sur le goudron est plus aléatoire que celui de la laiterie qui, à travers un contrat de collecte, achète régulièrement. Les femmes ont tenté de revenir sur le marché en devenant revendeuses des produits de la laiterie. Elles se fournissent auprès de la laiterie en sachets de lait yaourt de 100 f, qu'elles revendent dans des glacières à 125 fcfa. Les logiques en cours ne montrent pas de différences entre les catégories d'éleveurs. Les rapports au marché du lait sont principalement différenciés entre les femmes et les hommes. Tous ces éléments rendent complexes les arbitrages et montrent aussi la capacité de certaines règles sociales à évoluer selon les conditions du milieu. Ils donnent aussi l'impression que les éleveurs n'ont pas une grande marge de manœuvre pour négocier avec la laiterie, car les marchés du lait sont incertains et le

poids de leurs arguments dans la « négociation » avec la laiterie est faible, étant donné que d'autres éleveurs acceptent les propositions de cette entreprise.

Ces changements montrent que l'organisation de la vente de lait dans les campements n'est pas figée, elle évolue en fonction des enjeux existants.

Un marché de lait fragile

A Colonnat la nature des interactions entre les éleveurs et la laiterie semble effriter le partenariat entre eux. Des raisons différentes sont évoquées de part et d'autre. Du côté de la LDB, on évoque différents éléments : le manque de rentabilité de cet axe de collecte (*« Colonnat, c'est un troisième axe qui a été ajouté aux autres axes de collecte de la laiterie et qui ne satisfait pas, zootechniquement, il n'est pas bien de ne traire qu'une fois par jour, ... ça me pose un problème... »*) ; le respect d'un quota fixé avec les éleveurs grands fournisseurs du Diéri dans le Ferlo, qui empêcherait la laiterie de prendre plus de lait ailleurs (il s'agit de deux forages situés dans le Ferlo qui font partie des axes collecte *« il fallait permettre aux fournisseurs du Diéri de payer les crédits importants (pour l'aliment du bétail) qu'ils avaient contractés en saison sèche »*) ; le manque de confiance vis-à-vis du collecteur ; et enfin, la crainte de la politisation de la coopérative avec qui la laiterie a signé un contrat (*« ...on ne veut pas être mêlé aux querelles de positionnement politique ... »* PDG de la LDB). Du côté des éleveurs, on évoque le prix d'achat non attractif du litre de lait : *« Je suis sûr que si la laiterie n'augmente pas ses prix, elle coulera, car la plupart des éleveurs d'ici ne sont pas enthousiasmés par le prix actuel. Il y a ici des éleveurs qui refusent de vendre à ce prix »* (Abdou) *« Ah, un litre de lait à 200 f, alors que ce même litre peut nourrir ou servir de petit déjeuner à la famille (aux enfants), au moment où avec 200 f je ne peux pas me payer un petit déjeuner pour mes enfants. Sur le marché (village wolof le plus proche à moins du campement à moins de km) le lait caillé se vend mieux »* (épouse de Salif).

Il existe un conflit sur le prix du lait proposé par les laiteries en général. La valeur du lait ne serait-elle pas surestimée par les éleveurs ? Une équivalence étrange est établie par les éleveurs de Colonnat, *« avec un litre de lait vendu à 200 fcfa, la laiterie sort un produit fini de 500 ml vendu à 600 fcfa »*. La valeur ajoutée des produits dérivés du lait n'est pas visible pour ces éleveurs, et ils considèrent que le calcul des charges évoqué par la laiterie n'est qu'un prétexte.

A travers ces analyses des relations commerciales entre les éleveurs et la laiterie du berger, la contractualisation apparaît comme un mode particulier d'intégration des éleveurs au marché

du lait. La logique économique partagée par tous les éleveurs est de récupérer les revenus de la vente du lait, qui en général servait d'abord aux besoins des femmes, et d'en faire profiter le troupeau familial, en convertissant le lait contre de la nourriture animale.

Pour conclure sur les rapports au marché des éleveurs, nous considérons qu'au delà des effets de site, l'opportunité créée par un marché proche, et un débouché économique, on peut distinguer deux types de rapport au marché étroitement corrélés aux logiques d'élevage identifiées. On parlera de « maîtrise » du marché pour les « spécialisés » et d'une posture frileuse « tâtonnante » pour les deux autres types d'éleveurs.

- ***Un rapport au marché maîtrisé pour les éleveurs spécialisés et une frilosité des deux autres catégories***

Les logiques d'échange des éleveurs de type spécialisé semblent démontrer leur capacité à répondre aux incitations du marché sans compromettre un seuil de sécurité défini en milieu pastoral par rapport à la quantité d'animaux possédée⁷⁷. Les échanges commerciaux de produits d'élevage, chez les éleveurs spécialisés, obéissent à une logique commerciale, montrant ainsi un rapport au marché maîtrisé, dans le sens où la logique commerciale ne remet pas en cause la logique d'intégration au groupe social. Leurs ressources sociales, économiques, et relationnelles leur permettent d'allier les deux. Ces éleveurs ne fréquentent pas forcément toutes les semaines le marché au sens strict de lieu physique d'échanges. Certaines ventes importantes ont lieu à des moments où la demande est forte. Des animaux de tout âge sont vendus hors des périodes de crise.

Dans la catégorie des éleveurs conservateurs et des éleveurs en situation précaire et transitoire, le marché, quand il s'agit pour ces éleveurs de déstocker pour vivre, est approché avec parcimonie. Par contre, quand il s'agit de s'y positionner pour vendre d'autres services, il est fréquenté assidûment. En effet, pour ces deux catégories d'éleveurs, les ventes d'animaux sont rares, seuls les petits ruminants sont utilisés pour pourvoir à certaines dépenses. Dans une logique de sécurisation, les bovins ne sont vendus qu'en dernier recours, quand le besoin nécessite une somme d'argent que ne peut assurer la valeur d'un petit ruminant. Pour ces éleveurs, une activité marchande organisée leur permet de vendre autre chose que leurs animaux. Le rapport au marché des éleveurs les plus vulnérables se caractérise, de ce point de vue, par une fréquentation régulière en tant que *téfanké* ou *dioula*; *« ce sont deux activités qui permettent aux éleveurs démunis de vivre des transactions*

⁷⁷ Même si cet indicateur de sécurité n'est pas suffisant pour garantir les moyens d'existence utiles étant donné que les ressources proviennent aussi d'autres activités.

d'animaux. Ils ont un savoir incontesté de l'animal et ont souvent un réseau de connaissance élargi. Quand ils sont loyaux, on leur fait confiance et leur confie la vente de nos animaux ».

(Alpha)

Ces éleveurs « conservateurs » et « situation de précarité » se trouvent également amenés à vendre des produits comme le lait à des prix dérisoires quand d'autres refusent de le céder. Des femmes vendent du lait caillé au marché de Boulal malgré un prix bas (125 fcfa le pot de deux litre de lait caillé), d'autres tiennent des gargotes au forage.

Les observations de terrains démontrent également qu'il n'existe pas d'aversion des éleveurs à vendre, quel que soit leur profil. Le degré de maîtrise de l'incertitude, l'obligation ou non de vendre pour vivre et la capacité à faire face au risque déterminent leur type de positionnement par rapport au marché.

Une fois cernés les différents types de rapports aux institutions, préalable à l'analyse du rapport au changement et des formes identitaires qui lui sont associées, nous nous proposons de rendre compte du lien entre les réponses des éleveurs aux incitations à l'intégration sociale et leurs logiques d'élevage.

IV. Logiques d'élevage et rapports au changement

Pour les éleveurs du Ferlo, l'incertitude omniprésente caractérise l'élevage extensif (Diao, 2013). Dans un travail mené en France, Lémery et al ont montré que face à la remise en cause de la profession agricole, les éleveurs de bovins allaitants de Saone-et-Loire (France) ont répondu diversement aux différentes exigences auxquelles ils étaient soumis en fonction de leurs logiques d'élevage (Lémery et al, 2005). Nous analysons le rapport au changement des éleveurs du Ferlo en nous appuyant sur ce cadre d'analyse. Le changement renvoie à la fois aux injonctions adressées aux éleveurs sur le modèle d'élevage, et à celle de s'insérer dans des cadres institutionnels porteurs de changement. Aussi, nous n'étudions pas la manière dont le changement se propage parmi les éleveurs, mais les réactions respectives des catégories d'éleveurs identifiées face au changement qui leur est demandé.

Nous avons identifié trois logiques d'élevage à partir des pratiques d'élevage, de la mobilisation de ressources diverses et du discours formulé par les éleveurs sur ce que doit être l'élevage : une logique que nous avons appelée de spécialisation, une logique de conservation et une logique de « faire avec » pour des éleveurs en situation précaire. Ces trois logiques d'élevage, combinées aux formes de positionnement par rapport aux institutions que sont l'École, le Projet et le Marché, ont mis en évidence trois styles de rapport au changement. Dans un contexte d'injonctions, certains éleveurs se positionnent dans l'*anticipation*, d'autres

manifestent une forme *de résistance* et d'autres encore sont plus dans le « *faire avec* » qu'autre chose. Le tableau suivant expose la composition des logiques.

Tableau 11 : Synthèse du croisement des logiques d'élevage et rapports aux institutions

	Logique de spécialisation	Logique de Conservation	Logique d'intégration
Place de l'élevage	Une activité parmi d'autres	Un métier sublimé, un idéal à maintenir	Une activité par manque de choix
Rapport à la scolarisation	Pour acquérir moyens cognitifs nécessaires au métier et s'ouvrir à autre chose	Pour maîtriser le langage des projets pour la captation de ressource	Pour se recaser dans une autre profession
Rapport à l'encadrement	Les rapports des éleveurs à l'encadrement sont identiques quel que soit leur positionnement professionnel et social : opportuniste		
Rapport au marché	Maitrisé	Hésitant, réticent	Hésitant, réticent
Style de rapport au changement	Anticipation	Résistance	« Débrouille »

Les trois styles de rapport au changement indiquent comment les éleveurs réagissent aux propositions émanant de l'encadrement et renvoient à une certaine façon de concevoir le métier d'éleveur.

Ces trois styles de rapport au changement suggèrent des modèles d'identité professionnelle décrits par les analyses des exploitations agricoles. L'élevage est loin d'être une activité exclusive pour les éleveurs du Ferlo et de Colonnat, mais deux postures professionnelles s'inscrivent dans une pérennisation de la vie pastorale. La première est celle de l'éleveur entrepreneur, pour qui l'élevage est une activité parmi d'autres ; la deuxième est formée des conservateurs pour qui l'élevage est un idéal à maintenir. Ces derniers soulignent la force symbolique de l'élevage dans une société pastorale. En revanche, ceux qui sont dans le « faire avec » sont considérés comme des éleveurs par défaut, ne portant pas une vision professionnelle de l'élevage.

Ainsi, les deux logiques d'anticipation et de conservation qui apparaissent sur le tableau ci-dessus font respectivement écho aux deux figures de l'agriculteur (le modèle productiviste et le modèle traditionnel) exposées dans le premier chapitre. L'identité d'éleveur par défaut ne rentre pas dans les catégories identifiées plus haut, dans la mesure où la logique traduit plus une étape transitoire qu'une situation voulue et fièrement entretenue. Chaque forme professionnelle est illustrée ci-dessous par le portrait d'un éleveur ou d'un fils d'éleveurs.

1. Des entrepreneurs du développement

Cette identité est attribuée à des « éleveurs spécialisés » qui ont un discours avant-gardiste sur l'élevage : « *j'investis actuellement dans l'amélioration génétique, car c'est la seule voie porteuse, rapide pour avoir de l'argent, en plus je pense que dans un avenir proche nous serons contraints de miser sur des effectifs gérables car la brousse est finie et le vol de bétail nous épuise* » (Coumba). L'élevage est une activité parmi d'autres mais, on défend une forme professionnelle de l'élevage : « *Mon projet à court terme, c'est d'acheter un véhicule pour le transport en commun, je crois cela va marcher, car nous, les éleveurs de Boulal, prenons des carrioles pour nous rendre à Dahra, je pourrai en faire une autre source de revenus* » (Coumba). Nous parlons d'entrepreneur du développement pour insister sur le fait que ces acteurs attribuent essentiellement une fonction économique à leur activité d'élevage. Cette forme entrepreneuriale correspond à la figure de l'entrepreneur Schumpétérien (1928) qui se distingue par son leadership, sa facilité à innover et sa capacité à remettre en question des situations acquises. L'entrepreneur n'est pas forcément le chef d'entreprise, ni le rentier capitaliste propriétaire des moyens de production. Cette précision est utile dans la mesure où nous supposons que dans les campements, certains jeunes considérés comme des cadets sociaux peuvent défendre cette logique entrepreneuriale sans être dans les conditions matérielles de la mettre en œuvre.

Pour ces éleveurs, le lien avec l'identité sociale (*Ngaynako*) est préservé, mais il ne conditionne pas tout. Les ressources économiques et sociales leur permettent d'entretenir une identité sociale reconnue dans le groupe professionnel et d'investir dans d'autres activités rémunératrices en toute quiétude. Les rapports de ces éleveurs avec les institutions confortent leur position d'ouverture et leur capacité à saisir à toutes les propositions de changement conformes à leur modèle d'élevage. Ils semblent aussi prêts à s'essayer à toutes techniques conciliables avec une conduite extensive du troupeau. Ils voient en l'école le passage obligé pour mieux pratiquer l'élevage et si possible allier à l'activité d'élevage tout autre métier à l'issue de l'obtention des diplômes. La logique d'ouverture de ces éleveurs à toutes les techniques qu'on leur propose nécessite un degré de connaissances de la langue dans laquelle les choses sont exprimées. Ces éleveurs ont intégré dans leur élevage des races exotiques robustes capables de supporter les conditions climatiques du Ferlo (le Guzerat, la vache « maure »). Ils ont été moins réceptifs aux races européennes comme la Montbéliarde ou la Holstein, inadaptées aux zones arides et qui pourtant seraient à leur portée, figurant dans le panel proposé par les services techniques d'élevage de leur localité. Ils saisissent toutes les

formations et les occasions pour acquérir une formation, ils investissent financièrement dans le fonctionnement de l'école, ils y envoient leurs enfants, sensibilisent les autres parents. Pour eux, il s'agit de concilier réussite scolaire et pratique de l'élevage. Leur statut social n'est pas menacé, il est même renforcé par leur investissement dans un modèle de production en émergence et dans des institutions comme l'école et le marché. La reconnaissance des pairs leur est acquise, et leur défense d'une identité sociale n'est pas aussi virulente que chez les « conservateurs ». Ils sont mus par des visions d'amélioration des conditions de travail, de productivité dans le respect de certaines pratiques objectivement profitables pour le mode de vie traditionnelle, telles que la mobilité.

Le portrait d'Alpha, déjà présenté en tant chef de campement, illustre ce type d'éleveur.

Alpha, de l'agro business embryonnaire

Âgé de 45 ans environ, Alpha est fils d'un agro éleveur et d'une femme leader dans les organisations d'éleveurs du département de Dagana. Feu son père, ancien chef de village des « Peuls » était le président de la coopérative des producteurs Peuls de riz de 1965 à 1996.

Il est titulaire d'un brevet de fin d'études moyennes. La famille possédait 35 ha de parcelles rizicoles, une centaine de bovins. Il est le cadet de la famille. Alpha passait ses vacances scolaires sur l'exploitation familiale, pour aider aux travaux champêtres. La famille était à cette époque divisée en deux. Une partie dans cette zone de la vallée faisait de la riziculture et l'autre partie, dans le Diéri proche, se consacrait à l'élevage. Il arrête ses études en classe de terminale, suite aux perturbations du système scolaire sénégalais et son père lui offre 0,5 ha de parcelles aménagées par le gouvernement pour semer du riz qu'il exploite seul pour la première fois.

Il peut être présenté comme un « jeune entrepreneur dynamique », il présente son exploitation comme une entreprise individuelle au milieu d'une famille élargie de laquelle il s'est émancipé à la mort de son père. Il a hérité de celui-ci 15 ha et une dizaine de vaches. Ses autres frères qui ne croyaient pas à la riziculture lui ont loué leurs parts des terres de l'héritage, en échange d'une partie de ses récoltes. Avec 35 ha, il décide de chercher un appui technique financier auprès des structures étatiques : la Société d'Aménagement des Eaux du Delta (SAED) et la Caisse Nationale de Crédit Agricole (CNCA). Il obtient un premier financement en 1990.

Aujourd'hui, Alpha exploite plus de 60 ha de terre en hivernage comme en saison sèche grâce à un système d'irrigation privée. Il possède également un troupeau d'une centaine de bovins et

a fait clairement le choix d'introduire deux races à viande et à lait (le Guzérat) et une autre race maure.

Le travail est assuré par une main-d'œuvre essentiellement salariée. Deux bergers s'occupent du troupeau. Ses trois femmes ne participent pas à la gestion de l'exploitation ; ses enfants n'y participent pas non plus, et vont à l'école. La première femme vit en ville, un choix stratégique pour permettre aux enfants de fréquenter une bonne école pour leur offrir une meilleure instruction. Son projet est de préparer l'un de ses fils à la reprise de l'exploitation, mais pour le moment la scolarisation prime pour ses enfants.

En 2005, il avait tenté l'expérience d'une ferme en investissant 2,5 millions de francs dans l'achat d'aliments du bétail, et dans d'autres frais annexes : adduction d'eau, construction d'un bâtiment. Il produisait 15 l de lait en moyenne par jour en saison sèche avec trois vaches suitées. Mais cela a été un échec, car il n'existait pas de marché sécurisé de lait, les ventes n'étaient pas régulières il n'est pas rentré dans ses frais. Actuellement, le pari d'Alpha est de consacrer davantage d'efforts sur les races à viandes et de rester vigilant sur les débouchés du marché du lait. Une partie des revenus tirés de la vente du riz est investie dans l'élevage.

Alpha peut être considéré comme un entrepreneur rural pour reprendre le terme de Pierre Muller (1989).

2. Des conservateurs d'identité sociale

Une forme professionnelle conservatrice d'identité sociale est défendue par des éleveurs qui prônent le maintien du mode de vie pastoral, avec un discours sur la nécessité de sécuriser les savoir-faire en les léguant aux futures générations, tout en restant prudent par rapport aux injonctions extérieures.

Préserver une certaine identité sociale est le moteur de leur action. Ce groupe d'éleveurs a des niveaux de ressources et des positions très hétérogènes dans la hiérarchie sociale et politique ; seul le partage de certaines « valeurs » les rassemble : celle de la Ngaynako. Celle-ci est sublimée et portée à un niveau élevé sur l'échelle de considération sociale, la représentation d'éleveurs capables de « tenir » malgré les difficultés contingentes à l'exercice de ce métier est fièrement entretenue, même par des éleveurs ayant abdicé devant la rusticité des conditions de vie. *« Ici, le meilleur et le seul qui soit digne d'être considéré comme un vrai éleveur c'est Salif. Un bon éleveur, c'est celui qui ne laisse jamais ses animaux s'affamer. Actuellement il a conduit son troupeau là où il y a de l'herbe, là-bas dans le diéri. Et tout le monde sait que transhummer est fatigant, d'ailleurs si c'était plaisant c'est le Jom gallé qui*

irait et non les « Sourgha⁷⁸ ». Il y a un adage peul qui dit, « le chef de famille ne doit pas partir en polinaaji, seuls les « Sourgha » y vont » (Abdou). Ainsi, le statut que lui confèrent ses pairs est celui d'un bon éleveur, qu'il défend explicitement dans son discours sur sa façon de pratiquer l'élevage. Pour ces éleveurs, la tâche consiste à afficher leur appartenance acquise et à œuvrer pour son maintien. Ces éleveurs ne se projettent pas dans d'autres activités, pour eux leur identité professionnelle est fixée et ne mérite pas d'être remise en question comme le fait l'encadrement technique. Les rapports aux institutions leur servent à se positionner au mieux en tant que pasteur. Par exemple, ils privilégient dans l'école la possibilité de comprendre le langage des projets. Ils n'espèrent pas tirer d'autres profits des enseignements en dehors de l'apprentissage de la langue française et l'acquisition de quelques rudiments de lecture et d'écriture. Leur identité sociale est en phase avec leur identité professionnelle.

Le portrait d'un fils d'éleveur, Samba, illustre bien cette forme professionnelle.

Samba, la fidélité aux schémas de reproduction sociale

Samba est un jeune fils d'éleveurs. Agé d'une vingtaine d'année, il est le fils que tout le monde apprécie dans le campement. Il symbolise pour ses parents l'enfant qui a réussi. Très intéressé par l'élevage, il est toujours derrière le troupeau. Une bonne partie du troupeau de bovins lui revient, hérité de sa mère. Il est le seul à ne pas avoir vendu sa part parmi ses frères. Il est salarié depuis deux ans dans le Saloum, une région qu'il a découverte en s'y rendant pendant la transhumance avec son frère. Il y travaille comme berger pour des éleveurs sédentaires (en 2008). Ses salaires sont épargnés et gardés par son père pour la constitution du troupeau de petits ruminants qu'il a commencé à acquérir. Il est persuadé que sa vie est en milieu pastoral, à Tatki et trouve du plaisir à travailler en temps que berger. Son rapport au

⁷⁸ « Le terme **sourgha** a plusieurs sens. Il proviendrait étymologiquement des langues mandingue et soninké. En wolof, le premier sens désigne un ouvrier salarié dans l'agriculture, qui aide aux travaux champêtres, et est entretenu par son employeur. Le second, péjoratif, concerne une personne entretenue, c'est-à-dire qui vit aux dépens de ceux qui pourvoient à ses besoins basiques (habitat, alimentation, autres). Le plus souvent sa rémunération est en nature, il lui est attribué un lopin de terre et des semences qu'il cultive pour son compte. Dans le contexte social peul, cette dénomination de **sourgha** désigne le jeune homme célibataire entretenu par la famille. Il indique aussi une personne résidant dans le campement et n'ayant aucun lien de parenté avec la famille. En quelque sorte « homme à tout faire », il peut s'occuper de diverses tâches liées au campement (approvisionnement en eau pour l'abreuvement du petit bétail, travaux champêtres, déplacement des troupeaux...). Il n'est pas forcément un contractuel mais peut bénéficier de quelques avantages (logé, nourri, habillé). »

travail pastoral n'est en rien conflictuel, ne relève d'une quelconque obligation, alors que son frère a décidé de se détourner de ce type de travail et assume sa position.

3. Des éleveurs par défaut

Une troisième conception est incarnée par **des éleveurs en situation de précarité** qui ne revendiquent pas une identité sociale et ou professionnelle, mais seulement la pratique de l'élevage, avec un discours pessimiste. L'élevage est une activité par défaut. La pratique de l'élevage n'est pas un critère d'identification sociale, même si l'élevage reste encore l'activité qui leur confère le statut d'éleveur, et de se reconnaître encore dans cette identité sociale. Les rapports avec l'extérieur servent à ouvrir d'autres voies. A la recherche de « supports » pour « tenir », ces éleveurs considèrent l'école, le marché et la pluriactivité comme un moyen pour passer à d'autres activités ou des opportunités à saisir. Pour ces éleveurs, le rapport au travail pastoral est devenu délicat, car vivre et travailler à la façon des autres éleveurs de la zone, à la merci des aléas climatiques pour entretenir une continuité sociale, n'est pas une voie choisie mais plutôt subie.

Ousseynou, le reniement de l'identité sociale

Ousseynou, jeune homme de 28 ans, vit dans le campement à temps partiel. Sa femme, qui est une cousine, vit constamment ici. Il ne se dit ni éleveur, ni autre chose, mais il est sûr qu'il ne sera pas vu comme éleveur par les autres, même s'il est encore parmi eux. Ses études à l'école française ne s'étant pas terminées comme il le souhaitait, il court toujours derrière le concours d'entrée à l'École Nationale de Formation des Instituteurs. Il s'est essayé à plusieurs métiers, animateur dans un jardin d'enfants, accompagnement de touristes. Aujourd'hui, il est sous la tutelle économique de ses parents et il ne participe pas aux travaux d'entretien du troupeau. Il en veut à ses parents, qui selon lui ne l'ont pas assez aidé pour qu'il réussisse dans son choix. Il ressent sa marginalisation. Son discours est amer et plein d'humour sur la façon dont il est perçu dans ce milieu et dont il perçoit les gens. *« Ici, je caractérise l'échec avec mon pantalon⁷⁹, je connais comme eux les pratiques d'élevage, mais personne ne me fait confiance, et pour eux c'est pire encore quand à mon âge on n'a pas deux ou trois moutons, ni femme ni enfant (sur un ton très ironique). Heureusement, j'ai une femme ! (mais on constate que les relations avec son épouse sont très tendues). Je sais que je ne m'épanouirai pas ici. Je suis allé à l'école et je voulais y rester, mais je n'ai pas eu le soutien qu'il fallait ».* Ses parents à côté qui l'écoutent me parler, rient tous deux de son discours, qui est très

⁷⁹ Le pantalon n'est pas la tenue générale des hommes du Ferlo, ils s'habillent plus en boubou et « thiaya », sorte de sarouel en dessous.

touchant sur son envie de réussir ailleurs. Il tente plusieurs expériences après trois échecs au concours d'entrée à l'École de Formation des Instituteurs. Il a travaillé comme animateur à la case des tous petits de Dagana (la ville la plus proche de son forage, au nord du Sénégal).

Pour ce fils d'éleveur, le travail pastoral et l'attachement au mode de vie sont reniés, et c'est toute l'identité sociale fortement associée à ce travail qui en souffre. Nous sommes ici limité dans la possibilité de fournir de véritables exemples de sorties du système social, car nous n'avons enquêté que dans le Ferlo, au sein de familles où vivent encore ces gens qui en sont au stade du déchirement intérieur.

Conclusion

Étudier les rapports des éleveurs à des institutions qui ont des visées d'intégration peut servir à comprendre le rapport au changement des éleveurs. L'École, le Projet de développement et le Marché sont les vecteurs trouvés pour questionner ces liens. Les relations des éleveurs à ces institutions sont diverses, tout comme leurs logiques d'élevage. Elles dressent le rôle des institutions dans la valorisation du métier d'éleveur, dans la sécurisation de leurs moyens d'existence ou de leur sortie du métier. Les trois logiques d'élevage identifiées débouchent sur des formes variées de positionnement en fonction d'attentes précises selon le type d'institution. L'analyse des interactions entre les éleveurs et l'encadrement met en exergue l'existence de deux positions professionnelles fortes : l'une est portée par des éleveurs dans une logique entrepreneuriale, l'autre est portée par des éleveurs qui prônent la primauté du mode de vie pastoral dans ses pratiques traditionnelles. Enfin, les éleveurs économiquement vulnérables sont à la recherche de reconnaissance sociale par le métier, toutes leurs stratégies consistent à contourner la marginalisation sociale.

Pour les prescripteurs, le changement souhaitable dans les sociétés pastorales devrait prendre une forme unique, répondre à des visées d'assimilation par rapport à une culture moderne universelle : adoption d'innovations techniques, mais surtout intégration au marché pour des groupes sociaux pensés comme étant à l'écart de l'économie et du marché. Nous pouvons dégager trois types de réponse aux figures du « bon élevage » en fonction des trois logiques discernées.

Pour les éleveurs entrepreneurs du développement, changer ou continuer de pratiquer l'élevage implique de sélectionner, dans le paquet technique proposé par les prescripteurs, des éléments conciliables avec un mode d'exploitation des ressources réversible en cas de

nécessité, quand les nouvelles pratiques dites productives deviennent coûteuses voire insoutenables. Dans une logique de prudence, des composantes du mode extensif sont préservées : l'accumulation du bétail et la mobilité des troupeaux. Il n'est pas prudent d'y renoncer car elles constituent des filets de sécurité face aux aléas du système. Néanmoins, dans cette logique d'ouverture, ces éleveurs sont en position d'adoption d'innovation et leurs rapports aux institutions confirment leur disposition à mobiliser les moyens nécessaires à la mise en place d'un système économique viable. Leur rapport au changement est considéré comme relevant de l'anticipation.

Pour les éleveurs conservateurs d'une identité professionnelle, si changer signifie intensifier les techniques de production, épouser les valeurs de l'école, s'intégrer au marché en déstockant davantage le troupeau, le changement n'est alors pas envisageable. Leur positionnement n'est pas que de principe, mais est argumenté par l'inadéquation de ces types de conduites dites productives au contexte du Ferlo. Cependant leurs rapports aux institutions sont opportunistes et guidés par l'objectif de mobiliser les ressources extérieures, pour mieux asseoir leur identité professionnelle. La résistance constitue leur style de rapport au changement.

Pour des éleveurs « vulnérables » dans une dynamique de « faire avec » les moyens du bord et qui se trouvent comme dans une situation apparemment transitoire, répondre favorablement aux injonctions ne figure pas dans les choix possibles. Changer renvoie pour eux à se reconverter dans une autre activité. La « débrouille » est l'attitude la plus partagée par ces éleveurs pour « faire avec » le changement.

Conclusion Générale

*« Il y a quelque paradoxe à taxer ainsi les nomades d'immobilisme,
et il faut un regard bien éloigné pour croire
à cet air d'éternité qu'ils affichent volontiers »*

François Pouillon

Cah. Sci. Hum. 26(1-2) 1990 : 173-192

Conclusion générale

Comment les éleveurs du Ferlo et de Colonnat réagissent aux injonctions de changement de leur modèle d'élevage ? C'est la question directrice qui a structuré notre raisonnement. En conséquence, appréhender le monde du développement de l'élevage pour en cerner les prescriptions dans le contexte sénégalais a été la première étape de la réflexion.

Nous avons pris conscience d'un univers complexe où des acteurs se représentant différemment ce qui convient en élevage, interagissent chacun en fonction de ses propres attentes et des opportunités. Si pour les éleveurs un pari certain est de vivre de l'élevage en référence à certaines valeurs, pour les prescripteurs le défi majeur est de transformer le système d'élevage pastoral pour le rapprocher de certains critères techniques et professionnels « modernes » afin de répondre aux besoins de consommation urbaine en produits d'élevage, et plus largement, d'intégrer davantage les éleveurs à l'économie nationale. Pour ce faire, les pouvoirs publics ont opté pour une transformation des éleveurs en acteurs « professionnels » supposés dotés de plus de rationalité économique et détachés des rapports affectifs au bétail. Ce postulat qui guide l'action publique part du présupposé selon lequel les éleveurs transhumants sont des contemplatifs, attardés dans leurs rapports au marché et à la compétitivité. Ainsi, la modernisation, entendue comme la réplique du modèle de développement de l'élevage européen, constitue le leitmotiv des politiques publiques. Le Sénégal a été le terrain de nombreuses expérimentations (techniques, génétiques, réglementaires, sanitaires) depuis le début du XXème siècle.

Mais, des indépendances à nos jours, le mot d'ordre est le même : accroître la productivité du cheptel par l'insémination artificielle et par conséquent réduire les effectifs et la mobilité des troupeaux. Les arguments avancés ne manquent jamais de convaincre les profanes par rapport aux réalités des zones arides pastorales. Ainsi, dans l'opinion publique, l'image de l'éleveur Peul archaïque et rétif au changement est presque unanimement partagée. Or, comme le disait Mendras (1967) au sujet des agriculteurs bretons face à l'introduction du maïs hybride, la rationalité de type industriel ou moderne prônée par les développeurs ne se heurte pas uniquement à des traditions mais à des conditions inhérentes au contexte, ici il s'agit de situation d'incertitudes climatiques, d'aridité et d'absence de services publics.

Les politiques se sont articulées autour de mesures pour la plupart dirigistes, la sédentarisation des éleveurs nomades ou transhumants étant historiquement le premier challenge à relever pour les pouvoirs publics. Pendant environ quarante ans, des années 30 à la fin des années 70,

l'action de l'État se fondait sur des investissements relativement importants dans l'hydraulique pastorale et la santé animale. Passé ces années de promotion de l'élevage, l'État sénégalais soumis aux programmes d'ajustement structurel s'est désengagé de ces services, l'approvisionnement en eau a été partiellement privatisé, les subventions dans le secteur de la santé réduites, les éleveurs se sont retrouvés comme laissés à eux-mêmes. A partir de 1998, la fin des Programmes d'Ajustement Structurel a signé la profusion de programmes ambitieux dans un monde de l'élevage où le débat professionnel n'est pas structuré.

Les éleveurs vivant dans le Ferlo, déconnectés des réseaux politiques, sont les otages d'un environnement institutionnel décousu. Ils affrontent d'un côté, des prescriptions explicites et tenaces de modernisation de l'élevage qui remettent en cause leurs compétences et leurs contraintes, sans pouvoir s'appuyer de l'autre sur une action collective capable de représenter les formes professionnelles qui s'expriment dans le Ferlo. Les organisations professionnelles peinent à porter les revendications des éleveurs à cause de la désagrégation des différents maillons (leur représentativité, le manque de renouvellement et de démocratie des instances et l'opacité dans la gestion des fonds posent question) ; les développeurs continuent d'appliquer des solutions panacées. Une profusion d'institutions et d'initiatives travaillent la professionnalisation à toute échelle sans s'arrêter sur les réelles difficultés et les rythmes nécessaires dans la construction d'une action collective accordée ; d'autant que les modes d'administration et de fonctionnement sont exogènes et nécessitent de l'apprentissage. Ce contexte institutionnel contribue à augmenter l'incertitude à laquelle les pasteurs sont structurellement habitués en milieu aride.

En effet, les éleveurs pastoraux développent des capacités d'adaptation à un milieu contraignant et incertain, et en même temps se positionnent par rapport à des mots d'ordre divergents de leur mode de fonctionnement.

C'est dans ce contexte que se construit la dynamique des identités professionnelles. Quelles formes professionnelles s'expriment dans le Ferlo ? L'enjeu est de regarder les ressources et les stratégies sur lesquelles les éleveurs comptent pour se constituer en acteur de développement de leur métier ou d'amélioration de leurs conditions de vie. En effet, nous avons tenté de comprendre les mécanismes au travers desquels les éleveurs mobilisent leurs ressources économiques, sociales et cognitives. Pour cela nous avons fait un certain nombre de choix théoriques.

Nous avons d'abord opté pour une démarche compréhensive et interactionniste, démarquée des approches culturalistes prenant les groupes sociaux comme des ensembles relativement homogènes. Une hypothèse structurante était que la société pastorale est constituée d'acteurs partageant certes certaines valeurs, mais divers dans leurs conceptions du métier et donc dans leurs aspirations, leurs projections et pronostics d'avenir. Ce choix nous a conduit à identifier plusieurs mondes de l'élevage, c'est-à-dire les espaces dans lesquels se définissent des normes du métier. Il nous a également conduit, en organisant notre matériau d'enquête, à prêter d'abord attention à tout ce qui fait débat dans ces mondes, pour accéder facilement aux interactions entre acteurs.

Ensuite, nous avons orienté notre regard sur les transformations en cours dans les conduites d'élevages. Ces transformations traduisent en partie l'évolution des visions par les éleveurs de l'action qui leur convient, mais en partie seulement à cause des limites à leurs actions. Ces visions se construisent, se confortent au travers d'interactions entre éleveurs (pairs), entre les éleveurs et l'extérieur. De ces processus dialogiques naissent de nouvelles normes qui peuvent définir ou conforter des formes professionnelles. Et ces différents positionnements professionnels traduisent des conceptions du métier. Pour appréhender ces dynamiques nous avons combiné l'étude de trois registres d'action : le registre des changements et des orientations pratiques, le registre des discours sur le devenir de l'élevage, enfin le registre des interactions entre les éleveurs et leur environnement économique et politique, dans lequel ils trouvent les opportunités de s'adonner à d'autres activités. C'est là qu'un deuxième choix théorique s'est imposé. Nous ne nous sommes pas intéressée spécialement aux techniques de production, mais à la construction sociale des raisons techniques. C'est la raison pour laquelle l'analyse des discours a été d'une utilité considérable pour départager des positionnements professionnels quand les conduites techniques se ressemblaient fortement.

Il pouvait sembler hasardeux de transposer en milieu rural sénégalais la problématique du débat professionnel construite par la sociologie en France : mais la distance prise avec les approches culturalistes plus fréquentes en ethnologie nous a aidée pour comprendre les rapports au changement, dans un monde socio-ethnique qui « prédestine » ses membres à une profession, voire aux conditions de vie du pastoralisme transhumant. Les deux processus de socialisation (sociale et professionnelle) se déroulent dans la même sphère familiale, et cette donne a été prise en compte tout le long de la recherche. Sur nos différents terrains, nous avons mis à l'épreuve les marqueurs anthropologiques qui ont historiquement cristallisé l'imbrication systématique entre l'ethnie et l'activité (tout Peul est éleveur et tout éleveur est

Peul), ce qui nous a permis de toucher le cœur du débat sur l'identité professionnelle, et par conséquent d'isoler dans le discours ce qui relève de l'imaginaire culturel de ce qui est vécu.

Pour mettre en œuvre ces choix théoriques, nous avons travaillé sur trois terrains : respectivement le monde des institutions publiques, le monde des organisations faitières nationale et régionale et le monde des professionnels dans le Ferlo.

Au terme de cette réflexion, nous retenons :

Qu'une société pastorale homogène qui conçoit l'activité d'élevage de manière unanime n'existe pas. La société est traversée par ses tensions propres, signe de diversité. Les conflits de gestion des troupeaux entre parents et enfants et entre époux dévoilent les interactions en cours qui parviennent à redéfinir des normes et repositionner des situations considérées comme acquises. Le rôle des femmes dans la vente du lait, stratégique dans la production et l'économie pastorale, mais aussi dans le rapport au marché, aux projets de développement, et à l'école, nous conduit également à contester la dichotomie historiquement reproduite dans de nombreuses études sur les mondes ruraux, entre une sphère domestique –féminine- de reproduction et une sphère extérieure –masculine- de production et d'échange économique.

Généralement, les transformations paraissent timides dans cet univers relativement uniforme, dans la mesure où l'identité sociale reste un élément de référence, même si les éleveurs ne comptent plus seulement sur l'élevage pour vivre. L'image du bovin comme le seul animal digne de procurer prestige et sécurité s'effrite, l'adoption de petits ruminants se généralise là où les conditions climatiques et écologiques le permettent (Tatki et Boulal). La pluriactivité ne peut plus être vue comme une combinaison récente ou conjoncturelle d'occupations : huit chefs de campements sur les neufs que nous avons suivis combinent d'autres activités à l'élevage depuis longtemps. Les fils d'éleveurs naissent et grandissent dans un environnement marqué par la diversité des activités, nécessaires pour s'accommoder des risques et de l'incertitude. En dehors des controverses sur l'identité d'éleveur mises en lumière, les pratiques pastorales montrent des acteurs qui mobilisent des ressources diverses et qui saisissent les opportunités qui s'offrent à eux, certains pour porter une nouvelle vision de développement de l'activité, d'autres pour survivre. Au-delà des invariants, qui donnent une impression d'homogénéité, il existe des logiques différentes. Il nous importait de montrer que les éleveurs ne font pas que s'adapter à des situations et des conditions de milieu, tels que les classifient, de manière sommaire et définitive, de nombreux travaux mesurant la vulnérabilité

et la résilience. Ils consolident des positions structurelles ou s'en éloignent, ils saisissent des opportunités tout en se projetant dans d'autres sphères.

Précisément, nous avons proposé d'identifier trois logiques socioéconomiques, une logique que nous avons appelée de spécialisation et d'investissement, une logique de conservation et une logique d'intégration sociale. De ces trois logiques de conduites, nous avons pu dégager deux visions d'une identité professionnelle. Ces voies possibles de promotion d'un modèle d'élevage n'octroient pas la même place au métier, n'ont pas le même rapport au marché, et à la scolarisation. Les inégalités socioéconomiques influent sur les stratégies des éleveurs, les éleveurs les plus dotés en moyens financiers et relationnels ont plus de marge de décision. Néanmoins, à dispositions égales, les éleveurs ne font pas les mêmes choix.

Il apparaît à la lumière de ces analyses que l'élevage est loin d'être une occupation exclusive pour les éleveurs du Ferlo et de Colonnat. Les éleveurs « entrepreneurs du développement », pour qui l'élevage est une activité parmi d'autres, ne sont pas moins professionnels que des éleveurs « conservateurs d'une identité sociale », qui revendiquent l'élevage comme un idéal de vie à maintenir. La distance entre ces deux postures est marquée par la nécessité pour ces derniers de s'accrocher au symbolisme que l'élevage requiert dans une société pastorale. En revanche, un troisième groupe identifié comme des « éleveurs par défaut » ne peut se prévaloir de porter une vision professionnelle.

De ce fait, une identité sociale correspondant à un stock de bétail, de techniques et de valeurs transmis de génération en génération est discutable, car les individus vivant encore dans le Ferlo dans des conditions physiques difficiles, confrontés aux risques et aléas, sont partagés entre plusieurs visions de la manière de s'activer, de tenir et, dans certains cas, d'investir ailleurs. La diversité des manières de se projeter ne vient pas uniquement de leur conception du métier d'éleveur ; elle tient aussi à l'enjeu d'agir sans se faire exclure ou marginaliser par le groupe social.

La place de l'élevage dans les pratiques et le discours influence le rapport à l'école, détermine les stratégies vis-à-vis du marché. Cependant, le rapport à l'État est indifféremment le même pour tous les éleveurs, ce qui nous permet de revenir au débat professionnel. La diversité des positionnements professionnels n'est prise en compte ni dans les organisations professionnelles, ni dans l'espace des politiques publiques. La faiblesse du débat professionnel est à la fois le résultat de la distance entre des postures professionnelles et des positionnements identitaires opportunistes construits pour alimenter un discours politique, et

le résultat des manquements récurrents de la politique de développement dans le sous-secteur de l'élevage.

On peut s'interroger sur la manière dont les éleveurs procéderaient pour participer au débat public s'ils se constituaient en acteur collectif, sur la base de la proximité d'abord familiale ou lignagère (entre membres d'un même campement ou fraction), ensuite résidentielle (entre campements proches). Ce type d'organisation représentant mieux leurs revendications n'est pas pour le moment l'interlocuteur privilégié des prescripteurs, mais pourrait juguler les difficultés d'action collective. Sans doute, ces associations d'éleveurs très localisées, relèveraient difficilement le défi de la construction de l'action nationale organisée, mais elles méritent d'être considérées comme les chaînons à encourager, à dynamiser, et à reproduire à grande échelle pour que les éleveurs occupent la place qui leur est due.

Ainsi, le regard porté sur des dynamiques propres à chaque monde de l'élevage, fait ressortir les réelles attentes de chaque acteur concerné par le développement de l'élevage, mais également donne une vision des tensions qui structurent ces mondes. Puisse ce type de recherche, qui fait le lien entre ces tensions, permettre de tirer des leçons utiles à la proposition de mesures d'accompagnement au développement.

Bibliographie

Ouvrages imprimés

ALTER, Norbert. - *Donner et prendre. La coopération en entreprise*, Paris, La Découverte, 2009.

ALTER, Norbert. - *L'innovation ordinaire*, Paris, Presses Universitaires de France, 2000.

AMSELLE ; Jean Loup. - *Ethnies et espaces : pour une anthropologie topologique*. in Amselle, j. L. & M'bokolo, E., (dir.), *Au cœur de l'ethnie. Ethnie, tribalisme et État en Afrique* - Paris : La Découverte : 1999. (1ère édition : 1985).

ANCEY, V., WANE, A., MÜLLER, A., ANDRÉ, D., AND LECLERC, G. - *Payer l'eau au Ferlo Stratégies pastorales de gestion communautaire de l'eau*. Autrepart 2, 2008, 51-66.

ANCEY, Véronique ; ICKOWICZ, Alexandre ; CORNIAUX, Christian ; MANOLI, Claire ; MAGNANI S. - *Stratégies pastorales de sécurisation chez les Peuls du Ferlo (Sénégal)*. - Journal des africanistes [En ligne], 78-1/2 | 2009, mis en ligne le 01 mars 2012, consulté le 30 juillet 2013. URL : <http://africanistes.revues.org/2280>.

ANCEY, Véronique ; MONAS, Georges. - *Le pastoralisme au Sénégal entre politique « moderne » et gestion des risques par les pasteurs*. - Revue Tiers Monde, XLVI, n 184, octobre-décembre 2005, pp. 761-783.

ANCEY, Véronique. - *Les Peul transhumants dans le nord de la Côte-d'Ivoire entre l'État et les paysans : la mobilité en réponse aux crises*, in *Le Modèle ivoirien en question : Crises, Ajustements, Recompositions*. 802p. Edition Karthala-Orstom, 1997.

ANCEY, Véronique., DIAO, Astou. - *Modji Djofde, le secret des bons endroits. Gestion de l'information sur les ressources naturelles en milieu pastoral*. - Congrès international de sociologie rurale, (IRSA), Trondheim, juillet. 2004.

ANONYME . - *Éléments de réflexion pour une analyse des conditions d'extension de la réforme des forages motorisés en zone sylvo-pastorale*, Document PAPF juillet 2005.

ANONYME, *Manuel de Gestion du Cycle de Projet*.- Commission Européenne éd. communauté européenne, Bruxelles, 2001.

ANONYME. *Enquêtes Pauvreté Santé*, Ministère de la santé 2005-2006.

ANONYME. - *Guide pour la mise en œuvre de l'approche-programme*, par PNUD, mai 1997.

ANONYME. - *Le rôle des organisations paysannes et rurales (Opr) dans la stratégie de développement rural de la Banque mondiale*. Rapport de synthèse Cirad-Tera N° 03/02, Banque mondiale, Avril 2002.

APPADURAI, Arjun., - *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation* - Paris : Petite Bibliothèque Payot, 2005.

BA. Sada-Mamadou. - *Le lait des peuls. Entre les pasteurs peuls et leurs vaches : une "parenté de lait"*. Texte Exclusif : Mise en ligne : 15 mai 2009. site : www.lemangeur-ocha.com

BAKO-ARIFARI, Nassirou. - *Poutignat, Ph. et Streiff-Fenart, J. 1995, Théories de l'ethnicité*, suivi de *Les groupes ethniques et leurs frontières* de F. Barth, Paris, PUF, 270 p. », *Bulletin de l'APAD* [En ligne], 12 | 1996, mis en ligne le 25 avril 2007, Consulté le 05 septembre 2009. URL : <http://apad.revues.org/610>

BARRAL, Henry. - *Le Ferlo des forages: gestion ancienne et actuelle de l'espace pastoral*. - Dakar. 1982, 85p. ORSTOM.

BARTH, Frederick. - *A general perspective on nomad sedentary relations in the Middle East*. - in C. Nelson (ed.) *The Desert and the Sown; Nomads in the Wider Society*, Research Series No. 21, Inst. of International Studies, University of California, Berkeley, 1973.

BARTH, Frederick. - *Introduction in Ethnic groups and boundaries. The social organization of culture difference*, Oslo, Bergen, Universitets forlaget. Traduction « Les groupes ethniques et leurs frontières », 1969.

BAUDRILLARD Jean, *Simulacres et simulation*, Galilée, 1981.

BAYART, Jean-François. - *L'État en Afrique. La politique du ventre*. - PARIS : FAYARD, "L'espace du politique", 1989.

BECKER, Howard S.- *Les mondes de l'art*.- Paris : Flammarion, 1988.

BEHNKE Roy., SCOONES Ian. - *Repenser l'écologie des parcours : Implication sur la gestion des terres de parcours en Afrique*. - Dossier n°33, 1992 Londres, ODI-IIED.

BEHNKE, SCOONES et KERVEN (eds).- *Range ecology at disequilibrium, new models of natural variability and pastoral adaptation in Africa savanas*, Overseas development Institute, Londres ; 1993.

- BESSIN Marc , BIDAR2T Claire , GROSSETTI Michel (dir.)- *Bifurcations. - Les sciences sociales face aux ruptures et à l'évènement* - Paris : La Découverte, coll. « recherches », 2010.
- BIERSCHENK, T., LE MEUR, P.-Y., (dir.). - *Trajectoires peules au Bénin : six études anthropologiques*, Paris, Karthala, 1997.
- BIERSCHENK, Thomas., OLIVIER DE SARDAN, Jean-Pierre. - *ECRIS : Enquête Collective Rapide d'Identification des conflits et des groupes Stratégiques...*- Bulletin de l'APAD [En ligne], 7 | 1994, mis en ligne le 03 décembre 2007, Consulté le 11 novembre 2012. URL : <http://apad.revues.org/2173>.
- BLANCHET, Alain et GOTMAN Anne. - *L'enquête et ses méthodes : l'entretien*. - Paris, Nathan, 1992.
- BOLTANSKI, Luc., *De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation*, Paris, Gallimard, 2009.
- BONFIGLIOLI, Angelo Maliki. - *Mobilité et survie ; les pasteurs sahéliens face aux changements de leur environnement*, in *Savoirs paysans et développement*, (dir) G. Dupré, Paris : Karthala-Orstom, 1991.
- BONFIGLIOLI, Angelo Maliki. - *Pastoralisme, agropastoralisme et retour : itinéraire sahélien* in Pouillon, François (dir) ; Bernus, Edmond (dir) *Sociétés pastorales et développement*. - Cahier de Sciences Humaines : Edition ORSTOM, 1990, 26, pp. 255-266.
- BONFIGLIOLI, Angelo. Maliki. - *Dudal. Histoire de famille et histoire de troupeau chez un groupe de Wodaabe du Niger*.- Paris-Cambridge : Cambridge University press, éditions de la Maison des sciences de l'Homme. 293 p . 1988
- BOTTE, Roger ; SCHMITZ, Jean. (dir.), - *L'archipel peul* - Cahiers d'Études africaines.-. 1994, 34 pp1-3.
- BOUDON, Raymond. - *Effets pervers et ordre social* Paris, PUF, 1977
- BOUDON, Raymond. - *L'inégalité des chances*, Paris, Armand Colin, 1973
- BOUQUILLION-VAUGELADE C., VIGNAC-BUTTIN, B.. - *Les unités collectives et l'urbanisation au Sénégal étude de la famille wolof*. - Colloques internationaux du C.N.R.S no 539 : la croissance urbaine en Afrique noire et à Madagascar en 1970 . Éditions du CNRS 15, quai Anatole-France - Paris -VII 1972.

BOURDIEU, Pierre et PASSERON, Jean-Claude. - *La reproduction. Éléments pour une théorie du système d'enseignement.* - Paris, Editions de Minuit, 1970.

BOURDIEU, Pierre et WACQUANT, Loïc. - *Réponses : pour une anthropologie réflexive.* - Paris, Seuil, 1992. Bourdieu 1980

BOURDIEU, Pierre. ; SAYAD, Abdelmalek.- *Le Déracinement. La crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie* - Paris : Les Éditions de Minuit, 1964.

BOUTRAIS, J. - *Pour une nouvelle cartographie des Peuls.* - Cahiers d'Études Africaines, 1994 133-135, XXXIV--1-3, 1994. pp. 137-146

BREEDVELD, Annick. ; DE BRUIJN, Myriam. - *L'image des Fulbe : Analyse critique de la construction du Concept de pulaaku* in Amselle, J. L., (dir.), « Mélanges maliens », *Cahiers d'Études africaines*, 36 (4) : 1996, pp. 791-821.

BROUTIN, C., SOKONA, K., TANDIA, A. - *Paysage des entreprises et environnement de la filière lait au Sénégal.*- Programme Inco "MPE agroalimentaires", Dakar, 57 p. 2000. www.gret.org/income ou <http://www.infoconseil.sn/fiche-lait.html>.

CALLON, Michel. - *Éléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles Saint-Jacques dans la Baie de Saint-Brieuc.* - L'Année sociologique, n°36, 1986

CAMARA, Laye. - *L'Enfant Noir.* - Paris, Plon, 1953.

CASTANEDA, Dorly. - *Les organisations d'éleveurs et de pasteurs au Sénégal : Approche sociopolitique.* - Série Réflexions et Perspectives, ISRA, 2005, vol 6 num1.

CESARO, J., MAGRIN, G., AND NINOT, O - *Atlas de l'élevage au Sénégal: Commerce et territoires.* - Projet de Recherche ICARE, Paris. 2010.

CHAMPY, Florent. - *Sociologie des professions.* - Collection Quadrige aux Puf, 2009.

CNCR. - *Positions du conseil national de concertation et de coopération des ruraux sur la syndicalisation des paysans.* - Note de plaidoyer publiée en mars 2010

COMPAGNONE, Claude. - *Agriculture raisonnée et dynamique de changement en viticulture bourguignonne,* *Recherches Sociologiques* 2004/3, pp. 103-121

CORNIAUX, Christian. - *Gestion technique et gestion sociale de la production laitière : les champs du possible pour une commercialisation durable du lait- Cas des modes de*

production actuels du delta du fleuve Sénégal. - Thèse de doctorat, INA-PG, Paris, 233 p 2005.

CORNIAUX, Christian., VATIN, François., FAYE, Bernard. - Gestion du troupeau et droit sur le lait : prise de décision et production laitière au sein des concessions sahéliennes. - *Cahiers Agricultures*, 2006, 15, pp. 515- 522.

DARRE, Jean-Pierre. - *Le rôle des réseaux de dialogue entre agriculteurs. Comment les façons de faire et de penser se transforment : l'étude des réseaux de dialogue*. - Agriscope, 1986, n°7, pp. 143-151.

DARRÉ, Jean-Pierre.- *Pairs et experts dans l'agriculture. Dialogues et production de connaissances pour l'action*. - Ramonville : Éditions Érès, coll Technologies / Idéologies / Pratiques, XII/1. 1994.

DELÉAGE, Estelle. - *La fin des paysans : mythe ou réalité ?*. - Colloque FAIRE CAMPAGNE, Rennes, 17-18 mars 2005

DEMAZIERE, Didier et GADIA Charles. - *Sociologie des groupes professionnels : acquis récents et nouveaux défis*. Paris, Découverte. 2009

DIA, D. 2009. *Les territoires d'élevage laitier à l'épreuve des dynamiques politiques et économiques: éléments pour une géographie du lait au Sénégal*. Thèse de doctorat de troisième cycle de Géographie, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Dakar, juin 2009.

DIA, Mamadou.- *Échec de l'alternance au Sénégal et crise du monde libéral*. - Paris : L'Harmattan, 2005.

DIAO, Astou. - *Des injonctions de développement créatrices d'incertitudes*. - In : *L'incertitude dans le monde agricole*, Éditions Peter Lang, collection Eco Polis, 2013.

DIAO, Astou. - *Le système d'information endogène dans la reproduction du mode de vie pastoral*. - Mémoire de DEA Université de Toulouse le Mirail, soutenu en septembre 2003.

DIAO, Astou. - *Les dynamiques socioéconomiques du pastoralisme dans le Ferlo : cas de Thieul*. - Mémoire d'ingénieur en aménagement du territoire, ENEA Dakar, Décembre 2000.

DIAO, Astou.- *Les dynamiques socioéconomiques du pastoralisme dans le Ferlo : cas de Thieul, Tatki et Rewane*. - Rapport de stage PPZS, Dakar, 2001.

DIENG, Bassirou. - *L'identité éclatée du héros peul dans les épopées pastorales du Jolof (XVII-XIX^{ème} siècle)* in *Parole nomades* Ursula Baumgardt et Jean Derive. - Karthala, 2005.

DIEYE P. N., DUTEURTRE G., BA DIAO M., DIA SOW F. - *La modernisation de l'élevage au Sénégal : perspectives ouvertes par la LOASP* In : Pour des politiques d'élevage partagées : Actes de l'atelier régional sur les politiques d'élevage, Dakar, 17 et 18 novembre 2004. - Rome : FAO, 2004, p. 38-39 Atelier régional sur les politiques d'élevage, 2004-11-17/2004-11-18, Dakar, Sénégal

DIEYE, Papa Nouhine., BROUTIN, Cécile., Bâ DIAO, Maty., DUTEURTRE, Guillaume., LY, Cheikh. - *Synthèse bibliographique sur les filières laitières au Sénégal*. - Document de travail, REPOL/ISRA/BAME, 2004.

DIOP, Momar Coumba. - *La société sénégalaise entre le global et le local*. - Éditions Karthala, Collection « Hommes et sociétés », 2002.

DIOUF, Madior. - *La personnalité sérère à travers les âges*. - Éthiopiennes numéro 55 Revue semestrielle de culture négro-africaine Juin 1992 Actes du Colloque des Journées Culturelles du Sine Fatick, 10-12 mai 1991.

DIREL, 2007, *Rapport annuel 2007 de la Direction de l'élevage*. Dakar

DODIER Nicolas et BASZANGER Isabelle. - *Totalisation et altérité dans l'enquête ethnographique*. In: Revue française de sociologie. 1997, 38-1. pp. 37-66. http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsoc_00352969_1997_num_38_1_4571.

DUBAR, Claude . *La socialisation. Construction de identités sociales et professionnelles*, Paris, Armand Colin, 1991

DUBAR, Claude . *La socialisation. Construction de identités sociales et professionnelles*, Paris, Armand Colin, troisième édition revue 2000, imprimée 2006

DUBAR, Claude et TRIPIER, Pierre. - *Sociologie de profession*, Paris, Armand Colin ; Collection U, 2003

DUBET, François. - *Le Déclin de l'institution*, Paris, Seuil, 2002.

DUBET, François. - *Les Lycéens*, - Paris, Seuil, 1991

DUBET, François. et MARTUCCELLI Danilo. - *À l'école: sociologie de l'expérience scolaire*, Paris, Éditions du Seuil, 1996.

DUFOUR Annie, BERNARD Cécile et ANGELUCCI Marie Alix. Reconstruction des identités professionnelles autour de la multi-fonctionnalité de l'agriculture. L'exemple des Coteaux du Lyonnais. », *Ruralia* [En ligne], 12/13 | 2003, mis en ligne le 01 juillet 2007. URL : <http://ruralia.revues.org/334>.

DUPIRE, Marguerite - *Organisation sociale des Peul. Étude d'ethnographie comparée.* - Paris : Plon, 1970.

DUPIRE, Marguerite. - *Contribution à l'étude des marques de propriété du bétail chez les pasteurs peuls.* - Journal de la Société des africanistes, t. 24 (2) 1954 : 123-143.

DUPIRE, Marguerite. - *Peuls Nomades. Étude descriptive des Wodaabe du sahel nigérien.*- Paris : Karthala, 1996 (1^{ere} éd. 1962).

DUPIRE, Marguerite. - *Réflexions sur l'ethnicité peule* », in Itinérances en pays peul et Ailleurs, Mélanges à la mémoire de Pierre Francis Lacroix, Littératures et Cultures, Tome 2, Mémoires de la Société des Africanistes, Paris, Société des Africanistes 1981, : 165-181.

DURKHEIM, Émile. - *L'éducation morale*, Cours de sociologie dispensé à la Sorbonne en 1902-1903; version numérique Jean-Marie Tremblay. [http://classiques.uqac/classiques/Durkhiem/education morale.html](http://classiques.uqac/classiques/Durkhiem/education%20morale.html).

DUTEURTRE, Guillaume et FAYE, Bernard.- *L'élevage: richesse des pauvres.*- Paris : Quae 2009.

EGUCHI, P.K.- *Fulbe-ness in fulbe oral literature of Cameroon* in Azarya, V. & Eguchi, P. K., (dir.), *Unity and diversity of a people the search for Fulbe identity*, Osaka, National museum of Ethnology, Senri ethnological studies, 1993, (35) : 181-200.

ELLIS J. - *La variabilité climatique et la dynamique des écosystèmes complexes : implications pour le développement pastoral* in Ian Scoones (dir.), *Nouvelles orientations du développement pastoral en Afrique. Un environnement incertain*, Coédition CTA/Karthala, 1999, pp. 74-89

ELLIS, J.E ; SWIFT, D.M. -. *Stability of African pastoral ecosystems: alternate paradigms and implications for development.* Journal of Range Management 1988, 41, 450–459.

FAURE, Guy et COMPAGNONE, Claude. - *Les transformations du conseil face à une nouvelle agriculture.* *Cahiers Agriculture* 20(5), 2011 : 321-326.

- FAYE, Bernard. - *Le rôle de l'élevage dans la lutte contre la pauvreté*. - Revue Élev. Méd. vét. Pays trop., 2001, 54 (3- 4) : 231-238
- FAYE, Jacques et NDIAYE, Ousmane. - *Formulation d'un projet d'appui institutionnel aux organisations paysannes du Sénégal*. Rapport pour la Mission Française de Coopération et d'Action Culturelle, Dakar, 1998.
- FLORIDI, Maurizio., NGALANE, Mamour., THIAM, Mamadou Lamine. - *Cartographie des acteurs non étatiques au Sénégal*. - Rapport final TOME 1. Eco3.Dakar, 2008.
- FOUCAULT, Michel. - *Surveiller et punir*. - Paris : Gallimard - 1975.
- GALLAIS, Jean. - *Les sociétés pastorales ouest-africaines face au développement*. - Cahiers d'études africaines, Année 1972, Volume 12, Numéro 47 p. 353 - 368.
- GASTELLU, J. M. 1980. *Mais où sont donc ces unités économiques que nos amis cherchent tant en Afrique?* Cahiers de l'O.R.S.T.O.M., série Sciences Hum. 17; 1980, 3-11.
- GRANOVETTER Mark. - *Economic action and social structure : the problem of embeddedness*. - American Journal of Sociology, 1985, Vol. 91, pp.481-510.
- GROSMAIRE, . *Éléments de politique sylvopastorale au Sahel sénégalais* . Saint-Louis : Service des Eaux, 1957.
- GROSSETTI, Michel et BÈS, Marie-Pierre. - *Encastremets et découplages dans les relations science - industrie*. Revue Française de Sociologie, 2001, Vol. 42, n°2, pp.327-355.
- GROSSETTI, Michel. - *L'imprévisibilité dans les parcours sociaux*. - Cahiers Internationaux de Sociologie, 2006, n°120, pp.5-28.
- GROSSETTI, Michel. - *Imprévisibilités et irréversibilités : les composantes des bifurcations* in Bifurcation Les sciences sociales face aux ruptures et à l'évènement - Paris : La Découverte, coll. « recherches », 147-159, 2010.
- GUIBERT, Bertrand. - *Restriction et reconstruction d'un espace vital (pastoral, social, politique) des peuls du Ferlo sénégalais durant la deuxième moitié du XX^{ème} siècle*. - PAPF/ECO-IRAM/GTZ, rapport de mission d'appui, 2008.
- HAMMEL, Roland. - *Scolarisation des enfants pasteurs? Les pasteurs sont restés en marge de l'évolution du système scolaire* - SNV, Tahoua, Niger, 2008.
- HAURIOU Maurice. - *La théorie de l'institution et de la fondation*, in Cahiers de la Nouvelle Journée, 1925, N° 4, p. 2-45

HOWLETT, M. and RAMESH, M. - *Studying Public Policy. Policy Cycles and Policy Subsystem.* - Toronto, Oxford University Press; 1995.

ICKOWICZ, Alexandre ; BAH, Alassane ; BOMMEL, Pierre. - *Facteurs de transformation des systèmes d'élevage extensifs des territoires : étude comparée des dynamiques locales sur trois continents.* Cah Agric 2010 ; 19 : epub. DOI : 10.1684/agr.2010.0382.

ISSA, A. et LABATUT, R. - *Sagesse de peuls nomades*, Yaoundé, Éditions CLE. 1974.

JOBERT, Bruno. - *Représentations sociales, controverses et débats dans la conduite des politiques publiques.*- In: Revue française de science politique, 42e année, n°2, 1992. pp. 219-234.

JORAT, Thibault., 2011 - *Simulations de dynamiques de cheptels bovins après une sécheresse au sahel en fonction des types d'exploitation pastorales : cas du Ferlo au Sénégal.* Mémoire de master BGAE-sciences pour l'environnement, Montpellier 2, septembre 2011.

JUUL, Kristine. - *Migration et innovation techniques chez les Peul du Sénégal suite aux sécheresses : le triomphe de la chambre à air.* - Programme Zones Arides, 1996, n° 64. IIED, 29p.

KANE, Cheikh-Hamidou. - *L'aventure ambiguë*, Paris, Julliard, 1961.

KAUFMANN, Jean-Claude. - *L'entretien compréhensif.* - Paris : Nathan, Collection 128, 1996.

KAUFMANN, Jean-Claude. - *L'entretien compréhensif.* - Paris : Nathan, Collection 128, 2001 (cinquième tirage).

KHAZANOV, Anatoly M. - *Nomads and the outside world.* - University of Wisconsin Press, 1984.

KI ZERBO, Joseph. - *Quelle coopération pour quel développement.* In Thill . G (dir). - 1988, pp 516-526

KONÉ, Marietou. - *Droits délégués d'accès à la terre et aux ressources dans le centre ouest de la Côte d'Ivoire : Bodiba (Oumé) et Zahia (Gbogué),* GIDIS-CI, GRET/IIED, 2001.

LANDAIS, Etienne. - *Sur les doctrines des vétérinaires coloniaux français en Afrique noire.* In : Bernus Edmond (ed.), Pouillon F. (ed.) Sociétés pastorales et développement : 1. Les interventions techniques. Cahiers des Sciences Humaines, 1990, 26 (1-2), p. 33-71. ISSN 0768-9829.

LAVIGNE-DELVILLE, Philippe (dir.). - *Quelles politiques foncières pour l'Afrique rurale ? Réconcilier pratiques, légitimité et légalité.*- Paris : Karthala/Coopération française, 1998.

LE QUELLEC, Jean-Loïc. - *A propos d'un mythe Nyangatom d'origine du bétail.* Cahiers caribéens d'égyptologie . 2002, 3-4 : 179-199

LE ROY, Étienne ; KARSENTY, Alain ; BERTRAND, Alain. - *La sécurisation foncière en Afrique. Pour une gestion viable des ressources renouvelables* Paris : Éd. Karthala, 1996.

LE ROY, Étienne. - *À qui, à quoi sert la propriété foncière dans les pays du Sud ? Itinéraire d'une recherche.*- Transcontinentales [En ligne], 10/11 | 2011, document 9, mis en ligne le 19 octobre 2011, consulté le 23 juillet 2013. URL : <http://transcontinentales.revues.org/1138>.

LEBLON, Anaïs. - *Le pulaaku. Bilan critique des études de l'identité peule en Afrique de l'Ouest* - Recherches en anthropologie & en histoire de l'Afrique, Collection « Clio en @frique » n° 20, Centre d'Étude des Mondes Africains (CEMAf) MMSH – Aix-en-Provence, 2006.

LECLERC, Grégoire et SY, Oumar. - *Des indicateurs spatialisés des transhumances pastorales au Ferlo, Cyberge*o : *European Journal of Geography* [En ligne], Systèmes, Modélisation, Géostatistiques, document 532, mis en ligne le 23 mai 2011, consulté le 20 septembre 2013. URL : <http://cybergegeo.revues.org/23661> ; DOI : 10.4000/cybergegeo.23661.

LÉMERY, Bruno.- *Les agriculteurs dans la fabrique d'une nouvelle agriculture*, Sociologie du Travail, 2003, 45/1 : 9-25.

LÉMERY, B., S. INGRAND, B. DÉGRANGE, AND B. DEDIEU. - *Agir en situation d'incertitude : le cas des éleveurs de bovins allaitants.* - *Économie Rurale.* 2005, 288 : 57-69.

LEMERY, Bruno. - *Processus d'Innovation et dynamiques de l'action professionnelle ordinaire. Contribution à une sociologie des pratiques de développement en agriculture*, Synthèse sur travaux en vue de l'obtention d'une Habilitation à Diriger des Recherches soutenue à l'Université Lumière / Lyon 2. 2 volumes, 1999, 142 P. + 131 p.

LOUBACHE, Lydia. - le réseau de la fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles - Master 2 Aménagement et Développement Rural, Université Lyon 2, 2004-2005.

LPDE. - *Lettre de Politique de Développement de l'Élevage.* - Ministère de l'élevage du Sénégal, 1998.

LY, Boubacar. - *L'Honneur et les valeurs morales dans les sociétés ouolof et toucouleur du Sénégal. Étude de sociologie.* - Paris, université de Paris-I, 574 p. (thèse de 3^e cycle), 1966.

LY, Cheikh. - *La politique de développement de l'élevage au Sénégal repères sur l'évolution, les réalités et les perspectives de l'élevage des bovins et petits ruminants 1960-1986.* - Série Réflexions et Perspectives, ISRA/CRDI , 1989, vol1 num1.

MALASSIS, Louis. - *L'épopée inachevée des paysans du monde,* - Paris, Fayard, 2004.

MALASSIS, Louis. - *Propos sur l'exploitation familiale,* dans *L'exploitation familiale.— Études d'économie rurale, n°21,* Rennes, Centre de recherches d'économie et de sociologie rurales de l'ouest agricole, 1957, pp. 1-26.

MANOLI, Claire. - *Le troupeau et les moyens de sécurisation des campements pastoraux : Une étude de la gestion des troupeaux de la Communauté Rurale de Tessekre, dans le Ferlo sénégalais.* - Thèse de doctorat « écosystèmes et agronomie », Montpellier SupAgro, 14 décembre 2012.

MARTY, André. - *La gestion des terroirs et les éleveurs : un outil d'exclusion ou de négociation ?* - *Revue Tiers-Monde*, XXXIV, N°134, avril-juin, 1993, pp. 327-44.

MENDRAS, Henry. - *La fin des paysans, innovations et changement dans l'agriculture française.* - Paris, S.E.D.E.I.S., 1967, 364 p. 27 F (Futuribles). Thèse principale es Lettres, Paris, 1967.

MENY Yves et THOENIG. J.C. - *Politiques publiques.* - Paris Presses universitaire de France, 1989.

MULLER P., FAURE A., GERBAUX F. - *Les entrepreneurs ruraux. Agriculteurs, artisans, commerçants, élus locaux.*- *Économie rurale, Année 1989, Volume 194, Numéro 1,* p. 53 - 53.

NDIONE, C. M. - *Commercialisation et sécurisation du pastoralisme.* ISRA St Louis, Saint Louis, Sénégal. 1993.

NEVEU, Erik. - *Sociologie des mouvements sociaux,* Paris : La Découverte, coll. « Repères », 1996.

NISDEL. - *Nouvelle Initiative sénégalaise pour le développement de l'élevage.* - Ministère de l'élevage du Sénégal, 2004.

OLIVIER DE SARDAN, Jean-Pierre ; BIERSCHEK, Thomas.- *Les courtiers locaux du développement* », *Bulletin de l'APAD* [En ligne], 5 | 1993, mis en ligne le 04 juin 2008, Consulté le 14 septembre 2010. URL : <http://apad.revues.org/3233>.

PAPF : 2008 Rapport de la capitalisation des expériences du PAPF dans le Ferlo en matière d'alphabétisation Projet Autopromotion Pastorale dans le Ferlo IRAM GTZ.

PARÉ, L. - Les délégations de droits de culture dans l'aire cotonnière du Burkina Faso, modalités et dynamiques, GRET, IIED, 2001.

PELISSIER, Paul. - *Les paysans du Sénégal. Les civilisations agraires du Cayor à la Casamance*.- Saint- Yrieix : imprimerie Fabrègue, 1966.

PERRENOUD, Ph. et Montandon, C. - *Qui maîtrise l'école? Politiques d'institutions et pratiques des acteurs*. - Lausanne, Réalités sociales, 1988.

PERRIER, G. - *Nouvelles orientations dans la gestion des parcours en Afrique*. in Ian Scoones Dir., *Nouvelles orientations du développement pastoral en Afrique. Un environnement incertain*, Coédition CTA/Karthala, pp. 91-109. 1999.

PICHOT, Jean Pascal., FAURE, Guy. - *Systèmes d'innovations et dispositifs d'appui pour les agricultures africaines subsahariennes*. - Actes du colloque « Savanes africaines en développement : innover pour durer », 20-23 avril 2009, Garoua, Cameroun. Prasac, N'Djaména, Tchad ; Cirad, Montpellier, France, cédérom, 2010, éditeurs scientifiques : Seiny-Boukar, P. Boumard.

POINTING J. - *Les femmes dans les sociétés pastorales d'Afrique orientale et occidentale*.- Programme Zones Arides.- DOSSIER N° 28, IIED, 25P, 1991.

POLANYI, Karl. - *La Grande Transformation*. - 1944, trad. française. Gallimard, coll. Bibliothèque que des sciences humaines », 1983.

POUILLON, François et MAUGER, Thierry. - *Un État contre les Bédouins, l'Arabie Saoudite : jalons pour une thèse*. - Maghreb-Machreq Monde Arabe, 147, 1994. p. 132-148 [traduction arabe 1995].

POUILLON, François. - *Sur la stagnation technique chez les pasteurs nomades: les Peul du Nord Sénégal entre l'économie politique et l'histoire contemporaine*. in Pouillon, François (dir) ; Bernus, Edmond (dir) *Sociétés pastorales et développement*. - Cahier de Sciences Humaines : Edition ORSTOM, 1990, 26 : 173-192.

POUTIGNAT, Ph et STREIFF-FENART, J. - *Théorie de l'ethnicité*, PUF, 1995.

PROTEAU, Laurence. - *Passion scolaires en Côte d'Ivoire. Ecole, Etat et société*, Paris, Karthala, 2002.

PUTNAM, Robert David ; LEONARDI Robert ; NANETTI, Raffaella Y. - *Making democracy work*. - Princeton : Princeton University Press, 1993.

PUTNAM, Robert David. - *Le déclin du capital social aux États-Unis*. - Lien social et politiques – *RIAC*, vol. 41, 1999, pp. 13-22.

REMY Jean. ; VOYÉ, L ; SERVAIS, E.- *Produire ou reproduire ? Une sociologie de la vie quotidienne*. - Les Éditions Vie Ouvrière, tome 1, Bruxelles, 1978.

REMY, Jean. - *Négociations et transaction sociale*. - *Négociations*, 2005/1 no 3, p. 81-95.

RICCI LEMPEN, Silvia. - *Le travail, outil de libération des femmes?*. - Colloque Nouvelles Questions Féministes, 2007, 26 (3), 133-137.

RIESMAN P. - *Société et liberté chez les Peul Djelgôgé de Haute Volta*. - Essai d'anthropologie introspective. - Edition Cahiers de l'Homme, 1974.

RIST, Gilbert.- *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*.- Paris : Presses de Sciences po., coll. Références inédites, 1996, 426 p.

SACKS Harvey., SCHEGLOFF, E. A., & JEFFERSON, G. - *A simplest systematics for the organization of turntaking for conversation*.- *Language*, 1974, 50, 696-735.

SANTOIR, Christian. - *Raison pastorale et politique de développement : les Peuls sénégalais face aux aménagements*.- Travaux et documents de l'ORSTOM Numéro 166, 1983.

SANTOIR, Christian. *Décadence et résistance du pastoralisme : les Peuls de la vallée du fleuve Sénégal* In *L'archipel peul Cahiers d'Études Africaines*, 1994, (133-135)P. 231-263 ISSN 0008-0055.

SCHAEFFER J. - *Économie pastorale dans le Ferlo des forages : Bouteyni et Widou Thiengoly en 1994*. - Rapport de recherche, GTZ Sénégal, 1994.

SCHMOLLER, Gustav. - *Principes d'économie politique*, 1905.

SCOONES, Ian. - *Les nouvelles orientations du développement pastoral en Afrique*, in Ian Scoones (dir), *Nouvelles orientations du développement pastoral en Afrique. Un environnement incertain*, Coédition CTA/Karthala, 1999, pp. 17-73.

STEINFELD, H., GERBER, P., WASSENAAR, T ., CASTEL, V., ROSALES, M., D. HAAN, C. - *Livestock's long shadow: environmental issues and options*. Food and Agriculture Organization of the United Nations, Rome 390 p, 2006.

SURET-CANALE, Jean. - *Afrique Noire. L'ère coloniale 1900-1945*. Paris : Éditions Sociale 1977.

THÉBAUD B., GRELL H., MIEHE S. - *Vers une reconnaissance de l'efficacité pastorale traditionnelle : les leçons d'une expérience de pâturage contrôlé dans le Nord du Sénégal*, IIED, n° 55, Londres, 33 p. 19958

TILLON, Germaine.- *Le harem et les cousins*, Paris, Éditions du Seuil, 1966.

TOURAINÉ, Alain. - *La voix et le regard*. - Paris : Seuil, 1978

TOURAINÉ, Alain. - *Pourrons-nous vivre ensemble?*, Fayard, Livre de Poche, 1997.

TOURAINÉ, Alain. - *Production de la société*. - Paris : Seuil, 1973.

TOURÉ Oussouby. - *Les sociétés Peul du Ferlo : Continuité, changements, menaces*. - Rapport de mission d'évaluation du Projet Sénégal-Allemand d'Exploitation Agro-Sylvo-Pastorale des Sols dans le Nord du Sénégal, 1991.

TOURE, Oussouby et ARPAILLANGE, Joel. - *Peuls du Ferlo*. - Paris : L'harmattan, 1986.

TOURE, Oussouby. - *Ngaynaaka majji : la perte des pratiques pastorales dans le Ferlo (Nord Senegal)*.- Londres : IIED, 1990.

TOURÉ, Oussouby. - *Une société pastorale en mutation sous l'effet des politiques de développement : les Peul du Ferlo du début du siècle à nos jours*.- Institut du Sahel, 1987.

TOURE, Oussouby.- *La gestion des ressources naturelles en milieu pastoral. L'exemple du Ferlo Sénégalais*. In C. a. T. Becker, P. [ed.], Développement durable au Sahel, Dakar/Paris 125-143. Sociétés/Espaces/Temps/Karthala, 1997.

TYC, Jean. - *Étude diagnostic sur l'exploitation et la commercialisation du bétail dans la zone dite des « Six Forages »*. GTZ Sénégal, Rapport de mission, 1994.

VATIN, François. - *Le lait et la raison marchande. Essais de sociologie économique*. - Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 1996. 205 p

WANE, A., DIAO-CAMARA, A., ANCEY, V., JOLY, N., AND. KA, S. - *Choix individuel et sécurisation collective : le salariat dans les exploitations pastorales du Ferlo (Sahel sénégalais)*. - *Économies et Sociétés* 9, 2009, 1443.

WANE, A., V, ANCEY., AND B, GROSDIDIER. - *Les unités pastorales du Sahel sénégalais, outils de gestion de l'élevage et des espaces pastoraux. projet durable ou projet de développement durable ?* Développement Durable et Territoire. 2006, Dossier n° 8: Méthodologies et pratiques territoriales de l'évaluation en matière de développement durable.

WESTOBY, M., Walker B.; NOY-MEIR., I. - *Opportunistic management for rangelands not at equilibrium*. *Journal of Range Management*. 1989, 42:266-274.

WEZEL, A., BELLON, S., DORÉ, T., VALLOD, D., DAVID, C., - *Agroecology as a science, movement or practice*. - *Agronomy for Sustainable Development*, 2009, 29 : 503-515.

Annexes

Annexe 1 : Guide d'entretien administré aux agents de l'État et des projets de développement

Identification

Nom et Prénom

Structure

1. Trajectoire

Pouvez-vous en quelques mots présenter votre parcours ? les différents services que vous avez fait et les différentes fonctions occupées ?

2. Représentation du métier et normes

Que signifie élevage pour vous ?

Qui est éleveur ? Qui ne l'est pas ?

Que pensez-vous des jugements faits en l'endroit du mode d'élevage extensif ?

Cette position se justifie-t-elle selon vous ? Quels arguments ?

S'il y a lieu d'adopter des changements, sur quoi est ce que cela devrait porter ?

3. Sur les prescriptions

Partant des programmes phares dans le secteur de l'élevage (SODESP) et des Programmes actuels (NISDEL, PNDE, GOANA, ...)

Sur chacun de ces programmes nous suscitons le débat sur les objectifs visés ? les moyens mis en œuvre ? les orientations ? les problèmes ? la façon dont la structure de la personne interrogée y est ou était impliquée ? le rôle que l'interviewé y a joué ? Son point de vue personnel sur le projet ?

Quelle devrait être la place de la recherche dans les options techniques proposées ?

Quel bilan tirer des expériences passées ? En tire t'il des enseignements ? Lesquels ?

Comment voit-il leur (en tant que prescripteur) rapport aux éleveurs aujourd'hui ?

Annexe 2 : Guide d'entretien administré aux leaders d'organisation nationale d'éleveurs

Identification

Nom et Prénom

Organisation

1. Trajectoire

Origine du leader (de quel village est-il ? où vit-il ? quel lien avec son milieu social d'origine)

Ses activités d'élevage (quel type d'élevage fait-il ? où se trouve son troupeau ? qui s'en occupe ?)

Cursus d'acteur d'organisation d'éleveurs

Ses autres activités ou responsabilités

2. Représentation du métier et normes

Que signifie élevage pour vous ?

Qui est éleveur ? Qui ne l'est pas ?

Que pensez-vous des jugements faits en l'endroit du mode d'élevage extensif ?

Cette position se justifie-t-elle selon vous ? Quels arguments ?

S'il y a lieu d'adopter des changements, sur quoi est ce que cela devrait porter ?

3. Rapport à la « professionnalisation » du métier

Pouvez vous me présenter votre organisation ? quelle est sa spécificité dans le paysage des organisations ?

Quelles sont leurs motivations ?

Comment voit-il ce qui est appelée professionnalisation du métier ?

Au regard du paysage organisationnel des éleveurs, quelle forme ou quelle critique et réorganisation formulez vous en l'endroit du système de fonctionnement, de la représentativité des éleveurs, ...?

Quel rôle devraient elles jouaient ?

4. Rapport aux institutions publiques

Que pensez-vous de l'intervention de l'état ? des agents de l'État avec qui vous interagissez ?

Parlez moi d'un exemple concret et de ce que vous en pensez ? (nous orientons sur un projet en cours)

Quel bilan en faites vous ?

Pourquoi ?

Comment voient-ils leur rapport aux institutions aujourd'hui ? nous approfondissons par rapport aux projets de développement ? et par rapport à "l'écrit" (École, alphabétisation nécessite ou pure stratégie de positionnement ?)

5. Interactions avec les autres organisations

Avec quelles autres organisations êtes-vous en lien ? sur quoi ? lien interpersonnels ? professionnels ?

On vous reproche de ne pas être représentatif ? qu'en pensez vous ?

On vous reproche d'être pléthorique ? qu'en pensez vous ?

Annexe 2 : Guide d'entretien utilisé avec les éleveurs

Identification

Site

Nom et Prénom du chef de campement

1. Trajectoire du chef de famille et de la famille

Informations sur installation dans la zone

Organisation sociale et domestique : liens familiaux entre les différents membres du campement, lien familiaux avec d'autres campements proches ou de la zone, ...

Hiérarchie sociale ?

2. Les ressources de la famille

Troupeaux (structure de propriété du troupeau ? composition ? décompte par nous même, propriété des animaux ?)

Autres ressources (cultures, sociales, relationnelles, ...)

Autres activités (leurs apports dans la formation des revenus)

Niveau d'instruction, d'alphabétisation du chef de campement et des différents membres de la famille

3. Conduite du troupeau

Type de troupeau (races ?)

Si adoption de nouvelles races ? les quels ? Pourquoi ? Comment ?

Organisation de la main d'œuvre ? familiale ? Salariale ?

Mode de gestion du troupeau : transhumance (pourquoi, quel animal, où ? conduit par qui ?

Administration d'aliment bétail ? suivi sanitaire des animaux?)

Introduction de pratiques dites moderne ? (qu'en pensent-ils ?)

Comment sont prises les décisions ? (en prenant l'exemple d'un départ en transhumance, de la vente d'un animal, de la vaccination des animaux, de la vente du lait...)

4. Rapport au marché

Quels sont les produits vendus ? Où ? Par qui ? à qui ? quelle fréquence ?

Existe-t-il une organisation autour de la commercialisation des produits d'élevage ou autre chose (groupement de producteurs, mutuelle, etc.)

5. Rapport à la professionnalisation du métier

Membres de la famille participant à des actions d'organisation ? quel type d'organisation ? pourquoi ? quelle place y occupent-ils et quel rôle y jouent-ils ?

Sinon, pourquoi pas ?

Connaissez-vous des organisations faitières d'éleveurs ? lesquelles ? quel lien avec ses organisations ou leurs leaders ? fréquences des rencontres ? sujet de ces rencontres ? objets débattus dans ces organisations

Quelle vision ou quelle critique en l'endroit de ces organisations ?

6. Rapport aux institutions publiques ?

Discussion sur les projets dans le secteur de l'élevage conduits dans la zone dans le passé et actuellement ? (*dans chaque site l'action de l'État ou d'une ong qui a le plus marqué est mise en débat, elle peut être une action terminée ou en cours*)

Me parler d'un exemple concret qui vous a semblé bien orienté, un autre qui par contre ne l'était pas.

Vision de l'intervention de l'état des membres de la famille (le chef de campement ou celui qui est le plus impliqué dans la gestion du troupeau)

La tendance est souvent de s'en prendre à l'État, ou aux éleveurs selon la personne qui juge, du point de vue des éleveurs qu'ils sont, où se situent les responsabilités des uns et des autres ?

7. Rapport à l'École

Scolarisation ? Alphabétisation ?

Pourquoi ?

Qui va à l'école dans le campement ? quelle école ?

Quelle évolution dans leur rapport aux institutions scolaires ?

Quelle vision sur la scolarisation des fils ? et l'utilité de l'école ?

8. Conception du métier et normes

Que signifie élevage pour les membres de la famille (*en fonction des campement nous choisissons ceux avec qui discuter de ces questions, le chef de campement forcément, ses épouses aussi, les autres membres peuvent être des fils ou filles ou des frères ou neveux*)

Le bon élevage, c'est quoi ?

Les bonnes conditions pour l'élevage, c'est quoi ?

Que pensez-vous des jugements faits en l'endroit du mode d'élevage extensif ?

Cette position se justifie-t-elle selon vous ? Quels arguments ?

S'il y a lieu d'adopter des changements, sur quoi est ce que cela devrait porter ?